



Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-07

Nouvelles lois p. 08-11

Séances publiques
n^{os} 6 et 7 p. 12-81

Questions au
Gouvernement p. 82-99

2023-2028

n°3



Sommaire

Actualité parlementaire	p. 03-07
Nouvelles lois	p. 08-11
Séances	p. 12-81
6 ^e séance du jeudi 14 décembre 2023	p. 12-36
7 ^e séance du mardi 19 décembre 2023	p. 37-81
Questions au Gouvernement	p. 82-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
24/01/2024

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg



Le Président de la Chambre des Députés en visite à Bruxelles : les moments clés

Rencontre avec la Présidente du Parlement européen

Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a rencontré Mme Roberta Metsola, Présidente de nationalité maltaise du Parlement européen, le 11 janvier 2024 à Bruxelles dans le cadre de ses efforts pour placer les enjeux de politique européenne au centre du travail de la Chambre des Députés.

« Ce déplacement à Bruxelles, sous le signe de l'Europe, est très important pour moi et figure parmi mes premières visites en tant que Président de la Chambre des Députés ». Le suivi et le positionnement concernant les questions de politique européenne sont au cœur des préoccupations du nouveau Président de la Chambre. Ce dernier a réitéré plusieurs fois, lors de son déplacement dans la capitale belge, l'importance qu'il accorde aux dossiers européens.



Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a été reçu par son homologue européen, Mme Roberta Metsola.

Ces dossiers ont également été parmi les points abordés par la Présidente du Parlement européen. M. Wiseler a renchéri en disant qu'il accorde une importance capitale à ce que les dossiers européens, tels que les directives et les règlements, soient mieux compris et traités politiquement au sein du Parlement luxembourgeois. Le Président de la Chambre des Députés a eu un entretien en tête-à-tête avec Mme Metsola dans les bureaux de la Présidente du Parlement européen qui a porté sur le renforcement du dialogue politique et législatif entre le Parlement européen et les parlements nationaux ainsi que sur les manifestations interparlementaires. Il s'agissait essentiellement de voir quelles formes de collaboration pourraient être mises en place permettant au Parlement luxembourgeois de subvenir à ses besoins d'information en matière de travail législatif en cours au Parlement européen. Les deux Présidents ont réaffirmé leur volonté de s'engager pour la défense de l'État de droit et des valeurs qui sont à la base de l'Union européenne.

Entretien avec le Premier Vice-Président du Parlement européen

À l'occasion de son déplacement au Parlement européen, le Président de la Chambre des Députés s'est également entretenu en tête-à-tête avec le Premier Vice-Président du Parlement, l'Autrichien Othmar Karas.

Parmi les autres sujets abordés lors des échanges du Président de la Chambre et de ses interlocuteurs européens figuraient la question de la révision des

traités européens, des listes électorales transnationales ou encore la Conférence sur l'avenir de l'Europe.



M. Claude Wiseler a eu l'occasion de s'entretenir avec le Premier Vice-Président du Parlement européen, M. Othmar Karas.

Visite de courtoisie chez la Présidente de la Chambre des Représentants de Belgique

Les questions d'égalité des genres, le rapport entre les parlements nationaux et la politique européenne et la participation citoyenne ont été les sujets de discussions entre Mme Éliane Tillieux, Présidente de la Chambre des Représentants de Belgique, et M. Claude Wiseler.



La Présidente de la Chambre des Représentants de Belgique, Mme Éliane Tillieux, a reçu M. Claude Wiseler lors d'un petit-déjeuner de travail.

Les sujets de conversation étaient nombreux lors du petit-déjeuner de travail entre Mme Tillieux et M. Wiseler. Le Président de la Chambre a souhaité aborder plusieurs thèmes avec son homologue belge, première femme à présider, depuis octobre 2020, la Chambre des Représentants de Belgique.

L'égalité passe par un ensemble de mesures

L'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans les parlements a été le premier sujet abordé. Mme Tillieux a parlé d'un problème de société plus profond qu'on ne le pense et informé M. Wiseler sur les initiatives entreprises dans son parlement. Pour elle, la question passe par des éléments de langage et d'aménagement de l'environnement de travail, comme le fait de féminiser son titre ou de mettre en avant des profils de femmes de responsabilité.

Parmi les mesures évoquées, la création d'un poste de « référent genre » au sein de la Chambre des Représentants ainsi que la prise en compte du genre dans le cadre des recrutements pour le personnel en

donnant, à compétences égales, un avantage au genre sous-représenté.

Comment amener plus d'Europe dans les parlements nationaux ?

Le second sujet de conversation, d'autant plus important pour M. Wiseler qui souhaite en faire un des axes forts de sa présidence, a été le traitement par les parlements nationaux des enjeux politiques européens.

Cela concerne par exemple le travail sur les directives européennes, qui sont « souvent traitées de façon trop tardive » à la Chambre des Députés, a relevé M. Claude Wiseler. Les deux dirigeants ont partagé leurs expériences en la matière et comparé les modèles appliqués ou envisagés dans leurs institutions respectives, mais également les modèles appliqués dans d'autres États européens. Mme Tillieux a notamment signalé que, parmi les mesures appliquées par la Chambre des Représentants de Belgique, il existait une priorité donnée aux directives européennes dans l'organisation des débats.

Les deux Présidents ont encore abordé le sujet de la participation citoyenne au travail parlementaire. Parmi les formats appliqués à la Chambre des Représentants figurent celui des commissions mixtes entre citoyens et parlementaires ou encore celui des commissions entièrement citoyennes, notamment dans le cadre des systèmes de pétitions. M. Wiseler a quant à lui présenté le concept des propositions motivées aux fins de légiférer (PML), système récemment introduit au Luxembourg qui doit permettre aux citoyens de rédiger et proposer directement des textes législatifs.

Déjeuner de travail avec les députés européens luxembourgeois

Réunis à Bruxelles sur invitation du Président de la Chambre des Députés, les députés européens luxembourgeois ont mené un échange sur les modalités d'un potentiel renforcement de leurs interactions avec la Chambre des Députés.

Mmes Tilly Metz (2^e à droite sur la photo ci-dessous), Isabel Wiseler-Lima (4^e à gauche), Monica Semedo (3^e à gauche) et Martine Kemp (3^e à droite), ainsi que M. Charles Goerens (1^{er} à droite) ont répondu à l'invitation du nouveau Président de la Chambre des Députés lors de son déplacement à Bruxelles (M. Marc Angel s'était fait excuser). M. Wiseler a affiché clairement son intention d'améliorer le traitement des dossiers européens à la Chambre des Députés et les députés européens ont, pour le nouveau Président, toute leur place dans le dispositif qu'il envisage.



M. Wiseler a rencontré les députés européens luxembourgeois lors de son déplacement à Bruxelles, qui se sont montrés ouverts à un renforcement de la collaboration avec la Chambre des Députés. Il a également pu s'échanger avec la Représentante permanente, Mme Sylvie Lucas (2^e à gauche).

Les députés européens étaient convaincus du bien-fondé d'une telle initiative et se sont, lors de l'entretien, globalement montrés intéressés par un renforcement de leur collaboration avec la Chambre des Députés et ont spontanément fait des suggestions pour améliorer leurs interactions avec le Parlement du Luxembourg.

« Créer des automatismes européens »

Introduction d'une commission des affaires européennes, répartition des dossiers européens dans les commissions compétentes, modalités et timing pour une plus grande participation des députés basés à

Bruxelles, choix des dossiers européens à traiter en priorité, implication de l'Administration parlementaire : les questions à éclaircir restent nombreuses.

Globalement, M. Wiseler a fait part aux députés européens de sa volonté de « mettre en place des automatismes » afin que le travail sur les dossiers européens soit pleinement intégré dans les usages et le calendrier du Parlement luxembourgeois.

Il a également souligné qu'il était essentiel de réussir ce changement de mode de travail dès le départ, de trouver les « bons automatismes », car une fois que des habitudes se sont installées et que des procé-

dures sont fixées d'un point de vue réglementaire, il serait très difficile de les modifier.

Réunion à la Représentation permanente du Luxembourg auprès de l'UE

Le Président de la Chambre des Députés s'est encore rendu dans les locaux de la Représentation permanente du Luxembourg auprès de l'Union européenne. Il y a notamment retrouvé la Représentante permanente, Mme Sylvie Lucas, qui l'a informé des enjeux européens et de ceux liés à la Belgique.

Quelles perspectives en 2024 pour la Chambre des Députés ?



La désormais traditionnelle réception de Nouvel An s'est déroulée le 8 janvier 2024 à l'Hôtel de la Chambre.

« Le Parlement doit redevenir le centre du débat politique. » C'est un des objectifs que le nouveau Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a annoncés lors de la traditionnelle réception de Nouvel An qui s'est déroulée le 8 janvier 2024 à l'Hôtel de la Chambre. M. Wiseler, les membres du Bureau et de la Conférence des Présidents ainsi que le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Laurent Scheeck, ont exprimé leurs vœux aux représentants du Gouvernement, du Conseil d'État et du Service central de législation (SCL), à la presse, aux représentants des organes rattachés au Parlement, à savoir l'Ombudsman, l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaju) et le Centre pour l'égalité de traitement (CET), ainsi qu'à l'ensemble des personnels des groupes et sensibilités politiques et de l'Administration parlementaire.

La réception était l'occasion de retracer les temps forts de 2023, une année marquée par le commencement d'une nouvelle législature et l'entrée en vigueur d'une nouvelle Constitution, et de donner des perspectives pour l'année 2024. D'un point de vue politique, « 2023 était l'année des promesses et des engagements, 2024 est l'année pour les réaliser », a déclaré M. Wiseler.

Dans son tout premier discours de Nouvel An, le nouveau Président a souligné le rôle symbolique de la Chambre des Députés en tant que « maison de la démocratie ». « Le devoir des députés est de reconstruire la confiance dans la démocratie et les institutions démocratiques, en constante diminution dans le monde entier, et également au Luxembourg », a rappelé M. Wiseler. Les membres de la Chambre doivent, toujours selon lui, assurer une exemplarité dans l'exercice de

leur mandat, convaincre par le contenu de leur travail et garantir que les débats essentiels pour la société aient lieu à la Chambre.

Le Président a avancé plusieurs pistes pour adapter le cadre du travail et du débat parlementaire afin d'augmenter leur impact. Ces adaptations devraient concerner les temps de parole en séance publique, la publicité des réunions des commissions parlementaires, les rapports des commissions sur le travail législatif ou encore la communication. « Nous devons mener des débats nuancés à la hauteur de la complexité des sujets. Rien n'est noir et blanc. Un parlement doit pouvoir discuter des détails pour être en mesure de prendre des décisions valables sur le long terme. » Trop vouloir s'aligner sur la tendance actuelle de communiquer de plus en plus par des messages simples serait un piège, selon M. Wiseler : « Ne pas devenir un parlement des réseaux sociaux, c'est ce que nous devons aux citoyens. » L'institution est bien préparée à affronter des changements, a encore constaté le Président de la Chambre devant la presse et les autres invités.

Les députés peuvent s'appuyer dans leur travail sur l'Administration parlementaire, qui a vécu une transformation profonde ces dernières années. Le Secrétaire général et donc chef de l'Administration parlementaire a expliqué comment les réformes ont contribué à améliorer la qualité du travail législatif, à développer l'expertise scientifique et à donner plus d'importance à la diplomatie parlementaire. Il est revenu sur des moments forts de l'année passée, comme les festivités pour les 175 ans de la Constitution luxembourgeoise, l'organisation d'événements d'envergure tels que la session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN avec quelque 600 participants du monde entier ou encore une journée portes ouvertes. L'Administration parlementaire compte 162 collaborateurs travaillant au sein de 17 services.

L'Administration parlementaire recrute :

un assistant (m/f/d) pour les besoins du service des commissions sous le régime du salarié de droit privé (CDD 1 an)

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant :
https://www.chd.lu/fr/offres_emploi



Programme de travail pour 2024 de la Commission européenne

À six mois des élections européennes, la Commission européenne affirme avoir réalisé 90 % de son travail pour cette législature. Pourtant, toutes les initiatives n'ont pas encore abouti et 18 nouvelles initiatives stratégiques sont annoncées pour 2024. C'est ce qui ressort de l'échange de vues des députés et des eurodéputés luxembourgeois avec le Commissaire européen à l'Emploi et aux Droits sociaux et ancien ministre luxembourgeois, M. Nicolas Schmit, sur le programme de travail de la Commission européenne pour l'année 2024, qui a eu lieu le 18 décembre 2023 à la Chambre des Députés.

« Il est important que les députés connaissent dès que possible le programme de travail de la Commission européenne », a constaté d'emblée le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, « car nous, députés nationaux, serons forcément saisis de ces dossiers dans les mois à venir pour légiférer au Luxembourg », a-t-il ajouté.

Garantir l'aide à l'Ukraine

Les dossiers d'actualité européenne ont dominé l'échange de vues. Un des plus grands chantiers sera celui de la révision du budget à long terme. Celui-ci inclut par ailleurs une enveloppe de quelque 50 milliards d'euros destinée à soutenir l'Ukraine sur le chemin de l'intégration européenne. Cette aide financière avait été bloquée par le veto de la Hongrie lors du Conseil européen, a déploré M. Schmit devant les députés. « Il faudra réunir les moyens nécessaires pour accompagner l'Ukraine dans son adhésion à l'Union européenne », selon le Commissaire européen.

L'ancien ministre luxembourgeois a également souligné l'importance de faire aboutir en début d'année le paquet migration et d'établir de nouvelles règles pour gérer la gouvernance économique européenne.

Aux yeux de M. Schmit, il est nécessaire que l'Union européenne se dote de règles qui lui permettent de se positionner en tant qu'acteur économique compétitif face aux États-Unis ou la Chine. Il s'agit de libérer plusieurs centaines de milliards d'euros pour « assurer des investissements massifs dans la transition numérique et écologique ».

Certains députés se sont intéressés à l'orientation potentielle de ces règles ainsi qu'aux possibilités d'accroître le rôle des acteurs comme la Banque centrale européenne ou encore la Banque européenne d'investissement dans cette démarche d'investissement.

« Le monde ne s'arrête pas parce qu'il y a des élections en Europe. Nous devons rester en mesure d'évoluer face aux défis qui se présentent et dans un contexte où de nouvelles crises ne sont pas exclues », a expliqué M. Schmit. La pandémie a montré, selon le Commissaire européen, que la Commission européenne était capable de réagir vite, comme cela a été le cas pour l'approvisionnement des vaccins contre la Covid-19, de sorte à réduire les potentiels impacts sur l'économie européenne. Les députés se sont renseignés dans ce contexte si une suite était prévue pour prolonger l'instrument « SURE » créé dans l'urgence pour sauver les entreprises en difficulté. M. Schmit a répondu par la négative en affirmant que cet instrument était un « atout » et « une expérience », mais qui resterait sans suite à l'heure actuelle.

Règles européennes pour le travail des plateformes, le télétravail, le chômage, les stages ?

Les députés ont interrogé le Commissaire européen à l'Emploi et aux Droits sociaux sur des sujets qui concernent son portefeuille et qui revêtent une certaine importance pour le Luxembourg. M. Schmit a ainsi salué l'accord politique trouvé visant à mettre en

place un cadre pour le droit des travailleurs des plateformes numériques. Il espère néanmoins que les colégislateurs arriveront à faire aboutir le texte.

Pour ce qui est de la directive sur le salaire minimum et le dialogue social, M. Schmit a estimé que l'existence de ce texte était en elle-même un succès : « Si vous m'aviez demandé il y a 10 ans [...] comment j'évaluerais la possibilité d'un cadre européen pour le salaire minimum, je vous aurais répondu qu'on peut toujours rêver. » Il a par ailleurs recommandé au Luxembourg de « regarder le contenu de cette directive de plus près ». Un des objectifs est que 80 % des salariés soient couverts par une convention collective.

Les députés se sont également intéressés à l'avancement du dossier concernant le paiement des indemnités de chômage, en discussion depuis des années, et pour lequel une nouvelle proposition est attendue début 2024, selon le Commissaire européen. Tout changement du principe actuel pourrait avoir un impact financier important pour l'État luxembourgeois. Il s'agit de clarifier si le pays de résidence ou le pays de travail indemnise un travailleur frontalier au chômage.

Les préparatifs pour un cadre européen concernant les stages, le devoir de diligence des entreprises ou encore le télétravail et le droit à la déconnexion ont attiré l'attention des députés. Pour ce qui est des règles homogènes pour le télétravail, le Commissaire européen a rappelé que la fiscalité restait une compétence réservée aux États membres, ce qui réduit la marge de manœuvre de la Commission européenne. Les règles pour les travailleurs frontaliers doivent dès lors passer par des accords bilatéraux, « même si nous sommes conscients qu'il existe une discrimination dans les faits pour les frontaliers », a déploré M. Schmit.



Le Commissaire européen à l'Emploi et aux Droits sociaux, M. Nicolas Schmit, a été reçu à la Chambre des Députés pour y présenter le programme de travail pour 2024 de la Commission européenne.

Recherche scientifique au Parlement

Efficacité de la taxe carbone pour limiter les dommages sociaux et environnementaux liés aux émissions de gaz à effet de serre au Luxembourg et dans le monde

Il est à présent admis que le changement climatique planétaire est directement lié aux émissions anthropiques de gaz à effet de serre (GES). Afin d'atténuer ses effets, plusieurs mesures politiques sont entreprises au Luxembourg et à travers le monde.

La principale avancée au niveau global a eu lieu fin 2015 par l'approbation de l'Accord de Paris, un traité international ambitieux juridiquement contraignant. Il vise entre autres à maintenir « l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2° C par rapport aux niveaux préindustriels et à poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation de la température à 1,5° C par rapport aux niveaux préindustriels ».

Au niveau de l'Union européenne fin 2019, le « European Green Deal » a fixé comme objectif de réduire de 55 % les émissions de CO₂ à l'horizon 2030 par rapport au niveau de 1990 dans l'UE. Chaque État membre a l'obligation légale de contribuer à cette étape essentielle dans la poursuite de l'objectif long terme de neutralité carbone pour 2050.

Le Luxembourg s'est aligné sur ces mesures via la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat. Des objectifs par secteur ont été définis par le règlement grand-ducal du 22 juin 2022. Il faut noter que les émissions de CO₂ visées par les mesures politiques concernent uniquement les émissions produites/territoriales (directes), et non consommées (indirectes, biens d'importation).

Pour atteindre ces objectifs, le Conseil de Gouvernement a adopté en mai 2020 (et mis à jour en juillet 2023) le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC). Une de ses mesures principales consiste à introduire une taxe carbone. Celle-ci consiste à transférer la charge des dommages sociaux et environnementaux causés par les émissions de GES à leurs responsables et à corriger les impacts de la pollution. En 2021,

une taxe carbone de 20 €/tCO₂eq a été fixée selon la valeur moyenne de la tarification du carbone dans les pays voisins. Cette taxe augmente annuellement de 5 €/tCO₂eq, au moins jusqu'en 2026. Actuellement en 2024, elle est donc de 35 €/tCO₂eq.

La taxe carbone porte sur la consommation de produits énergétiques d'origine fossile et est fondée sur les GES émis par les produits fossiles destinés au transport (p. ex. l'essence) ou à des installations fixes (p. ex. le mazout, le gaz naturel, le charbon). Cette taxe est entre autres justifiée par le fait qu'au Luxembourg, les actions ciblées sur le transport (en particulier le transport routier, représentant 69 % des émissions du secteur et dont 70 % des carburants sont vendus à des véhicules immatriculés à l'étranger) ont le plus grand potentiel de contribution aux objectifs nationaux d'atténuation du changement climatique, étant donné qu'il s'agit du secteur émettant le plus de CO₂ : il représentait plus de 57 % des émissions totales en 2022.

Afin de quantifier et d'évaluer l'impact des mesures politiques sur les émissions de GES, le Statec propose des projections à l'horizon 2050 sur base de différents scénarios de montants de taxe carbone au Luxembourg et à l'étranger. Les objectifs de la loi climat seront atteints rapidement dans le cas d'une augmentation annuelle constante, mais pas dans le cas d'une augmentation des prix carbone à l'étranger supérieure à celle du Luxembourg. De plus, la taxe n'est pas suffisante pour l'atteinte de la neutralité climatique en 2050. Le Statec montre également que la taxe carbone aura un impact majeur sur les ventes de carburants (et donc sur les GES) aux véhicules non immatriculés au Luxembourg, alors que les ventes de carburants aux résidents du Luxembourg connaîtront une diminution lente et linéaire.

Les recettes fiscales sont également dépendantes du montant de la taxe. Selon le PNEC, elles seront

affectées de façon équitable aux investissements dans la transition énergétique et aux mesures de protection du climat, et pour l'autre moitié à des mesures de compensation sociale. En effet, la taxe carbone étant régressive (i.e. les ménages plus modestes dépensent une plus grande part de leurs revenus pour les combustibles domestiques que les ménages plus aisés, moins pénalisés), des instruments tels que le crédit d'impôt climat et autres subventions sont mis en place pour la rendre plus équitable.

Le document identifie dès lors le besoin d'analyses économétriques plus détaillées de l'impact social et environnemental des subventions actuelles et futures. Il relève également l'importance de considérer une échelle globale dans les débats concernant les tarifications du carbone et le changement climatique au sens large.

Note de recherche scientifique par E. Mennicken, M. Pauly et C. Penny : « Efficacité de la taxe carbone pour limiter les dommages sociaux et environnementaux liés aux émissions de gaz à effet de serre au Luxembourg et dans le monde », Luxembourg, Cellule scientifique de la Chambre des Députés, 29 novembre 2023.

Note de recherche scientifique par E. Mennicken, M. Pauly et C. Penny : « Efficacité de la taxe carbone pour limiter les dommages sociaux et environnementaux liés aux émissions de gaz à effet de serre au Luxembourg et dans le monde », Luxembourg, Cellule scientifique de la Chambre des Députés, 29 novembre 2023.

Retrouvez le document intégral en scannant le code QR suivant :



La COP28 « a un impact direct sur notre travail législatif »

Les députés ont débattu le 14 décembre 2023 en séance publique des résultats de la 28^e Conférence des parties (COP28) à la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. MM. Franz Fayot et Paul Galles ont participé au forum parlementaire de la COP28 à Dubaï pour y représenter la Chambre des Députés. Témoignages.

Vous avez participé à la 28^e édition de la COP. Avez-vous l'impression que le cadre est adapté pour traiter l'urgence climatique ?

M. Franz Fayot : Une telle action collective est nécessaire pour résoudre une crise qui nous concerne tous.

Il faut que le monde entier soit dans le même bateau. C'est la diplomatie environnementale. À vrai dire, c'est une expérience frustrante. En Europe, nos pays sont ambitieux. Mais pour nous, la lutte contre le changement climatique n'avance pas assez vite.

M. Paul Galles : J'ai beaucoup réfléchi à cette question. D'un côté, le modèle de la COP présente une opportunité d'échanges pour les députés. Mais on pourrait le rendre plus efficace. Certes, il faut un endroit pour se rencontrer physiquement comme c'était le cas cette année à Dubaï. Je pense que les échanges ne devraient pas se faire par visioconférence. 100.000 personnes

étaient accréditées, mais il faut faire en sorte que les délégations des différents pays ne deviennent pas un moyen pour cacher des lobbyistes du pétrole.

Pourquoi la présence de parlementaires présente-t-elle une plus-value ?

M. Galles : Nous étions à Dubaï pour remplir notre mission de parlementaires qui consiste à contrôler nos gouvernements, à accompagner la démarche de notre pays de manière critique et constructive. Le fait que la première ébauche de la déclaration finale ait créé un tollé pareil montre que l'on procède selon des règles démocratiques.

M. Fayot : Les discussions sur place et les contacts que nous établissons nous permettent de découvrir des initiatives à mettre en place chez nous. Il peut également s'agir d'initiatives que le Luxembourg pourra soutenir. Nous, députés, pouvons faire pression sur nos gouvernements. Nous pouvons également faire fonction de porte-paroles de la société civile. De toute façon, au point où on en est, la pression doit venir de tous les fronts pour accélérer le mouvement.

Quel est l'impact de cette visite sur votre travail parlementaire au Luxembourg ?

M. Fayot : Les débats à la COP sont des discussions globales qui ont un impact direct sur les lois et réglementations. Le message est clair : on ne pourra pas revenir dans 30 ans pour constater que rien n'aura changé. Nous, députés, nous avons une responsabilité spécifique parce que nous sommes les législateurs. Nous devons créer les règles dans le but de

décarboniser nos sociétés et atténuer la crise climatique. Nous ramenons la dynamique de la COP à la Chambre.

Les grands sujets discutés à Dubaï comme le « phasing out » des énergies fossiles, les questions autour du financement nous concernent directement dans notre travail législatif. Le changement climatique est le sujet prédominant. Rien que cette semaine, nous avons deux projets à l'ordre du jour des commissions parlementaires à la Chambre qui sont directement liés aux questions de changement climatique : la bonification des investissements qui doivent inciter les entreprises à investir dans la transition énergétique ou encore la taxe CO₂. À nous de poser constamment les bonnes questions : Quel est l'impact de la taxe CO₂ ? La taxe est-elle juste ? Il faudra accélérer son impact parce qu'il y a une urgence absolue.

M. Galles : C'est pour cette raison que j'ai demandé un avis scientifique sur la question. D'autres idées

concrètes concernent par exemple l'aménagement de nos villes. Comme il s'agit de modèles à suivre au niveau local, les communes ont également un rôle important à jouer.



MM. Paul Galles et Franz Fayot (à droite) ont participé au forum parlementaire de la COP28 à Dubaï.

Commémoration annuelle au « Schumann's Eck »



Le Président de la Chambre lors de son discours au Mémorial Schumann's Eck.

Le devoir de mémoire et de soutien de ceux qui souffrent des guerres d'aujourd'hui était au cœur du discours que le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a prononcé le 16 décembre 2023 lors de la cérémonie de commémoration annuelle au « Schumann's Eck » près de Nothum.

Jadis théâtre des combats de la « Bataille des Ardennes », le « Schumann's Eck » est devenu un lieu de mémoire national. Des tranchées et des cratères de bombes sont toujours visibles sur ce site où des milliers de soldats américains et quelques centaines de civils ont laissé leur vie pour la liberté du Grand-Duché entre décembre 1944 et fin janvier 1945.

« Nous avons la responsabilité d'aider d'autres pays à conserver leur liberté »

Lors de son discours à l'occasion de la cérémonie de commémoration pour les 79 ans des événements, M. Wiseler a rappelé que le Luxembourg a aujourd'hui le devoir d'apporter son soutien à des pays qui souhaitent garder leur indépendance. « Nous avons aujourd'hui la responsabilité d'aider d'autres pays à conserver leur liberté. De nos jours, une telle cérémonie de commémoration est donc un signe fort. »

La cérémonie de cette année a accordé une attention particulière à l'implication des jeunes générations

dans le travail de mémoire. Ainsi, des élèves du Lycée du Nord ont pris le micro pour présenter leur travail de mémoire effectué dans le cadre d'activités scolaires. Un élève ayant dû fuir l'Afghanistan ainsi qu'une jeune Ukrainienne ont témoigné de leur vécu.



Les élèves du Lycée du Nord ont présenté leur travail de mémoire effectué dans le cadre d'activités scolaires.

Visite des locaux de la « Stëmm vun der Strooss »



Sur invitation des responsables de l'association « Stëmm vun der Strooss », le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a visité le 10 janvier 2024 les locaux de l'ASBL à Hollerich, au numéro 7, rue de la Fonderie.

La Directrice de l'association, Mme Alexandra Oxacelay, et des membres du Conseil d'administration lui ont montré les différents services installés sur le site de Hollerich, dont le restaurant social, la rédaction, la Kleederstuff ou la blanchisserie. Le Président a pu rencontrer différents collaborateurs et des clients et se faire une idée de leur situation.

Lors d'un échange de vues, la directrice a expliqué le fonctionnement concret de la « Stëmm ». Elle a également sensibilisé le Président aux problèmes quotidiens et expliqué les défis de l'ASBL.

Le Président a remercié tous les responsables, les collaborateurs et les bénévoles pour leur engagement précieux en faveur des plus démunis.

Engagement du Luxembourg auprès de l'Association internationale de développement

8257 – Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingtième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID)

L'objet du projet de loi consiste en l'actualisation des engagements du Grand-Duché de Luxembourg auprès de l'Association internationale de développement (AID), et ce à concurrence de 61.210.000 euros.

L'AID est l'institution de la Banque mondiale qui aide les 74 pays les plus pauvres du monde.

L'AID a toujours été principalement financée par les contributions des États membres. Les donateurs se réunissent tous les trois ans pour reconstituer les ressources de l'AID et examiner son cadre d'action.

Les négociations pour la vingtième reconstitution des ressources de l'AID (AID-20) se sont conclues en mars 2022 par une reconstitution record de 93 milliards de dollars américains pour le financement de projets sur la période de trois ans se terminant le 30 juin 2025.

Le thème général d'AID-20 est « Reconstruire en mieux après la crise : vers un avenir vert, résilient et inclusif ». Le financement aidera ainsi les pays à faible revenu à reconstruire leur économie dans un contexte de crises en cascade : changement climatique, Covid-19, conflits, inflation, augmentation de la dette et insécurité alimentaire.

Le paquet de 93 milliards de dollars américains a été rendu possible grâce aux contributions des donateurs de 52 pays à revenu élevé et intermédiaire. Les pays contributeurs se sont engagés à apporter 23,5 milliards de dollars qui viennent s'ajouter aux financements supplémentaires levés sur les marchés de capitaux ainsi qu'aux remboursements sur les crédits antérieurs et aux contributions de la Banque mondiale elle-même.

Le Luxembourg, qui a pris part aux dix-neuf reconstitutions précédentes, a annoncé qu'il contribuera 61,21 millions d'euros à la vingtième reconstitution de l'AID, laquelle maintient sa part de 0,21 % de l'enveloppe globale de l'AID. Depuis sa création, l'AID s'est vue octroyer une contribution cumulative du Luxembourg de l'ordre de 466 millions de dollars américains. La contribution du Luxembourg s'opère par l'émission d'un billet à ordre (« promissory note ») de 61.210.000 euros.

L'amortissement de ce billet et l'impact budgétaire sont prévus d'après l'échéancier suivant :

Année	Montant en EUR	Pourcentage d'encaissement (arrondi au centième près)
2024	15.185.000 €	24,81 %
2025	10.740.000 €	17,55 %
2026	9.945.000 €	16,25 %
2027	8.660.000 €	14,15 %
2028	7.130.000 €	11,65 %
2029	5.260.000 €	8,59 %
2030	3.215.000 €	5,25 %
2031	1.075.000 €	1,76 %
Total	61.210.000 €	100,00 %

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 29/06/2023

Rapporteur : M. Maurice Bauer

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Aehm) :

05/12/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

08/12/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14/12/2023

Loi du 22 décembre 2023

Mémorial A : 2023, n° 834, page 1

Bonification d'impôt pour investissement

8276 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Le projet de loi envisage de mettre en place certains éléments de l'accord dit « Solidaritétspak 2.0 » conclu à l'issue des réunions du Comité de coordination tripartite des 18, 19 et 20 septembre 2022. Il vise à reformer la bonification d'impôt pour investissement en élargissant le champ d'application notamment aux investissements et aux dépenses effectués par les entreprises dans le cadre de la transformation digitale et de projets de transition écologique et énergétique. Le nouveau régime de la bonification d'impôt pour investissement est applicable à partir de l'année d'imposition 2024.

Le cadre légal existant se limite aux investissements dans des biens amortissables corporels et exclut les dépenses d'exploitation de manière générale, y compris les dépenses effectuées par les entreprises dans le cadre de la transformation digitale ou de la transition écologique et énergétique.

Afin de favoriser et d'accélérer la transition écologique et énergétique ainsi que la transformation digitale au niveau des entreprises, le projet de loi entend entre autres étendre le champ d'application de la bonification d'impôt pour investissement en visant spécifiquement les investissements et dépenses effectués par les entreprises luxembourgeoises dans le cadre de projets de transformation digitale ou de transition écologique et énergétique. Il contribue en outre à la réalisation des objectifs nationaux ambitieux du plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), adopté par le Conseil de Gouvernement le 21 juillet 2023.

La modification principale prévue par le projet de loi est la suppression de la bonification d'impôt complémentaire et l'introduction d'une nouvelle bonification d'impôt sur le revenu en raison des investissements effectués dans le cadre de la transformation digitale ou de la transition écologique et énergétique de l'entreprise.

La nouvelle bonification d'impôt sera également accordée pour des dépenses d'exploitation en relation avec ces investissements, ce qui n'est pas permis à l'heure actuelle.

Le taux de la nouvelle bonification d'impôt applicable aux investissements et aux dépenses d'exploitation dans le digital, l'écologie ou l'énergie s'élève à 18 %.

Vu que la nature des investissements peut être très diversifiée englobant tant des dépenses d'exploitation que des investissements en relation avec la transformation digitale ou la transition écologique et énergétique, le projet de loi propose de mettre en place un système d'attestation et de certification.

La deuxième modification proposée par le projet de loi concerne la bonification d'impôt pour investissement global. Le taux de base de la bonification d'impôt pour investissement global dans des biens corporels amortissables autres que les bâtiments, le cheptel vif agricole et les gisements minéraux et fossiles sera augmenté de 8 % à 12 % et la condition de la tranche d'investissement de 150.000 euros est supprimée. Les dépenses et les investissements engagés dans le cadre d'un projet de digitalisation ou d'un projet de transition écologique et énergétique profiteront de taux spécifiques. En ce sens, il est proposé que des investissements en biens amortissables corporels réalisés dans le cadre d'une transformation digitale ou d'une transition écologique et énergétique seront éligibles à une bonification d'impôt supplémentaire de 6 %. Ainsi, un tel investissement aura droit à une bonification d'impôt totale de 18 %.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 13/07/2023

Rapporteuse : Mme Diane Aehm

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Aehm) :

12/12/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

15/12/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/12/2023

Loi du 22 décembre 2023

Mémorial A : 2023, n° 836, page 1

Financement des gardes et astreintes des médecins hospitaliers

8277 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière en

vue d'autoriser l'État à participer au financement des gardes et astreintes des médecins hospitaliers dans les centres hospitaliers et les établissements hospitaliers spécialisés

Le présent projet de loi poursuit trois objectifs différents.

En premier lieu, il crée une base légale pour le système national d'indemnisation des gardes et astreintes des médecins hospitaliers dans les centres hospitaliers et les établissements hospitaliers spécialisés qui, pour l'année 2023, était réglé dans le cadre d'un projet pilote par une convention entre l'État et la Fédération des hôpitaux luxembourgeois (ci-après « FHL »).

La consécration légale dudit financement par le budget de l'État se situe dans la lignée du projet de loi 8080 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2023 et l'avis afférent du Conseil d'État.

L'ancrage légal du système d'indemnisation dans la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière et plus particulièrement dans son article 24 tient au fait que les établissements hospitaliers concernés sont responsables pour garantir la continuité de service conformément à la loi précitée et aux règlements d'exécution afférents. Alors que, d'une part, l'organisme gestionnaire est responsable pour définir l'organisation médicale et donc pour planifier les gardes et astreintes des services hospitaliers dont il a demandé l'autorisation d'exploitation et que, d'autre part, ces gardes et astreintes sont effectuées par les médecins hospitaliers de l'établissement en question, l'indemnisation est versée à l'organisme gestionnaire pour être reversée aux médecins hospitaliers en raison de leur disponibilité médicale au sein des services hospitaliers mêmes ou sur appel.

Les coûts prévisibles des gardes et astreintes à charge du budget de l'État s'élèvent à 60,5 millions d'euros pour l'année 2024.

Le volume horaire pris en charge par le budget de l'État reste inchangé par rapport au projet pilote.

Ainsi, les astreintes sont indemnisées sur un créneau horaire allant de 18 heures du soir à 7 heures du lendemain matin (13 heures au total) les jours ouvrables et 24 heures sur 24 les week-ends et jours fériés.

Les gardes sont indemnisées tous les jours, 24 heures sur 24.

Les taux horaires des gardes et des astreintes sont fixés respectivement à 10,95 euros et à 4,56 euros (cote 100 de l'indice des prix à la consommation au 1^{er} janvier 1948).

Le projet de loi procède, en second lieu, à une augmentation des nombres de lits maximaux autorisés par la loi hospitalière dans son annexe 2 pour les services de gériatrie aiguë, de pédiatrie de proximité et de psychiatrie juvénile.

Il est en même temps profité de l'occasion pour rectifier une erreur qui s'est glissée dans le nombre maximal total de lits de moyen séjour pouvant être autorisé suivant l'annexe 1 de la loi modifiée du 8 mars 2018 précitée.

En troisième lieu, le projet de loi revoit à la hausse le nombre de certains équipements soumis à planification nationale.

Il s'agit d'abord d'une augmentation du nombre de tomographes à émission de positrons, encore appelés « PET-CT », d'une unité à deux en raison de la progression notable de passages au Centre national PET passant de 2.233 passages en 2010 à 6.478 examens réalisés en 2022 et du taux d'occupation de l'équipement PET-CT proche de 100 %, le but étant d'éviter de longs délais d'attente. Puis, le nombre d'équipements pour mesure de la densité osseuse selon le procédé DXA est augmenté de 1 à 3 unités pour diminuer les délais d'attente existants et en même temps tenir compte de l'augmentation progressive de la population âgée.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 17/07/2023

Rapporteur : M. Max Hengel

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Président : M. Max Hengel) :

06/12/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen des avis du Conseil d'État

13/12/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/12/2023

Loi du 22 décembre 2023

Mémorial A : 2023, n° 839, page 1

Le présent projet de loi a pour objet de clarifier les conditions et modalités de l'émission par la Commission européenne de titres de créance de l'Union européenne ou la Communauté européenne de l'énergie atomique dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de financement diversifiée et soumise au droit luxembourgeois, sans remise à un tiers et sans contrepartie au moment de leur création.

Il vise ainsi à soutenir la Commission dans sa quête de rendre plus efficaces les opérations d'emprunts et de gestion de la dette dans le cadre du financement des programmes et instruments de l'UE et de l'Euratom. Le texte du projet de loi est étroitement inspiré du texte de l'article 2 de la loi du 21 juillet 2021 portant approbation de l'Accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021, qui a clarifié de manière similaire que les titres de créance créés par le mécanisme de stabilité européen qui sont soumis au droit luxembourgeois peuvent valablement être émis sans contrepartie.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 04/08/2023

Rapporteuse : Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Adehm) :

30/11/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

08/12/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14/12/2023

Loi du 22 décembre 2023

Mémorial A : 2023, n° 831, page 1

Relèvement de la taxe CO₂

8290 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ; 2° de la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de relever pour les années à venir les taux maximums du droit d'accise autonome additionnel sur les produits énergétiques, dénommé « Taxe CO₂ », pour atteindre un prix de 45 euros la tonne de CO₂ en 2026. De plus, le projet de loi prévoit une augmentation du « crédit d'impôt CO₂ » afin d'atténuer l'impact de cette augmentation progressive sur les ménages à revenu faible ou moyen.

Pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, l'Union européenne dispose d'un système d'échange de quotas d'émission pour les installations industrielles. Il s'applique aux grandes installations, y compris celles qui opèrent dans l'industrie, la production d'électricité et l'aviation.

Outre ce système, la tarification du carbone joue un rôle important dans de nombreux pays en tant qu'outil supplémentaire pour limiter les émissions de gaz à effet de serre. Au Luxembourg, une telle taxe CO₂ a été introduite en 2021. Actuellement, elle s'élève à 30 euros par tonne de CO₂.

La mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), adoptée par le Conseil de Gouvernement le 21 juillet 2023, prévoit que le prix du carbone continuera à être majoré annuellement de 5 euros par tonne de CO₂ pour atteindre en 2026 un niveau de 45 euros par tonne de CO₂.

Le projet sous rubrique augmente le seuil maximal des taux du droit d'accise autonome additionnel dénommé « Taxe CO₂ » pour atteindre le prix de 45 euros la tonne de CO₂ en 2026. Cette mesure est ainsi conforme au PNEC, prévoyant une augmentation du prix du carbone à 35 euros par tonne de CO₂ en 2024, à 40 euros par tonne de CO₂ en 2025 et à 45 euros par tonne de CO₂ en 2026.

Lors de la mise en place de la taxe sur les émissions de CO₂ en 2021, les crédits d'impôt destinés aux salariés, pensionnés et travailleurs indépendants ont été majorés de 96 euros afin de compenser socialement l'impact de la taxe CO₂ pour ces contribuables.

Suite à l'accord tripartite du 3 mars 2023, la somme de 96 euros attribuée pour la compensation de la taxe CO₂ a été dissociée des crédits d'impôt susmentionnés pour constituer un crédit d'impôt CO₂ à part entière (CI-CO₂).

La loi du 5 juillet 2023 a augmenté le crédit d'impôt CO₂ de 48 euros supplémentaires, pour former un CI-CO₂ plein de 144 euros à partir du 1^{er} janvier 2024. Celui-ci est applicable pour un revenu salarial brut ou un bénéfice net de 936 euros ou une pension de 300 euros jusqu'à un revenu annuel de 40.000 euros. Le crédit d'impôt

Émission de titres de créance par la Commission européenne

8289 – Projet de loi relative à l'émission de titres de créance par la Commission européenne dans le cadre de la stratégie de financement diversifiée

diminue progressivement jusqu'à un revenu de 80.000 euros par an. Au-delà de ce montant, il n'est plus applicable.

Suite à l'augmentation de la taxe CO₂ de 5 euros par tonne de CO₂ à partir du 1^{er} janvier 2024, le présent projet de loi propose d'augmenter le CI-CO₂ de 24 euros afin que ce dernier s'élève à un montant plein de 168 euros.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 04/08/2023
Rapporteuse : Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Adehm) :

30/11/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

08/12/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14/12/2023

Loi du 22 décembre 2023

Mémorial A : 2023, n° 832, page 1

Convention de non double imposition avec l'Allemagne

8311 – Projet de loi portant approbation de l'avenant modifiant la Convention du 23 avril 2012 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, fait à Berlin, le 6 juillet 2023

Le projet de loi a pour objet d'approuver un avenant à la Convention du 23 avril 2012 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, fait à Berlin, le 6 juillet 2023.

L'avenant a plusieurs objectifs. Il vise d'abord à intégrer dans la Convention fiscale précitée les standards minima prévus par les travaux BEPS (Base Erosion and Profit Shifting) ainsi que certaines dispositions figurant dans les accords amiables signés en 2011 concernant le traitement fiscal des salaires des frontaliers ainsi que l'imposition des indemnités telles que des indemnités payées suite à un licenciement et/ou un plan social et des indemnités de chômage. Seront également intégrées dans la Convention fiscale les dispositions issues desdits accords relatifs à l'imposition des salaires des chauffeurs routiers, des conducteurs de locomotives ainsi que du personnel accompagnant qui sont des résidents d'un des États contractants et employés par une entreprise résidente de l'autre État contractant.

L'avenant propose en particulier de relever le seuil de tolérance de 19 jours à 34 jours dans le cadre de l'application de l'article 14 de la Convention relatif aux revenus d'emploi concernant l'imposition des revenus provenant des activités salariées. Ainsi, les personnes résidant en Allemagne et qui travaillent au Luxembourg ont désormais le droit d'exercer leur activité salariée pendant 34 jours au maximum en dehors du Luxembourg tout en demeurant soumis à l'impôt au Luxembourg. Avec cette modification, le seuil sera identique à celui en vigueur entre le Luxembourg et la Belgique et celui en vigueur entre le Luxembourg et la France.

De plus, ce nouveau seuil de tolérance a également été étendu à certaines situations mentionnées à l'article 18 de la Convention relatif aux rémunérations tombant dans le champ d'application de la fonction publique.

L'avenant contient également des dispositions qui ont pour objet de régler des divergences d'interprétation entre les autorités compétentes en ce qui concerne l'application de certains éléments des accords amiables signés en 2011. Il s'agit notamment du droit d'imposition des primes d'astreinte ainsi que des salaires et rémunérations touchés par un salarié durant la période de préavis en cas de licenciement avec dispense de travail.

Les dispositions de l'avenant seront applicables conformément aux règles de l'article 14 relatives à l'entrée en vigueur de l'avenant dans les deux États contractants.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20/09/2023

Rapporteur : M. Marc Spautz

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Adehm) :

30/11/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

08/12/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14/12/2023

Loi du 22 décembre 2023

Mémorial A : 2023, n° 842, page 1

Financement de la deuxième phase du projet Elmen

8327 – Projet de loi modifiant la loi du 25 novembre 2020 autorisant l'État à participer au financement du projet de logements subventionnés dénommé Elmen

Le projet de loi sous rubrique vise à autoriser l'État à participer à la réalisation de la deuxième phase du projet Elmen, en modifiant la loi du 25 novembre 2020 autorisant l'État à participer au financement du projet de logements subventionnés dénommé Elmen. Le maître d'ouvrage, la Société nationale des habitations à bon marché (ci-après « SNHBM »), promoteur public, réalise sur le site d'Elmen, dans la commune de Kehlen, environ 800 logements permettant d'accueillir plus de 2.000 personnes.

La réalisation du projet se faisant en trois phases, le plan d'aménagement particulier (PAP) 2 (« Village Est ») permet de construire 51 maisons unifamiliales, 103 appartements dans dix résidences et la Maison pour tous, qui sera le noyau du développement sociétal du nouveau quartier.

L'enveloppe initiale du budget, telle que fixée dans la loi précitée du 25 novembre 2020, s'élevait à 76.000.000 euros, correspondant à la valeur 821,57 de l'indice semestriel des prix de la construction d'octobre 2019. Rapporté à la valeur 1.127,38 de l'indice semestriel des prix de la construction d'avril 2023, ce montant correspond à 104.026.267 euros.

La présente loi en projet prévoit d'augmenter l'enveloppe budgétaire pour atteindre 188.000.000 euros, dont 83.632.242 euros pour la réalisation du deuxième PAP en question.

Les concepts particuliers développés pour le PAP 1 d'Elmen sont maintenus lors de la réalisation des PAP 2 et 3. Toutefois, une série d'efforts de densification ont été entrepris pour rendre le projet plus économique en améliorant le ratio des coûts induits par les espaces publics en relation à la surface habitable créée.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 12/10/2023

Rapporteur : M. Luc Emering

Travaux de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire

(Président : M. Gilles Baum) :

12/12/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

15/12/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/12/2023

Loi du 22 décembre 2023

Mémorial A : 2023, n° 845, page 1

Financement du projet « Itzigerknupp »

8328 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du projet de logements abordables dénommé « Itzigerknupp » à Bonnevoie, Ville de Luxembourg

L'objectif du projet de loi consiste à autoriser l'État à participer à la réalisation du projet « Itzigerknupp » à Bonnevoie, à la périphérie sud-est de la ville de Luxembourg, prévoyant la construction de 786 logements pour environ 2.000 habitants.

La SNHBM est le maître d'ouvrage pour une partie des lots, l'autre partie étant réalisée par des acteurs privés. Selon les planifications du promoteur public, la réalisation du projet « Itzigerknupp » s'étendra sur une période d'environ dix ans, avec le début des premiers travaux en 2023-25 et une fin estimée des travaux en 2034-35.

L'enveloppe budgétaire accordée ne peut pas dépasser le montant de 193.000.000 euros pour le financement des dépenses en lien avec la réalisation du projet.

Le projet « Itzigerknupp », conçu selon les principes du développement durable, bénéficie d'arrêts des transports publics, d'infrastructures publiques et scolaires, de services et d'espaces verts à proximité.

Avec une densité de logement de soixante logements par hectare, le PAP propose 786 logements pouvant être développés, dont 108 maisons unifamiliales et 32 maisons plurifamiliales distribuées sur quatorze lots. Ces maisons plurifamiliales représenteront au total 678 appartements.

La SNHBM réalisera 74 maisons unifamiliales destinées à la vente abordable et 484 unités dans les maisons plurifamiliales, dont 289 destinées à la location abordable et 195 à la vente abordable, correspondant à près de 59 pour cent du nombre total de logements. Les 228 unités de logement restantes seront réalisées par des acteurs privés.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 12/10/2023

Rapporteuse : Mme Lydie Polfer

Travaux de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire

(Président : M. Gilles Baum) :

12/12/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

15/12/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/12/2023

Loi du 22 décembre 2023

Mémorial A : 2023, n° 846, page 1

Transfert du siège de l'OIV de Paris à Dijon

8337 – Projet de loi portant approbation du Protocole d'amendement à l'Accord portant création de l'Organisation internationale de la vigne et du vin, signé à Paris, le 3 avril 2001

Le projet de loi, qui se compose d'un article unique, entend ratifier le Protocole d'amendement de l'Accord portant création de l'Organisation internationale de la vigne et du vin (ci-après : l'OIV) qui vise à transférer le siège de l'OIV de Paris à Dijon à partir du printemps 2024 et qui a été proposé par la France.

Pour rappel, l'Accord portant création de l'OIV, signé à Paris, le 3 avril 2001, a été approuvé par une loi du 22 juillet 2003. En date du 21 mai 2022, l'assemblée générale de l'organisation a adopté par consensus le Protocole d'amendement à l'accord susmentionné, afin de transférer le siège de l'organisation de Paris à Dijon.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 26/10/2023

Rapporteuse : Mme Stéphanie Weydert

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

(Président : M. Jeff Boonen) :

14/12/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/12/2023

Loi du 22 décembre 2023

Mémorial A : 2023, n° 841, page 1

Augmentation de la part des biocarburants

8344 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques

Le présent projet de loi a pour objet d'augmenter à partir du 1^{er} janvier 2024 la part des biocarburants à incorporer dans les carburants mis à la consommation. À l'origine, cette modification faisait partie du projet de loi 8338 relatif au budget provisoire pour la période du 1^{er} janvier au 30 avril 2024. Afin de tenir compte de l'avis du Conseil d'État, ce point est traité dans le présent projet de loi distinct.

Le plan national intégré en matière d'énergie et de climat (ci-après « PNEC ») a été mis à jour au courant de l'année 2023. Il met l'accent sur l'amélioration de l'efficacité énergétique de 44 % à l'horizon 2030 (par rapport à la référence EU PRIMES (2007) européenne pour l'année 2030, exprimée en énergie finale) et sur l'augmentation conséquente de la part des énergies renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie par rapport au PNEC initial de 2020 qui passe à 35-37 % en 2030.

Dans le secteur des transports, le Luxembourg prévoit un objectif de 18 % d'énergies renouvelables dans sa consommation finale brute d'énergie en 2030, avec une part « physique » de 10 % de biocarburants.

Ainsi, le PNEC prévoit, pour la période de 2021 à 2030, une augmentation progressive des biocarburants dans le secteur des transports afin d'atteindre les objectifs intermédiaires.

Le pourcentage des biocarburants à additionner dans l'essence et le gasoil routier mis à la consommation est actuellement fixé à 8 %. Pour 2024, il est prévu de fixer ce pourcentage à 8,4 % en vue de l'augmenter graduellement pour l'objectif à atteindre en 2030. La possibilité de réduire le pourcentage en cas de circonstances exceptionnelles est maintenue.

La part des biocarburants repris à l'annexe IX, partie A, de la directive 2018/2001/UE du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables devra être augmentée et atteindre au minimum 1 % en 2025 et 3,5 % en 2030. Ainsi, il est proposé d'élever ce taux actuel de 0,2 % à 0,4 % en 2024.

La directive 2018/2001/UE précitée exige encore que la part des biocarburants et bioliquides ainsi que des combustibles issus de la biomasse, consommés dans le secteur des transports et produits à partir de cultures destinées à l'alimentation humaine ou animale dans un État membre, soit limitée à une part inférieure à 7 %. Les États membres peuvent décider de limiter davantage ce pourcentage. Au Luxembourg, ce seuil est actuellement fixé à 5 % et est gardé constant. À compter du 31 décembre 2023 et jusqu'au 31 décembre 2030 au plus tard, les biocarburants, qui ont une haute incidence sur les changements indirects dans l'affectation des sols, devront progressivement diminuer et atteindre 0 % en 2030, raison pour laquelle un seuil de 2 % est désormais introduit pour l'année 2024.

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 01/12/2023

Rapporteuse : Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Adehm) :

05/12/2023 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

15/12/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 19/12/2023

Loi du 22 décembre 2023

Mémorial A : 2023, n° 837, page 1

Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique** p. 13
M. Claude Wiseler, Président
- 2. Communications** p. 13
M. Claude Wiseler, Président
- 3. Ordre du jour** p. 14
M. Claude Wiseler, Président
- 4. Hommage à la mémoire de Mme Ferny Nicklaus-Faber, Députée honoraire** p. 14
M. Claude Wiseler, Président
- 5. Changements de composition de délégations luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales** p. 15
M. Claude Wiseler, Président
- 6. Désignation d'un membre du Conseil national des finances publiques (CNFP)** p. 15
M. Claude Wiseler, Président
- 7. 8257 – Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingtième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID)** p. 15
Rapport de la Commission des Finances : M. Maurice Bauer
Discussion générale : M. André Bauler | M. Franz Fayot | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8257 et dispense du second vote constitutionnel
- 8. 8289 – Projet de loi relative à l'émission de titres de créance par la Commission européenne dans le cadre de la stratégie de financement diversifiée** p. 17
Rapport de la Commission des Finances : Mme Diane Adehm
Discussion générale : M. André Bauler | M. Franz Fayot | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8289 et dispense du second vote constitutionnel
- 9. 8290 – Projet de loi portant modification :**
1° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
2° de la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques p. 18
Rapport de la Commission des Finances : Mme Diane Adehm
Discussion générale : Mme Corinne Cahen | M. Franz Fayot (dépôt de la motion 1) | M. Fred Keup (dépôt de la motion 2) | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement (dépôt de la motion 3) | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8290 et dispense du second vote constitutionnel
- Motion 1 : M. Franz Fayot | M. David Wagner | M. Gilles Baum | M. Sven Clement (intervention de M. Marc Goergen) | Mme Sam Tanson | Mme Diane Adehm | M. Fred Keup | M. Gilles Baum (parole pour fait personnel) | M. Sven Clement
Vote sur la motion 1 (rejetée)
Motion 2 : Mme Diane Adehm
Vote sur la motion 2 (rejetée)
Motion 3 : M. Sven Clement | M. Franz Fayot | M. Gilles Baum | Mme Sam Tanson | Mme Diane Adehm | M. Sven Clement | M. Michel Wolter
Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission (rejeté) (interventions de M. François Bausch et M. Sven Clement)
Vote sur la motion 3 (rejetée)
- 10. 8311 – Projet de loi portant approbation de l'Avenant modifiant la Convention du 23 avril 2012 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, fait à Berlin, le 6 juillet 2023** p. 25
Rapport de la Commission des Finances : M. Marc Spautz
Discussion générale : M. Guy Arendt | M. Franz Fayot | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement (dépôt de la motion 1) | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8311 et dispense du second vote constitutionnel
Motion 1 : M. Marc Spautz | M. Franz Fayot | Mme Sam Tanson (intervention de M. Gilles Baum) | M. David Wagner | M. Fred Keup | M. Sven Clement | M. Gilles Roth, Ministre des Finances
Vote sur la motion 1 (rejetée)
- 11. Heure d'actualité de la sensibilité déi gréng au sujet de la conférence sur les changements climatiques à Dubaï – COP28** p. 28
Exposé : Mme Joëlle Welfring (dépôt de la motion 1)
Débat : M. Paul Galles (intervention de Mme Joëlle Welfring) (dépôt de la motion 2) | M. Luc Emering | M. Franz Fayot (dépôt des motions 4 et 3 et de la résolution 1) | M. Jeff Engelen | M. Ben Polidori | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
Motions : Mme Joëlle Welfring | M. Franz Fayot | M. Michel Wolter
Vote sur le renvoi des motions 1 à 4 en commission (adopté)
Résolution 1 : M. Franz Fayot | M. Marc Spautz | M. Fernand Kartheiser
Vote sur la résolution 1 (adoptée) (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
- Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président
Au banc du Gouvernement : M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Serge Wilmes, Mme Elisabeth Margue, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Gilles Roth, Ministre | Nee, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

2. Communications

Ech hunn e puer Kommunikatiounen ze maachen:

Éischstens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn oder zréckgezu gi sinn, ass och verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 14 décembre 2023

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8342 – *Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2019/1151 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne l'utilisation d'outils et de processus numériques en droit des sociétés et portant modification de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises*

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 24/11/2023

8343 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu*

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 27/11/2023

8344 – *Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques*

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 01/12/2023

8345 – *Projet de loi modifiant la loi du 5 février 2021 relative à l'interopérabilité ferroviaire, à la sécurité ferroviaire et à la certification des conducteurs de train*

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 06/12/2023

8346 – *Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2022*

Dépôt : Commission des Comptes, le 07/12/2023

3) Les propositions de loi suivantes ont été retirées du rôle des affaires :

7556 – *Proposition de loi instituant des dispositions transitoires concernant les contrats de crédits à la consommation dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19*

Dépôt : M. Sven Clement, Député, le 08/04/2020

Retrait du rôle des affaires : 24/11/2023

4979 – *Proposition de loi relative à la protection contre le harcèlement moral à l'occasion des relations de travail*

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Députée, le 04/07/2002

Retrait du rôle des affaires : 30/11/2023

6486 – *Proposition de loi modifiant la loi électorale du 18 février 2003 et visant à établir des directives de mise en place pour les enseignes publicitaires électorales*

Dépôt : M. François Bausch, Député, le 11/10/2012

Retrait du rôle des affaires : 30/11/2023

6538 – *Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu*

Dépôt : M. François Bausch, Député, M. Camille Gira, Député, le 31/01/2013

Retrait du rôle des affaires : 30/11/2023

7392 – *Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif*

Dépôt : M. Sven Clement, Député, M. Marc Goergen, Député, le 18/12/2018

Retrait du rôle des affaires : 30/11/2023

7482 – *Proposition de loi concernant le reboisement en milieu urbain*

Dépôt : M. Sven Clement, Député, le 09/10/2019

Retrait du rôle des affaires : 30/11/2023

7797 – *Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19*

Dépôt : M. Sven Clement, Député, le 01/04/2021

Retrait du rôle des affaires : 30/11/2023

5553 – *Proposition de loi portant réforme du droit de la filiation et instituant l'exercice conjoint de l'autorité parentale*

Dépôt : M. Laurent Mosar, Député, Mme Marie-Josée Frank, Députée, le 14/03/2006

Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023

7013 – *Proposition de loi sur les sportifs d'élite de niveau mondial et modifiant la loi du 3 août 2005 concernant le sport*

Dépôt : Mme Nancy Arendt épouse Kemp, Députée, le 07/07/2016

Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023

7174 – *Proposition de loi portant sur la zone de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et le droit de préemption des communes en matière commerciale et artisanale et modifiant la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain*

Dépôt : M. Serge Wilmes, Député, le 01/09/2017

Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023

7308 – *Proposition de loi portant modification de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État*

Dépôt : M. Claude Wiseler, Député, M. Léon Gloden, Député, M. Paul-Henri Meyers, Député, le 15/05/2018

Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023

7435 – *Proposition de loi portant modification de loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse*

Dépôt : M. Marc Spautz, Député, le 25/04/2019

Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023

7436 – *Proposition de loi portant extension du cercle des bénéficiaires du congé pour raisons familiales aux grands-parents et modifiant le Code du travail*

Dépôt : M. Marc Spautz, Député, le 25/04/2019

Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023

7551 – *Proposition de loi portant suspension pendant la durée de l'état de crise des loyers relatifs aux baux*

commerciaux et à usage professionnel et modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Dépôt : M. Léon Gloden, Député, M. Laurent Mosar, Député, M. Gilles Roth, Député, le 06/04/2020

Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023

7552 – *Proposition de loi ayant pour objet de déclarer irrecevable pendant la durée de l'état de crise et les deux mois qui suivent, les demandes en faillite sur assignation à l'égard des entreprises en difficultés financières en raison de la pandémie du Covid-19*

Dépôt : M. Léon Gloden, Député, M. Laurent Mosar, Député, M. Gilles Roth, Député, le 06/04/2020

Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023

7553 – *Proposition de loi portant introduction d'une indemnité d'urgence certifiée en faveur des micro-entreprises et indépendants dans le cadre de la pandémie du Covid-19*

Dépôt : M. Léon Gloden, Député, M. Laurent Mosar, Député, M. Gilles Roth, Député, le 06/04/2020

Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023

7554 – *Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu*

Dépôt : M. Gilles Roth, Député, M. Marc Spautz, Député, le 06/04/2020

Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023

7564 – *Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales*

Dépôt : M. Léon Gloden, Député, le 18/04/2020

Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023

7687 – *Proposition de loi portant modification de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État*

Dépôt : M. Léon Gloden, Député, le 21/10/2020

Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023

7754 – *Proposition de loi portant modification de*
1. la loi du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises et

2. la loi du 24 juillet 2020 visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de :

1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ;

3° la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique

Dépôt : M. Marc Spautz, Député, le 27/01/2021

Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023

7766 – *Proposition de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime temporaire de revenu de remplacement en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19*

Dépôt : M. Marc Spautz, Député, le 10/02/2021

Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023

8149 – *Proposition de loi visant à redynamiser le marché immobilier*

Dépôt : M. Gilles Roth, Député, M. Marc Lies, Député, Mme Elisabeth Margue, Députée, le 08/02/2023

Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023

8261 – Proposition de loi 1. portant modification de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes et 2. portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Dépôt : M. Aly Kaes, Député, le 29/06/2023

Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023

7921 – Proposition de loi portant modification de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

Dépôt : Mme Françoise Hetto-Gaasch, Députée, M. Serge Wilmes, Député, le 01/12/2021

Retrait du rôle des affaires : 04/12/2023

3699 – Proposition de loi ayant pour objet le silence de l'Administration

Dépôt : M. Henri Grethen, Député, le 24/11/1992

Retrait du rôle des affaires : 08/12/2023

4548 – Proposition de loi portant modification de l'article 105 de la loi électorale du 31 juillet 1924

Dépôt : Mme Lydie Polfer, Députée, M. Henri Grethen, Député, le 11/03/1999

Retrait du rôle des affaires : 08/12/2023

5746 – Proposition de loi – modifiant la loi communale du 13 décembre 1988 ; – modifiant la loi du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Dépôt : M. François Bausch, Député, M. Camille Gira, Député, M. Claude Meisch, Député, M. Paul Helmingier, Député, le 10/07/2007

Retrait du rôle des affaires : 08/12/2023

6450 – Proposition de loi – portant abrogation de la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat ; – portant abrogation de l'article XIV de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998

Dépôt : M. André Bauler, Député, le 10/07/2012

Retrait du rôle des affaires : 08/12/2023

6509 – Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes

Dépôt : Mme Anne Brasseur, Députée, le 04/12/2012

Retrait du rôle des affaires : 08/12/2023

6621 – Proposition de loi relative au statut des représentants du Grand-Duché de Luxembourg au Parlement européen et modifiant la loi électorale du 18 février 2003

Dépôt : M. François Bausch, Député, M. Lucien Lux, Député, M. Claude Meisch, Député, M. Laurent Mosar, Député, M. Gilles Roth, Député, le 01/10/2013

Retrait du rôle des affaires : 08/12/2023

6621 – Proposition de révision portant instauration d'une nouvelle Constitution

Dépôt : M. Paul-Henri Meyers, Député, le 21/04/2009

Retrait du rôle des affaires : 01/12/2023

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2956 – Demande de pétition publique : Syndic de copropriété – Renforcement de l'encadrement réglementaire / Property managers – Strengthening the regulatory framework

Dépôt : M. Benjamin Crivelli, le 21/11/2023

2957 – Demande de pétition publique : Violences faites aux enfants / Agir autrement ! / Renforcer la prévention contre toutes formes de violence / Assurer la protection des victimes / Assurer de punir les auteurs

Dépôt : Mme Estelle Massé, le 21/11/2023

2958 – Demande de pétition publique : Demande d'exception à la politique de stationnement P+R des CFL pour les étudiants de l'Université de Luxembourg

Dépôt : M. Alen Prasevic, le 22/11/2023

2959 – Demande de pétition publique : Augmentation 6,5 % salaire minimum national

Dépôt : M. Luis Pinto, le 22/11/2023

2960 – Demande de pétition publique : Sécurité sur les pistes cyclables

Dépôt : M. Patrick Guillaume, le 23/11/2023

2961 – Demande de pétition publique : Uniformes scolaires

Dépôt : M. Ricardo Jorge Cristina Alves, le 24/11/2023

2962 – Demande de pétition publique : Suspendre automatiquement les droits parentaux des pédophiles lorsqu'ils sont condamnés et augmenter les peines pour ces délits, créer un registre public afin de protéger les enfants

Dépôt : Mme Sanida Babic-Pranjic, le 24/11/2023

2963 – Demande de pétition publique : Fëmmverbuert op Terrassen, wou et eppes ze iesse gëtt

Dépôt : M. Pierre Karges, le 27/11/2023

2964 – Demande de pétition publique : Für die Abschaffung von Restopolis an Schulen

Dépôt : M. Chris Zeimes, le 28/11/2023

2965 – Demande de pétition publique : Die Mieten sollen an die individuelle Situation des Mieters angepasst werden, um die Armut durch überbeuerte Mietwohnungen zu bekämpfen

Dépôt : M. Joe Schmit, le 28/11/2023

2966 – Demande de pétition publique : (FR) Vignette pour les véhicules étrangers / (DE) Vignette für ausländische Fahrzeuge

Dépôt : M. Eduardo Maiello, le 29/11/2023

2967 – Demande de pétition publique : Remboursement total de lunettes par la CNS

Dépôt : Mme Jade Emini, le 30/11/2023

2968 – Demande de pétition publique : Améliorer les services d'urgences dans les hôpitaux et surtout le temps d'attente. Le temps d'attente de 5-6h n'est malheureusement pas une exception. Les services sont trop souvent débordés. Il faudrait soit une structure différente (maison médicale 7j/7 24/24) pour les cas moins urgents, soit plus de personnel

Dépôt : M. Pascal Radermecker, le 02/12/2023

2969 – Demande de pétition publique : Appel à l'aide – Secteur AEF

Dépôt : M. Mike Marques, le 05/12/2023

2970 – Demande de pétition publique : Une excursion pour toutes les classes de l'enseignement secondaire à la fin de l'année scolaire pour que le climat de classe devienne meilleur

Dépôt : Mme Celia Goergen, le 06/12/2023

2971 – Demande de pétition publique : Car-free Sunday in Luxembourg-City / Dimanche sans voiture en Luxembourg-Ville / Autofreier Sonntag in Luxemburg Stadt

Dépôt : M. Timothy Eastwood, le 08/12/2023

2972 – Demande de pétition publique : Petitioun géint den absolut iwwerdriwwenen, konstante Wan no neien, sënne Petitiounen

Dépôt : M. Charles Truffelli, le 08/12/2023

2973 – Demande de pétition publique : Nëmmen nach 2 Wochendeeg a 5 Deeg Weekend. Déi 3 lescht Wochendeeg (Mëttwoch, Donneschden a Freiden) mat an de Weekend abezéien

Dépôt : M. Mick Majerus, le 10/12/2023

2974 – Demande de pétition ordinaire : „Fallout shelter“ fir all Awunner

Dépôt : M. Leon Daenen, le 10/12/2023

2975 – Demande de pétition publique : Pour plus de crèches publiques dans les communes du pays

Dépôt : Mme Meryem Carrat, le 11/12/2023

2976 – Demande de pétition publique : Am Tram extra Waggone fir d'Fraen a Meedercher reservéieren

Dépôt : Mme Denise Dostert, le 12/12/2023

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech och zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen? (Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. Hommage à la mémoire de Mme Ferny Nicklaus-Faber, Députée honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'lescht Woch krute mer d'Nouvelle vum Doud vun eiser fréierer Kolleegin, der Eierendeputéierter Ferny Nicklaus-Faber. Si ass am Alter vu 86 Joer gestuerwen. D'Ferny Nicklaus-Faber war 10 Joer Member vun dësem Haus.

D'Madamm Nicklaus-Faber gouf den 2. November 1937 an der Stad Lëtzebuerg gebuer. 1958 ass si Member an der CSV ginn. Si war duerch déi politesch Aktivitéit vun hirem Mann Albert Nicklaus staark an d'Politick agebonnen. Nom Doud vun hirem Mann 1987 ass si selwer politesch aktiv gi mam Zil, fir mat der politescher Aarbecht vun hirem Mann weiderzefueren.

1993 ass d'Ferny Nicklaus-Faber an de Staater Gemengetrot an ee Joer dorops eng éischte Kéier am Bezierk Zentrum an d'Chamber gewielt ginn.

An der Chamber war d'CSV-Deputéierter eng ganz engagéiert Presidentin vun der Kommissioun fir Chancëgläichheet tëschent Fraen a Männer. D'Familljen- an d'Sozialpolitik louchen hir ëmmer um Häerz. Si huet sech ëmmer fir eng Politik, wou de Mënsch am Mëttelpunkt steet, staarkgemaach.

No de Wale vun 1999 an nom Doud vum deemolegen CSV-Deputéierten Alphonse Theis ass d'Madamm Nicklaus-Faber am November 1999 erëm an d'Chamber nogeréckelt.

Ech hunn d'Madamm Nicklaus kennt als eng Fra, déi sech net nëmme fir Sozial- a Familljefroen agesat huet, mee déi och ëmmer interesséiert war, ze hëllefen, notamment jonke Politiker, déi hir éischt Schrëtt an der Politik gemaach hunn an deene si Rotschléi ginn huet iwwer all déi Saachen, déi een esou an der Politik alt muss léieren. A wann een eng Suerg, e Problem oder einfach eng Fro hat, da wusst een, datt ee bei hir konnt eng Äntwert kréien an och eng Hëllefstellung, wann et dann noutwendig war.

Eis Kolleegin Ferny Nicklaus-Faber ass de 4. Dezember am Alter vu 86 Joer gestuerwen. Hirer ganzer Famill wëll ech am Numm vun der Chamber eist déift Matgefill ausdrécken. Ech géif Iech bidden, ee Moment opzestoen, fir der Verstuerwener eng lescht Eier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

5. Changements de composition de délégations luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

An der Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ersetzt d'Madamm Stéphanie Weydert den Här Max Hengel als Membre suppléant.

An der Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée ersetzt den Här Max Hengel d'Madamm Stéphanie Weydert als Membre suppléant.

An der Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée interparlementaire Benelux ersetzt d'Madamm Claire Delcourt d'Madamm Liz Braz als Membre suppléant.

An der Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional ass den Här Jeff Boonen net méi Membre suppléant.

A schliisslech an der Délégation auprès de la Conférence interparlementaire pour la PESC et la PSDC gëtt d'Madamm Barbara Agostino effektive Member.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvorschléi?

(Négation)

Ech gesinn, dat ass net de Fall. Dann ass dat och esou decidéiert.

6. Désignation d'un membre du Conseil national des finances publiques (CNFP)

Mir designéieren haut de Mëtten och e Member fir de Conseil national des finances publiques. Laut Artikel 157 vum Chambersreglement ginn d'Membere vun der Chamber op Propos vun der Conférence des Présidents hin designéiert. D'Präsidentekonferenz proposéiert d'Madamm Isabelle Goubin als Kandidatin. D'Reglement gesäit vir, datt den Artikel 7 (5) kann ugewannt ginn, ausser et freet een Deputéierten e Vott heibannen.

Well mir ee Kandidat fir de Posten hunn, kann den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement applizéiert ginn. De Paragraf 5 vum Artikel 7 gesäit vir, datt, wann et sou vill Kandidate gëtt, wéi Posten ze vergi sinn, d'Chamber op eng Ofstëmmung verzichte kann. Deemno géif d'Kandidatin zum Member vum Conseil national des finances publiques proklaméiert ginn.

Ass d'Chamber domat averstanen, den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement ze applizéieren? Ech géif déi bidden, déi domat averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

An d'Géigeprouf: eng Abstentiuon?

Dann ass déi Saach kloer: Domat ass dann d'Madamm Isabelle Goubin zum Member vum Conseil national des finances publiques proklaméiert.

7. 8257 – Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingtième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID)

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 8257 iwwert d'Aktualiséierung vun de Lëtzebuurger Engagementen bei der AID. An AID heescht „Association internationale de développement“. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet zéng Minutten, déi verschidde Fraktiounen respektiv Sensibilitäten hunn alleguer fénnef Minutten an d'Regierung huet zéng Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här André Bauler, den Här Franz Fayot an d'Madamm Sam Tanson. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Maurice Bauer. Här Bauer, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances

M. Maurice Bauer (CSV), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass mer haut eng ganz grouss Eier a Freed, fir dierfen als Rapporteur den éischte Projet de loi vun dëser Legislaturperiod ze presentéieren; e Projet, wou Lëtzebuerg sech vu senger schéinsten Säit weist, nämlech andeems eist Land sech solidaresch weist an deenen äermste Länner vun der Welt hëlleft. Et geet dobäi ëm de Projet de loi 8257, wou et drëms geet, fir Lëtzebuerg bei der 20. Reconstitutioun vun de Ressourcen vun der Association internationale de développement, kuerz AID, matzemaachen duerch eng Contributioun vun 61,21 Milliounen Euro via d'Emissioun vun engem sougenannte „billet à ordre“ oder „promissory note“.

An Zäite vu grouse geopoliteschen Onrouen an Onsicherheit ass et ëmsou méi wichteg, an dëser Situatioun enger sou wichteger internationaler Organisatioun wéi der AID ze hëllefen an esou hir Ressourcen ze stäerken. Déi international Entwécklungsassociatioun AID ass zesumme mat der Banque internationale pour la reconstruction et le développement Deel vun der Weltbank. Si gouf 1960 gegrënnt mat dem Zil, déi 76 äermste Länner op der Welt bei hirer wirtschaftlecher a gesellschaftlecher Entwécklung ze ënnerstëtzen.

Wat elo speziell d'Reconstitutioun AID-20 ugeet, esou steet dës ënnert dem globalen Theema vun „Reconstruire en mieux après la crise : vers un avenir vert, résilient et inclusif“. Déi rezent Reconstitutioun AID-20 ass am Mäerz 2022 ofgeschloss ginn an huet en neie Rekordvolumen vun insgesamt 93 Milliarden Dollar mobiliséiert, 11 Milliarde méi wéi bei der leschter Reconstitutioun vun 2020. Déi 93 Milliarde setze sech zesummen aus de Contributiounen vun den eenzelne Länner fir e Montant vun 23,5 Milliarden, Eegecontriutiounen vun der Weltbank, Remboursementen an dem weidere Financement iwwert d'Kapitalmäer, wou et interessant ass ze notéieren, dass all d'Emissiounen, déi d'AID bis elo gemaach huet, op der Lëtzebuurger Bourse cotéiert sinn – eng gutt Noriicht fir d'Lëtzebuurger Finanzplatz!

Dank dësem innovativen an hybride Finanzéierungmodell vun der AID, deen der Organisatioun den Triple-A an niddereg Zenssätz garantéiert, ass et méiglech, méi wéi dräi Euro ze mobiliséieren pro investéiertem Euro vun deenen Länner, déi bei dëser Reconstitutioun matmaachen.

Mat dësem Programm soll de Financement vu Projeten assuréiert ginn iwwert d'Period vu Juli 2022 bis Juni 2025, deen et den äermste Länner vun dëser Welt erlaabt, hir Wirtschaft erëm opzebaue par rapport

zu deenen diverse Krisen, mat deene si konfrontéiert sinn: Klimawandel, Covid-19, Konflikter, Inflatuon, Erhéijung vun der Schold a Crise alimentaire.

A fir en Equiliber ze fannen tëscht der Kontinuitéit vun der AID-19 an enger weiderer Innovatioun mat neien Theemen, gouf fir dës AID-20 decidéiert, op där enger Säit déi véier Spezialtheeme vun der AID-19 ze iwwerhuelen, an zwar de Klimawandel, d'Fragilitéit, Konflikter a Gewalt, de Genre an d'Egalitéit tëscht de Geschlechter an d'Beschäftegung a wirtschaftlech Transformatioun. Op där anerer Säit gouf als neie Spezialtheema de Capital humain mat ënner anerem och dem Handicap identifizéiert.

Lëtzebuerg huet bei allen 19 Reconstitutiounen vun der AID bis elo matgemaach an op dësem Wee der AID am Ganze schonn eng 466 Milliounen Dollar Mëtzel zur Verfügung gestallt. Dëse laangjäregen Engagement vu Lëtzebuerg weist d'Vertrauen an d'AID an d'Weltbank, fir deenen äermste Länner op der Welt op eng effikass, séier an adaptéiert Manéier ze hëllefen, an de Wëlle vun eisem Land, fir och weiderhi Responsabilitéit ze iwwerhuelen am Kampf géint d'Aarmut an der Welt.

Mat dësem Projet de loi 8257 gëtt d'Regierung autoriséiert, sech un der 20. Reconstitutioun vun der AID hire finanzielle Ressourcen ze bedeelegen. Lëtzebuerg hat sech an deem Zesammenhang engagéiert, fir e Montant vun 61,21 Milliounen Euro ze iwwerhuelen. Domadder hält Lëtzebuerg seng Participatioun op engem Niveau vun 0,21 % vun der globaler Enveloppe vun der AID. Dat ass e Plus vu ronn 140.000 Euro am Verglach mat der leschter Reconstitutioun, déi d'Chamber den 8. Juni 2020 (veuillez lire: de 7. Juli 2020) guttgeheescht huet. Dëse Montant vun 61,21 Milliounen wäert iwwert d'Period vun 2024 bis 2031 ausbezelt ginn.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, de Staatsrot huet a sengem Avis vum 13. Juli 2023 keng Bemierkungen zum Fong gemaach, en huet just proposéiert, d'Ofkierzung AID bäizesetzen, fir méi kohärent am Text ze sinn, an huet säin Accord zu dësem Gesetzesprojet ginn.

D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis vum 3. Juli 2023 de Gesetzesprojet approuvéiert an ënnersträicht den Engagement vum Grand-Duché am Kampf géint d'Aarmut an der Welt. Fir weider Detailler verweisen ech op de schrëftleche Rapport.

Ech soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeit. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Numm vun der Fraktioun vun der CSV erlaben ech mer gläichzäiteg, eisen Accord zu dësem Projet de loi ze ginn. Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Bauer. Ech soen dem Rapporteur villmools Merci fir säi schrëftlechen an exzellente mëndleche Rapport. An ech maachen dat am Numm vun Iech alleguer, da brauch dat elo net siwemol repetéiert ze ginn.

(Hilarité)

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Als éischte Riedner ass den honorabelen Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Ech hunn direkt verstanen.

(Hilarité)

Zënter Mäerz 2022 sinn d'Erausforderungen an eiser Welt nach méi komplex a schwierig ginn. Mir liewen effektiv an engem Zenario vu multiple Krisen. Ech

brauch se wierklech net all opzeielen, Dir kennt se. An dës Krisen treffen natierlech och besonnesch déi Äermst op dëser Welt. Et heescht also, mat dësem Aktionsplang, dem AID-20, eng Rëtsch Akzenter ze setzen, wéi zum Beispill d'Investissementer an d'Mënschen, deenen eng Prioritéit ze ginn, also weider an d'Gesondheet, an d'Widerstandsfähigkeit vun den Ernährungssystemer an an d'Éducation vun de betroffenen Leit ze investéieren.

Wichtig ass och an deem Kontext déi multilateral Approche, déi hei agesat gëtt, déi et eeben erlaabt, fir Synergien ze errechen a vu Skaleneffekter ze profitéieren. Dës sollen et jo erlaben, fir ze vermeiden, datt Gelder, öffentlech Gelder, verbëtzt ginn. Et soll also zesumme geschafft ginn an domadder soll eng besser Koordinatioun erreicht ginn.

Eis DP-Fraktioun freet et, datt besonnesch hei an dësem Kontext laangfristeg Ziler sollen erreicht ginn, wéi zum Beispill och, déi digital Fraktur ze reduzéieren an déi sozial respektiv wirtschaftlech Transformatioun ze begënschtgen.

Schlussendlech begrësse mer, datt Lëtzebuerg sech hei erëm op e puer Joer engagéiert, bis d'Joer 2031, an dat mat eebe ronn 61 Milliounen Euro. Grad dëst kontinuéierlech Engagement gëtt der AID – der Internationaler Entwécklungsassociatioun, fir dat emol op Lëtzebuergesch ze formuléieren – déi néideg Planungssécherheet, fir hir Aktivitéite kënnen duerchzeféieren.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Franz Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech ka mech ganz kuerz faassen. Mir droen dëse Projet de loi och mat. D'AID ass effektiv eng wichteg Institution. Et ass och en Deel vum Finanzministère senger APD, senger Aide publique au développement. An ech mengen, et ass wichteg, fir hei an der Kontinuitéit ze bleiwe vun deem, wat mer scho säit Jore maachen, soudass mer hei kënnen eisen Accord ginn. Pour le reste ass alles gesot gi vum Rapporteur an och elo nach vum André Bauler.

Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup agedroen. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech mengen, hei gëtt et jo am Fong dräi Äntwerten drop. Entweder et seet een: „Mir ginn ze vill.“ Oder et seet een: „Et ass richtig esou.“ Oder et seet een: „Mir ginn net genuch.“

Hei waren elo all d'Riedner der Meenung, dass dat heite richtig ass, dass mer dat maachen. An där Meenung si mir och, well mir sinn der Meenung, dass et muss eng Solidaritéit ginn an dass dat heiten eng Saach ass, déi elo scho ganz laang leeft an och gutt leeft. An duerfir gi mer eisen Accord hefir.

Allerdéngs si mir jo och der Meenung, dass dat soll ugerechent gi bei eiser Entwécklungshëllef, d'Kooperatiounshëllef, an dass mer dann do awer trotzdem och mussen oppassen, dass eise Budget dat ka stemmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Als nächst Riednerin ass déi honorabel Madamm Sam Tanson ageschriwwen. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech ka mech och ganz kuerz faassen. Ech mengen, dat gefält Iech, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Jo.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Mir fannen natierlech och, dass dat heiten en extreem wichtige Projet ass a begrëissen d'Kontinuitéit, déi hei un den Dag geluecht gëtt, a wäerten deen heite Projet och matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement ageschriwwen. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech mengen, d'AID huet ee grouse Virdeel zu enger ganzer Rëtsch anere Fongen, an dat ass, datt se konkret hir Resultater moossen. A genau dowéinst ass et esou wichteg, datt mer och no 19 Kéiere bei der 20. Kéier derbäi sinn, well eebe grad déi Resultater, déi gemooss goufen, och gewisen hunn, datt se bei de Leit ukommen. Et ass net eppes, wat iergendwou am Elfenbeintuerm gemaach gëtt, mee et sinn Hëllef, déi ganz konkret um Terrain ukommen a wou déi Successstories och beleebbar sinn. An ech mengen, grad dowéinst ass dat heiten e Projet phare vun eiser Entwécklungshëllef a mir sollten deen och weiderhin esou ënnerstëtzen, wéi mer dat maachen.

An dofir ginn d'Piraten och hiren Accord, fir déi 61 Milliounen elo an dee Fong dranzestechen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här David Wagner ageschriwwen. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Och ganz kuerz: Mir wäerten dann och derzou bäidroen, datt deen heite Projet de loi unanime ugeholl gëtt. Mir stëmmen deem zou. A wéi och scho gesot gouf, ass d'AID bekannt derfir, fir awer ganz seriö ze schaffen a verschiddenen Domänen: Enseignement a Landwirtschaft, Santé et cetera. Also eisen Accord hutt Der. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Dann ass et elo un der Regierung. Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Merci jiddwerengem, a virun allem dem Maurice Bauer, deem säin éischte Rapport an dësem héijem Haus et war, fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Virtrag.

Ech soe jiddwerengem Merci fir déi breet Zoustëmmung.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Loosst Iech net stéieren, Här Finanzminister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Kee Problem. Ech soen och jiddwerengem Merci fir déi grouss Zoustëmmung. Dat hei ass, wéi et ënnerstrach gouf, en Akt vu Solidaritéit vu Lëtzebuerg mat deenen äermste vun deenen äermste Länner op der Welt. An et ass besonnesch op der COP déi lescht Deeg ënnerstrach ginn, dass Postcovid, Klimawandel an aner Erausforderungen an deene Länner natierlech vill méi e groussen Challenge sinn, wéi dat bei eis zu Lëtzebuerg ass. Dofir sinn déi Suen hei richtig a gutt investéiert.

A fir keen Zweifel opkommen ze loossen a fir och op dat anzegoen, wat den Här Fayot gesot huet: Jo, och déi nei Regierung wäert zu deem Engagement um Niveau vun der Entwécklungshëllef stoen, souwuel wat d'Zilsetzung ubelaangt wéi och, wat de Montant vun deenen Engagementer ubelaangt! An duerfir och dëse Gesetzesprojet. Dat steet also net zur Diskussioun.

Dee Punkt, deen ech nach wéilt ënnersträichen, dat ass, dass dat hei och en Engagement ass, an e weideren Engagement vu Lëtzebuerg um Niveau vun dem Multilateralismus. Firwat? Well mir maachen dat Investissement hei iwwert d'Weltbank, iwwer en Organ vun der Weltbank. Dat ënnersträicht och dat Engagement, dat Lëtzebuerg scho ganz fréi geholl huet, iwwregens no dem Zweete Weltkrich, fir och um Niveau vun internationalen Institutione seng Engagementer als klengt Land ze iwwerhuelen an och déi Solidaritéit ze weisen, déi néideg ass.

Duerfir merci fir déi grouss Zoustëmmung. Et war och mäin éischte Gesetzesprojet vun dëser Säit an ech hoffen, dass et an där ganzer Serenitéit an deem guden Dialog esou weidergeet. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Regierung villmools Merci.

An éier mer zum Vott kommen, wollt ech Iech just drun erënneren, datt Der Iech op Ärem Poste sollt aloggen, fir kënnen mat ofzestëmmen, soss geet dat nämlech net.

Wann dat elo vu jiddwerengem gemaach ass, da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8257. Den Text steet am Document parlementaire 8257³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8257 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt elo un. Voilà, mir hunn de Quorum erreicht. De Vote par procuration ass och gemaach. Dann ass de Vott heimat ofgeschloss.

An d'Resultat ass dat folgend: present 60, Participants au vote 60. Hei steet: Jo-Stëmmen: 50, Nee-Stëmmen: 4, an Abstentiounen: 6. Sou hunn ech op mengem Ecran stoen.

(Brouhaha)

Do ass beim Ecran manifestement eppes schifgaangen.

(Brouhaha)

Ok, ech verifiéieren op deem aneren Ecran. Do steet eppes anescht wéi bei mir um Ecran.

Do steet: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm a keng Enthaltung. An ech denken, datt dee Vott, wann ech Iech all virdu richtig héieren hunn, déi richtig Ofstëmmung ass. Also, mir huelen déi richtig Ofstëmmung, an dat ass déi, datt de Projet de loi mat 60 Stëmmen, also eestëmmeg, ugeholl ginn ass.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloeser, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

8. 8289 – Projet de loi relative à l'émission de titres de créance par la Commission européenne dans le cadre de la stratégie de financement diversifiée

Mir kommen also elo zum Projet de loi 8289, deen d'Konditiounen an d'Modalitéite fir d'Emissioun vu Scholdtitelen d'EU-Kommissioun klärt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet 10 Minuten, déi verschidde Fraktiounen a Sensibilitéite jeeeweils 5 Minuten an d'Regierung 10 Minuten. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här André Bauler, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner.

D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Merci, Här President. An deemem Gesetzesprojet geet et ëm d'Konditiounen an d'Modalitéiten, wann d'Europäesch Kommissioun Titres de créance erausgëtt vun der Europäescher Unioun oder vun der Europäescher Communautéit fir Atomenergie.

Dës Titres de créance ginn erausginn am Kader vun der Stratégie de financement diversifiée a si ënnerleien dem Lëtzebuurger Recht. D'Titré bliwen am Besëtz vun der Europäescher Kommissioun a si hu keng Konterpartie, wa se geschafe ginn. Dëse Gesetzesprojet ënnerstëtzt d'Europäesch Kommissioun, fir hir Emprunten an hir Gestiou vum der Schold méi effikass ze maachen.

Doriwwer eraus konsolidéiert dëse Gesetzesprojet awer och d'Roll vum Lëtzebuurger Recht am Kader vun der Emissioun vun europäeschen Titre-de-crédits. Lëtzebuerg als Finanzplaz an als Sëtz vun den europäeschen Institutiounen gëtt domadder gestärkt.

Wann Der mer et erlaabt, géif ech direkt op de Commentaire vum eenzegen Artikel vum deemem Gesetzesprojet agoen.

Mir ginn der Europäescher Kommissioun hei déi néideg juristesche Sécherheet, fir hir eegen Titren ze halen ab deem Moment, wou se geschafe ginn.

Den Artikel 1300 Paragraf 2 aus dem Lëtzebuurger Code civil gëtt hei ugewannt. Normalerweis erläscht eng Schold, wann eng an déi selwecht Persoun Créancier an Débiteur vun dëser Schold ass. Wann awer d'Schold aus engem Titre besteet, da ginn d'Rechter, déi un deemem Titre hänken, suspendéiert, an dat esou laang, wéi den Débiteur selwer am Besëtz vun deemem Titre ass. Wann den Titre de Besëtzer wiesselt, dann hält d'Suspendéierung vun de Rechter op.

Et gëtt keng Restriktioun op der Form oder dem Contenu vun dësen Titren.

Dëse Gesetzesprojet ass wichteg, fir dass d'Europäesch Kommissioun kann hirer Missioun nokommen, fir déi néideg finanziell Fongen ze mobiliséieren.

Här President, dëse Gesetzesprojet gouf nach vun der viregter Finanzministesch de 4. August 2023 deposéiert. Den Avis vun der Chambre de Commerce ass op de 15. September datéiert a si approuvéiert dëse Gesetzesprojet.

De Staatsrot huet säin Avis den 10. Oktober erausginn an huet just eng Observation d'ordre légistique a bemängelt, dass d'europäesch Reglement, op dat dëse Gesetzesprojet sech berëfft, net komplett ausgeschriwwen gouf.

Den 30. November gouf de Gesetzesprojet an der zoustänneger Chamberskommissioun virgestallt an ech gouf als Rapporteur genannt. De Rapport selwer gouf den 8. Dezember 2023 uegoll.

Fir weider Detailler verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport an déi verschidde Avisen, déi virleien, soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Mir soen Iech Merci, Madamm Adehm, fir deen exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. An dat maachen ech aus dem selwechte Grond wéi virdrun.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. E vollstännege rechtliche Kader a puncto Finanzen ass eng vun de grouse Stärkte vu Lëtzebuerg. Dowéinst ass et och begrëssenswäert, dass duerch dëse Gesetzesprojet en zousätzlecht Puzzlestéck derbäikënn.

Andeems dës Titres de créance iwwer Lëtzebuurger Recht ofgewéckelt ginn, gewënnt natierlech och ons Finanzplaz u Stellwäert. Et ass e Schratt, e wichtige Schratt a Richtung vun enger méi diversifizierter an unerkannter, jo, renommierter Finanzplaz.

Dat gesot, wollt ech nach den Accord vu menger Fraktioun, der Fraktioun vun der Demokratescher Partei, zu deemem Projet ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Franz Fayot agedroen. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech kann hei effektiv och ganz, ganz kuerz sinn an och heizou den Accord gi vun der LSAP-Fraktioun.

Dat ass, mengen ech, eng Applikatioun vun der Konfusioun oder éischer eng Aussetzung vun der Konfusioun am Code civil. Dat ass, mengen ech, scho gemaach ginn an der Vergaangenheet, an dat hei ass also en techneschen, awer trotzdem wichtige Projet. Dofir gi mer heizou eisen Accord.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup agedroen. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | De Mikro geet net. Dach, ok. Merci.

Merci, Här President. Jo, engersäits hu mer hei en Text, deen ageet op europäesch Scholden. An ech mengen, als ADR hu mer gesot, dass mer keng europäesch Scholde wëllen a mir halen dat och bäi. D'Tendenz zu méi europäesche Scholden, déi gëtt et a mir wëllen eis dogéint wieren an dofir géife mer hei am Fong an deem Sënn dergéint stëmmen. Dat maache mer awer net, well dat hei ass och eppes, wat eiser Finanzplaz zeguttkënn. An als ADR si mer ëmmer do, fir eis Finanzplaz ze verteidegen. An dofir wäerte mer eis hei am Endeffekt enthalen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Als nächste Riednerin ass déi honorabel Madamm Sam Tanson agedroen. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, mir ënnerstëtzen dee Projet hei a ginn och dowéinst eis Zoustëmmung. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement agedroen. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Et gëtt Texter, do geet et ëm grouss Politick, do reiwe mer eis u politeschen Differenzen. An da gëtt et Texter, déi hunn esou Technicitéit, déi sinn esou technesch, dass u sech, also warscheinlech, vun eis 60 heibannen net jiddweree genau versteet, wat mer elo genau maachen.

Dofir war et immens spannend, dass an der Kommissioun ze diskutéieren, well mir hunn immens vill bäigeléiert dee Moment, wéi mer do souzen. A mir si souguer bis zréck an Artikele vum Code civil wulle gaangen, déi mer an der Finanzkommissioun éischer rar kucken. An dofir fannen ech et ëmmer ganz flott, och déi technesch Dossierer awer zumindest unzschneiden heibannen.

Vum Fong hier gouf schon alles gesot, ech kann Iech just soen: Och technesch Dossierer sinn heiansdo wichteg, fir dass mer weiderkommen. An dofir ginn ech mat Pleséier den Accord vun eis dräi Piraten. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här David Wagner agedroen. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, mir wäerten hei och eisen Accord zu deemem Projet de loi ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

D'Regierung, den Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Jo, merci, Här President. Merci fir d'éischt der Presidentin vun der Finanzkommissioun an der Rapportrice, dem Diane Adehm, fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. A virun allem och merci fir déi der breet Zoustëmmung zu deemem Gesetzesprojet.

Et ass richtig gesot ginn: Et ass en technesche Gesetzesprojet! Mee d'Konfusioun am Code civil, dass ass e weesentleche Prinzip vun den Obligatiounen, dat heescht, vum Obligatiounsrecht. A wat hei geschitt, dass ass, dass mir eng Ausnam maachen zu deem Prinzip, fir der Europäescher Kommissioun an doriwwer eraus der Europäescher Gemeinschaft et ze erlaben, fir Scholdtitren ze emettéieren, ouni dass se muss engem Drëtten déi aushändegen. Well, wéi d'Konfusioun dat virgesäit, kann een net selwer Schold maachen an als Créancier déi Schold selwer halen. Dat wier am Business e bëssen ze einfach.

Ech wëll awer drop agoen, dass iwwert dat eraus, wat jo eng technesch Approche ass, et hei ëm Weesentleches geet. Hei geet et drëm, dass d'Europäesch Unioun kann e sougenannte „Plan de relance“ opleeë vu 750 Milliarden Euro. Ech wëll dat eng Kéier soen: 750 Milliarden Euro! Dat geet bis zur Ënnerstëtzung vun all deene Mëttelen, déi breet parteilech – zumindest hei zu Lëtzebuerg – gedroe ginn an an der internationaler Staatgemeinschaft, fir ënner anerem der Ukrain kënnen ze hëllefen an och fir déi Dynamik ze kréien an der Relance no Covid, no Energiekris, fir de Marché an der Europäescher Unioun erëm un d'Lafen

ze kréien. Et ass awer och en Engagement vu Lëtzebuerg par rapport zu senger Sëtzpolitik um Niveau vun der Europäescher Unioun.

Dir wësst, dass mir niewent Bréssel a Stroossbuerg en drëtte Piliër si vun de Sëtzer. A genau déi Direction générale vun dem Budget, déi déi heite Schuldtitren emetteiert, déi huet hire Sëtz op der Cloche d'Or an engem Gebai. Duerfir ass et och en Engagement par rapport dozou. An de Franz Fayot hat et richteg ugeschnidden. Et ass net déi éischte Kéier, dass mer déi Exceptioun hei maachen, wou och de Conseil d'État gesot huet: „Dat geet.“ Firwat? Well et an engem héijeren öffentliche Interessi ass. An dat selwecht ass geschitt, wéi deemools den Europäesche Stabilitéitsmechanismus opgeluecht gi war, wouvunner e fréiere Virgänger vu mir, den Här Pierre Gramegna, de Chef ass. An deemools ass och do déi Ausnam gemaach ginn, soudass et kee Präcedent ass, mee dass et e sënnevolle Gesetzestext ass, d'autant plus wou déi Titren och nach op der Lëtzebuurger Bourse quotéiert ginn, also eng Win-win-Situatioun, wou mer frou sinn als Regierung, dass dat hei ka mat engem breeder Zoustëmmung am Parlament guttgeheesch ginn.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Finanzminister villmools Merci. An dann ass d'Diskusioun domat ofgeschloss.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8289. Den Text steet am Document parlementaire 8289⁹.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8289 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat ass dat follgend: Jo-Stëmme: 55, Nee-Stëmme: keng, an Enthaltungen: 5. De Projet ass also domat mat 55 Jo-Stëmme a 5 Enthaltungen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;

MM. François Bausch, Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

9. 8290 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° de la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques

Mir kommen elo zum Projet de loi 8290 iwwert d'Erhéijung vum maximalen Taux vun der CO₂-Tax bis 2026, esou wéi vum Crédit d'impôt CO₂. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet zéng Minutten, déi verschidde Fraktiounen a Sensibilitété jeeeweils fënnf Minutten, d'Regierung zéng Minutten. Et hu sech schon ageschriwwen: d'Madamm Corinne Cahen, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner.

D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Diane Aehm. Madamm Aehm.

Rapport de la Commission des Finances

Mme Diane Aehm (CSV), rapportrice | Merci, Här President. De Gesetzesprojet, iwwert dee mir elo diskutéieren, gesäit vir, de maximalen Taux vun de sougenannten „Droits d'accises autonomes additionnels“ op den energieetesche Produiten eropzesetzen. Déi sougenannten „Taxe CO₂“ also, soll an den nächste Joren eropgesat ginn, fir 2026 op de Präis vu 45 Euro pro Tonn CO₂ ze kommen.

Op den 1. Januar 2024 geet also des Tax ëm 5 Euro pro Tonn CO₂ erop, fir sech dann op 35 Euro ze belafen. Fir deene Leit mat méi klenge Revenuen awer weiderhi kënnen ënnert d'Äerm ze gräifen, gétt mat deem Gesetzeprojet och de Crédit d'impôt CO₂ ëm 24 Euro ugehuewen, fir vun 144 op 168 Euro ze klammen. Hei geet et ëm de sozialen Ausgleich.

Dëse Gesetzesprojet ass ze gesinn am Kader vum sougenannte PNEC, dem Plan national intégré en matière d'énergie et de climat, dee vun der viregter Regierung den 21. Juli 2023 aktualiséiert gouf.

De 4. August 2023 gouf dëse Gesetzesprojet nach vun der viregter Finanzministesch deposéiert.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet hiren Avis de 25. Oktober eraginn. Si widderhëlt nach eng Kéier, dass si géint d'CO₂-Tax ass. Och wa si approuvéiert, dass de Betrag vum Crédit d'impôt CO₂ eropgeet, esou fënn si, dass dat nach laang net duergéet.

D'Chambre de Commerce weist sech mam Gesetzeprojet averstanen an hirem Avis vum 2. November 2023. Si weist awer op de Secteur vum Giddertransport hin, dee riskéiert, Problemer ze kréie mat der Erhéijung vun der CO₂-Tax.

D'Chambre des Salariés stellt an hirem Avis vum 16. November fest, dass d'Regierung hirer Demande nokomm ass, fir de Crédit d'impôt CO₂ unzehiewen.

De Staatsrot huet a sengem Avis vum 28. November och keng fundamentale Problemer mam Gesetzeprojet, mee huet just verschidden Observations d'ordre légistique gemaach. Dës Observatiounen goufen all iwwerholl, mat der Ausnam vum aktuellen Artikel 3 respektiv dem urspringlechen Artikel 6. Hei proposéiert de Staatsrot, d'Wierder „à l'exception des articles 1^{er} à 3 qui sont applicables à partir de l'année d'imposition 2024“ ewechzelossen, an dëst mat der Begrënnung, dass dëse Gesetzesprojet nëmmen ab dem Steierjoer 2024 applikabel ass, wann en den 1. Januar 2024 a Kraaft trëtt.

Well awer net all Steierzueler en Exercice d'exploitation huet, deen den 1. Januar ufänkt, huet déi zoustänneg Kommissioun decidéiert, dëse Bezuch op d'Année d'imposition stoen ze loosser. Fir all weider Detailler weisen ech op mäi schrëftleche Rapport esou wéi op déi verschidden Avisen.

Ofschléissend soen ech Merci fir d'Noluschteren a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Aehm villmools Merci fir hire schrëftlechen an hire mëndleche Rapport. Ech maachen dat am Numm vun deenen eenzelne Fraktiounen an der Chamber an ech wollt et, ouni d'Prerogative vun der Regierung ze beschneiden, och am Numm vun der Regierung maachen. Da brauche mer dat net alles ze widderhuelen, wann d'Regierung domat d'accord ass.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Corinne Cahen agedroen. D'Madamm Cahen huet d'Wuert.

Discussion générale

Mme Corinne Cahen (DP) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen et direkt: D'Weiderféierung vun der CO₂-Steier ass fir eis als Demokratesch Partei déi eenzeg logesch Konsequenz.

Allerdéngs, an dat soen ech och elo direkt, si muss sozial kompenséiert ginn, fir dass déi, déi net esou gutt do stinn, net drënner leiden.

D'CO₂-Steier gouf 2021 agefouert mat zwee Ziler: Déi, déi polluieren, déi sollen natierlech och bezuelen. Dat ass de Prinzipp vum Pollueur-payeur, wat den Ausstouss vun klimaschiedlechen Emissiounen betrëfft. Dat muss natierlech esou gëllen. An da geet et natierlech och drëms, de Gebrauch vu fossille Brennstoffen ze reduzéieren.

De Gros vun eisen Emissiounen zu Lëtzebuerg kënn vum Transportsecteur, an do virun allem vum Tanktourismus. Wa mer eis Klimaziler erreeche wëllen, da muss mer d'Tanken zu Lëtzebuerg progressiv ëmmer manner attraktiv maachen.

Am Kader vun der Aktualiséierung vum PNEC huet de Statec kloer gewisen, dass och an Zukunft d'CO₂-Steier e wichtege Hiewel bleift, fir op deem Wee weiderzeféieren an eis Emissiounen ze reduzéieren.

Aus deem Grond huet déi viregter Regierung och decidéiert, d'Trajectoire vun de leschte Jore weiderzeféieren, dat heescht, dass de Präis fir eng Tonn CO₂ pro Joer ëm fënnf Euro klëmmt. Ech erënneren drun, dass dat ronn ee bis zwee Cent de Liter Bensinn oder Diesel sinn.

Beim Präis fir eng Tonn CO₂ hu mer 2021 bei 20 Euro ugefaangen, d'Rapportrice huet dat grad gesot. Mir géifen d'nächst Joer fir eng Tonn CO₂ bei 35 Euro leien, fir dann 2026 op 45 Euro ze kommen.

Doduerch, dass mer dëse Projet stëmmen, deen nach vun Här Roth senger Virgängerin, der Madamm Yuriko Backes deposéiert gouf, bleiwe mer an der Kontinuitéit vun der Klimapolitik vun der leschter Regierung. Et ass evident, dass mir do als DP weiderhin och voll dohannert stinn.

Ech hat et ugangs scho gesot: Fir ons als DP war a bleibt déi sozial Gerechtegkeet en essentiell Element hei an deemem Projet de loi. Et ass an onsen Aen essentiel, dass d'Leit matmaachen, dass mer se mat an d'Boot huele bei der energieetescher Transitioun. Et kann een dat net géint d'Leit maachen, mee mer mussen do all zesammen en engem Strang zéien.

Zousätzlech Belaaschtunge mussen sozial ofgefiedert ginn, fir besonnesch deene Stéit, déi manner gutt do stinn, dann ënnert d'Äerm ze gräifen.

Mir begréissen dowéinst, dass den aktuelle System bäibehale gëtt, dee virgesäit, dass d'Recetten aus der CO₂-Steier zur Hallschent a Sozialmesüre fléissen an zu der anerer Hallschent dann an de Klimafong, fir d'Klimasubsiden ze finanzéieren.

De Statec hat bei der Aféierung vun der CO₂-Steier kloer gewisen, dass deen neie Steierkredit seng Funktioun voll a ganz erfëllt an den Impakt op déi ënnescht Decillen effikass offiedert. Dass mat der Progressioun vun der CO₂-Steier och de Steierkredit weider no uewen ugepasst gëtt, kënnen mer an deem Kader also nëmme begréissen.

Wa mer eng Akzeptanz vun der Klimapolitik bei de Leit wëlle schafen, dann dierf se net als Bestrofung wouergeholl ginn – am Géigendeel. Mir mussen d'Leit mathuelen an hinne viabel Alternativen ubidden, besonnesch och duerch attraktiv a cibléiert Subsidien.

Här President, erlaabt mer, nach ganz kuerz op e leschte wichtege Punkt anzegoen. Opgrond vum europäesche Kader, an deem mer eis hei beweegen, wäert den Emissiounshandel an den nächste Jore sou oder sou op d'Secteur vum Transport, dem Logement a sou weider ausgeweit ginn.

Elo ass et d'Decisioun vun de Memberstaaten, ob se bei deem europäesche System matmaache wëllen an ob d'Recetten dann aus dem Emissiounshandel op Bréssel solle goen, oder ob se en nationale System aféieren an da selwer iwwert déi Sue verfüge kënnen. Wa mir de Choix hunn, da liicht et, mengen ech, jidderengem an, dass mir déi Sue léiwer hei zu Lëtzebuerg géifen halen an domadder eeben da Politik hei am Land fir d'Leit hei am Land maachen, andeems mer notamment, wéi bis elo, generéis Klimasubsidie finanzéieren.

Här President, ech hätt jo elo Merci gesot. Ech maachen dat dann elo net, mee ech géif Iech awer soen, dass ech heimadder och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei gi fir dese Projet. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmoos merci, Mammad Cahen. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Franz Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Här President, léif Kolleegeen a Kolleegeen, mir wäerten duerno nach hei an der Chamber iwwert d'CO₂ schwätzen, mee et ass elo scho kloer, wann een de Wëssenschaftler nolauschtert, dass d'Joer 2023 dat wäermt Joer ass säit d'Temperature gemooss ginn, säit dem industriellen Zäitalter.

Am Oktober dëst Joer sinn d'Temperaturen am Duerchschnitt schon 1,6 Grad méi héich gewiescht wéi am preindustriellen Zäitalter. Dat ass dat groust Thema gewiescht op der COP28: dem Phasing-out endlech e Signal ze ginn, dass mer aus de fossillen Energien erausklammen. Do ass natierlech d'CO₂-Bepräisung e Schlëselelement an där Diskussioun.

De Gesetzestext, iwwert dee mer haut befannen, setzt am Endeffekt eng politesch Decisioun vun der viregter Regierung aus dem aktualiséierte PNEC ëm. Mir fuere weider mat der Trajectoire vun der CO₂-Steier, fir um Horizont 2026 op en Niveau vun 45 Euro pro Tonn CO₂ ze kommen. Gläichzäiteg féiere mer en eegestännegen CO₂-Steierkredit an an adaptéieren iwwert dee Wee déi sozial Kompensatioun vun der CO₂-Steier.

Déi zwou Komponenten – d'Bepräisung an hir sozial Kompensatioun – sinn immens wichteg, well se ouni Alternativen sinn. Mir mussen der Pollutioun e Präis ginn, fir dass déi immens Käschten, déi se verursaacht an ëmmer méi verursaache wäert, net eleng vun der Kollektivitéit gedroe ginn. Gläichzäiteg ass eng sozial Kompensatioun onverzichtbar, wa mer déi gesellschaftlech Adhesioun an Akzeptanz zur Lutte géint de Klimawandel behale wëllen.

De Kampf géint de Klimawandel mussen mer als e kollektiven Effort ugesinn, als e Gesellschaftsprojekt. Mir maachen dat natierlech aus Léift zur Ëmwelt, well dat ass eisen Habitat, eis Grondlag. Mir maachen dës Efforten awer och aus Léift zu eis selwer an zu zukünftege Generatiounen, well et sinn eis eege Grondlagen, mat deene mer hei spillen.

Dofir mussen mer och éierlech si mat eis selwer. Mir mussen eis d'Fro stellen, ob mer am Moment ambitiéis genuch sinn. Mir mussen eis notamment och éierlech d'Fro stellen, ob dat duergeet, wat mer mat eiser CO₂-Steier wëlles hunn am Hibleck op d'Vitess vun der Transitioun, ob mam Phasing-out oder – fir de Language vun der COP28 ze huelen – mat der Transitioun eraus aus de fossillen Energien.

Dat ass déi Diskussioun, déi mer och hei an der Chamber wäerten an deenen nächste Méint a Jore kréien. Mir hunn do en Avis virleie vun der Cellule scientifique vun der Chamber, deen och eng Rei Konklusiounen an Analyse mécht zu der CO₂-Steier, wéi mer se fir de Moment hunn. An ech mengen, mir mussen eis als Chamber a verschiddene Kommissiounen mat deem Avis ausenansetzen an och do vis-à-vis vun der Regierung Force de proposition sinn, wéi mer déi CO₂-Steier, och hisiichtlech der Ëmsetzung vun der Decisioun vun der COP28, wëllen an Zukunft ëmsetzen.

D'Bepräisung vum CO₂ – ech hunn dat gesot – ass den Haaptfacteur, fir fossill Energie manner attraktiv ze maache wéi erneierbar Energien. Déi gutt Nouvelle ass, dass de Point d'inflexion elo schon erreecht ass. Mee wat mer den CO₂ méi staark bepräisen, wat mer natierlech méi séier virukommen. Schweden huet hir CO₂-Bepräisung schon 1991 agefouert an zielt mat engem Präis vun 117 Euro pro Tonn CO₂ zu de Virreider an der Lutte géint de Klimawandel.

Une voix | Bravo!

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, bravo, effektiv.

Den Avis vum Observatoire de la politique climatique par rapport zur Mise à jour vum PNEC huet sech fir eng CO₂-Steier vun 200 Euro ausgeschwat. Och de Klimabiergerrot huet a sengem finale Rapport eng Hausse vun der CO₂-Steier op 200 Euro – an Etappe – proposéiert. D'OECD huet sech eis Situatioun zu Lëtzebuerg méi genee ugekuckt a kënnt zur Konklusioun, dass, wa mer d'Vitess vun eiser Trajectoire géife verduebelen – dat heescht, mat Etappen, mat Schrëtt vun 10 Euro alljoers géifen dropleeën, amplaz vu 5 Euro –, dass mer eleng doduerch eis Emissiounen géifen ëm 50 % reduzéiere kënnen bis Horizont 2050.

Natierlech klängt dat alles immens ambitiéis, mee wann een awer dat Signal net gëtt, da beweegt sech och näischt. D'Politik soll een och ëmmer ausrichten no der Realitéit, wéi se ass. Wa mer als Weltgemeinschaft op där Schinn weiderfuere, op där mer ënnerwee sinn, da wäerte mer plus 3 Grad Äerderwärmung um Enn vun deem Joerhonnert erreecht hunn. Dat ass justement dat, wat mer net wëllen. An dat ass och dat positiivt Signal, wat aus der COP28 elo erausgoung.

Här President, ech géif gäre fir ofzeschlëssen heizou natierlech soen, dass mer dee Projet de loi hei ënnerstëtzen. Et ass, wéi gesot, an der Kontinuitéit, wat mer

an deene leschte Legislaturen decidéiert hunn. An, ech mengen, dat ass och sou, wéi mer et sollte maachen. Mee, wéi gesot, nach eng Kéier: Mir mussen eis froen, ob mer ambitiéis genuch sinn, am Sënn och vun enger juster Transitioun, an där mer dra sinn.

Här President, ech géif och nach gären eng Motioun hei ofgi bei Iech am Numm vun der LSAP-Fraktioun. Et ass jo sou, dass d'Recettë vun der CO₂-Steier sollen opgedeelt ginn, engersäits fir Mesüre géint de Klimawandel an anerersäits och fir sozial Mesuren ze finanzéieren. A mir hätte gär, dass d'Regierung eis géif och transparent weisen oder soen, wéi déi Opdeelung do effektiv gemaach gëtt, an och kucken, dass an Zukunft déi Enveloppe fir déi sozial Kompensatiounsmesuren effektiv och der Hallschent vun deene Recetten, déi duerch d'CO₂-Steier generéiert ginn, weiderhi soll korrespondéieren, an dann natierlech och weiderhin déi CO₂-Kompensatioun ënner Form vu Crédit d'impôt och allkéiers revaloriséieren – allkéiers wann d'CO₂-Steier dann och ugehewe gëtt.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– rappelant la nécessité de répondre à l'urgence climatique ;

– soulignant que les mesures prises pour remédier au réchauffement climatique doivent faire l'objet d'une adhésion large au sein de la population pour être efficaces ;

– considérant que la taxe CO₂ introduite en 2021 représente un outil indispensable pour mettre en œuvre le principe « pollueur-payeur » et pour favoriser la transition énergétique ;

– rappelant que le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg pour la période 2021-2030 (PNEC), actualisé en 2023, retient que « les recettes générées par la taxe CO₂ sont utilisées de façon équitable pour financer des mesures climatiques et de transition énergétique et des mesures de compensation sociales en faveur des ménages à faible revenu »,

invite le Gouvernement

– à chiffrer de manière transparente les moyens budgétaires alloués pour les mesures de compensation sociales en faveur des ménages à faible revenu ;

– à veiller à ce que l'enveloppe budgétaire relative aux mesures de compensation sociales équivaut à la moitié des recettes générées par la taxe CO₂ ;

– à revaloriser systématiquement le crédit d'impôt CO₂ chaque fois que la taxe CO₂ augmente.

(s.) Franz Fayot, Georges Engel.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Voilà, villmoos merci. An da soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

Ech maachen Iech just drop opmierksam, dass normalerweis d'Motiounen net an der Riedezäit explizéiert ginn, wann Der schon iwwert d'Riedezäit ewech sidd, mee Der duerno nach Zäit hutt, fir se ze explizéieren. Ech denken, dass mer d'Prozeduren och solle strikt anhalen, da komme mer besser an eisen Diskussiounen virun.

Ech soen Iech Merci, Här Fayot. An deen nächste Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup, deen agedroen ass. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegeen, mir stelle fest: Eng Regierung oder, besser gesot, eng Partei, déi ugetrueden ass, mam Motto „manner Steieren, méi Kafkraaft“, mécht also elo als quasi éischt Amtshandlung eng Steiererhéijung.

Eng Steiererhëijung, well dat ass d'CO₂-Steier. Dat ass dat, wat hei gestëmmt gëtt. A mat der ADR géif et dat net ginn. A sou wéi et ausgesäit, schénge mir déi Eenzeg haut hei ze sinn, déi géint déi Steiererhëijung stëmmen.

An dat ass de richtege Wee, well et geet ëm d'Kafkraaft. Mir hunn héich Energiepräisser, mir hunn héich Zënsen, mir hunn eng ëmmer méi grouss Aarmut. An et geet ville Leit schlecht. An dat Lescht, wat ee ka maachen, wann et ville Leit schlecht geet, dat ass eng Steiererhëijung. An dat gëtt hei gemaach.

(Interruption)

Parallèl dozou muss ee soen, dass et e gewëssenen double Emploi ass. Mir hu schonn eng CO₂-Steier, an zwar d'Autossteier. Och déi ass virun e puer Joer esou geännert ginn, dass se op den CO₂ gerechent gëtt. Also gëtt een zweemal op den CO₂ gerechent. Och do stelle mer eis déi Froen.

Et ass eng Mesür, déi ongerecht ass. Et ass ongerecht, well si hëlt net a Consideratioun, wou d'Leit zum Beispill wunnen. An et ass ganz evident, dass wann ee méi wäit ewech wunnt, aus deene groussen Zentren, wann ee méi grouss Weeër muss zrëckleeën, wann een am ländleche Raum wunnt, wann een ugewisen ass op den Auto aus verschiddene Grënn, well een zum Beispill Kanner huet, déi ee muss féieren oder well een eng Behënnerung huet, wou een den Auto brauch, da kënnst een hei bei dësem Gesetz schlecht ewech. Et ass ongerecht an dat misst een a Consideratioun huelen. Ech kommen dorobber zrëck.

Et ass iwwert den Tanktourismus geschwat ginn. Ech kann et net oft genuch soen: Den Tanktourismus bréngt eisem Land, eisem Staatsbudget alljoers eng Milliard Euro. Wann een dorobber wëll verzichten, da muss e mir awer och erklären, wou dann déi Sue sollen hierkommen. Mir brauchen déi eng Milliard an eisem Budget, fir sozial Moosnamen, fir Infrastrukturen an esou weider ze finanzéieren. An den Tanktourismus ass am Fong eppes, wou mer ouni grouss Aarbecht – dat muss een esou soen – dach awer vill Suen erakréien, déi mer brauchen. Et ass eng fantastesch Saach an deem Sënn. A mir hätten duerfir gär, dass de Bensinn an den Diesel hei am Land ëmmer daitlech méi bëlleg ass wéi am Ausland.

Doriwwer eraus ass et jo och ganz egal, ob de Camion, deen duerch Lëtzebuerg fiert, elo zu Lëtzebuerg tankt oder zu Diddenuewen – egal am Sënn vun CO₂-Emissiounen, well dat ass dat selwecht, wat duerno erauskënn. Mee et ass awer net egal fir eise Staatsbudget. An duerfir wëlle mer onbedéngt den Tanktourismus bäibehalen.

E Wuert zum Index – a mir soe ganz kloer, dass mer och der Meenung sinn, dass et e Feeler war, fir déi CO₂-Steier aus dem Index erauszehuelen, well mer der Meenung waren a weiderhi sinn, dass de Leit hir Kafkraaft muss erhale bleiwen. A wann Der eigentlech dat doten a Fro stellt, da stellt Der dee ganzen Indexsystem a Fro; den Indexmechanismus am Sënn vun der sozialer Kohäsioun, deen d'Kafkraaft vun alle Bierger – vun deenen, déi manner verdéngen, an och vun deenen, déi méi verdéngen – soll ausgläichen. Deen Index gëtt am Fong hei manipuléiert. Komescherweis reegt et awer net ze vill Leit op.

Da kommen ech zu der Kilomeeterpauschal – an dat ass dee richtege Punkt. Mir wëssen, dass et fir de Moment mat dëser Zesummesetzung hei am Parlament schwéier wäert sinn, déi CO₂-Steier ofzeschaffen. Mir hunn dat virun héieren. Duerfir proposéiere mer hei eng Alternativ.

An ech hunn och eng Motioun do matbruecht derzou. Här President, wannechglift.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– d'Sprittpräisser zu Lëtzebuerg säit geschwënn dräi Joer op engem héijen Niveau leien;

– déi reegelméisseg Erhëijung vun de Steiere während de leschte Joren zu där Entwécklung bäigedroen huet;

– vill Leit aktuell ënner finanziellem Drock stinn,

ass sech bewosst, datt

– vill Leit net kënnen als Alternativ op de gratis öffentlechen Transport zeréckgräifen, a besonnesch Leit, déi Fréi- oder Spéitschichte schaffen, vun där Méiglechkeet ausgeschloss sinn, ëmsou méi a ländlechen Deeler vum Land, déi dacks wäit ewech vun der Aarbechtsplaz leien;

– d'Kilomeeterpauschal, déi ee vun de Steiere kann ofsetzen, zënter dem Gesetz vum 6. Dezember 1990 net méi ugepasst gouf,

fuerdert d'Regierung op,

– gläichzäiteg zu der Erhëijung vun der CO₂-Steier eng Adaptatioun vun der Kilomeeterpauschal, déi ee vun de Steiere kann ofsetzen, ze ënnerhuelen, an dëst no geografesch an sozioprofessionelle Krittären.

(s.) Fred Keup.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Mir sinn der Meenung, dass ee parallèll zu enger weiderer Erhëijung vun der CO₂-Steier, déi elo geplangt ass fir 2024, eng Ëmgestaltung virhuele soll vun der sougenannter Kilomeeterpauschal, an dat no soziale Krittären, no professionelle Krittären an dann och no geografesch Krittären. Mir sinn der Meenung, dass et keng Schan ass, wann een enger Persoun, engem Stot, déi méi wäit ewech wunnt, déi net d'Méiglechkeet huet, fir sech op de gratis Transport ze raccorderéieren, méi Kilomeeterpauschal gëtt, dass een hinnen d'Chance gëtt, méi ofzesetze bei de Steieren.

An ech zitieren am Fong do den aktuelle Finanzminister a fréieren Deputéierten Här Roth, firwat dass mer dat wëlle maachen. Ma déi Kilomeeterpauschal, déi ass 1990 bei der Steierreform agefouert ginn. Dat waren 99 Euro. Dat waren 3.900 Frang, déi ëmgewandelt goufen. Dat heescht, déi Kilomeeterpauschal ass zënter 1990, also während geschloenen 30 Joer, guer net méi ugepasst ginn, soudass deen Advantage, deen een iwwert d'Kilomeeterpauschal kritt, sech natierlech praktesch halbéiert huet.

Den Här Roth hat dat deemools och ëmgerechent par rapport zum Index, wéi en 1990 war. Déi 99 Euro, dat wieren haut 182 Euro. An duerfir wëlle mer proposéieren, dass déi Leit, déi méi wäit ewech wunnen an doduerch méi Belaaschtungen hunn, doduerch solle kompenséiert ginn.

Ech kommen nach zur Konkusioun, an ech widerhuelen dat, wat mer schonn ëmmer gesot hunn: D'CO₂-Steier belaauscht d'Familje besonnesch staark. An et geet op d'Käschte vu méi Schwaachen, vu méi Aarmen, och wa Kompensatiounsmoosnamen do sinn, well och net jiddweree kritt se, a si sinn ongerecht verdeelt. Fir deen, deen zu Wäiswampech wunnt ..., jo, dee kuckt dann eeben domm dran.

An d'äers si mer eis och bewosst, dass dee wierklechen Impakt vun där Zäregasteier, deen hei ass, dee wierklechen Impakt op wierklech den Zäregas – d'Emissiounen weltwäit, an Europa – wierklech keng Roll spillt. An duerfir soll ee sech och bei esou engem Gesetz elo net hei an d'Vitriinn stellen a soen, wéi wann een d'Welt géif retten. Mat dësem Gesetz geschitt dat net!

A mir fuerderen duerfir hei d'Regierung op, an alleguer d'Parteien, fir d'Zäregasteier op Masutt fir ze hëtzten an op Brennstoffer fir d'Gefierer op den Datum vun 1. Januar 2024 am beschten auslafen ze looszen. An natierlech stëmme mer hei géint dat Gesetz. Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Als nächst Riednerin ass déi honorabel Madamm Sam Tanson ageschriwwen. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir kréie jo duerno nach d'Geleeënheet, fir iwwert den Ausstig aus de fossilen Energien ze diskutéieren am Kader vun der Heure d'actualité iwwert d'COP, mee dat ass awer ganz enk liiert mat där Diskussioun hei.

2023 – et ass schonn ugeklongen – ass dat wärmst Joer zënter 125.000 Joer! Plus 0,4 Grad am Verglach zum viregte Rekord 2016. An de Grond fir d'Äerderwärmung, dat sinn ons Emissiounen, an alle virop den CO₂. An ee vun de Lenkungseffekter – et ass sécherlech net deen eenzegen, mee et ass e wichtegen, fir hei ze agéieren – ass d'CO₂-Steier. Et geet drëms, iwwer eng Steier d'Consumatioun vu méi schiedleche Quellen ze reduzéieren an e weideren Incentive unzebidden, fir op erneierbar Energien zrëckzegräifen – kuerz: dem CO₂ e Präis ze ginn. An et wierkt!

Dass Lëtzebuerg déi lescht Jore seng Klimaziler erreicht huet, kënnst net vun ongeféier. Den CO₂-Präis ass eent vun deenen Instrumenter, dat dozou bäigedroen huet. An dat bestätegt och de Statec, dee ganz kloer seet, dass duerch den CO₂-Präis eis Emissiounen konnte reduzéiert ginn. Duerfir begrësse mer och, dass d'Regierung, déi am Klimaplang vun der viregter Regierung festgeluechten Erhëijung ëm 5 Euro d'Joer bis 2026 weiderféiere wëll.

Duerch den CO₂-Präis ginn déi verstoppte Käschte vun den Emissiounen, déi bei der Verbrennung vu fossilen Brennstoffen entstinn, mat an de Präis integréiert. Fossil Brennstoffe verléieren domat hiren onfaire Kompetitivitéitsvirdeel par rapport zu méi nohaltegen Alternativen. Oder anescht ausgedréckt: Et gëtt finanziell méi attraktiv fir d'Stëit an d'Betribler, amplaz fir a klimaschiedlech fossill Technologien a bestoend nohaltege Alternativen ze investéieren. Oder nach méi einfach ausgedréckt: Ouni CO₂-Präis ass et, wéi wann een a sengem Stammcafé just all siwente Patt géif bezuelen, all déi aner opschreiwende géif looszen. Dat kann een natierlech maachen, mee um Enn vun Joer gëtt d'Rechnung da richteg deier.

D'Besteuerung vun Emissiounen ass mëttlerweil näischt Aussergewéinlech méi. Den CO₂-Präis gëtt scho säit den 1960er-Joren diskutéiert. An 1990 huet Finnland als éischt Land eng eegen CO₂-Steier agefouert, mam Resultat, dass se haut op engem wierklech substantziellen Niveau sinn. An dat ass jo och dat, wat wichtig ass: dass ee lues a progressiv kann op den héijen Niveau hinkommen. An der EU hu mëttlerweil 20 Länner eng eegen CO₂-Steier. An och d'EU verfüügt elo iwwert de sougenannten „ETS“, den Emissiounszertifikatenhandel, fir verschidde Secteuren.

Wat d'Evolutioun vun CO₂-Präis ugeet, leet de Klimaplang elo mol de Wee bis 2026 vir. An et wier wünschenswäert, dass d'Regierung och matzäite kommunizéiere géif, wéi se no 2026 weill weiderfueren. Dat schaaft Planungssécherheet – fir d'Entreprise an d'Stëit gläichermoossen. Wat op alle Fall kloer schénegt, ass, dass se weider muss an d'Luucht goen, fir den néidege Bäitrag zum Erreeche vun de Klimaziler och ze leeschten.

Eng Analys vum Statec, där no mer d'Klimaziler bis 2050 mat de Mesüeren aus dem Klima- an Energieplang – d'Klimaneutralitéit – ganz knapp errechen, huet als Hypothees, dass d'CO₂-Steier och no 2026 all Joer ëm 5 Euro pro Tonn klëmmt. Aner Instanze fuerdere souguer nach vill méi héich Tauxen, fir d'Ziler ze errechen.

Beim CO₂-Präis geet et net drëm, d'Leit ze bestrofen. Et geet ëm en Ureiz a Richtung vun enger méi nohalteger Gesellschaft, sief dat an der Mobilitéit, wou net just den Elektroauto, mee och den öffentlichechen Transport doduerch méi attraktiv gëtt, oder beim Choix vun enger neier Heizung, wou och hei déi nohalteger Alternativen doduerch un Attraktivitéit gewannen.

Ma mam CO₂-Präis eleng, wärte mer d'Klimaziler net errechen. Et muss en Deel vun engem Gesamtpackage sinn. Den CO₂-Präis ass virun allem do effikass, wou d'Alternative schonn do sinn a sech just de Choix stellt tëscht der fossiller an der nohalteger Alternativ. Ech ginn Iech e Beispill: Wann ech op enger Plaz wunnen, déi gutt uegobonnen ass mam öffentlichechen Transport, dann ass e méi héijen CO₂-Präis e gudden Incentive, de fossillen Auto stoen ze loossen an eeben op enger aner Alternativ ëmzeglücken.

Ouni eng staark Sozial- an Investitiounspolitik, déi nohalteger Alternative schafft a gläichzäiteg sozial verträglech ass, wärte mer déi ökologesch Transitioun net packen. Dofir ass et essenziell, niewent engem méi héijen CO₂-Präis engersäits, d'Alternativen zu de fossillen Energie massiv auszubauen. Do dernieft ass et awer och extreem wichteg, dass mer an deemem Projet de loi, wéi och schonn an deene viregten Decisiounen, de Crédit d'impôt climat elo hunn, dee grad deene klengen a mëttle Revenuen zegutt kënnt. Dëse Mechanismus muss och déi Joren duerno mat all Erhéijung vum CO₂-Präis automatesch virufouert ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Mammad Tanson villmools Merci. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement ageschriwwen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat deemem Projet soll also d'CO₂-Steier no uewen ugepasst ginn a gläichzäiteg awer och de Steierkredit, fir dat auszeglücken. Dat huet awer dräi Joer gedauert, well virun dräi Joer hu mer dee Steierkredit fir d'lescht ugepasst.

Also, als Éischt emol zum Steierkredit: Mir Piraten fanne et als Éischt emol gutt, dass de Steierkredit dann, deen d'CO₂-Steier soll ausglücken, ugepasst gëtt. Dat wëll ech ganz virewech soen, dat ass nämlech wichteg. Wa mer dovunner schwätzen, dass mer d'Kafkraaftverloschter wëllen ausglücken, da kënne mer net op där enger Säit eppes eropsetzen an den Ausglück net eropsetzen.

Säit senger Aféierung sinn nämlech schonn eng Rei Indextranchë gefall, an domat gëtt et ëmmer manner Leit, déi de Steierkredit och kruten, respektiv si krute manner oder si kréien haut manner wéi nach 2020. An deementspreechend misst een u sech nach eng aner Upassung maachen, net nëmme de Steierkredit upassen, mee et misst een och d'Barème upasse vun deem Steierkredit. Mir haten eng Diskussioun dozou an der Kommissioun.

Et ass nämlech esou, dass – an dat huet d'Salariatskummer am Avis zu engem anere Gesetz geschriwwen – zënter 2017 ronn 10 % vun de Leit aus dem Steierkredit fir Salarieën erausgefall sinn; dat aleng doduerjer, dass se duerch Indextranchë méi kruten – wat jo de Kafkraaftverloscht ass – a gläichzäiteg awer d'Barème vun de Steierkreditter sech net geännert hunn. A genau den

nämmlechte Problem, nieft dem Montant vum Steierkredit, hu mer och hei. Dat heescht, dass ëmmer manner Leit de maximale Montant kréien, obwuel se ausser dem Index keng Lounerhéijung kruten. An dat ass an eisen Aen net gerecht an dofir, Här President, hunn ech dann eng Motioun matbruecht, déi freet, dass dës Barème vun de Steierkreditter an Zukunft indexéiert solle ginn. Wannechgelift.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,

– dass et eng Rei Steierkreditter ginn, vun deenen d'Leit dobaussen am Moment profitéiere kënnen, dorënner den CI-CO₂;

– dass säit dem 1.01.2020 6 Index-Tranchen erfall sinn, déi fir eng nominativ Erhéijung vun de Paien a Pensioune gesuergt hunn, déi awer néideg waren, fir d'Präisdeierecht ze kompenséieren an dofir net zu engem Plus u Kafkraaft gefouert hunn. D'Leit, déi d'Steierkreditter deemools gebraucht hunn, brauche se also haut och nach;

– dass d'Chambre des Salariés an hirem Avis zum Projet de loi 8290 erkläert huet, dass zum Beispill beim Crédit d'impôt salarie säit 2017 10 % vun de Leit duerch eng Net-Indexéierung vum Steierkredit dës reduzéiert krute respektiv verluer hunn;

– dass d'Regierung mat der Berengegung vun der Steiertabell ëm 4 Index-Tranchen zum 1.01.2024 unerkant huet, dass et zu enger kaler Progressioun kënnt, wann ee Steieroutillen net indexéiert.

Aus dese Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

1. de Barème vun der Eligibilitéit vun de Steierkreditter ze indexéieren.

(s.) Sven Clement.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Zréck dann zur Steier per se: Mir Piraten si bekanntlech fir en anere Modell. Mir setzen op e Belounungsprinzip duerch de Klimabonus an net op e Bestrofungsprinzip reng duerch d'Steier, och wa se dann ex post erëm iwwe e Steierkredit kompenséiert gëtt – wa se da kompenséiert gëtt, well eebe genau do Leit onbewusst erausgefall sinn.

Mir Piraten wëllen e Klimabonus, fir all d'Leit mat an de Kampf géint de Klimawandel anzubannen. Mir müssen d'Bierger/inne virun allem mat positiven Ureizer zu enger méi ökologescher Liewensweis motivéieren. Leit, déi am Respekt mat der Natur a mam Klima liewen, sollen dofir belount ginn. Den aktuelle Prinzip vun der CO₂-Steier bestrooft awer nëmme d'Leit, ouni se zur Reduktioun vun hirem CO₂-Ausstouss ze motivéieren.

All Persoun kritt mat eise Klimabonus all Mount eng Direkthëllef op hire Salaire, hir Rent oder anert Akomes ausbezuelt, an dës gëtt, änlech wéi d'Kannergeld, ouni vill Bürokratie u jiddereen ausbezuelt. Esou kéint ee jidderengem an enger Ufanksphas zum Beispill 50 Euro de Mount ginn an no e puer Joer kéint een dat erhéien a gläichzäiteg dann och d'CO₂-Steier als Lenkungssoutil erhéien.

Op der anerer Säit wëlle mer virun allem d'CO₂-Steier op verschiddene Produiten, grad deene mat engem héijen CO₂-Footprint, upassen. Produite mat laangen Transportweeër, déi net aus enger lokaler Economie kommen, zum Beispill. Déi wäeren dann e bësse méi deier wéi lokal Produiten, déi eebe grad lokal, an der Géigend produziert ginn, an hoffentlech och nach nohalteg. Och domadder géife mer zum Beispill eis Agrikultur kënnen ënnerstëtzen. An doduerch, dass d'Leit awer de Mount vun Ufank un déi 50 Euro méi an der Täschen hätten, géife se dovunner näischt spieren,

wa se net iwweerméisseg consumméieren, an déi, déi eebe verbëtzen, de Pollueur-payeur souzoesen, géife bezuelen. D'Leit hätten de Choix iwwert de Präis vun de Produiten.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir Piraten sinn also bei der Zilsetzung mat der leschter an och mat dëser Regierung op enger Linn, mee bei der Ëmsetzung ginn dann awer d'Visiounen auserneen. Mir wëllen d'Leit belounen, déi am Kampf géint de Klimawandel mathëllefen, a se net bestrofen an dofir wärte mer eis och bei deem heite Projet enthalten. Et ass nämlech esou, dass mer der Meenung sinn, dass et zwar déi richtig Zilsetzung ass, awer de Wee dohinner definitiv en anere kéint sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Ganz gutt.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Clement Merci. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir hate mat der viregter Regierung eng Klimapolitik, déi hatt sollen d'Leit matrappen oder begeeschteren. Mat dëser Regierung krute mer gesot, mir géifen eng Klimapolitik kréien, déi d'Leit net soll nerven. Komescherweis hu mir elo nach ëmmer Schwierigkeiten, fir den Ënnerschied ze mieren, a mir fäerte ganz, dass déi heite Regierung sou weiderfuere wäert, wéi eebe liberal Regierungen dat haut esou maachen: Si hofen emol drop, dass de fräie Marché de Problem léist, e bësse sou, wéi d'Regierung och drop hofft, dass de fräie Marché d'Wunnungskris géif léisen.

D'Resultat ass dann och dat selwecht wéi am Logement, nämlech dass de Won ëmmer méi déif an den Dreck geréit. Well wie sech d'Zuele méi genee ukuckt, mierkt schnell, dass mir bei der Energietransitioun net vum Fleck kommen, op alle Fall bei Wäitem net sou schnell, wéi et néideg wier – trotz deem flotte grénge Kapitalismus, dee mer hei esou virbildhaft ëmsetzen. An dass d'CO₂-Steier ënner hirem aktueller Form derzou bäidréit, dass eis Emissionen erof géife goen, ass op alle Fall néierens wierklech ze erkennen, an dat misst jo d'Zilsetzung sinn.

Wouzou d'CO₂-Steier awer bäidréit, dat ass, de soziale Gruef hei am Land nach ze vergréisseren: op där enger Säit den Aarbechter, deen och zolidd op säi Crédit d'impôt dropbezilt, well en all Dag 50 Kilomeeter mat sengem ale Ford muss op d'Schicht fueren an enger schlecht isolierter Mietwunneng mat Masuttheizung wunnt, an op der anerer Säit de gutt situéierte Bourgeois, deem d'CO₂-Steier häerzlech egal ass, dee säin Tesla vum Staat subventionéiert krut an deen dofir elo gudde Gewëssens och dräimol d'Joer op d'Malediven an d'Vakanz fléie kann – esou laang et déi nach gëtt!

Eng Klimapolitik, déi dem Eescht vun der Situatioun gerecht gëtt, gesäit ganz anescht aus. De Staat muss seng Responsabilitéit selwer huelen, am plaz se de Biergerinnen a Bierger an d'Schong ze schiben. Mir brauche massiv öffentliche Investitiounen mat Suen, déi een duerch eng progressiv Steierpolitik bei deene siche geet, déi bei Wäitem déi meeschten Emissionen hunn, nämlech bei den ieweschten 10 %.

Firwat sinn net scho längstens op allen öffentlichechen Diecher Fotovoltaikanlagen installéiert? Firwat stinn op der anerer Säit vun der Musel méi Wandrieder wéi op eiser Säit? Firwat ass nach ëmmer e groussen Deel vun den Albawunnenge schlecht isoléiert? Firwat investéiert de Fonds de compensation nach ëmmer Honnerte Milliounen a Pétrolskonzerner? Am plaz sech deene Froen ze stellen an haart Brieder ze bueren, wíelt d'Regierung d'Facilitéit: einfach eng Tax an e puer Subventionen aféieren an dann ass et gedoen.

An elo nach e bësse méi konkret zu dësem Projet de loi a wat et do ze kritizéiere gëtt. Éischtens: D'CO₂-Steier späert, wéi gesot, d'Leit mat wéineg Revenu an enger Energiefall an, well se sech d'Investitiounen net leeschte kënnen, fir sech der Steier ze entzéien.

Zweetens: D'CO₂-Steier ass ze bezuelen um reale Verbrauch, während de Crédit d'impôt jo just op eng Moyenne gerechent gëtt. Dat féiert justement derzou, datt déi Leit an der Energiefall besonnesch ofgestrooft ginn.

Drëttens: D'CO₂-Steier ass am Indexkuerf neutraliséiert an dat bedeit onweigerlech e reale Kafkraaftverloscht fir d'Leit.

Véiertens: De Montant vun der CO₂-Steier gëtt net automatesch ugepasst an en ass jo och tatsächlech zwee Joer laang net ugepasst ginn. Dat verstärkt den Effekt vun enger Strofsteier.

Fënneftens: D'Seuile vum Crédit d'impôt ginn net ugepasst, soudatt mat der Zäit ëmmer manner Leit ëmmer manner vum Crédit d'impôt hunn.

Sechstens: Mat der CO₂-Steier hutt Dir et fäerdegbruecht, ganz Deeler vun der Gesellschaft innerhalb kierzester Zäit géint de Klimaschutz opzebréngen – net nëmmen Dir, Dir sidd nei, mee Dir fuert weider!

Dobäi kënnt, datt vun de Suen, déi duerch d'Steier erakommen, just e klengen Deel tatsächlech an d'Energietransitioun investéiert gëtt. Laut dem Pluriannuel 2023 sollen d'nächst Joer 268 Milliounen un CO₂-Steier erakommen. Dovunner fléissen awer just 60 Milliounen an de Klimafong, an dovunner just knapps 35 Milliounen an national Moossname fir d'Energietransitioun.

Här President, déi liberal a marktkonform Klimapolitik mat CO₂-Tax, Green Finance a Subventiounen ass eng Sakgaass. Klimaschutz, deen um sozialen A blann ass, wäert net funktionéieren. Eréischt wann d'Leit gesinn, datt de Klimaschutz hiert Liewe méi abordable, méi confortabel a méi sécher mécht, wäerte mer kënne real Fortschreitter maachen. D'CO₂-Steier lenkt just of vun deene wicthegen Entscheedungen, déi eigentlech misste geholl ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Dann ass et elo un der Regierung. Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Ech soen och Merci fir déi ganz engagéiert an animéiert Debatt, déi mer haten, wou jiddwieren eenzel Fuerderunge gestallt huet, déi och zum groussen Deel argumentativ ënnermauert waren. Ech soe Merci, dass eng grouss Majoritéit an dëser Chamber ass, fir dëse Gesetzesprojekt ze stëmmen.

An ech soen och ganz kloer: Och déi nei Regierung steet zu deenen Engagementer, wat de PNEC ubelaangt, zu den Engagementer, wat d'Fortféierung an d'Eropsetze vun der CO₂-Steier ubelaangt, a parallel och zu der Upassung vun den entspreche Steierkreditte, déi, wéi gesot, sozial cibléiert sinn an och sozial cibléiert bliewen.

Ech wëll duerfir soen, dass déi CO₂-Steier, déi an d'Luucht gesat gëtt – an dat gëtt net geännert –, op deene Berechnunge berout, déi seinerzeit vum Statec gemaach goufen, wat den Impakt ass op den eenzelne Menage, op déi eenzel Persoun an no den ënnerschiddleche Quintilë vun enger Erhéijung vun der CO₂-Steier ëm fënnf Euro d'Tonn. Dat heescht fir deen Eenzelnen – ech mengen, dat soll een och eng Kéier soen, d'Madamm Cahen war kuerz dorobber agaangen – op der Pompel ee bis zwee Cent méi op dem Liter, wann een dat erfrobrécht.

Da wëll ech och soen, dass dës Regierung net a Fro gestallt huet, fir dëse Steierkreditte CO₂ separat ze consideréieren an net an de Steierkreditte, déi fir d'Salariéien, déi fir d'Pensionnairen a virun allem och fir d'Indépendantë sollten dra sinn. Mir hunn also Steierkreditte, déi fir déi dräi Kategorien, déi ech genannt hunn, weiderhi bliewen. An dat hei ass e separaten CO₂-Steierkreditte, deen, wéi gesot gëtt, an dem nächste Joer vun 144 op 168 Euro an d'Luucht geet.

Ech wëll awer och preziséieren, dass dee Steierkreditte vun 168 Euro natierlech net fir jiddwieren zielt, mee en ass sozial cibléiert. Wat heescht dat? Mee dass e voll spillt bis 40.000 Euro versteierbaart Joresakomes an da geet en degressiv erof bis zu engem Akomes vun 80.000 Euro.

Ech wëll awer och ganz kloer am Sënn vun der Transparenz, an do ännert dës Regierung näischt, dass parallel deen urspréngleche Steierkreditte, deen nach gezielt huet, vu 696 Euro maximal – zum Beispill fir d'Salariéien – op 600 zréckgefueert gëtt. Also och do ännert sech näischt.

Da gëtt gesot: Wéi ass et mat der Kafkraaft vun de Leit? Abee, déi nächst Woch, e Mëttwoch, wann ech mech net ieren an den Ordre du jour zumindest provisoersch vun der nächster Woch virleien hunn, wäert de Steierbarème ëm véier Indexranchen ugepasst ginn. An eng Upassung vum Steierbarème, jo dat ass eng Stärkung vun der Kafkraaft fir all Steierpflichtegen. An domat gëtt och fir den 1. Januar, esou wéi dat an der Regierungserklärung virgesinn ass, d'Kafkraaft an deem Sënn weesentlech gesteigert.

Da komme mer zu dem Punkt: Wéi ass et mat der Nobesserung? Ech mengen, den Här Clement huet dat évoquéiert. Wéi geet et mat den Upassung vum deene Seuil-de-revenuen, nodeems een an de Genoss vun dëse Steierkreditte kënnt?

An der Virbereedung op dës Sitzung wëll ech e konkret Beispill ginn. Eng Persoun, déi zum Beispill bis elo oder virduer 39.500 Euro verdéngt huet, kritt op d'Upassung vum eenzelnen Indexranchen dann e Revenu, losse mer soen, deen iwwer 40.000 Euro läit. Wat mécht dat um Niveau vum Steierkreditte aus? Well dat ass d'Äntwert op dem Här Clement seng Fro. Déi hätt, well se ënner 40.000 Euro versteierbarem Joresakomes louch, 168 Euro de Mount kritt, an dat gëtt erfrogefueert op 164,5 Euro. Dat ass also de konkreeten Impakt vun deem, wat den Här Clement gesot huet.

Ech soen Iech och: Ech sinn elo dräi Wochen am Amt, ech si Finanzminister, mir huelen dat do mat u Bord. Mee ech schéissen net aus der Héift fir ze soen: Mir maachen dat do elo an ënner wat fir enger Form. Ech mengen, do musse Berechnunge kommen, wat de budgetären Impakt ass. Et musse Berechnunge kommen, wéi een dat sozial och richtig ausluecht. An ech hunn awer absolut kee Problem, fir mat deene Berechnungen eng Kéier an d'Finanzkommissioun ze kommen, fir de konkreeten Impakt dovunner ze ënnersträchen.

Dat selwecht ass zu der Kilometerpauschal ze soen, déi den Här Keup virduer ugeschwat huet. Abee, de Regierungsprogramm gesäit vir – an un e Regierungsprogramm huet jiddwieren, och de Finanzminister, sech ze halen –, dass à ce stade net dru geduecht gëtt, d'Kilometerpauschal ze änneren. Dozou stinn ech och a menger neier Funktioun. Dat ass heiansdo esou, mee alles ass e Kompromëss. An och e Regierungsprogramm ass e Kompromëss an dat behale mer an deem Sënn esou zréck.

Dann ass déi Fro vun dem Här Fayot komm: „Wéi gëtt dat opgedeelt, dat heescht déi Recetten, déi iwwert d'CO₂-Steier erakommen?“ Ech kann Iech just doriwwer berichten, wat ënner Virgängerregierungen do

geschitt ass. An ech mengen, dass dës Regierung sech och drun hält, dass, esou wéi et am PNEC festgehalen ass, „les recettes générées par [la taxe CO₂ sont] utilisées de façon équitable : pour financer des mesures [...] climatiques“ et de „transition énergétique“ et „des mesures de compensation sociale“. Dat ass dat, wat ech Iech à ce stade dozou ka soen. Alles anescht muss am Detail gekuckt ginn no deene Berechnungen, déi da vun der Verwaltung respektiv an de Ministère dozou gemaach ginn.

Op jidde Fall wëll ech Iech nach eng Kéier soen, dass ech frou sinn, dass dëse Gesetzesprojekt, och wann e keng Unanimitéit kritt, eng breet Zoustëmmung an der Chamber kritt. An dat beweist eis dach, dass déi Engagementer, déi geholl goufen, elo schonns op Propositionen ..., an ech gesinn, en ass elo agelaf, en ass zweemol schonns zréckkomm vun der COP, ... Dir wësst och, dass virun allem de Privathaushalter, ...

(Brouhaha)

... jo, dat sinn international Engagementer vun de Privathaushalter. Op Propositionen vum Serge Wilmes gouf gëschter am Regierungsrot zréckbehalen, dass déi Aiden, dat heescht déi sougenannt Top-up-Aiden – sief dat bei eergeetescher Sanéierung, sief dat um Niveau vun der Fotovoltaik, sief dat bei anere Punkten –, elo emol ëm sechs Méint verlängert ginn, soudass och dës Regierung „allen Unkenrufen zum Trotz“ un deenen Engagementer festhält, wéi se ënner der viregter Regierung gemaach goufen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci dem Finanzminister. Dann ass d'Diskussioun elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8290. Den Text steet am Document parlementaire 8290⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8290 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmen fänkt un. Vote par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 50 Jo-Stëmmen, 7 Nee-Stëmmen an 3 Abstentiounen. De Projet de loi ass also mat 50 Jo-Stëmme géint 7 Nee-Stëmmen an 3 Enthaltungen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Mir kommen elo zum Projet de loi 8311, en Avenant tëschent Lëtzebuerg an Däitschland.

(Interruptions)

A pardon! Dir hutt ganz Recht, mech dorunner ze erënneren.

Motions

Da komme mer zu den dräi Motiounen, déi nach hei um Dësch leien, eng vun der LSAP, eng vun der ADR an eng vun de Piraten.

Motion 1

Mir fänke mat der éischter Motioun vum Här Franz Fayot vun der LSAP un. Här Fayot, Dir hutt se scho méi oder wéineger explizéiert. Wëllt Der nach eng Kéier Stellung dozou huelen?

M. Franz Fayot (LSAP) | Nee, Här President. Ech hu se effektiv explizéiert. Ech hat zwar och gemengt, wéi mer dat soss gemaach hunn, am Uschloss u meng Ried kënnen ze presentéieren an deenen zwou Minuten, wou ech dann awer trotzdem „dans les temps“ war mat menger Riedezäit. Mee ech constatéieren, dass dat dann elo anescht geet an dass mer eis mussen da sëtze goen an da vläicht erëmkommen, fir d'Motioun ze presentéieren. Dont acte. Da maachen ech dat an Zukunft esou.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Ech probéieren d'Reglement strikt ze applizéieren. Da komme mer och a keng Diskussiounen an deenen nächste Méint a Joren. Dat ass d'Zilsetzung vun deem, wat ech probéieren, hei ze maachen.

Wëllt een zu där Motioun Stellung huelen? Ech gesinn den David Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir wäerten déi Motioun matstëmme vun den Häre Fayot an Engel, allerdéngs well mer mat den Invitten och averstane sinn. Mir fannen déi richteg. Mir hunn e puer Schwierkeete mat de Consideranten, soss wiere mer och an enger gewëssener Kontradiktioun par rapport zu deem, wat ech elo virdrun zur CO₂-Steier gesot hunn, well mer net mengen, dass dat wierklech en Outil indispensable ass. Mee bon, dat ass e Considerant, mee d'Invitte ginn awer an eisen Aen an déi richteg Richtung. An dofir wäerte mer dann och net chipotéieren a matstëmme.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Den Här Baum huet sech zu Wuert gemellt.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Ech hunn, an den Här Minister huet et virdrun gesot ... Den éischten Invite, wou d'Kollege vun der LSAP eng transparent Evaluatioun froen, ech mengen, mir hunn déi kritt iwwert de Statec, deen et an de Quintilen duergeluecht huet. Dat heescht, deen Invite do bräicht een net ze stëmme.

An dann ass et esou, dass mer hei awer déi CO₂-Steier degressiv huelen. Dat heescht, si spillt ganz vu 40.000 Euro un a si geet progressiv erof op 80.000 Euro. Do géife mer elo näischt drun änneren. An ech wëll drun erënneren, an den Här Minister huet et gesot: Mir wäerten d'nächst Woch e Gesetz stëmme, wou mer awer véier Indextranchen upassen. Ech mengen, dass dat awer substanzuell ass, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze stäerken. Ech géif et an dësem Moment dobäi beloosen, och well mer wierklech an enger Phas sinn, wou

och den Här Minister sech muss eraschaffen. Och wann en eng grouss Kenntnis huet vun de Finanzen – dat huet hien déi lescht Jore bewisen, mengen ech –, gëtt et nach ëmmer Saachen, déi hie warscheinlech, esou wéi mir, och entdeekt. An dofir géif ech meng Kollege proposéieren, déi heite Motioun net matzedroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Ech hunn nach eng Wuertmeldung vum Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, Merci, Här President. Et ass e ganz neien Toun vum Här Baum. Hien huet elo fënnf Joer laang dem Här Roth gesot, en hätt keng Anung vu Finanzen. Elo seet en de Contraire.

(Hilarité)

M. Marc Goergen (Piraten) | Voilà. Motioun ofgeleent!

(Interruption par M. Gilles Baum)

M. Claude Wiseler, Président | Dir kënnt duerno, Här Baum.

M. Sven Clement (Piraten) | Et ass ... Spaass beisäit. Dat ass jo de bonne guerre an der Politick, wann d'Koalitionspartner wiesselen.

Eis ass déi Motioun sympathesch, och wa mer, wéi ech virdrun gesot hunn, u sech en anere Modell géife virzéien. Eis wär et just am zweeten Invite wichteg gewiescht, ze soen, dass mindestens d'Hallschent vun de Recetté géif fir sozial Kompensatiounen ausgi ginn an net genau d'Hallschent, well mer der Meenung sinn, dass ee vläicht och heiansdo eng Situatioun kritt, wou ee méi bräicht.

A wat fir eis ganz kloer ass, dass hunn ech virdrun an der Ried gesot, ass, dass mer dee Crédit d'impôt systematesch revaloriséieren. Mee et geet net nëmmen duer, de Crédit d'impôt ze revaloriséieren. Den Här Roth huet et selwer virdrun illustréiert, an do kommen ech nach eng Kéier bei eiser Motioun drop zeréck, dass een och bei de Barèem vun de Crédit d'impôt muss drop schaffen. Mee mir wäerten dat heite matstëmme.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Da maachen ech den Tour hei fäerdeg: d'Madamm Tanson an dann d'Madamm Adehm.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Mir ënnerstetzen déi heite Motioun. D'autant plus well se viles vun deem erëmhëlt, wat schon am PNEC steet. Dofir sinn ech émsou méi erstaunt iwwert dem Här Baum seng Deklaratioun elo grad, well et strictement näischt mam Här Roth senge Kompetenzen oder sengem Eraschaffen ze dinn huet, mee et einfach drëms geet, op der enger Säit ze soen, dass et soll transparent beluecht ginn, wat jo souwisou gemaach gëtt, op der anerer Säit ze soen, dass d'Hallschent dovun soll ..., „l'enveloppe budgétaire relative aux mesures de compensation sociales équivalent à la moitié des recettes“. Dat ass jo och eppes, mengen ech, wou mer schon en Acquis déi lescht Joren driwwer haten, wat och am PNEC esou d'Zilsetzung erëmgëtt. An dann eeben och, dass de Crédit d'impôt ëmmer erëm soll revaloriséiert ginn, wann d'Taxe CO₂ an d'Luucht geet. Och dat eppes, wat aus dem PNEC decolléiert. Dofir, ech ënnerstetzen dat, mir ënnerstetzen dat, mee ech wollt awer hei nach eng Kéier d'Fro stellen, wéi ..., also, bon, ech stellen net d'Fro, mee eng Kéier ervirsträichen, dass dem Här Baum seng Positioun mech e bëssen interpelléiert huet. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann huet d'Madamm Adehm d'Wuert gefrot.

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Jo, merci, Här President. Ech mengen, ech sinn e bëssen am falsche Film hei haut de Mëtteg. Hei hu mer fréier Regierungsparteien, déi eng Transparenz froen. Si selwer hunn dee PNEC sengerzäit mat en place gesat. Déi Chifferen, déi misste jo awer transparent iergendwou ze fanne sinn. Oder gesinn ech dat elo iergendwéi falsch an där doter Saach?

An da wéilt ech nach just soen zum leschte Punkt, „revaloriser systématiquement le crédit d'impôt“. Et ass awer genee dat, wat mer mat deem heite Projet de loi vun haut de Mëtteg maachen.

Plusieurs voix | Nee.

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | De Crédit d'impôt gëtt eropgesat.

Une voix | Eeben net.

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Jo, dës Kéier.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, sot Dir Äre Punkt, Madamm Adehm.

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Mee mir setze jo haut och d'CO₂-Steier fir ee Joer erop an dann duerno komme mer mat engem neie Projet de loi an dann ass mat Sécherheet am PNEC virgesinn, fir dat nach eng Kéier ze maachen, an da gëtt dat dee Moment nach eng Kéier gemaach. Dofir, also mir gesinn net an, firwat dass mir déi heite Motioun sollen ënnerstetzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. Elo hunn ech nach eng Wuertmeldung vum Här Keup. An dann hu mer nach den Här Baum an den Här Clement, déi sech fir d'zweet gemellt hunn. Dir wësst, dass Der zweemol zu engem Sujet dierft schwätzen an net dräimol. Här Keup, elo hutt Dir d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech mengen, dës Motioun ass gutt geduecht, mee vu dass mer géint d'CO₂-Steier sinn, kënne mer kaum matstëmme a wäerten eis enthalten. Mee wa mer alleguer géint d'CO₂-Steier wieren, da kéinte mer eis souwisou dat ganz Gedeesems an déi ganz Gesprecher hei spueren. Dat wier och net schlecht.

Erlaabt mer, nach e Wuert ze soen. Et ass elo geschwat gi vun der nächster Woch, vun deene véier Tranchen, wou den Index dann ugepasst gëtt un d'Inflatioun.

Une voix | Annerhallef.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, annerhallef. Also et ass richteg: zwee an eng halleft plus annerhallef. Ech mengen, et soll een d'Saachen net vermëschen. Et huet näischt mat dëser Saach ze dinn, ne?

Wann Der op der enger Säit Steieren aféiert, dann heescht et net, wann een op anerer Plaz de Leit eppes – endlech – zeréckgëtt, wat een hinne laang ewechgeholl huet, wat hinnen am Fong laang zougestanen hätt, dass een dann domadder eppes guttmécht. Dat ass net de Fall an dat soll een dofir net vermëschen. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Den Här Baum huet kuerz d'Wuert nach.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President. Et huet zéng Joer gedauert, lo mellen ech mech fir déi éischt Kéier fir e Fait personnel, deen den Här Clement virdrun gesot huet. Den Här Clement huet gesot, ech hätt an der leschter Legislaturperiod oft gesot, den Här Roth hätt keng Anung vu Finanzen. Dat ass absolut falsch, ech hunn dat zu kengem Moment gesot.

Wat mir zwee gemaach hunn: den Här Roth war Fraktiounschef, ech war Fraktiounschef, Majoritéit,

Opposition. Mir hunn eis bei de Budgetsdebatten ausgetosch, heiansdo och méi heftig ausgetosch.

(Hilarité)

Mir waren och oft a Punkten net enger Meenung, mee ech wëll ënnersträichen, dass ech zu kengem Moment gesot hunn, den Här Roth ..., an et si jo ganz vill Kolleegen heibannen, déi och schonn déi lescht fënnef Joer hei waren. Ech hunn zu kengem Moment dat gesot, wat mer elo vum Här Clement ënnerstallt ginn ass.

Plusieurs voix | Très bien!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Dat war kloer. Den Här Clement. Kuerz, Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech entschëllege mech formell beim Här Baum, ... datt en ni gesot hätt, den Här Roth hätt keng Anung, mee en huet just gesot, et wär absolut net seng Meenung. Do gi mer eis, mengen ech, eens.

Ech wëll awer do nach der Madamm Adehm soen, datt se elo grad hei eppes Falsches gesot huet an dat wëll ech awer richtegstellen. Mat deem heite Gesetz erhéije mer net d'CO₂-Steier fir d'nächst Joer a mir hunn eis och keng Clause de rendez-vous ginn, fir d'nächst Joer nach eng Kéier ermëzkommen. Mir erhéijen heimadder den Taux maximal, dee per Règlement grand-ducal da ka festgeluecht gi vun der Regierung. An dat heescht, d'Regierung muss fir déi nächst Erhéijungen net zeréckkommen, well wann een dat richteg duerchrecht, erhéije mer u sech mat deem heite Gesetz, wat jo scho gestëmmt ass, ... kann an Zukunft pro Liter Bensinn, also pro Tonn, déi duerch Litere Bensinn entsteet, u sech eng theoretesch CO₂-Steier vu 56 Euro pro Tonn applizéiert ginn, well sou héich hu mer den Taux maximal u sech gehuewen, wat mer elo mam Gesetz gemaach hunn. Dat ass eng einfach Règle de trois. Wann een eng Kéier sech d'Méi mécht, déi eenzel Montante mat den Dausend Literen ze rechnen, kënn een op dee Montant. Dat heescht, et ass falsch, hei ze soen, mir géifen et haut just ëm 5 Euro erhéijen. Mir hunn der Regierung hei d'Carte blanche ginn, fir bis op 56 Euro d'Tonn eropzegoen, an dat ass mat ee vun de Grënn, firwat mir eis enthalen hunn an ech wollt dat awer nach kloerstellen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Ech gesinn elo keng Wuertmeldung a jiddwereen huet säi Punkt zu dëser Motioun gemaach, sou datt mer se elo kënnen zur Ofstëmmung bréngen.

Vote sur la motion 1

De Vott iwwert d'Motioun vum Här Fayot fänkt elo un. D'Procuratiounen.

Déi Motioun ass ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen a 5 Abstentiounen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) ;

MM. François Bausch, Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emilie Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), Nathalie

Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 2

Domat komme mer zur nächster Motioun, der Motioun 2 vun der ADR. Wëllt den Auteur, den Här Keup, nach eng Kéier kuerz Stellung dozou huelen? Dat ass net de Fall.

Wie freet d'Wuert, fir zu dëser Motioun Stellung ze huelen? Keen? D'Madamm Adehm freet d'Wuert. Madamm Adehm.

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Jo, ech wollt nach eng Kéier kuerz drop zrëckkommen, fir ze soen, datt mir dat hei net unhuelen. Ech mengen, et ass ugeklongen: Et ass virgesinn, an den nächste Joren eng global Steierreform oder zumindest emol e Projet virzeleeën. Den éischte Pak hu mer d'nächst Woch mat enger Upassung vun der Steiertabell un d'Inflation u mir halen eis un dat, wat am Koalitionsaccord virgesinn ass.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. Ass soss nach eng Wuertmeldung am Sall? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da géife mer och zum Vott iwwert d'Motioun 2 vum Här Fred Keup kommen.

Vote sur la motion 2

De Vott fänkt un. D'Procuratiounen. A Schluss vum Vott.

Ech checke léiwer d'Resultater no, well mäin Ecran am Ufank net gaange war, mee et schéngt awer elo ze funktionéieren.

Dës Motioun ass ofgeleent mat 52 Nee-Stëmme géint 5 Jo-Stëmmen an 3 Abstentiounen.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emilie Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;

MM. François Bausch, Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.

Motion 3

Da komme mer zur nächster Motioun, der Motioun 3 vun de Piraten. Här Clement, wëllt Dir nach eng Kéier kuerz explizéieren?

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz kuerz, Här President, merci. Ech hunn et virdu gesot, an den Här Roth huet jo och duerch e Rechebeispill nach eng Kéier gewisen, wou de Problem ass. Dat ass elo beim Crédit d'impôt CO₂ de Fall. Dat ass awer och bei all deenen anere Crédit-d'impôts de Fall. Ech si mer ganz bewusst, datt een dat heiten net kann haut oder muer ëmsetzen. Mir sinn och um Enn vun engem Budgetsjoer, mir fänken elo dat nächst un. Dat doten ass net eppes, wat fir muer kann ëmgesat ginn. Ech wär also ganz frou, wa mer dat an der Kommissioun kéinten diskutéieren. Dat géif eis largement lo mol duergoen, mee et ass wichteg, datt mer deen Impuls awer setzen, haut ze soen, datt mer déi Barëmen zumindest eng Kéier op de Leescht huelen an dann och kucken, wat dat géif kaschten, datt een dat och en connaissance de cause kéint maachen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Hu mer dozou eng Wuertmeldung? Den Här Fayot freet d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci Här President. Ech muss soen, also mir hunn duerchaus Sympathie fir déi Motioun hei, mee ech mengen effektiv, dass ee sech eng Kéier misst domadder ausernanersetzen, och kucken, wat d'Interaktioun ass mat deem Gesetz, wat nach soll virun Enn des Joers gestëmmt ginn, wou jo d'Barëmen, de Barème allgemeng ugepasst gëtt un déi véier Indexbranchen a kucken, wéi dat zesumme funktionéiert. Ech mengen, datt sinn technesch Froen, déi sech stellen, wou ee muss kucken och natierlech, wat den Opwand dovunner ass, mee am Prinzipp fanne mer dat hei am Fong eng interessant Motioun a géife proposéieren, dass mir dat dann an d'Kommissioun géifen huelen, an d'Finanzkommissioun, fir dat weider ze analyséieren.

M. Claude Wiseler, Président | Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Effektiv wär et eng Kéier interessant, well mer jo awer och ganz vill Kolleegen heibannen hunn, déi nei sinn, wann ee mol eng Kéier géif kucken: Wat gëtt et alles vu Steierkreditter? An déi richteg Plaz do, déi wier natierlech an der Finanzkommissioun, fir eng Kéier ze kucken: Wou sti mer lo? Wéi vill gëtt ausbezuelet? Wat géif dat ausmaachen, wa mer se effektiv géifen upassen? Dass ee mol eng Kéier géif ee globalen Iwwerbléck kréien. An dofir kënnen mir als Demokratesch Partei dermat averstane sinn, wa mer géife soen: Mir huelen déi heiten an d'Finanzkommissioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. D'Madamm Tanson huet nach d'Wuert gefrot.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, et geet mir änlech wéi dem Här Fayot. Mir fannen och, dass déi Demarche sympathesch ass. Mir haten eeben och gesinn am Avis vun der Chambre des Salariés zu dem Projet 8290 ... Et geet jo net nëmmen ëm deen heite Crédit d'impôt, raison de plus, fir et wierklech an der Kommissioun ze diskutéieren. Net fir en Iwwerbléck iwwer all d'Crédit-d'impôts ze kréien, mee fir ze gesinn, wat et effektiv beim Eenzelen ausmécht an u wéi enge Schrauwen ee kéint dréien a wat och kéint herno den Impact financier vu verschiddene Mesüre sinn. Dofir ënnerstëtze mir, fir et an d'Kommissioun ze huelen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. D'Madamm Adehm huet d'Wuert gefrot.

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Jo, ech géif dann einfach proposéieren, wann den Här Clement domadder d'accord wier, se zrëckzezéien, well de Minister huet jo säin Accord ginn, fir eng Kéier an der Kommissioun doriwwer ze diskutéieren.

(Hilarité)

Dach!

M. Claude Wiseler, Président | Här Clement, Dir sidd hei ugeschwat.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, dat wär lo awer eng ganz nei Prozedur.

(Hilarité)

Also, mir bleiwe schonn dobäi: Wann hei eng grouss Majoritéit sech weist, fir se an der Kommissioun ze thematiséieren, dann hätte mer se och gären do thematiséiert.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Wolter huet d'Wuert gefrot.

M. Michel Wolter (CSV) | Här President, ech fannen dat guer net, datt d'Interventioun vun der Madamm Adehm hei zu där grousser Hilaritéit sollt féieren, déi lo hei geschitt ass, well dat, wat elo proposéiert gëtt, ass eppes anescht, wéi dat, wat hei an der Motioun steet. Wann de Minister sech d'accord erkläert, fir an der Chamberskommissioun eng Kéier iwwert déi Problematik hei ze diskutéieren, dann heescht dat nach laang net, datt, wann een dat elo an d'Kommissioun hält, dass een domadder d'accord ass, dass een de Barème géif upassen. An dowéinst géif ech eigentlech den Här Clement froen, fir sech vläicht mat der Äntwert vun der Regierung zefridden ze ginn, déi hei vun alle Bänke gedeelt gëtt, fir de Punkt op den Ordre du jour ze huelen. Ech soen Iech och firwat: Well dës Motioun dem Reglement vun der Chamber no no dräi Méint muss erëmkommen. Wa mir se also tel quel an d'Kommissioun ginn, da muss se innerhalb vun dräi Méint erëmkommen. Ech gleeuwen awer net, dass mer innerhalb vun dräi Méint hei eng Solutioun op d'Fro hunn. Dat heescht, da kéint ee se eigentlech direkt ofleenen a soen: Mir diskutéieren awer an der Kommissioun driwwer. Mee déi Prozedur, fir eigentlech eng Opfuerderungen un d'Regierung an eng Debatt vun der Chamberskommissioun ënzwandelen, ouni dass een eigentlech seng Finalitéit ännert, hunn ech ëmmer schonn eng schlecht Prozedur fonnt a fannen ech och nach ëmmer eng schlecht Prozedur.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wolter. Kommt, mir maache lo hei keng zwee Gespréicher. Ech hunn hei eng Motioun vun de Piraten leie mat enger Demande, fir se zréckzezéien an um Ordre du jour an der Kommissioun eng Kéier de Punkt ze abordéieren. Den Här Clement ass net bereet, dës Motioun zréckzezéien. Ech hunn eng aner Proposition hei leien, fir se an d'Kommissioun ze iwwerweisen. Ech géif déi Proposition zum Vott stellen, ob se an d'Kommissioun soll iwwerwise ginn. Wann dat net de Fall ass, géife mer driwwer ofstëmmen.

Kënne mer dee Vott par main levée maachen?

Une voix | An d'Kommissioun?

M. Claude Wiseler, Président | De Vott ass, ob mer se an d'Kommissioun zréck renvoyéieren. Kënne mer dee Vott par main levée maachen oder ass een, deen e Vote électronique wëllt?

(Brouhaha)

Haalt emol Är Fanger, Är Äerm erof. Meng Fro ass elo: Ass een, deen e Vote électronique freet?

Une voix | Nee.

M. Claude Wiseler, Président | Wann dat net de Fall ass, kënne mer se par main levée ofstëmmen.

Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission

Wien ass d'accord, fir se an d'Kommissioun ze iwwerweisen?

(Hilarité et brouhaha)

M. François Bausch (déi gréng) | ... Dir hutt et dach selwer proposéiert!

M. Sven Clement (Piraten) | Här Baum!

Une voix | Wat ass hei lass?

M. Sven Clement (Piraten) | Awer wéinstens Dir ...

M. Claude Wiseler, Président | Sou. Ech gesinn, datt d'Oppositioun bereet ass, se an d'Kommissioun ze iwwerweisen. Dat ass ...

Wien ass dergéint, fir se an d'Kommissioun ze iwwerweisen?

Dat schéngt mer d'Majoritéit hei ze sinn, sou datt se net an d'Kommissioun iwwerwise gëtt.

An deem Fall gëtt se hei ofgestëmmt. Mir procedéieren also elo zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 3 vun de Piraten.

M. François Bausch (déi gréng) | Déi nächste Kéier frot Dir fir d'éischt, éier Dir esou eppes sot, Här Baum!

Une voix | Gelifit?

Vote sur la motion 3

M. Claude Wiseler, Président | De Vott fänkt elo un.

(Brouhaha)

De Vott ass ofgeschloss.

(Brouhaha)

Dës Motioun ass ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 14 Jo-Stëmmen an 11 Abstentiounen.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schackmel.

Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding).

10. 8311 – Projet de loi portant approbation de l'Avenant modifiant la Convention du 23 avril 2012 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, fait à Berlin, le 6 juillet 2023

Voilà, domat komme mer dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, also dem Projet 8311,

engem Avenant tëschent Lëtzebuerg an Däitschland, dee souwuel d'Duebelbesteuerung wéi och d'Steierflucht an d'Steierhannerzëiung soll verhënneren. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet zéng Minutten, déi verschidde Fraktiounen a Sensibilitéite jee weils fënnf Minutten an d'Regierung huet zéng Minutten. Et si schonn ageschriwwen: den Här Guy Arendt, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances

M. Marc Spautz (CSV), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech si frou, Iech hei kënnen e mëndleche Rapport ze maachen iwwert de Projet de loi 8311. Virun e puer Joer hätte mer vill méi laang iwwert dat geschwat, wat an dësem Projet dran ass. Do geet et nämlech ëm d'Duebelbesteuerungsofkommes mat Däitschland, wou et ganz wichteg ass, dass mer do déi néideg Akzenter setzen. An ech hu mer erlaabt, Här President ...

(M. Marc Spautz montre un journal.)

De leschte Sonnde stoung an enger däitscher Zeitung ganz grouss am Kader vum Homeoffice, wéi wichtig et ass, dass deen Accord tëschent Lëtzebuerg an Däitschland, deen am Juni 2023 vun der Madamm Yuriko Backes an dem Här Christian Lindner ënnerschriwwen ginn ass ..., wéi wichteg deen ass als Akzent och am europäesche Volet.

Ech wëll drun erënneren: Mir schwätzen hei iwwert d'Upassung wéinst dem Teletravail, mee et ass net nëmmen den Teletravail, deen an dësem Kader geännert ginn ass. Et ass eng Ännerung vun der Konventioun vun 2012, déi zwëschen Lëtzebuerg an Däitschland gemaach ginn ass. Hei geet et och drëm, fir d'Mindeststandarde vun de BEPS an de Steierreegele vun der OECD ..., dass dat alles mat opgeholl gëtt. Hei geet et och drëm, alleguerten deene Saache Rechnung ze droen, déi säit 2012 komm sin. An ech muss och soen, mir haten och an der Kommissioun doriwwer rieds, och fir eis ass et wichteg, dass dat, wat am Kader vun de Plan-socialen a vun de Licenciementen ass, och an Zukunft aneschtens berücksichtegt gëtt am Kader vun dësem Steierofkommes.

Et muss een och drun erënneren, wéi wichteg et och war am Teletravail – an dat hu mer grad während der Covidzäit gemierkt –, dass mer et do fäerdgebréngen, eenheetlech Reegelen ze hu mat eisen dräi Nopeschlänner. Mat deenen zwee anere Länner ware mer schonn op 34 Deeg, et war just Däitschland, déi nach op 19 Deeg waren. A mat dësem Gesetz wäerte mer och do op 34 kommen, woumadder et kloer ass, dass eis dräi Nopeschlänner déi selwescht Behandlung hu fir déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen.

Ech wëll dann elo och op déi eenzel Avisen agoen, déi dozou komm sinn.

Et ass en Avis komm vum Conseil d'État, deen näischt Extraes ze soen huet.

Et ass och nach en Avis komm vun der Chambre des Sa-lariés, déi och nach eng Kéier drun erënnert, dass dat nach ëmmer wäit ewech ass vun deenen 49,9 %, déi an der europäescher Direktiv, wou den deemolege Sozialminister, den Här Haagen, mat dru geschafft huet, festgehale goufen, fir dass d'Sozialversicherungsbeitrag op 49,9 % vun der Gesamtaarbechtszäit géife kommen. Wa mer do géifen eropgoen, da wiere mer iwwer 100 Deeg. Dat ass nach wäit ewech dovunner.

D'Chambre des Saliariés seet, dass et awer fir si wichteg wier, dass mer et vläicht géife fäerdegbréngen, op 25 % vun der Aarbechtszäit ze kommen. 25 % vun der Aarbechtszäit, dat géif ausmaachen, dass mer awer iwwert déi 34 Deeg missten erausgoen. An dat ass jo an engem europäesche Reglement, an an den Diskussiounen ass virgesinn, dass mer och eng Kéier spéiderhin dozou géife kommen. D'Chambre de Commerce, déi huet extra dese Punkt begréisst.

Ech wëll awer och nach eng Kéier soulignéieren, dass och dee Problem, dee mer kann hu während dem Teletravail, fir déi Leit aus der Fonctioun publique, déi an Däitschland gewunnt hunn, mat deem duebele Besteuerungsofkommes gekläert ass an dass déi an Zukunft och kënne bis 34 Deeg bei där Besteuerung maachen.

Dat gesot, dréien ech mech dann eng Kéier, Här President, net als Rapporteur, mee als Spriecher vun der CSV. D'CSV gëtt selbstverständlech d'Zoustëmmung zu deem Gesetz. Ech soen Iech villmools Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Spautz villmools Merci fir säin exzellente méndlechen a schréftleche Rapport.

An den éischte Riedner, deen hei ageschriwwen ass, ass den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, ech ka mech ganz kuerz halen. De Rapporteur huet quasi alles gesot: de Seuil de tolérance vun 19 op 34 Deeg, d'Fonction publique ass mat dran, d'Work-Life-Balance vun de Leit huet hei och Prioritéit, si kënnen op den Teletravail zrëckgräifen, méi Flexibilitéit, d'BEPS-Reegele si respektéiert ginn.

Ech sinn och frou, dass duerch dee Projet de loi hei an duerch d'Gesetz, wat dann hoffentlech votéiert gëtt, mer fir dee Projet vun der Madamm Backes, dee si ugeleiert huet, hei en Ofschluss fannen. An ech kann nëmme den Accord vun der DP zu deem Projet de loi ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Arendt. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Mir begrëssen dese Projet och a mir wäerten en och matstëmmen aus zwee Grënn. Éischtens, well Däitschland den Haapthandelspartner ass vu Lëtzebuerg a well et wichteg ass, dass mer ëmmer eng Condi (ndlr: Convention de non double imposition) hunn, déi à jour ass, déi aktuell ass. An dat maache mer mat där heite Konventioun iwwert d'Duebelbesteuerung. An zweetens, well och effektiv den Teletravail zu engem Kompetitivitéitsfacteur ginn ass.

Mir brauchen den Teletravail. Den Teletravail ass e Facteur d'attractivité vun eisem Land. An dofir ass et ze begrëssen, dass mer effektiv elo hei op 34 Deeg eropgaange sinn an Kader vun deem Duebelbesteuerungsofkommes. An dofir wäerte mer dat hei matstëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Fayot Merci. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Jo, mir begrëssen och dese Projet a wäerten e matstëmmen. Mir géifen eis och freeën, wann déi Unzuel vun den Deeg nach weider erweidert géif ginn an den nächste Joren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Och déi gréng ginn hiren Accord zu deem Projet de loi. Et ass e wichtige Projet, well en och déi Inegalitéite fir Residenten aus Däitschland e bësse manner grouss mécht a se op dee selwechten Niveau setzt wéi déi aner Nopeschlänner, fir kënne méi vun doheem aus ze schaffen, eppes, wat extreem wichteg ass. Mir sinn ugewisen dorobber, dass mer Leit vun iwwerall hier aus der Groussregioun hei zu Lëtzebuerg schaffen hunn, an déi mussen dat och kënne vun doheem aus maachen. Duerfir ass dat wierklech e gudd Schrëtt an déi richteg Richtung.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Däitschland war bis elo d'Nopeschland mat deene mannsten Deeg, wou ee konnt vun doheem aus schaffen an dat wäert elo gläich en Enn hunn. Mir setzen d'Deeg also vun 19 op 34 Deeg erop an dat ass e gudden Ufank.

Mee ech soen et ganz kloer: Et ass u sech en Ufank. Et kann net de Schluss sinn! Et muss eis kloer sinn, dass dat net duergeet. Well och bei 34 Deeg bleift nach ëmmer e groussen Ënnerschied zwëschent dem Resident an dem Frontalier, an dat op där nämmlecher Aarbechtsplaz. Dat heescht, genau déi nämmleche Tätigkeet gëtt ënnerschiddlech behandelt, ob ech dann elo an Däitschland liewen oder ob ech zu Lëtzebuerg liewen. Dat kënnen e puer Meeter Ënnerschied maachen, jee nodeem, wou un der Grenz ech wunnen.

Fir eis Piraten gëtt Teletravail de Leit ganz kloer d'Flexibilitéit an d'Zäit, fir virun an no der Aarbecht, och emol dertëscht mat méi kuerzen Ënnerbriechungen, nach hir Work-Life-Balance wierklech an de Grëff ze kréien a wierklech an der Balance ze halen.

An zousätzlech huet den Teletravail e positiven Afloss op de Verkéier. Mir hu virun iwwert d'CO₂-Steier geschwat. Ma wien am Teletravail ass, dee muss manner CO₂-Steier bezuelen, well e manner mat sengem Auto muss fueren.

Gläichzäiteg kann een den Teletravail natierlech och notzen, andeem een net forcement op de Siège muss kommen. Mee dofir kéint een iwwer grenziwwerschreidend Geschäftszonen, Büroszone schwätzen, mat engem kloer legalen a steierrechtleche Kader dee Moment.

Mir vergiessen awer och net déi Leit, déi net kënnen am Teletravail sinn. An do muss een, och wann d'Regierung anerer Meenung ass, nach eng Kéier iwwert d'Kilometerpauschal schwätzen. Zumindest en Deel, e groussen Deel vun de Regierungsfraktiounen huet jo awer an deene vergaangene fënnf Joer reegelméisseg fir eng méi héich Kilometerpauschal plädéiert.

Mir mussen weider mat eisen Nopeschlänner verhandelen, fir dass d'Inegalitéiten tëschent Residenten a Frontalieren erofginn. Datt dat net einfach ass, jo, dat wësse mer. Datt dat eppes kaschte wäert, also net gratis wäert sinn, dat wësse mer och. Mee et ass awer wichteg fir de sozialen Zesammenhalt an de Betriber, dass jiddereen ka vum Patron d'nämmleche behandelt ginn.

An, Här President, da wëll ech awer op eppes hiweisen, wat haut guer net ugeschwat gouf, wat awer ganz verstoppt e bëssen am Rapport drasteet. An dat ass de Problem vun den Astreinten. Well laut dem Accord mat Däitschland gëtt eng bezuelten Astreinte

als Aarbecht consideréiert an ass domadder Deel vun deene 34 Deeg, déi een dierf ausserhalb vu Lëtzebuerg schaffen. Den Accord mat der Belsch gesäit vir, dass déi Deeg, wou een eng Astreinte mécht, dann och ënnert déi 34 Deeg falen.

An och mat Frankräich ass de System net gudd, well de franséische Staat huet ... Also, Dir mierkt, souguer d'Press huet sech scho fir den Theema interesséiert. A wéi d'Lëtzebuurger Press sech souwuel bei der lëtzebuergescher Steierverwaltung wéi bei der franséischer Direction des finances gemellt huet, konnt keen de Journalisten eng Äntwert drop ginn, wéi et dann a Frankräich de Fall ass. Ëmmerhi kommen do 52 % vun eise Frontalieren hier. Et wär also wichteg, dass mer zumindest kloer wësst, wat bei enger Astreinte de fiskaleschen Impakt ass, well e Risiko ass, vu dass mir zu Lëtzebuerg Astreinten net als Aarbechtszäite rechnen, dass vill Betriber d'Reegel vläicht guer net richtig applizéieren. An dat bréngt da mat sech, dass den eenzelne Saliarié herno bei enger eventueller Steierkontroll a sengem Heemechtsland deen ass, dee muss erklären, firwat en eppes falsch deklaréiert huet, obwuel en et guer net besser wouss.

Dat ass de Problem, dee mer am Moment mat där Onkloerheet bei den Astreinten hunn. An dofir wäere mer frou, grad well Astreinten awer e beléiften Outil sinn an de Kommunikationsbetriber, ech denken an d'Informatik, awer och zum Beispill an der Santé – mir stëmmen nach e Gesetz iwwert d'Astreinten an der Santé –, dass een do awer misst Kloerheet schafen.

An dofir, Här President, hunn ech eng Motioun matbruecht, déi d'Regierung opfuerdert, fir bei deem spezielle Punkt nach eng Kéier nozebesseren an nach eng Kéier Verhandlung mat eisen Nopeschlänner ze féieren, fir eebe grad déi speziell Fro vun den Astreintéi kloer ze reegelen. Wannechgelift.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– Am Prinzipp gëtt d'Astreinte net als Aarbechtszäit gezielt. D'Astreinte zeechent sech doduerch aus, dass d'e Saliarié:e net op enger bestëmmter Plaz muss sinn, mee just muss zu all Moment erreechbar sinn, fir dass en, wann néideg, seng Aarbecht kann ophuelen. D'e Saliarié:e ka sech also fräi deplacéieren a sengem Privatliwwen an där Zäit nogoen.

– D'Duebelbesteuerungs- an Homeoffice-Accorden, déi Lëtzebuerg mat sengen Nopeschlänner getraff huet, gesi vir, dass d'Astreinten zur Aarbechtszäit am Wunnland zielen an des deemno vun den erlaabte 34 Deeg Homeoffice ofgerechent ginn;

– deemno ka just d'Disponibilitéit fir ze schaffen déi Betreffen ee ganzen Dag Homeoffice kaschten.

Aus dese Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– nei Verhandlung mat den Nopeschlänner ze féieren, mam Zil, dass d'Astreinten net méi an de Seuil vun de 34 Deeg falen.

(s.) Sven Clement.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn eis bewosst, dass et keng einfach Aufgab ass, an, och wa mer elo erëm nei Verhandlung fir e spezifeschen Deel maachen, dass dat sécherlech näischt ass, wat vun haut op muer geschitt.

Mir denken awer, dass et wichteg ass, der Regierung hei e kloert Mandat vum Parlament mat op de Wee ze ginn, well et sech hei ëm systeemrelevant Secteuren handelt. Mir kënnen net d'nächst Woch e Gesetz

stëmme, fir eng Base légal fir d'Astreinten an de Santéberuffer ze huelen, a gläichzäitig rechtlech Onkloerheeten hunn, wat d'Besteuerung vu genau deenen Astreinté bei de Frontalieren ueget. Well mir dierfen net vergiessen – ech hunn et op alle Fall net vergiessen aus de Covidjoren –, dass mer ganz, ganz vill Leit aus deem Secteur iwwert der Grenz wunnen hunn an déi deemtsprechend och dovunner be-
traff wäeren. An et wär desastréis, wann déi just kéinten op 34 Deeg Astreinte zrëckgräifen am Joer.

Ech soen Iech dofir Merci fir d'Nolauschteren an ech hoffen op e konstruktiven Austausch zu där Motioun. Villmools merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir si gewéinlech relativ skeptesch, wann et ëm fiskal Konventiounen geet, well dat oft och dozou benotzt gëtt, fir d'Steierlaascht erfrozesetzen. An deem Fall ass et awer eendeitig méi interessant, well et awer och géint Abuse soll goen an och Richtlinie vun dem BEPS soll ëmsetzen an och géint Abuse vun den Immobiliefonge soll goen an do och d'Besteuerung eropsetzt.

An eisen Ae geet u sech an deem Fall deen Avenant an déi richteg Richtung an dofir wäerte mer en och matdroen. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Och merci fir deen Debat.

Dat hei ass e wichtege Projet an dat ass net einfach en Avenant zu engem Duebelbesteuerungsofkommes, wat een dann einfach esou duerchwénkt. An et ass uegklongen, dass et eng Zäitche gedauert huet, bis dass dat hei konnt zustane kommen. Déi éischt Diskussiounen ginn nach op 2012 – jo, 2012 – zrëck.

Ech wëll och e puer Prezisiounen ginn. Et ass richtig, dee wichtigste Punkt: Et si 50.000 – 50.000! – Frontalieren, déi vun dëser Konventioun concernéiert sinn. Also dat ass net näischt! Dir hutt also e gréisseren Impakt och op de Lëtzebuurger Aarbechtsmarché.

Et geet awer doriwwer eraus, iwwert de sougenannten „Homeoffice“ oder wivill Deeg ech da kann a mengem Heemechtsland schaffen, ouni dass do e Besteuerungsrecht ufält. Et geet och ëm e Besteuerungsrecht am Fall vun Indemnitéiten bei enger Entloossung. Et geet ëm d'Besteuerungsrecht vu professionnelle Chaufferen oder Lokführer, déi jo dann hin- an hierfuere. An et gëtt och niewent dem steierlechen Traitement vun de Pendler Prezisiounen um Niveau vun deene Leit, déi zum Beispill an Däitschland wunnen a beim Lëtzebuurger Staat schaffen. Och där gëtt et der net manner.

Ech wëll eppes kloer soen, wann elo gesot gëtt, dee Seuil vu 34 Deeg sollt an d'Luucht gefouert ginn. Also, éischters sinn ech emol frou, dass mer elo bei deenen dräi Nopeschlänner, nämlech der Belsch, Frankräich an Däitschland, op deem selwechte Seuil vu 34 ukomm sinn. A bei Däitschland hu mer dee gréisste Sprong gemaach, well bei de Fransouse si mer ëm fënnf Deeg an d'Luucht gaangen a bei den Däitsche gi mer elo vun 19 op 34, also ëm ganzer 15 Deeg an d'Luucht!

Et ass och esou, dass net dat eent Land kann diktieren: „Mir géifen elo gär bis dohinner kommen an dann hutt Der dat ze akzeptieren!“ Neen! Eng Steierkonventioun ass e bilaterale Accord. An déi Däitsch

schwätze jo bei deene 34 Deeg Toleranz vun enger „Bagatellgrenze“. An ech wëll dat wuelverstane hunn.

Firwat? Mee et ass esou: Wann en däitsche Resident op Lëtzebuerg schaffe geet, dann huet e jo am Prinzip d'Lëtzebuurger Besteuerungsrecht op säi Salaire. Wann ech elo mat deene 34 Deeg an d'Luucht fuere, da verzicht eigentlech Däitschland méi op d'Besteuerungsrecht, well theoreetesch fir déi Aarbechtszäit, déi an Däitschland verbruecht gëtt, ab dem éischten Dag u sech déi Däitsch d'Besteuerungsrecht hätten.

Dann den zweete Punkt: Et kann een elo schonns op 50 Deeg eropgoen. Dat erlaabt déi Konventioun. Blouss ass et dann esou, dass ech da fir déi 50 Deeg net zu Lëtzebuerg, mee fir déi 50 Deeg an Däitschland besteier ginn. Duerfir nach eng Kéier: Bagatellgrenze. Mee déi kann een net endlos eegemächteg einfach esou an d'Luucht féieren. Och dat muss ee mat bedenken.

Ech wëll och soen, dass dat heiten Duebelbesteuerungsofkommes zustane kënn, ouni dass et Kompensatiounszalunge gëtt vis-à-vis vun däitsche Gemengen. Och dat muss ee mat a Betruecht zéien.

An e lescht Argument géintiwier vun deenen, déi soen: „Dir musst elo nach an d'Luucht fuere, zum Beispill op déi 25 %.“ Déi 25 %, dat entsprécht 55 Aarbechtsdeeg. Wéi gesot, mir leie mat dëser Konventioun elo grad ewéi mat der Belsch a mat Frankräich op 34 Deeg. Duerfir wëll ech, bei allem Enthusiasmus – wat ech och kann novollzéien – drop hiweisen, wat fir eng aner Auswierkungen dat am Konkreete kann hunn. Et ass esou, dass d'Duebelbesteuerungsofkommes e bilaterale Ofkommes ass. Dat, wat um Niveau vun der Sécurité sociale, also bei de Sozialversécherungen, gemaach gëtt, dat ass eng europäesch Reglementéierung. Duerfir muss een dat, mengen ech, an deem globale Kontext kucken.

An da wëll ech nach eppes soen, dat ass: Och wann déi Nopeschlänner mat Lëtzebuerg opgrond vun enger Spezifitéit vun dem Pendel vu Frontalieren natierlech eng aner Dimension hunn, ass dat jo net nëmme Lëtzebuerg, dat sinn och aner Nopeschlänner vun Däitschland, an ech kann novollzéien, dass dat fir déi däitsch Autoritéiten, fir déi däitsch Regierung, och an deem Kontext muss beliicht ginn. Duerfir, jo, wann et sollt bilateral – well et geet nëmme bilateral – zu enger Erhéijung vun där sougenannter „Bagatellgrenze“ oder dem Seuil de tolérance vu 34 Deeg kommen, ass d'Regierung selbstverständlech bereet. Ech wëll awer just nuancieren, dass mir dat net kënnen eleng an eegemächteg maachen, mee dass dat och mat Zoustëmmung vun den däitschen Autoritéiten an deem Fall muss geschéien.

Fir de Rescht, géif ech soen, ass dat hei e gudden Accord, deen am Sënn ass vun eisem Aarbechtsmarché, deen den Aarbechtsmarché och weiderhi férdert a sécherstellt, dass mat deene 34 Deeg weiderhin déi Betriebsstätten, déi zu Lëtzebuerg sinn, net a Fro gestallt sinn. Well wat heescht et, wann e Salaré während 50 a méi Deeg eleng vun Däitschland aus schafft? Da kéint dat ugesi gi vun den däitschen Autoritéiten, wéi wann dat eng Betriebsstätte wär an dass mer dann net nëmme d'Besteuerungsrecht um Niveau vum Salaré senge Salaré géife verléieren, mee och nach dat vun der Betriebsstätte, déi kéint zu Lëtzebuerg abhande kommen.

Ech wollt dat eng Kéier gesot hunn, dass déi Decisioun vun deene 34 Deeg – a kuckt, dass Der nach weidergitt! – vill Facetten huet an dass een déi och muss am Kapp hunn, ier een hei weider Schrëtt ënnerhëlt, déi, wéi gesot, an engem bilaterale Kontext wäerte musse geschéien.

Ech kann Iech op jidde Fall soen – an dat steet an dem Regierungsprogramm –, dass Lëtzebuerg éischters d'Netz vun den Duebelbesteuerungsofkommes weltwäit wëllt ausbauen, an zweetens wëll ech och kloer soen, dass, wa sech weider Opportunitéiten géife ginn am Interessi vun eisem Land, am Interessi vum Aarbechtsmaart bei eis am Land, am Interessi vun deene 50.000 Frontalieren, d'Lëtzebuurger Regierung selbstverständlech dofir op ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci och dem Finanzminister. Domat wär d'Diskussioun dann ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8311. Den Text steet am Document parlementaire 83114.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8311 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Mir kommen elo zu dem Vote par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme an dann natierlech keng Nee-Stëmm a keng Abstentiuon. De Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmme uegeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

An dann hunn ech hei op mengem Pult nach eng Motioun leie vun de Piraten. Här Clement, Dir hutt se schonn erkläert, wëllt Der nach e Wuert dozou soen?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Wie wëllt zu der Motioun vum Här Clement Stellung huelen? Den Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV), rapporteur | Jo, merci, Här President. Och merci dem Här Clement. Déi Motioun, dat kléngt ganz sympathesch fir ze soen: Mir müssen do nach an d'Luucht fuere. Mee mir sinn eis allegeruete bewosst, dass mer an deenen nächsten dräi Méint keen Accord fannen, weeder mat Däitschland nach mat Frankräich nach mat der Belsch – innerhalb vun dräi Méint en Accord –, fir vu 34 an d'Luucht ze

fueren. An dofir, mengen ech, ass zu dësem Zäitpunkt déi Motioun do verfréit, an ech proposéieren eise Kollegeen, déi Motioun ofzeleenen, well et ass superfetatoire de Moment, fir dat elo schonn an dës Richtung ze maachen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. Hunn ech nach eng Wuertmeldung? Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo. Also bon, déi Motioun ... Ech soen, mir hunn dat effektiv elo net recherchéiert, an do schéngt jo effektiv e gewëssene Flou juridique ze herrschen. Dir sot och: „Am Prinzip gëtt d'Astreinte net als Aarbechtszäit gezielt.“ Et muss een effektiv eng gewëssen Disponibilitéit hunn. Et ass ee jo „de garde“, dat heescht, et schafft een a priori net. Dat heescht, effektiv géif et Sënn maachen, déi Deeg auszuschléissen. Bon, muss een dee ganzen Dag am Homeoffice sinn? Ech weess et net. Do stelle sech eng Rei juristeschen Froen, déi een, mengen ech, awer sollt préiwien, well ech mengen, et ass awer effektiv eng justifiéiert Fro.

An dofir wärem mir am Fong der Meenung, dass een déi Motioun hei eng Kéier kéint an der Kommissioun diskutéieren, och mat de Beamten, fir ze kucken, wéi effektiv d'Rechtslag ass a wéi ee mat där Situatioun hei wëllt ëmgoen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, also de Grondgedanke gefält eis och, fir ze soen, dass eng Astreinte, wou ee souwisou net heihinner komm wär, net géif an déi 34 Deeg kontabiliséiert ginn. Mir wëssen natierlech awer och, dass et net evident ass, fir dat elo einfach nozeverhandelen, well soss kéint ee jo och nach ganz aner Saachen hei fuerderen, notament och d'Zuel vun den Deeg an d'Luucht setzen. An et stelle sech och eng Rei technesch Froen, soudass mir eigentlech och léiwer hätten, dat doten nach eng Kéier a Rou ze diskutéieren. Well mir hunn elo jo schonn héieren, wéi dat mat dem Verweisen an d'Kommissioun geet. Ech hoffen, dass d'DP dann dës Kéier och gekläert huet mam Koalitionspartner, wéi een domadder ëmgeet.

(Hilarité)

M. Gilles Baum (DP) | Et ass gutt, dass dat do elo an der éischter Sëtzung ass, well fir de Rescht vun der Legislaturperiod ...

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Très bien, Här Baum. Notéiert, notéiert.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Op alle Fall, bon, mir hätten natierlech léiwer, mir kéinten dat do eng Kéier diskutéieren. Mee egal, wat elo mat der Motioun geschitt, froe mer dann, dass mer déi Fro awer kënnen eng Kéier an der Kommissioun thematiséieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, mir mengen och, dass een déi heite Motioun awer misst an der Kommissioun diskutéieren. Et wier schued, déi einfach esou net unzuhuelen, well d'Frostellung ass awer ganz berechtigt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Den Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, ganz kuerz. Merci, Här Präsident. Ech wëll mech deem och uschléissen. An ech mengen, et wier och wichteg, wa mer eng Kéier kéinten an aller Rou an der Kommissioun doriwuer diskutéieren. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Den Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här Präsident. Jo, et kéint een och an der Kommissioun drüwer diskutéieren. Mee u sech, wat gefuerdert gëtt an der Motioun, ass jo, dass nei Verhandlungen sollen ugefaange gi mam Zil ... Dat heescht net, dass déi an dräi Méint missten ofgeschloss sinn, Här Spautz. Esou naiv sinn ech net, dass, nodeem mer eelef Joer gebraucht hunn, fir deen heiten Accord ze fannen, ech géif mengen, dass dat no dräi Méint ofgeschloss wär.

Ech mengen, et wär scho gutt, wann déi Motioun hei zumindest zum Nodenken ugereegt hätt, fir déi Fro eng Kéier ze klären, wéi mat den Astreinté vun eise Frontalieren an deenen dräi verschiddenen Nopeschlänner fiskalrechtlech ëmgaange gëtt. Well wann d'Steierverwaltung vum zwee Länner op eng Fro vum engem Journalist net kënnen äntwerten oder net wëllen äntwerten, dann ass do méi wéi nëmmen e Flou juridique. An deemspriechend kennt Der Tech ... Mir stëmmen dat elo of, d'Majoritéit refuséiert et. Da kennt de Bréif, dass mer dat an enger Kommissioun dann eng Kéier diskutéieren. Dann diskutéiere mer et eng Kéier an enger Kommissioun. Mee et wär awer gutt, dass mer entre-temps awer eng rechtlech Kloerstellung hätten, wéi domadder ëmzegoen ass. Well dat ass dat, wat mir awer haut am meeschte Suerge mécht, dass mer do Leit hunn, déi am gudden Glawen hir Astreinten unhuelen, hir Astreinten dann och disponibel bleiwen a wann dann an dräi, véier, fënnf Joer eng Kéier eng Steuerkontroll kennt an hirem Residenzland, se déi sinn, déi da gesot kréien: „Dir waart am Feeler, well Der et falsch gemaach hutt.“ Dat géif ech ganz schued fannen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Doropshin huet de Finanzminister nach d'Wuert gefrot. Här Finanzminister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här Präsident. Ech mengen, och dës Regierung brauch keng Motioun fir ze wëssen, wéi se soll regéieren. Ech soen hei am Kloertext ...

(Interruptions)

Ech soen hei am Kloertext dat hei, dass d'Regierung sech engagéiert. Wat ech virdru gesot hunn: Mir engagéieren eis, fir déi néideg Klarifikatiounen ze bréngen. Dat ass dat Éischt. An dat Zweet, ech soe ganz kloer och: Mir kënnen net, nodeems dat hei elo ofgestëmmt ass, erëm eng Kéier nei Negociatiounen ufänken. An do ass dat, wat den Här Spautz gesot huet, vollkomm richteg.

Nach eng Kéier: d'Engagement, wann den Här Clement do kéint dermat d'accord sinn, fir déi néideg Klarifikatiounen an der Chamberskommissioun ze bréngen. An Noutfalls, soen ech, bleift jo nach ëmmer d'Méiglechkeet um Niveau vun de Steiersaachen, dass et eng Circulaire gëtt, déi déi doten Explikatiounen gëtt, esou wéi dat sollt sinn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Finanzminister.

Esou wéi den Här Clement et gefrot huet, stëmme mer elo iwwert dës Motioun of.

Vote sur la motion 1

An de Vott fänkt un. De Quorum ass erreicht. De Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

Et si 5 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen an 19 Absten-tiounen. Domat ass dës Motioun mat 35 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

11. Heure d'actualité de la sensibilité déi gréng au sujet de la conférence sur les changements climatiques à Dubai – COP28

Da komme mer zum nächste Punkt. D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'COP28 zu Dubai, déi déi politesch Sensibilitéit vun déi gréng ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chambersreglement festgehalen. Den Auteur vun der Aktualitéitsstonn huet 10 Minutten, all Fraktiounen respektiv Sensibilitéiten hunn duerno 5 Minutten an d'Regierung huet 15 Minutte fir ze äntweren. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Paul Galles, den Här Luc Emering, den Här Franz Fayot an den Här Ben Polidori. Ech ginn dovunner aus, dass nach deen een oder deen aneren derbäikënn. D'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Joëlle Welfring als Vertrieederin vun där politescher Sensibilitéit vun déi gréng.

Exposé

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Villmools merci, Här Präsident. Léif Kolleeginnen a Kollegeen, säit bal 30 Joer kuckt d'Welt all Joer während e puer Deeg op en Evenement, zu deem sech, wéi et schéngt, ëmmer méi Leit treffen. Jo, et ginn hei bal alljoers Rekorder gebrach op en Neits, wat d'Zuel vun de Participanten ugeet, dëst fir am Kader vun der Weltklimakonvention e gemeinsame Wee aus der Klimakris ze verhandelen.

Déi eng waarde gespaant oder éischter verzweifelt op konkret Schrëtt an Engagementer, iwwert déi sech déi politesch Responsabel eens solle ginn, fir eis Emissiounen an de Grëff ze kréien. An déi aner hunn et opginn a gesinn dat Ganzt als eng Aart Farce un, dat virun allem als Bün fir Politiker, Lobbyisten a Schaulusteger dëngt, an dat och nach an engem Land, dat selwer Pétrol exportéiert, mat engem Präsident, dee selwer am Handel mam Pétrol involvéiert ass.

Ech hat d'lescht Joer d'Geleehheet, fir selwer derbäi ze sinn. An och d'lescht Joer hu mer eis duerno hei op dëser Plaz gesinn, fir am Kader vun enger

Aktualitésstonn de Point iwwert d'Resultater ze maachen. Erlaabt mer wannechgelift trotzdeem, kuerz op dës Andréck zrëckzekommen.

Ech hat deemools d'Éier, fir als Member vun der Verhandlungsekipp vun der EU matzewierken a kourm och mat ganz gemëschte Gefiller heem. Ech war engersäits, esou wéi vill anerer, enttäuscht driwwer, dass eng Rei Erwaardungen net erfëllt goufen. Zum Beispill konnt sech och do net op e staarkt Engagement zum Ausstig aus de fossille Brennstoffe gëeeneegt ginn, dat op Awierkung vu Länner, déi um Export vu Pétröl interesséiert sinn.

Ech war awer positiv gestëmmt wéinst der Decisioun zur Schafung vum Fong fir Verloschter a Schied. Dëse Fong war säit ville Joren an Diskussioun a gouf och vu verschiddenen EU-Memberstaaten eng laang Zäit ëmmer nees verworf aus Angscht, hei eng Zort Faass ouni Buedem ze kreéieren, e weidert Instrument, un deem jorelaang misst gedoktert ginn, ier jee en Dollar oder en Euro géif bei de vulnerabelen Entwécklungslänner ukommen. No deeglaangen Diskussiounen op der COP27 huet ee sech fir d'Éischt innerhalb vun der EU heirop gëeeneegt, ier och aner Länner konnten heivun iwwerzeegt ginn, wat gehollef hat, fir weider Verhandlungspunkten zum Deel ze deblockéieren. Et war e Revirement, jo eng Zort Duerchbroch, deen do och op der COP28 zum Droe kourm.

Esou eng Dynamik kann nëmme opkommen, wa sech Leit physesch treffen, déi e Verhandlungsmantel dat hu souwéi e gewëssene Spillraum, fir dëst ze notzen.

Et fonctionéiert och besser, wann ee mat Partner verhandelt, deenen hir Positioun kloer ass, och wa se engem net ëmmer gefält, an déi et zu engem gewëssene Mooss gewinnt sinn, Kompromësser anzegoen. Och dat gëtt méi einfach, wann ee sech reegelméisseg treëft an austauscht.

Eng COP ass dofir a mengen Ae méi wéi en einzelt Event. Et ass e Prozess, engersäits, well tëschent deene järeliche Reunioonen eng Hellewull vun Echanges a Reunioonen tëschent enger Villzuel vun Experte stattfannen, fir d'Decisiounen ze preparéieren, an anerersäits, well op all COP Entscheedunge falen, déi op deene viregte Konferenzen heiansdo iwwer Joren an d'Weeër geleet goufen.

Och dëst Joer – iwwregens, an et gouf schonn elo eng Kéier gesot, am wärmste Joer säit Laangem, och säit de klimatologeschen Opzeechnungen, an dat si keng vereenzelt Wiederphenomeener, mee en Effekt vum Klimawandel, eng wëssenschaftlech validéiert Tatsaach – kucken ech mat gemëschten Andréck op d'Resultater vun der COP28.

Et ass jo evident, jo, quasi banal: D'Wuerzel vum Klimaproblem ass d'Verbrenne vu fossille Brennstoffe. Dass dëst Joer nees keng konkret Formulatioun iwwert den Ausstig aus de fossillen Energieën an der finaler Decisioun steet, ass eng Defaite fir all déi, déi sech drëm beméit hunn, fir dëst als Prioritéit an en Text ze kréien, virop d'EU, mee och fir all d'Aktivisten aus der Zivilgesellschaft.

Et ass awer virun allem e Schlag an d'Gesicht fir déi vulnerabel Länner, zum Beispill Inselstaaten, deenen d'Waasser fërmlech scho bis un den Hals steet. Och si setze sech op all dëse Konferenze ganz staarkt fir ambitiéis Klimaziler an.

Trotzdeem ass et wichteg, dass den Term „Transition ewech vu fossille Brennstoffe an Energiesystemer op eng gerecht, geuerdent an eng equilibréiert Manéier“ – Zitat Enn – et endlech a fir d'Éischt an e finalen Text gepackt huet. Et ass en neit Kapitel an de

Verhandlungen an eng nei Basis, fir d'Verhandlungen an Zukunft op dësem Punkt weiderzedriewen. Mee et ass wichteg, an Zukunft e kloer a staarkt Signal mat engem konkreten Zildatum vun engem Ausstig ze hunn, fir weider Investissementer a fossill Infrastrukturen ofzewenden a soumat eis Ofhängegkeet vun dësen Energieformen an déi domat verbonnen Emissiounen zäitno ze reduzéieren, statt se fir an Zukunft a fir Joerzëngten ze zementéieren.

Och dass d'Atomenergie nieft den Erneierbaren als sougenannte Léisung opgezielt gëtt, ass sécher net richtungsweisend fir eng nohalteg a sécher Energieversuergung.

Zu de gudden Neierunge kann een awer och kloer dat gemeinsaamt Bekenntnis zum néidege Peak vun den Emissiounen virun 2025 zielen, och wann d'Erreechen heivu mat all neier Buerung, fir Aerduelleg ze gewannen, ëmmer méi wäit an d'Zukunft réckelt.

Dann ass et sécher positiv ze wäerten, dass och direkt um éischten Dag sech konnt drop gëeeneegt ginn, fir de Fong fir Verloschter a Schied mat Liewen oder éischter mat finanzielle Mëttelen ze fëllen. Laut Medie si mer elo bei 800 Milliounen Dollar, oder bal, an dat, fir déi besonnesch vulnerabel Länner ze ënnerstëtzen, déi elo scho staarkt ënnert dem Klimawandel musse leiden, obwuel si selwer awer quasi näischt dozou bäigedroen hunn.

Et gi sécher nach vill aner Theemen an Decisiounen vun dëser COP, op déi ech nach kéint agoen, wéi zum Beispill dat chiffréiert Zil, fir d'erneierbar Energie fir 2030 ze verdreifachen. An dat ass och e Beispill, wat dank der Mobiliséierung vu progressive Staaten a Bewegung vu jonke Mënschen elo decidéiert gouf. An nach vill Weideres. Mee ech zielen do op meng Noriedner/innen.

Mee wat mer virun allem um Häerz läit, dat sinn déi nächst Schrëtt, déi mer heiheem wäerten ënnerhuelen, fir eisen Deel derzou bäizedroen, fir eng gesond Zukunft mat engem funktionéierende Klima ze erméiglechen.

Déi lescht Regierung huet an der Klimaschutzpolitik wichteg Grondsteng geluecht souwuel mat ambitiéisen a gesetzlech verankerten Ziler, déi warscheinlech dëst Joer déi drëtt Kéier hannereneen erreecht ginn, mat Strategien, Pläng, konkrete Moosnamen, fir eis Emissiounen an de Griff ze kréien, jo mat Pakten, fir mat Gemengen als wichtige Partner um lokale Plang de Klimaschutz an de proaktiven Naturschutz an d'Realitéit ëmzesetzen. Well Klimaschutz – ech ënnersträichen – an Naturschutz sinn déi zwou Säite vun där selwechter Medail.

Och eis staatchlech Bähëllef fir Privatleit goufen an de leschte Jore staarkt ugekuerbelt. A wann een d'Zuele gesäit, da si se och gutt ugehall ginn.

Mee wann ee weess, dass mer eis national Reduktiounsziler och an Zukunft just mat villen Ustregunge wäerten erreechen an och dass mer a verschiddene Beräicher, wéi zum Beispill am Gebaiberäich, iwwer eis sektoriell Ziler erausschëssen, dann ass et kloer, dass elo sécher net de Moment ass, fir labberzeloossen.

Den nationale Klimaplang ass kee Selbstleefer a gesäit e ganz Arsenal u Mesure vir, déi musse weidergedriwwen ginn.

Här President, an dësem Sënn deposéieren ech heimat eng Motioun – wannechgelift –, ...

Motion 1

« relative à l'accélération des efforts dans la lutte contre la crise climatique »

La Chambre des Députés,

considérant que la décision de la vingt-huitième Conférence des parties des Nations Unies sur les changements climatiques (COP28)

– reconnaît la nécessité de réductions marquées, rapides et durables des émissions de gaz à effet de serre conformément aux trajectoires axées sur le scénario des 1,5 °C ;

– souligne la primordialité d'accélérer l'action pour abandonner progressivement les combustibles fossiles dans les systèmes énergétiques au cours de cette décennie critique, afin d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 ;

– demande le triplement de la capacité mondiale en matière d'énergies renouvelables et le doublement du taux annuel moyen mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique d'ici 2030 ;

– souligne que la planification à long terme et la mise en œuvre accélérée de l'adaptation, en particulier au cours de cette décennie, sont essentielles pour combler les écarts en matière d'adaptation et pour créer de nombreuses opportunités ;

– reconnaît les lacunes importantes, notamment financières, qui subsistent pour répondre à l'ampleur et à la fréquence croissantes des pertes et des dommages, ainsi qu'aux pertes économiques et non économiques qui en découlent,

invite le Gouvernement

– à veiller à la mise à disposition des moyens financiers et personnels nécessaires pour garantir une mise en œuvre accélérée du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg pour la période 2021-2030 (PNEC) ;

– dans ce contexte, à présenter ses priorités et un calendrier détaillé de mise en œuvre des priorités du Plan national d'énergie au plus tard en janvier 2024 ;

– à maintenir les aides financières pour la rénovation énergétique, la valorisation des sources d'énergie renouvelables et la mobilité durable à un niveau élevé au-delà de juin 2024 et à prévoir des mécanismes de soutien supplémentaires pour les ménages à revenu modeste ;

– plus particulièrement, à intensifier les efforts de décarbonation des bâtiments existants et à développer des dispositifs complémentaires permettant l'accès des ménages à revenu modeste au logement durable ;

– à présenter sous peu l'approche choisie pour établir au niveau national le plan social pour le climat, impliquant les acteurs clés, sachant que ce plan devrait entre autres avoir pour objectif d'assurer les ressources nécessaires aux ménages et entreprises les plus vulnérables pour financer la décarbonation ;

– à entamer les travaux pour déterminer la poursuite du mécanisme du prix du carbone après 2026 ainsi que sa compensation sociale et à communiquer les conclusions y relatives en temps utile ;

– à renforcer l'adaptation du Luxembourg aux conséquences climatiques inévitables dans tous les domaines et, pour ce faire, présenter la mise à jour de la stratégie nationale d'adaptation au plus tard en janvier 2024 à la Chambre des Députés, ainsi que doter la stratégie d'objectifs mesurables, d'une gouvernance solide et d'un mécanisme de révision clair ;

– à inclure dans le projet de budget pluriannuel 2024-2028 un engagement financier pour le financement des « pertes et préjudices » ;

– dans ce contexte, à fournir et présenter à la Chambre des Députés une vue d'ensemble des engagements financiers d'ores et déjà conclus voire planifiés par l'État dans les domaines de l'atténuation, de l'adaptation et des pertes et dommages au niveau national ainsi qu'international.

(s.) Joëlle Welfring, Franz Fayot, Ben Polidori, David Wagner.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | ... déi gedroe gëtt vun de Kolleege vun der LSAP, de Piraten an déi Lénk, an där mer d'Regierung ënner anerem dozou opruffen, fir déi néideg Moyene fir d'Ëmsetzung vum Energie- a Klimaplan virzugesinn an eis hire Kalenner an hir Prioritéiten, zum Beispill fir d'thermesch Isolatioun vu Wunngebaier, ze presentéieren.

Mir begrëssen ausdrécklech, dass d'Regierung mat Hëllef vum Drock aus der Zivilgesellschaft an der Politik zum Schluss komm ass, dass den Top-up vun de Klimaaideen net ouni Weideres auslaffe gelooss gëtt. An dëser Motioun fuerdere mer d'Regierung duerfir ausserdeem dozou op, fir och nom Juni 2024 d'Aiden op engem héijem Niveau ze halen, well dës Transitioun wäert eis nëmme geléngen, wa méiglechst vill Leit matmaachen. A fir vulnerabel Stéit brauche mer zousätzlech nach méi geziilt Ënnerstëtzung.

Och wat d>Weiderentwécklung vum CO₂-Präis ugeet, fuerdere mer mat eiser Motioun d'Regierung op, fir sech ze iwwerleeën an eis matzäiten ze kommunizéieren, wéi se no 2026 wëll weidermaachen.

Mat eisem Liewensstil an deenen domat verbonnenen, sougenannte konsumbaséierten Emissiounen – ech erënneren hei un den Overshoot Day, deen all Joer éischter fällt –, mat eiser Finanzplaz, déi trotz verschiddene positiven Usätz, wéi zum Beispill Luxembourg Sustainable Finance Initiative, déi nach e wäite Wee viru sech huet, fir hir Ausriichtungen dem 1,5-Grad-Zil unzegläichen, jo, mat dësen an aneren Eegeaarte steet eis eng gewësse Bescheidenheet, gekoppelt mat enger wierklech staarker Ambitioun a Saache Klimaschutz, gutt zu Gesiicht.

Mir sinn net op der gewonnener Säit a mir hunn och als klengt Land eng grouss Verantwortung um internationale Plang an och heiheim.

Multilateral Prozesser si méi lues, wéi mir eis et géife wënschen. An am Fall vun dëser COP devoiléiere se och staark finanziell Interessen, déi ëmmer nees probéieren, d'Succèsen ze torpedéieren. Mee et soll een net an den Defaitismus verfallen. Den Emissions Gap Report vum UNEP weist eis och, dass d'Welt grad säit dem Paräiser Accord Fortschréttler gemaach huet. Wou et weltwäit virun zéng Joer nach a Richtung plus 4 Grad gaangen ass, leie mer elo éischter bei enger 2,5-Grad-Erwärmung. Mee och dat geet nach laang net duer an et geet och just zesummen.

D'Regierung muss an der Klimapolitik och heiheim Faarf bekennen, well eis Zukunft ass näischt Figéiertes. Et läit un hir an un eis alleguer, fir se esou ze gestalten, dass se fir déi kommend Generatiounen nach liewenswäert bleift.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles agedroen. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Paul Galles (CSV) | Villmoos merci, Här Präsident. Léif Kolleginnen a Kolleege, Här Minister, et deet mer leed fir meng e bësse beluechte Stëmm. Ech probéieren dofir, et net ze laang ze maachen. Et ass eng Traditioun elo ginn, dass mer hei an der Chamber eeben alljoers no der COP eng Heure d'actualité doriwir ofhalen. Dofir och merci, dass dat och dëst Joer esou ass.

Ech hat am Ufank selwer d'COP28 aus ganz kritisches Ae gekuckt, an dat hat haaptsächlech dräi Grënn. Den éischte Grond ass deen, dass mer alleguer wëssen,

dass d'Veereenegt Arabesch Emirater selwer hire Geschäftsmodell um Pétrol opgebaut hunn an dat se natierlech an en Interessekonflikt féiert, wann een eng COP28 organiséiert.

D'nächst Joer ass se héchstwahrscheinlech am Aserbaidjan, ginn ech emol dovun aus. Da wiessele mer vum Pétrol eriwir bei de Gas. Da si mer bei engem aneren Thema, awer ëmmer nach am selwechte Fall.

Deen zweete Grond war deen, dass de President vun der COP dëst Joer och a sech selwer e gewëssenen Interessekonflikt einfach dran huet, en ass och nach CEO vun der ADNOC, also vun der Abu Dhabi National Oil Company. Dat heescht, och dat war net ganz kloer, wat dee Mann dann eigentlech géif wëllen. An am Ufank vun der COP huet en och direkt duerch e puer Aussoe gewisen, dass et net ganz kloer ass, a wat fir eng Richtung dass e wierklech wëll goen an dass en ambitionéiert ass.

An deen drëtten Grond ass deen, dass ech mer awer och d'Fro gestallt hu vun der Form vun esou enger COP, well ech denken, dass se trotzdeem och u gewësse Grenze stéisst. Mir haten dëst Joer iwwer 100.000 Akkreditierungen. Mir haten ongeféier 2.500 Lobbyisten vun der Pétrollobby, déi sech zu engem groussen Deel ageschlaach haten, well se Member ware vun Delegatiounen, wou se dann net gelabelt sinn als dat, wat se sinn, dat heescht an Delegatiounen da kënnen hire Message och ënnerschwellig weiderginn an duerfir och heiansdo da sech dertéisch filtréieren. An ech mengen, déi Fro ass oft opkomm och elo an der Gesellschaft: Wéi soll esou eng COP organiséiert ginn?

Ech sinn der Meinung, dass eng Visiokonferenz do héchstwahrscheinlech schwéier wäert sinn, besonnesch an de leschten Deeg, wann d'Verhandlung stattfanen. Mee héchstwahrscheinlech gëtt et awer trotzdeem gutt Iwwerleeungen, fir dat Ganz e bessen ze straffen oder méi effikass ze organiséieren.

Wat mer erlieft hunn zesumme mam Franz Fayot um Parlamentarierdag, wéi mer dunn do waren, awer och am Austausch mat den Aktivisten, mat Journalisten, mat der Delegatioun vun der Lëtzebuurger Regierung, awer och mat Leit, déi ech selwer iwwert déi lescht Joren elo kennegeleiert hunn, dat war, dass e puer Theemen erausgestach hunn.

Dat éischt Thema war zum Beispill eeben, dass dee Loss-and-Damages-Fong do endlech och mat Sue geféilt ginn ass. Ech mengen, Dir hat elo 8 Milliarden Dollar genannt als Zomm.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | 800 Milliounen.

M. Paul Galles (CSV) | Milliounen, ok. Well et gëtt nämlech Berechnungen, déi soen, dass een awer misst bis bei 350 Milliarde goen. Dat heescht, dat sinn onheemlech héich Zuelen, fir dee Loss-and-Damages-Fong do ze fëllen. Dat heescht, hei si mer nach wäit, wäit ewech vun deem, wat wierklech gebraucht gëtt.

Ech mengen, ech hat och schon aner Zuelen héieren, déi e gutt Stéck nach méi héich sinn. Awer et ass e Virdeel an et ass e groussen Avantage, dass ugefaange ginn ass, en ze fëllen. E war deemools zu Glasgow entscheet ginn, elo ass ugefaang ginn, en ze fëllen.

Da war eeben déi ganz grouss Fro déi vum Phasing-out oder vum Phasing-down. Gottseidank ass et net einfach nëmme bei der Diskussioun bliwwen. Ech bedauern, dass mer herno just bei engem Phasing-down sinn, dass mer net bei de Phasing-out komm sinn. Dat ass ganz schued. Dat ass, mengen ech, hei e Verloscht vun de Méiglechkeeten, déi mer haten op dëser COP.

An dat drëtt Thema war iwwert déi Carbon-Capture-and-Storage-Thematik, ob een dat just notzt fir déi CO₂-Emissiounen, déi net vermeidbar sinn, zum Beispill bei

der Zementproduktioun, oder ob ee méi wäit geet. An ech mengen, déi COP-Presidence hei, déi wollt vill méi wäit goen an herno ganz vill CO₂-Emissiounen nach zouloossen an der Hoffnung, dass déi Technologie géif do eng Wonnerwirkung bréngen. An dat ka se awer net bréngen.

De Schlüsselpabeier ass net den Optimum, mee e stëmmt mech perséinlech awer relativ optimistes. An zwar huet een engersäits gesinn, dass d'EU wierklech eng staark Virreiderroll gespillt huet. Si hat sech och staark Ziler gesat, si huet gutt funktionéiert, vill Verhandlung gefouert. Lëtzebuerg huet an deem Verbund vun der EU eng ganz staark an eng gutt Roll gespillt. An et gesäit een och, dass an esou Verhandlungen dann eeben esou Partner, Verhandlungspartner, eeben net nëmme bremsen – dat hate mer d'lescht Joer virun allem bezéiungsweis och zu Glasgow –, mee och kënnen pushen an och kënnen méi wäit féieren. An d'EU huet do eng ganz gutt Roll gespillt.

Ech begrëssen, dass den CCS, de Carbon Capture and Storage, just nach do virgesinn ass, wou et wierklech néideg ass, an net déi grouss Wonnerléisung, déi technologesch Wonnerléisung op dësem Pabeier ass.

Mir begrëssen och, dass den Energiemix net elo nëmmen nach formuléiert war wéi um Ufank: „majoritairement net fossill“, mee dass elo all fossill Energie genannt ginn, dass de Phasing-down fir all fossill Energien elo zielt. An ech begrëssen och – ech hunn dee Pabeier gelies vun der Evaluatioun vum Global Stocktake –, wéi staark och do d'Roll vun de Finanzen dës Kéier erausgestach ass, well mer mengen, dass dat wierklech elo e Wee ass, deen immens interessant ass, och grad mat Privatfinanzierungen zesummenzeschaffen. Dat Kapitel ass an deem Rapport nach vill méi staark wéi dat technologesch.

D'COP28 ass eng Dier, déi wäit opgeet. Elo musse mer just nach derduerchtrëppelen. An ech deposéieren och hei eng Motioun, zesumme mat de Kolleginnen a Kolleege vun der DP, och ënnerschriwwen vun Luc Emering a vu mir selwer, déi Lëtzebuerg opfuert, genau dat ze maachen, nämlech duerch déi Dier do ze goen, déi elo wäit opgaangen ass.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– rappelant l'importance de la COP28 dans le renforcement de nos objectifs de lutte contre le réchauffement climatique, tels que définis dans l'Accord de Paris ;

– rappelant que l'Union européenne a adopté une réglementation exigeant une réduction de 55 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 ;

– rappelant le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) du Luxembourg qui constitue la stratégie-cadre en matière de politique de l'énergie et de l'action pour le climat ;

– saluant que pour la première fois, une sortie progressive de toutes les énergies fossiles a été explicitement retenue dans les conclusions de la COP28 ;

– saluant les avancées qui ont été atteintes à la COP28 en matière de suivi des pays développés dans leur contribution au fonds pour les pertes et dommages, créé en 2022 ;

– regrettant que dans la déclaration finale de la COP28, un plan de « sortie » des énergies fossiles fait défaut, mais qu'un éloignement de ces fossiles fût arrêté ;

– estimant que l'ambition de réduire progressivement, voire d'éliminer à terme, la consommation de combustibles fossiles au niveau mondial est impérative afin de respecter les objectifs de l'Accord de Paris,

invite le Gouvernement

– à continuer à s'engager au sein de l'Union européenne pour garder une politique ambitieuse en matière de réduction des gaz à effet de serre ;

– à poursuivre les efforts afin d'atteindre les objectifs définis dans l'Accord de Paris ;

– à mettre en œuvre au plus vite les mesures prévues par le PNEC.

(s.) Paul Galles, Luc Emering.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Galles. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Luc Emering. Här Emering, Dir hutt d'Wuert.

M. Luc Emering (DP) | Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, wann déi anonym Alkoholiker sech géife Rendez-vous an enger Wierterschaft ginn, fir driwwer ze schwätzen, wéi se ophale kënnen drénken, da géifen déi meescht de Kapp rëselen.

Et ass also verständlech, dass et am Virfeld vun der COP28 schonn eng Rei Kriticken an der Organisation vum Evenement gouf. Schliisslech huet dës Kéier de weltwäit siwentgréisste Pétrolsproduzent, d'Veereeg Arabesch Emirater, op d'Konferenz zu Dubai invitéiert. De President vun der COP ass och an engens den Direkter vun der staatlecher Pétrolsfirmen Abu Dhabi National Oil Company an ass déi lescht Deeg mat Aussoen opgefall wéi dass d'Erausklammen aus de fossille Brennstoffen net onbedéngt noutwendeg wier, fir d'Paräisser Klimaziler ze respektéieren.

Déi initial Skepsis un der COP28 ass also duerch aus nozevollzéien a berechtigt. Grad elo sinn ambitiéis Mesuren an eng séier Reduktioun vun den Emissiounen op der Welt sou dréngend néideg wéi ni virdrun. 2023 – et ass haut schonn e puermol gesot ginn – wäert als dat wäermtent Joer an d'Geschicht agoen zënter dass gemooss gëtt.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Et ass entre-temps bal all Joer dat selwecht: op där enger Plaz Dréchten, Canicullen, Bëschränn, op där anerer Plaz Iwwerschwemmungen, Héichwasser, Äerdrutscher. De Moment, entschloss ze handelen an de Kurs ze korrigéieren, ass elo! D'autant plus, well mer mat där aktueller Trajectoire éischter zwéischent 2,5 bis 2,9 – wann net 3 Grad – landen.

Dofir ass et émsou méi dramatesch, wann ee gesäit, dass verschide Länner et nach ëmmer net verstan hunn, oder net verstoe wëllen, a riicht weider Ueleg, Gas a Kuel pushen. Et ass dowéinst émsou méi wichtig, dass Lëtzebuerg an d'EU eng staark Positioun vertrieeden an international Allianze schmidden, fir e méiglechst kloert Bekenntnis vun alle Staaten ze erreechen, aus de fossille Brennstoffen erauszeklammen.

Fir eis als DP ass et evident, dass nëmme e séier Émklammen op erneierbar Energien eng Léisung ass. An deem Sënn gesi mir den Opruff vu verschidde Länner, d'Atomenergie massiv auszubauen, méi wéi kritesch. Souguer wann et net déi riseg Probleemer mat der Endlagerung vum Atommüll géif ginn, d'Erferung weist eis méi wéi daitlech, dass eng Atomzentral, déi haut geplangt gëtt, mindestens an 10 bis 15 Joer a Betrieb geet. Derbäi kommen déi enorm Käschten, fir dës Zentralen ze bauen, an déi fatal Konsequenze fir Mënsch an Émwelt, wann dann tatsächlech awer eng Kéier eppes geschitt.

Mir begrëssen an dowéinst, dass déi zwee Ziler vun, engersäits, der Verdräifachung vun den erneierbaren Energien an, anerersäits, der Verdueblung vun der Energieeffizienz bis 2030 et an d'Schlussdeklaratioun gepackt hunn.

Fir dass esou Absichtserklärungen net just eidel Wierder bleiwen, sinn déi eenzel Länner gefuerdert, hir Hausaufgabe bei sech doheim ze maachen. Lëtzebuerg huet et déi lescht Jore fäerdegbruecht, seng Klimaziler ze respektéieren. Och fir 2022 gesäit et sou aus, wéi wa mer daitlech ënnert den Emissiounsallocatiounen léichen, déi virgesi waren. D'Leeschung vun den erneierbaren Energien huet sech méi wéi verdräifacht a mir erliwien och, dass vill Leit mat op de Wee wëlle goen, hiert Doheim ze sanéieren, op d'Elektromobilitéit ëmzeklammen a sou weider.

Mee et bleift awer nach vill ze dinn. D'Efforte vun de leschte Jore mussen konsequent virgefouert ginn an et muss besonnesch drop opgepasst ginn, dass mer d'Leit dobäi mathuelen an net nerven. Dat geet an eisen Ae virun allem doduerch, dass mer d'Méiglechkeete schafen, fir op klimafreundlech Alternativen ëmzeklammen, sief et an der Mobilitéit, sief et bei den erneierbaren Energien oder am Logement.

Här President, direkt um Ufank vun der COP gouf et dann awer och eng aner positiv Nouvelle: D'Memberstaate si sech eens ginn, fir e Kompensatiounsfong ze schafen, e sougenannte „Loss and Damage Fund“, fir d'Länner aus dem globale Süden ze ënnerstëtzen, déi elo schonn am meeschten ënnert dem Klimawandel leiden. Och wann déi 700 Milliounen Euro, déi virgesi sinn, net duerginn, fir d'Schied ze behiwen, déi duerch d'Suite vun der Äerderwiermung an deene Länner verursaacht gi sinn, ass et awer e Schrëtt an déi richteg Richtung.

Hei zu Lëtzebuerg bleiwen och weiderhin nach vill Hausaufgaben ze maachen. Et gëtt haut vill iwwert d'COP geschwat. Ech wëll just hei soen, dass een déi lescht Joren och erlieft huet, dass mer duerch eege Reglementatiounen oder Interpretatiounen vu beispillsweis dem Naturschutzgesetz oft klimafreundlech Transitiounen ausgebremst hunn.

Grad an där doter Diskussioun ass zum Beispill och d'Landwirtschaft e wichtige Partner als eenzege Secteur, dee fäeg ass, aktiv Kuelestoff dauerhaft am Buedem ze späicheren, mee do muss ech dach dann awer feststellen, dass grad déi Betriber, déi alternativ Produktiounen gesicht hunn oder nach sichen, déi manner véilasteg sinn, manner Ammoniak ausstossen, manner Lachgas fräisetzen, dach awer déi sinn, déi jorelaang ëm Autorisatiounen kämpfen an ee Steen nom anere virun d'Féiss geluecht kréien.

Dat nämmlecht trëfft zou bei energieetesche Sanéierung vum Haiser, wou et an der Vergaangenheet dach awer eng hallef Éiwegkeet gedauert huet, bis de Bierger en Euro vum Subsidium Kont hat a soumat dann dach léiwier d'Isolatioun vum Daach oder der Fassad do gelooss huet, wou se war.

Dës si just zwee Beispiller. Wat als Konklusioun ze soen ass: Wa mer hei zu Lëtzebuerg wëllen am Klimaschutz virukommen – an do sinn ech ganz beim Wording vun eise Premier, dem Här Frieden –, da brauche mer ganz kloer e Changement vum État d'esprit vun enger ganzer Rei Leit an deene concernéierte Verwaltungen. Ech sinn awer do ganz zouversichtlech, dass den Här Wilmes hei déi richteg Akzenter wäert setzen. Dat gesot, hoffe mir als DP, dass et net bei eidele Versprieche bleibt an datt déi verschidde Ukënnegunge séier an effikass ëmgesat ginn.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci Här Emering. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Wéi ech zu Dubai war virun enger Woch, war deemools

nach alles an der Schwief, mee trotzdem war d'Stëmmung iergendwéi optimistesche, virsichteg optimistesche.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Natierlech kann een, wéi no all COP, d'Glas hallef voll an hallef eidel gesinn, dat ass och scho vu Virriedner gesot ginn, mee fir eis als LSAP ass trotzdem d'Decisioun, déi den Dënsche verëffentlecht gouf, dach in globo positiv. An dat, obwuel effektiv d'Virzeechen net gutt waren: Eng COP an den Emirater zu Dubai, mat engem President, dee Chef vum Uelegproduzent war, dat war alles effektiv am Virfeld net positiv. Mee heiandsdo hëlleft et vläicht, wann den Elefant am Raum därmoosse grous ass, dass een en net méi dorraus erauskritt.

Dee grouse Schrëtt, trotz schwierige Premissen, wéi gesot, ass éischter eng positiv Decisioun. Éischters ass et e Succès vun der EU-Delegatioun, déi sech effektiv staark agesat huet fir eng ganz ambitiéis Decisioun. An ech géif an deem Kontext och wierklech gär dem Minister, och haaptsächlech senge Beamten, Merci soen, déi sech während zwou Woche wierklech staark agesat hunn am Kader vun der EU-Delegatioun, fir an deenen Negociatiounen do weiderzokommen.

Et ass awer och eng Victoire vum Multilateralismus an enger Zäit, wou oft gesot gëtt, dass de Multilateralismus futti ass, dass d'UNO futti ass. An ech mengen, doriwwer soll een och frou sinn. Well dat heiten ass en Challenge fir d'ganz Mënschheet, wou jiddweree muss zesummekommen, an et ass kloer, dass eng COP ëmmer just e „plus petit dénominateur commun“ ass. Mee, ech mengen, an dese schwierigen Zäiten, wou et ëmmer méi polariséiert ass, ass dat heiten en éischter gutt Resultat.

Une voix | Très bien!

M. Franz Fayot (LSAP) | Trotz alle Reserven, déi een also kann hu par rapport zu dëser Decisioun, ass et positiv. Et gëtt eng ganz Rei positiv Saachen. Et ass – an, ech mengen, dat ass den Haaptschrëtt – e staarke Fokus op dat 1,5-Grad-Zil aus dem Paräisser Klimaaccord. An et ass och jiddweringem kloer, dass et, fir dat ze erreechen, net anescht geet, wéi eng Transitioun – mir hätte léiwier e Phasing-out gehat – eraus aus de fossillen Energien ze maachen. An de Fait, dass d'fossil Energie fir d'éischte Kéier an esou enger Decisioun vun enger COP zweemol mentionéiert ass, ass aleng schonn nëmme eng Victoire vun dëser COP28 an et ass e kloert Signal un d'Economie, un d'Banken, un d'Finanzwelt, dass an Zukunft fossil Projete keng Daseinsberechtigung méi hunn an och an Zukunft ëmmer méi Schwierigkeete wäerten hunn, fir nach bankable ze ginn, dat heescht, fir kënnen finanzéiert ze ginn. Och e kloert Signal un d'Industrie, un d'Economie insgesamt, dass déi Transitioun hei elo kloer ënnerwee ass.

Eng aner positiv Saach ass de Loss and Damage Fund, deen effektiv direkt um éischten Dag operationaliséiert ginn ass. Awer och um Niveau vun der Adaptatioun ass ganz viles geschitt mat engem Finanzement, deen och elo au rendez-vous ass. Awer och eppes, wat wichtig ass an där Decisioun, dat ass de Fokus op d'Inklusivitéit. Mir wäerten eis Klimaobjektiver net erreechen, wa mer net eng Genderegerechtigkeit hunn, wa mer net indigène Vëlker mathuelen, mir wäerte mussen déi Jonk mathuelen. Hei ass eng grous Fro vun intergeneratiouner Gerechtigkeit, déi matspillt. An alles dat gëtt och ënnerstrach an där Decisioun, déi elo virläit. An, ech mengen, och dat soll ee begrëssen.

Här President, mir mussen gemeinsam handelen a mir hunn net méi vill Zäit. Dat ass de Message vun der Wëssenschaft an, ech mengen, dee Message ass och gehéiert ginn op der COP28. Mir mussen ambitiéis

sinn an et als e Gesellschaftsprojert ugesinn, fir eis Klimaziler ze erreechen. An dofir muss d'Klimapolitick am Zentrum stoe vun all de Politicken, déi mer heizuland maachen, an net just als eng Kompetitivitéitsbremms ugesi ginn. An ech hoffen och wierklech, dass d'Regierung an déi Richtung wäert handelen an déi néideg Ambitioun wäert dozou weisen.

Här President, ech hunn dofir zwou Motiounen an eng Resoloutioun, déi ech hei nach gäre géif eraginn am Kader vun dëser Diskussioun.

Déi éischt Motioun, déi och ënnerstëtzt gëtt vun de Kollege vun deene Gréngen, de Lénken an och de Piraten, ass eng Motioun, wou mer u sech d'Regierung opfuere, fir och d'Finanzplaz transitéeieren ze doen. Mir wëssen, dass eng ganz Rei positiv Elementer do si fir eng méi gréng Finanzplaz an och eng méi inklusiv Finanzplaz, mee et ass e Message vun der Decisioun fir ze soen, dass d'Finanzen allgemeng mussen méi gréng ginn. A mir wëssen, dass do nach ganz vill Wee ze maachen ass, och hei zu Lëtzebuerg. An dofir géife mer d'Regierung opfuere, d'Lëtzebuerg Finanzplaz transitéeieren ze doen an an Zukunft och fossill Projeten ze discouragéieren. A mir géifen d'Regierung och opfuere, d'Chamber schnell ze informéieren, op wat fir eng Aart a Weis se déi Ziler vun dëser Decisioun vun der COP28 wëll ëmsetzen.

Motion 4

*La Chambre des Députés,
saluant*

– la décision de la 28^e Conférence des parties des Nations Unies sur les changements climatiques (COP28),

considérant que la décision

– a, pour la première fois dans l'histoire des conférences climatiques, reconnu la nécessité de transition vers la sortie des énergies fossiles, nécessaire pour préserver le but de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C ;

– prévoit une feuille de route ambitieuse pour la décarbonation au moyen du triplement des énergies renouvelables et le doublement de l'effort d'améliorer l'efficacité énergétique d'ici 2030 ;

– opérationnalise le fonds « Loss and Damage », avec d'ores et déjà une dotation de quelque 700 millions de dollars ;

– invite à une réforme de l'architecture financière internationale afin de l'aligner sur les objectifs de la transition climatique,

invite le Gouvernement

– à veiller à une transition rapide de la place financière luxembourgeoise vers une finance conforme aux objectifs climatiques et à décourager dorénavant les investissements par les banques et les fonds luxembourgeois dans des projets fossiles ;

– à informer rapidement la Chambre des Députés sur la manière dont elle compte mettre en œuvre, au Luxembourg, la décision de la 28^e Conférence des parties des Nations Unies sur les changements climatiques.

(s.) Franz Fayot, Ben Polidori, David Wagner, Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Dann hunn ech eng zweet Motioun, Här President, déi ze dinn huet mat engem Prinzip vu Justice climatique intergénérationnelle. Ech hat sur place eng Entrevue mat World's Youth for Climate Justice, déi en Avis vun der internationaler Cour de Justice ënnerstëtzen, deen op eng Resoloutioun vu Vanuatu zrëckgeet vum März dëst Joer, wat jo ee vun deene Small Island Developing States ass, déi direkt bedrot si vum Klimawandel, an do geet et drëm, beim internationale Geriichtshaff en Avis ze kréien, ob et am Korpus vum internationale Recht e

Prinzip gëtt vun intergénérationeller Klimagerechtigkeit. An ech géif d'Regierung opfuere, un där Prozedur do ze participéieren a fir och eng schrëftlech Resoloutioun do eranzeginn.

Motion 3

La Chambre des Députés,

considérant

– la résolution 77/276 adoptée par consensus le 29 mars 2023 par l'Assemblée générale des Nations Unies ;

– l'impact du changement climatique sur les futures générations,

rappelant

– que le Gouvernement luxembourgeois peut intervenir auprès de la Cour internationale de justice par l'intermédiaire d'une soumission écrite ou orale,

invite le Gouvernement

– à s'engager, au moyen d'une soumission écrite auprès de la Cour internationale de justice en faveur de la reconnaissance d'un principe de justice climatique et intergénérationnelle.

(s.) Franz Fayot, Ben Polidori, David Wagner, Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | An da schlussendlech eng Resoloutioun, déi mer hei selwer un eis, un d'Chamber riichten. Den Här Galles an ech, mir hate geschwat, fir vläicht mam Vëlo op Dubai ze fueren. Dat ass leider net gaang. Dat heescht, dofir hu mer missen de Fliger huelen. An do hunn ech dee Vol lo selwer kompenséiert, sou gutt wéi dat geet. Mir wëssen alleguer, dass och dat natierlech net déi bescht Léisung ass. Déi bescht Léisung ass, dass ee guer net flitt, mee hei war dat lo net anescht méiglech. An do hunn ech erausfonnt, dass hei an der Chamber eis Vollen, déi mer maachen als Parlamentairen, net kompenséiert ginn. An dofir géif ech d'Chamber gären invitéeieren, sech dat unzekucken. Bei der Regierung a bei de Beamte gëtt dat elo gemaach. An ech mengen, et géif eis gutt zu Gesiicht stoen, wa mer och als Deputéiert déi Vollen, déi mer mussen maachen an eisen internationalen Deplacementer, géife kompenséieren, an dat de préférence mat engem Projert vun der Kooperatioun – well d'Kooperatioun huet Projeten, wou se Karbonkreditter mécht, zum Beispill mat Reforestatiounsprojeten an eise Partnerlänner –, awer och eis selwer opruffen, fir, wa méiglech, méi durabel Transportmëttele ze privilegéieren.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

considérant

– les efforts entrepris par la Chambre des Députés dans le cadre de la résolution 4057, et notamment l'engagement d'atteindre la neutralité climatique de la Chambre des Députés jusqu'à l'horizon 2030 ;

– l'accord de coalition et son objectif d'atteindre la neutralité climatique de toutes les administrations publiques au plus tard en 2030 ;

– l'urgence climatique,

constatant

– que dans le cadre de certaines missions parlementaires, l'avion reste un moyen de transport indispensable ;

– que les vols parlementaires se trouvent en contradiction avec les objectifs climatiques,

s'engage

– à mettre en place un système de compensation climatique pour les vols parlementaires ;

– à lier le système de compensation climatique à une collaboration étroite avec l'Agence luxembourgeoise pour la coopération au développement ;

– de manière générale, à privilégier les modes de transport durables aux vols dans le cadre des missions parlementaires.

(s.) Franz Fayot, Ben Polidori, Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Den nächsten geschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, et ass un Iech.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech wëll fir unzefänken der Madamm Joëlle Welfring dann och en häerzleche Merci soe fir d'Ufro vun dëser Aktualitéitsstonn, zu där mer gäre Stellung huelen.

Eng 70.000 Leit sinn op der UN-Klimakonferenz beeenekomm, fir no Léisungen ze sichen am Hibleck op d'Erausfuere vum Klimawandel. Eleng iwwert d'Organisatioun an den Oflaf vun der ëmstriddener COP28 kéint ee laang diskutéeieren. Onverständlech ass fir vill Leit, dass e Mann zum President vun dëser Konferenz ernannt gouf, dee gläichzäitig eng vun de gréissten Ueleg- a Gasfirmaen op der Welt leet. Dobäi komme mangeldng Transparenz an onkloer Grenzen tëschent wirtschaftlechen a politeschen Interessen.

Den ofschléissenden Accord vun dëser Konferenz hat den Här Ëmweltminister als Schrack an déi richteg Richtung bezechent. Gefuerdert gëtt ënner anerem, déi weltwäit Capacitéit un erneierbaren Energien ze verdräifachen. Allerdéngs stéiert eis, dass eng wichteg Erkenntnis, déi vu féierenden Industrielänner gedroeg gëtt, medial manner ze fannen ass. Erlaabt mir dofir, dass ech op dee Punkt vu menger kuerzer Ried e bësselchen aginn.

Féierend Industrienatiounen wéi d'USA, Frankräich, England, Japan a Kanada a weider 70 Länner hunn e gemeinsamen Opruff gemaach, fir verstärkt op nuklear Energie ze setzen. Am Hibleck op déi ugestrieffte Energieneutralitéit soll d'Energie aus nukleare Quelle bis 2050 verdräifacht ginn. Ënnert der Leedung vum belsche Premierminister, dem Här De Croo, sollen duerfir 2024 zu Bréssel eng 30 Natiounen beeenekommen, fir iwwert den Ausbau vun der Nuklearenergie ze debattéeieren. Froen zu Sécherheet a Fuerschung stinn dobäi am Mëttelpunkt.

De Grond fir dës Entwécklung ass einfach an novollzéibar. Déi dräi wichtegst Energiequelle bleiwe weiderhin d'Alternativenenergien, d'Kuelenenergie an Nuklearenergie. Alternativenenergie ginn aktuell eleng nach net duer, fir de Bedarf ze decken. Kuelenenergie ass desastréis fir de Schutz vun der Ëmwelt a vum Klima. D'Fachzäitschrëft „Deutsches Ärzteblatt“ geet dovun aus, dass an der EU eleng duerch Feinstaubbelastung vun de Kuelekraaftwierker de Mensch am Duerchschnitt en halleft Joer manner laang leeft.

Drëtens, Nuklearenergie bleift also weiderhin e grouss Facteur, op dee gesat gëtt. Mam néidege Realismus sinn déi féierend Käpp an deem Beräich zur Konkusioun komm, dass d'Nuklearenergie de Moment dee beschte Wee ass, fir de Klimawandel ze bekämpfen. Richteg ass op alle Fall an där Situatioun, wou mer eis elo befannen, dass mer wichteg Zäit gewinnen, wa mer weiderhi Fuerschung an d'Sécherheet vun der Nuklearenergie ënnerstëtzen (veuillez lire: wa mer weiderhin d'Fuerschung zur Sécherheet vun der Nuklearenergie ënnerstëtzen). Wa mer nieft den Alternativenenergien och op eng sécher a

verlässlech Nuklearenergie kënnen setzen, ass dat och fir de Wirtschaftsstanduert Europa ganz wichteg. Hei spillt d'Kompetitivitéit eng Roll. Eng staark Wirtschaft ass iwwerengs d'Basis, fir kënnen innovativ no natur- a klimafreundlechen Technologien ze sichen.

Virun allem bréngt dëst awer ee weidere wichtege Virdeel: Mir gewannen Zäit. Zäit, fir besser a méi sécher nuklear Technologien ze entwéckelen. Et gëtt ënner Héichdruck gefuerscht, fir de Problem vun den nuklearen Offäll ze léisen, awer och fir datt dat vill méi ëmweltfrëndlech soll ginn.

Och am Beräich vun der Alternativenenergie muss weider gefuerscht ginn no méi effizienten Technologien. Bei der Elektromobilitéit gewanne mer Zäit, fir besser Batterien ze entwéckelen. Och déi desastréis Situation vun de Mënscherechter beim Ofbau vu Sielenen Äerde muss ophalen, d'Naturzerstéierung, déi sech duerch den Ofbau vu Sielenen Äerden ergëtt, muss behuewe ginn. Wat déi kruzial Energiefro ugeet, bleiwe mir als ADR realistesch an technologieoppen.

D'Gretchefro bleift elo awer, wéi sech eis nei CSV-DP-Koalitioun an deem Punkt positionéiert. Duerfir meng Fro un d'Regierung: Wéi steet Lëtzebuerg ganz konkret zum ufanks genannte Virstouss vun de féierenden Industrienatiounen, fir d'Fuerschung an den Ausbau vun der Nuklearenergie ze fërderen?

An deem Sënn soen ech Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeit an och fir eng Äntwert vum Här Minister. Merci.

Une voix | Très bien.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Ben Polidori. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Polidori (Piraten) | Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, d'Klima op der Äerd verännert sech. Planzen, Déieren a Mënsche stierwen all Dag, well mir d'Loft, d'Waasser an d'Bëscher verschmutzen. Mir liewen iwwer eis Verhältnissen. Lëtzebuerg ass nom Katar op der zweitschlechtester Plaz. Mee d'Äerd gehéiert eis net!

De President vum Europäesche Rot, de Charles Michel, huet et gutt gemengt, wéi en a senger Ried op der COP28 sot, dass d'Äerd net eis, mee eise Kanner gehéiert a mir dofir oppasse mussen, wat mir maachen.

Mee wann een éierlech ass, da muss een awer soen: D'Äerd gehéiert och net eise Kanner, d'Äerd gehéiert kengem, Punkt a fäerdeg! Mir mussen ophalen, iwwer eise Planéit hierzefale wéi e Parasitt. An dat beid, dass weltwäit Efforte mussen gemaach ginn. Dofir ass d'COP28 e wichtege Forum, an dat eleng schon, well mir keen aneren hunn.

Et gëtt ganz berechtigt Kriticken un der COP. Natierlech richt et staark no Greenwashing, wann esou e Forum an engem Land ofgehale gëtt, dat vun Ueleg lieft a ganz bewusst international Reklamm mécht fir de Liewensstil vun de Räichen a Schéinen, dee jo net grad fir säi klengen ökologesche Foussofdruck bekannt ass.

Mee mir hunn aktuell keng aner, besser Alternativ. Kee Land kann aleng de Klimawandel stoppen. An dofir mussen mir déi Foren nutzen, déi mir eeben hunn. Grad dofir ass et fir eis onverständlech, dass den neie Premier entscheet huet, sech net selwer op der COP fir de Klimaschutz staarkzemaachen a Lëtzebuerg duerch de Grand-Duc an den Ëmweltminister vertrieede gelooss huet. E Regierungschef huet op der COP schlisslech aner Mëglechkeete wéi de Grand-Duc an e Minister. De Grand-Duc däärf keng politesch Entscheedungen treffen an de Minister kënnt a Verhandlungsrone vu Staats- a Regierungschefen guer net emol eran.

Wéi mir an der Kommissioun bestätegt kruten, huet Lëtzebuerg matten an der Klimakris also bewusst drop verzicht, op der COP28 esou vill Afloss ze huele wéi méiglech, während aner Staats- a Regierungschefen aus eisen Nopeschlänner awer do waren. Dat ass méi wéi schued an dat stellt d'Fro an de Raum, wat Lëtzebuerg op der COP28 iwwerhaupt gemaach huet. Hat eis Presenz wierklech en Impact? Hu mir éierlech drëms gekämpft, dass eis Klimaziler erreecht ginn? Ech muss soen: Ech weess et net. Aus deem, wat ech aus der Press gelies hunn, hat ech mol net dat Gefill. A jo, mir waren do. Souguer zweemol. Mee finalement si mir jo mol net bis zum Schluss bliwwen.

Huet eis sporadesch Presenz also tatsächlech eppes bruecht? Wéi vill Wuertmeldungen a Bilateralen hat ons Delegatioun? An dobäi huet ee jo awer um Enn gesinn, wéi wichteg et ass, fir e verbindleche Phase-out vun de fossille Brennstoffe ze kämpfen, well en huet et jo och dës Kéier nees net an den Ofschosstext gepackt.

Mir freeën eis natierlech, dass d'Opfuerderung, aus de fossille Brennstoffe erauszeklammen, am Text steet, mee mir wëssen dach awer all, dass déi vill Schlupflächer, déi opbliwwen sinn, och benotzt wäerte ginn, an dat op d'Käschte vum Klima.

Dobäi misst eigentlech kloer sinn, dass mir Veränderung brauchen, wa mir net wëllen, dass d'Klimaschied ëmmer méi grouss ginn. Natierlech ass et gutt, de Kompensatiounsfong fir Klimaschied ze fëllen an déi Entscheedung begrëisse mir och explizitt. Mee nach besser, wéi fir eppes ze bezuelen, wat ee futti gemaach huet, ass et, et guer net futti ze maachen. Mir brauchen eng ambitiéis Klima- an Ëmweltpolitik a mir Piraten wäerten eis weiderhi fir dës staarkmaachen.

Zum Schluss wollt ech och nach der Madamm Welfring Merci soe fir dës wichteg Aktualitéitsstonn. Ech soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner.

(Brouhaha)

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och der Madamm Welfring fir d'Demande vun dëser Heure d'actualité, déi wichteg ass. An där kuerzer Zäit, déi ech dann eeben zur Verfügung hunn, wéi och all déi aner, wéilt ech op e puer Aspekter agoen, notament, an dat wier den éischten Deel, dee vun den Illusiounen, d'illusiounen an den aktuelle Mechanismen. Do muss ee scho mat engem Mëssverständnis opräumen. Den Ausbau vun den erneierbaren Energien ersetzt net d'Verpflichtung, den CO₂ erofzesetzen. Zurzäit si mer weltwäit an der Situatioun, dass zwar de Gebrauch vun den erneierbaren Energien eropgeet, mee gläichzäitig geet och de Verbrauch vun de fossillen Energien erop! An dobäi misst et aneschtens sinn: déi erneierbar erop an déi fossill erof! Soss hu mer näischt geschafft.

Mir hunn zum Beispill dann och Pëtrolsfirmen, déi soen: „Jo, mir investéiere staark a Miereswandmillen.“ Mee dat ass soss näischt wéi d'Excuse, fir weider no Ueleg ze bueren an ergo weiderhin CO₂ an d'Loft ze puchen. Firwat maache se dat? Mee well d'Finanzmäert hinne verbidden, op déi déck Profitter vun de fossillen Energien ze verzichten.

An da komme mer och bei déi aner Illusioun, déi vun der Kompensatioun vum CO₂. En gros heescht dat soss näischt wéi d'Rechter, déi déi räich, industrialiséiert Länner oder grouss Firmen, déi vill mat hirem CO₂ d'Welt verpeschten, sech bei deene méi aarme Länner

akafen. Dat huet zwou negativ Auswirkungen: Déi industrialiséiert Länner kënnen weiderhi verpeschten an déi ennerindustrialiséiert Länner wäerten ekonomesch ennerentwéckelt bleiwen. Well doduerch, dass d'Länner aus dem Norden – fir déi mol esou ze nennen – hiert Recht op Verpeschten esou kompenséieren, mussen d'Länner aus dem Süden op hir CO₂-Wäerter verzichten. Dat heescht, mir hunn esou eng Pyramid: Innerhalb vun de räiche Länner verpeschten déi räichsten am meeschten, an op Weltniveau verpeschten déi räich Länner och méi wéi déi aarm Länner. Dee System vu Kompensatioun ass also net nëmmen ineffikass an ongerecht, en ass och pervers!

Do gëtt et zum Beispill och dee System vu REDD a REDD+, wou da grouss Firmen a sougenannt „CO₂-Pëtzer“ investéiere kënnen, also zum Beispill an en Tropebësch, fir datt deen net ofgeholzt gëtt. Dat si Firmen, déi haaptsächlech am Pëtrol oder an der industrieller Landwirtschaft aktiv sinn an déi innerhalb vun deene Projete sech och mol net un d'Mënscherechter halen. D'Pëtrolsindustrie an d'Agrarindustrie zielen zu deene gréisste Verbriecher géint Mënscherechter, wou a ville Länner – Latäinamerika notament – Ëmweltaktiviste vu private Milizen ëmbruecht ginn, Frae vergewaltegt ginn oder ganz Bevëlkerunge manu militari vu hire Lännereien ewechgedriwwen ginn.

Op der COP an hei och e bësse gouf vill op déi Länner geklappt, déi Pëtrol produzéieren, haaptsächlech vu Länner aus dem Norden. Firwat net? Dat kann ee maachen. Norwegen ass zwar och bësse vergiess ginn, well déi stelle sech och ëmmer wéi de schéine Männchen do, mee dat ass och eng Pëtrolsnatioun. Mee ech mengen, et ass awer och e bësse staark hypokritesch, sech nëmmen op déi ze fokaliséieren. Et sinn nämlech och d'Länner aus dem Norden, déi mat hire Pensiounsfonge fossill Energien a Milliounenhéicht finanzéieren. Esou huet zum Beispill och eise Pensiounsfong weiderhi laut Greenpeace iwwer 800 Milliounen Euro an déi klimaschiedlechste Entreprises op der Welt investéiert.

A fir rëm och bei d'COP zréckgekomen an awer och zu Lëtzebuerg ze bleiwen, mussen mer iwwer de Fonds pertes et dommages schwätzen. Den Här Minister sot, e géif en ënnerstëtzen, wat och ganz gutt ass. Dee Fong, dee muss gefëllt ginn. Bei deem Prinzip, bei deem Fong, dee jo zejoert beschloss gouf, geet et jo drëms, dass Länner nom Prinzip Responsabilités communes mais différenciées bäidroen sollen. Dat heescht, do spille jo déi zwee Facteurs mat: den Undeel un CO₂, dee vun engem Land produzéiert gëtt – Lëtzebuerg läit do ganz, ganz héich – an dann och seng Bezuelkapazitéiten. Do läit Lëtzebuerg natierlech och ganz héich. An deementsprechend misst mer laut dem Instrument „Climate Equity Reference Calculator“ ëm déi 320 Milliounen Euro pro Joer bezuelen. Do misst mer och eng konkret Ausso kréien. Déi 700 Milliounen, vun deene geschwat gëtt, dat entsprécht wahrscheinlech der Jorespai vun deene fënnf beschbezuelte Futtballer op der Welt. An ech mengen, de räichste Mann op der Welt, den Här Bernard Arnault, dee gesäit dat als Täschegeld un. Dat ass d'Situatioun. Dobäi bräichte mer bis 2030 wahrscheinlech bal 600 Milliarden Dollar, fir iwwerhaupt all d'Konsequenzen vum Klimachaos ze bezuelen.

An zu allerlescht: Virun dräi Joer hate mir, den Här Baum an ech selwer, eng Motioun deposéiert, déi mat 56 Stëmmen ugeholl gouf, wou gesot gouf, oder d'Regierung opgefuerdert gouf, fir all Joer an der Chamber iwwer déi konkret Accomplissementer innerhalb vum Klimaplang hei zu Lëtzebuerg ze debattéieren. Ee Joer drop gouf dat nach ëmmer net gemaach an dunn haten eis Nofolgerinnen, d'Madamm Cecchetti an d'Madamm Oberweis, Äre Virgänger, Här President, ugeschriwwen fir ze froen, wou mer dru sinn. An et ass weiderhin näischt geschitt.

Et ass eng Motioun, déi nach ëmmer gëllt, an ech hoffen, dass mer se wierklech dës Kéier och kënnen ëmsetzen, well mer si jo net just e Poterklub, hoffen ech.

Hei, wannechgelift, pour information, Här President.

(M. David Wagner dépose une documentation.)

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Ëmweltminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Här President, léif Kolleegeinnen a Kollegen, ech wëll fir d'éischt der Madamm Welfring Merci soe fir d'Initiativ, déi si geholl huet, fir hei iwwert déi wichteg Konferenz, déi dat nun emol ass, ze diskutéieren. Dat ass e ganz normalen, fir mech selbstverständleche Prozess, fir heihinner ze kommen an Iech do och Ried an Äntwert ze stoen. Ech soen och all deene Kollegen Deputéierte Merci, déi heizou Stellung geholl hunn.

Éier ech awer elo eng Kéier kuerz an deenen zéng Minuten, déi ech hunn, dann nach op déi Impressiounen, op déi COP selwer, wëll agoen, mengen ech, ass et wichteg, e puer Saachen ze soen iwwert dee ganze Prozess, well den Här Polidori e puer Remarken dozou gemaach huet a well dat och net iwwerall ëmmer esou bewosst ass.

Ech muss éierlech soen, ech war mir och net bewosst, wéi ech dohinner gaange sinn, wéi genau dee ganzen UNO-Prozess u sech organiséiert gëtt. Fir d'éischt emol, wéi déi Länner iwwerhaupt erausgesicht ginn, déi esou eng COP organiséieren. D'Welt gëtt vun der UNO a fënnf grouss geografesch Bléck agedeelt, an all déi Länner, déi an deene geografesche Bléck dra sinn, kënnen eng Kandidatur stellen, fir d'COP ze organiséieren.

Dëst Joer war et um Block Asien. An do hunn eeben dann d'Veereenegt Arabesch Emirater eng Kandidatur gestallt. An all déi Länner, déi do dra sinn, déi mussen d'accord sinn, an déi hu sech dorop gëeeneegt, datt et do sollt sinn. Dofir ass et dann elo d'nächst Joer den Aserbaidjan. Dat ass de Block Zentralasien an Osteuropa. Do hat Bulgarien eng Kandidatur gestallt, déi awer blockéiert ginn ass vu Russland. An d'Russe sinn hannert Aserbaidjan gaangen an hu probéiert ze vermittelte mat Armenien, an dat ass hinnen och gelongen, esoudatt et d'nächst Joer am Aserbaidjan wäert stattfannen. An da kënn déi Kéier drop, well dann eebe Latäinamerika drun ass, Brasilien drun, well deenen hir Kandidatur akzeptéiert ginn ass. Dowéinst déi Plaz.

Bon, hei ass vill Kritesches gesot ginn. Mir kënnen effektiv och kritesch gesinn, datt et d'Veereenegt Arabesch Emirater waren, déi et dëst Joer organiséiert hunn, mee d'Madamm Welfring huet dat, mengen ech, awer och ganz richtig gesot: Et muss een awer dohinner goen, well nëmme wann ee sech physesch iergendwou trëfft, kann ee matenee schwätzen. An et ass dat Matenee schwätzen, wat nun emol determinant ass, wann ee sech gär wëllt eens ginn, an dat ass jo och d'Viraussetzung. Et kann hei nëmme an l'unanimité en Text ugeholl ginn.

Dir hutt d'Fro gestallt, wat Lëtzebuerg do fir eng Roll gespillt huet. Och do muss een eng Kéier preziséieren: Net Lëtzebuerg féiert d'Negociatiounen, mee d'Europäesch Unioun féiert d'Negociatiounen, am

Numm vun deene 27 Memberstaaten. Dat ass ëmmer deejéinegen, deen d'Presidence huet. Dat waren hei d'Spuenier, an dat war déi spuenesch Ëmweltminister, an de Kommissär fir d'Klima, den Här Hoekstra, déi hu se gefouert.

Déi 27 Memberstaate gesi sech awer all Dag, wann dee Segment drun ass, wou d'Ministren eeben zesumme kommen – dat ass de Schluss dovunner –, fir sech ofzestëmmen. Éischtens gi mer informéiert iwwert de Stand vun den Negociatiounen, déi déi zwee Verhandlungsféierer fir ons gefouert hunn, a mir hunn eis dann ofgestëmmt.

An da sinn nach ganz vill bilateral Gespréicher, woubäi et esou ass, datt verschidde Ministere vun der Presidence gefrot ginn, fir eng Roll ze spillen, fir do aktiv matzemaachen, fir zum Beispill da Gespréicher ze deblockéieren mat anere Partnerstaaten oder mat anere Staaten, déi do vertrauede sinn. Dat ass awer net esou, datt een dat einfach esou kritt. Do gëtt normalerweise gekuckt, fir op Ministeren zrëckzegräifen, déi e bësse méi eng laang Erfahrung hunn. Ech si ganz nei derbäi. Ech war knapps dräi Wochen am Amt, wéi ech dohinner komm sinn, ech konnt net déi Roll do schonn zougewise kréien.

An awer ware mer net inaktiv. Ech hunn eng ronn 32 Gespréicher gefouert, virun allem mat verschidde UNO-Agencé respektiv verschidde internationale Gremien an och mat Partnerlänner, wou Lëtzebuerg och ganz konkret Projekte finanziéiert am Beräich vun der Entwicklungshëllef respektiv am Beräich vun der internationaler Finanzéierung. An dat waren also wierklech Reunione vu moies bis owes. An déi sinn och ganz wichteg, fir eis Partnerlänner ze rassuréieren a fir och mat hinnen zesummen ze kucken, wéi mer weidermaachen.

Mir hunn awer och zesummen als EU-Ministere grad mat deene vulnerabelste Länner geschwat, de Pazifikstaaten zum Beispill, och mat afrikanesche Staaten, déi haut schonn am meeschten ënnert dem Klimawandel leiden. An och do hunn ech matgeholf gehat, déi Gespréicher ze féieren. Also, et ass schonn esou, dass een eng aktiv Roll spillt, mee déi Hauptverhandlungsféierunge gi gemaach vun der Europäescher Unioun, der Presidence an der Kommissioun.

Zum Text selwer. Ech mengen, wéi och verschidde Riedner et scho gesot hunn, dass een awer muss fir d'éischt emol unerkennen, datt 200 Länner et fäerdegbréngen, fir sech op een Text ze eenegen. 200 Länner, déi ganz ënnerschiddlech an hirer Entwécklungsphas sinn, der wirtschaftlecher Entwécklungsphas, déi ganz ënnerschiddlech geografesch leien, déi also d'Auswirkung vun deem Klimawandel och ganz ënnerschiddlech ze spiere kréien. An datt déi et trotzdem fäerdegbruecht hunn, sech op en Text ze eenegen, dat ass – an den Här Fayot huet et gesot, ech hunn et och gesot gehat, ech ginn him ganz Recht – e Succès vum Multilateralismus. An et ass och de Beweis, dass an där Welt vun haut, déi ganz polariséiert ass, wou ganz vill Spannung sinn, Kricher sinn, Krise sinn, et trotzdem nach méiglech ass, als Weltgemeinschaft sech kënnen zesummen op en Text ze eenegen.

Jo, et ass ëm all Komma, ëm all Wuert do gekämpft ginn, nuechtelaang Sëtzunge sinn do gefouert ginn. An awer huet d'Weltgemeinschaft et fäerdegbruecht, sech drop ze eenegen. Dat ass trotzdem e Risesuccès an e grouse Schratt no vir.

An zum Contenu dodrannt: Och wann d'Europäesch Unioun an déi sougenannt „High Ambition Coalition“, déi et gëtt vun deene Länner, déi déi héchst Ambitiounen hunn an dem Klimaschutz an an der Klimapassung, gewollt hätten, dass d'Sortie aus de fossillen Energië géif drastoen, dee „phase-out“ op Englesch, a

mer elo mat engem „transitioning away“, engem Fortkommen, eis gëeeneegt hunn, ass et awer den Ufank vum Enn vun de fossillen Energien, deen hei op der COP zu Dubai decidéiert ginn ass. Et ass awer eréischt den Ufank dovunner, do sinn ech mer och eens mat de Kolleege, déi dat kommentéiert hunn. Well selbstverständlech ass elo dat nächst Joer déi nächst COP an dann déi COPen, déi nach duerno kommen, do, fir dat mussen elo am Detail och ëmsetzen.

D'Europäesch Unioun, d'Europäesch Kommissioun besser gesot, huet elo zum Beispill sechs Méint Zäit, fir eng nei Propos ze maachen dem Parlament an och dem Conseil, de Memberlänner, fir och déi nei Phas anzelaude vun 2030 bis 2040. Do mussen nei Klimaziler vun de Memberstaaten ugeholl ginn. Dat heescht, och eisen nationale Klima- an Energieplang muss spéitstens dann aner Ziler errechen, an zwar ëmmer méi ambitionéiert Ziler. Et gëtt kee Wee méi zrëck. Dat ass och ee vun de Grondmechanisme vum Paräisser Accord gewiescht, datt et einfach figéiert ass. Et kann net méi no hanne goen, et kann nëmme méi no vir goen. D'Ambitiounen mussen eropgeschraubt ginn, fir datt mer aus de fossillen Energieträger erauskommen an hikommen op eng Verdräifachung, wéi elo hei eebe festgehal ginn ass emol bis 2030, vun den erneierbaren Energien, an enger Verdueblung vun der Energieeffizienz.

Mee no 2030 muss dat nach vill méi eropgoen. Wat hei elo festgehal ginn ass, ass bis 2030 minus 43 % vun den Zäregasen a bis 2040 minus 60 % vun den Zäregasen, an da bis 2050 déi sougenannt „Net Zero“, also „Net Zero Carbon“, also CO₂-Emissiounen. Dat sinn awer schonn ambitionéiert Ziler! An do gëtt et och kee Wee méi zrëck. An och wann elo net de Phase-out dra steet, dann huet den Här Fayot dat richtig gesot, ass awer d'Signal erausgaangen un d'Privatwirtschaft an och un d'Finanzwelt, datt et sech u sech net méi lount, fir nach dodrannt ze investéieren op laang Zäit.

Mee mer mussen eeben elo higoen an déi Finanzéierungsstréim – an do huet d'Finanzplaz Lëtzebuerg hir Roll ze spillen, däärs si mer eis ganz bewosst, mat der Expertis, déi hei ass, an och d'Lëtzebuerger Regierung, déi jo gutt Relatiounen dozou huet, an och mir selwer hunn eis Verantwortung ze iwwerhuelen – och elo an déi nohalteg Projeten op der ganzer Welt mat investéieren, natierlech och hei zu Lëtzebuerg. A mir wäerten do als nei Regierung och eis Verantwortung voll a ganz iwwerhuelen.

Virun allem hu mer och Solidaritéit a Responsabilitéit ze droe mat deene Länner op der Welt, déi elo aktuell schonn am meeschten ënnert dem Klimawandel leiden. Dat maache mer. A mir wäerten och als Lëtzebuerger Regierung nach de genaue Montant festleeën, wat mir wäerten an dee Loss and Damage Fund ginn. Dat wäert awer e substanzuelle Bäitrag pro Kapp sinn, well mer eis och eiser grousser Responsabilitéit bewosst sinn.

Ech ginn Iech awer eng Gréisstenuerdnung, wat aner Länner maachen. Zum Beispill huet Holland decidéiert, 16 Milliounen Euro dran ze investéieren, dat si 17 Milliounen Awunner, dat ass mol net grad een Euro pro Kapp, dee si de Moment doranner ginn. Mir wäerte wäit doriwwer goen. Mee ech wäert nach mat de Kolleege an der Regierung doriwwer diskutéieren, wat eis Contributioun wäert sinn. Elo scho sinn awer an deem Segment – alles, wat Loss and Damages ass, zesummegezielt – vun der viregter Regierung, déi dat och richtig gemaach huet, ronn 13 Milliounen Euro aus dem grouse Klimafong schon dodrannt investéiert ginn. Loss and Damage, nëmme Loss and Damage! D'Gesamtveloppe ass eng vun 220 Milliounen fir déi ganz international Klimafinanzéierung bis 2025, déi

natierlech och nach weiderhin herno muss fir deen Zäitraum duerno ugepasst ginn.

Wat mech am meeschte markéiert huet, sinn awer zwou Saachen. Dat eent ass déi grouss Solidaritéit an d'Ambitioun, déi d'Europäesch Unioun entwéckelt huet fir de Klimaschutz an d'Klimaupassung. Wann eng Kéier ee sollt Zweifel un der Plus-value vun der Europäescher Unioun hunn, hätt ech mer gewénscht, datt en hätt kënne mat mer do si fir ze gesinn, wéi d'Europäesch Unioun un engem Strang gezunn huet an och richteg higaangen ass an Drock gemaach huet, fir datt mer wierklech ambitiéis Ziler errechen. Jo, zesumme mat aneren ambitionéierte Länner wéi Amerika, déi dat och ganz kloer matënnerstëtzt hunn. Mee eleng op ons gestallt wiere besonnesch och Länner, déi sech selwer nach fir grouss halen, wéi eis franséisch oder och däitsch Noperen, Zwerge gewiescht, déi net an d'Gewicht gefall wieren.

Mee d'Europäesch Unioun konnt do Drock ausüben an huet et eebe fäerdegbruecht, datt deen éischten Text, mat de Partner zesummen, dee sou schwaach war, nach eng Kéier ugepasst ginn ass an datt mer wäit aus méi héich Ziler kënne errechen a mer Minimum deen Transitioning Away kruten. Dat ass och dank der Europäescher Unioun.

An, wéi gesot, all déi, déi heiansdo zweifelen: „Wat huet d'Europäesch Unioun fir eng Plus-value?“ – mat esou Momenter gesäit een dat ganz gutt. An ech war och frou, fir dat och do kënne matzegesinn.

A wat mech immens markéiert huet, war och déi Begéinung mat ... also déi Treff mat deene Représentant vum deenen Inselstaaten am Pazifik respektiv amerikanesche Staaten, déi elo scho sou dorënner leiden. An de Représentant vu Samoa huet zum Beispill ganz kloer och an där Ronn gesot, wéi den éischten Text presentéiert gi war a wéi doriwuer konnt diskutéiert ginn, datt hien net prett wier, fir säin Doudesurteel ze ënnerschreien, well deene Länner wierklech carrement d'Waasser bis zum Hals steet. A mer kënne natierlech net akzeptéieren, datt dat geschitt.

Dat ass eeben elo och déi ganz grouss Erausfuorderung: dee Fong, deen elo alimentéiert gëtt, an nach aner Fongen, déi deene Länner zur Säit stinn, fir datt se sech upasse kënne, datt se sech besser schützen kënne mat Fréiwarnsystemer, mat technologeschen Transferten, déi mer hinnen och mussen mat zur Verfügung stellen, datt déi sech do besser un de Klimawandel upasse kënne, fir datt si net vun der Aerdfläch verschwannen.

A mir hunn och eis Contributioun do ze maachen an och allgemeng, wéi ech virdrun och gesot hunn, de Wëssensstand an den Knowhow, déi et hei zu Lëtzebuerg bei der Finanzplaz gëtt, matzenotzen, datt och méi dodran investéiert gëtt, mat eeben de Garantien, déi gi ginn, mat och De-Risking, fir datt eeben och méi privat Investoren dohiginn, well – dären mussen mer eis och bewosst sinn – eleng mat öffentleche Gelder kréie mer deen Effort net gestemmt.

Hei muss och d'Privatwirtschaft mathëllefen. Privatkapital muss matinvestéiert ginn, well mir brauchen Honnerte Milliarden – Dausende Milliarde ginn et warscheinlech herno, deen Émfang –, fir déi ganz Schied an och d'Upassung an och d'Dekarboniséierung vun eiser Wirtschaft kënne ze maachen, fir deene Länner alleguerten op der Welt och kënne ze hëllefen.

E ganz wichtige Message, dee mer och kruten, ass deen, datt een net soll déi zwou aner COPe vergiesen. Well et gëtt net nëmmen eng COP: déi, iwwert déi am meeschte geschwat gëtt, déi iwwert de Klima, mee et gëtt och eng iwwert d'Biodiversitéit. An et gëtt

eng iwwert de sougenannte „Kampf géint d'Wüstebildung“, wou et haaptsächlech ëm d'Landnutzung geet, well jo awer och vill Géigenden op der Welt amgaange sinn, massiv dorënner ze leiden: Deforestatioun, Dürren, déi do entstinn.

An déi gëtt et och! An déi sinn net sou um Ecran, déi sinn net esou um Radar. Mir denken ëmmer nëmmen, wa mir u COP denken, un déi Klima-COP. Mee et hänkt awer alles zesummen. Et ass e Ganzt! Et ass Ëmwelt, Natur a Klima. An dat eent an dat anert gëtt beaflosst. An dofir mussen mer dat och zesumme gesinn. An et muss een och méi iwwert déi COPe schwätzen an déi heiansdo méi zesummeféieren, well et, wéi gesot, e Ganzt ass.

Mir gesinn dat och als Ganzt hei als nei Regierung. Dat huet jo och déi viregt Regierung gemaach. Dofir mussen mer och do méi de Fokus op déi Biodiversitéit an och, wéi mer d'Land, de Buedem notzen, setzen an dodriwwer schwätzen.

D'nächst Joer ass et am Aserbaidjan. Wéi gesot, ech hunn erklärt, firwat. Mee do kënnt et drop un, datt dann – wat elo decidéiert ginn ass – besonnesch de ganze Finanzdeel och méi am Detail ausgeschafft gëtt, an datt mol all déi Decisiounen, déi elo geholl gi sinn, eeben eng gewësse Roadmap och kréien, fir datt mer no vir kommen. An dat wäert also dann och erëm ganz spannend ginn.

An dann nach e Wuert och zu den Deplacementer. Och déi viregt Regierung, och viregt Ëmweltministeren, sinn zweemol – net all –, mee se sinn awer och zweemol op eng COP gaangen, well sou eng COP huet och ëmmer zwee Momenter: en Ufank, wou meeschtens d'Staats- a Regierungschefen zesummekommen. An déi verhandelen net. Dat ass net richteg – déi verhandelen net. Déi kommen zesummen, fir sech ze gesinn, fir de Start ze ginn, fir natierlech ënner sech ze schwätzen, mee fir dat Ganzt ze lancéieren.

An da fänken d'Verhandlungen u sech um techneschen Niveau un, wou eis Beamte sinn. An do soen ech och dem Här Fayot Merci, datt hien dat erwänt huet. Well dat wollt ech och nach eng Kéier vun dëser Plaz aus soen: Merci eiser Delegatioun, onse Beamten, déi do mat waren, déi eng exemplaresch Aarbecht gemaach hunn, déi sou engagéiert sinn an déi déi technesch Verhandlungen féieren. Wat u sech déi sinn, déi och herno mussen hëllefen, déi Texter ze iwwerpräieren, mat Berechnungen maachen. Déi hunn do wierklech eng remarkabel Aarbecht geleescht. An déi bleiwen och déi zwou Wochen do.

An dann ass déi Schlussphas vun esou enger COP, wou dann eeben d'Ministeren zesummekommen, vun der ganzer Welt, fir sech dann op en Text ze eenegen. An do ass eeben och ëmmer Pflichtprogramm, datt een do ass. Mee fir dann zwou Wochen eleng do ze sinn, do mengen ech net, datt dat gerechtfertegt ass, well mir hunn och heiheim eis Verantwortung ze iwwerhuelen.

Wann eng Chamber hei ríft, fir virun enger Chamberkommissioun kënne de Regierungsprogramm ze erklären iwwert deen Deal, fir deen ee verantwortlech ass, da mengen ech, datt ee Ried an Äntwert sollt stoen. Wa mer Regierungsrat hunn, mengen ech och, datt ee soll dohinner goen, fir do wichteg Decisiounen unzehuelen oder driwwer ze diskutéieren, wéi zum Beispill déi mat deem Subsidi.

An do wollt ech just nach op eng Remark vun der Maddam Welfring agoen. Et ass net ënnert dem Drock vun der Zivilgesellschaft, wou mer decidéiert hunn, datt se verlängeren. Mir waren eis scho bewosst, dass do iwwert déi Subsidi mussen tranchéiert ginn. Mee mir sinn awer eng nei Regierung! Mir si réischt dräi Wochen am Amt gewiescht, oder knapps zwou Wochen.

Et ass gesot ginn: „100 Deeg huet een Zäit, fir sech kënne ze beweisen, fir kënne mol a Rou Saachen ze maachen.“ Mee mir kruten net emol zwou Wochen, dunn hu mer scho misse wichteg Decisiounen do huelen, obwuel mer nach net woussten, wat dee genaue finanziellen Impakt ass. Mir wëllen dat awer och gär seriö ugoen. Dowéinst wollte mer eis eng Kéier Zäit huele fir ze wëssen: Wéi vill Subside si bis elo ausbezuelet ginn? Wat ass d'Gesamtveloppe dovunner gewiescht? Fir dann en toute connaissance de cause kënne och eng Decisioun ze huelen. Wat mer jo dës Woch gemaach hunn – also bannent mol knapps da véier Wochen, wou mer do waren.

Mee et ass net, well een Drock op eis ausgeübt huet – mee aus eegener Iwwerzeegung. A wat mer jo wëlle maachen, ass: net einfach weiderfuere mat deene Subsidien, mee se op de Leescht huelen a se grad méi sozialfäeg ze staffelen, fir datt och déi, déi et am meeschte brauchen, gehollef ze kréien, déi ganz Energietransitioun matzemaachen, datt déi eeben och méi kënne ënnert d'Äerm gegräff kréien. An dat wäerte mer maachen.

Da wollt ech nach just ee leschte Punkt ... Ech weess, d'Zäit ass ofgelaf. Et steet mer och vläicht net onbedéngt zou, mee ech wollt awer e Virschlag maachen. Hei sinn elo dräi Motiounen deposéiert ginn, oder véier. Ech wollt virschloen, datt mer se an d'Kommissioun huelen an datt mer géife versichen, vläicht een Text draus ze maachen. Well wann 200 Länner vun der COP et fäerdegbréngen, sech op een Text gemeinsam ze eenegen, ...

(Interruptions)

... dann, mengen ech, misste mer och kënne bei esou engem Theema eis als 60 Deputéiert eens ginn. Dann hätte mer e staarkt Zeechen no bausse gesent.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Hoffentlech kënnt net e schlechte Kompromëss eraus.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat ass d'Debatt dann ofgeschlossen.

Motions et résolution

Wéi de Minister et elo gesot huet, sinn effektiv véier Motiounen an eng Resolutioun hei um Büro ofgi ginn. A mir wäerten dann elo kucken, wéi mer domadder eens ginn.

Motions

Ech wëll vläicht fir d'éischt der Auteure vun der éischer Motioun nach eng Kéier d'Wuert ginn, wa se wëllt Stellung huelen, ...

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Här President ...

M. Claude Wiseler, Président | ... och zu deem, wat de Minister proposéiert huet. Wann Der wëllt.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, ech kann dozou eppes soen. Also zu menger eegener Motioun muss ech näischt méi soen. Ech mengen, ech hunn dat a menger Ried gemaach.

D'Proposition, fir do eng Fusioun vun all de Motiounen an de Resolutiounen ze maachen, fannen ech elo manner sënnavoll, wéi dass een den Inhalt diskutéiert. Ech mengen, et ass net ëmmer dat selwecht. Et sinn eenzel Froen, déi net genau déi selwecht sinn. Et si verschiddener ... Déi meescht si complémentaire, an dofir fannen ech elo manner d'Form interessant, éischer den Inhalt. Also, ech fanne schonn, dass een an der Kommissioun sollt doriwuer diskutéieren, awer, ech fannen, elo manner doriwuer, fir een Text

ze maachen, mee iwwert d'Inhalter an d'Froen. Dat sollt ee wierklech zesumme verdéiwen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Wann ech Iech elo richteg verstanen hunn, sidd Der bereet, dës Motioun an d'Kommissioun ze iwwerweisen.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Ok. Solle mer dann doriwwer schwätzen? Wie wëllt nach d'Wuert?

M. Franz Fayot (LSAP) | Wann den Här Wolter averstanen ass.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Fayot.

(Hilarité)

Une voix | Här President, Dir musst jo awer do nofroen.

M. Claude Wiseler, Président | Also wann Dir provoziert, da kritt Der et och.

(Hilarité)

Den Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Ech mengen effektiv och, et sinn zum Deel Motiounen, déi sech regroupéieren, mee awer och mat aneren Usätz zum Deel a mat e bëssen anere Prioritéiten dran. An ech mengen, et kéint effektiv interessant sinn, fir dat ze diskutéieren an och e bëssen déi Orientatioun vun deene Motiounen, plûtôt wéi elo e gemeinsamen Text ze maachen, deen e bëssen alles zesummegeheit. Dat heescht, ech hätt am Fong och d'Sympathie, fir d'Motiounen an d'Kommissioun ze verweisen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Ech hunn nach aner Wuertmeldungen. Den Här Wolter.

M. Michel Wolter (CSV) | Ech weess net ... War et den Här Goergen virdrun, dee mäin Numm do an de Raum geheit huet?

M. Claude Wiseler, Président | Et war elo zwar kee Fait personnel, wëll ech soen.

(Hilarité)

Dir kritt awer d'Wuert, fir hei Stellung ze huelen.

M. Michel Wolter (CSV) | Nee, ech wollt soen, datt et an deem Fall ganz vill Sënn mécht, fir et an d'Kommissioun ze ginn, fir eng inhaltlech Diskussioun kënnen ze féieren, déi och zillfürend ass. Zillfürend, sou wéi Dir et wëllt maachen, sou hunn ech dat verstanen. An d'Reglement vun der Chamber applizéiere besteet doranner, datt eng Motioun, déi an eng Chamberskommissioun verwise gëtt, no dräi Méint spëtstens am Plenum nees zur Debatt soll kommen.

Wann ech dat doten dann ... Ouni en Expert ze sinn an der Matière, an ech hunn dem Minister nogelauschtert an deenen aneren Orateuren nogelauschtert, schéngt et mer scho ganz sénnvoll, dass een dat diskutéiert. Ob dat elo herno een Text gëtt oder dräi Texter, dat ass mir, muss ech soen, relativ egal. Mee se ass op jidde Fall esou zillfürend, dass et innerhalb vun den nächsten dräi Méint hei kéint zu eppes kommen, wat eng Diskussioun misst ausléisen.

Dofir, fir mech – ech hunn elo mat kengem bei eis hei geschwat – absolut, ...

(Hilarité)

... well ech ernimmt gi sinn, kéint ech zum Beispill ganz gutt domadder liewen, dass d'Chamberskommissioun sech mat deene verschiddene Motiounen do ausernanersetzt an dass mer déi dann zu gegebener Zäit, dat wäert jo dann am Januar sinn, ginn

ech emol dovunner aus, nach eng Kéier an de Plenum vun der Chamber huelen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech och Merci, Här Wolter.

Wann ech dat elo richteg verstanen hunn an elo resuméieren, dann hu mer den Accord vun der Madamm Welfring, vun der CSV iwwert den Här Fayot, an ech ginn dovunner aus, datt den Här Galles déi selwecht Meenung huet, a vun dem Här Fayot, fir seng zwou Motiounen, also fir déi véier Motiounen an d'Kommissioun ze iwwerweisen.

Ech géif Iech froen, ob mer dat kënnen an engem Vote à main levée ofstëmme.

(Assentiment)

Vote sur le renvoi des motions 1 à 4 en commission

Wien ass mat där Prozedur d'accord?

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

An dann ass dat à l'unanimité esou ugehall an d'Kommissioun soll sech dann drëm bekëmmere, datt mer se innerhalb vu spëtstens den nächsten dräi Méint hei an de Plenum zrëckkréien, entweeder déi, déi hei deposéiert gi sinn, oder dann eng aner, déi eventuell vun der Kommissioun ausgehandelt ginn ass.

(Les motions 1 à 4 sont renvoyées à la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité.)

Résolution 1

Dann hu mer nach eng Resolutioun hei leien. Fir d'éischt ... Ass et den Auteur, deen nach eppes wëllt dozou soen? Hien huet se schon explizéiert, kann awer nach eng Kéier dozou schwätzen.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, ech mengen effektiv, ech hunn alles dozou gesot.

M. Claude Wiseler, Président | Dann hunn ech Wuertmeldungen. Den Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Jo, merci, Här President. Déi Resolutioun ass ganz sympathesch. Ech si just der Meenung, dass de Bureau soll e Règlement dofir ausschaffen, dass een ëmmer weess, wéi et ass. Net dass deen een, den Här Fayot hat et gesot, mam Vëlo anzwousch hifert an deen anere mam Fliger, mee dass mer eis do Prinzippe festleeën, wéi dat soll oflafen an enner wat fir enger Form mer do ëmmer reesen. Dofir kënne mer där Resolutioun zoustëmme, mat där Remark, déi ech gesot hunn, dass mer am Bureau solle festleeën an engem Règlement, wéi dat soll goen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Här Spautz, wann ech elo richteg verstanen hunn: Dat do ass keng Proposition, fir se tel quel an de Bureau ze renvoyéieren, mee Dir sollt se hei ofstëmme an da schwätze mer am Bureau iwwert d'Detailer dovunner.

M. Marc Spautz (CSV) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Wëllt nach een aneren dozou Stellung huelen? Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Also mir kënnen dat selbstverständlech gär an de Bureau huelen, dat ass bestëmmt interessant.

Ech wollt just drop opmierksam maachen, datt et do och grouss Diskussioune gëtt. Et ass zum Beispill esou, a mir wëssen dat alleguer heibannen, datt zum Beispill Greenpeace jo dat do kritiséiert, dee Kompensatiounsmechanismus. Déi soen, dat wär Greenwashing. Hei géifen eis also den Här Fayot, d'Madamm

Welfring an den Här Polidori eppes proposéieren, wat elo Greenpeace als Greenwashing bezeecht, wat eis ëmmer Suerge mécht, wa mer dat Wuert héieren.

(Interruptions)

An dofir géif ech just vläicht drun erënneren, Här President, datt et ee Mëttel gëtt, fir sou Emissiounen ze evitéieren, dat ass: iwwerhaupt net dohi fueren. A wann d'Parlamentarier mengen, et soll kompenséiert ginn, ass déi besser Method, einfach d'Emissiounen ze reduzéieren, amplaz se fir d'éischt ze verursaachen an da mat Jore Retard deelweis ze kompenséieren. An dofir wär et vläicht eng Iddi, datt déi Leit, déi op esou Konferenze ginn, sech dat virdrun iwwerleeën: Wann 100.000 Leit op sou enger Konferenz sinn oder 100.000 Akkreditatiounen, wéi mer haut héieren hunn, wat ass d'Valeur ajoutée heiansdo vun der enger oder anerer Presenz?

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. Ass nach eng Wuertmeldung zu dëser Resolutioun do?

(Négation)

Wann dat net de Fall ass, da géife mer iwwert déi Resolutioun hei ofstëmme. Ech géif déi also zum Vott stellen.

Vote sur la résolution 1

An de Vott fänkt heimadder un. D'Procuratiounen. An de Vott ass ofgeschloss.

(Brouhaha)

Dës Resolutioun ass ugehall mat 55 Jo-Stëmme a 5 Nee-Stëmme a kenger Abstentioun.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Eng?

M. Claude Wiseler, Président | A kenger Abstentioun. 55 Jo-Stëmme, 5 Nee-Stëmme a keng Abstentioun. Dat ass d'Resultat.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par M. Paul Galles), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Domat ass och dese Punkt ofgeschloss an domat si mer dann och um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge si fir den 19. an den 20. Dezember virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.15 heures.)

Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique** p. 38
M. Claude Wiseler, Président
- 2. Communications** p. 38
M. Claude Wiseler, Président
- 3. Ordre du jour** p. 39
M. Claude Wiseler, Président
- 4. Changement de composition d'une commission parlementaire** p. 39
M. Claude Wiseler, Président
- 5. Heure de questions au Gouvernement** p. 39
 - Question n° 1 du 19 décembre 2023 de M. Christophe Hansen relative au douzième paquet de sanctions contre la Russie, adopté par l'Union européenne le 18 décembre 2023, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur** p. 39
M. Christophe Hansen | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur
 - Question n° 2 du 18 décembre 2023 de M. Dan Biancalana relative à l'étude « Racisme et Discriminations au Luxembourg – À l'écoute des victimes » du CEFIS, adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil** p. 39
M. Dan Biancalana | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil
 - Question n° 3 du 19 décembre 2023 de Mme Corinne Cahen relative à la sécurité au quartier Luxembourg-Gare et l'organisation de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures** p. 40
Mme Corinne Cahen | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures (intervention de Mme Corinne Cahen)
 - Question n° 4 du 18 décembre 2023 de M. Tom Weidig relative aux activités de l'ASBL „Stroossenengelen“, adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil** p. 40
M. Tom Weidig | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil
 - Question n° 5 du 19 décembre 2023 de Mme Françoise Kemp relative à l'évolution actuelle des infections, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** p. 41
Mme Françoise Kemp | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
 - Question n° 6 du 14 décembre 2023 de M. François Bausch relative aux faits survenus et à la situation auprès de l'entreprise Ampacet et aux implications pour le dialogue social, adressée à M. le Ministre du Travail** p. 41
 - Question écrite n° 36 du 23 novembre 2023 de M. Dan Biancalana relative au risque de grève chez Ampacet** p. 41
 - Question écrite n° 38 du 23 novembre 2023 de M. Marc Baum relative aux négociations sociales dans l'entreprise Ampacet** p. 41
M. François Bausch | M. Dan Biancalana | M. Marc Baum | M. Georges Mischo, Ministre du Travail | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme
 - Question n° 7 du 19 décembre 2023 de M. Sven Clement relative au paiement immédiat direct, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** p. 42
M. Sven Clement | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
 - Question n° 8 du 18 décembre 2023 de M. Franz Fayot relative à la position du Gouvernement par rapport aux conséquences des opérations militaires menées par le gouvernement israélien à Gaza, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur** p. 43
 - Question écrite n° 97 du 12 décembre 2023 de M. Franz Fayot relative à la résolution appelant Israël à un cessez-le-feu immédiat à Gaza** p. 43
M. Franz Fayot | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur
- 6. 8327 – Projet de loi modifiant la loi du 25 novembre 2020 autorisant l'État à participer au financement du projet de logements subventionnés dénommé Elmen** p. 44
Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire : M. Luc Emering
Discussion générale : M. Félix Eischen | Mme Taina Bofferding | Mme Alexandra Schoos | M. François Bausch | M. Marc Goergen | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire
Mme Simone Beissel
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8327 et dispense du second vote constitutionnel
- 7. 8328 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du projet de logements abordables dénommé « Itzigerknupp » à Bonnevoie, Ville de Luxembourg** p. 47
Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire : Mme Lydie Polfer (interventions de M. François Bausch)
Discussion générale : M. Alex Donnersbach | Mme Taina Bofferding | M. Tom Weidig | M. François Bausch | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8328 et dispense du second vote constitutionnel
- 8. 8327 – Projet de loi modifiant la loi du 25 novembre 2020 autorisant l'État à participer au financement du projet de logements subventionnés dénommé Elmen (suite)** p. 49
M. Claude Wiseler, Président | Mme Lydie Polfer
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8327 et dispense du second vote constitutionnel
- 9. 8276 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu** p. 50
Rapport de la Commission des Finances : Mme Diane Adehm
Discussion générale : Mme Diane Adehm (dépôt de la motion 1) | M. Patrick Goldschmidt | M. Franz Fayot | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. Franz Fayot (parole après ministre) | M. le Ministre Gilles Roth
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8276 et dispense du second vote constitutionnel
Vote sur la motion 1 (adoptée)
- 10. 8344 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques** p. 56
Rapport de la Commission des Finances : Mme Diane Adehm
Discussion générale : M. Patrick Goldschmidt | M. Franz Fayot | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement (intervention de M. Christophe Hansen) | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8344 et dispense du second vote constitutionnel
- 11. 8277 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière en vue d'autoriser l'État à participer au financement des gardes et astreintes des médecins hospitaliers dans les centres hospitaliers et les établissements hospitaliers spécialisés** p. 57
Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale : M. Max Hengel
Discussion générale : M. Gérard Schockmel | Mme Paulette Lenert | Mme Alexandra Schoos | M. François Bausch | M. Sven Clement | M. Marc Baum
Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8277 et dispense du second vote constitutionnel

12. 8337 – Projet de loi portant approbation du Protocole d'amendement à l'Accord portant création de l'Organisation internationale de la vigne et du vin, signé à Paris, le 3 avril 2001

p. 62

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture : Mme Stéphanie Weydert (intervention de M. Sven Clement)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8337 et dispense du second vote constitutionnel

13. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'interdiction de la mendicité au Luxembourg

p. 62

Exposé : Mme Taina Bofferding | M. Dan Biancalana (dépôt de la motion 1)

Débat : M. Laurent Mosar (interventions de Mme Sam Tanson et Mme Taina Bofferding) | Mme Lydie Polfer (interventions de M. Sven Clement, Mme Sam Tanson, M. Marc Goergen, Mme Paulette Lenert et M. François Bausch) | M. Fernand Kartheiser | M. Meris Sehic (dépôt de la motion 2) (interventions de Mme Lydie Polfer et Mme Sam Tanson) | Mme Sam Tanson (parole pour fait personnel) | M. Marc Goergen (dépôt de la motion 3) | M. Marc Baum | M. Claude Haagen (parole pour fait personnel)

M. Maurice Bauer, Mme Lydie Polfer (intervention de M. Sven Clement)

Prise de position du Gouvernement : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures (interventions de M. Sven Clement, Mme Sam Tanson, M. Claude Haagen, M. Marc Goergen et M. Marc Baum) | Mme Paulette Lenert (parole après ministre) | M. le Ministre Léon Gloden (intervention de Mme Paulette Lenert) | M. Sven Clement (parole après ministre) | M. le Ministre Léon Gloden (intervention de M. Sven Clement) | M. Marc Goergen (parole après ministre) | M. le Ministre Léon Gloden (interventions de M. Marc Goergen et M. Claude Haagen et Mme Sam Tanson) | M. Marc Baum (parole après ministre) | M. le

Ministre Léon Gloden | M. Claude Haagen (parole après ministre) | M. le Ministre Léon Gloden | M. Meris Sehic (parole pour fait personnel) | M. le Ministre Léon Gloden (intervention de Mme Taina Bofferding) | M. Dan Biancalana (parole pour fait personnel) | M. le Ministre Léon Gloden | Sam Tanson (parole pour fait personnel) (interventions de M. le Ministre Léon Gloden) | Mme Lydie Polfer (parole après ministre)

Motion 1 : M. Dan Biancalana | M. Laurent Mosar | M. Marc Goergen | Mme Paulette Lenert | M. Fernand Kartheiser | M. Marc Baum | M. Dan Biancalana (intervention de M. Yves Cruchten) | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures (intervention de M. Yves Cruchten) | M. Sven Clement | M. Yves Cruchten

Vote sur la motion 1 (rejetée) (interventions de M. François Bausch et Mme Françoise Kemp)

Motion 2 : M. Meris Sehic | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | M. Marc Goergen | M. Fernand Kartheiser | M. Meris Sehic | M. le Ministre Max Hahn

Vote sur la motion 2 (rejetée)

Motion 3 : M. Marc Goergen | Mme Corinne Cahen | M. Fernand Kartheiser | M. Marc Baum | Mme Corinne Cahen | M. Marc Goergen

Vote sur la motion 3 (rejetée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, M. Lex Delles, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, Mme Martine Depez et M. Léon Gloden, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre | Nee.

M. Max Hahn, Ministre | Dat ass net de Fall.

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass net de Fall.

2. Communications

Da kommen ech zu de Kommunikatiounen.

Éischstens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 19 décembre 2023

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) La proposition de loi suivante a été retirée du rôle des affaires :

6092 – Proposition de loi visant – à renforcer le pouvoir budgétaire de la Chambre des Députés,

– à promouvoir la modernisation de la gestion publique, et portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999

a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ; b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;

c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (telle qu'elle a été modifiée)

Dépôt : M. Roger Negri, Député, le 09/12/2009

Retrait du rôle des affaires : 18/12/2023

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2977 – Demande de pétition publique : [FR] Permis cyclomoteur – catégorie AM – à partir de 14 ans / [DE] AM-Führerschein – ab 14 Jahren

Dépôt : M. Eduardo Maiello, le 13/12/2023

2978 – Demande de pétition publique : Libre choix du statut après le divorce

Dépôt : M. Philippe Cravatte, le 13/12/2023

2979 – Demande de pétition publique : Les transports publics payants. Et non à la suppression des lignes

Dépôt : M. Luis Carlos Gomes Faria, le 13/12/2023

2980 – Demande de pétition publique : Améliorer la sécurité routière en hiver vu que les pneus hiver sont obligatoires au Luxembourg. Obligation aux garagistes : lors de la vente d'un nouveau véhicule un kit pneus hiver et un kit été devraient être obligatoires

Dépôt : M. Henrique Barreia, le 13/12/2023

2981 – Demande de pétition publique : Système de récupération d'eau de pluie obligatoire à la construction de nouvelles résidences, écoles, bâtiments, ...

Dépôt : M. Filipe Constantino, le 13/12/2023

2982 – Demande de pétition ordinaire : Accord de double imposition entre le Luxembourg et l'Allemagne concernant une succession

Dépôt : M. Robert Schroeder, le 14/12/2023

2983 – Demande de pétition publique : Ophiewe vun der politescher Entscheedung a Reouverture vun der Garer Policeunitéit esou wéi si virum 1.11.2023 fonctionéiert huet fir méi Schutz vun de Bierger an d'Anhale vun de Gesetzter an der effentlecher Uerdnung

Dépôt : M. André Steffen, le 14/12/2023

2984 – Demande de pétition publique : Petits animaux de compagnie autorisés en tant que locataire par la loi

Dépôt : M. David Da Silva, le 14/12/2023

2985 – Demande de pétition publique : Nationalité luxembourgeoise par option à partir de 12 ans, à la personne née au Luxembourg (cas n° 4). / Revoir le terme de « précédant immédiatement » de la condition de résidence légale au Luxembourg pendant au moins 5 années consécutives et précédant immédiatement la déclaration d'option

Dépôt : M. Ahmed Amrani, le 15/12/2023

2986 – Demande de pétition publique : Duerch de Pacs autoriséiert sinn, eng Verbrennung vum verstuerwene Partner ze ënnerschreiw

Dépôt : M. Misch Hendrickx, le 15/12/2023

2987 – Demande de pétition publique : Abschaffung der CO₂-Steuer.

Dépôt : M. Marc Bier, le 15/12/2023

2988 – Demande de pétition publique : Pétition pour une publicité responsable : Restreindre la publicité pour les produits alcoolisés et le CBD

Dépôt : M. Jhang Chaussy, le 17/12/2023

2989 – Demande de pétition publique : Augmentation du chèque service à 7,30 EUR. Les crèches augmentent tous selon l'index, à partir de janvier 2024 les crèches sont à 8,30 EUR et le chèque service reste avec ses 6 EUR de l'aide. Si cela continue, nous les parents on paye cher même avec l'aide de l'État et cela ne suffit plus à survivre même avec 2 salaires entrants

Dépôt : Mme Ana Lourenço Lopes, le 18/12/2023

2990 – Demande de pétition publique : Augmenter le taux de chèque service

Dépôt : Mme Catarina Coimbra, le 18/12/2023

2991 – Demande de pétition publique : D'Heeschen zu all Zäit an iwwerall erlaabt loosse!

Dépôt : M. Marc Faramelli, le 18/12/2023

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. Changement de composition d'une commission parlementaire

Wat d'Zesummesetzung vun der Commission des Comptes ugeet, huet d'LSAP-Fraktioun folgend Ännerunge matgedeelt: D'Madamm Taina Bofferding ersetzt d'Madamm Claire Delcourt an den Här Yves Cruchten ersetzt den Här Claude Haagen.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

5. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chamberreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 1 vum Här Christophe Hansen un den Här Ausseminister iwwert den zwieleften EU-Sanktiounspak géint Russland. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Ech hunn d'Éier, Här President, déi éischt an déi lescht Fro ze beäntworten.

M. Claude Wiseler, Président | À tout seigneur, tout honneur.

(Hilarité)

– Question n° 1 du 19 décembre 2023 de M. Christophe Hansen relative au douzième paquet de sanctions contre la Russie, adopté par l'Union européenne le 18 décembre 2023, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

M. Christophe Hansen (CSV) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, Här Ausseminister, wéi den Här Chamberspresident et grad gesot huet, ass den 18. Dezember deen zwieleften EU-Sanktiounspak géint Russland a Kraaft getrueden, e Sanktiounspak, deen a mengen Ae wichteg ass, mee trotzdem e Sanktiounspak, deen och gewësse Lacunne weist, notament well eng ganz Rëtsch vun deene Mesüeren och Derogatiounen virausgesinn, notament e Phase-in a verschidde Sanktiounen, zum Beispill am Beräich Stol.

A meng Fro do un den Här Ausseminister wier: Wéini ass déi Deadline fir dee Phase-in zum Beispill beim Stol, mee awer och bei anere Produkter, well dat natierlech ganz wäit an der Zukunft ass? A mir wëlle jo natierlech elo en Impact direct hunn. Dat heescht, wéini ass deen Datum a wéi kënne mer dat dote méi effikass gestalten?

Eng zweet Fro, déi direkt domat zesummenhängt: Mir wëssen, datt ganz vill Gidder laanscht eis Sanktiounen

ginn, notament iwwer China. A wa mer dann de Listing vun den Entreprisé gesinn, gesi mer, datt virun allem Betriber a Firms viséiert sinn am Listing, déi alt zu Hongkong, déi zu Singapur baséiert sinn, awer ganz séier ganz wéineg, déi och chineesesch Betriber direkt sinn. Wat ass do machbar, fir datt mer och déi chineesesch Entreprisen an d'Visière kréien? A virun allem: Wéi kënne mer do verhënnere, datt eis Sanktiounen eigentlech laanscht d'Zil ginn an datt se ganz einfach contournéiert ginn, besonnesch am Beispill China?

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hansen. Den Här Ausseminister huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Här President, e grouesse Merci. Ech wëll awer fir d'Éischt dem Här Hansen Merci soen, well e mech och haut de Mëtteg prezis informéiert huet, wat d'Fro sinn. Ech wëll just soen, hei steet dran: iwwert den zwielefte Paquet de sanctions. Ech weess, dass dat Usus ass. Ech hunn dat déi lescht zéng Joer gesot an enger anerer Fonctioun, ech soen dat och hei: Et ass schwéier, wann een einfach schreift „den zwielefte Pak Sanktiounen“, wann een duerno prezis Fro gestallt kritt, wéi zum Beispill Stol oder wéi et elo ass mam Contournement. Dowéinst wär et schwéier, prezis Detailler ze ginn, wann den honorablen Deputéierten net hei och sech d'Méi ginn hätt, fir Kontakt mat eis ze sichen.

Den neie Pak vu Sanktiounen ass ëmmer e Kompromëss, Här Hansen. An Dir wësst, dass dat unanime muss duerno och gestëmmt ginn. An dowéinst, déi Derogatiounen mat där Période transitoire – ech mengen, déi geet bis 2028 souguer fir verschidde Stolprodukter – ass op d'Demande vun dräi Länner. Ech zitëiere se elo net, well, ech mengen, ech wëll keen Namedropping maachen, mee et sinn dräi Länner, déi gesot hunn, soss wiere se iwwerhaupt net averstanen. An dowéinst ass dann de Kompromëss, deen erauskomm ass, dass een do dann eng Période transitoire bis 2028 sollt hunn.

Et si bei de Gel-d'avoir – an ech ginn elo hei net den Aperçu exhaustif – eng 140 Leit, wou och e Gel vun den Avoiren do ass. Et ass och e Verbuet vu russeschen Diamanten, wat och ganz laang eng Diskussioun war, wou verschidde Länner aner Interëten haten, och fir déi net drop ze hunn, wat awer elo drop komm ass.

Et ass eeben och d'Importatioun vun deem Stol, wéi Der et gesot hutt, an dann awer och zum Beispill verschidde Verboter vu Capacité-industriellen, déi och d'Russe kéinte gebrauchen.

An dann och nach d'Interdictioun vu Locigiels d'entreprise an och de conceptioun un déi russesch Regierung oder russesch Betriber (veuillez lire: An dann ass och eng nei Interdictioun afgouert ginn, verschidde Logiciels d'entreprise souwéi Software fir industriellen Design a Fabrikatioun un déi russesch Regierung oder russesch Betriber ze verkafen oder ze liwweren).

Beim Contournement, deen Der och gesot hutt, spezifesch mat China, do lafen nämlech och Echanges. An do sinn d'Contacts diplomatiques eeben och amgaang, fir China weider drop ze sensibiliséieren. An dofir ass eeben decidéiert ginn, China elo net nammentlech och hei an dësem Fall ze ernimmen.

Déi Obligatioun fir den Anticontournement ass eng, déi méi strikt ass, fir dass een am Fong och de mannière proactive den Traçage mécht vum Suivi, wann de Produit kënnt, well soss ass eeben de Contournement deen, deen en ass. Dat heescht, dass den Enndestinataire och sollt bekannt sinn an dass och

d'Vente vu Petroliers un Drëttstaate muss gekuckt ginn, well dat ass dann och eeben duerch Plattformen contournéiert ginn, am Fong duerch déi, wat genannt ginn ass ... Flottes fantômes sinn déi genannt ginn, déi d'Russen dann och benotzt hunn, fir eeben de Contournement vun dese Sanktiounen och ze maachen.

Et ass och e Verbot fir d'europäesch Exploitanten, an dat contractuellement, fir d'Reexportatioun vu verschidde Kategorien vu Gidder vis-à-vis vu Russland. Dat ass och eebe kontraktuell elo virgesinn. An eeben och d'Inscriptioun vun de russeschen Entitéiten op d'Lëscht vun Entitéiten, déi an engem Complexe militaire-industriel sinn, och vun Entités vun États tiers, déi eeben impliquéiert sinn an deem Contournement vun de Sanktiounen, déi enregistriert gi sinn. Dat ass am Usbekistan an a Singapur och de Fall gewiescht.

Bei verschidde Biens à usage strictement personnel, wéi d'Articles d'hygiène personnelle ou les vêtements portés par les voyageurs, do gëtt autoriséiert, fir verschide Saachen och kënne eranzehuelen. Dat ass eeben och nei.

Fir eis war et wichteg, dass och Klarifikatiounen géife kommen, fir dass do evitéiert gëtt, dass Sanktiounen geholl ginn an dass dann aner Länner se contournéieren. Mee hei nach eng Kéier, nei Saachen, déi drop komm sinn, esou wéi Der et gesot hutt, mat eeben enger Unanimitéit, déi heiansdo da Période-transitoire mat sech bréngt.

Merci. A bis duerno, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Ausseminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 2 vum Här Dan Biancalana un den Här Familjeminister iwwert d'Rassismus- an Diskriminatiounsetüd vum CEFIS. Här Biancalana, et ass un Iech.

– Question n° 2 du 18 décembre 2023 de M. Dan Biancalana relative à l'étude « Racisme et Discriminations au Luxembourg – À l'écoute des victimes » du CEFIS, adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Jo, an der Schoul, bei der Aarbecht, um Wunnengsmaat, beim Sport oder ganz allgemeng am Alldag, an all dese Beräicher erliewe Mënschen hei zu Lëtzebuerg reegelméisseg Rassismus an Diskriminierung. Den zweeten Deel vun der Etüd vum CEFIS, dem Centre d'étude et de formation interculturelles et sociales, liwwert eis do en erschreckende Bilan iwwert d'Ausmooss vun dësem Problem hei zu Lëtzebuerg; Lëtzebuerg, mat senger EU-Haaptstad, dat mir ganz gären och als oppent a multikulturellt Land gesinn. Mir hunn e Rassismusproblem, a kee klengen. Eng Feststellung, déi sech iwwerengs och mat de Resultater vun der Etüd „Being Black in the EU“ vun der Europäescher Agentur fir d'Grundrechte, wat Lëtzebuerg betrëfft, deckt.

Am Kader vun der Etüd goufen deels ganz, jo, schockéierend, deels awer och ganz touchant Témoignagë vu Betroffene gesammelt, déi och weisen, wat Rassismus an Diskriminatioun mat den Affären maachen, wéi eng psychesch Belaaschtung dat fir si bedeit oder wéi en Impakt dat op hiren Alldag, hir Liewensqualität an och op hire Liewenswee huet. De CEFIS formuléiert och eng Rei vu Recommendationen, fir geschützte Raim anzeriichten, fir d'Affären oder potenziell Affären besser iwwer hir Rechte ze informéieren, och fir géint Stereotypen a Virurteeler virzegoen. A virun deem Hannergrond wollt ech den zoustännege Minister och froen, wéi hien op d'Resultater vun dëser Etüd wëll reagéieren, éischten.

Zweetens: Wéi eng Mesüeren dass hie plängt an effektiv wéi hien zu de Recommendatioune vum CEFIS steet.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Den Här Familljeminister huet d'Wuert.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Merci, Här Président. Och merci dem Deputéierten Dan Biancalana fir déi ganz pertinent Fro, déi en hei stellt.

Et ass esou, dass sech an dësem Haus spéitstens no dem Rapport iwwer Being Black in Europe an duerno Being Black in Luxembourg och seriö Froe gestallt gi sinn, wat zur Konklusioun oder zum Fazit hat, dass dës Chamber eng Motioun, mengen ech, souguer eestëmmeg gestëmmt huet, fir der Saach op de Fong ze goen. Mir wunnen hei zu Lëtzebuerg an engem Land: 47 % Net-Lëtzebuurger, 175 Nationalitéiten, 22.000 Fronalieren, déi 45 % vun eisen Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg ofdecken; en, jo, ganz sécher plurikulturellt Land, op dat mer all ganz gären – an ech och – ganz houfreg sinn. Och wa mer mol am Ausland ënnerwee sinn, ziele mer ganz gären dovunner. An awer gëtt et och hei zu Lëtzebuerg Rassismus.

An et ass eis drëm gaangen, wéi déi Etüd hei am Haus gefrot ginn ass an duerno am Ministère ausgeschafft ginn ass mam CEFIS a mam LISER, fir mol Zuelematerial ze hunn, fir faktebaséiert kënnen ze diskutéieren a fir dodropshi kënnen Iwwerleeungen ze maachen, wou eis Politicken, déi mer bis elo gemaach hunn, gräifen, wéi eng Forme vu Rassismus et gëtt, a virun allem: Wéi musse mer eis Politicken ausrichten, och déi nächst Joeren, fir – an, ech mengen, do si mer allegueren hei bannen eens – dem Rassismus keng Plaz ze loossen.

Mir hunn null Toleranz fir Rassismus, an dat huet dat heiten Haus och nach eng Kéier gewisen am Juli, wéi dat neit Gesetz gestëmmt ginn ass iwwert de Vivre ensemble interculturel, wou ee ganz wichtege Volet och dodranner besteet, fir dem Rassismus entgéintzewierken, och an de Gemengen, wou dann och an de Kommissiounen eng gutt Aarbecht geleescht ka ginn. Dat ass Bestanddeel vum Gesetz, an dat Gesetz wäert elo am nationalen Aktionsplang, dee geschaaft gëtt, fir de Vivre ensemble interculturel hei zu Lëtzebuerg ze schafen, och konkret Pisten a konkret Prioritéiten an och Moosname kréien.

Do dernieft ass et esou, dass et e Plan d'action national gëtt iwwert d'Integratioun, wou bis elo Diskriminatiounen opgrond vun eethesch-rassiale Grënn mat ofgedeckt waren. Et ass awer sou, dass d'Acteure vum Terrain d'Demande haten, fir spezifesch en Aktionsplang auszeschaffen, fir ganz konkret dem Rassismus an den domat verbonden Diskriminatiounen op de Fong ze goen. An do huet eis natierlech den éischten Deel vun der Etüd gehollef.

Et ass awer sou, dass deemols der Regierung an och dem Parlament nach eppes gefeelt huet, an dat war den zweeten Deel vun der Etüd, déi Dir elo hei ugeschwat hutt, nämlech, fir och mat den Affer selwer ze schwätzen, fir vun hinnen ze héieren, wat si da wierklech erlieft hunn. Do hu mer ganz vill Iwwerschneidunge mat der éischter Etüd, zum Beispill, dass et och opgrond vu Logement, Educatioun, Travail ganz vill Benodeelegunge gëtt, Diskriminatioune gëtt. An dofir huet de Familljeministère sech och zesumme mat deenen anere Ministère konsultéiert, fir deenen nationalen Aktionsplang auszeschaffen, fir konkret Mesüeren auszeschaffen, an deenen Aktionsplang denke mer, ugangs d'nächst Joer kënnen ze presentéieren. Et ass eppes, wou mer net vill Zäit wëlle verléieren.

Et ass och esou, dass d'Acteure vum Terrain sech och hei mat abruucht hunn an d'Etüd, déi Dir ugeschwat hutt, wou et drëms gaangen ass, Temoignagé Plaz ze ginn.

Ech hat och d'Chance, derbäi ze si bei der Presentatioun vum CEFIS, déi gemaach ginn ass. Ech kann Iech soen, dat ass ganz touchant – Dir hutt dat richtig gesot –, wat een do héiert. An do musse mer konkret virgoen an dat ministèreiwwergräifend, well Rassisimus huet hei zu Lëtzebuerg keng Plaz.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hahn.

Mir kommen zur Fro Nummer 3 vun der Madamm Corinne Cahen un den Här Inneminister iwwert d'Sécherheet am Garer Quartier. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 3 du 19 décembre 2023 de Mme Corinne Cahen relative à la sécurité au quartier Luxembourg-Gare et l'organisation de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

Mme Corinne Cahen (DP) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Minister, deem wäert meng Fro bekannt virkommen, déi ech elo stellen, well ech mengen, en huet se selwer dacks gestallt, an ech wollt him se dann elo a senger neier Funktioun direkt mol awer eng Kéier stellen.

An enger schrëftlecher Fro géif ee soen: „Il me revient que ...“, an ech géif da soen: Il me revient que ..., dass d'Leit am Stater Garer Quartier sech bekloen, dass se scho laang keng Poliziste méi gesinn hunn, dass ganz vill Leit do sinn, déi illegal Substanze verkafen, dass ganz vill Leit do sinn, déi och illegal Substanze consomméieren, mee dass awer keng Polizisten do sinn. An dofir wollt ech den Här Minister mol froen, wat hie lo virhuet, fir dee Garer Quartier. Sinn do méi Poliziste virgesinn? Ass do virgesinn, dass de Kommissariat an der Gliesener Strooss méi laang opmécht? Well do soen déi Polizisten, mat deenen ech konnt schwätzen, selwer, dass do d'Éffnungszäiten einfach net laang genuch sinn. Ob Dir virhutt, dass awer opgestockt gëtt a puncto Personal an engem Quartier, deen et wierklech néideg hätt. Hutt Dir vläicht wëlles, oder ass et iwwerhaapt méiglech, och Leit an Zivil mol duerch de Quartier ze schécken, fir ze kucken, wat do genau lass ass an an deem Quartier?

Well d'Leit am Quartier fille sech am Stach gelooss. Si soen dat. An dofir wollt ech Iech mol d'Fro stellen, well ech mengen, Dir kennt d'Problematiséierung ganz gutt, well Dir selwer ganz vill Question-parlementaire gestallt hutt mam Kolleeg Laurent Mosar. An ech wollt Iech dann elo mol als Minister d'Fro weiderginn, net well dat mer Spaass mécht, mee well ech mengen, dass wierklech eppes muss geschéien an deem Quartier.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. An den Här Inneminister huet d'Wuert. Här Gloden.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci der Madamm Cahen fir déi Fro. Si huet Recht, a menger fréierer Qualitéit als Deputéierten hunn ech vill Froen iwwert d'Sécherheet gestallt.

Ech wëll mol fir d'éischt hei betounen, datt et mer als Policeminister dru läit, datt mer Rou an de Police-corps kréien, datt mer déi Zesummenaarbecht mat de Gemengen och verbesseren, an Dir wësst: En Donneschden hu mer eng Reunioun mat de Verrieder vun der Stad Lëtzebuerg, wou Dir och selwer ugemellt sidd, mat der Police, fir iwwert déi do

Punkten och ënner anerem ze schwätzen. Ech hu mer d'Zuele gi gelooss iwwert d'Abréch elo, well ech elo ..., dat war net preziséiert, iwwert d'Drogen. Dat heescht, d'nächst Kéier musst Dir mer dat awer e bësse besser preziséieren, fir datt ech och geizilt kann op Är Fro äntwerten.

Vu September bis Dezember hate mer 137 enregistriert Fauten, wat Vol par infraction war, an ee Cambriolage de voiture. Am September waren et der 41, am Oktober 35 an am November 31, a bis elo am Dezember si mer bei 30 Virfäll. Dat sinn der nach ze vill, mee et geet awer liicht erof.

Par rapport zu der Presenz am Garer Quartier, sinn ech och der Meenung, datt mer mussen, net nëmmen am Garer Quartier, mee generell d'Presenz verstärken.

Wéi funktionéiert dee Büro op der Gare? Do si Leit am Büro an et si Patrullen, déi och ..., also Leit, déi do am Büro schaffen, déi dann och op Patrull ginn, a si ginn och ënnerstëtzt vu Patrullen aus dem Büro vun der Gare/Hollerech an och vu Bouneweg. Owes sinn da separat Patrullen.

Mee dat, wat Dir mir sot, hunn ech och vu Leit gesot kritt, an ech wäert och dofir suergen, an Zesummenaarbecht och mat der Stad Lëtzebuerg, datt dat an Zukunft sech wäert verbesseren. Dir wësst, am Koalitiounsaccord hu mer och déi Unité de police locale stoen, op déi ech grouss Stécker setzen, och an der Preventioun. Well hei geet et jo och ëm d'Preventioun, och am Garer Quartier.

Ech wëll awer och zugläich soen, opgrond vun deenen Zuelen, déi ech kritt hunn: A verschiddeenen anere Quartieren an der Stad Lëtzebuerg ass et anscheinend méi schlëmm. De Garer Quartier kënnt op Plaz Nummer fënnf. Dat gesot ...

Mme Corinne Cahen (DP) | Net bei den Drogen!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Net bei den Drogen, awer bei den Abréch zum Beispill, do ... An egal, wou et geschitt, dat schüürt en Onsécherheetsgefill, a mir wäerten am Kader vun den eenzelne Mesüeren, déi mer am Koalitiounsaccord virgesinn hunn, dat do verbesseren. Well d'Proximitétsaarbecht um Terrain ass den A an O vun enger effektiver Policeaarbecht, an ech si frou, en Donneschde kënnen déi Punkte mat Iech a mat der Buergermeeschtesch a mat de Verrieder vun der Police ze beschwätzen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inneminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 4 vum Här Tom Weidig un den Här Familljeminister iwwert d'Aktivitéit vun der ASBL Stroossenengelen. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 4 du 18 décembre 2023 de M. Tom Weidig relative aux activités de l'ASBL „Stroossenengelen“, adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här Chamberspräsident. Här Minister, virun zwee Méint hu mir Iech e Bréif geschriwwen, fir ze froen, ob Dir bereet wäert, perséinlech mat de Stroossenengelen ze schwätzen, fir ze kucken, ob een hinnen Hëllef kann. Bis elo hu weeder mir nach d'Stroossenengelen eng Äntwert kritt.

D'Stroossenengelen si viru fënnf Joer op Privatinitiative hi gegrennt ginn, a si hu leider ëmmer méi Aarbecht, well de Besoin do ass. Si versueren e puer Honnert Familljen an eenzel Persoune mat deem Néidegsten, an dat reng mat Hëllef vu privaten Donen. Duerch déi grouss Demande stousse si elo un hir

Grenzen a riskéieren, net méi kënnen weiderzemaachen.

Duerfir nach eng Kéier eis Fro: Wäert Dir bereet, perséinlech mat de Stroossenengelen ze schwätzen, fir ze kucken, ob een hinnen Hëllef kann?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Den Här Familljeminister huet d'Wuert.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Sou, merci, Här Weidig.

Ech krut dohanne gesot: „Du kéints et jo ganz kuerz maachen, du kéints Jo oder Nee äntweren.“ Mee ech mengen awer, dass dat méi Äntwert verdéngt. Ech géif virun allem gär all deene Leit, déi sech benevoll oder professionell engagéieren, fir deenen Äermsten ze hëllefen, vun dëser Plaz e ganz grouse Merci soen. Op där anerer Säit wëll ech Iech soen, dass mäi Ministère d'Stroossenengelen dëst Joer zweemol gesinn huet, hinnen och erkläert huet, dass, wa se systematesch Hëllef wëilten hunn, si sech dann un d'Konditiounen mussen halen, déi d'ASFT-Gesetz virgesäit, dass et dann och zu enger Konventioun ka kommen. Dat krute se erzielt. An doriwir eraus, wa se punktuell Subside fir konkret Projekte wëllen, da kënnen se och do Demandé maachen, wéi aner Acteure vum Terrain dat och maachen.

Doriwir eraus ass et esou, dass d'Stroossenengelen och vu mengem Haus, vum ONIS, vum Office national d'inclusion sociale, dräi Posten zur Verfügung gestallt kréien, sougenannt „TUC-Mesuren“. Dat sinn Travail-d'utilité-collectif, déi se dann zur Verfügung gestallt kréie fir haaptsächlech hir Livreuren, déi da mat de Camionettë kënnen fueren, déi kréie se da vum ONIS zur Verfügung gestallt.

Fir Iech elo konkret op Är Fro ze äntweren: Soubal ech eng Demande hunn, wa si mech nach eng Kéier wëilte gesinn – ech war der Meinung, dass all dat ofgedeckt wier, well se all déi Informatiounen, déi normalerweis ASBL brauchen, fir eebe kënnen vum Hëllef ze profitéieren, vu menge Mataarbechter gesot krute während zwou Entrevues –, wann do de Minister awer nach eng Kéier sollt gebraucht ginn, da steet deen natierlech ganz gär zur Verfügung.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Familljeminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 5 vun der Madamm Françoise Kemp un d'Madamm Gesondheitsministesch iwwert déi aktuell Evolutioun vun den Infektiounen. Madamm Kemp, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 5 du 19 décembre 2023 de Mme Françoise Kemp relative à l'évolution actuelle des infections, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

Mme Françoise Kemp (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, kuerz virun de Chrëschtdeeg sinn erëm méi Leit krank. An der lo kaler Joreszäit sinn d'Bedingunge fir d'Iwwerdroung vun den Otemweeerkrankunge wéi Sars-CoV-2, Influenzaviren oder RSV besser wéi am Summer. Laut dem Rapport 173 vum LIST ass e kloren Opwärtstrend ze gesinn.

Dowéinst wollt ech d'Madamm Gesondheitsministesch froen, wéi déi aktuell Infektiounslag a puncto Otemweeerkrankungen ausgesäit. Wéi huet d'Situatioun sech an deene leschte Woche verännert? Wéi ass den aktuellen Taux de positivité fir Sars-CoV-2?

Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Dann ass et un der Madamm Gesondheitsministesch. Madamm Deprez, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Merci der Madamm Kemp fir hir Fro.

Jo, effektiv sinn an de leschte Wochen d'Infektiounen geklommen. Wann der de Site list.lu consultéiere gitt, fannt der fir d'Woch 47, 48, 49 folgend Zuelen: D'Covidinfektiounen si gaange vun 319 op 460 op 658 an der Woch, d'Gripp, d'Influenza, vun 41 op 49 op 134 an d'Otemweeinfektioun Bronchiolite vun 100 op 116 op 134.

Dat heescht, bei dem Covid hu mer eng Multiplikatioun mat 2 a bei der Gripp eng Multiplikatioun mat 3. Dat huet och d'Inspektioun vun der Santé, d'Direktioun vun der Santé veranlasst, nach eng Kéier e grouse Rappell ze maachen, dass ee sech soll impfe loossen, an d'Recommandatiounen fir déi verschidde Kategorië sinn nach ëmmer public um Santéssite afichéiert.

Well mer déi Infektiounszuele matgedeelt kruten, hu mer och esou séier wéi méiglech probéiert, den Tour vun de Spideeler ze maachen, fir d'Situatioun an de Spideeler ze recenséieren. Do war jo een Dispositif d'lescht Joer am Abrëll opgehale ginn, dat heescht, si ginn net méi reegelméisseg hir Donnéeën eran. Net méi spéit wéi de Moien hu mer awer vun deene véier Centre-hospitalieré gesot kritt, dass d'Bettenzuel nach ëmmer normal ass fir d'Saison. Do ass keng Recrudescence vun akute Fäll opgezeechent ginn. Wat awer net heescht, dass een net soll vigilant bleiwen! Dofir e groussen Appell vu menger Säit, fir d'Geste-barrières anzehalen.

An dann nach eng kleng Info on the top: D'Teleconsultatioun, déi agesat gi war zu Covidzäiten, sollt den 31. Dezember oflafen. Och do si mer mam Direkter vun der Santé iwwerenee komm, dass déi elo mol weiderlaffe gelooss gëtt bis de Juni, bis mer prett sinn, d'Telemedezinn definitiv an d'Nomenclature anzuschreien.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Gesondheitsministesch.

Da komme mer zur mëndlecher Fro Nummer 6 vum Här François Bausch un den Här Aarbechtsminister iwwert d'Situatioun bei Ampacet an d'Implikatiounen fir de sozialen Dialog. Mir behandelen awer an engems och zwou schréiftlech Froen iwwert dee selwechte Sujet, déi un den Här Aarbechtsminister an un den Här Wirtschaftsminister geriicht sinn, an dat sinn d'Froen Nummer 36 vum Här Dan Biancalana iwwert de Streikrisiko bei Ampacet an duerno d'Fro Nummer 38 vum Här Marc Baum iwwert d'Sozialverhandlung bei Ampacet. Dat mam Accord, zweemol, vun den Auteuren. Mee elo ass et um Här Bausch. Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 6 du 14 décembre 2023 de M. François Bausch relative aux faits survenus et à la situation auprès de l'entreprise Ampacet et aux implications pour le dialogue social, adressée à M. le Ministre du Travail**

– **Question écrite n° 36 du 23 novembre 2023 de M. Dan Biancalana relative au risque de grève chez Ampacet**

– **Question écrite n° 38 du 23 novembre 2023 de M. Marc Baum relative aux négociations sociales dans l'entreprise Ampacet**

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President. An ech wëll direkt virausschécken, dass ech e grouse Fervent dervunner sinn, an och bleiwen, dass weeder eng Regierung nach eng Chamber sech sollen amëschen an eng Kollektivvertragsverhandlung, dat heescht, dass se net op eemol géifen ufänken,

matzediskutéieren, wéi de Kollektivvertrag soll ausgesinn an esou weider.

Ech sinn awer genauou e Fervent dervunner, dass, wann an eiser Gesellschaft en haarde Streik stattfënnt, dann d'Regierung muss vigilant sinn, well de soziale Fridden ass eppes, wat wichteg ass an engem Land, och fir den ekonomesche Site vu Lëtzebuerg an natierlech och wéinst deene Leit, déi do betraff sinn. Do deet dann d'Regierung gutt dorunner, relativ séier, wann e Streik haart an exzeptionell ass, sech anzuschalten an ze versichen ze mediéieren.

An dee Streik bei Ampacet, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass een esou. Et ass e Streik, deen en Novum zu Lëtzebuerg ass, well op eng Aart a Weis d'Kollektivvertragsrecht a Fro gestallt ginn ass, wat bis elo an där Form nach net do war. An ech muss soen, Här President, ech sinn iwwerzeegt, dass, wann et sech net géif ëm eng Firma handeln, wou weineg Leit schaffen, wou mol keng 100 Leit schaffen, mee wann et sech zum Beispill hei géif ëm e Streik handeln vun där Envergere, mat dem nämmelechten Hannergrond, an enger gréisserer Entreprise, wéi zum Beispill ArcelorMittal, oder och an anere Beräicher, da wär d'Regierung scho laang aktiv.

An dat kann net sinn! Et ka jo net sinn, dass d'Regierung herno an der Mediatoun versicht, d'Leit ronderëm en Dësch ze kréien, mee eréischt aktiv gëtt, wa se gesäit, dass de soziale Fridden net nëmme fir d'Land a Fro gestallt ass, a virun allem och d'Rou vun der Regierung méi a Fro gestallt ass, wéi wann dat an engem méi klengen Betrib geschitt. An duerfir sinn ech iwwerzeegt, dass hei den Aarbechtsminister hätt missen eng Initiativ huelen a probéieren, hei vill méi ze agéieren als Mediateur an ze versichen, déi un en Dësch ze kréien.

Dee Streik dauert scho vill ze vill laang an dee vergëft dee ganze Klima zu Lëtzebuerg. An duerfir ass meng Fro och un den Aarbechtsminister, ob hien dann net gedenkt, wierklech ze léieren aus deem heite Konflikt an an Zukunft sech méi séier anzuschalten an ze versichen, déi sozial Konflikter ze entschärfen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Ech wëll dem Här Aarbechtsminister soen, dass mer déi dräi Froen, mengen ech, zesammen huelen, da braucht Der just eng Kéier ze äntweren.

Dofir géif ech elo dem Här Biancalana d'Wuert ginn, dass hie seng Fro ka stellen, an duerno och dem Här Baum d'Wuert ginn, dass hien d'Fro ka stellen. An dann, Här Aarbechtsminister, kritt Dir d'Wuert fir ze äntweren, well et ass de selwechte Sujet. Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Här Minister, jo, d'Situatioun bei Ampacet zu Diddeleng, wou säit gutt dräi Woche gestreikt gëtt – och wann ee jo héieren huet, dass d'Verhandlung ganz rezent opgeholl goufen –, suert fir vill Roserei bei de 60 Salariéen. Mee net nëmme bei hinnen!

An effektiv, kuerz viru Chrëschtdeeg ass nach déck Loft mat ville Froen am Raum. Et si Froen, déi sech d'Salariéen zu hirer Zukunft, zu hirem eventuell – hoffentlech! – neie Kollektivvertrag stellen, ma et geet awer mëttlerweil och ëm d'Fro ronderëm déi sozial Gerechtegkeet an och ëm de sozialen Dialog hei am Land. An effektiv, wéi mäi Virriedner et och gesot huet, et geet hei ëm e Prezedenzfall!

Mir wëssen och, dass mer et hei mat engem Betrib ze dinn hunn, deen e puer Milliounen Euro Benefiss gemaach huet. Mee bon, op där anerer Säit huet awer och d'Regierung derfir ze surgen, dass de soziale Fridde garantéiert ass. Dass den Aarbechtsminister net soll a lafend Kollektivvertragsverhandlungen

agräifen, ass evident. Mee et gëtt Beispiller, wéi zum Beispill Husky, DuPont a Guardian, wou de vieregten Aarbechtsminister proaktiv d'Sozialpartner zesummebruecht huet, fir de Sozialdialog um Liewen ze halen an net ofgewaart huet, dass et zu engem grouse Konflikt koum, esou wéi dat effektiv och elo de Fait bei Ampacet ass. Et geet also och anescht!

Et ass um Enn och um Staat, ze garantéieren, dass d'Leit op hirer Aarbecht effektiv gerecht behandelt ginn. An et huet een op alle Fall ganz kloer den Androck, dass d'Regierung sech hei wëllt ganz bewusst a resolutt eraushalen, och wann ee weess, dass elo anscheinend effektiv béid Parteien endlech haut geruff goufen, esou wéi ech mol d'Informatiounen kritt hunn. Virun allem ass et schued, ze gesinn, dass d'Regierung net mat där néideger Determinatioun effektiv hannert hinne steet, esou ass op d'mannst den Androck.

An dofir hei och meng Froen un den Aarbechtsminister: Wat ass dann elo, Här Minister, Är Position zu deemem Streik? A wéi engem Rôle gesitt Dir Iech? Wat ass Ären Handlungsspillraum? Wéi eng Optiounen stinn Iech zur Verfügung a wéi eng konkret Moosname sinn dann elo no dräi Woche virgesinn? Bon, mir wëssen, d'Verhandlung lafen zwar, wat positiv ass. A wat huet de Minister bis elo, fir an deemem soziale Konflikt anzewierken, fir Léisunge skizzéiert, fir dat dann ze bewierken?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Dann ass et um Här Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Wéi meng Virriedner wëll ech och ënnersträichen, datt dee Konflikt, dee bei Ampacet ass, en ausseruerdentlechen ass. En ass ausseruerdentlech doduerch, datt d'Patronat quasi eesäitig de Sozialdialog ofgebrach huet an et doduerch och zu engem Streik huet misse kommen.

D'Fro geet an déi selwecht Richtung wéi déi vum Här Biancalana an och vum Här Bausch, déi éischt op jidde Fall: Wéi gesäit d'Regierung hir Roll am Sozialdialog? Natierlech soll e Minister sech aus Verhandlungen eraushalen. Mee de Sozialdialog zu Lëtzebuerg huet och Prozeduren. A wann déi Verhandlungen echouéieren, da gëtt den Office national de conciliation ageschalt an zumindest nom Artikel 163-3 gëtt den Office national de conciliation vum Minister presidéiert. Dat heescht, d'Aktioun vum der Regierung ass am Code du travail virgesinn.

An deemem konkrete Fall huet de Minister dorobber verzicht, dës Roll anzehuelen. Duerfir wier d'Fro, wéi en dat an Zukunft gedenkt ze maache bei Sozialkonflikter, déi vun änlecher Natur eventuell sinn a wou d'Aktioun vum der Regierung awer gefuerdert wier.

Déi zweet Fro riicht sech och un den Aarbechtsminister. Et betrëfft generell d'Kollektivvertragswiesen, wéi mer et zu Lëtzebuerg kann hunn, wat duerch déi doten Aktioun vum Ampacet awer riskéiert, a Fro gestallt ze ginn. Gëtt et d'Intention vum der Regierung, do eventuell néideg legistesche Verbesserunge virzehuelen am Code du travail, wat Kollektivverträg ugeet? Wuel wëssend, datt mer gëschter nach den Nicolas Schmit hei setzen haten, laut deem als Europäesch Direktiv 80 % vun de Beschäftegten a Kollektivverträg sollen als Zil virgesi sinn.

Déi leschte Fro, déi hat ech schrëftlech och un de Minister vum der Economie gestallt, dat war d'Fro vun den Hëllef. Ech mengen, do kann e mer entweder nach schrëftlech drop äntwerten oder wann en et direkt weess, da wier ech och frou, wann en déi Äntwert kéint ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. An elo ass et um Aarbechtsminister, deen dann direkt déi dräi Froen ka matenee beäntweren.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Jo, merci, Här President. Merci och dem François Bausch, dass hien déi Fro gestallt huet, dass een endlech elo mol kann opraume mat Gerüchter, dass näischt geschaff gi wier oder dass näischt gemaach gi wier.

Dofir wëll ech awer dann op den Historique zrëckkommen, dee laang viru menger Zäit als Aarbechtsminister ugefaangen huet. Dat war nämlech am September 2022, wéi d'Kollektivvertragsverhandlungen tëschent Ampacet an dem OGBL ugefaangen hunn.

Et war dann e Blockage am Juni 2023 vun dese Verhandlungen. An de 14. Juli 2023 huet Ampacet de Kollektivvertrag denoncéiert. Duerno waren nach zwou Reunionen bei der Conciliatioun an am Oktober 2023 ass Ampacet mam OGBL nach dräimol a Reunionen zesummekomm, ier dann den 13. November Ampacet no der Non-Conciliatioun gefrot huet, wat richteg en Novum ass an och ongewéinlech ass fir eise Sozialdialog.

De 27. November sinn dann zwee Drëttel vun der Beleegschaft vum Ampacet an de Streik gaangen. Si hunn dat esou decidéiert. Den 28. November, also den Dag drop, hunn ech déi éischte Kéier mam OGBL iwwert d'Situatioun bei Ampacet geschwat, wou ech déi verschidde Sozialpartner um Ministère empfaangen hunn.

Den Dag drop huet den OGBL e Bréif geschéckt, fir eeben eng Kéier iwwert d'Situatioun vum Ampacet ze schwätzen, deen de 4. Dezember bei mir am Ministère ukommt ass. An de 6. Dezember hunn de Minister Delles an ech selwer dann e Bréif geschriwwen un déi zwee Partner, dat heescht un den OGBL an och un Ampacet, fir sech nach eng Kéier un den Dësch ze setzen, fir de Sozialdialog nach eng Kéier opzehuelen, fir net einfach de Kapp an de Sand ze stiechen an näischt ze maachen.

De 7. Dezember, also den Dag drop, huet d'Direktioun vum Ampacet den OGBL invitéiert, fir weider Gespréicher ze féieren. An do hu mir am Fong geholl als Ministère keng weider Noriichte kritt. Dunn hunn ech e Freiden d'Initiativ geholl, zesummen an Ofsprooch mam Minister Delles, fir déi zwee Partner fir haut nach eng Kéier ze ruffen. Dunn hu mer de Moie souwuel d'Direktioun vum Ampacet, d'Fedil, awer och den OGBL empfaangen an och mat hinne geschwat.

Dem Minister Delles, mir, awer och der ganzer Regierung ass de Sozialmodell an de Sozialdialog immens wichteg. An et ass schon e puermol elo gesot ginn, dass d'Regierung, de Minister sech net soll a Kollektivvertragsverhandlungen amëschen. Dat ass genau déi Positioun, déi mer bis elo geholl hunn an déi och op enger Linn ass mam OGBL, mat deenen ech dat beschwat hunn a Reunionen, awer och um Protestpiquet virun der Chamberkommissioun Travail.

Well ech mengen, wann d'Regierung oder den Aarbechtsminister sech deementsprechend a Kollektivvertragsverhandlungen amësch, dann ass et d'Politick, déi herno decidéiert. Dat wëlle mer net. Dat wëllen d'Gewerkschaften och net. An dann ass de Sozialdialog fäerdeg. Dann ass de Sozialdialog dout. Dat, mengen ech, huet de François Bausch virdu gesot an dat hat en och schon am Mee 2023 zu de Kollektivvertragsverhandlung vum der Cargolux deementsprechend gesot. Do war nach eng aner Situatioun, well de Staat do mat Aktionär ass bei der Cargolux, also nach eng ganz aner wéi elo bei Ampacet.

Och de Verglach mat deenen zwee Streike vun de Plätterchersleeër an de Convoyeure loosse ech net gëllen, well dat war am Fong geholl e sektorielle Streik an hei ass am Fong geholl elo just eng eenzeg Firma, déi dann elo bestreikt ginn ass déi lescht Deeg.

Mee de Moien hate mer dee ganze Moien dräi Reunionen, wou mer extrem vill, ganz intensiv an och ganz konstruktiv mat deene verschiddene Partner geschwat hunn. An et ass dobäi – wéi soll ech soen? – d'Stëmmung opkomm, dass déi dote Situatioun deblockéiert wier an dass eng Léisung ganz no wier, wat eis natierlech als Minister vum der Economie an als Aarbechtsminister ganz vill freet.

Fir nach op dem Här Baum seng Fro zrëckzekommen zu de Kollektivverträg, hat ech och schon an der Chamberskommissioun gesot, dass d'Kollektivvertragsgesetz op de Leescht geholl gëtt an dass do Adaptatiounen wäerte gemaach ginn elo an der Legislaturperiode, an dat wäert och geschéien.

Voilà, fir déi weider aner Äntwerte géif ech dann un de Kollege Lex Delles verweisen.

M. Claude Wiseler, Président | Vu datt et dräi Froen waren, déi hei gestallt gi sinn, mengen ech, gi mer der Regierung e weéneig méi Zäit, fir och kënne korrekt drop ze äntweren. Här Delles, wann Dir nach wëllt eppes soen, hutt Dir d'Wuert.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Jo, Här President, merci villmools. Zu der Fro vun den Aiden: Et ass esou, dass d'Aiden, déi un d'Betribler ginn, och um Transparenzregister vun der EU public sinn. Et ass en Total iwwert déi lescht fënnf Joer, esou wéi et an der Question parlementaire gefrot ginn ass, vu ronn 2,2 Milliounen Euro un de Betrib ausbezuelte ginn. Dat sinn Aiden am Kader vun der Recherche. Dat sinn Aiden am Kader vun Investitiounen. An et sinn Aiden, an dat ass dee gréisste Block, vu ronn 1,9 Milliounen vun den Energieaiden, déi de Betrib kritt huet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Delles. Do mat sinn dann och d'Fro 36 an 38 beäntwert a brauchen net méi schrëftlech beäntwert ze ginn, well se hei mëndlech beäntwert gi sinn.

Mir kommen elo un d'Fro Nummer 7 vum Här Sven Clement un d'Madamm Gesondheitsministesch iwwert de Paiement immédiat direct. Här Clement.

– Question n° 7 du 19 décembre 2023 de M. Sven Clement relative au paiement immédiat direct, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Am September huet de vieregte Minister fir Sozialversicherung ugekënnegt, datt de PID endlech géif kommen. Dunn hat ech ganz rezent schon eng éischt Question parlementaire dozou gestallt, fir erauszufannen, wou mer dann dru wäeren, wéi wäit mer dann do wäeren a wéi wäit et géif goen. An do ass erauskomm, datt ganzer 3 % vun de Generalisten innerhalb vun den éischten zwee an en hallwe Méint dann dorobber zrëckgegraff hätten an datt virun allem och net d'Dokter selwer en Ureiz géife geschafe kréien, fir de PID ëmzesetzen, mee just d'Installateure vun de Logiciellen an net, wéi nach eng Kéier gesot, d'Dokteren.

Ech fannen, datt bei esou engem grouse Projet, deen esou wichteg ass ..., an ech weess, datt d'Madamm Ministesch elo ganz rezent eréischt op deem Posten ass. Ech weess awer och, datt hir Partei déi lescht Joren immens Drock gemaach huet, datt dee PID géif séier ëmgesat ginn. Duerfir hunn ech mer d'Fro gestallt: Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir datt dat méi séier deployéiert gëtt? Et ass jo net nëmme esou, datt et ... Et betrëfft elo mol just d'Generalisten.

D'Zänn doktere sinn nach guer net dran. Vun de Spezialiste schwätze mer nach guer net. A scho bei de Generaliste couact et. Mir kommen net wierklech weider.

Et ass e Projet, deen awer grad, wa mer dovunner schwätzen, datt et Leit ginn, déi eebe grad net kënnen d'Sue fir eng Rechnung virstrecken an déi deelweis drop ugewise sinn, awer bei den Dokter ze goen ... Mir wäerten haut nach eng Kéier iwwer Aarmut hei am Haus schwätzen. Mee ech mengen, datt et wierklech wichteg wär, datt mer de Leit endlech dat Versprieche aléisen, datt bei den Dokter goen net heescht, der Kranke keess e Prêt maachen. An dat ass eeben, wat haut de Fall ass. An dofir wollt ech froen: Wat gedenkt Der ze maachen, datt endlech méi Patientinnen a Patiente kënnen profitéieren a méi Dokter den System installéieren?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. An d'Wuert huet d'Madamm Gesondheitsministesch.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Dat heiten ass eigentlech kee Gesondheitsproblem, mee e Problem um Niveau vun der Sécurité sociale, an dofir äntwert d'Gesondheits- an d'Sécurité-sociales-Ministesch.

M. Claude Wiseler, Président | Très bien.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | An der Question parlementaire, effektiv, ass erauskomm bei der Beantwortung, datt just 15 Dokter den ongeféier de Moment dee System en place gesat hunn. Dat huet awer näischt mam Ureiz ze dinn, fir dee System en place ze setzen.

Och wann ech elo eréischt ee Mount do sinn, hunn ech mer deen Dossier ganz genau ugekuckt. Et gëtt souwuel technesch Problemer wéi mënschlech Problemer. Net méi spéit wéi de Moien hat ech d'AMMD op eng Entrevue agelueden, well si hunn déi aner Hallschent, déi bei de PID passt, mat entwéckelt. An deen Dossier ass an d'Stockéi komm.

Dat heescht, mir hunn de PID en place gesat vun der Sécurité sociale aus. Dee funktionéiert och, wann ee wëllt dermat schaffen. Mee dat mécht net vill Sënn. Ech erklären Iech firwat.

De PID ass déi ieweschts Hallschent vum Krees. A wann ee „Krees“ seet, da feelt déi ënnescht Hallschent. An déi ënnescht Hallschent ass en Outil, dee wéi den DHN (ndlr: Digital Health Network) funktionéiert, oder eng aner Alternativ, déi diskutéiert ginn um Terrain a wou mer awer de Moment nach net wëssen, wéi mer wéi séier do erauskommen.

Also, de PID funktionéiert. Dat heescht, wann d'Leit bei den Dokter ginn, kënnen se roueg froen, ob deen dat net wëll en place setzen. Vläch geet et dann och besser, wann d'Leit froen: „Däerf ech dat net benotzen?“

An dat ass just fir d'Ofrechnung mat der Keess. Mee dann huet de Patient seng Dokumenter awer nach net elektronesch. Dat heescht, dee kritt dann ëmmer nach e Mémoire d'honoraires erausgedréckt a kritt iwwer säi Guichet.lu d'Ofrechnung geschéckt. Hie brauch awer just de Montant ze avancéieren, deen op seng Kap geet. Dat heescht, den Dokter kritt déi aner Suen direkt erëm.

De Moien hu mer de Point gemaach mat der AMMD, a mir gesinn eis ugangs Januar nach eng Kéier. A sou bal mer dann dee Krees komplett hunn, denken ech, datt den Ureiz, fir dee ganze System ze installéieren, bei de Generaliste vill méi grouss gëtt, well dann hu se e Rundum-Package, wou se eigentlech kee Mémoire d'honoraires méi musse erausdrécken, mee wou de Mémoire d'honoraires direkt an enger Boîte eDelivery beim Patient wäert landen.

Also, gitt mer nach e puer Wochen! Dir hutt jo scho gesot: Ech sinn eréischt véier Wochen am Amt. Gitt mer nach e puer Wochen an da kommen ech d'nächst Joer erëm! Mee ech zielen, wéi mir weidergefuehert sinn. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Ministesch vun der Sécurité sociale Merci.

An da komme mer zu der nächster mëndlecher Fro Nummer 8 an zur schrëftlecher Fro Nummer 97. Alle béid vun Här Franz Fayot iwwert d'Position vun der Regierung géint iwwer de Militäroperatiounen vun Israel an der Gazasträif an iwwer eng Resolutioun fir eng Waffrou an der Gazasträif. Déi zwou Froen sinn un den Här Ausseminister gestallt a ginn zesumme behandelt. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 8 du 18 décembre 2023 de M. Franz Fayot relative à la position du Gouvernement par rapport aux conséquences des opérations militaires menées par le gouvernement israélien à Gaza, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

– Question écrite n° 97 du 12 décembre 2023 de M. Franz Fayot relative à la résolution appelant Israël à un cessez-le-feu immédiat à Gaza

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo merci, Här President. No de schrecklechen terroristeschen Attacke vun der Hamas an Israel de 7. Oktober ass d'israeelesch Arméi elo säit zwee an engem hallwe Mount, a mat Ausnam vun e puer Trêvë während Geiselechanges am November, amgaang, Gaza ze bombardéieren an huet och de 27. Oktober eng gréisser Grondoffensiv do gestart.

De mënschleche Bilan geet Dag fir Dag an d'Luucht. Laut dem Hamas-kontrolléierte Gesondheitsministère wiere mëttlerweil ronn 19.000 Zivilisten ëm d'Liewe komm, dovun iwwer 70 % Fraen a Kanner. Dee Chiffer ass tel quel net ze iwwerpräiwen, gëtt awer vun der UNO als gläwiedeg ageschat. Eng ONG, Euro-Med Monitor, geet souguer vun 21.700 Doudegen aus, dovun 8.700 Kanner. Viru Kuerzem sinn och dräi Geiselen an enger Offensiv vun der israeelescher Arméi ëm d'Liewe komm, an d'lescht Woch gouf d'Kamal-Adwan-Spidol zu Bait Lahiya an Nordgaza zerstéiert, wat vun der WHO gëschter verurteelt gouf.

D'Leed vun de Mënschen a Gaza, deenen hir Liewensgrundlag wuel definitiv zerstéiert gëtt an deenen et un alles feelt, ass immens.

Dës Attacke gi vun der israeelescher Regierung trotz ëmmer méi staarke Kriticken, och vun hiren onkonditionellen Alliiéierte wéi den USA, Dag fir Dag weidergefouert ënner staarkem Protest och vun der internationaler humanitärer Communautéit. Den Dënschden, 12. Dezember, gouf d'UNO-Resolutioun GA/12572 mat 153 Stëmme ugeholl – och där vu Lëtzebuerg –, déi Israel zu engem humanitärer Cessez-le-feu opfuert, nodeem freides, den 8. Dezember, eng Resolutioun vum Sécherheetsrot – just mat engem Veto vun den USA – konnt rejezéiert ginn. Haut ass zu New York eng weider Resolutioun, déi am Sécherheetsrot ofgestëmmt gëtt iwwer e Cessez-le-feu.

Déi ganz Operatioun gläicht ëmmer méi enger kollektiver Bestrafung vun de Palästinenser a Gaza an der Haaptsaach, mee och ëmmer méi an de besatenen Territoiren.

Dofir wollt ech den Här Ausseminister froen, éischens, wat d'Position vun der Regierung géint iwwer dem Refus vun Israel ass, e Cessez-le-feu unzuhuelen an, am Géigendeel, seng Attacken nach ze verschärfen, an zweetens, ob hien an d'Regierung dës erbaarmungslos Attacken op Gaza, mat all hire Konsequenzen fir d'Zivillpopulatioun, verurteelt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Den Här Ausseminister huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt keen Dag, wou een net déi schrecklech Biller vum Gaza och gesäit. An ech hunn och keng Reunionen déi lescht Woche gehat, wou net de Sujet selbstverständlech Nummer 1 op der Dagesuerdnung war, obwuel – ech widderhuelen et – d'Ukrain net dierf vergiess ginn.

Mir hunn dës Attacke vum 7. Oktober ... E et gëtt e „Virun-dem-7.-Oktober“ an et gëtt en „No-dem-7.-Oktober“. Et sinn Diskussiounen lassgaangen, ob e Land d'Recht huet, sech selwer ze verteidigen oder net. E Land huet selbstverständlech, wann dausend Leit ëmbruecht ginn ... D'Awunner hunn eng Reaktioun erwaart vun Israel. Eng Reaktioun, fir den Hamas wëllen ze suppriméieren.

Ech muss Iech soen: Wann ee vu Krichsrecht schwätzt – an et ass een awer an engem Krich –, da muss och eng Proportionalitéit do sinn. Ass zwee Méint derno nach eng Proportionalitéit do? Ass et denkbar, dass am Fong probéiert gëtt, eng Ideologie ze eradiquéieren? Dass een eng Ideologie d'Moyenen net méi gëtt, se sou kleng wéi méiglech kritt, ass e But! Mee fir ze mengen, dass een eng Ideologie eradiquéiert kritt, ass eppes, wat wierklech bal onméiglech ass.

Dass een ... An den Här Fayot huet et ganz richtig gesot: Déi 70 % sinn net contestéiert. 70 % vun de Victime si Fraen a Kanner. Dat wëllt net heeschen, dass déi aner 30 % nëmme Militär sinn. Et sinn och Männer derbäi, déi net Militär sinn – zivill. Dat heescht, dass den Impakt op d'Population civile awer ganz, ganz grouss ass.

Dee Waffestellstand ... Ech hunn et schon zu Bréssel gesot: Et ass mir egal, wéi en heescht. An ech souz an engem leschte Conseil européen, nach als Premierminister, wou mer stonnelaang diskutéiert hunn, wéi et soll heeschen: ob et eng „Waffepaus“ wier, „Waffrou“ wier, „humanitär“, „Peace“ et cetera, et cetera. Och iwwer en „S“ hu mer stonnelaang diskutéiert: ob et „ceasefires“ oder „ceasefire“ wier oder „human ceasefire“.

Mir ass et egal, wéi et heescht! Mir hu just bis elo gesinn, dass déi eenzeg Geiselen, déi fräikomm sinn, dat war während engem Cessez-le-feu! Dat heescht, während engem Cessez-le-feu, deen negociéiert ginn ass, hu Länner et fäerdigbruecht, dass den Hamas Geisele fräigeloooss huet. Dat ass net de Fall gewiescht säit dem leschte Cessez-le-feu.

Mir gesinn, dass Spideeler an der Gazasträif net méi kënnen funktionéieren, dass Leit net nëmme stierwen, well se bombardéiert ginn, mee och, well se d'Soins net kënnen kréien an deene verschiddene Spideeler!

Dowéinsder, erwaart net vu mir, Här President, dass ech Iech soen, dass ech fir Palästina sinn a géint Israel sinn! Erwaart och net vu mir, dass ech Iech soen, dass ech géint Israel sinn a fir Palästina sinn! Hei geet et ëm de Friden, hei geet et ëm d'zivil Populatiounen! Et soll een net an déi Fal tappen, fir ze soen, dass ee géint deen een a fir deen aneren ass! Ech sinn hei weeder géint Israel nach géint Palästina. Ech si géint den Hamas! A mir sollen och net de Feeler maachen, dass een den Hamas verwiesselt mat de Palästinenser, sou wéi ee mengt, datt déi Attacke vun Israel vun all Israeli och ënnerstëtzt ginn.

An dofir sinn déi Diskussiounen, déi um internationalen Niveau stattfannen, wichteg. Lëtzebuerg huet sech am Moment engagéiert fir déi Waffrou ..., dat hu mer zu New York ..., dat wäerte mer och haut ... Ech hunn och dee Mot d'ordre weiderginn. Ech hat

eng Reunioun zu Barcelona mam EUROMED. Ech hat eng Reunioun zu Oslo mam Jordaneschen, mam Kareschen, mam palästinenseschen, mam türkeschen a mam saudeschen Ausseminister. Ech hat eng Reunioun mam israelleschen Ausseminister. Ech hat eng Reunioun mam palästinenseschen Ausseminister. Ech hunn och zu Paräis eng Konferenz – eng Kéier als Premier an eng Kéier elo als Kooperatiounsminister –, wou mer kucken, wéi mer kënnen der Gazasträif hëllef.

Déi eenzeg Solutioun ass, Här President, en Zweekstaatesystem. Et gëtt keng aner Léisung! An dat ass do, wou mer mussen allegueren drécken, fir dass dat och Realitéit gëtt. All Doudegen – egal, vu wou en ass! –, ass een Doudegen ze vill. Well d'Politicker huelen d'Decisionen, mee et sinn d'Zivilisten, et si Leit, déi näischt mam Krich ze dinn hunn, déi déi éischt Victimme sinn – hei Kanner a Fraen. Dofir maacht de Feeler net, condemnéiert net deen een oder deen aneren! Condamnéiert déi Responsabel!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Merci, Här Ausseminister. Domat wäere mer um Schluss vun eiser Froestonn ukomm.

6. 8327 – Projet de loi modifiant la loi du 25 novembre 2020 autorisant l'État à participer au financement du projet de logements subventionnés dénommé Elmen

An den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 8327 iwwert d'Bedeelegung vum Staat un der Finanzéierung vum Elmen-Projet. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet 10 Minuten, all Fraktiounen respektiv all d'Sensibilitäten hu 5 Minuten an duerno huet d'Regierung 10 Minuten. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Félix Eischen, d'Madamm Taina Bofferding, d'Madamm Lexy Schoos an den Här David Wagner. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Luc Emering. Här Emering, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire

M. Luc Emering (DP), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Projet de loi 8327 ännere mir d'Gesetz vum 25. November 2020, dat et dem Staat erlaabt huet, sech um éische Plan d'aménagement particulier, PAP, also dem Deel „Village central“ vum Projet Elmen, ze bedeelegen.

Eemol schwätze mir elo net méi vum „Logements subventionnés“ mee vu „Logements abordables“. Den Total vun den Depensë gëtt vu 76 Milliounen Euro op 188 Milliounen Euro no uewen ajustéiert.

A bedéngt duerch d'Gréisst vun dësem Projet Elmen gëtt e véierten Artikel bäigesat, deen et erlaabt, dass déi ganz Kontrakter, déi un d'Aarbechten, d'Material an alles gebonne sinn, dierfen iwwert d'Dauer vun zéng Joer erausgoen – onofhängeg vun deem, wat am Gesetz vun 2018 iwwert d'Marchés publics festgehalten ass.

Wat heeschen dës Ännerungen am Gesetz elo genau? Wéi déi meescht vun Iech wëssen, ass de Projet Elmen an der Gemeng Kielen zu Ollem lokalisiert. Et ass praktesch eng nei Uertschaft, déi hei entsteet. D'SNHBM als Bauhär soll um Enn ronn 800 Wunnengen fir eng 2.000 Leit bereetstellen. De gesamte

Projet ass a Phase geplangt. Déi éischt Phas, de „Village central“, huet, wéi gesot, schon ugefaangen.

Mam Projet de loi 8327 maache mir elo de Wee fräi fir déi zweet vum insgesamt dräi Phasen, fir dass de Staat och den zweete PAP, den Deel „Village Est“, matfinanzéiere kann.

Dëse Projet de loi couvréiert dobäi och nach déi sougenannte „Maison pour tous“, déi praktesch als Kär vun dësem neie Quartier soll funktionéieren. Ech ginn duerno nach eemol kuerz op dëst Haus an.

De PAP 2 erméiglecht de Bau vun 51 Eefamiljenhaiser an 103 Appartementer an 10 Residenzen. Allgemeng gëtt d'Konzept, wéi et och scho beim PAP 1 festgehale war, weidergefouert, allerdéngs sinn Efforte gemaach ginn, fir eng besser Densitéit ze errechen an de Projet sou méi rentabel ze maachen.

Et sinn och Léisunge gesicht ginn, fir de Contrainten a Probleemer, déi an der éischer Phas identifizéiert goufen, entgéintzewierke respektiv Léisungen ze fannen: D'Densitéit vun de Logementer ass op 41 Wunnengen pro Hektar amplaz op 35 gehéicht ginn; de Gemengenterrain, deen als Sportskomplex déngt, gouf als Zon fir öffentlech Gebaier an Ekippeementer an net als Zone d'habitation ausgewisen; et gëtt evitéiert, fir isoléiert Haiser ze bauen an amplaz gëtt op Jumeléien oder Haisergruppe gesat. Dëst, fir e puer Beispiller ze nennen.

Et gëtt eng Reduktioun bei den Eefamiljenhaiser vu 5 amplaz vun 9. Méi Haiser ginn „en bande“, also uneneen, gebaut. Et kommen 10 bis 12 Unitéiten a Méifamiljenhaiser. Et gi méi grouss Parkméiglechkeete gebaut. An d'Gemeng kritt en Terrain zur Verfügung gestallt, fir e Sportskomplex ze errichten.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zu deene verschiddene Phasen an dem Planning: D'Prozedur soll Enn 2023 bis 2024 ufänken. D'Infrastruktur vum PAP 2 solle zwëschen 2026 an 2027 gebaut ginn. Déi éischt Wunnengen sollen 2028 bis 2029 ugefaange gi mat bauen, fir dass d'Phas vum PAP 2 dann 2032 bis 2033 kéint ofgeschloss ginn.

Ganz kuerz nach zu der Maison pour tous: D'Maison pour tous, déi am Projet de loi, also am PAP 2, mat virgesinn ass, ass am Prinzipp eng Plaz, wou ee sech begéint. Et ass ugeduecht als eng Plaz, wou Duerfliegen oder Quartiersliewe soll entstoen a wou de Vivre ensemble, genee ewéi och déi ekologesch a gesellschaftlech Transitioun soll geféiert ginn. D'Maison pour tous soll de Leit zu enger besserer Liewensqualität verhëlfen, de Lien maachen zwëschen deene verschiddene Quartieren. Et soll eng Plaz sinn, déi Nohaltegkeet féiert an déi – als innovativ Iddi – och als Basis fir aner Projeten zu Lëtzebuerg soll agéieren.

Här President, bei där éischer Phas war eng budgetär Enveloppe vu 76 Milliounen Euro virgesinn. D'Bedeelegung fir de PAP 2 läit bei engen 83.600.000, wat eeben d'Gesamtparticipatioun vum Staat aktuell op 188 Milliounen Euro bréngt. Dëse Chiffer gouf deemno an dësem neie Projet de loi ersat.

Zu den Avisen: De Staatsrot hat säin Avis am November dëst Joer eragin. Si haten awer bezüglech dësem Projet de loi keng Oppositionen an och keng Remarken.

All weider Detailer fannt Dir, wéi ëmmer, am schrëftleche Rapport.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn dann heimat och den Accord vun eiser Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Emering villmoos Merci fir säi schrëftlechen a fir säi mündleche Rapport.

An den éische Riedner, deen elo ageschriwwen ass, ass den honorabelen Här Félix Eischen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Félix Eischen (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut stëmme mer iwwert déi zweet Phas vun dem Projet Elmen an der Gemeng Kielen of, wou nach eng Kéier zousätzlech 150 Wunnunitéiten derbäikomme bei déi bal 400 aus der Phas 1, wou ronn zwee Drëttel scho féerdeg gebaut sinn.

Um Dag vu gëschter ware schon 381 Leit zu Elmen wunnhaft oder op Elmen. Dat sinn am Ganzen 127 Stéit. Et ass séier gaangen. 2018 sinn d'Bauarbechte fir d'Infrastrukturen ugaangen, 2019 fir d'Haiser, an Enn des leschte Joers sinn dann déi éischt Leit agezunn.

Lo ginn – an dat soll ënnerstrach ginn – awer net nëmme Wunnengen gebaut, mee och eng Schoul mat enger Maison relais, enger Crèche; eng sougenannt „Maison pour tous“ – de Virriedner hat schon dovunner rieds – mat Brasserie a Versammlungsraum, engem Supermarché an zentrale Parkhaier.

Déi Honnerte Leit, déi lo schon do wunnen, sinn e kloert Zeechen, dass de Projet richtig ass, dass et net vu Muttwëll war an ass, an zousätzlechen abordable Wunnraum ze investéieren; obschon et och elo do Leit gëtt, déi keng Sue geléint kréien, och wa se sech eppes op Elmen wëlle kafen. Also, déi ugespaant Situatioun am Beräich vum Wunnengsbau huet och Elmen erfaasst.

Sécher richtig ass et dann, dass vun dësen neien 150 Wunnunitéiten 100 Appartementer sinn – dovunner der dann och 50 fir d'Locatioun. Och am Kontext vun der aktueller Wunnengsnout gëtt an dëser Phas 2 méi dense gebaut: vu 26 Unitéiten op 41 um Hektar. Iwwer 50 Biene sinn de Moment am Bau an nach net verkaaft, souwuel Haiser wéi och Appartementer. All déi Logementer, déi nach fräi sinn, kommen dann elo am Januar op de Site vun der SNHBM, an da kënnen d'Leit hiren Dossier ofginn.

Léif Kolleegen, et war deemols bal eng eemoleg Chance, dass d'SNHBM beienee konnt 27 Hektar kafen. Et ass och der Wäitsicht an dem politesche Courage vun den deemolege Gemeengeverantwortelege geschëllt, dass dëse Projet iwwerhaupt konnt an d'Ausarbechtung kommen.

Ech wëll hei wierklech de Courage ënnersträichen, well dat war jo deemols eppes, wat et an deem Mooss nach ni gouf, a scho guer net an enger mëtelgrousser Gemeng mat knapp 5.000 Awunner. Allerdéngs ass et wéi iwwerall: Um Pabeier mécht sech viles, mee wann da bis d'Wierklechkeet kënt, dann heescht et bäihalen, souwuel fir deen, an dësem Fall, staatleche Promoteur wéi och fir d'Gemeng.

Als Gemeengepapp vun do erlaabt mer just ze soen, dass mir immens houfreg sinn op dëse Projet an dass d'Zusammenarbecht tëscht der SNHBM an der Gemeng ëmmer exemplareshch war.

Et muss ee sech allerdéngs och bewosst sinn, wann op eemol a kuerzer Zäit 300, 400, 500 Leit bäikommen, dass dës natierlech alleguer gär déi Servicer hätten, déi eng Gemeng ze bidden huet. An deem Kontext spillt den Neibau vun der Schoul mat Maison relais eng extreem wichteg Roll. E Projet vu 45 Milliounen zulaaschte vun der Gemeng, wou d'Diere fir d'Entrée 2025 wäerten opgoen, a wou d'Leit elo schon ongedëllleg drop waarden. Déi genannt Maison pour tous mat Brasserie, dem Supermarché an esou weider, jo, do kënt eréicht richteg Liewen dran, wann d'Schoul och bis funktionéiert.

An der zweeter Phas, iwwert déi mer haut ofstëmmen, ass dann och eng Sportschal geplangt, fir dass d'Kanner net all mussen op Kiele bruecht ginn. An et gëtt och dru geduecht, eventuell eng Piscine ze bauen – eventuell eng regional mat enger anerer Gemeng zesummen. Och do leie mer herno iwwer 30 Milliounen Euro.

Déi finanziell Erausforderung op Gemengenniveau ass ganz einfach enorm. Ech verheemlechen net, dass mir als Verantwortlech méi wéi eemol gesot hunn: „Léiwé Staat, dat doten, dat ass e Projet d'envergure, mat deem sech wäit iwwert d'Gemengengrenzen eraus gäre gewise gëtt, och profiléiert gëtt, mat schonn engem liicht atypesche Wuesstum.“ Fir eis als Gemeng misst dann u sech och méi dra sinn, wéi wa se normal géif wuessen.

Dat waren Diskussiounen, déi waren heiansdo spannend, och mat Momenter ernüchterend. Mee schlussendlech konnte mer virun e puer Méint schonn en Accord fannen, och mam deemolege Minister Henri Kox, fir dass de Staat nach méi finanziell Verantwortung iwwerhëlt a Form vum Finanzement vun der sougenannter „Maison pour tous“, wat, wéi den Numm et jo seet, en Haus wäert gi fir jiddwereen.

Et geet hei ëmmerhin ëm 10 Milliounen, déi an dem Gesetz natierlech mat dra sinn.

Ganz frou si mir och an deem Kontext, dass d'Ligue HMC, wat eisen Noper zur Caper Säit hin ass, mat hirer Theaterekipp do Raimlechkeete wäert fannen.

Mee et ass net nëmme déi finanziell Fro respektiv de finanziellen Opwand fir d'Gemeng, deen hei spillt. Honnerte Leit, a kuerzer Zäit mateneen, hunn natierlech, ech géif bal soen, Honnerte Froen. An déi riichte se un d'Gemeng. Dat heescht, do mussen dann och Leit sëtzen, déi sech där Saach unhuelen, fir de Bierger zefriddenzestellen, esou wéi se dat dann och fir déi aner Awunner mécht. Ech erspueren Iech elo d'Rechnungen, déi mer gemaach hunn, wou zousätzlech Ressourcen erfuert sinn, fir Elmen richteg un d'Dréien ze kréien.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stinn zesumme mat dem staatleche Promoteur zu 100 % hannert dem Projet Elmen. Et ass eng Form fir ze liewen, déi zukunftsweisend ass, déi Modellcharakter huet a wou sécher och op anere Plazen hei am Land kann a soll an dës Richtung geduecht ginn.

Elmen an och eng Rëtsch aner Projeten – mir schwätzen haut nach vun engem – si méi wéi eng Drëps op de gliddege Stee vun der Wunnengsnout. Dofir géif ech meng Confrères am Grand-Duché soen: Wann Der d'Méiglechkeet hutt, an déi dote Richtung ze plangen, dann huet de Courage an de Grapp a macht et! Et muss jo net ëmmer esou grouss si wéi Elmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschten a ginn natierlech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Eischen. An elo huet déi nächst ageschriwwene Riednerin, d'Madamm Taina Bofferding, d'Wuert. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Här President, fir d'LSAP ass dat heiten e ganz wichtegen Dossier. A virun allem si mer frou, dass widerhin an esou Projeten investéiert gëtt, dat, well mer doduerch den Undeel u bezuelbarem Wunnraum vergréisseren.

Souwuel de Projet Elmen wéi och Izeger Knupp weisen, dass déi öffentlech Bauträger duerchaus an der Lag sinn, esou Projete mat ganz ville Wunnunitéite virunzebréngen. A grad och an dësen Zäiten, wou awer

déi privat Investisseuren éischter méi zréckhalend sinn, ass et wichteg, dass de Staat, an dat zesumme mat de Gemengen, all d'Efforte mécht, fir eeben nach zousätzlechen öffentleche Wunnraum ze schafen.

Mir begrüessen et och, dass bei der zweeter Phas vum Projet d'Zuel vun de Logementer duerch eng méi grouss Baudichte konnt erhéicht ginn. A mir hoffen, dass an Zukunft nach weider esou Projete kommen. Da wëll ech Iech och soen, dass mir als LSAP och d'Regierung op dësem Punkt hei wäerte weiderhin ënnerstëtzen. Wéi gesot: Et ass wichteg, dass hei d'öffentlech Bauträger nach méi bezuelbare Wunnraum schafen.

Ee Punkt, deen ech awer nach onbedéngt wëll uschwätzen, dat ass dee vum Präis vun dëse Wunnengen, wéi och d'Krittären, déi d'Leit mussen erfüllen, fir iwwerhaupt an de Genoss vun esou enger Wunneng ze kommen. Och wann de Präis vun esou enger Wunneng elo ënnert dem Marchépräis läit, sou bedeit dat awer net automatesch, dass alleguerten d'Leit sech dann och esou eng Wunneng da kënne leeschten, wa se zum Deel awer och d'Krittäre eeben erfüllen.

D'SNHBM mécht sécherlech hei hiert Besch, fir kënne méiglechst – wéi soll ech soen? – rational käschte-gëschtege ze bauen; dat mat och enger uerdentlecher Qualitéit, déi och muss da garantéiert ginn. Esou ka se awer net onbedéngt herno d'Wunnenge verkafe mat engem Verloscht. A soulaang d'Zënsen – an dat ass och de Punkt – héich bleiwen, wäerten et ëmmer méi Leit ginn, déi eeben déi Krittären och net kënne erfüllen, respektiv déi drop ugewise sinn, ëmmer méi mussen an d'Locatioun eriwuerzegoen.

A wéi gesot, dat ass de Punkt, op deen ech eraus sinn: Wann ëmmer méi öffentlech Bauträgere eebe wéi d'SNHBM, soe mer emol, Schwierigekeete kréien, fir déi Wunnengen ze verkafe, dann, mengen ech, sollt een driwwer nodenken, dass ee méi an déi Richtung geet: eeben och méi an d'Locatioun eranzegoen, fir dass nach méi Leit eeben esou eng Wunneng kënne kréien.

Mir wieren zum Beispill och averstane mat esou enger Aart vu Mietkauf, fir dass d'Leit, déi an der Lag sinn, soe mer emol, méi en héije Loyer ze bezuelen, awer kee Bankkredit kréien, kéinten eeben op dës Manéier eng Méiglechkeet kréien, fir, soe mer emol, iwwert d'Zäit zu enger Wunneng ze kommen. Dat, mengen ech, ass e Modell, deen ee weiderhi kéint ustriewen, fir eeben esou de Leit ze hëllefen, dass se eng bezuelbar Wunneng kréien.

Voilà, dëst gesot, wäert meng Fraktioun souwuel de Projet vun Elmen wéi natierlech och de Projet vun der Izeger Knupp matstëmmen. A wéi gesot, mir hoffen, dass weiderhin esou Projete wäerten an Zukunft realiséiert ginn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Lexy Schoos agedroen. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'ADR begrüsst och dee Projet natierlech fir den abordabele Wunnraum. Mir brauchen en. Mir wëllen awer op e puer Punkten opmierksam maachen, déi elo grad och scho vu mengen zwee Virriedner ugeschwat gi sinn.

Et dierf op kee Fall op Käschten an zu Laaschte vun de Gemenge sinn. Mir hunn et grad héieren: Do komme ganz vill Käschten op eng Gemeng zou, fir och d'Infrastruktur en place ze setzen, wéi zum Beispill Schoulen oder Sportshalen. Mir hunn héieren: D'Gemeng kritt en Terrain zur Verfügung gestallt, fir e Sportskomplex ze bauen, mee d'Gemeng muss en nach selwer bauen.

Ech hu mech also elo gefreet, ze héieren, dass awer d'Gemenge finanziell ënnerstëtzung kréien, fir déi gewëssen Infrastrukturen en place ze setzen. Well déi Leit, déi elo dohinner kommen, wéi den Här Eischen och richteg gesot huet, déi hätte gär eppes, déi mussen zerwéiert ginn.

Een anere Punkt ass am Moment och: Déi Leit, déi 381 – ech hat nach vun der Kommissioun 380 a mengen Notte stoen –, déi elo do wunnen, déi wunnen, soe mer, nach op engem Chantier. Dat heescht, et ass net wierklech déi beschte Liewensqualitéit. An déi jonk Familjen, déi do wunne mat hire Kanner, mussen hir Kanner am Moment an d'Schoul vun der Gemeng Kiele schécken. Dat heescht, do ass eng Iwwerlaaschtung och vun deene Schoulen. Dat ass nach net en place.

Dat heescht, fir d'Zukunft wier et wëschenswäert, wann ee géif probéieren, d'Infrastrukturen, wéi zum Beispill Schoulen haaptsächlech a Maison-relaisen, zäitgläich mat de Logementer op d'Been ze stellen, fir deem Problem e bëssen aus dem Wee ze goen; op jidde Fall net mat engem groussen zäitlechen Delai.

En anere Punkt och, dee grad och d'Madamm Bofferding ugeschwat huet, dass net méi jiddweree sech et hautzudaags ka leeschten, och den abordabele Wunnraum ze kafen – do wëllt d'ADR op en Neits hir Propositionen opgräifen, wat mer scho säit e puer Joer soen, ob mer net vun enger Staatsgarantie fir de Keefer solle schwätzen. Dann hätten d'Banken engersäits eng Garantie, an de Keefer géif eventuell méi liicht dann de Prêt kréien. Dat ass eppes, wat d'ADR scho laang fuerdert.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här François Bausch. Här Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Här President, ech hat am Fong wëlles, e bësse méi kuerz ze schwätzen, mee et si mer awer elo e puer Saachen hei opgefall an där Diskussioun, déi mech awer op de Plang geruff huet, fir awer e bësselche méi wäit zréckzegoen a fir den Historique ze maache vun dësem Projet.

Awer och wann dat dann elo esou gutt an esou schéi kléngt, wat hei alles gezielt gëtt a gemaach gëtt, wéi wann et fir jiddweree selbstverständlech gewiescht wär, datt esou e grouse Projet wéi deen heite géif gebaut ginn, da war dat an der Geschicht vun deem Projet nach laang net ëmmer de Fall. Well dee Projet hei, dee geet zréck ... En huet schonn, wéi den Här Eischen et gesot huet, e laange Baart. E geet op schonn eng ganz Rei Joren zréck.

An deemools, wéi d'Iddi komm ass a wéi de Staat déi Terraine kaaft huet, do wëll ech drop hiweisen, datt deemools de Landesplanungsministère komplett géint dee Projet war, an zwar, well gesot ginn ass, well argumentéiert ginn ass deemools vum Landesplanungsministère, datt dee Projet op enger Plaz géif gebaut ginn, wou am Fong d'Accessibilitéit vun de Leit, déi do wunnen, fir op hir Aarbechtsplazen ze kommen, net extreem gutt wier. Et wier schlecht ugebonnen un den öffentlechen Transport, fir net ze soe guer net. Et wier och esou, datt d'Belaaschtung fir d'Gemeng Kielen immens grouss géif ginn. Mee net nëmme fir d'Gemeng Kielen, well ech wollt och drun erënneren, datt et eng Biergerinitiativ ginn ass vun anere Gemenge ronderëm, déi deemools géint dee Projet war.

An et muss ee soen: All déi Argumenter, déi deemools virgedroe gi sinn, déi sinn alleguerten richteg. A firwat wëll ech déi hei widerhuelen? Mee well ech well drop hiweisen, datt dee Projet hei am Fong am Ufank

Widderstänn hat, déi louchen net bei der Natur a bei de Fliedermais, mee déi louche bei de Mënschen – nämlech bei all deene Leit, déi ronderëm gewunnt hunn an déi am Fong dee Projet aus verschiddene berechtigten, vläicht och nach manner berechtigte Grënn net onbedéngt esou wollten.

An duerfir wëll ech nach eng Kéier drop hiweisen, wa mer iwwert de Logement schwätzen, datt et eise grondsätzleche Problem ass hei zu Lëtzebuerg de Moment, datt Problemer sinn tëschent de Gemengen. Hei waren et zwou Gemengen oder souguer méi Gemengen eng Zäit, wou Problemer waren ënnereenen, well deen ee gefaart huet, e kréich Verkéier duerch deen aneren, déi hunn da provoziert, well verschidden anerer dat net wëilten, respektiv well och domadder alles ausgenutzt ginn ass vu prozedurale Méiglechkeeten, déi et gëtt, fir kënnen drop hinzwierken, datt dee Projet esou laang gedauert huet, wéi en nun emol gedauert huet!

An ech soen dat hei bewosst, well ech nach ëmmer erëm héieren, och elo rezent um Radio, vun engem eminenten Premierminister, datt anscheinend den Naturschutz un allem Schold wier, wann et drëms géif goen, wann ze lues gebaut gëtt respektiv verschidde Saachen net séier genuch géife goen.

Hei ass en typesche Projet an en typescht Beispill, datt beleet, datt et net wouer ass an datt just ganz aner Saachen hannendrustiechen oft, firwat datt esou grouss Projekte wéi déi heiten net realiséiert ginn.

Dat ännert awer näischt drun, datt ech frou sinn, datt mäi Kolleg Henri Kox sech vill engagéiert huet, fir dee Projet an deene leschte Joer weiderzibréngen. Ech sinn och frou, datt deen neie Minister e relativ séier an d'Chamber bruecht huet, fir datt mer deen erschwéngleche Wunnraum kréien, dee mer brauchen, datt mer dee Projet hei kënnen séier realiséieren.

An dofir ginn ech och den Accord vu menger Fraktion dozou. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Och mir Piraten wäerten hei eisen Accord ginn. All bezuelbare Wunnraum, dee geschafft gëtt ..., a jo, dat ass e groussen, mee den Drock um Marché ass och grouss. Et sinn immens vill Leit, déi hir Wunneng sichen an ech sinn immens frou, dass hei och un d'Locatioun geduecht gëtt. An der leschter Logementskommissioun hat ech do mam Minister nach eng Diskussioun driwwer, dass eeben d'Locatioun am Moment um Marché explodéiert, wann een d'Präisser kuckt, an dass do am Moment net vill gemaach gëtt, fir dass d'Leit hir Wunneng fannen.

Et ass virduro schonn ugeklungen: Ech si frou, dass de Mietkauf bei ëmmer méi Parteien Uklang kritt. Ech mengen, ech hu mech hei wondgeschwat fënnef Joer laang, mat 10 Euro de Meeterkaree a mam Mietkauf. An ...

Une voix | Mir hunn dat nei entdeckt hei.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech weess net, ob Der et nei entdeckt hutt bei der LSAP, mee zumindest ...

(Hilarité)

Ech mengen, et war den Här Lies, deen et och schonn e puermol hei ugedeit huet ...

(Interruptions)

... während deene fënnef Joer. An du war fir d'LSAP dee Mietkauf net sou wëllkomm, well soss hätte mer dee Mietkauf nämlech scho gehat. An dann hätten déi Leit, wéi Der et haut ugedeit hutt, haut schonn dese

Mietkauf kënnen an der Formule huelen. Ech wollt eigentlech just soen, dass de Mietkauf eng gutt Formule ass an ech och frou sinn, dass Dir dat och mat ënnerstëtzt.

Mir wäerten zu dësem Projet eisen Accord ginn. An, ech kann och scho virgräifen, och zum nächste Projet vun der Madamm Lydie Polfer, dee si wäert presentéieren, wäerte mer eisen Accord ginn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Goergen villmools Merci. An dee leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, mir wäerten dee Projet och mat ënnerstëtzen, genauou wéi mer och deen nächste Projet, d'Izeger Knupp, wäerte mat ënnerstëtzen. Allerdéngs hu mer awer och eng Partie Saachen ze soen, déi mer och hei repetéieren, ausserhalb vun der Logementskommissioun, well et ass jo och net esou, wéi wann alles total am Botter wier. An ech begréissen och déi Aussoe vum François Bausch virduro.

Mir hu permanent Schwierigkeeten, och wann et drëms geet, um Net-profitorientéierte-Marché ze bauen. Do gëtt et Resistenzen hei zu Lëtzebuerg. Et gëtt Resistenzen op verschiddenen Niveauen: an der Chamber. Et kënnen och Resistenze ginn um Niveau vun der Regierung. Et kënnen och Resistenze ginn an engem ongewielten Organ wéi dem Staatsrot zum Beispill, wou dann awer och d'Privatpropriétéit ëmmer u sech an éischer Linn steet. Dofir ënnerstëtze mer och deen heite Projet de loi, well et ëmmerhin an déi Richtung geet, fir op den Net-profitorientéierte-Marché ze goen.

Et wier och net schlecht gewiescht – dat adresséiert sech net onbedéngt un déi heite Regierung –, wann een och vun der Baukris profitéiert hätt, fir weiderhin och nach ëffentlech Bauprojeten an deene leschte Méint massiv ze ënnerstëtzen. Mir si souwiew der Meenung, datt Lëtzebuerg eng ëffentlech Wunnungsbaugesellschaft bräicht, fir och Projekte vill méi séier op d'Been ze bréngen, well mer net mengen, datt de private Marché dat eleng ka bewältegen.

An da si mer och der Meenung – an dat ass en Hauptproblem, mir hunn och driwwer diskutéiert an der Logementskommissioun –, datt weiderhin och déi ëffentlech Träger eendeiteg méi op d'Vente setzen, wéi op d'Locatioun setzen. An der aktueller Situatioun, déi mer hunn hei zu Lëtzebuerg, déi mer erliewen, si mer der Meenung, datt eendeiteg méi op d'Locatioun misst gesat ginn, fir datt iwwerhaupt d'Leit kënnen an de Genoss komme vun enger Wunneng.

Mir wëssen, wéi ugespaant de Marché ass. An och wann et heescht, et wier Vente abordable, hu mer et nach ëmmer weiderhin net fir modest Foyere mat Abordabilitéit ze dinn. Am leschte Projet de loi, an der éischer Phas vun 2020, deen do gestëmmt ginn ass, do goufen nach Präisser genannt: bei Haiser 700.000 Euro a bei Appartementer tëschent 400.000 a 500.000 Euro. Hei ass et net sou chiffréiert, mee et kann ee sech virstelle mat den héijen Zënstauxen, datt mer locker op d'Millioun ropkommen, wou Leit misste léine goen – an dobäi hu se natierlech net den Terrain.

Dat heescht, dat sinn awer nach ëmmer beträchtlech Zommen. A mir mussen weiderhin eendeiteg méi op de Locatiounsmarché goen. Dat huet den Här Meisch och ugedeit an der Kommissioun. A mir wäerten op jidde Fall weiderhin drop drängen, datt mer awer méi a Richtung gi vu Locatioun – zumools an der aktueller Situatioun.

Dann nach zum Schluss eng Saach: Mir erfreen eis awer och trotzdeem dorun, datt fir d'Infrastrukture gesuergt gëtt, notamting och datt eng Buslinn kënn. Et ass jo net onbedéngt eng Plaz, déi äusserst zentral ass. Et komme jo ganz vill Leit duer wunnen. Et ass e richtegen neie Quartier, deen do entsteet. An d'Leit wäerten net op der Plaz schaffen. Ech mengen awer och, datt déi ëffentlech Träger eng gutt Aarbecht maachen an do och op deem Niveau eng gutt Aarbecht geleescht hunn duerno, vun deenen anere Kriticken ofgesinn.

Wat d'Mobilitéit ugeet: Bei deem anere Projet wäert ech duerno ganz kuerz do nach dorobber zeréckkommen. Mee mir wäerten dat heiten natierlech mat ënnerstëtzen. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Da wär et elo un der Regierung. Här Logementsminister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci fir d'alleréischte fir déi breet Zoustëmmung. Merci a Felicitatiounen awer och un de Rapporteur, de Luc Emering. Ech denken, et ass säin éischte Rapport, deen en hei presentéiert huet a sécherlech net säi leschten.

Une voix | Très bien!

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Ok.

(Interruptions et hilarité)

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Och wa mer haut hei eng breet Zoustëmmung gesinn zu dësem wichtege Projet, d'Extensioun vun engem Projet, och wa mer haut hei den Historique gemaach kritt hunn, wësse mer, datt nach munches virun eis läit. Ech wëll drun erënneren, datt et bal bis an d'Méit vum nächste Joerzéngt wäert daueren, bis déi lescht Haiser respektiv Appartementer da fäerdeggestallt sinn an do dann déi Locataire oder Propriétaire de Schlüssel wäerte kënnen iwwerreicht kréien. Dat weist, datt vill Ustrengungen noutwendeg sinn, datt heiansdo e laangen Otem noutwendeg ass an datt een natierlech och, wann et ëm d'Bekämpfe vun der Wunnengsbaukris geet, net vun haut op muer ka reagéieren.

Mir hunn awer och haut hei an där kuerzer Debatt festgestallt, datt vill Acteuren noutwendeg sinn, fir datt Projekte wéi deen heite kënnen aboutéieren, an hei virun allem natierlech och d'Gemengen. D'Gemengen, déi decidéieren, wou a wéi an ob iwwerhaupt an hire Gemenge gebaut gëtt. D'Gemengen – an dat huet den Député-maire Félix Eischen, mengen ech, hei och nach eng Kéier flott dokumentéiert –, déi awer och mussen bereet sinn, déi Projeten do net nëmme mat ze begleeden, net nëmme ze autoriséieren, mee awer och duerno am Alldeeglechen dann och déi Leit ze acueillieren an ze kucken, datt hir Infrastrukture deem Plus u Populatioun dann awer och gewuess sinn.

An dat bedeit dann hei net nëmme e staatlechen Invest, dee mer haut hei decidéieren, mee dat bedeit dann awer och nach eng Kéier en Invest vun de Gemengenautoritéiten an d'Entwécklung vun deene Quartieren, an awer gläichzäiteg, denken ech, och domadder an hir eegen Zukunft. Wa mer insgesamt méi wëlle bauen, wa mer méi schnell och wëlle bauen, wa mer och méi abordable Wunnraum wëlle schafen hei zu Lëtzebuerg, da gëtt et ee Partner Nummer 1: Dat sinn d'Gemengen, déi mer dofir brauchen.

Et sinn eng ganz Rei vu berechtigte Remarken heizou nach gemaach ginn, trotz der absolutt breeder

Grondzoustëmmung zu sou engem Projet, wéi deem heiten. Mir wëssen, datt mer an enger Phas momentan sinn, wou d'Bauzënsen nach ganz héich sinn. An dat féiert dann och derzou – obschonn hei ee sech dach awer nach zu rasonabele Präisser kann en Appartement oder eng Wunneng kafen –, datt net alles fortgaangen ass bis elo, well déi Prëten net allegueren autoriséiert goufe vun de Banken. Dat soll eis ze denke ginn.

Jo, am Regierungsprogramm stinn och Iwwerleeunge wéi de Mietkauf. Ech denken, do sollt mer e Modell entwéckelen, deen d'Strooss hält. Ob dat d'Antwort ass fir dese Projet oder fir déi Haiser, déi elo am Bau sinn, gleewen ech awer kaum.

Ech wëll awer och der ADR soen: D'Staatsgarantie hu mer schon. Déi brauche mer net nei ze erfannen. Dat gëtt et schon, och zanter enger ganzer Rei vu Joren. Ech denken, datt een elo kuerzfristeg nach eng Käier iwwert d'Krittäre sollt nodenken, wie bei der SNHBM ka kafen, fir ze kucken, datt dat, wat do an der Produktioun ass, dann och wierklech awer duerno ka bewunnt ginn. Well mir hätten zesummen iergendanzwousch eppes falsch gemaach, wa mer Haiser do stoen hätten, Appartementer do stoen hätten, déi eis aus iergendengem Grond net herno géife bewunnt ginn.

Jo, ech denken, datt mer sensibel sollte si fir den Hiweis, deen hei gemaach ginn ass, och vun der Säit vun deene Lénken, datt mer och méi Mietwunnenge brauchen. Ech wëll awer drop hiweisen, datt mer de Fonds du logement hunn, deen e grouse Schwéierpunkt dorobber leet, fir Mietwunnengen ze schafen, datt mer eng SNHBM hunn, déi éischer traditionell ëmmer d'Wunnenge verkaaft huet, awer den Terrain zanter enger ganzer Rei vu Joere jo och gehalen huet, soudatt déi Wunnengen ëmmer nees deem selwechten Zweck kënnen zougefuert ginn. D'SNHBM ka se zeréckkafen a weiderverkafen. An ech wëll awer och drun erënneren, dass d'SNHBM déi lescht Joeren och en Deel vun hirem Park opgemaach huet an hirer Produktioun opgemaach huet fir d'Locatioun, an datt dat awer och schon an déi dote Richtung geet.

An insgesamt muss mer ënnert dem Stréch, denken ech, herno jo och méi bauen, virun allem och fir méi abordable Mietwunnengen op eisem Marché ze hunn, fir engem groussen Zil, bei deem mer eis allegueren eens sinn heibannen, kënnen méi nozkommen: nämlech datt jiddereen zu respektabele Konditiounen hei am Land ka wunnen.

Fir dësen éische Projet haut de Mëtte lo mol Är Zoustëmmung. An ech géif einfach soen: Bis gläich!

(Hilarité)

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Domat ass d'Diskussioun dann elo ofgeschloss an, wéi üblech, maachen ech Iech drop opmierksam, datt, éier mer lo zum Vott kommen, Der Iech wannechgelift sollt op Ärem Posten aloggen, fir datt Der kënt mat ofstëmmen. Soss gëtt dat näischt.

Mme Simone Beissel (DP) | Här President?

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Beissel.

Mme Simone Beissel (DP) | Här President, Kolleginnen a Kollegen, ech wëll Iech just informéieren, dass ech weeder de Projet Elmen nach de Projet Izeger Stee matstëmme wäert duerch mäi Mandat am Conseil d'administration vun der SNHBM. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Beissel villmools Merci fir déi Prezisioun.

Da kënnen mer zur Ofstëmmung vun dem Projet de loi 8327 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8327².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8327 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt elo un. De Vote par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat ass dat folgend: Jo-Stëmme: 59, keng Nee-Stëmm, keng Enthaltung. De Projet de loi ass also mat 59 Jo-Stëmme géint keng Nee-Stëmm a keng Enthaltung uegoholl ginn, dat heescht, eestëmmeg uegoholl ginn.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8327 est adopté par 59 voix pour et 1 abstention.

(Ndlr: Ce vote sera annulé et répété ultérieurement.)

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

7. 8328 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du projet de logements abordables dénommé « Itzigerknupp » à Bonnevoie, Ville de Luxembourg

Mir kommen elo zum Projet de loi 8328 iwwert d'Beedeleung vum Staat un der Finanzéierung vum Projet Izeger Knupp. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet 10 Minuten, jiddwer Fraktioun a jiddwer Sensibilitéit 5 Minuten an d'Regierung huet 10 Minuten. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Alex Donnersbach, d'Madamm Taina Bofferding, den Här Tom Weidig an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Lydie Polfer. Madamm Polfer.

Rapport de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire

Mme Lydie Polfer (DP), rapportrice | Merci, Här Président. Léif Kolleginnen a Kollegen, d'Finanzéierungsgesetz, iwwert dat mer also haut befannen, erlaabt dem Staat, mat 193 Milliounen um Finanzement vum Projet Izeger Knupp deelzehuelen. Hei sinn am Ganze 786 Logementer virgesinn, ongeféier also – wann ee mat eppes méi wéi zwee Leit rechent an engem Appartement – iwwer 2.000 Awunner, déi zu Bouneweg kënnen bäikommen.

An ech mengen, dat Gesetz hei, esou wéi dat virdrun, kënt zu engem Moment, wou mer et wierklech brauchen: duerch d'Kris am Wunnengsbau, awer virun allem och duerch d'Kris am Secteur vun der Konstruktioun.

D'Société nationale des habitations à bon marché ass de Bauhär fir en Deel vun dese Loten, an zwar ganz genau fir 558 Wunnengen. Während deen aneren Deel – 228 – vu privaten Acteure realiséiert gëtt. Déi éischt Aarbechten hunn d'ailleurs elo am Oktober uegfaangen, mee et ass virgesinn, datt déi ganz Aarbechten eng zéng Joer wäerten daueren, bis also 2034/2035.

Beim Projet Izeger Knupp gouf ganz grouse Wäert op nohalteg Entwécklung geluecht. Et läit, wéi Der wësst, am Süde vum Bouneweg Quartier, direkt op der Limitt mat der Gemeng Hesper, an ass mat verschiddeenen Arrëten un den öffentlechen Transport uegebonden. An nobäi sinn och déi Infrastrukturen, iwwert déi virdrun elo scho geschwat ginn ass, wéi

Schoul, wéi sportlech Infrastrukturen. An et si souguer nach zousätzlech sportlech Infrastrukturen niewendrun och geplangt.

Bei enger Wunddicht vu 60 Logementer pro Hektar sollen also 786 Logementer gebaut ginn, an zwar: 108 Eefamiljenhaiser an 32 Méifamiljenhaiser a Residenzen. An deene Méifamiljenhaiser wäerten am Ganze 678 Appartementer dra sinn. De Projet gesäit och eng Plaz vir, fir eng Schoul ze bauen. An deen Terrain kënt am Kader vun der Mise en oeuvre un d'Stad Lëtzebuerg.

D'SNHBM realiséiert am Ganze 74 Eefamiljenhaiser, déi fir de Verkaf zu erschwéngleche Präisser geduecht sinn. An zousätzlech realiséiert d'SNHBM 484 Wunnunitéiten an de Méifamiljenhaiser. Dovu sinn der 289 geduecht fir d'Locatioun zu erschwéngleche Präisser an 195 fir de Verkaf zu erschwéngleche Präisser. Déi verbleiwend 228, wéi scho gesot, Logementsunitéite gi vu privaten Acteure realiséiert.

D'urbanistescht Konzept vum Projet gesäit vir, dass d'Densitéit vun der Konstruktioun degressiv méi niddereg zu deenen net urbaniséierte Limitte vum Projet hiegt. Et gëtt vermeit, dass ze vill massiv Konstruktiounen gebaut ginn op der Limitt tëschent dem Quartier an der Zone verte, an et gi ganz vill Schneise virgesinn, déi garantéieren, dass een d'Silhouette vun der Stad an d'Gréngfläche weider ka gesinn.

E wichtegen Aspekt vum Projet ass och déi duuss an aktiv Mobilitéit an d'Vernetzung mat deenen natierleche Liewensräim an der Émgéigend. Et sinn also Foussgängerweeër a Velosweeër duerch d'Lotissementer geplangt.

Verschiede Strukturen vu Gréngflächen a Plantatiounen, ergänzt duerch e Reseau vu Foussgängerweeër, schafen eng Verbindung mat den existéierenden öffentleche Gréngflächen. Op des Manéier gëtt derfir gesuert, datt eng harmonesch Transitioun zwëschen deem besteende an deem neie Quartier soll geschéien.

Wat elo d'ekologesch Konzeptioun ubelaangt, ginn all d'Gebaier am Respekt vum Regelement vum 9. Juni 2021 iwwert d'energetesch Performance vun de Gebaier gebaut. Et ginn Net-Zero-Energy-Gebaier gebaut, souwuel fir de funktionellen Deel wéi fir den Deel, wou d'Leit dra wunne wäerten. D'Installatioun vu Fotovoltaikpannoen ass och virgesinn.

Wat d'Gestioun vum Reewaasser ubelaangt, ass eng Trennung vun Ofwaasser an dem Reewaasser virgesinn. E Reenréckhaltebecken ass och am nördlechen Deel vum Site virgesinn.

Wat elo den Zäitplang vum Projet ubelaangt, soll, wéi scho gesot, d'Konstruktioun sech iwwer zéng Joer zéien. An dat wäert an dräi Phasen oflafen.

An där éischer Phas gëtt den nördlechen Deel, deen, deen un d'Rue Anatole France – fir déi, déi zu Bouneweg e bësse méi doheim sinn – ustéisst, gebaut. Dat ass d'Rue Lily Uden. D'Verbinding gëtt och nach zur Anatole France virgestallt duerch eng aner Strooss, an dat ass d'Rue Simone Veil.

Ech wëll also dorop hiweisen – an dat mécht hoffentlech Verschiddeenen heibanne Freed –, datt mer fir dese ganze Quartier, fir déi sechs Stroossen, déi et gëtt, sechs Nimm vu Fraen erausgesicht hunn, déi fir Lëtzebuerg eng Bedeitung hunn; Lëtzebuerg an awer och international. Wéi gesot: Lily Uden, Simone Veil, Lise Rischard-Meyer, Helen Buchholtz, Marie-Paule Molitor-Peffer a Pearl Mesta.

Une voix | Très bien!

Mme Lydie Polfer (DP), rapportrice | Voilà! Erlaabt mer, dat mat menger Kap als Buergermeeschter ze soen.

Wéi gesot, déi zweet Phas, dat ass dann den ëstlechen Deel, deen ass zwëschent 2025 a 2026 virgesinn.

An déi drëtt Phas ass déi, déi am méi südlechen Deel ass.

Ee Wuert nach zu dem Käschtepunkt. Et sinn also 193 Milliounen virgesinn, an dat zum Indice semestriel des prix de la construction vum Mount Abrëll 2023. Dëse Montant wäert aus dem Fonds spécial de soutien au développement du logement kommen.

De Staatsrot hat a sengem Avis keng Opposition formelle virgeluecht an huet säin Accord zum Gesetz ginn. Weider Explikatiounen sinn och nach am schrëftleche Rapport.

Erlaabt mer awer vläicht hei, e puer Wieder ze soen, well ech sinn dat e puermol gefrot ginn, firwat datt dat zéng Joer dauert, vun deem Moment un, wou mer de PAP am Gemengerot ugeholl hunn, iert d'Aarbechte konnten ugoen. Et gëtt der eng Rei. Mir hunn dee PAP ugeholl – also d'Stad Lëtzebuerg huet en ugeholl – den 28. Januar 2013 an engem Moment, wou den Här Bausch nach am Schännerot war. E gudde Projet also.

M. François Bausch (déi gréng) | 2013 war ech awer net méi am Schännerot.

(Hilarité)

Ausser et war Ufank Februar.

Mme Lydie Polfer (DP), rapportrice | Et war den 28. Januar.

M. François Bausch (déi gréng) | Du war ech nach do.

Mme Lydie Polfer (DP), rapportrice | Ech hat gutt gekuckt.

(Hilarité)

Mir kruten do och ...

Nee, ech wollt Iech berouegen, datt et e gudden urbanistesche Projet ass.

M. François Bausch (déi gréng) | Ech hunn net gesot, et wär keen.

(Hilarité)

Mme Lydie Polfer (DP), rapportrice | Mir kruten dunn och d'Autorisatioun am Abrëll 2013. Dann ass och den Accord vun der Administration de la gestion de l'eau gefrot ginn. Deen ass den 8. Dezember 2015 gefrot ginn. Dee krute mer och dat Joer drop. Mir schreiwen also elo schon 2016. Dunn 2020 vun der ANF, do ass dann eng MOPO (ndlr: modification ponctuelle) gemaach ginn. An dunn hu mer festgestallt, datt eng Haselmaus do ass. Do hu mer fir déi missen en neit Heem sichen. Dat hu mer och gemaach. Dat ass och 2021 geschitt.

D'Ponts et chaussées hunn hir Autorisatioun de 16. August 2022 ginn.

An dunn ufangs vun dësem Joer waren awer och nach Sondagë vun eisem Service archéologique. Déi waren awer relativ schnell gemaach.

(Interruption)

Dee gréisste Problem awer bei deem Ganzen – dat muss ech awer soen –, dat war de Remembrement.

(Interruption)

Jo, majo, ech kommen dozou. Dofir halen ech mer dat Beschit zum Schluss.

(Hilarité)

Dee gréisste Problem war de Remembrement, well eeben hei ganz vill eenzel Propriétaire waren. An ech ka mech dofir nëmme freeën an dem Här Minister et

mat op de Wee ginn, well ... Ech mengen, hei huet dee viregte Logementsminister scho gutt Preparative gemaach, fir de Remembrement ministériel kënnen ze maachen. Dat hätt ons an dësem Fall d'Saach wierklech vereinfacht, mee méi schnell gemaach. An dat hu mer eis jo virgeholl, fir dat och nach op anere Plazen ze maachen.

Dat alles gesot, kann ech Iech nëmme recommandéieren, dee Projet – wat e gudden a flotte Projet ass, een, dee mer brauchen – ze stëmmen. Ech ginn heimat och den Accord vun der Demokratescher Partei. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Rapportrice villmools Merci fir hire schrëftlechen a fir hire mëndleche Rapport.

Als éischte Riedner ass elo den honorabelen Här Alex Donnersbach agedroen. Här Donnersbach.

Discussion générale

M. Alex Donnersbach (CSV) | Här President, am Numm vun der CSV wëll ech och ganz gär den Accord fir dëse groussen a wichtege Logementsprojet ginn op der Izeger Knupp, wou, wéi elo grad gesot ginn ass, 786 Wunnenge fir 2.000 Leit iwwert déi nächst zéng Joer wäerten entsto.

Dat si Wunnengen, déi dréngend gebraucht ginn, souwuel fir de Bausecteur wéi och fir d'Leit dobaussen. Laut Eurobarometer, deen d'EU-Kommissioun elo viru Kuerzem virgestallt huet, ass fir 53 % vun de Leit hei zu Lëtzebuerg de Logement nach ëmmer dee gréisste Problem. Et kann also och net bei deenen zwee Projeten hei bleiwen, mee wa mer wëllen, datt d'Offer hei zu Lëtzebuerg substanzuell an d'Luucht geet, da mussen nach weider Projete kommen.

D'Madamm Polfer als Reporterin huet Iech all d'Detailer ginn an ass och bëssen op dee Punkt agaangen, op deen ech elo wollt agoen. Et ass e bëssen den Historique vun deem Projet. Den Historique ass interessant, well en eng Rei Problemer weist, déi net nëmmen eis ëffentlech Promoteuren, mee och privat Promoteure reegelméisseg begéinen an un deenen et gëllt ze schaffen.

Et ass e Projet, deen, wann ee mat den Acteurs schwätzt, schon an den 80er, 90er diskutéiert ginn ass. An de groussen Problem war de Problem mat den Terrainen. Den Direkter vun der SNHBM ... Wéi de Projet 2006 erakomm ass, dunn huet et geheescht: „Dat ass e Projet, do geet et elo gläich lass.“

Bon, et ass net direkt lassgaangen. 2013 ass jo emol de PAP gestëmmt ginn, wéi elo och gesot gouf. Mee de Problem vun de Verhältnissen vun der Propriétéit war nach ëmmer net geléist. De Remembrement huet sech higezunn an et huet Jore gedauert, bis dat endlech komm ass. Dowéinst och d'Wichtigkeet vum Remembrement ministériel, datt deen endlech kënn. Ech mengen, dat ass eppes, wat villen hei bewusst ass. An dee muss och elo absolutt kommen, fir datt all déi Projete kënnen méi séier weidergoen!

Da gëtt et natierlech och prozedural Problemer. Et si wuelverstan mënschlech Problemer bei all Logementsproblem, mee et gëtt och Prozedurproblemer – an och am Naturschutz. An hei ass e gutt Beispill, wéi eng kleng Haselmaus, déi entdeckt ginn ass, e Projet e puer Joer no hanne geschloen huet, bis dann endlech d'Stad Lëtzebuerg, wéi mer an der Kommissioun erkläert kruten, en Terrain fonnt huet, deen a Proximitéit war. Well déi konnt net iergendwou ëmgeplanzt ginn, mee déi huet missen innerhalb vun engem ganz klengen Ëmkrees ronderëm deen hei Projet ëmgeplanzt ginn.

(Interruption)

Grad bei esou Reegelunge muss mer an Zukunft anescht denken.

Une voix | Très bien!

M. Alex Donnersbach (CSV) | D'SNHBM hat d'Gefill, wann eng Hürd ëmgeluecht gouf, ass déi nächst erausgesprongen. Als Anekdot: De Geomeeter, deen an dësem Projet ugefaangen huet, hat 30 Joer, wéi en ugefaangen huet, déi éischt Moossungen ze maachen. Hien ass elo an d'Pensioun. De Projet ass nach net gebaut.

Et ass dowéinst gutt, datt dës Regierung ugekënnegt huet, all déi Saachen do eng Grëtz ze acceleréieren an ze kucken, datt mer do méi séier weiderkommen. Well nëmmen esou komme mer och eisem Zil méi no, méi Wunnengen hei zu Lëtzebuerg ze bauen, wa mer wëllen, datt mer der Demande gerecht ginn.

Nëmme mat méi Projeten, déi méi séier ginn, kënnen mer also de Logementsprojet ugoen. An dowéinst hoffen ech, datt mer dat an der Zukunft och wäerte maachen. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Donnersbach Merci. An déi nächst ageschriwwene Riednerin ass d'Madamm Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Ech ginn heimat dann den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

Meng zwee Virriedner hu grad vum Remembrement ministériel geschwat. Ech gesinn dat genaousou. Et ass ganz wichteg. A genau aus dësem Grond hunn ech dat jo och selwer an de Projet de loi erabruucht.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Tom Weidig. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleegen Deputéiert, als Stater Gemengerot begrëssen ech och dëse Logementsprojet op der Izeger Knupp, fir datt méi Leit et sech leeschte kënnen, an der Stad, an hirer Stad, wunnen ze bleiwen.

Mee datt mir iwwerhaupt esou e Projet brauchen, ass ee vun den negative Symptomen vum onkontrolléierte Wuesstum an enger Laisser-faire-Politik iwwert déi lescht 20 Joer vun de Gambia-Parteien DP, déi gréng, LSAP, an elo och nees vun der CSV.

Une voix | Très bien!

M. Tom Weidig (ADR) | Dësen Turbowuesstum huet Wuelstand bruecht, mee elo fänke mir un, fir de Wuesstum deier ze bezuelen. Oder op d'mannst déi, déi net esou vill Suen hunn, mussen deier defir bezuelen. Dat si virun allem Leit, déi all Dag schaffe ginn a produktiv un eiser Economie deelhueelen, mee eeben net eng esou gutt Pai hunn – de Mindestloun oder e bësse méi –, mee awer och keng Sozialwunnengen kréien.

Während dem Gemengewalkamp sinn ëmmer nees Bierger bei eis komm, Stater, déi hei gebuer sinn, hei an d'Schoul gaange sinn an hei gelieft hunn, mee elo net méi an hirer Stad wunne kënnen.

80 % vun de Salariéer vun der Gemeng wunnen och net méi an hirer Gemeng. Si gi vun den héije Wunnengspräisser ekonomesch verdrängt. Dat ass net nëmme perséinlech, mee och kulturell eng Katastroph, well doduerch vill vun Stater aktive Clublieden an der Identitéit verschwonne ass a fir ëmmer verschwanne wäert. D'Stad huet e schéine Patrimoine, mee ouni

d'Awunner mat hirer Sprooch an Traditioun gi mir eng Aart Disneyland oder griicheschen Tempel ouni Griichen.

Dofir begrësse mir dës Initiativ.

(Interruptions)

Si ass zéng Joer ze spéit. Mee besser elo wéi ni. Mir brauchen nees eng Stad, mee och e Land, wou déi Lëtzebuurger schaffend Mëttelschicht lieve kann oder nees zréck am Land wunne kann.

An nach e wichtege Punkt: All dës gutt Moosname fir méi bezuelbare Wunnraum bréngen näischt, wann déi Massenimmigratioun iwwert déi lescht 20 Joer weidergeet. Mir als ADR si fir qualitative Wuesstum.

Firwat wëllt Der nach méi Awunner an domat nach méi héich Wunnungspräisser? Dir kënt net de Problem vum Wuesstum mat nach méi Wuesstum léisen. Dobäi ass awer grad de Wuesstum de Problem. Et kann een net de Problem mam Problem léisen, wat d'Regierungen an d'Gemengen déi lescht 30 Joer probéiert hunn – mam Resultat, datt de Problem net méi kleng ginn ass, mee en nach ëmmer méi grouss gëtt.

Mir verstinn net, firwat datt dës Schinn weider gefuer soll ginn an net gesot gëtt: „De Buttek ass zou, a mir mussen elo mol déi nei Awunner integréieren a méi bezuelbare Wunnraum schafen!“

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Weidig Merci. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här François Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President. Ech wëll weeder op eng Wuesstumsdebat agoen nach op d'Logementsdebat. Do kréie mer nach genuch Geleeënheet, mam zoustännegen Minister, mat der Regierung driwwer ze diskutéieren an ze streiden. An ech wëll mech duerfir reduzéieren op deen ee Projet hei. Ech mengen, et ass alles gesot ginn.

Ech wëll dem Rapportier Merci soe fir de Rapport. An ech wëll och soen: Ech si frou, datt ... Virdrun hat ech méi den Accent geluecht op dat, wou ech mengen, dass ëmmer de Gros vun de Problemer sinn, wann et ëm Logementsprojete geet. Datt ass d'Angscht virun der Mobilitéit a virun de Verkéiersbeweegungen. D'Madamm Polfer huet et hei richtig ënnerstrach: Hei ass et de Remembrement, also den Accès zum Terrain, deen de Probleem ass. An dat sinn och zwee vun den, menger Meenung no, Grondproblemer zu Lëtzebuerg, wann et dréms geet, de Logementsproblem ze léisen, wou mer och ëmmer erëm Diskussiounen kréien.

Fir de Rescht soen ech hei och mengem Kollege Henri Kox Merci fir säin Engagement an dem Claude Meisch, well en de Projet esou séier an d'Chamber bruecht huet.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Bausch villmoos Merci. Vu datt den Här Goergen schon den Accord ginn hat, ass elo deen nächsten ageschriwwene Riedner den honorablen Här David Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir ginn dësem Projet de loi och eisen Accord. Et ass och gutt, datt dee Projet och endlech an der Hauptstadt weiderhin nach realiséiert gëtt. Bis repetita: Et wier natierlech besser gewiescht, wann ee méi Locatioun hätt wéi Vente – well do hu mer erëm eng Kéier dee selwechte Problem wéi beim viregte Projet, mee trotzdem ass e begrëssenswäert.

Mir bräichte méi Locatioun, well mir brauchen och a grad an der Hauptstadt ... Grad an der Stad, déi am deiersten ass am Land musse mer och kënnen deene Leit, déi manner Revenuen hunn, d'Méiglechkeet ginn ze wunnen, wéi dat och iwwer Joerzénge de Fall war a wéi meng Elteren a meng Grousselteren haaptsächlech sech dat konnte leeschten an dëser Stad. Datt war guer kee Probleem. Och wann een en Aarbechter war an net vill Revenuen hat.

Hautzudaags ass dat e bësse méi schwéier. Datt huet näischt mam Wuesstum ze dinn, an anere Wieder mat den Auslänner, well ... Ech iwwersetzen d'ADR-Sprooch e bëssen.

(Hilarité)

Et huet näischt domadder ze dinn.

Et huet domadder ze dinn, datt d'Promoteuren an deene leschte Joerzénge konnte maachen, wat se wollten – eng Saach, déi d'ADR och ëmmer weiderhin ënnerstëtzt –, an datt d'Propriétéit sech konzentriert an e puer Hänn. An dat ass de Problem, dee mer hei hunn.

Dofir brauche mer méi ëffentlech Wunnengen. Mir brauchen och méi strikt Reegelen, wat d'Loyeren ugeet an esou weider. An da wäerte mer dat scho packen an der Stad. An der Stad si mer gewinnt, relativ kosmopolit ze liewen. Datt mécht eis e bëssen aus. Datt soen ech als Stackstater. Mir si relativ stolz drop.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Dann ass et elo un der Regierung. Den Här Logementsminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, hei och merci der Rapportrice, der Députée-maire, fir déi interessant Explikatiounen an den Historique vun deem ganzen Dossier. Den Historique, nach eng Kéier, deen hei och erëm gewissen huet, wéi vill Etappen noutwendeg waren, an och heiansdo wéi vill Kollege vun eis heibannen op ënnerschiddleche Plazen dann derzou bäigedroen hunn, datt déi doten Dossiere weidergaange sinn. An och hei ass et d'Remark, datt et natierlech nach eng Zäitchen dauert, bis gebaut ass. Awer merci fir déi breet Zoustëmmung.

Ech stellen och fest de Mëtteg an där kuerzer Debat, déi mer hei iwwert de Logement haten – mir wäerte sécherlech d'Geleeëngeet kréien, eis nach méi ausgiebig mat deem Sujet ze befaassen –, datt et awer eng Rei vu Mesüer gëtt, déi méi e breede Konsens och maachen: hei de Remembrement ministériel. Also alles dat, wat mer zesumme kënnen maachen, fir datt Projete wéi deen dote méi schnell zum Zil kommen, datt se gutt ginn, mee datt mer se awer och an d'Realisierung erakréien, datt mer d'Rechter vu jidderengem hei – och vun ënnerschiddleche Proprietären – kënnen garantéieren. Datt ass jo och d'Idi vum Remembrement ministériel. Mee awer och vun deenen, déi eppes wëlle maachen, déi eppes wëlle weiderdreien, déi hir Terraine wëllen enger Bebauung zouféieren, datt och déi hir Rechter kënnen exekutéieren.

An da gläichzäitig och nach d'Recht vun där ëmmer méi prominenter Hieselmaus, ...

(Hilarité)

... déi de Mëtteg och nach eng Kéier zitëiert ginn ass. Datt dat natierlech och en Aspekt ass vun deene dote Prozesser a Prozeduren, dat ass eis alleguerter bezwost.

Dofir merci fir déi schnell Zoustëmmung, och déi schnell Aarbecht hei an der Chamber. Soudatt dat heiten ee vun deene leschte Projete war, deen duerch de Regierungsrot vun der leschter Regierung gaangen ass, an ee vun deenen éischte Projeten ass, dee vun där neier Chamber kann ugeholl ginn. Datt weist nach eng Kéier de gemeinsamen Interêt um Sujet Logement.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Regierung Merci. Domat ass d'Diskussioun iwwert dëse Projet elo ofgeschloss.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8328. Den Text steet am Document parlementaire 8328².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8328 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. Mir kommen elo zum Vote par procuration. Domat ass de Vott ofgeschloss.

D'Resultat ass dat folgend: Jo-Stëmme: 59, Nee-Stëmme: keng, an Abstentioen: keng. Domat ass de Projet de loi eestëmmege ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Max Hengel), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

8. 8327 – Projet de loi modifiant la loi du 25 novembre 2020 autorisant l'État à participer au financement du projet de logements subventionnés dénommé Elmen (suite)

Ech kommen zréck op dee Projet de loi vu virdrun, den 8327. Deen hu mer esou schnell ofgestëmmt, ...

(Interruption)

... datt d'Madamm Beissel, nodeem datt se hire Conflit d'intérêts hei en bonne et due forme a korrekt ugemellt hat, keng Zäit hat fir auszegoen, wat awer no eisem Reglement misst als Abstentioen agedroen ginn. Dofir géif ech einfach proposéieren, datt mer dee Vott hei widderhuelen. Da si mer korrekt an der ganzer Prozedur.

(Interruption par Mme Lydie Polfer)

Madamm Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP), rapportrice | Jo, Här President, ech hätt gären hei en Avis juridique, well ech mengen net, datt dat do richteg ass. Ech soen Iech och firwat.

M. Claude Wiseler, Président | Ok.

Mme Lydie Polfer (DP), rapportrice | Well hei ass jo kee Conflict personnel. Hei ass jo kee perséinleche Konflikt. Soss ka keen heibannen, dee Staatsbeamten ass, nach eng Kéier matstëmme, wann de Punkt wäert gehéicht gëtt!

(Brouhaha)

Da ka keen, deen am Conseil d'administration ...

(Interruptions)

Nee. Ech ginn Iech e puer Beispiller.

Luxtram ass eng SA, déi zu zwee Drëttel Staat, een Drëttel d' Stad Lëtzebuerg ass, wou e puer eminent Membere vun dëser Chamber drasetzen, wou keen e perséinlechen Interêt drun huet. An am Conflict d'intérêts gëtt jo – an deene Jurisprudenzen, déi ech kennen an un déi ech mech erënneren – ganz kloer den Ennerscheid gemaach, wann een e Conflict d'intérêts personnel hätt.

Ech huelen elo dat heite Beispill: Wann d'Madamm Beissel géif à titre personnel an dem Conseil d'administration vun der SNHBM sëtzen, da wier dat natierlech wouer. Mee si sëtzt net do an hirem perséinlechen Numm! Et ass net d'Madamm Simone Beissel, déi do sëtzt. Et ass de Verrieder vun der Stad Lëtzebuerg, deen do sëtzt! Sou wéi a villen anere Gremien!

Dofir – mäi Gott! –, maacht et elo sou! Mee ech fannen dat do ..., well dat do geet vill, vill, vill méi wäit! Dat sinn der immens vill: Syvicol, CGEDIS ... Dat si lo mol déi éischt, déi mer an de Kapp kommen – awer nach vill anerer.

Also, wann een den éffentlechen Interêt vertritt an net e perséinlechen, da kann dat do net stëmme! Mee kommt, mir ginn eis en Avis juridique! Kommt, mir ginn eis en Avis juridique, an aller Rou!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Polfer villmools Merci. Dat ass effektiv fir eise gudder Funktionement heibannen eng wichteg Fro. A mir wäerte fir déi nächst Sëtzung vum Bureau en Avis juridique ufroen, datt mer sécher sinn, wat mer alles maachen en matière de conflit d'intérêts, well domat spille mer net!

Par contre proposéieren ech awer elo hei, datt mer dee Vott widderhuelen, schonn eleng fir kloer an daitlech op dësem Projet ze sinn, an datt mer keng Schwierigkeet maachen, weeder eis nach der Madamm Beissel.

Da géif ech proposéieren, datt mer déi Ofstëmmung elo widderhuelen. Da si mer op jidde Fall korrekt. Den Avis juridique, dee kritt Dir dann, an da wësse mer sécher Bescheid fir déi nächst Sëtzung. Ech maachen domat de Vott op.

(Interruptions)

Mir klären dat, datt mer sécher sinn. Dofir brauche mer lo net hei driwwer ze diskutéieren.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8327 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen de Vott nach eng Kéier op.

(Interruption)

Dir hutt keen Accès? Ok.

Dann ass d'Resultat: 58 Jo-Stëmme, mat engem Apparat, deen do net funktionéiert. Dat heescht, 59 Jo-Stëmme, keng Nee-Stëmm a keng Enthaltung. Domat ass de Projet eestëmmeg uegoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Max Hengel), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An ech ginn dovunner aus, dass d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel gëtt.

(Assentiment)

Dann ass dat decidéiert.

Ech soen Iech Merci, datt mer dat elo en bonne et due forme konnte maachen. An, wéi gesot, mir kommen op déi juristesche Fro nach eng Kéier zesummen zréck.

9. 8276 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Da komme mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten. Dat ass de Projet de loi 8276, eng Ofännerung vun der Steierbonifikatioun am Kader vun der digitaler, ekologescher an energieescher Transition vum de Betriber. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht, an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet 15 Minutten, d'CSV huet 31 Minutten, d'DP 24, d'LSAP 21, d'ADR 15, déi gréng 10, d'Piraten 10, déi Lénk 10 an d'Regierung huet 15 Minutten. Et hu sech elo schonn ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm, den Här Patrick Goldschmidt, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup an den Här David Wagner. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, et ass un Iech.

Rapport de la Commission des Finances

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut ofstëmme, geet zeréck op de Solidaritéitspak 2.0 aus der Tripartitt vum September 2022. Et geet drëm, fir Betriber ze ënnerstëtzen an der ekologescher an energieescher Transition an an der digitaler Transformatioun. Fir dëst Zil ze erreechen, gëtt d'Bonification d'impôt pour investissement reforméiert.

Dëse Gesetzesprojet huet net nëmme e groussen Impakt op PMEen a grouss Betriber, en ass och

wichtig fir d'Erreeche vun eisen nationale Klimaziler, sou wéi se am PNEC arrétiert sinn. Am Koalitionsaccord fir d'Joren 2023 bis 2028 ass virgesinn, d'Betriber ze ënnerstëtzen, wa se an d'nahalteg an digital Transition investéieren. An dofir soll de Regimm vun de Steierbonifikatiounen iwwerschaaft ginn.

Den aktuelle System vun der Bonification d'impôt gesäit Follgendes vir:

Et gëtt engersäits eng Steierbonifikatioun pour investissement complémentaire. Hei gëtt gekuckt, wat e Betrib am Duerchschnitt an de leschte fënnf Joer investéiert huet. Op dësem Betrag kritt dee Betrib, dee méi investéiert huet wéi dësen Duerchschnitt, eng Steierbonifikatioun vun 13 %.

Dës Bonification pour investissement complémentaire gëtt awer mat dësem Gesetzesprojet ofgeschafft.

An da gëtt et andersäits eng Steierbonifikatioun fir Investissement global. An dës Bonifikatioun gëtt reforméiert.

Aktuell kritt e Betrib 8 % Steierbonifikatioun op engem Betrag bis 150.000 Euro, wann en a Biens amortissables corporels investéiert. Fir e Betrag iwwer 150.000 Euro gëtt et just nach 2 %. Alles, wat Betribskäschte sinn, also Dépenses d'exploitation, sinn ausgeschloss vun der Steierbonifikatioun.

An dës Bonification pour investissement global gëtt, wéi gesot, reforméiert.

Beim neie System falen Tranchen ënner an iwwer 150.000 Euro ewech an et gëtt nach just de ganze Betrag gekuckt.

D'Steierbonifikatioun geet och vun 8 % op 12 % erop. Am Fall vun Investissementer an Immobilisations, déi ënnert den Amortissement spécial vum Artikel 32bis vum Steiergesetz falen, geet d'Steierbonifikatioun op 14 % erop. A wann a Logicieller investéiert gëtt, gëtt et an Zukunft och 12 % Steierbonifikatioun.

Déi grouss Neierung mat dësem Gesetzesprojet ass, wann e Betrib an d'digital Transformatioun oder d'ekologesche an energieesche Transition investéiert, a sougenannt Biens amortissables corporels, da kënnst zu den 12 % de base nach eng Kéier zousätzlech eng Steierbonifikatioun vu 6 % derbäi. Deemno kann e Betrib duerch dat neit Gesetz eng Steierbonifikatioun vu bis zu 18 % kréien.

Zousätzlech kann e Betrib an Zukunft och d'Dépenses d'exploitation, also d'Betribskäschten, geltend maachen. Dëst ass awer nëmme de Fall, wann dës Dépenses d'exploitation a Relatioun sti mat den Investissementer an d'digital Transformatioun oder d'ekologesche an energieesche Transition.

Am Gesetzesprojet ass och definéiert, wat genee ënnert dës digital Transformatioun oder ënnert d'ekologesche an energieesche Transition fällt.

Fir et just ganz kuerz ze soen: Digital Transformatioun bedeit, dass e Betrib muss entweder eng nei oder weesentlech verbessert Produktiouns- an Distributionsmethod a Plaz setzen oder d'Organisatioun vum Betrib muss ëmgeännert ginn. Dat Ganzt soll natierlech duerch d'Implementatioun an d'Benotze vun numereschen Technologie stattfannen.

Fir dës Steierbonifikatioun eeben an der digitaler Transformatioun oder an der ekologescher an energieescher Transition ze begleeden, gëtt e System vun enger Certificatioun en place gesat; an dat ënnert dem Lead vum Wirtschaftsminister. Am Virfeld mussen d'Betriber beim Wirtschaftsminister eng Attestation d'élégibilité vun den Investissementer an den Dépenses d'exploitation ufroen, déi si wëllen an

dësem Kader maachen. De Wirtschaftsminister stellt da pro Exercice d'exploitation e Certificat aus, deem dem Betrieb Urecht gëtt op d'Steierbonifikatioun fir d'digital Transformatioun oder d'ekologesch an energieetesche Transitioun.

Här President, den Detail vun de Konditiounen, fir d'Steierbonifikatioun ze kréien, a wat eligibel ass respektiv wéi een d'Steierbonifikatioun ka geltend maachen, dat kann een a mengem schrëftleche Rapport noliessen. Et ass mir awer wichteg, drop hinzewisen, dass dës Steierbonifikatioun keen Abatement ass, mee datt se vun de Steieren, déi ufalen, ofgezu gëtt. Falls an engem Steuerjoer méi Steierbonifikatioun ufällt, wéi Steieren ze bezuele sinn, da kann d'Steierbonifikatioun iwwert déi follgend zéng Steuerjore vun de Steieren ofgezu ginn.

Ech wëllt dann och zu den Avise vun de Berufskummere kommen.

D'Chambre de Commerce steet dësem Gesetzesprojekt positiv géintwärtig a betount, dass en ënner anerem noutwenneg ass, fir d'Klimaneutralitéit am Joer 2050 ze erreechen. Si freet awer och, dass solle verschidde Präzisiounen a Klarifikatiounen a Circulären oder groussherzogleche Reglementer ageschriwwen ginn. Zousätzlech weist si drop hin, datt am Kader vum Gesetzesprojekt 8292 iwwert d'Minimalbesteuerung vun de Betriber, iwwert déi mir muer ofstëmme wäerten, d'Steierbonifikatioun aus dem haitege Gesetzesprojekt en negativen Impakt kann hunn op den Taux d'imposition effectif, andeems si den Taux effectif erofsetzt, mam Risiko, dass dësen dann ënner 15 % fält.

D'Chambre des Métiers begréisst och dëse Gesetzesprojekt. Si freet awer, fir d'Prozedur mat der Attestation sur l'éligibilité des investissements et des dépenses d'exploitation souwéi de Certificat, déi alle béid vum Wirtschaftsministère ausgestellt ginn, esou einfach wéi méiglech ze maachen.

D'Chambre des Salariés erkennt d'Noutwennegkeet vun dësem Gesetzesprojekt un, mee si ass awer net domadder averstanen. Si wéisst gär, wéi vill den Déchet fiscal ass, an ob dee méi héich oder méi nidder ass, wéi den Déchet fiscal aus dem aktuelle System vun der Steierbonifikatioun. Ausserdeem hätt si gär eng Evaluatioun vum Impakt vun dësem Gesetzesprojekt op d'Investissementer vun de Betriber an d'digital, ekologesch an energieetesche Transitioun.

De Staatsrot hat a sengem éischten Avis verschidden Oppositionen formelles gemaach. Ier ech awer op déi aginn, wëllt ech drop hiweisen, dass de Staatsrot allgemeng begréisst, datt mat dësem Gesetzesprojekt e System agefouert gëtt, bei deem all d'Experten aus de verschiddene Beräicher, déi d'digital Transformatioun an d'ekologesch an energieetesche Transitioun, mee awer och d'Steiere betreffen, an enger interministerieller Kommissioun zesummeschaffen. Dës Kommissioun analyséiert d'Demanden, déi vun de Betriber kommen.

Op der Basis vun der neier Verfassung, déi zënter dem 1. Juli vun dësem Joer a Kraaft ass, gëtt dës Kommissioun awer net méi iwwer e Gesetz geschaaft, mee iwwert de Règlement interne vun der Regierung. Domadder gëtt der Opposition formelle vum Staatsrot Rechnung gedroen.

Des Weidere ginn d'Certificaten, déi vum Wirtschaftsminister augestallt ginn, an Zukunft bindend fir de Steuerbüro. Och dëst war eng Opposition formelle vum Staatsrot.

Falls e Betrieb e Certificat vum Wirtschaftsminister sollt refuséiert kréien an dowéinst virun d'Verwaltungsgeriicht geet, da gëtt de Betrieb provisoresch besteeit, bis d'Verwaltungsgeriicht tranchéiert huet. Heimadder gouf och dem Staatsrot senger Opposition formelle Rechnung gedroen.

Eng lescht Opposition formelle huet de Montant vun 20.000 Euro betraff, deem am ursprünglechen Text als Mindestbetrag virgesi war, fir kënnen an de Genoss vun dëser Steierbonifikatioun ze kommen, am Kader vun der digitaler Transformatioun an der energieetescher an ekologescher Transitioun. De Staatsrot huet keen objektive Grond gesinn, fir dës Limitt anzeféieren. An dëse Mindestbetrag gouf aus dem Gesetzesprojekt gestrach. Och beim Avis vum Staatsrot verweisen ech fir weider Detailler op mäi schrëftleche Rapport.

Ofschléissend soen ech alle Bedeelegten e grouse Merci, dass mir dëse Gesetzesprojekt haut stëmme kënnen a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Ech wëllt awer nach ee Moment stoe bleiwen, well ech wëllt nach eng Motioun ofginn. Dat ass ...

(Interruption)

Jo, ech si fäerdeg mat mengem Rapport.

(Hilarité)

Ech hunn den Accord vu menger Fraktioun ginn. Voilà, dat ass domadder ofgeschloss.

Dann dinn ech net d'Kap of, well ech di keng Kap un, mee ech wiesselen dann eng Kéier.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Jo, mee lo huet d'Madamm Adehm dann d'Wuert als Riednerin vun der CSV. An ech obligéiere se net, sech nach eng Kéier setzen ze goen an dann zréck ze kommen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt also elo d'Wuert als Riednerin vun der CSV-Fraktioun.

Discussion générale

Mme Diane Adehm (CSV) | Voilà! Dofir soen ech och: Ech ginn den Accord. Ech soen Iech alleguerte Merci an ech ginn den Accord vu menger Fraktioun. Dat hunn ech jo dann domadder gemaach.

An da wëllt ech awer als mandatéiert Spriecherin vun der CSV nach eng Motioun ofginn, déi och vu sämtleche Fraktiounen hei an der Chamber ënnerschriwwen ginn ass, ausser vun déi Lénk. Déi hu se elo net matënnerschriwwen.

Ëm wat geet an där Motioun? Et geet ganz einfach drëm, fir d'Regierung opzufuerderen, fir innerhalb vun dräi Joer, eng Evaluatioun vun dëser neier Steierbonifikatioun ze maachen, fir einfach ze kucken, wat se bréngt, wat se net bréngt. Well dat och a verschiddenen Avisen ugeklongen ass an de Minister och gesot hat, dass e bereet wier, fir op deen dote Wee ze goen. Duerfir wëlle mer en da mat där heiter Motioun drun erënneren, dass en dat och net vergësst.

Voilà, merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– *considérant le projet de loi n° 8276 qui prévoit la réforme du régime de la bonification d'impôt pour investissement ;*

– *saluant que le projet de loi envisage de favoriser les investissements des entreprises dans la transformation digitale ainsi que dans la transition énergétique et écologique ;*

– *constatant qu'il résulte de la fiche financière accompagnant le projet de loi n° 8276 que :*

- *l'impact budgétaire général de la bonification d'impôt pour investissement devrait rester constant, d'une part, et*
- *pour le cas où des éventuelles répercussions budgétaires se présenteraient néanmoins, celles-ci ne se matérialiseraient qu'à partir de l'année budgétaire 2025, d'autre part,*

invite le Gouvernement

– *à présenter à la Chambre des Députés au plus tard 3 ans après la mise en vigueur de la loi une évaluation du nouveau système de la bonification d'impôt pour investissement ;*

– *à analyser les effets du nouveau régime fiscal sur le budget de l'État et sur l'évolution du nombre d'entreprises ayant bénéficié de ce régime.*

(s.) Diane Adehm, Sven Clement, Franz Fayot, Patrick Goldschmidt, Fred Keup, Sam Tanson.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm, fir Äre schrëftlechen a mëndleche Rapport. An domat hutt Der dann och als Riednerin vun der CSV scho geschwat. Da kommen ech also op deen nächste Riedner. Dat ass den Här Patrick Goldschmidt. Här Goldschmidt, Dir hutt d'Wuert.

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an der Politick muss ee Prioritéite fixéieren. Et muss ee sech als Gemeng oder als Staat decidéieren, wéi eng Sujete méi dringend sinn, an da muss een och handelen. Dat geschitt mat dësem Gesetzesprojekt, deem un Solidaritéitspak 2.0 berout, also eng breet Zoustëmmung fonnt huet, an dee gläichzäitig dem Energie- a Klimapläng gerecht gëtt.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

D'Demokratesche Partei huet sech fir dës Ännerungen och am Kader vun de Walen engagéiert. Mir sinn nämlech der Iwwerzeugung, dass den éffentleche Secteur déi grouss Erausforderunge vun onser Zäit net eleng ka meeschteren. Dofir musse mir d'Betriber, de private Secteur, mathuelen. Mat steierleche Mesüeren, wéi der Bonification d'impôt, vun där mir hei schwätzen, suert d'Politick dofir, dass substanzuell a strukturell méi an déi Domäner investéiert gëtt, déi noutwendeg sinn, fir Lëtzebuerg fit fir d'Zukunft ze maachen.

M. Gilles Baum (DP) | Très bien!

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Jo, Investitiounen an d'Digitaliséierung, d'Energie an d'Ëmwelt sinn onëmgänglech, fir Lëtzebuerg op d'Zukunft virzubereeden. Wa mir steierlech Mesüere proposéieren, dann ass dat net just, fir déi bestoend Betriber am Land ze ënnerstëtzen, nee, eis Steierlandschaft ass och e wichtegen – bei Wäitem net deen eenzeg, mee e wichtegen – Deel vun der Attraktivitéit vun onsem Land.

Wa mir d'Steieren op den Aktivitéiten, déi mir encouragéiere wëllen, erofsetzen, da kënnen mir sou och konkret nei Entrepreneuren op Lëtzebuerg unzéien: Entrepreneuren, déi qualitativ héichwäerteg Aarbechtsplaz schaffen; Entrepreneuren, déi eis erlaben, eis ambitiéis Ziler ze erreechen; Entrepreneuren, déi Steiere bezuelen an onsen Tissu économique diversifiéieren.

Ech wäert d'Erklärung vun der Madamm Rapporterin net nach eng Kéier widderhuelen, ma erlaabt mir ze soen, dass meng Fraktioun et ausdrécklech begréisst, dass elo och Betribskäschte vun der Bonification d'impôt couvréiert ginn. Dat ass e ganz wichtege Schratt, fir d'Betriber an der Transitioun matzehuelen an och wierklech iwwergräifend ze stäipen.

An dësem Sënn wëll ech och ënnersträichen a begréiszen, dass déi nei Bonification d'impôt op d'Investitiounen an d'Betribskäschten, betreffend dat Digitaal, d'Energie an d'Ekologie, op 18 % eropgesat gëtt.

Ech hu virdru gesot, datt d'Mesüeren aus dësem Projet de loi op engem Konsens berouen, vu dass se am Solidaritéitspak 2.0 mat abegraff sinn. Doriwwer

eraus wëll ech awer och ënnersträichen, dass, wéi et scho gesot ginn ass, d'Chambre de Commerce de Projet de loi begréisst. Si gesäit dës Initiativ effektiv als ee Schlësselstéck, fir déi digital, ekologesch an energiegesch Transitioun ze realiséieren. D'Chambre des Métiers huet hir Ënnerstëtzung jo och ginn. An d'Chambre des Salariés erkennt d'Noutwendegkeet un, d'Wirtschaft op déi grouss Erausforderunge vun dëser Zäit virzereeden. Si stellt awer d'Fro vum Déchet fiscal.

Erlaabt mir awer, hei op dëser Plaz nach eng Kéier ze widderhuelen, dass een an der Politick muss Prioritéiten definéieren a se dann och ëmsetze muss. Jo, a wann een dat wëllt maachen, dat kascht, mee d'Konsequenze vun engem onkontrolléierten Klimawandel an enger geschiedegter Ëmwelt kaschten nach vill méi.

M. Gilles Baum (DP) | Très bien!

M. Patrick Goldschmidt (DP) | An dësem Zesammenhang muss ech awer fairerweis vis-à-vis vun de Betriber soen, datt duerch d'Ewechfale vun der Bonification d'impôt pour investissement complémentaire eng Partie Betriber wäerten am neie System manner Bonifikatiounen kréien. Dofir ass et och wichteg, fir zousätzlech steuerlech Erliichterunge fir d'Betriber an Zukunft virzugesinn.

Eng lescht Remark betrëfft d'Simplification administrative; och am Avis vun Staatsrot ugeschat. Do géllt et opzepasst an am Zukunft ze evaluéieren, ob d'Betriber net ze vill administrativ Hürden ze erfëllen hunn, éier se an de Genoss vun dëser Bonifikatioun kënnen kommen.

Déi breet gesellschaftlech a politesch Zoustëmmung ronderëm d'Tripartittmesure sinn eendeiteg. Ech freeë mech, dass dës wictege Projet déi néideg Zoustëmmung fënnt an dass mir an deem selwechten Esprit weider konkret kënnen derfir suergen, dass den effentlechen an de Privatsecteur a puncto Digital, Energie an Ekologie un engem Strang zéien.

Ofschléissend ginn ech dann den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu dësem Gesetzesprojet an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Gilles Baum (DP) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Goldschmidt. An da wier et um honorabelen Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Jo, also, ech géif gären ufänken domat, fir dës Projet hei ze begrëissen. Et ass effektiv e Projet, deen ech nach d'Éier hat, selwer am Summer mat der fréierer Finanzministesch ze presentéieren. E Projet, deen effektiv op d'Tripartitt vu September 2022 zeréckgeet a wou mer am Fong effektiv d'Betriber encouragéieren, fir an déi duebel Transitioun ze investéieren iwwert dës Bonification d'impôt pour investissement.

Mir hunn d'lescht Woch hei iwwert d'COP28 geschwat. Mir hate gëschter en Echange mam Kommissär Nicolas Schmit iwwert de Programme de travail vun der Europäescher Kommissioun fir dat kommend Joer. An et ass kloer, dass mer effektiv méttendra sinn an där Transitioun – déi een allgemeng „déi duebel Transitioun“ nennt: ekologesch an digital – an dass mer an deem Kontext all d'Instrumenter mussen aktivéieren, fir déi Transitioun och ze acceleréieren. Well – an dat ass eng vun deene grouss Konklusiounen vun der COP28 – d'Zäit leeft eis e bësse fort. An dofir ass effektiv all Instrumenter gutt, mat deem mer dee Mouvement do kënnen acceleréieren.

Dat ass och hei bei dësem Instrument sou. D'Rapportrice huet dat gutt erkläert. Mir simplifizéieren et engersäits, a mir maachen et méi cibléiert op déi duebel Transitioun: ekologesch an digital. Dat Eenzecht, mengen ech, wat wichteg ass – et soll een et och nach eng Kéier soen a mir haten déi Diskussioun och schonn an der Kommissioun –, dat ass, dass mer dat hei wierklech och reegelméisseg mussen justéieren. Mir mussen kucken, wéi dat Instrument hei gräift. An deem Kontext begrëissen ech och déi Motioun, déi hei eragi ginn ass, déi ech och mat ënnerschriwwen hunn, dass mer dat hei, wéi gesot, evaluéieren an och adaptéieren, wann et muss adaptéiert ginn.

Et gétt eng Rei Beräicher vun eiser Ekonomie, déi fir de Moment net hei dra sinn. Ech hat d'Logistik genannt. Dat ass och ee Secteur, wou et e rësege Besoin gétt vun Investissementer, wou d'Technologien evoluéieren, a wou ee secht, mengen ech, an Zukunft soll froen, ob een do net d'Bonification d'investissement méi grouss soll opmaachen, fir och de Logistiksecteur méi staark nach ze bezouschossen a fir och deen ze accompagnéieren an där Transitioun, wou en och dran ass. An et gétt sécher och nach anerer, déi een an Zukunft vläicht hei wëll mat eranhuelen a wou een déi Bonification d'impôt méi breet wëll opmaachen. An dofir géif ech de Finanzminister och invitéieren, dat ze maachen.

Mir hunn national Instrumenter, wéi d'Bonification d'impôt. Mir hunn och natierlech europäesch Instrumenter wéi déi europäesch IPCEIen, Important Projects of Common European Interest, wou mer eis mat abréngen. Mir hunn natierlech och eng Rei aner Instrumenter, déi iwwert déi lescht Jore verabschit gi sinn: den Net Zero Industry Act – d'Antwort op den amerikaneschen IRA –, awer och natierlech all déi Mesuren, déi no der Pandemie geholl gi sinn, wou och Investissementer dra virgesi sinn.

Mir hunn och an deem Kontext – an ech géif dat hei och gär mentionéieren – e weidere Projet de loi, deen ënnerwee ass. Dat ass de Projet de loi 8314, wou et geet ëm deen neie Régime d'aides environnementales a Régime d'aides RDI. Dat ass eng Adaptatioun op déi europäesch Block Exemption. Do si mer an deem selwechte Kontext, well am Endeffekt geet et drëm, fir d'Betriber dozou ze kréien, ze investéieren an Innovatioun, a Recherche, awer och an déi ekologesch Transitioun.

An dësem Projet de loi gi mer och nei Weeër, notament iwwer Appels à projets, wou mer kënnen a strateegesch Beräicher, déi wichteg si fir eis Diversification économique, wéi zum Beispill d'Decarbonisatioun, d'Kreeslafwirtschaft, d'Industrie 4.0, Santéstechnologien, méi cibléiert Appel-à-projekte maachen an dann eeben och op eng méi effikass Aart a Weis effentlech Gelder an déi Secteuren do hindraienéieren.

Do kënnen och Cofinanzementer gemaach gi mat Rechercheinstituter. Et kënnen Infrastrukture gebaut gi fir Essaien an Experimentéierung, och fir Kleng- a Mëttelentreprisen. An an deem Projet de loi gétt et och méi eng héich Intensitéit vun Aidë fir verschidde Projeten, déi an déi Richtung ginn, wou mer se gär hätten – nach eng Kéier: Kreeslafwirtschaft, Efficacité énergétique, Digitaliséierung.

Wéi gesot, dat ass e Projet, dee sech an dee selwechte Beräich wéi déi Bonification d'impôt pour investissement hei areit an deen och scho vun der viregter Regierung lancéiert gouf. Ech mengen, hei si mer eis eens, dass mer dee Mouvement mussen weider maachen, dass mer och do mussen nach méi an Zukunft maachen, well d'Besoinen, wéi gesot, enorm sinn.

An, Här Minister, wann et an déi Richtung geet, da kënn Der och do op de Support vun der LSAP-Fraktioun zielen an deem Kontext. Voilà, dat gesot, géif ech gären heizou och den Accord gi vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Fayot. An da wier et um honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, et huet och wéineg Wäert, elo alles dat ze widderhuelen, wat hei gesot ginn ass, wat ganz richtig ass. Domadder langweile mer d'Leit just. D'Zäit, déi ass wäertvoll, dofir maache mer schnell.

Mir begrëissen dës Projet, deen zeréckgeet op e Konsens an der Tripartitt, deen an der Chamber hei esou ofgestëmmt ginn ass.

An elo erlaabt mer do eng kleng Remark ze maachen. Ech wëll am Fong dorun erënneren, dass déi Decisiounen, déi am Solidaritéitspak ëmgasat gi sinn, déi Resultater vun der Tripartitt, déi sinn uegoll ginn. Dat ass net eng Decisioun gewiescht vun der Regierung, mee dat ass eng Decisioun vun der Chamber! Dat gétt oft dobausse vergiess. An ech mengen, et muss een dat kloer dobaussen de Leit och soen: D'Chamber decidéiert dat, an d'Chamber hëlt dat un.

Mir hunn dat hei matgestëmmt. Natierlech stëmme mer dann och dat heite mat. De Sënn dovunner ass jo och gutt. A bei enger Tripartitt, do solle jo och net nëmmen déi schaffend Leit gutt derbäi ewechkommen, mee och d'Betriber solle sou wäit wéi méiglech gutt derbäi ewechkommen. An da fuere mer gutt zesammen hei am Land.

Ech soen Iech alleguerte Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Keup. An d'Wuert ass elo fir déi honorabel Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Merci, Här President. Et ass schonn uegklongen: Et handelt sech hei ëm en extreem wictege Bausteen an der digitaler an an der nohalteger Transformatioun vun eiser Ekonomie. Dësen Text geet, wéi gesot, op déi viregt Regierung zeréck, op de Solidaritéitspakt 2.0. A mir wäerten deen natierlech och matdroen.

Wisou ass evident. Mir hunn eis nach ëmmer staarkgemaach fir Investitiounen an d'Zukunft vun eisem Land an, natierlech virop, wann et drëms geet, eng klimapositiv Politick ze maachen, eis Klimaziler ze errechen. Dofir brauche mer d'Biergerinnen an d'Bierger hei am Land an naiterlech och ons Entreprises.

An de Projet hei erweidert d'Méiglechkeeten, fir vu Steiervirdeeler ze profitéieren, wann een nohalteger oder digital Investitiounen tätég oder eeben Exploitationsfrais huet. Dat ass nei. Meng Virriedner sinn dorobber agaangen. An dat ass natierlech och positiv.

Mir wëllen op där enger Säit ons Betriber, déi an d'Digitaliséierung an an d'Nohaltegkeet investéieren, stäerken, an op där anerer Säit soll dat Ganzt awer och e positiven Impakt hunn op déi Wirtschaftssectoren hei am Land, déi grad an deenen dote Secteuren tätég sinn an déi sech eeben op d'Entwécklung vun der Nohaltegkeet, vun der Digitaliséierung och spezialiséiert hunn.

A laut Eurostat, dat kann een och am Avis vun der Chambre des Salariés noliesen, gesäit een, datt mer awer net grad zu de Virreider gehéieren en termes

vun Investitiounen vun eisen Entreprises hei am Land. Dat muss mer änneren. Et ass e Kompetitivitéitsfacteur, et ass en Nohaltegekeetsfacteur. An dofir ass dat hei eng extreem gutt Mesür.

Ech komme vläicht och nach kuerz och op déi Opposition formelle vum Staatsrot zréck, dee jo gesot huet, dass déi Limitt vun 20.000 Euro, déi ausgeklammert waren ..., also all d'Investitiounen ënner 20.000 Euro, déi ausgeklammert waren am initialen Text, wat den ongläichen Traitement sollt duerleeën ...

D'Erklärung, déi ursprüngelech vun der Regierung beim Depot gi war, dat war, dass doduerch eeben d'Verwaltungsvergure, d'Chargen ze héich wäeren. An dat huet de Staatsrot zu Recht, géif ech soen, net gëlle gelooss, mam Argument, datt et jo grad géif dréms goen, dass hei all d'Betriben an deen Transformationsprozess solle matgeholl ginn. D'Regierung huet dann och de Choix gemaach, dës Ongläichheeten erauszesträchen. Dat ass extreem positiv, well et nämlech och grad kleng Betriben erlaabt, méi kleng Investitiounen steierlech ofzesetzen.

Natierlech ass dat awer och elo annexéiert mat enger méi grousser Erausforderung, déi dann déi ass, datt och genuch Manpower zur Verfügung gestallt gëtt, fir datt all déi Dossieren – an där kéinten et der elo bedeitend méi ginn, duerch eeben d'Ophiewe vun där Limitt vun 20.000 Euro – awer nawell séier kënnen traitéiert ginn. Et ass och ugeklongen: Et ass en neie Mechanismus, deen eeben elo agefouert gëtt mat enger Certificatioun, déi da ka bei der Steuererklärung bäigefüügt ginn.

Mee fir dass et fonctionéiert, muss och deen Accord séier kommen. An d'Entreprise muss séier wëssen, wou se dann och drun ass. Dofir, Dir hutt Iech ..., d'Ministèren hu sech engagéiert, fir, wann et misst sinn, déi néideg Manpower zur Verfügung ze stellen. An alternativ kënn Der jo hei vläicht schonn Äre Prinzip vum „Silence vaut accord“ aféieren, wann et soss net séier genuch géif goen.

D'Fro, déi sech natierlech elo stellt, ass déi vum Käschtepunkt vun der Mesür insgesamt, an dem Zousatzkäschtepunkt natierlech och vum deem Opmaache vun den Investitiounen an den Exploitationsfraisën ënner 20.000 Euro.

De Projet ass awer och d'Geleeënheet, an ech hat d'Fro an der Kommissioun opgeworf – ech sinn och frou, dass dat elo vun de Majoritéitsparteien als Motioun opgegraff ginn ass –, wéi dat heiten och analyséiert gëtt. An dofir droen ech déi Motioun och mat ..., droe mir se mat.

Ech hat och eng änlech Motioun préparéiert. Ech hat allerdéngs do proposéiert, dass mer géifen eng Evaluatioun no zwee Joer maachen, sou wéi Der Iech engagéiert hat an der Kommissioun. D'Madamm Adehm huet mer elo erkläert, firwat dräi Joer besser wäeren. Et gëtt Iech genuch Zäit, fir dat dann ze kucken. Mir hunn och domadder kee Problem. Dofir droe mer dann déi Motioun och mat.

D'Chambre des Salariés freet an hirem Avis, dass insgesamt déi eenzel Steierbonifikationsmechanismen, déi mer hunn, sollen op de Leescht geholl ginn a soll gekuckt ginn, wat den Impakt dovunner ass. An ech fannen et eng ganz gutt Demarche, dass dat heiten elo bei engem ..., et ass net e ganz neie Mechanismus, mee en iwwerschaafte Mechanismus eng éischt Kéier dann och esou gemaach gëtt, well et eis wirklech soll weisen, wat de reellen Impakt do dervunner ass.

Ech hoffen och, dass et iwwert déi reng Gréisstenuerdnungsanalys erausgeet, dass mer eis effektiv och Gedanke maachen, ob dat Zil, wat mer eis hei setzen

– nämlech dass massiv an eng Digitaliséierung, an eng nohalteg Verbesserung vun den Entreprisë gesat gëtt –, och erreicht gëtt duerch sou Mesüre wéi déi heiten.

An ech erënneren och nach un d'Aschätzung vun der Chambre des Salariés, dass et insgesamt utile wier, eng grouss Transparenz iwwert den Déchet fiscal vun den eenzele Steiermesuren hei ze hunn.

Et ass e gudden Projet. Dir hutt den Accord vun deene Gréngen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Tanson. An als nächste Riedner steet den Här Sven Clement prett.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Et ass e bësse wéi en Déjà-vu bal, Iech erëm hanner mer setzen ze hunn.

(Hilarité)

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst Gesetz ass, wéi d'Kolleeginnen an d'Kolleegen et virdu gesot hunn, nach en Deel vum Tripartitt-Accord an domat vum Solidaritéitspak 2.0. Ech hunn extra nogekuckt, déi wivillt Versioun dovunner et ass; et verléiert ee jo e bëssen den Iwwerbléck. Mee et ass en Deel vum Accord, dee mer definitivënnerstëtze kënnen, dat kann ech Iech direkt soen.

Et ass en Deel, deen eis Firme soll fir d'Zukunft staarkmaachen. Déi Mesuren, déi geholl ginn, déi – an ech schwätze bewosst vun de Mesuren, déi geholl ginn – begrësse mer. Mee: Si komme relativ spéit! Et sinn, wéi gesot, wichteg Mesuren, déi d'Firme prett maache fir d'Zukunft.

Et muss een awer och soen, datt hei muss verhënnert ginn, datt eng weider onproportionell Charge op déi Firmen zoukënn. Well déi Firmen, déi eppes wëlle maachen, sollen net éiweg amgaange sinn, fir deen Dossier zesammenzestellen, deen dann herno hofentlech approvouéiert gëtt vum Wirtschaftsministère.

An ech kann Iech soen: Et ass heiansdo wirklech en ustrengende Wee, fir Dossiere fäerdeg ze maachen, wann een et mam Wirtschaftsministère ze dinn huet, wann et ëm Subside geet. Hei geet et elo ëm e Certificat. Bon, et wär also gutt, wa mer de Firmen, sou wäit et geet, géifen entgéintkommen, fir dann och sou mann wéi méiglech administrativ Aarbecht op béide Säiten ze hunn. Well et bréngt näischt, wa mer heimat eng Aarbechtsbeschafungsmoosnam fir Comptable maachen – och wann déi natierlech frou wäere fir all Stonn, déi se méi facturéiere kéinten.

(Hilarité)

Hei war jo dann awer och ganz kloer e Versprieche vun der Regierung – an ech wäert se dorunner festhalen –, fir d'administrativ Demarchen ze vereinfachen, fir datt d'Firme gradwéi d'Biergerinnen an d'Bierger manner am Pabeier ënnerginn, wa se gären Hëllef vum Staat hätten.

Jo, da kréie mer gesot, dass soll dann iwwer MyGuichet goen oder iwwer guichet.lu goen, an da freet een de Verrieder vum Wirtschaftsministère an der Kommissioun an da kritt een als Äntwert: „Jo, also, mir kënnen sécher de Formulaire online setzen, fir d'Demande ze maachen, mee den Traitement hannendrun, datt ass dann awer näischt anescht, wéi wa mer e Bréif géifen erakréien, well bis dat hei elo a Kraaft trëtt, sou séier si mer da jo awer och net prett.“ Bis wéini, dat konnt en eis awer och net soen. Dat heescht, hei ass e bësse sou ... D'Biergerinnen an d'Bierger kréie virgegaukelt, datt et schonn digital géif goen, mee hannendru sëtzt e Beamten, deen et ausprint an da warscheinlech an en anere Computersystem erëm aklappt. Dat ass net, wéi ech mer Digitaliséierung a Simplification

administrative virstellen! Dat heescht, hei wär eng Zouso, wéi laang et dauert, bis déi Systemer dann och ginn, sécherlech vu Virdeel gewiescht.

Mir halen dann och drop, dass dës Regierung dat Versprieche aléist an net bei deem bleift, wat hir Virgängerinne gemaach hunn. A vläicht – dat heiten ass jo e Projet, dee soll incitéieren, d'Digitaliséierung an de Betriben weiderzedreiwen –, vläicht motivéiert den nämmelechte Projet da jo och d'Regierung, dat nämmelecht ze maachen, wat se vun de Betriben gären hätt, nämlech méi séier ze digitaliséieren, d'digital Transition bei sech selwer umsetzen ze loosson an ëmzesetzen. Et wär op alle Fall e flotte Gedanken, wann dat géif elo kuerz viru Chrëschttag dann ugestouss ginn.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Här President – deen, deen dann elo do sëtzt –, da wëlle mer als Piraten awer ausdrécklech begrëissen, datt mat dësem Projet och de Carbon Capture e Finanzéierungswee kritt; en éischte Finanzéierungswee kritt, muss ee soen, well mir, d'Piraten, géifen eis wënschen, datt een do méi wäit géif goen. Mir hunn och dofir eng Proposition de loi deposéiert, déi dat ganz kloer an e Kader setzt, wou pro Tonn CO₂, déi agefaange gëtt, déi u sech recycléiert ka ginn, géif subventionéiert ginn. Domat géife mer en neie Wirtschaftssektor op Lëtzebuerg bréngen an et ass gutt, datt mer hei en éischte Schratt maachen, datt esou Projekte kënnen zu Lëtzebuerg subventionéiert ginn, well dat sécherlech e Wee ass, fir eng méi nohalteg Wirtschaftsplaz ze schafen.

D'Regierung huet jo och de Carbon Capture an hirem Koalitionsaccord ugeschwat a mir hoffen, datt dat heiten dann nëmmen en éischte Schratt an net dee leschten an déi Richtung ass an datt och weider Initiative wäerte kommen. Wéi gesot, Dir kënn gären och eis Proposition de loi nach eng Kéier kucken a vläicht méi positiv aviséiere wéi d'Virgängerregierung.

Dat gesot, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ginn ech eisen Accord an ech hoffen, datt d'digital Transition net nëmme bei de Betriben, mee och bei de staatlechen Administratiounen ukënn. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Clement Merci. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Also, et gouf e puermol gesot haut, datt deen heite Projet de loi ..., deen entspréngt jo engem Accord tripartite, deen zustane komm ass a wou e Projet de loi deposéiert gouf vun der viregter Regierung a wou elo en neie Projet de loi opgrond vum deem viregte Projet de loi deposéiert gouf. Et gouf dann e puermol gesot: „Jo, deen entspréngt engem Accord tripartite.“ Ech muss awer feststellen, datt d'Chambre des Salariés, dat ass jo och scho gesot gi vum der Madamm Rapportrice, u sech géint deen heite Projet de loi ass. Si ënnerstëtzen deen net. Dat heescht, d'Chambre des Salariés, dat sinn d'Gewerkschaften, an ech mengen, datt si am Prinzip och en Deel vum der Tripartitt sinn. Dat heescht, dass muss een awer och feststellen, datt deen heite Projet de loi u sech net den Accord, wann ee sou wëll, vun der Tripartitt huet. An ech sinn e bëssen erstaunt, datt mer awer esou e groussen Enthusiasmus hu par rapport zu dësem Projet de loi, dee mir net wäerte matstëmmen.

Mir mengen och, datt mer vläicht e bëssen ze vill liichtfankeg a relativ séier mat Steuerausfäll hei ëm ginn. Et gëtt gesot ..., an et ass jo och eng Motioun deposéiert gi vum der CSV, déi mir zwar net ënnerschriwwen hunn – dat huet éischer mat den Invitten

ze dinn, well mir dee Projet de loi net saluéieren –, mee mir wäerten déi Motioun awer mat ënnerstëzen, well mir net géint eng Evaluatioun sinn duerno vun deem Projet de loi, vun dem Gesetz, wann dee bis jo gestëmmt ginn ass. Mee mir haten och eng Diskussioun an der Finanzkommissioun: Et ass zur Zäit onméiglech, virauszegesinn, wat fir en Déchet fiscal do erauskomme wäert. Beim aktuelle Bonifikatiounssystem krute mer vun der Steierverwaltung gesot, datt mer bei engem Ordre de grandeur vun 200 Milliounen d'Joer géife leien. Bon, warscheinlech geet et hei elo e bëssen driwwer, vläicht och drënner, dat muss een nach kucken.

Mee op jiddwer Fall, d'Fro, déi sech stellt – well et gouf gesot, den Här Goldschmidt huet dat zurecht gesot, datt ee muss Prioritéite setzen am Liewen an an der Politick och an datt de Kampf géint de Klimawandel ganz wichteg ass; där Meenung si mer och –: Muss dat systematesch iwwer Bonifikatioune fir d'Betriber gemaach ginn? Kann dat net och aneschtens gemaach ginn? Déi 200 Milliounen Déchet fiscal oder méi oder wat och ëmmer, déi Milliounen Déchet fiscal, déi mer hunn, kënnen déi net aneschtens agesat ginn, och wat d'Betriber ugeet, iwwert Hëllef, déi méi geziilt sinn, haaptsächlech fir méi kleng Betriber, déi wëllen tatsächlech eng Transitioun maachen, eng méi durabel Transitioun maachen? Kann een deenen net ënnert d'Äerm gräifen iwwert en anere Wee?

Ech mengen, mir soen dat och, an ënnert anerem, well awer de Soupçon vun Abusen net komplett ausklammert ass mat dësem System vu Bonifikatiounen. Mir hunn och an der Kommissioun driwwer geschwat. Muer wäerte mer och nach déi Ëmsetzung ..., iwwert déi Minimalbesteuerung vu 15 % diskutéieren an ofstëmmen, wou een och net richtig weess, a wat fir eng Direktioun dat geet. Doriwwer wäerte mer muer diskutéieren. A prinzipiell soll deen heite System vu Bonifikatioune jo net derzou féieren, datt mer ënnert déi 15 % wäerte falen.

Et ass awer gesot ginn, et kéint en Extremfäll entstoën, mee et gouf gesot: „Mee dat kann een nach net sou richtig aschätzen“, an déi Extremfäll kënnen sech vläicht och reduzéieren op een, zwee, dräi Gruppen, déi extreem grouss sinn. Dat heescht, do muss ee ganz gutt oppassen. Mir ginn e bëssen ..., on va un peu vite en besogne.

Duerno, wann ech och liesen, wat d'Chambre des Métiers seet – well mir schwätzen hei vu Klima, also Transition climatique, Transition énergétique –, d'Chambre des Métiers huet wéi zum Beispill bedauert oder seet, warnt, datt een zum Beispill och net muss all Véhicules automoteurs ausschléissen. Dorënner kann ee sech virstellen – ech weess net, wat d'Chambre des Métiers sech wierklech dorënner virstellt –, et kann ee sech virstellen, datt d'Chambre des Métiers mengt, datt zum Beispill Elektroautoen an esou weider net sollen ausgeschloss gi fir d'Bonifikatiounen. Mee da komme mer an d'Diskussioun, ob dat tatsächlech och eng Mesure climatique ass. Dat heescht, mir kënnen och an eng Richtung goe vu Greenwashing oder datt gewësse Saachen, déi net a Wierklechkeet a Richtung vun Energietransitioun ginn, duerno als Energietransitioun ugesi ginn an datt duerno eng Bonifikatioun doräuser entsteet.

An nach zuallerlescht, muss een awer och oppassen: Mir schwätze vun digitaler Transitioun, vun Energietransitioun, vu Klimatransitioun – ech géif dat net onbedéngt ëmmer am selwechten Otemzuch nennen. D'digital Transitioun an och den CO₂-Impakt vun der Digitaliséierung sinn och eng Diskussioun, an déi zwou Saachen hunn net onbedéngt eppes mateneen ze dinn. Dat heescht, doriwwer misst een och eng Kéier diskutéieren.

Voilà, dat gesot, wäerte mer géint dëse Projet de loi stëmmen, well mer der Meenung sinn, datt mer e bëssen ze séier hei zu Lëtzebuerg ginn. Et ass immens schwéier zu Lëtzebuerg, fir wierklech iwwer de PNEC ze diskutéieren, fir richtig Envergyre-Planifikatioune ze maachen, fir d'energetesch Transitioun, fir d'Klimatransitioun. Et ass ... Zu Lëtzebuerg geet et ëmmer relativ séier, fir duerno Bonifikatioune fir Betriber ze maachen, fir datt se manner Steiere bezuelen, an dat gëtt dann och duergestallt, wéi wann dat eppes domadder ze dinn hätt, an do si mer relativ skeptesch, genauou wéi d'CSL och skeptesch ass, a mir wäerte jo dann och an zwee, dräi Joer gesinn, wat dat alles bruecht huet. Op jiddwer Fall si mer léiwer dergéint.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Wagner villmools Merci.

An dann ass et elo un der Regierung. D'Regierung huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Ech soen der ganzer Chamber villmools Merci fir déi breet Zoustëmmung, och wann déi lescht Wieder vum Här Wagner e bësse manner positiv ware par rapport zu dem Gesetzesprojet. Dat hei ass, wéi vu ville Virriedner ënnerstrach ginn ass, e wierklech wichtige Gesetzesprojet.

Richtig ass, dass en op den Accord tripartite zeréckgeet, deen, wéi och richtig ënnerstrach gouf, e largé Support hei hat an der Chamber, nämlech vun der fréierer Majoritéit, mee och vun der deemoleger Oppositioun. An duerfir hu sech eng ganz Rei Moosnamen aus deem Tripartitt-Accord och an dem Regierungaccord erëmfonnt. An dat hei ass eng vun deene weesentlechen. An d'Ursach ass déi, well déi Investissemerter, déi geschéie fir d'Erreche vun der Klimaneutralitéit, dass de Staat déi net kann eleng bewerkstellige. An den Här Goldschmidt huet dat goldrichteg ënnerstrach, ...

(Hilarité)

... jo, dass alles dat, wat an dat Digitaal geet, alles dat, wat an d'Ekologescht erageet, an alles dat, wat an déi energetesch Transitioun erageet, de Staat net eleng ka maachen, mee dass dat muss en Effort commun sinn, deen de Staat zesumme mat de Partner, an dat sinn an dësem Fall d'Betriber, realiséiert. Dat ass eng Approche, déi dës Regierung sech op de Fändel geschriwwen huet, dat Zesummespill vun dem Staat zesumme mat den Entrepreneuren, fir déi Zilsetzungen, déi mer eis gemeinsam ginn hunn, kënnen ze errechen.

Richtig ass awer och, dass all Efforten, souwuel vun der Chamber wéi och vun dem Staatsrot wéi och vun der Regierung gemaach goufen. An den Här Clement huet gesot: „Dat huet mer ze laang gedauert.“ Also, ech wëll soen, ech sinn elo knapps véier Wochen am Amt, ech war, mengen ech, néngmol an der Finanzkommissioun, an déi Finanzkommissiounen hu méi wéi annerhalfe Stonne gedauert. Mir setzen all d'Servicer a Beweegung um Niveau vun dem Finanzministère, fir ënnert der Regie vun der Chamber kënnen am Interessi vum Land schnell reaktiv ze sinn, a wa mer dat hikréie bis muer, mengen ech, dann hu mer net manner wéi aacht oder néng Gesetzesprojeten, déi schonns aus dem Finanzberäich an dëser Legislaturperiod ëmgesat goufen.

Et huet awer och eng aner Ursach, firwat dass mer drop gedrängt hunn, och als Regierung, fir dee Gesetzesprojet hei eranzebréngen. Firwat? Fir den Entrepreneuren Incitatiffen ze ginn, an dat Digitaal, an dat

Ekologescht an an dat Energetescht ze investéieren, fir den Entreprisë Previsibilitéit ze ginn, well déi Dispositiounen si ganz kloer geschriwwen, fir dass ee weess, firwat dass een déi Bonifikatioun kritt a firwat dass ee se och net kritt.

An dann ass mäin Tour, fir ze soen: Jo, et ass richtig, et ass vun eenzele Verrieder ënnerstrach ginn, fir Investissemerter, déi net an déi spezifesch Krittäre vun dësem Gesetzesprojet falen, ass den Traitement fiscal liicht, mee sécher manner favorabel. Well et konnt ee fir eenzel Investissemerter, Stand haut, 15 % Bonifikatioun kréien, a fir déi Investissemerter kritt een an Zukunft nëmme méi 12 %. A well dat also en Traitement fiscal ass, dee manner favorabel ass, muss een, wann een dat wëll applizéieren op e Steierjoer, dat ab dem 1. Januar a Kraaft hunn.

Op déi eenzel Prezisiounen aus dem Gesetzestext ginn ech net méi an. D'Madamm Rapportrice huet dat am Detail erkläert. Ech wëll just kloer soen, dass séchergestallt ass mat dësem Gesetzesprojet, dass net nëmme Entrepreneuren, déi sech ënnert der Form vun enger Gesellschaft organiséiert hunn, iwwert dës Steuerbonifikatioune kënnen profitéieren, mee och zum Beispill en eenzelen Entrepreneur, en eenzele Geschäftsmann, deen dat mécht en nom personnel, dat heescht, ouni dass en eng Gesellschaftsform ugeholl huet.

Et muss een och ganz kloer soen – an ech soen dat an aller Transparenz! –: Déi Investissemerter, déi vun enger Lëtzebuurger Entreprise, vun engem Lëtzebuurger Geschäftsmann gemaach ginn, dat sinn net nëmme déi Investissemerter, déi zu Lëtzebuerg gemaach ginn, mee opgrond vun der europäescher Rechtssprechung a vun der libre Circulation vun de Services, Libre prestation de services an och libre Circulation vun de Kapitaler, fällt heidrënner och eng Lëtzebuurger Entreprise, déi zum Beispill en Investissement an den europäesche Memberstaate mécht. Ech mengen, och dat soll een hei an aller Transparenz soen.

Dann ass déi Fro opgeworf ginn, ënnert anerem vun der Chambre des Salariés – den David Wagner huet sech Firsprécher dovun gemaach –: Wat ass dee budgetären Impakt do dervun? Ech wëll mech hei net op eng konkret Zuel avancéieren. Ech wëll just soen, an dat hunn ech och an der Finanzkommissioun schon indiquéiert, dass opgrond vun dem aktuelle System den Impakt vun der Steuerbonifikatioun op ronn 200 Milliounen Euro pro Joer am Duerchschnitt ze chiffrieren ass. Dat heescht, dat ass deen, wann ee seet, Steieraufschlag, deen een huet, wéi wann dee System hei net géif fonctionéieren, da wieren dat ronn 200 Milliounen Euro pro Joer. Elo muss een natierlech och wëssen, dass opgrond vun deenen Incitatiffen, déi bestinn, fir dass d'Leit ënnerstëtzt ginn, an dat Digitaal ze investéieren, an dat Ekologescht oder an dat Energetescht, natierlech vill méi Investissemerter gemaach ginn. Dat ass also déi Konterpartie, déi jo e Wëllen ass, net nëmme vun enger Regierung, mee en Ausdrock vun dëser Chamber.

Wéi vill Entreprisë falen ongeféier heidrënner? Concernéiert sinn opgrond vun de Schätzungen, déi an der Vergaangenheet gemaach goufen, 7.800 Entrepreneuren. Et kéint sinn, dass hei dee Montant an d'Luucht geet, dat muss een einfach soen, an deementspreechend kéint dann och sinn, dass de budgetären Impakt méi substanzuell wier wéi déi 200 Milliounen, déi virgesi waren.

Dem Här Fayot seng Fro – ech soen him Merci fir déi Ënnerstëtzung, hien ass och méi wäit nach dodriwwer erausgangen – iwwert d'Evaluatioun: Jo, ganz kloer, mir maachen eng Evaluatioun. An der Motioun, déi d'Chambre, mengen ech, iwwer verschidde

Fraktiounen dréit, sinn déi dräi Joer virgessinn. Déi dräi Joer, firwat si se virgessinn? Majo, wann dat elo 2024 a Kraaft trëtt, da gi jo 2025 emol déi Steiererklärung gemaach vun deem Joer 2024, an dann dauert dat jo nach eng Zäit, bis dass déi gepréift sinn a bis dann all Entreprise hir Steiererklärung eragin huet.

Ech wëll Iech ganz kloer soe vu menger Säit hier – an ech mengen, de Wirtschaftsminister stellt dat net a Fro –: Sollten eenzel Ajustementer gemaach ginn en cours de route, si mir déi Éischt, déi éischter an d'Chamber kommen, fir ze kucken, wou eventuell Nobesserungen um System musse gemaach ginn. Dann ass den Här Fayot agaangen op de System vun der Logistik – wat richteg ass. Ech wëll awer och soen, dass d'Logistik hei net vu vireran ausgeschloss ass, well zum Beispill an der Logistik selwer, do kann och de Fuerpark ënnerstëtzt ginn, wann en eenzelne Krittären entsprécht, mat bis zu 12 %. Et ass awer d'Logistik selwer, dat heescht d'Gestioun vun engem Entrepôt, wann déi iwwert déi digital Manéier geschitt, wann déi Gestioun de ganzen Entrepôt wëllt aneschtens organiséieren, jo, da kann ee bis zu 18 % kréien. An ech wëll Iech emol eng Kéier soen, wat dat ausmécht. Wann een zum Beispill e Projet hätt, sief dat en Direktinvestissement oder Betriebsausgabe vu 500.000 Euro, dann ass dat eng Steierbonifikatioun vun 18 % vu 500.000 Euro, dat heescht, dat sinn 90.000 Euro pro Joer fir déi Entreprise, déi se net als sougenannten Abatement ..., dat heescht, wat se vun de Steiere kann ofsetzen, mee dass se carrement vun där Cote vu Steieren, déi se bezilt, kann ofzéien. Dat heescht, wann déi Entreprise zum Beispill eng Steiercote vun 200.000 Euro hätt, da ka se hei e Steierkredit geltend maache vun 90.000 Euro. Da bezilt déi also praktesch nach just d'Hallschent vun deene Steieren, déi hir ugefall sinn.

Den Här Clement huet gefrot: „Wéi séier geet dat elo vonstatten?“ Abee, Dir hutt an der Kommissioun d'Engagement vun de Leit aus dem Wirtschaftsministère héieren, dass si prett sinn, fir déi Certificatiounen en place ze setze fir all Investissement, wat ab dem 1. Januar sollt realiséiert ginn. Mir wäerten eis do selwer testen, fir d'Digitalisatioun beim Staat, bei sou engem konkreete Projet wéi deem hei, virunzedreiwen. Ech kéint mer virstellen, vu dass déi De-minimis-Regel vun den 20.000 Euro opgrond vun der Remark, mengen ech, vun dem Conseil d'État, ewechfält, dass ganz vill Dossieren erakommen. Abee, da muss de Staat kucken, selwer deenen Uspréck, déi e sech gestallt huet, gerecht ze ginn. An ech mengen, dat muss een zesumme maache mat deem Ministère, deen d'Digitalisatioun en charge huet, an dat ass an deem Fall – d'Nobearbechtung, déi geschitt iwwer de CTIE –, dat heescht, de fréieren oder och nach ëmmer jëtzege Centre informatique de l'État. Dat zur administrativer Vereinfachung.

Ech mengen, op de Gros vun deene Froen, déi gestallt goufen, sinn ech agaangen. Sollte weider Präzisiounen en cours de route néideg sinn, wäerte mer dat iwwert eng legislativ Nobesserung kënnen maachen oder, wat jo och geet am steierleche Beräich, dat ass iwwer Circulaire vum dem Steierdirektor.

Och fir déi Froen zum Beispill, wou den Här Fayot drop agaangen ass vun der Logistik zum Beispill. Et muss ee wëssen, dass an engem Cargozerter d'Gestioun vun dem Zenter heivunner ka profitéieren, mee et kënnen och zum Beispill Aeronoffen, dat heescht zum Beispill e Fliger, och heivunner kënnen profitéieren. An Dir wësst, dass dat natierlech bei de Käschte vun engem Fliger, déi vun 100 bis 200 Milliounen ginn, e gréisseren Impakt huet, an dofir och en Impakt fir d'Wirtschaftsleeschtung insgesamt hei am Land.

Dofir nach eng Kéier Merci gesot fir déi breet Zoustëmmung! An op jidde Fall vu menger Säit engagéieren ech mech, och onofhängeg vun der Motioun. An ech weess, dass ech mech un d'Motiounen – a gären u Motiounen, déi eng Majoritéit an der Chamber kréien – wäert halen, mee och en cours de route reegelméisseg Bericht mat de Servicer maachen, wat den Impakt vun dëser Moosnam ass.

Duerfir nach eng Kéier merci, Här President. Entschëllegt, dass ech e bësse méi laang war, mee ech war a menger Zäit.

M. Claude Wiseler, Président | Dir sidd an Ärer Zäit an et ass gutt, datt Der Iech un d'Motiounen haalt. Dat hunn ech mat Pleséier hei héieren. Domat ass dann elo d'Diskussioun nach net ofgeschloss, well den Här Fayot nach d'Wuert freet, d'LSAP huet och nach Riedezäit.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President, och merci dem Minister, dass en op all déi Observatiounen a Froe vun den Deputéierten agaangen ass. Ech fanne dat e flotte Stil. Ech hätt just eng – ech hunn Iech gutt nogelauschert –, just eng Nofro. Dir hutt bei den Entitéiten, déi méiglecherweis heivunner kënnen beneficiéieren, dat op 7.800 geschat. Ech froe mech, ob dat ..., well mir haten d'Diskussioun an der Finanzkommissioun och iwwert de Pilié 2 an do hat Der op eng fréier Question parlementaire verwisen, wou effektiv de Chiffer vu 7.500 ugi gouf, an ech froe mech, ob ... Schwätze mer hei vun där selwechter Saach? Well hei, ech mengen, hei si mer jo am Kader vun der Bonification d'impôt, ech froe mech och, wéi Der dat kënt wëssen de prime abord, wat fir eng Entrepreneure elo heivunner kënnen beneficiéieren. Gëtt et do elo keng Confusioun zwëschen deenen zwee Projeten? Well ech ka mech erënneren, dass Der an der Diskussioun iwwert de Pilié 2 de Chiffer vu 7.500 Entreprisé ginn hat, baséierend op enger Äntwert op eng Question parlementaire zum Pilié 2. An ech wollt just kloer sinn, ob mer hei vun der selwechter Saach schwätzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. An ech ginn dovunner aus, datt de Finanzminister wëllt eppes dozou soen.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Jo, et ass wéi am Examen. Merci, Här Fayot. Dir hutt dat ganz richteg gesot: De Pilié 2, fir déi Leit, déi net alles am Detail an der Finanzkommissioun suivéieren, dat ass d'Mindestbesteuerung vun de multinationalen Entrepreneuren, wouop mer muer zrëckkommen, wat en extreem wichtige Gesetzesprojet ass. Do steet an dem Exposé des motifs an och an deene Präzisiounen, déi, ech mengen, souguer d'Chambre des Salariés ginn huet – an déi stëmmen –, dass do ronn 7.500 Entrepreneuren oder Entitéiten vun Entreprisé concernéiert wieren zu Lëtzebuerg. Dat ass de Pilié 2.

Hei, déi 7.800, wat e Chiffre sensiblement similaire ass, dat ass een, dee sech eenzeg an eleng op d'Steierbonifikatioun bezitt, an dat sinn Informatiounen, déi ech net einfach sou avancéieren, mee dat ass op Base vun deene Präiwungen – well ech hunn dat och selwer nogefrot – vun der Steierverwaltung. Wann e Projet eligibel ass, ass et en fin de compte, dat wësst Der, herno d'Steierverwaltung, déi, wa se de Bulletin emettéiert, an et ass eng Steierbonifikatioun, déi ee ka geltend maachen, kann eigentlech, mengen ech, statistesch relativ novollzéien, wéi vill Entrepreneuren dovunner beneficiéieren. Wéi gesot, déi 7.800 Entrepreneuren, dat ass d'Schätzung, also dat sinn d'Statistiken, déi iwwert déi vergaange Besteuerungsjoren opgelaf sinn.

Ob et der elo mat deem System méi oder manner ginn, dat weess ech net, duerfir kënnen mer och net de genaue Steierimpakt schätzen. Mee géif ee sech op déi selwecht Moosname berouen, da kënt een op

déi ronn 200 Milliounen Euro steierlechen Impakt, déi och an der Finanzkommissioun vun der Steierverwaltung genannt goufen.

Merçi.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, domat ass d'Diskussioun dann elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8276. Den Text steet am Document parlementaire 8276⁷.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8276 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat ass dat folgend: Jo-Stëmmen: 58, Nee-Stëmmen: 2, an Abstentiounen: keng. De Projet de loi ass also mat 58 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmme ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles (par M. Max Hengel), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

Elo hunn ech nach eng Motioun hei um Büro leien, vun der Madamm Adehm ofginn, mee ech mengen, Madamm Adehm, Dir hutt se schonn erkläert, Dir wëllt jo net nach eng Kéier erklären. Wëllt een dozou Stellung huelen?

Wann dat net de Fall ass, ginn ech dovunner aus, datt mer e Vote électronique maachen, well mer hei net an der Eestëmmegkeet sinn. Da maache mer de Vote électronique doriwier.

Vote sur la motion 1

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

An d'Resultat vum Vott ass 60 Jo-Stëmmen an natierlech domat keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Dann hätte mer och kee Vote électronique gebraucht, mee soumat ass d'Preuve dann awer ganz kloer.

D'Motioun ass also mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmegeg uegholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles (par M. Marc Lies), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloesener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

10. 8344 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques

Elo komme mer dann zum nächste Punkt um Ordre du jour vun dëser Sëtzung, zum Projet de loi 8344 iwwer d'Accisen an d'Taxen, fir den Undeel u Biokraaftstoffer a Brennstoffen an d'Luucht ze setzen. D'Riedezeit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoosen opgedeelt: d'Rapportrice huet 10 Minutten, all Fraktiounen an all Sensibilitéit hu jeeeweils 5 Minutten, d'Regierung huet 10 Minutten. Et hu sech schonns ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm, den Här Patrick Goldschmidt, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm.

Rapport de la Commission des Finances

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Gesetzprojert soll den Undeel vu Biocarburants am Treibstoff eropsetzen. Ursprünglech stoung dësen Text am Gesetzprojert vun den Douzièmes provisoires fir d'nächst Joer. Well de Staatsrot sech awer dorunner gestouss huet, gouf beschloss, en eegene Gesetzprojert fir dës Upassung vum Undeel vun de Biocarburants ze maachen.

Dës Upassung geet och op de Plan national intégré en matière d'énergie et de climat zréck, de sougenanntene PNEC. Dës PNEC gouf vun der viregter Regierung am Summer vun dësem Joer ugepasst. Den Transportsecteur soll zu Lëtzebuerg bis 2030 18 % erneierbar Energien a sengem gesamten Energieverbrauch hunn. Den Undeel vu Biocarburants soll 2030 bei 10 % leien. Fir op der richteger Trajectoire ze bleiwen, gesäit dës Gesetzprojert Follgendes vir:

Den Undeel vu Biocarburant soll vun 8 op 8,4 % eropgesat gi fir den 1. Januar 2024. Den Undeel vu sougenanntene avancéierte Biocarburants soll vun 0,2 % op 0,4 % eropgesat ginn. Hei ass d'Trajectoire 1 % fir 2025 an 3,5 % fir 2030. Den Undeel vu Biocarburanten, deenen hir Produktioun en Impakt huet op d'Affektatioun vum Buedem, soll op 2 % begrenzt ginn.

Här President, de Staatsrot huet keng Remarken zu dësem Gesetzprojert gemaach. D'Chambre de Commerce hat an hirem Avis zu dem Douzièmes provisoires drop higewisen, dass duerch dës Gesetzprojert den Treibstoff méi deier gëtt, an doduercher och d'Mobilitéit an den Transport vun de Gidder. Mee si versteet awer och, dass d'Trajectoire bis 2030, esou wéi vum PNEC virgesinn, soll agehale ginn.

Voilà, an domadder wier ech scho fäerdeg. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

An d'Wuert huet elo deen nächsten ageschriwwene Riedner an dat ass den Här Patrick Goldschmidt.

Discussion générale

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Här President, et ass ganz am Sënn vun enger geuerdenter Transition, dass mat reegelméissegem a previsibelen a maachbaren Etappen a Richtung null Nettoemissioune geet. An d'Rapporterin huet alles am Detail erkläert, déi dräi Taxen, déi geännert ginn. An an deem Sënn gëtt ons Fraktioun hiren Accord zu dësem Gesetzprojert. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goldschmidt. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech ka mech och ganz kuerz faassen: Eis Fraktioun ënnerstëtz dës Projert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Den Undeel u Biotreibstoff soll eropgoen op 8,4 % beim Bensinn, beim Diesel. An dat huet net nëmme gutt Suitten. Et muss ee soen, dass en Deel vun deem Undeel, deen dann do beim Spritt soll bäigemëscht ginn, och zum Beispill aus der Liewensmëttelproduktioun kënnt. An ech mengen – fir do e Slogan u Greenpeace ze widderhuelen, déi gesot hunn –: „Liewensmëttel gehéieren net an en Tank!“

Ech mengen, bei sou Problemer kann ee sech dach awer e bësse froen, firwat dat heite sou staark begréisst gëtt. Och wann ee wierklech de Bilan kuckt vum CO₂, da falen engem eng Partie Saachen op. Elo kann een natierlech soen, mir planzen eng Planz un, déi wiisst, déi speichert CO₂, an déi gëtt deen CO₂ dann erëm fräi, wa se verbrannt gëtt, dann hu mer eng Null-auf-Null-Rechnung, déi dann opgeet.

Dat kann ee sou soen, mee et muss een awer och bedenken, dass dat, fir dass déi Planze wuessen, guer net sou einfach ass, dass een do eng ganz Produktiounskette brauch vun der Planz bis un d'Tankstell. Dat sinn déi Maschinnen, déi an der Landwirtschaft gebraucht ginn, dat ass d'Produktioun vu Stéckstoffdünger an aner Dünger a sou weider. Alles dat produzéiert och vill CO₂, sollt een net vergiessen. An dann och d'Weiderveraarbechtung da vun der Planz bis et dann zu Ethanol gëtt, och dat verursaacht vill CO₂,

soudass Greenpeace dann och seet: „De positive Bäitrag vu Biospritt ass ganz, ganz, ganz geréng!“

Dann hu mer nach do derbäi d'Zerstéierung vum Urwald a soss natierlech Landschaften, eebe grad fir den Ubau. A wa mer den Ubau net grad do maachen, wou fréier Urwald war, dann ass et awer oft sou, dass aner Produktiounen da verluecht ginn an den Urwald, wann traditionell Felder benotzt ginn, eebe fir Biotreibstoff ze produzéieren.

Letztendlech kann een also soen, dass d'Risiko beim Biospritt oder beim Agrarspritt net ganz geréng sinn: Mir hu Risiken, dass d'Präisser vun de Liewensmëttel eropginn; mir hunn e Risiko, dass d'Präisser fir de Spritt eropginn; mir hunn e Risiko, dass d'Natur zerstéiert gëtt, an d'Aspuere vun CO₂ ass ganz geréng. An dofir kënne mir hei als ADR dësem Projert net zoustëmme.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Keup Merci. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, et ass scho schéin, ze gesinn, dass d'Aspuere vum CO₂ mëttlerweil hei jiddwerengem am Sall Gedanke mécht. Mir wäerten dee Projert natierlech matstëmme, et ass en Deel vun der Ëmsetzung vum PNEC. Ech wollt och dem Finanz- an dem Wirtschaftsminister Merci soen, dass se dat awer nach séier elo aus dem Budget provisoire erausgeholl hunn an hei eragesat hunn no där Remark vum Staatsrot. Well u sech de PNEC et esou gerechent huet, dass et vum 1. Januar u sollt gëllen. Dat heescht, wa mer elo hei e Retard kritt hätten, da wier dat Zil vläicht e bëssen a Fro gestallt. Dofir ass dat heiten elo eng gutt Saach, dass dat sou séier konnt iwwer d'Bün goen. Merci dofir an d'Zoustëmmung deene Gréngen hutt Der och. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, am nächste Joer soll de Prozentsaz u Biodreifstoff am normale Bensinn oder Diesel op 8,4 % eropgoe vun 8 %. Also, et muss een dat ëmmer a Relatioun setzen. An éischer Linn héiert sech dat emol e bësse positiv un, et ass jo am PNEC virgeschriwwen, virgeschloen ginn. Et setzt een och manner op fossill Brennstoffen, och dat grundsätzlech gutt. Mee déi Biodreifstoff, déi stinn awer zum Deel – an och zum Deel zu Recht! – an der Kritik.

Biodreifstoff gëtt als Alternativ zu de fossille Brennstoffen gesinn, d'Hierstellung vun Bioethanol ass awer contestéiert, well ee fir d'Hierstellung Planze wéi Raps, Soja oder och Palmueleg brauch – an dat net a geréng Mengen, mee a grouse Mengen! D'Kommissioun huet 2019 dofir decidéiert, dass den Asaz vum Palmueleg, fir Bioethanol ze maachen, bis 2030 op Null soll gefuer ginn. Si huet festgehalten, dass d'Palmuelegproduktioun zu enger Ofholzung vu Bëscher féiert. Also, dat soen net ech, ech soen et zwar och, mee dat huet d'Kommissioun gesot – an d'Kommissioun ass net grad dofir bekannt, dass se ëmmer déi ambitiëste Klimaziler an der rezenter Vergaangenheet gesat huet.

An dofir, seet d'Kommissioun, d'äerf en net als Wee fir d'Ëmsetzung vun de Klimaziler benotzt ginn. Ok. Dann denkt ee sech, Lëtzebuerg, mir si First Mover, mir sinn e gudde Schüler, wann et ëm Klimaziler geet, mir si besser wéi de Rescht. Schonns haut ass Lëtzebuerg – an do si mer richtig – méi streng wéi déi aner Länner an der EU. Mir hunn nämlech am Moment e

maximalen Taux vu 5 % vum sougenannten agroalimentäre Biospritt, deen aus der éischter Generatioun. Dat begrëissen ech. De Biodreifstoff, also dee spezifeschen agroalimentäre Biodreifstoff, huet nämlech de Risiko vun der Ofholzung vun de Bëscher a kann zu Monokulture féieren. Dat erkenne mer un an do dergéint géilt et ze schaffen, mat dem Schutz vu Bëscher an dem Verbuert, fir Iessplanzen unzebauen, just fir fir Biodreifstoff ze produzéieren.

Mee e gétt eis och d'Méiglechkeet, onofhängeg vun Exportlänner vu fossille Dreifstoff ze sinn, gläichzäiteg tausche mer u sech eng Ofhängegkeet géint eng aner an. Ob dat elo wierklech besser ass, ech stellen dat emol an de Raum.

An deem Sënn gétt jo och de Biospritt aus der zweeter Generatioun, dee besseren, aus Offäll vun der Agrar- a Liewensmëttelbranche, also aus Produiten, déi net als Konkurrenz zu eiser Liewensmëttelproduktioun stinn, hiergestallt. En ass also méi nohalteg. Dann hätt ech mer elo gewënscht, dass Lëtzebuerg net nëmme haut besser ass wéi déi aner Länner, mee och an Zukunft seet: „Mir wëlle méi séier wéi déi aner Länner op Null kommen, net bis 2030.“

Jo, virun de Walen hat de Kolleg Marc Goergen eng Fro gestallt un d'Regierung, wéi se dat da wéilt evaluéiere loossen. An du krut en als Äntwert, dass dës Fro an den Zoustännegkeetsberäich vun der nächster Regierung géif falen.

(*Interruption*)

Bon, elo si mer bei der nächster Regierung an dann hunn ech an der Kommissioun nogefrot, an do ass et dann awer nach ëmmer sou, dass mer ab dem 1. Januar elo, wa mer dat hei gestëmmt hunn, weiderhin 2 % Dreifstoff aus der éischter Generatioun däerfen am Spritt hunn. Et ass besser wéi 5 %, certes. Et ass awer nach ëmmer net super. A virun allem hätt ech mer gewënscht, dass mer e klere Plang hätten, virun 2030 op Null ze kommen. Op Nofro hi gétt et dee Plang awer net. Mir hätten eis do méi Ambitioun gewënscht.

Dat ëmzesetzen, ass net einfach, well mir hänke jo vun der Belsch of. Mir importéieren eise ganze Spritt iwwer d'Ausland, mir hu keng eege Sprittproduktioun, et ass also elo net sou einfach, fir ze soen: „Mir ginn op Null“, an et ass gemaach. Mir hätten eis et awer gewënscht, dass mer wéinstens d'Ambitioun géife weisen. An anere Beräicher ass dës Regierung jo ganz staark, fir einfach emol ze dekrétéieren, dass et eppes net méi gétt. Bon, hei hätt ee jo och kënnen dekrétéieren, dass mer wéilten op 0 % Palmueleg am Spritt kommen. Dat ass net gemaach ginn, dat ass deen ee grouse Kritikpunkt un deem heite Projet.

Fir de Rescht: Jo, et ass gutt, dass mer méi Biodreifstoff an eise Spritt mëschen – ob elo 8,4 % sou substanzuell besser ass wéi 8 %, dat stellen ech emol an de Raum, mee et ass e klengen, minimale Schrëtt an déi richteg Richtung. An dofir gi mer eisen Accord.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Ech hunn elo den Här Hansen, deen d'Wuert gefrot huet. Här Hansen, wollt Dir Iech aschreiwen oder wollt Dir dem Här Clement eng Fro stellen?

M. Christophe Hansen (CSV) | Ech wollt dem Här Clement eng Fro stellen.

M. Claude Wiseler, Président | Här Clement, erlaabt Dir, dass den Här Hansen Iech eng Fro stellt? Dann ass et um Här Hansen.

M. Christophe Hansen (CSV) | Merci, Här President.

Ech wollt dem Här Clement eng Fro stellen. Palmueleg ..., ech mengen, mir sinn eis bewosst, mir wëllen net, dass iergendwou Bëscher ofgeholzt ginn, fir Palmueleg ze produzéieren, deen dann duerno an eise Tank soll landen. Ech mengen, do si mer eis all eens. Ech wollt Iech just froen, ob Der Iech bewosst sidd, dass mer am Europaparlament a mam Conseil zesummen – ech war de Rapporteur derfir – e Reglement gestëmmt hunn an duerchbruecht hunn, dee justement sou Produkter ..., siwe Produkter sinn am Champ d'application dran, déi ab dem Stéichdatum 2020 ..., dat heescht, alles wat no 2020 ofgeholzt gi war fir ze produzéieren ... Palmueleg ass am Champ d'application dran, dat heescht, de facto ass Är Remark a mengen Aen net méi relevant, vu dass mer keng Produkter méi eranhuelen, déi op Deforestatioun baséieren. Sidd Der Iech däers bewosst, dass mer dat Reglement hunn?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Här Clement?

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, ech si mer bewosst, dass mer dat Reglement hunn. Ech stelle just fest, dass Palmueleg nach ëmmer Monokulture sinn an dass Monokulturen definitiv net derzou bäidroen, eis Klimaziler méi séier ze errechen. An deementsprechend wäert ech mech och weiderhin derfir asetzen, dass an eise Spritt kee Palmueleg, ob 2 % oder 5 %, dra soll sinn. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, den nächsten ageschriwwene Riedner ass dann den Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci. Merci, Här President. Mir wäerten dat Gesetz och net matstëmmen. Mir gesinn och an, souguer opgrond vun dieser Diskussioun vum Biospritt vun zweeter Generatioun, dass mer deen och kënnen weiderhi limitéieren ..., si mer ëmmer nach der Meenung, dass u sech och d'Produktioun selwer vu Biospritt nach ëmmer och op fossill Energie muss zréckgräifen, dass d'Produktioun vu Biospritt och nach ëmmer e groussen Emetteur vun CO₂ weiderhin ass. An de Problem ass jo deen, dass mer u sech mussen an eng aner Logik kommen, amplaz wëllen einfach esou dat eent géint dat anert ze ersetzen, wat erëm op dat selwecht erauskënnt.

Et muss een u sech den Energieverbrauch selwer reduzéieren, den Energieverbrauch op de Stroossen, an den öffentlech Transport massiv ausbauen, d'Elektrifizéierung massiv ausbauen. Aus deene verschiddeenen Ursache wäerte mer deen heite Projet de loi och net mat ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Dann ass et elo un der Regierung. D'Regierung huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Ech kann hei och kuerz sinn. Ech soen och nach eng Kéier Merci fir déi breet Zoustëmmung, mat einzelnen Ofstécher. Ech wëll awer just dräi Präzisioune ginn.

Dat hei, dass ass keng Erfindung vum Lëtzebuerg Staat, dass geet zréck op eng Direktiv vun 2009. Ech wëll och scho soen, dass mer bei der Baimischung vun de Biocarburanten, oder Biodreifstoff, wéi dat da vläicht méi lëtzebueresch kléngt, vun 2 % am Joer 2011 eropgaange si bis 8 % am Joer 2022. 2023 hat déi fréier Regierung decidéiert, dass een näischt géif zousetzen, an elo 2024 gi mer dann op 8,4 %, fir bis 2030 weiderzefuere bis op 10 % Baimësche vu Biodreifstoff am Kontext vun dem Carburant. Dat Ganz, fir dann déi Ziler vun dem PNEC, nämlech

18 % erneierbar Energie um Niveau vum Transport, ze errechen.

Nach eng Kéier: Dës Regierung wäert wéi hir Virgängerregierung un den Ziler vun dem PNEC festhalen, an dofir sinn ech och frou, dass dese Projet eng grouss Zoustëmmung kritt. Ech wëll awer och an aller Transparenz hei soen: Den Ennclient kascht dat natierlech och eppes! An dat ass an diesem Fall ëmgeréicht – ech mengen, dass soll ee soen – 1 Cent pro Liter verbrauchtem Bensinn oder Diesel.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, domat ass d'Diskussioun dann elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8344. Den Text steet am Document parlementaire 8344².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8344 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt elo un. De Quorum ass erreicht. De Vote par procuration. De Vott ass elo ofgeschloss.

D'Resultat ass dat follgend: Jo-Stëmmen: 53, Nee-Stëmmen: 6, Abstentioun: 0. De Projet de loi ass also mat 53 Jo-Stëmmen géint 6 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 8344 est adopté par 53 voix pour et 7 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles (par M. Max Hengel), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidor.

Ont voté non: MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(*Assentiment*)

Jo? Dann ass dat esou ugeholl. Dann ass dat esou decidéiert.

11. 8277 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière en vue d'autoriser l'État à participer au financement des gardes et astreintes des médecins hospitaliers dans les centres hospitaliers et les établissements hospitaliers spécialisés

Als nächste Punkt um Ordre du jour vun haut steet de Projet de loi 8277 iwwert d'Bezuelung vun de Garden an den Astreintë fir Spidolsdokteren. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet 10 Minutten, d'Fraktiounen an d'Sensibilitäten hu jeeeweils 5 Minutten, d'Regierung huet 10 Minutten.

Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Max Hengel, den Här Gérard Schockmel, d'Madamm Paulette Lenert, d'Madamm Lexy Schoos, den Här François Bausch, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Max Hengel. Här Hengel, et ass un Iech.

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Max Hengel (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Mir schwätzen éreischt duerno iwwert de Wäin, soulaang drénken ech dann nach gutt Wasser vun der Sauer.

Här President, dir Dammen an dir Hären, Madamm Minister, de Projet, deen ech haut virstellen, de President huet et scho gesot, reegelt fir d'Joer 2024 de Finanzement vun de Garden a vun den Astreintë vun de Spidolsdokteren an ännert och d'Spidolsgesetz vum 8. Mäerz 2018 of.

Op de Contenu vum Text ginn ech duerno nach eng Kéier kuerz an. Ech wëll awer direkt am Ufank jiddwerengem Merci soen, dee souwuel beim Rapport wéi och bei deem ganzen Text matgeholfen huet.

Et ass e ganz witzegen Exercice, deen ech hei grad maachen, well ech si Rapporteur vun engem Gesetz, dat nach vun der viregter Regierung duerch d'Gesondheitsministesch Paulette Lenert deposéiert gouf, an zwar de 17. Juli 2023. Den 2. Oktober ass den Text an déi deemoleg Commission de la Santé et des Sports renvoyéiert ginn.

Den 10. Oktober huet de Staatsrot säin éischten Avis zum Text ofginn. A well do Opposition-formellen dra waren, waren d'Madamm Lenert an hir Léit och esou fein a frëndlech, fir eng Serie vun Amendements gouvernementaux ze preparéieren, déi dann de 24. November onverännert vun der neier Gesondheitsministesch, déi grad hannert dem Finanzminister sëtzt, der Martine Deprez, un d'Chamber geschéckt goufen.

Et war och gutt a richtig, dass dës Amendementer scho preparéiert waren, well, ech hunn et virdu scho gesot, dësen Text muss den 1. Januar 2024 a Kraaft trieden, fir dass d'Spidolsdokteren hir Garden an Astreinten och am neie Joer bezuelt kréien. De 24. November ass de Projet de loi och un déi nei Kommissioun, déi jo dann elo Commission de la Santé et de la Sécurité sociale heescht, verwise ginn.

De 5. Dezember 2023 huet de Staatsrot säin Avis complémentaire ofginn, an de 6. Dezember sinn de Projet de loi gradwéi d'Avis vum Staatsrot an der Kommissioun presentéiert an och diskutéiert ginn, gradwéi och d'Avis vum Collège médical a vun der Chambre des Salariés.

De selwechten Dag huet d'Kommissioun mech dann och zum Rapporteur ernannt. Mäi Rapport konnt den 13. Dezember 2023 eestëmmeg vun der Kommissioun ugeholl ginn.

Fir komplett ze sinn, weisen ech nach drop hin, dass de Collège médical den 20. September 2023 en Avis zum Text ofginn huet, an de 6. Dezember en Avis complémentaire zu den Amendementer.

D'Chambre des Salariés huet en éischte Avis den 19. Oktober ofginn, an den 11. Dezember en Avis complémentaire.

Souvill zum Oflaf vun den Aarbechten un dësem Text.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn et scho gesot: Wéinst engem Volet vun dësem Projet de loi besteet Urgence, nämlech deem vun ...

(Brouhaha)

Et ass relativ vill Kaméidi, dat ass heiansdo relativ ustrengend.

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt Recht, Här Hengel. Ech géif Iech em e bësse Rou bidden.

M. Max Hengel (CSV), rapporteur | Ech drénken an där Zäit eng Kéier.

Wéinst engem Volet vun dësem Projet de loi besteet eng Urgence, fir dësen Text ze stëmmen, nämlech de Volet, deen de Finanzement vun de Garden an Astreintë vun de Spidolsdoktere reegelt. Firwat ass do eng Urgence? Et ass esou, dass de besote Finanzement fir d'Joer 2023 duerch e Pilotprojet per Konventioun tëscht dem Staat an der Fédération des hôpitaux luxembourgeois gereegelt war. Dëse Projet leeft awer elo den 31. Dezember aus.

Den éischten Objet vun dësem Text ass et also, dem nationale System vun der Indemnisioun vun de Garden an Astreintë vun de Spidolsdokteren eng legal Basis ze ginn. Wat d'Organisatioun vun de Garden an Astreinten ugeet, esou mussen dës, wéi et am Artikel 24 vum Spidolsgesetz vun 2018 virgesinn ass, vun de Spideeler organiséiert ginn, well si den Organisme gestionnaire sinn an eeben och responsabel si fir d'Continuité des services, an d'Organisation médicale muss si definéieren, an dorënner fällt d'Planifikatioun vun de Garden an Astreinten. Dowéinst ginn d'Indemnisiounen un d'Spideeler iwwerwisen, a si gi se dann un d'Dokteren, déi Garden an Astreintë geleescht hunn, weider.

D'Käschten, déi virgesi sinn an à charge vum Staatsbudget sinn, belafe sech fir 2024 op geschate 60,5 Milliounen Euro.

Wat d'Zäiten ugeet, déi indemniséiert ginn, ass et esou, dass d'Astreinten, also d'Disponibilitéit vun den Dokteren, vun 6.00 Auer owes bis 7.00 Auer moies an der Woch indemniséiert ginn. Op Feierdeeg a week-ends gi se 24 op 24 Stonne bezuelt. Den Taux horaire hei ass 4,56 Euro cote 100 vum Indice des prix à la consommation, dat si ronn 43 Euro.

D'Gardë ginn all Dag 24 Stonnen op 24 indemniséiert zu engem Taux horaire vun 10,95 Euro cote 100, dat entsprécht ronn 103 Euro. Souvill zum éischten Objet vum Text.

En zweeten Aspekt vum Projet de loi ass d'Unhiewe vun der maximaler Bettenzuel, esou wéi et an der Annex 2 vum Spidolsgesetz virgesinn ass.

Déi virgesinne Bettenzuel gëtt engersäits fir d'Gériatrie aiguë vun 120 op 195 ugehewen. Dëst ass néideg, well eis Populatioun ëmmer méi al gëtt an och ëmmer méi enger Polymorbiditéit ausgesat ass. D'Unhiewe vun de Geriatriebetter muss eng medezinesch Versuergung garantéieren, déi de besonesche Besoine vun dëse méi vulnerabele Leit och ugepasst ass, och duerch eng méi holistesche Prise en charge. Et ass och wichtig, mat dëser Upassung net nach ze waarden, well d'Geriatrieservicer si momentan schonn zu 95 % ausgelascht.

Wat d'Pédiatrie de proximité am CHEM, am CHdN an an den HRS ugeet, esou gi momentan scho méi Better genotzt, wéi der am Fong geneemegt sinn. Dëse Bettmangel gouf d'lescht Joer – ech mengen, Dir erënnert Iech alleguerten drun – scho relativ evident duerch déi ganz vill Fäll vu Bronchiolite bei kleng Kanner, an dofir ass et wichtig, dass mer hei

d'Bettenzuel vun 12 op 40 unhiewe fir d'Pédiatrie de proximité.

Da komme mer bei de Service national vun der Psychiatrie juvénile an den HRS. Dee muss och opgestockt ginn, well engersäits ass eis Gesamtbevölkerung gewuess an anerersäits spiere mer awer nach ëmmer den Impakt vun der Pandemie op d'mental Gesondheet vun de Jonken. An dowéinst gëtt eeben hei d'Bettenzuel vu 35 op 45 ugehewen.

Da kommen ech zum drëtten Objet vun dësem Projet de loi, an dee betrëfft verschidden Ekipementer, déi der nationaler Planifikatioun ënnerleien.

Do ass et eng Kéier de PET Scan, ech mengen, do ass eng ganz grouss Progressioun u Patientenzuelen: Do sinn d'Zuele vun 2.233 am Joer 2010 op 6.478 Ënnersichungen am Joer 2022 geklomm; d'Auslaaschtung läit quasi bei 100 %. Ech mengen, hei ass et wichtig, dass d'Leit net laang mussen waarden, an dowéinst gëtt dann eeben och d'Unzuel vun de PET Scannere vun engem op zwee ugehewen.

Fir dann och där ëmmer eeleerer Gesellschaft Rechnung ze droen, gëtt d'Unzuel vun de sougenannten „DXA-Geräter“, déi d'Knachendicht moossen, vun engem op dräi ugehewen.

Souvill zum Contenu vum Text. Erlaabt mer just nach ganz kuerz e puer Wierder – ech hunn nach e bëssen Zäit Rescht – zu den Avisen zum Text respektiv zu den Amendementer.

Am éischten Avis vum Staatsrot huet déi héich Kierperschaft sous peine d'opposition formelle drop higewisen, dass eng Rei prezis Definitioune feelen, wat zum Beispill d'Terme „Garde“, „Astreinte“, „Temps de présence effective“ an „Temps de disponibilité“ ugeet.

Dann huet de Staatsrot och nach gefuerdert, dass d'Zuel vun de geleeschte Stonnen, déi indemniséiert ginn, och soll am Projet de loi integréiert ginn.

De Staatsrot war och am éischten Avis der Meenung, dass deen éischten Artikel vum Projet de loi superfetatoire wär, aus deem Grund, dass am Fong den Artikel 3 initial, elo Artikel 2 nouveau, d'Krittäre fir d'Mise en place vun engem staatleche Finanzement vun der Indemnisioun vun de Garden an Astreintë festhält, an dowéinst wär den Artikel 1 superfetatoire.

An den Amendements gouvernementaux, déi jo, wéi ech virdu gesot hunn, nach vun der Madamm Lenert virbereet goufen, gouf den Artikel 1 awer bäibehalen, mam Argument, dass déi nei Regierung, déi aus de Wale vum 8. Oktober géif ervirgoen, sollt de maximale Montant fir d'Joren no 2024 fixéieren. Am Avis complémentaire vum 5. Dezember huet de Staatsrot och all seng Opposition-formellen opgehewen.

Dann nach kuerz e puer Wierder zum Avis vum Collège médical. Dee weist sech averstane mam Unhiewe vun de Better gradsou wéi mam Uschafe vun engem zweete PET Scan. Hei wëll ech nach dervu profitéieren, fir ze soen, dass am Fong d'Uschafe vun den zwee zousätzlechen DXA-Geräter eréischt duerch d'Amendementer am Text integréiert ginn ass.

Méi kritesch huet de Collège médical sech beim Choix vun de Ligne-de-garden, déi indemniséiert ginn, gewisen, gradsou wéi beim Volume horaire. An des Weideren hu se sech och nach Gedanken iwwert de Statut vun den Doktere gemaach. Am Avis complémentaire vum 6. Dezember ass de Collège médical awer mat den Amendementer averstanen, verweist awer nach eemol op seng Kriticke vum éischten Avis.

D'Chambre des Salariés begréisst an hirem Avis vum 19. Oktober de Projet de loi, ass awer der Meenung, dass d'Regierung de Besoin u Better géif ënnerschätzen, an donieft weist se drop hin, dass dëse

Projet d'Ursaache vun der Penurie vun de Gesondheetsberuffer net géif bekämpfen. Am Avis complémentaire vum 11. Dezember ass d'Chambre des Salariés awer averstane mat den Amendementer, verweist awer och nach emol op hir Remarken aus dem éischten Avis.

Kolleeginnen a Kollegeen, souvill zu mengem Rapport. Ech doen dann elo ... Ech weess net, ech doen da meng Rapportierhoer aus, déi hunn ech schonn ausgedoen, dann doen ech elo meng Kap vum Fraktiounsprächer un a ginn dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hengel, fir Äre schrëftlechen an Äre mëndleche Rapport.

An deem nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gérard Schockmel. Här Schockmel, et ass un Iech.

Discussion générale

M. Gérard Schockmel (DP) | Här President, léif Kollegeginnen a Kollegeen, zu engem funktionéierende Gesondheetssystem gehéiert et, datt Garden an Astreintë geleescht ginn, an dat 7 Deeg an der Woch a 24 Stonnen all Dag.

An dem Spidolsgesetz vun 2018 steet dann och, datt d'Doktere Garden an Astreintën ze leeschten hunn, an dat hunn eis Dokteren och gemaach. E Problem war allerding, datt si dofir net bezuelt goufen. Dat féiert och zu engem Akommesverloscht, well en Dokter, dee Garden an Astreintë mécht, kann natierlech keng Operatioune plangen oder Rendez-vous festleeën, an en Dokter, deem déi ganz Nuecht iwwer geschafft huet an den Dag drop moies seng Praxis zoumécht, huet och keen Akommes.

Fir d'ëst Joer gouf et dann dee Pilotprojet, eng Konventioun zwëschen dem Gesondheetsministère an der FHL fir eng Indemnisation vun de Garden an Astreintë fir d'Dokteren. Mee dee leeft natierlech elo aus un Enn vum Mount. Haut stëmme mer iwwer e Gesetzesprojet of, deem déi Indemnisation dann elo definitiv am Gesetz festschreiwé soll. Fir d'ëischt fir 2024, mee dat soll duerno natierlech verlängert ginn, an och de Montant kann ugepasst ginn, jee nodeem, wéi d'budgetär Verhandlungen a wéi d'Bedürfnisser sinn.

Et bleiwen oppe Froen, zum Beispill bei der Astreinte. Eng Astreinte op 24 Stonnen, dovunner ginn nëmmen 13 Stonne bezuelt, déi vu 18.00 Auer owes bis 7.00 Auer moies. Dat heescht, 11 Stonne vun den Astreintë während der Woch ginn net bezuelt. Dat ass natierlech net zefriddestellend. An da muss natierlech och opgepasst ginn, datt, wa gewësse Spezialitéiten elo nach keng Indemnitéit kréien, an enger zweeter Phas esou séier wéi méiglech nogebessert gëtt, soudatt jiddwereen, dee Garden an Astreintë prestéiert, dat och bezuelt kritt.

An zwee Joer soll de Spidolspang reforméiert ginn, iwwerschaaft ginn, an dat ass natierlech e gudd Moment, fir op Basis vun deenen Erfarungen, déi mer bis dann hunn, Adaptatioune ze maachen, wat d'Garden an Astreintën ubelaangt.

Här President, och d'Bettenzuel gëtt erhéicht an dat begrësse mir natierlech ganz ausdrécklech als DP. Dat betrëfft jo dann d'Akutbette Geriatrie, dat betrëfft d'Pediatrie, och déi juvenill Psychiatrie um Kierchbierg. Baséierend op de Chifferen 2022–2024 soll erëm eng Analys duerchgefëiert ginn a fir eis, fir d'DP, ass et ganz wichteg, datt déi Bettenzuel reegelméisseg ugepasst gëtt un d'demografesch Entwécklung hei am Land.

An der Gesondheetskommissioun hat ech dann och e puer Prezisioune gefrot an op e puer Problemer higewisen. D'Indemnitéit ginn net un den Dokter bezuelt, mee un d'Spidol. Hei muss natierlech sécher gestallt sinn, datt den Dokter och den integrale Montant kritt, wéi et virgesinn ass, an doraus dierf och keen Ugestallteverhältnis ofgeleet gi fir liberal praktizéierend Dokteren.

Eppes, wat och oppe steet, dat ass d'Haftpflichtversicherung. Den Dokter huet eng, d'Spidol huet eng, an am Moment muss dann an all eenzele Fall gekläert ginn, wéi déi zwou intervenéieren. Et wier méi einfach, zum Beispill ze soen, datt d'office déi zwou Haftpflichtversicherungen, déi vum Dokter an déi vum Spidol, zu gläichen Deeler intervenéieren, wann e Versicherungsfall antrëtt.

An dann hunn d'Dokteren och während de Garden Honorairen, déi net bezuelt ginn, an do hu mer elo d'Versécherung kritt, datt awer an de Spideeler d'Sozialservicer sech wäerte beméien, fir datt déi Situatioun regulariséiert gëtt.

Här President, Garden an Astreintë si weesentlech fir eng gutt Versuergung vun eise Patienten, Dag an Nuecht, während der Woch, de Weekend, de Feiertag, an et ass gutt, datt d'Indemnitéit, also d'Entscheidung, d'Finanzéierung vun deene Garden an Astreintën, elo gesetzlech verankert gëtt.

Mir wëllen als DP eis Unerkennung net nëmmen den Dokteren aussprieche, mee allen anere Gesondheetsberuffer och. A bei hinnen ass besonnesch drop ze uechten, datt d'Reform vun hiren Attributiounen elo ouni Verzögerung an Ugrëff geholl gëtt.

Meng Fraktioun gëtt heimat hiren Accord fir dese Gesetzesprojet, an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel. Déi nächst ageschriwwene Riednerin ass d'Madamm Paulette Lenert. Madamm Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President, a merci och dem Rapportier fir deen ausféierleche Rapport zu engem Projet, deem, wéi Der ënnerstrachutt, mir elo net onbekannt ass. Et ass e Projet, wou vill dran investéiert ginn ass. Et ass och e Meilesteen, kann ee soen, am Beräich vun der Spidolsmedezinn hei zu Lëtzebuerg, wéi den Dokter Schockmel et scho richtig gesot huet.

Historesch gesinn, sinn ëmmer Garde gemaach ginn an ofgehele ginn, d'Berechtschaftsdéngschter sinn net eréischt elo erfondt ginn. Mee et sinn zwee nei Momenter. Dat war ni eng Virschreift vusäite vum Gesetzgeber an et ass ee sech iergendwéi eens ginn. Dat war am Géigenzuch zu enger gratis Bereitstellung vun de Plateau-techniquen, et sinn Éischt-Klass-Tarif fer ageféiert ginn, bref, et war eppes, awer net dat Richteg.

Deen neie Moment, dee komm ass, dat ass, datt de Legislatuer, dat Haus hei, verlaangt huet, wéi déi Garden an Astreintë sollen ofgehele ginn, och mat Strofbestëmmungen, déi drop sinn, dat heescht, eng Verflichtung fir d'Dokteren. An am Géigenzuch schéngt et normal, dass een dat dann och remuneréiert als Gesellschaft.

D'Spidolsmedezinn fuerdert vill vun den Dokteren. Dat ass e ganz spezielle Kontext, wou Imprevue sinn, wou ee muss nuets Déngscht halen, wou een ni weess, wat genau usteet. An dat soll een och honoréieren, dat soll honoréiert ginn. Op där Toile de fond sinn déi Diskussiounen lassgaangen.

Ech hat d'Éier, wéi ech ugefaangen hunn als Gesondheetsministesch, effektiv op deem doten Dossier direkt zesumme mat der AMMD ze schaffen, a mir sinn och als LSAP der Meinung, dass dat eng Selbstverständlechkeet ass, dass déi geleescht Aarbecht, déi verlaangt gëtt iwwert d'Gesetz, och remuneréiert gëtt duerno. Natierlech sinn Diskussiounen komm iwwert de Scope, wéi ëmmer, wann eppes nei ass. Wien ass couvréiert, wien net? Dat muss sech fannen. Dofir och déi Approche vun engem Pilotprojet, fir erauszefannen, ob dat de Realitéiten entsprécht, dat Ganzt am Dialog.

Dat ass och dat, wat mir eis fir d'Zukunft wënschen: dass deen Dialog oprechtgehale gëtt. E Gesetz ass ni a Stee gemeesselt, dat ass do fir ze liewen a mir kënnen nëmmen encouragéieren, dass och weider den Dialog gesicht gëtt, fir ze kucken, ob dat doten dat ass, wat et brauch.

Déi budgetär Envelopp, natierlech, dat ass ëmmer eng Fro vu Verhandlungen. Déi si geféiert ginn a relativ schnell och op en Enn bruecht ginn, bon, aus zwee Grënn.

Et war wichteg, hei ze remuneréieren, fir dass mer aus de Startlächer kommen. Dat heescht, do konnt een net onendlech laang, jorelaang verhandelen, well mer wierklech wollten, dass déi Gelder sollte fléissen, dass se deene Leit sollten zeguttkommen.

An dat anert ass, dass ee sech natierlech och als Ressortminister muss no där Decke strecken, déi engem accordéiert gëtt. Dat ware schwierig Diskussiounen. Natierlech hu mer en Accord fonnt op engem Montant, deem eebe konnt zu enger Ënnerschrëft féieren, wat een och elo hei zrëckféint. An ech sinn och frou, dass deen Text tel quel iwwerholl ginn ass vun där neier Regierung, mat enger Enveloppe, déi dach considerabel ass, déi sécher elo net genau den Uspréich entsprécht, déi ugeféiert gi sinn, mee ëmmerhin ass en Accord mat der FHL fonnt ginn. A vun eiser Säit aus kënnen mir dat nëmme begrëissen.

Och den zweete Volet vun deemem Projet, d'Better, ass ugeschwat ginn. Mir sinn an engem Land, wou d'Bevëlkerung extrem gewuess ass iwwert déi lescht Joren. Et muss ee sech bewusst sinn, dass dat vill Previsiounen gesprengt huet. Ech géif gären nach eng Kéier ënnersträchen, dass keng Better ofgebaut gi sinn, och wann dat gären ëmmer erëm widerholl ginn ass, grad während der Walcampagne. Dat ass net richtig!

Et sinn néierens Better ofgebaut ginn. Mir si just als Bevëlkerung natierlech immens gewuess. An et ass och wichteg gewiescht an eisen Aen – an dofir sinn ech och ganz frou, dass dat doten elo opgegraff gouf an och tel quel vun der neier Regierung guttgeheescht ginn ass –, elo kuerzfristeg do, wou et wierklech brennt, schonn d'Better an d'Luucht ze setzen, wëssend, dass déi richtig Echeance fir déi nächst Evaluatioun d'nächst Joer wäert sinn, wou een opgrond vun der Documentation hospitalière Projektione ka maachen, déi dann och hoffentlech hei zu Debatte wäerte féieren. Dat ass net ze ënnerschätzen! Et muss ee vorausschauend sinn. Mee déi Better, déi hei eropgefuert gi sinn, eebe grad an der Jugendpsychiatrie, an der Geriatrie, bei den Eeleren an och an der Pédiatrie de proximité, dat war absolut noutwendeg, wann een d'Situatioun kuckt, wéi se war!

Am Moment stéisst dat Ganzt natierlech och un d'Grenze vun den Infrastrukturen, mee et ass eng Saach, déi sécherlech gutt ass, an op alle Fall wäert Der vun eiser Säit aus eisen Accord kréien zu deemem Projet, den Accord vu menger Fraktioun. Mir begrëissen, dass de Projet ganz schnell esou weidergereicht ginn ass, wéi e preparéiert war. Dat ass am Sënn vum System.

An ech kann ofschléissend nëmme meng Nofollgerin, d'Gesondheitsministesch, encouragéieren, fir standhaft ze bleiwen an den Negociatiounen. Et ass net ëmmer einfach an et soll ee sech d'Gesondheet eppes kaschte looschen. Do muss ee ferm bleiwen, och wann dat heiansdo schwierig Diskussiounen sinn an enger Koalitioun. Et ass wichteg, dass weider an d'Gesondheet investéiert gëtt. Eis Ënnerstëtzung hutt Der op alle Fall an där Hisiicht.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert. Déi nächst Riednerin ass déi honorabel Madamm Laxy Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi alleguer meng Virriedner begrëssen och mir de Gesetzesprojet vum Finanzement vun de Garden an Astreintë souwéi d'Erhéijung vun der Unzuel u Better an déi dräi zousätzlech Apparater, déi ugeschaaft ginn.

Ech wäert mech hei a menger Ried haaptsächlech op den éischte Volet, op de Finanzement, bezéien, oder ausschliisslech souguer. Ech fannen et, oder mir fannen et ganz normal, dass, wann op eemol – bon, net op eemol – eng Regulatioun vu Garden an Astreintën an e Gesetz opgeholl gëtt, dann och eng Remuneratioun do muss matgoen. A wann een dann och nach vu Strofbestëmmung schwätzt, ëmsou méi! Virdrun huet dat och ëmmer geklappt, d'Dokteren hunn dat organiséiert, an et ass elo an d'Gesetz komm. Dat heescht, mir mussen eng Remuneratioun do virgesinn.

Wéi d'Madamm Lenert grad gesot huet, gëtt vill gefuerdert vun eisen Dokteren. Dofir empfangen ech et ëmsou méi – an ech zitëieren do d'Dokteren, mat deenen ech geschwat hunn – als e Schlag an d'Gesicht, dass déi budgetär Envelopp vun d'Organismes gestionnaires soll iwwerwise ginn. Mir hu grad héiere vum Här Hengel, datt dat ass, well den Organisme gestionnaire déi ganz Organisatioun vun deene Garden an Astreintë soll iwwerhuelen. Souwäit ech informéiert sinn, ass Pabeier gedéleg an um Terrain leeft dat e bëssen anescht of. Et sinn am Fong d'Dokteren direkt, déi an de spezifesche Servicer hir Garden an Astreintën organiséieren. Och wa mol een ausfällt, kucke si, dass si sech organiséiert kréien, an et geet keen erop bei d'Direktioun kräischen, dass se elo e Mangel hunn.

Am Kader vun deem Organisme gestionnaire sinn nach e puer aner Problemer. Dat heescht, am Fong sinn déi Suen an der Hand vun de Spideeler. Eiser Meenung no kann domat e gewëssenen Drock op d'Dokteren ausgeübt ginn an och Sanktiounen als Konsequenz hunn, wéi et jo och am Gesetz virgesinn ass.

Anerersäits stelle mer eis och d'Fro, wien dann decidéiert, wie Garden oder Astreintën – wann ech just vun deem enge schwätzen, mengen ech och ëmmer dat anert – dierf maachen a wie remuneréiert gëtt. Well mir wëssen och: D'Zuel ass limitéiert fir dee Budget. Am Total waren et 60,5 Milliounen fir 34 Garde plus 4 als Backup. Wat ass, wann déi Unzuel Garden iwwerschratt gëtt? Wien decidéiert dann, wéi een Dokter elo ausbezuelte gëtt a wéi een net? A wien ass schlussendlech wierklech responsabel fir d'Garantie vun deene Garden a vun deenen Astreintën?

Dann, am Koalitiounsaccord – et zitt sech vun Ufank bis zum Enn – schwätze mer vun enger Simplification administrative. Hei brauche jo awer elo d'Organismes gestionnaires, d'Spideeler, eng zousätzlech Verwaltungsstruktur, fir déi ganz Verwaltung vun de Garden an Astreintën auszuféieren. Mir hoffen, dass déi Leit, déi dann elo do vläicht agestallt ginn an de Spideeler,

déi dat dann organiséieren sollen, wann dat da wierklech esou ass, net vun där Enveloppe budgétaire bezuelte ginn, déi am Fong fir d'Garden an d'Astreintë vun den Doktere virgesinn ass.

Dann hat och de Collège médical e Commentaire gemaach zu den Ongläichheiten, wat d'Steiere betrëfft, tëscht de Salariéen a Prestataire-de-servicen, well mir hunn déi zwee Fäll bei den Dokteren hei am Land. Hei stelle mir och d'Fro am Fong: Wann e Spidol Gestionnaire ass, ass dann den Dokter eventuell dach an engem Salariéverhältnis a muss dann och esou besteiert ginn, an net an als Prestataire de service? A wien decidéiert dat? Och d'Spidol oder een aneren?

Wa mer vun de Salarié schwätzen, ass et ganz interessant, ob d'Astreintën an d'Garden iwwereneekomme mam Aarbechtsgesetz, oder kënnen iwwerenee kommen, well mer e Manktem hu vun Dokteren. D'Aarbechtsgesetz schreift vir: am Ugestallteverhältnis net méi wéi 48 Stonnen. Mir hu schon e Manktem u Dokteren, bei zwou Astreintë komme mer op 26 Stonnen, a wa mer vu Garde schwätzen, da schwätze mer scho vun 48 Stonnen. Da si mer schon um Enn. En Dokter, deen zwou Garde mécht an der Woch, deen ass fäerdeg an där Woch, wann en am Salariéverhältnis ass, fir nach weider ze schaffen. Do hat jo och schon den Här Clement d'lescht Woch déi Remark gemaach, an och, wéi et bei den Astreintën ass, wa se am Ausland sinn. Zielt dat als Aarbechtszäit? Dat muss ganz kloer gekläert ginn, wéi déi Astreintën unzegesinn.

Ech wëll awer net nëmme vusäite vun den Dokteren schwätzen, mee et ass och e Problem, dee sech vläicht fir den Organisme gestionnaire stellt: Wéini kritt deen déi Enveloppe budgétaire? Muss deen a Virleeschung trieden an déi Garden an Astreintën ausbezuelen?

An dann nach ganz kuerz – meng Zäit ass ofgelaf, ech gesinn dat grad –, den Här Schockmel hat et scho gesot: Et sinn net all d'Dokteren erfaasst! Ech wollt just soen: D'Zänndoktere falen net an dee Garde- an Astreintësystem eran. Dat heescht, do mussen mer onbedéngt kucken, dass sech och mat deenen ausereegesat gëtt, d'nämmlecht wéi d'Déierendokteren.

Also, mir stëmmen elo derfir, mir hoffen awer, dass, wa mer an engem Joer de Bilan zéien, mer do och nach ëmmer derfir kënnen stëmmen, wann déi Suen och wierklech bei den Dokteren ukomm sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Merci och dem Rapportier fir säi gudder schrëftlechen a mëndlechen Rapport. An ech mengen, et ass relativ kloer. Wéi de Rapportier et gesot huet, sinn et dräi Elementer, déi an deem Gesetzesprojet dra sinn, an dat sinn och dräi Elementer, déi wichteg si fir d'Qualitéit vun de Servicer, déi sollen uegebuede ginn. Hei geet et zwar an deem Fall am Haaptdeel ëm d'Garden an ëm d'Remuneratioun vun deene Leit, déi d'Garde mussen assuréieren, mee et sinn och Froen dran iwwert d'Qualitéit am Zesammenhang mat de Better am Spidol, an de Spideeler, déi eropgesat gi sinn, respektiv vun Apparater, déi ugeschaaft gi sinn.

Dat alles si wichteg Elementer, mee leider gëtt et nach en anert wichteg Element, iwwert dat ass nach net vill de Mëtteg hei geschwat ginn: Fir datt dat Ganz funktionéiert, muss een och Personal hunn!

Et ass natierlech wichteg, datt d'medezinnescht Personal gutt bezuelte gëtt, wann et eng Déngschtleeschung bréngt. Mee et kann een nach esou vill Apparater a Better hunn an nach esou vill Remunerationsméiglechkeeten, wann et u Leit feelt, u Dokteren oder u medezinneschem Personal en général, dann ass et natierlech schwierig, fir déi Leeschtungen kënnen unzebidden. An dat ass ee vun de groussen Problemer, dee mer, mengen ech, hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer hunn.

An ech wëll och do soen, wann ech heiansdo hei Rieden héieren: „Mir mussen d'Immigratioun stoppen, mir mussen kucken, dass mer eis éischter méi zou maachen, mir dierfe manner op d'Ausland setzen!“, da stellen ech mer d'Fro, virun allem am Gesondheitsberäich, wéi dat géif goen, wëssend, datt, wa mer dat géifen uwennen, mer relativ séier zu Lëtzebuerg géife verhéieren an eise Spideeler, an eise Gesondheitsinfrastruktur generell, well mer de Moment iwwerhaupt guer net d'Potenzial am Land hunn, fir kënnen aus eegener Kraaft déi néideg Qualitäts-servicer unzebidden.

An duerfir brauche mer Oppenheet. Mir mussen kucken, wéi mer d'Formatioun duerfir ausbauen, virun allem op der Uni ausbauen, fir datt mer déi néideg Fachleit op Lëtzebuerg unzéien. Iwwerhaupt, dat gesamt Gesondheitspersonal ass extrem wichteg, wa mer gären all déi Problemer, déi et reell gëtt an eisem Gesondheitswiesen, déi net ze niéiere sinn, geléist hätten.

An do brauche mer eng gesamtheetlech Strategie, wéi een dat kann ugoen. An déi gesi mer de Moment nach ëmmer net ganz. Et gëtt zwar effektiv en Zéngjoresplang, deen ënnert där leschter Regierung ausgeschafft ginn ass, mee et feelt eis nach un Detailer vun der Gesamtstrategie, wat d'Formatioun ubelaangt.

An da kommen ech och bei d'Fro vun der Attraktivitéit vum Doktescherberuff, virun allem an deem heite Kontext a virun allem och am Kontext, wou mer dann iwwert de Virage ambulatoire schwätzen. D'Ministesch huet zu Recht an der Kommissioun gesot: „Dat hei huet jo am Fong net direkt eppes domadder ze dinn.“ Et ass eng indirekt Konnotatioun sécherlech do, mee dee Virage ambulatoire, dat ass vill méi komplex a vill méi komplizéiert, an do stelle sech ganz aner Froen.

A virun allem stelle sech zum Beispill Froen am Zesammenhang mat der Attraktivitéit vun de Spideeler fir d'Dokteren. An ech muss soen, ech hunn de Moien de Jean Reuter um Radio héieren. Eigentlech brauch ech deem näischt bäizefügen. Ech géif jiddwerengem uroden, em entweder nozelauschten oder op RTL ze liesen, wat am Resümee steet, wat en do seet. Menger Meenung no treëft dat den Nol op de Kapp. An da gesäit een awer och schon, wéi komplex datt dat wäert ginn, wa mer an Zukunft alleguerten zesumme wëllen e Gesondheitssystem opstellen, deen eng héich Qualitéit huet.

Fir de Rescht gi mir natierlech d'Zoustëmmung zu deem Projet. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir eis geet deen heite Projet de loi an déi richteg Richtung. Datt d'Garden an d'Astreintën an de Spideeler bezuelte mussen ginn, dat ass u sech jiddwerengem kloer. Datt mer dat elo an d'Gesetz schreiwen, ass u sech och – an dat hunn d'Virriednerinnen an d'Virriedner jo erkläert – historesch gewuess. An elo maache mer de Point. Wann een dat bezuele wëllt, da muss een och d'Geld an de Grapp huelen, an duerfir ass dee betreffende Montant jo och an d'Gesetz geschriwwen ginn.

Dat heiten ass also eng Mesür, déi am Interêt ass vun der Attraktivitéit vum Gesondheitswiesen, fir datt mer d'Attraktivitéit héichhalen a fir datt mer déi Attraktivitéit och weider férdere. Mee fir géint d'Penurie vum Personal an de Spideeler virzegoen, mussen awer nach vill aner Mesüre matergraff ginn. Dat ass awer haut net d'Thema an ech wäert elo net e groussen Exkurs doriwwer maachen; mir wäerten, mengen ech, an den nächste Méint a Joren nach oft genuch doriwwer schwätzen.

Wat fir eis Piraten dann awer ganz besonnesch wichteg ass, au-delà vun den Astreinten a vun de Garden, dat ass, datt mat dësem Projet de loi d'Unzuel vu Better, déi maximal hei am Land a verschiddene Spezialitéite respektiv Servicer erlaabt sinn, an d'Luucht geet.

Déi Lëtzebuurger Populatioun ass an deene leschte Jore massiv gewuess, an net nëmmen d'Populatioun, mee och d'Leit, déi hei schaffen, déi heihinner schaffe kommen, déi awer op där anerer Säit vun der Grenz wunnen, eis Frontalieren, déi an d'Lëtzebuergesch Krankekeess cotiséieren an domadder och hei zu Lëtzebuerg d'äerfe Soinen an Usproch huelen. An deem muss natierlech an eise Spideeler Rechnung gedroe ginn.

Dat aalt Gesetz ass vun 2018. Deemoools hat Lëtzebuerg 607.950 Awunner. Op den 1. Januar 2023 waren et der 660.809. Dat sinn der bal 53.000 méi, dat sinn 9 %. Waren an der Pédiatrie de proximité 2018 nach maximal zwielef Better méiglech – dat war ee Bett op 50.662 Awunner! –, sinn et der 2023, wa mer dat heiten dann elo gestëmmt hunn – an ech mierke jo, datt eng ganz breet Zoustëmmung do ass –, maximal 40, an domadder ee Bett op 16.520. Dat ass e Quantesprung, an dat geet an déi richteg Richtung!

Gläichzäitg muss een awer dobäi bedenken, datt dat net automatesch heescht, datt et déi Better och an der Realitéit gétt. Mir erlabe se, a mir hunn an deene leschte Joren oft gemierkt, datt et zwëschent Erlaben, Bauen an dann och d'Personal dofir fannen, awer heiansdo e Couac gétt. Déi Leit fale jo net vum Himmel! An ech mengen, dat hu mer och déi lescht Jore gemierkt.

An da begrëisse mer trotzdeem, datt hei eng Croissance ass, grad déi zéng zousätzlech Better an der Psychiatrie juvénile. Mir schwätze vill iwwer Mental Health. Et ass also wichteg, datt mer net nëmmen driwwer schwätzen, mee eis och tatsächlech d'Moyene ginn, fir de Leit ze hëllefen.

Mir mussen awer och derfir suergen, datt dës Better dann och an der Realitéit bei de Spideeler ukommen. Wéi maache mer dat? Do ass et erëm d'Attraktivitéit vum Gesondheitsberuff, dat ass: Duerfir suergen, datt mer optiméieren, duerfir suergen, datt de Beruff attraktiv bleift duerch d'Remuneratioun, duerch d'Aarbechtszäiten, duerch d'Aarbechtskonditiounen. Bref, et geet drëm, datt mer méi Leit kënnen rekrutéieren, fir déi Aarbecht ze maachen.

Wa mer eis dat Ganzt ukucken ... Ech ginn elo net op dat onsäglecht Thema vun der Knochendichtemesung an, dat hu mer hei och schonn déi lescht Méint laang a breet diskutéiert. Et ass gutt, datt mer déi zwee Geräter bäikréien. Och do geet et hoffentlech dohin, datt déi Delaien dann erofginn. Normalerweis misste mat zwee Geräter méi jo dann d'Delaien erofgoen.

Mir mussen eis einfach bewosst sinn, datt dat heiten erëm, wéi esou oft, en éischte Schrëtt ass, fir deelweis Retarden, déi mer iwwert déi lescht Joren e bëssen accumuléiert hunn, opzeschaffen.

Dat ass awer elo d'Infrastruktur. Elo muss mer dat mat Liewe fëllen. An dat, mengen ech, Madamm

Ministesch, gétt Ären Challenge fir déi nächst fënnf Joer, fir déi Better, déi mer elo schafen, dann och reell ukommen ze loossen a mat dem néidege Personal ze ekipéieren, fir datt se och fir Patientinnen a Patienten disponibel sinn.

Mir stëmmen dat heite mat. Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci dem Här Clement. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech kann et och relativ kuerz maachen. Als Lénk ënnerstëtze mir den heite Projet natierlech och. An ouni alles dat ze widderhuelen, wat meng Virriednerinnen a Virriedner scho gesot hunn, géif ech vläicht just op dräi Elementer agoen.

Ech mengen, datt d'Fro vun der Finanzéierung eng wichteg ass an datt eng nohalteg Finanzéierung vun de Garden muss eng sinn, déi och laangfristeg geplangt ass. An dese Projet de loi geet an där heiter Fro sécher an déi richteg Richtung. Mee iwwert déi staatlech Finanzéierung eraus misst garantéiert ginn, datt et, éischstens, en Evaluatiouns- an Adaptatiounssystem gétt, fir op Dauer reegelméisseg kënnen déi finanziell Moyenen unzepassen an d'Besoine vum Terrain an, zweetens, och sécherstellen, datt d'Finanzéierung vun de Garden an Astreinten net spéiderhin eventuell eng Kéier kéint op d'Krankekeess iwwerdroe ginn an domadder aner Problemer schafe géif, also méi Problemer eventuell schafe géif, wéi se kéint léisen.

D'Fro stellt sech awer och méi generell bei der Fro vun de Better: Wat sinn déi Instrumenter, fir Evaluatiounen a Statistiken ze maachen, wéi d'Besoine sech an Zukunft wäerten entwéckelen? Sinn déi Moyenen, déi mer do hunn, adaptéiert? Musse mer net och dat selwer nach eng Kéier hannerfroen? Also, anescht gesot, wéi ass d'Verhältnis tëschent Offer an Demande an engem Spidolssystem, dee selwer awer och an enger permanenter Evaluatioun ass? Dat ass net evident. An dat huet jo och derzou gefouert, datt notamment d'Salariatskummer gesot huet: „Mir sinn eigentlech net à même, fir kënnen anzuschätzen, ob déi doten Zuel genuch ass, ob dat duergeet oder net.“

An déi drëtt Remark, déi ech maache wollt, ass déi, datt d'Fro vun de Garden natierlech och indirekt d'Fro stellt vun der Entlaaschtung vun den Urgencen. An d'Maison-médicallen, do stellt sech déi grouss Fro, awéiwäit déi et wierklech fäerdegbruecht hunn an der Vergaangenheet, zur Entlaaschtung vun den Urgencen bäizedroen. Eng Evaluatioun, mengen ech, wier och hei gefrot, an et wier och wichteg, sech Gedanken ze maachen, wéi do d'Entwécklung kéint sinn.

Effektiv, ëmmer dee groussen Elefant am Raum an deenen Diskussiounen ass d'Personal. Et geet net nëmmen duer, anstänneg ze bezuelen. Dat ass sécherlech och wichteg, mee et muss een et virun allem och fannen, fir déi Aarbecht kënnen ze maachen.

Wéi gesot, dese Projet de loi ass e klengt Puzzlestéck doranner, a mir ënnerstëtzen en.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

Dann huet elo d'Gesondheits- a Sécurité-sociales-Ministesche d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Et ass déi éischte Kéier, dass ech hei e Rapport vun engem Projet de loi begleeten. Ech soe fir d'éischt mol dem Rapportier Max Hengel villmoools Merci fir déi gutt Ënnerstëtzung an der Kommissiounssitzung a fir dee komplette Rapport. Villmoools merci un de Max. Ech hoffen, datt mer esou viruschaffen.

Da soen ech och Merci all de Kontributiounen, déi hei gemaach gi sinn. Dir hutt am Fong geholl scho bal dee ganze Programm fir déi nächst fënnf Joer opgesot, dee mer zwar muer an der Chamberskommissioun eréischt ofschléissen, d'Presentatioun vum Accord de coalition. Mee Dir hutt schonn alles mat op de Wee ginn, wat mer an deenen nächste fënnf Joer um Plang stoen hunn.

Merci och der vieregter Gesondheitsministesch fir de Relais, dee se organiséiert huet. Dat hei war ganz einfach, d'Amendementer ware geschriwwen. Ech hunn net vill musse maachen, ech hu just musse begleeten.

An ech si frou, datt ech bei menger éischter Interventioun zu engem Projet de loi kann op 100 % Zoustëmmung hei aus dem Haus zielen. A mäi Wonsch wier, datt dat déi nächst fënnf Joer esou géif weidergoen.

(Hilarité)

Mee ech sinn awer net ganz blauäueg. Ech mengen, mir kréien nach ganz interessant Diskussiounen, an ech freeë mech op all déi Diskussiounen. A merci elo mol dofir, de Mëtten deen heite Projet ze stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann d'Diskussioun ofgeschloss.

A mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8277. Den Text steet am Document parlementaire 8277^o.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8277 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmen fänkt elo un. D'Votes par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat ass dat follgend: Jo-Stëmmen: 60. Follgendermoosse keng Nee-Stëmmen a keng Abstentiuoun.

De Projet de loi ass also eestëmmeg ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Marc Lies), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par Mme Corinne Cahen), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closerer, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Foyot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat also esou decidéiert.

12. 8337 – Projet de loi portant approbation du Protocole d'amendement à l'Accord portant création de l'Organisation internationale de la vigne et du vin, signé à Paris, le 3 avril 2001

Mir kommen elo zum Projet de loi 8337 iwwert d'Verlagerung vum OIV-Sëtz vu Paräis op Dijon. Op Proposition vum der Kommissioun – an ech ënnersträchen dat nach eng Kéier! –, gëtt no der Presentatioun vum Rapporteur ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt. Folgendermoossen huet och kee sech ageschriwwen, fir heiriwwer ze diskutéieren. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Weydert. Madamm Weydert, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, am Gesetzesprojet 8337 geet et drëms, e Protocole d'amendement zum Accord iwwert d'Grënnung vum der Internationaler Organisatioun fir d'Rief an de Wäin, kuerz OIV, ze ratifizéieren. D'OIV wäert hire Sëtz ab dem Fréijoer 2024 vu Paräis op Dijon verleeën, wat den Objet vun dësem Amendement ass.

Esou wéi et am Accord iwwert d'OIV virgesinn ass, kann all Memberland vun der OIV Ännerungen zum Accord proposéieren. Dës Ännerung gouf vu Frankräich proposéiert, an déi vum Accord virgesinne Prozedur, déi gouf och à la lettre ugewannt.

Et muss ee wëssen, dass de Bail vum Sekretariat vun der OIV zu Paräis schonn 2019 ofgelaf war an d'OIV zënterhier provisorisch an engem anere Gebai zu Paräis ënnerbruecht ass.

Dräi franséisch Stied a renomméiert Wäiregiounen hu kandidéiert, fir den neie Siège vun der OIV ze stellen: Dat ware Bordeaux, Reims an Dijon, déi och allen dräi d'Krittäre vun der OIV erfüllt hunn.

D'Decisioun, de Sëtz op Dijon ze verleeën, gouf den 21. Mee 2022 an der Generalversammlung vun der OIV approvüert vun allen 39 Memberen, déi deemools an der Generalversammlung present waren.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | E bësse méi roueg. Wann ech ëm Calme kéint bieden, fir datt d'Rapportrice och kann hire Rapport maachen.

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Merci, Här President. D'OIV wäert soumat am Fréijoer d'nächst Joer an den Hôtel Bouchu d'Esterno, en Härenhaus aus dem 17. Joerhonnert am Härze vun Dijon, plënnere. Et ass eng flott Location, wou een och eng Kéier kéint mat der Kommissioun hifueren.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Mat der ganzer Chamber, Madamm Weydert.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Weydert, maacht Äre Rapport.

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Pardon. 1924 ass als Reaktioun op déi international Wäibaukris de Virgänger vun der OIV, dat Internationaalt Wäinamt, gegrennt ginn, fir d'weltwäit Situatioun vum Wäibau ze harmoniséieren.

Den erneierten Accord iwwert d'Grënnung vun der OIV gouf den 3. Abrëll 2021 (veuillez lire: 2001) zu Paräis ënnerschriwwen an duerch e Gesetz vum 22. Juli 2003 vu Lëtzebuerg approvüert.

D'OIV huet aktuell 50 Memberlänner op fënnf Kontinenter, déi representativ fir d'Produktioun an de Konsum vum Wäin sinn. Aus de Memberlänner stamen nämlech 86 % vun der weltwäiter Wäiproduktioun, an 71 % vum weltwäit produzierte Wäin gëtt an dese Länner consomméiert.

D'OIV huet verschidde Kärmissiounen am Wäibau, déi am Konsens mat de Memberlänner festgeluecht ginn. D'Haaptmissioun vun der OIV ass et, international unerkannten a kohärent Standarde festzeleeë fir d'Hierstellung vun de Produkter aus dem Wäibau. Dëst geet vum Hierstellungsprozess, der Liewensdauer bis bei d'Etikettéierung vun de Produkter, sou wéi se um Enn an de Verkaf kommen. Donieft bedreift d'OIV Fuerschung an diverse Beräicher, fir de Wäibau no vir ze bréngen, sammelt a senge Memberlänner Daten a stellt Statistiken an Analysen zu spezifeschen Theemen aus dem Wäibausektor op.

D'OIV ass also eng Plus-value fir Lëtzebuerg, fir eise Wäibau hei, well mer eis zesumme mat de wichtigste Länner, déi aktiv am Wäibau sinn, weltwäit déi selwechte Standarde ginn an esou och kompetitiv um Weltmarché bleiwen.

De Gesetzesprojet gouf de 26. Oktober 2023 an der Chamber vum deemolegen Ausseminister deposéiert an den 30. November 2023 gouf en an d'Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture renvoyéiert.

De Staatsrot huet de Gesetzesprojet den 28. November 2023 ouni Observatiounen um Fong aviséiert an hat awer zwou Bemierkungen d'ordre légistique: Dat war, datt zum Schluss vum Intitulé e Punkt war an datt den Text vum Protocole d'amendement mam Intitulé „Annexe“ direkt huet missen hannert d'Approbatioun kommen.

D'Chambre de Commerce huet dunn den 1. Dezember 2023 och dese Projet favorabel aviséiert.

An hirer Sëtzung vum 14. Dezember 2023 gouf de Gesetzesprojet vun der Madamm Ministesch Martine Hansen an der zoustänneger Kommissioun virgestallt an den Avis vum Staatsrot a vun der Chambre de Commerce goufen analyséiert. An der selwechter Sitzung sinn ech zur Rapportrice ernannt ginn an de schrëftleche Rapport ass unanime ugeholl ginn.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport an déi verschidden Avisen, déi virleien. Ech soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeit.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Weydert ...

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Am Numm vun der ...

M. Claude Wiseler, Président | A, pardon.

Plusieurs voix | Nee, nee!

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Pardon?

M. Claude Wiseler, Président | Dat braucht Der net ze soen, well mer hei a sech an engem Modell sinn, wou mer keng Diskussioun hunn a wou och keng Fraktioun da muss eppes soen. Da brauch Är Fraktioun och elo net hei ...

(Hilarité)

... e Kommentar doriwwer ofzeginn.

A wann d'Regierung elo och näischt ze soen hätt oder net géif insistéieren, eppes ze soen, da kéinte mer direkt zum Vott eriwergoen.

D'Diskussioun ass ofgeschloss.

A mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8337. Den Text steet am Document parlementaire 8337³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8337 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. D'Votes par procuration. An de Vott ass elo ofgeschloss.

D'Resultat ass dat follgend: Jo-Stëmme: 60. Nee-Stëmme: 0. An Enthaltung selbsterständlech dann och keng.

Domat ass de Projet de loi eestëmmeg ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par M. Marc Lies), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par Mme Taina Bofferding), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chambre d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat elo esou decidéiert.

13. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'interdiction de la mendicité au Luxembourg

D'Chambre féiert haut de Mëtten – oder plutôt schonn haut den Owend – eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Heescheverbuet, déi vun der LSAP-Fraktioun ugefrot gouf.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chamberreglement festgehalen. D'Auteure vun der Aktualitéitsstonn hunn zéng Minutten. D'Fraktiounen an d'Sensibilitäten hu jee weils fënnf Minutten. D'Regierung huet 15 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, d'Madamm Lydie Polfer, den Här Fernand Kartheiser, den Här Meris Sehovic, den Här Marc Goergen an den Här Marc Baum. D'LSAP-Fraktioun huet decidéiert, datt se d'Riedezäit vun den Auteuren, déi zéng Minutten, déi se huet, ënner zwee Auteuren deelt, der Madamm Bofferding an dem Här Biancalana. A wéi ech gesinn, fänkt d'Madamm Bofferding un. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Här President, mir hunn dës Aktualitéitsstonn ugefrot, well mer et net

bei eiser Pressekonferenz wollte beloossen a well mer och gären hätten, dass dëse Sujet weiderhin op der politescher Agenda bleift. A mir hoffen, haut och eng sachlech Debatt heibanne kënnen ze féieren.

D'Mendicitéit ass e Sujet, deen eis net kal léisst. Mir gesinn et och als eis Pflicht, grad deene Leit, déi keng Stëmm hunn, eng Stëmm ze ginn. An a mengen Ausféierunge wäert ech elo net op déi juristesche Elementer weider agoe vun där juristesche fundéierter Analys, déi deemools derzou gefouert huet, dass ech den Artikel als deemoleg Inneministesche refuséiert hunn. Ech hunn op ville Plaze schonn erkläert, wat de Bestanddeel vun deem Contrôle de légalité ass, deen een dee Moment als Ministesch huet.

Vill méi wichteg ass eeben, dass mer kucken, wéi et elo weidergeet, respektiv wéll ech och hei an deem Kontext nach eng Kéier soen, dass ech et wierklech bedauern, datt d'Decisioun vum Verwaltungsgericht net ofgewart gouf, well dann hätte mer nämlech eng kloer Rechtssécherheet kritt, amplaz elo hei d'Decisioun ze huelen, fir dass e Riichter net kann tranchéieren. Ech mengen, do hätte mer méi Kloerheet gehat an domadder wär eis alleguerter gehollef. Bon, mir dréien hei weider am Krees.

Genausou ass et och ze bedauern – oder besser gesot ass et eigentlech och e Skandal –, dass grad dat Éischt, wat dës Regierung ëmsetzt, dat, wat se mécht, eigentlech déi Schwächste vun eiser Gesellschaft viséiert. Déi, déi näischt hunn, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn, déi kee Su an der Täsch hunn, déi ginn direkt hei weiderhi bestrooft.

„Knaschtsak“, „Lidderhanes“, „Wouscht“. Dat si Begrëffer, déi een an de leschten Deeg ëmmer erëm an der Debatt héieren huet, wuel wëssend, dass mer hei vu Mënsche schwätzen. Ech hu selwer viru Joren eng Persoun, déi ech aus menger Kandheet kann hunn, op der Gare sëtze gesi mat engem Becher, fir Suen ze sammelen. Wéi ech erausfonnt hunn, war déi Persoun och drogéiert an ech hu mer ëmmer erëm d'Fro gestallt, wat do geschitt ass, dass se esou déif gefall ass.

Leit, déi reegelméisseg an den Interieur gaange sinn, déi si sécherlech op d'Lilu getraff. Dat ass eng Fra, déi all Dag virum Ministère souz, déi Bicher gelies huet an déi ëmmer ganz frëndlech war, wann een hir e Su an hire Becher ginn huet. Viller hu gemengt, dass et sech net gehéiert, dass eng Persoun virun engem Ministère sëtzt. Bon, ech hunn dat aneschters gesinn, well all Dag, wa se do war, wosst ech, dass déi Persoun nach leeft. Am Eck, wou se souz, war se protegéiert a si gouf och mat Iessen a Gedrénks versuergt. Méi dramatesch gouf et, wéi déi Persoun krank gouf an nach méi déif gefall ass.

Den Adalbert Boros, dat ass wuel dee bekanntste Strummert. Ech selwer hunn en net kennegeleiert, mee ech kenne ganz vill Anekdoten, virun allem – voilà, do grinst schonn een – wann e bei de Mathes-aufgabe vun de Leit gehollef huet.

Ech nenne just dës puer Beispiller, einfach fir den Term „heesche“ kënnen ze vermënschlechen an einfach ze weisen, dass dat Persoun sinn, jo, déi sech zum Deel vläicht och schonn opginn hunn, mee trotzdem steet et eis net zou, fir deene Leit nach hire leschte Fonken u Würd an hire leschte Fonken u Selbstbestëmmung ewechzehuelen. Genausou wéi et eis och net zousteet, deenen Äermsten an der Gesellschaft d'Méiglechkeet ze huelen, en Appell un d'Generositéit vun hire Matmënschen ze maachen.

Elo kéint vläicht deen een oder anere soen: „Bon, d'Stater Policereglement verbitt jo elo net déi einfach Form vun der Mendicitéit. Et ass jo just déi aggressiv an déi organiséiert Form gemengt.“ Ben, dat ass net

ganz richtig, wann dat ëmmer gesot gëtt. Well kucke mer eis eng Kéier déi Plazen an déi Zäiten un, déi am Reglement définéiert sinn, déi do festgeschriwwen sinn, sou ass feststellen, dass grad op deene Plazen a grad zu deenen Zäiten, wou een iwwerhaapt Leit untrëfft, déi kéinte spenden ..., dass genau déi Plaze gemengt sinn.

Déi consultativ Mënscherechtskommissioun huet dat och nach eng Kéier ganz kloer an hirem Communiqué vu gëschter prezisiéiert an och Leit wéi de Mënscherechtsspezialist Frank Wies schwätzen hei och ganz kloer de facto vun engem generelle Verbuet.

Duerfir stellt sech also d'Fro grondsätzlech: Wat seet dat iwwer eis als Gesellschaft aus, wann esou e Verbuet geholl gëtt? Ben, et weist virun allem, wéi mer mat deenen Äermsten a mat deene Vulnerabelsten ëmginn. Mënschen, déi elo schonn ausgebeut ginn, ginn nach méi bestrooft. An enger fräier, an enger oppener Gesellschaft dogéint gehéiert et dozou, dass déi Äermst ënner eis, och wann hiren Ubléck vläicht muncher stéiert, wann dat net ëmmer schéin ass ze kucken oder einfach als stéierend empfongt gëtt, trotzdem zu eiser Gesellschaft gehéieren a mir si net einfach aus der Éffentlechkeet verbanne kënnen.

Une voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Well spille mer och eng Kéier déi praktesch Handhabung vun deem Verbuet duerch, wat dat da ganz genau an der Realitéit elo bréngt. Ben, gi mer dervun aus, den Heeschert gëtt dann op der Plaz do vum Polizist protokolléiert. Da gëtt e PV ausgestallt, dee geet bei de Parquet. Eventuell kéint d'Affär och nach viru Geriicht an den Heeschert, déi concernéiert Persoun, kritt dann eng Strof vu 25 bis 250 Euro, déi en natierlech net ka bezuelen. Vlächtaucht den Heeschert och ni viru Geriicht op an déi Amende an d'Strof errechen en, wéi gesot, iwwerhaapt net. Och dat huet d'Präsidentin vun der Policegewerkschaft SNPGL ugefouert, Zitat: „Wéi de Riichter awer mat Persounen ouni Kont an ouni Wunnsätz verfuere soll, dat ass net gewosst.“ A schlussendlech – an dat ass de sprangende Punkt – bleift déi Persoun op der Strooss, hei oder éierens anescht. A mat „éierens anescht“ mengen ech ganz kloer, dass et dee Moment zur Verlagerung kéint.

Well déi Persounen, déi verschwanne jo net einfach, déi léise sech jo och net einfach a Loft op. An interessant ass och an deem Kontext den Escher Buergermeeschter, dee ganz kloer gesot huet: „Vun eis aus wäert et keen Heescherverbuet ginn.“ Wou also sollen déi Leit higoen, wann d'Stad Lëtzebuerg dann elo hiert Reglement do en vigueur huet respektiv wat ass eigentlech déi Strategie, dee Plang hannendrunner, wou déi Leit sollen higoen? Well kucke mer d'Uewerstad, wou jo dee ganze Verbuet ausgeschwat gouf, ben, do ass déi nächst Plaz, wou déi Leit da kënnen op hir Matmënschen treffen, zum Beispill um Belair virun engem Supermarché, zu Märel bei engem Supermarché oder bei der Fondation Pescatore.

De Wunsch vu Verschiddenen, „aus den Augen, aus dem Sinn“, dee geet hei net op. Nach eng Kéier: Déi Leit, déi gehéieren zur Gesellschaft. Och wann net jiddere wéll déi Nout gesinn, si ass do a mir kënnen net einfach maachen, wéi wann déi Leit net géifen existéieren, a se eeben op aner Plaze verdrängen.

An dofir ass et och net fair a virun allem ass et och Géift fir d'Debatt, wann ëmmer erëm déi verschidde Formen vun der Heescherei an een Déppe geheit ginn. Mee warscheinlech gëtt dat och bewosst gemaach, well esou léisst sech Law and Order och besser verkafen.

An nee – well dat ass jo ëmmer déi Kritik, déi mer dann direkt ze héiere kréien –, nee, mir sinn net naiv.

A wann et Problemer gëtt, da soll een och d'Kand beim Numm nennen. A wann een net déi néideg Moyenen huet, da soll ee sech déi néideg Moyene ginn.

An dofir verstinn ech och net, wann et vum Inneminister – dat muss bei engem Interview um 100,7 gewiescht sinn – dann heescht, et géif genuch Preuvé ginn, Zitat: „déi déck däitsch Limousinne mat de belsche Plackenummeren, déi all Moien um Boulevard Royal hir Banden erausloossen“. Bon, d'Fro direkt un Iech: Wann Der dat wësst, firwat gëtt net intervenéiert? Firwat geschitt dann do näischt?

(Interruption)

Une voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Déi organiséiert Mendicitéit ass jo ënner Strof gestallt respektiv hu mer och nach am Strofrecht Artikelen zu der Traite humaine, wou een eebe genau dës ka verbidden – wann déi Preuvé schlussendlech do sinn, well soss huet et ëmmer am Debat geheescht, et géif keng Preuvé ginn. Wa se do sinn, firwat intervenéiert Der net an Dir huet och hei déi richtig Kriminell, fir se eeben der Justiz ze presentéieren?

Da gouf och vun der Säit vun der Gemeng ëmmer erëm betount, dass se en Artikel brauch, well se soss net nowise kéint, wéini déi einfach a wéini déi kriminell Mendicitéit stattfënnt. An esou hätt een dann ëmmer eng Base légale, dat heescht, déi einfach verséichert, dass just déi Kriminell domadder viséiert wäeren an net déi aner. Ben, wou wéi mer matkritik hunn, säit d'Reglement dann elo en vigueur ass, ginn alleguerter déi Leit, déi op der Strooss sëtzen, sensibiliséiert. A mir gesinn hei schonn, dass keen Ennerscheed gemaach gëtt, dass hei all Mënsch domadder viséiert gëtt. An dat weist ganz kloer, a wéi eng Richtung et geet.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg de Sproch „Du bass emol net méi gutt genuch, fir heeschen ze goen“. Ben, Dir sidd amgaangen, genau dat doten a Realitéit ëmzesetzen. Dir weist hei erëm, dass Der op komplex Problemer just mat einfache Léisunge reagéiert. Dir sicht hei déi einfachsten Optioun, fir dat unzuegoen, an eng reng repressiv Äntwert kann net de Problem sinn (veuillez lire: kann net d'Äntwert op de Problem sinn). Et brauch weesentlech méi Facetten, fir déi dote Problematike kënnen unzuegoen. An dofir si mer mat där Approche, déi Der do gewielt hutt, definitiv net averstanen. Et gräift einfach vill ze vill kuerz. An dofir géif ech gären elo déi verbleiwend Riedezäit mengem ...

(Brouhaha et hilarité)

... Fraktiounskolleeg ginn, fir nach op deen Aspekt eng Kéier anzuegoen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Madamm Bofferding. Här President, et kann eng kloer politesch affichéiert Volontéit sinn, déi Aarm – an d'Heescherte gehéieren dozou – auszegrenzen. Domadder verschwënt awer nach laang net d'Aarmut. Ech mengen, hei gëtt op restriktiv Mesüre gesat, déi géint Mënschen a prekäre Situatioune geriicht sinn. An ech mengen, d'Aarmut an d'Prekaritéit am éffentleche Raum wäerte vlächtaucht manner visibel ginn duerch dës Decisioun, mee si wäerte sécher net verschwannen. An et weess een awer och, dass eng repressiv Approche ëmmer méi visibel ass wéi eng preventiv a sozial, och fir dann déi gewünschte Resultater um soziale Plang ze kréien, an dat trëfft och deementspriedend hei zou.

D'Commission consultative des droits de l'homme huet ganz kloer och dës Decisioun kritiséiert. An

doropshin hu mer och als LSAP d'Cellule scientifique, wéi gesot, saisiéiert, fir där Saach och nach eng Kéier nozegen.

Dofir, mengen ech, och vun dëser Plaz aus mat No-drock en Appell vun der LSAP, Här Inneminister, Är Decisioun am Numm vum Respekt vun de Mënsche-rechter an de Libertés publiques – mat deene Leit, mat deene mer hei ze dinn hunn; dat si keng Pariaen –, réckgängeg ze maachen. An déi Motioun deposéieren ech hei am Numm vun der LSAP a si gëtt ënnerstëtzt – merci och – vun de Kollegee vun deene Gréngen, vun de Piraten a vun deene Lénken.

Motion 1

*La Chambre des Députés,
considérant*

– la décision récente du ministre des Affaires intérieures relative à l'interdiction de la mendicité à Luxembourg-ville ;

– que lors du deuxième recensement des personnes sans-abri à Luxembourg-ville réalisé le 14 juin 2023, un total de 193 personnes ont été recensées ;

– que le fait d'interdire la mendicité à certaines heures à des endroits définis par la Ville de Luxembourg n'est de nul secours pour les personnes réduites à devoir mendier pour subvenir à leurs besoins ;

– que la mendicité est à considérer comme une problématique globale et qu'elle nécessite dès lors une réponse de type holistique ;

– que des mesures sociales visant des effets durables sont nécessaires afin de lutter contre la pauvreté en général et la mendicité en particulier,

vu

– la prise de position de la Commission consultative des droits de l'homme du Grand-Duché du Luxembourg du 18 décembre 2023 selon laquelle l'interdiction de la mendicité constitue « une violation des droits humains des plus vulnérables »,

invite le Gouvernement

1) à consacrer une partie des acquisitions dites VEFA¹, réalisées récemment afin de contrer les effets de la crise du bâtiment, à des projets de Housing First ;

2) à doter au plus vite le projet de Couverture universelle des soins de santé (CUSS) de la base légale nécessaire ;

3) à présenter un projet de décentralisation des offres et des fonctions de la structure Abrigado au courant de l'année 2024 ;

4) à revenir sur sa décision concernant l'interdiction de la mendicité à Luxembourg-ville.

¹ vente en l'état futur d'achèvement

(s.) Dan Biancalana, Marc Baum, Taina Bofferding, Marc Goergen, Meris Sehovic.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Villmools merci. A wéi de Schwäizer Pedagog sot, de Pestalozzi: „Wer die Armut erniedrigt, der erhöht das Unrecht.“

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Laurent Mosar (CSV) | Här President, léif Ministeren, léif Kolleginnen a Kollegeen, ech soen der sozialistescher Fraktioun Merci fir hir Initiativ, och wann ech dach e gewëssent Erstaunen heiriwwer net ka verstoppen. Ech wëll zu där ganzer Thematik Heescherei fënnef kuerz Remarque maachen.

Deen Éischten, dee laang virun der Stad Lëtzebuerg en deelweist Heescherteverbuet a senger Gemeng duergesat huet, ass de fréiere Buergermeeschter vun der Gemeng Dikrech gewiescht, dee bekannt-lecherweis weeder a menger Partei nach an der DP ass.

(Interruption)

Genau dat selwecht Heescherteverbuet ass iwwregens duerno an der Gemeng Ettelbréck agefouert ginn, wou meng Partei niewent der LSAP an der Majoritéit ass.

An deenen zwou Gemenge sinn déi Decisiounen par ailleurs à l'unanimité geholl ginn, dat heescht och mat de Stëmme vu Parteien, déi hei an der Chamber sëtzen an déi am Moment dergéint Stuermlafen.

Ech hunn iwwregens och festgestallt, datt säit der Decisioun vun der Stad Lëtzebuerg, déi vum Inneminister confirméiert ginn ass, leeft net drop eraus, generell d'Heescherei am öffentliche Raum ze verbidden. Jiddwer Mënsch ka weider a ville Stroosse vun dëser Stad heesche goen. Allerdéngs – a lauschtert gutt no, och hei op menger rietscher Säit – ass och d'Fräiheet fir heeschen ze goe keng onbegrenzt a kann net op d'Käschte vun de Fräiheete vun anere Mënsche goen, déi sech duerch eng aggressiv an organiséiert Heescherei och an hirer Beweegungsfräiheet agegrenzt an ugegraff fillen.

Zweet Remark: D'Madamm Bofferding, fréier Innenminister – si huet dat de Mëtteg net méi gemaach, dat gestinn ech hir gär zou –, huet awer an der Pressekonferenz dem aktuellen Inneminister Léon Gloden virgeworf, hie géif hei Riichter spillen. Madamm Bofferding, wéi Dir deemools eng Decisioun fir d'Stad Lëtzebuerg geholl hutt, déi mat grousser Majoritéit am Gemengerot geholl ginn ass, hutt Dir och Riichter gespillt, andeem der en Arrêt vun der Europäescher Cour interpretéiert hutt an op Base vun deem, zumindest deelweis, déi Decisioun vun der Stad Lëtzebuerg annulléiert hutt. Wat aneschters war dat, wéi och Riichter ze spillen? Allerdéngs muss ech soen: Dat, wat den Här Gloden elo gemaach huet, ... Hien huet nämlech och nach eng Kéier déi Interpretatioun vun dem Arrêt Lacatus gemaach an hien huet se richtig gemaach.

(Hilarité)

Well den Arrêt Lacatus huet nämlech eng ganz aner Situatioun beschriwwen wéi déi, déi mer elo an der Stad hunn. Do geet et ëm e generell Heescheverbuet, Här Baum, e generell, wat geholl ginn ass, wat net de Fall vun der Stad Lëtzebuerg ass, well hei geet et just ëm en deelweist Heescheverbuet, wat sech op eng Rei vu Stroosse limitéiert. A wann ech dat mol vun der Surface hier kucken, an ech géif all deene Leit, déi net ëmmer duerch d'Stad ginn, vläicht soen, sech dat emol eng Kéier unzekucken, dat mécht emol net een Zéngtel ...

(Interruption)

... vun der Surface vun der Gemeng Lëtzebuerg aus, a grouss Quartiere sinn ...

(Interruptions)

... Här President!

M. Claude Wiseler, Président | Jo. Dir sidd et eenzeg an eleng, deen d'Wuert huet.

M. Laurent Mosar (CSV) | Grouss Quartieren, wéi zum Beispill de Kierchbierg, wat ee vun deene Quartieren ass, wou am meeschte Leit am Dag zirkuléieren, si vun deem Verbuet ausgeholl, gradewéi Bouneweg, dee Quartier, deen am meeschte peupléiert ass an der Stad.

Dreët Remark. D'Regierung an d'Stad kréien elo reprochéiert, si géifen hei Mesüre géint déi Aarm a géint d'Aarmut huelen a se géifen net genuch a puncto Preventioun a generell an der Sozialpolitick maachen.

Léif Kolleginnen a Kollegee vun der LSAP, ech muss Iech soen: Weeder Dir nach soss een huet de Monopol vun der Generositéit an dësem Haus oder och soss enzwousch! A wann ech kucken, wat souwuel meng Partei – an dat gesäit een och am Koalitiounsaccord – wéi och d'Stad Lëtzebuerg um Niveau vun der Sozialpolitick an deene leschte Jore gemaach hunn, mengen ech, brauche mir eis wierklech net ze schummen.

An erlaabt mer just eng Zuel ze ginn, an ech schwätzen hei och ënnert dem Contrôle vun deenen zwee exzellente Sozialschaffenen, fir d'éischt dem Maurice Bauer an elo dem Corinne Cahen: Mir haten am Budget 2021 27 Milliounen an eisem Sozialbudget, mir hunn der elo am Joer 2024 67 Milliounen. Bal eng Verdräifachung vun deem, wat um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg gemaach gëtt! Duerfir, mengen ech, brauche mer hei ons wierklech keng Reprochen ze maachen.

Eng lescht Remark, Här President, an da sinn ech fäerdeg. D'Decisioun vun der Stad Lëtzebuerg, déi vum Inneminister confirméiert ginn ass, leeft net drop eraus, generell d'Heescherei am öffentliche Raum ze verbidden. Jiddwer Mënsch ka weider a ville Stroosse vun dëser Stad heesche goen. Allerdéngs – a lauschtert gutt no, och hei op menger rietscher Säit – ass och d'Fräiheet fir heeschen ze goe keng onbegrenzt a kann net op d'Käschte vun de Fräiheete vun anere Mënsche goen, déi sech duerch eng aggressiv an organiséiert Heescherei och an hirer Beweegungsfräiheet agegrenzt an ugegraff fillen.

Eis Regierung huet sech de Respekt virum Rechtsstaat op de Fändel geschriwwen.

Une voix | O Mamm!

M. Laurent Mosar (CSV) | Och de Respekt, och de Respekt vun de Fräiheete vun de Mënschen, an zu deene gehéiert nun emol d'Recht op d'Sécherheet an och dëse Respekt virum Rechtsstaat.

Mat dëser Decisioun, mengen ech, hunn d'Regierung an den Inneminister gewisen, wéi wiczig hinnen dëse Respekt virum Rechtsstaat ass. An duerfir ënnerstëtze mir 100%eg déi Decisioun.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. D'Wuert ass fir d'Madamm Polfer. Madamm Polfer, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Här President.

M. Laurent Mosar (CSV) | Wollt Dir mir nach eng Fro stellen?

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech hätt eng Fro, wann ech d'äerf.

M. Claude Wiseler, Président | Selbstverständlech, wann den Här Mosar d'accord ass, d'äerf d'Madamm Tanson eng Fro stellen.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Also, et géif elo vill ze soe ginn, mee do hu mer nach e Riedner herno. Mee well Der Iech op den Arrêt vun der Cour européenne des droits de l'homme baséiert: Dat ass e ganz interessanten Arrêt, a wat notamment ganz pertinent ass, ass déi Opinioun, déi de Riichter Ravarani dozou geschriwwen huet, wou en am Fong op dee Punkt, deen Der elo grad gesot hutt, extrem gutt ageet, dat heescht d'Fro vun der Limitatioun vun der Fräiheet fir ze heesche par rapport zu der Fräiheet vun all deenen aneren.

An ech hu mech gefrot, wat dann elo d'Aschränkung vun der Fräiheet vun der Allgemengheet ass, wann einfach ee just do sëtzt, wann en net aggressiv ass, wann e mol näischt proaktiv mécht, mee wann e just an der Strooss sëtzt, wat jo duerch Äert Reglement verbueden ass. Wou ass do d'Aschränkung vun iergendengem aneren? Dat ass meng Fro.

M. Claude Wiseler, Président | Eng kuerz Äntwert, Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Madamm Tanson, ech mengen, et ass elo e puermol gesot ginn, ech widderhuelen et nach eng Kéier: Et geet an deem Reglement vun der Stad Lëtzebuerg ëm dat aggressiivt ...

(Interruptions)

Jo, Dir liest dat, Dir liest dat dann aneschters, Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Et steet net dran!

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Mosar huet d'Wuert an den Här Mosar gëtt eng Äntwert op eng Fro, déi e gestallt krut.

M. Laurent Mosar (CSV) | Et ass schwéier, Här President, wann ee permanent hei ënnerbrach gëtt.

Ech soen dat nach eng Kéier: Dat ass fir eis ganz kloer hei fir déi aggressiv an organiséiert Heescherei! An ech mengen, ech ka ganz gutt novollzéien, datt vill Mënschen, an ech begéinen der all Dag, sech duerch dat Verhalen an hirer perséinlecher Beweegungsfräiheet ageschränkt fillen.

M. Claude Wiseler, Président | Elo huet d'Madamm Bofferding nach eng Fro ze stellen. Här Mosar, huet Der déi Fro un?

M. Laurent Mosar (CSV) | Ech huelen all d'Froen un, hoffen awer, datt ech Zäit hunn, drop ze äntweren.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Am Fong geholl ass et keng direkt Fro. Ech wëll just e kleng Faktcheck maachen, well ëmmer esou ënnerstallt gëtt, ech hätt aner Reglementer duerchgewonk an hätt fir d'éischt bei der Stad Lëtzebuerg e Refus ausgeschwat. Ech wëll just soen, dass et eréischt säit dem Januar dëst Joer d'Approbatoun op de Policereglementer gëtt. Virdrun ass et dat net ginn. A wann ech duerno schonn aner Dossieren um Dësch leie gehat hätt, mengen ech, wär déi Konklusioun déi selwecht gewiescht opgrond vun där juristescher Analys.

Duerfir, wannechgelift, haalt op, ëmmer ze ënnerstellen, ech hätt bei de Sozialisten duerch d'Fangere gekuckt. Do hat ech nach guer näischt ze kucken!

M. Laurent Mosar (CSV) | Léif Madamm Bofferding, ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | ... ech kann Iech just soen, souwäit ech ...

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, den Här Mosar huet d'Wuert ganz eleng!

M. Laurent Mosar (CSV) | Souwäit ech d'Kompetenze vun Inneminister kennen, muss den Inneminister ëmmer d'Konformitéit mat der Legalitéit vun all Decisioun, déi vun engem Gemengerot geholl gëtt, kontrolléieren. Dat steet am Gemengegesetz.

Dir hätt also parfaitement, wéi deemools déi Reglementer vun Dikrech respektiv vun Eitelbréck geholl gi waren, kënnen do eng Kontroll maachen an dann

hätt Der déi och kënnen annulléieren. Dat Recht huet en Inneminister ëmmer.

Zweetens wëll ech och soen: Ech sinn awer elo e bësselchen erstaunt. Dir sot jo awer net, Dir hätt net gewosst, datt Äre Kollege Claude Haag 2020 dat Gemengereglement geholl huet! Wann ech an der CSV mat esou engem Gemengereglement konfrontéiert gi wier, dann hätt ech dat awer a menger Fraktioun virbruecht, an da wär et zu enger – an Dir kennt mech! – méi hefteger Diskussioun do komm. Ech muss awer soen, ech war jo och déizäit schonn an der Chamber: Ech hunn do eigentlech ganz wéineg Opreegung an de sozialistesche Reie verspuert!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, ech wëll Iech just drop opmierksam maachen, Madamm Tanson, datt kee méi wéi zweemol d'Wuert d'äerf huelen. Wann Der et elo huet, da war dat et, wann den Här Mosar Är Fro unhëlt.

M. Laurent Mosar (CSV) | Ech ka se nach eng Kéier unhuelen, Här President, mee ech fannen, et ass och elo net gutt, datt d'Madamm Tanson mat mir en Dialog hei féiert.

M. Claude Wiseler, Président | Dann huet d'Fro net un.

M. Laurent Mosar (CSV) | Ech féiere mat jiddwengem gären en Dialog, mee ech mengen, dat ass eigentlech net den Zweck vun enger Heure d'actualité.

M. Claude Wiseler, Président | Do hutt Der absolutt Recht. Dir braucht jo d'Fro net unzehuelen, Här Mosar. Da kann déi gréng Fraktioun déi Froen duerno stellen. Si huet jo nach Riedezäit.

(Interruption)

Si huet nach Riedezäit. An als nächste Riedner ass d'Madamm Polfer ageschriwwen. Madamm Polfer, elo hutt Dir d'Wuert.

Mme Lydie Polfer (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, ech muss soen, ech sinn erschreckt iwwert d'Duplicitéit an d'Onverfruerenheet hei vun onse sozialistesche Kolleegeen, déi awer och vun deene Grénge gedeelt ze gi schéngt.

Hei gëtt wierklech, hei gëtt wierklech en „double standard“ applizéiert, an et gëtt keng Erklärung dofir! D'Madamm Bofferding huet ons elo just virgelies, wéi schrecklech et wier, dat Reglement, dat d'Stad Lëtzebuerg do geholl huet. Et mengt een, mir hätten d'Doudestrof ageféiert! A si beriff sech op d'Mendicité simple. Ech liesen Iech – an ech kommen dann op dat, oder ech fueren do weider, wou den Här Mosar elo just opgehale huet – den Artikel 54bis vun Dikrech vir: „Pour des raisons de sécurité et de salubrité, la mendicité est interdite“, an da kommen all déi Stroossen an och d'Zäiten, wou et ass. Genau dat nammlecht fannt Der, mat deenen nammlechten Termen, dat ass dann den Artikel 45 (veuillez lire: den Artikel 42), zu Eitelbréck: „Pour des raisons de sécurité et de salubrité, la mendicité est interdite pendant la période estivale“, an da kommen d'Zäiten an da kommen d'Stroossen. Genau wuertwärtlech deen nammlechten Text!

Wann Der ons wëllt e Reproche maachen, da sot, mir hätten ofgeschriwwen!

(Hilarité)

An dann, ...

(Brouhaha)

... an da soen ech Iech: „Dir hutt net Onrecht!“ Da soen ech Iech: „Dir hutt net Onrecht!“ Well wéi koume mir dozou? Wéi koume mir dozou, am März dëst Joer, 2023, effektiv eist Reglement ...

Mir schwätzen elo mol guer net vun Diddeleng. Ech mengen, déi hu sech laang, vill méi laang scho géint d'Mendicité gewiert an esou schéi Flyere gemaach.

(Mme Lydie Polfer montre un des flyers mentionnés.)

Ech soen Iech just: Eise gëtt besser!

(Hilarité)

Wéi koume mir effektiv dozou? Mee well mer zënter Joren, zënter Joren an x – méi wéi zéng – Reunioune mat der Regierung, a wann ech soen d'Regierung, da war et d'Police an da war et d'Justice, op déi onhaltbar Zoustänn higewisen hunn, déi mer an eise Stroosse kann hunn an déi an deene leschte Joren effektiv ëmmer méi schlëmm gi sinn.

Mir haten x Debaten am Gemengerot an hei an der Chamber. Ech muss soen, dat Eenzegt, wat op all dat erfollegt ass, dat ass dat Gesetz, wat mer d'lescht Joer, am Juli 2022, ugehall hunn, dee Platzverweis, wéinstens do, wou d'Leit an den Entréesagäng sinn, wou d'Kanner mussen iwwert d'Sprëtzen trëppele fir erauszekommen. An ech muss do dem Här Bausch nach eng Kéier Merci soen, well hien hat gesot: „Dat do kann net sinn!“ An dunn ass do effektiv deen Text komm. Bon, den Här Kox hat e virbruecht. Dat war mat dat Eenzegt.

Mir souze mam Parquet zesummen a mer souze mam Procureur d'État zesummen, a wat krute mer ëmmer gesot? Well datt d'Mendicité organisée vum Code pénal verbueden ass, dat wësse mer alleguer. Dat wësse mer alleguer! Mir soten a mir hunn nëmmen dorop higewisen: „Ma da maaht eppes!“ An da war ëmmer d'Äntwert: „Jo, mee et ass ganz schwéier, fir dat ze beweisen. Dat ass ganz schwéier. Wéi solle mer dat beweisen?“ Dat hunn ech de Moien, also den Owend, hei och schonn nees héieren, datt dat esou schwéier ass, ...

Une voix | Dir wësst jo Bescheid, wéi et geet.

Mme Lydie Polfer (DP) | ... datt dat esou schwéier ass, dat ze beweisen.

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift!

Mme Lydie Polfer (DP) | Ech muss soen, mir ware wierklech, also, mir woussten eiser Hänn kee Rot méi! An dunn hu mer héieren effektiv, an da kommen ech do derbäi, dunn hu mer héieren, datt Dikrech an Eitelbréck dat do ageschriwwen hätten an hirem Reglement. An effektiv: keng Reaktioun!

Mir hunn och nogefrot, jo. Sou. An du hu mer gemengt, mir kéinten dat och, et wier vläicht eng gutt Iddi, well da kéinte se eis wéinstens ... Well d'Police an d'Justice wëssen, wat mir mengen a wou de Problem ass. An et ass effektiv net, Madamm Tanson, bei deenen, déi roueg um Buedem sëtzen a sech net aggressiv verhalten.

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Jo, mee wannechgelift. Et ass net do, et ass bei deenen Aggressiven! An ech kann Iech soen: Mir hunn – kommt, ech maachen der Rei no –, mir hunn also dat nammlecht geholl, wéi Dikrech an Eitelbréck haten. An ech muss Iech soen, mir waren effektiv immens erstaunt, wéi dunn de 15. Mee d'Madamm Bofferding déi zwee Artikelen, déi dorëm ginn, net approuvéiert huet.

Ee Wuert just, Madamm Bofferding: Et ass wouer, datt eng nei Prozedur ass fir d'Reglementer. Dir braucht se elo net méi tel quel ze approuvéieren. Mee, an den Här Mosar hat 100%eg Recht, Dir kënnt ëmmer d'Legalitéit vun engem Text iwwerpräiwen. Fazit! Fazit!

Sou, mir waren also immens erstaunt, datt mir dat do refuséiert kruten, woubäi déi aner kee Problem

schéngen duerzestellen. A mir hunn do direkt, den Dag drop hu mer dat och annoncéiert, e Recours en annulation gemaach. Mir hunn dee Recours en annulation am August Ärem Ministère iwwerginn. Et ass e Recours en annulation vun 48 Säiten. En ass extreem explizitt an e geet op all déi Punkten an, déi Dir opgeworfen hutt fir ze soen, Dir géift dat net approvouéieren. An ech kann Iech soen: E widderleet dat an alle Punkten, souwuel deene juristeschen ... An ech gesinn elo, d'Zäit mat de fénnef Minutten, déi ass scho bal fäerdeg. Dierf ech awer nach weiderschwätzen?

M. Claude Wiseler, Président | Déi si schonn iwwerschratt, Madamm Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP) | Jo, ech mierken. Mee dee geet op all déi Punkten an an e widderleet se ganz, ganz kloer.

(Interruption)

An och den Artikel vun der Konventioun vun dem Mënscherechtsurteel vu Stroossbuerg, ech ginn elo net méi dorop an. Ech wëll nëmme just hei nach eng Kéier eppes soen: An dem Communiqué vun der Commission consultative des droits de l'homme – an ech war wierklech frou, fir dat ze liesen, fir déi, déi sech nëmme drop konzentréiert hu fir eis ze soen, wat hei legal wier, do legal wier oder net richteg –, do steet dran: „La traite dans le contexte de la mendicité forcée existe au Luxembourg“, an: „Lutter contre la traite des êtres humains, y inclus la mendicité forcée, devrait être une priorité politique“ fir d'Regierung. Ech kann nëmme soen: ganz d'accord!

(Interruption par M. Marc Baum)

Ganz, ganz d'accord. Mee entschëllegt, ...

M. Claude Wiseler, Président | Dir misst zur Konkluosioun kommen, Madamm Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP) | ... Här Baum, Dir kennt jo eise System, do muss effektiv fir d'éischt eng Instruktioun gemaach ginn. Dat ass d'Police. An déi aner ass dann d'Justice. Wéi vill PVe sinn an deene leschte Joren, vun 2020 bis haut, gemaach ginn am Kader vun der Mendicitéit?

Eng 120. Wéi vill sinn der sanctionéiert ginn? Een! Een! Dat sinn déi Situatiounen, déi effektiv net méi tolerabel sinn.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP) | Mir hëllefden de Leit, d'Stad Lëtzebuerg, a mir sinn déi éischt! Jo, et ass natierlech an et ass normal, datt mer Mënschen, déi an Nout sinn, wëllen hëllefden. A mir als Gemeng, den Här Mosar huet et scho gesot, maachen et. Ech weess net, ob et eng Gemeng gëtt, déi och esou vill mécht. Dat maache mer, an dat maache mer och weider! An dat maache mer nach méi, och mat dem Housing First. Mee firwat mir awer och verantwortlech sinn, dat ass, datt d'Leit sech an hirer Stad nach sécher spieren an datt se net, wa se an der Strooss sinn, ...

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Polfer, Dir musst elo zum Schluss kommen, wannechgelift!

Mme Lydie Polfer (DP) | ... belästegt ginn, harceléiert ginn, ugespaut ginn, jo, ugespaut ginn, wa se näischt ginn! Dat sinn alles Situatiounen, déi an eisem Recours mat Biller a mat de Bréiwer vun de Leit festgehale ginn. An dofir kann ech nëmme soen: Mir ware frou – mir ware frou! –, wéi de Minister op déi Decisioun vun der Madamm Bofferding zrëckkomm ass.

A mir wäerten an deene kommenden Deeg en Depliant gi jiddwerengem, ...

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

Mme Lydie Polfer (DP) | ... net nëmme deene Leit, ...

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP) | ... mee jiddwerengem, mat allem dran, wat mer maachen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Polfer. Et sinn nach zwou Wuertmeldungen elo. Madamm Polfer, huet Der vum Här Clement a vun der Madamm Tanson eng Fro un?

Mme Lydie Polfer (DP) | Gären, gären. Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Da ginn ech dem Här Clement d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech kann et ganz kuerz maachen. Den Här Mosar an och d'Madamm Polfer hunn elo grad ganz vill vun der Mendicité aggressive geschwat.

Mme Lydie Polfer (DP) | Jo.

M. Sven Clement (Piraten) | An den Här Mosar huet gesot, datt et net wär, datt d'Mendicité simple verbuede wär an Ärem Policereglement. Ass et dann esou, an ech stellen Iech d'Fro als Buergermeeschtesch an Deputéiert, datt am Artikel 42 dra steet, ech zitieren: „Toute autre forme de mendicité est également interdite“?

Mme Lydie Polfer (DP) | Jo. Ech hunn ...

M. Sven Clement (Piraten) | Jo. Ben.

M. Claude Wiseler, Président | Eng kuerz Äntwert, Madamm Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP) | Et ass esou, ech hunn Iech d'Äntwert virdru ginn: Mir hunn deen nammlechten Text geholl wéi Dikrech a wéi Ettelbréck!

(Interruption)

Ma firwat hu mer et gemaach? Mee wann een natierlech net wëllt verstoen! Firwat hu mer et gemaach? Mee well mer virdru souwuel vun der Police wéi vun der Justice ëmmer gesot kruten: „Jo, déi Mendicité organisée, dat ass schwéier festzustellen.“

(Interruptions)

Woubäi, woubäi, ...

(Interruption)

... da soen ech Iech, dat ass ons ... Wien huet vun dem Auto geschwat? D'Madamm Bofferding huet vun dem Auto geschwat. Ech kann Iech dovu schwätzen: Wann ech mat der Police owes duerch d'Groussgaass gaange sinn, wou bal bei all Geschäft a bei all Residenz Leit louchen – do war ech dann eng Kéier en Tour maache mat e puer Polizisten – a wa mer bei deem engen ugefaangen hunn a mir koume bei deen zweeten, da kouw direkt ee gefuer, direkt, d'ailleurs mat engem Vélo, dee kouw direkt an huet mat deene Leit geschwat. En huet mat deene Leit geschwat ... Ech erzielen Iech dat einfach, dat do ass eng Saach, déi ech erlieft hunn.

Mir kruten ëmmer gesot: „Dat ass schwéier ze bewiesen, déi Mendicitéit.“ Mee da soen ech et hei kloer, an den Här Minister huet jo och nach d'Chance, drop anzegoen: Mir si jo och mat der Police zesumme komm. Et ass evident, et ass evident, datt déi Persounen, wéi d'Madamm Tanson se elo genannt huet, déi do sëtzen, déi roueg sinn a kee belästegen, net déi sinn, déi am Viséier vun der Police sinn an och net vun der Justice. An ech vertrauen, ...

(Interruptions)

... an ech vertrauen op d'Police, fir deen Ënnerschied ze maachen.

(Interruptions)

An da soen ech Iech eppes. Soll ech Iech eppes soen? Wa mir opgrond vun der Mendicité organisée, vun der Traite des êtres humains, deen éischen – deen éischen! – Arrêt eng Kéier kréien, wou versicht gëtt, déi an de Grëff ze kréien, dann huele mer dat do eraus!

M. Claude Wiseler, Président | D'Madamm Polfer huet hire Punkt gemaach. Et ass d'Madamm Tanson, déi nach wollt eng Fro stellen.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, et ass esou. Merci, Här Clement, dass Dir elo déi Fro gestallt hutt, déi den Här Mosar virdrun net vu mir wollt ophuelen. Well dat war jo genau de Punkt. Hei gëtt souwuel vum Här Mosar wéi och scho vun der Regierung an och der Madamm Polfer mir elo erëm eppes an de Mond geluecht, wéi se gesot hunn, et géif jo elo hei net ëm déi Leit goen, vun deenen ech elo géif schwätzen, déi roueg géifen do sëtzen. Fair enough. Firwat schreift Der dat dann net an Äert Reglement, dass et ëm déi do Leit geet?

Une voix | Genau!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | An do ass jo jiddweree mat Iech d'accord. An dat ass jo och haut schonn net erlaabt, dass een d'Leit belästegt, dass een op se späizt, dass een aggressiv mat deenen anere Leit ass. Firwat, ...

Mme Lydie Polfer (DP) | Mee Madamm Tanson, et ass awer ni eppes geschitt!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... Madamm Polfer, ...

Mme Lydie Polfer (DP) | Net Dir als Minister, als Justizminister, an och net de Polizeiminister hutt eppes am Kader vun deenen Artikelen, déi am Code pénal sinn, gemaach.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | D'Madamm Tanson stellt hir Fro fäerdeg. Madamm Tanson, Dir stellt Är Fro an d'Madamm Polfer äntwert Iech.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, also ech mengen, Madamm Polfer, d'Séparation des pouvoirs hunn ech Iech scho méi wéi eng Kéier duergeluecht.

Mme Lydie Polfer (DP) | Merci, ech kenne se.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Et ass net um Justiz... Ma ech sinn e bëssen dubitativ grad. Et ass net um Justizminister, ...

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Tanson, wannechgelift, stellt Är Fro!

Plusieurs voix | O!

Mme Lydie Polfer (DP) | Also, mir kënnen elo gären iwwert den Artikel 5 (63) schwätzen.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... et ass net um Justizminister, fir der Justice ze erklären, wéi d'Decisiounen ze huele sinn, déi se ze huelen huet. Dat wësst Dir, mengen ech, ganz gutt.

Mme Lydie Polfer (DP) | Mir kënnen gären iwwert den Artikel 5 (63) schwätzen, wou d'Justice dat awer gemaach huet a wou se awer gottseidank, nodeem ech mam Minister Braz geschwat hunn, drop zrëckkomm ass.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Et ass eng Interpretatioun, et ass eng Interpretatioun ...

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Tanson, kënnt Dir wannechgelift Är Fro elo stellen?

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, d'Madamm Polfer kann hei soen, wat se wëllt an ech net!

M. Claude Wiseler, Président | Nee, nee. Dir stellt elo Är Fro an dann äntwert d'Madamm Polfer drop.

(Interruptions)

Une voix | D'Madamm Polfer ënnerbriecht Der ni!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Ech ënnerbriechen d'Madamm Polfer och. Elo wannechgelift, d'Madamm Tanson stellt hir Fro a si huet elo eleng d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Meng Fro ass ganz prezis. Firwat hutt Der dat Reglement net op dat limitéiert, wat Der elo hei sot, wat Der gären hätt? Well firwat mécht een eng Interdictioun an e Reglement, wann een herno seet: „Ech vertrauen drop, dass d'Police dat awer ganz aneschters kuckt, wéi et am Fong am Reglement steet.“

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Polfer, gitt eng kuerz Äntwert!

Mme Lydie Polfer (DP) | Ma allerléifst Madamm Tanson, Dir erënnert Iech vläicht – nee, Dir erënnert Iech vläicht net, soss hätt Der dat do elo net gesot –, mir hu schonn 2015 eist Gemengereglement ugepasst. Et war den Här Mathis Prost, deen en Artikel an d'Gemengereglement bruecht huet. Do hu mer nach zesummen an och ganz gutt geschafft, dat soen ech gären. An do hu mer eeben en Artikel an eistem Reglement gehat, dat war den Artikel 41, wou mer gesot hunn, nach virdrun, datt et defendu ass, d'Leit unzegoen an d'Leit eeben ze harceléieren. Dat hu mer 2015 scho gemaach.

(Interruption)

Mee et ass awer näischt geschitt, Här ...

(Exclamations)

Mee et ass awer näischt geschitt!

Une voix | Dat ass d'Regierung jo awer da mat der Police!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, d'Madamm Polfer huet d'Wuert. Gitt elo eng kuerz Äntwert an da fuere mer weider.

(Interruption)

Mme Lydie Polfer (DP) | Nee, also ech war an esou ville Sitzungen, wou mer zesummesouze mat der Regierung. D'Regierung, dat heescht Policeminister, Justizminister, de Procureur a mir, d'Gemeng, wou mer alleguer festgestallt hunn, datt déi Situatiounen, déi mer all Dag erliewen an der Stad, net méi tolerabel sinn! All Mënsch war d'accord.

An nach! An nach, egal wéi eng Texter iwwert d'Traite des êtres humains, do, wou een d'Leit op d'Strooss schéckt, an dat ass ganz kloer, ass de Code pénal net applizéiert ginn. Dat huet ons jo eeben op eemol ... Wéi mer gesinn hunn, wéi dat eeben zu Dikrech ass, an zu Dikrech, hunn ech héieren, mécht d'Police dat och oder huet d'Police dat och gemaach, an och zu Ettelbréck, hu mer gemengt, da kéinte mir eeben deen nammlechte Wee goen, wëssend, datt et net ass fir déi Leit, an ech wollt Iech net ze no trieden, mee fir déi Leit, déi ... Ma Dir hat gesot, déi Leit, déi elo roueg sinn. Dir hat den Här Mosar gefrot: „Déi Leit, déi roueg do sëtzen, ass et dann och fir déi?“ Nee, et ass net fir déi!

(Interruptions et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Mee mir hunn elo...

Mme Lydie Polfer (DP) | Ech mengen, ech weess just, datt ...

(Brouhaha)

Et steet esou do. Et steet ...

(Interruptions)

Ma et steet esou do. Mee wann een et net wëllt verstoen, da versteet een et net!

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Polfer, ...

(Interruptions et hilarité)

M. Marc Goergen (Piraten) | Et steet eent zu eent esou am Text.

Mme Lydie Polfer (DP) | Jo. Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Polfer, wannechgelift, et ass elo ...

M. Sven Clement (Piraten) | Dat doten ass awer scho bal eng Beleidegung fir eisen Intellekt.

M. Claude Wiseler, Président | Elo hu mer déi Argumenter op där enger an op där anerer Säit. Ech hunn nach eng Fro, huet Der déi un?

Mme Lydie Polfer (DP) | Jo, natierlech.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President. Dann nach eng Kéier just ofschléissend: Den Text seet „tout autre type de mendicité“, dat couvréiert och een, deen einfach do sëtzt an harmlos frëndlech heescht.

Mme Lydie Polfer (DP) | Vun dem Text hier, jo, vum Text hier, jo.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Vum Text hier. Mir schwätzen hei iwwert den Text!

Mme Lydie Polfer (DP) | Majo, mir si jo net domm, mir si jo net blöd. Vum Text hier jo, vum Text hier jo.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Jo, genau.

Mme Lydie Polfer (DP) | Mee och déi Texter, déi extreem kloer sinn an déi elo scho Joerzénngen – Joerzénngen! – am Code pénal sinn, do ass näischt geschitt! A mir waren effektiv ...

(Interruption)

Majo ...

M. Claude Wiseler, Président | Mee ech mengen, Madamm Polfer, ...

M. François Bausch (déi gréng) | Mee et ass d'Police, déi d'Responsabilitéit huet.

Mme Lydie Polfer (DP) | Nee, et ass net nëmmen d'Police.

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, d'Madamm Polfer huet elo d'Wuert.

Mme Lydie Polfer (DP) | Fir d'éischt ass et d'Police an duerno ass et d'Justice.

(Interruption par M. François Bausch)

M. Claude Wiseler, Président | Här Bausch, ...

M. Marc Goergen (Piraten) | Nee, et ass de Polizist, deen aarme Polizist, dee muss den Ënnerscheid maachen.

M. Claude Wiseler, Président | D'Madamm Polfer schléisst of.

Mme Lydie Polfer (DP) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Ech mengen, mir dréien elo hei am Krees.

Mme Lydie Polfer (DP) | Ech mengen och.

M. Claude Wiseler, Président | D'Oppositioun huet hire Punkt gemaach, d'Madamm Polfer huet hire Punkt gemaach. Do sinn Ënnerscheeder an déi hält jiddwereen zur Kenntnis.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Deen nächste Riedner, dat ass elo den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci, et ass eng wierklech ganz lieweg an interessant Debatt. Eist Land an eis Stied hu ganz vill Problemer. Ech mengen, mir kennen dee vun der Kriminalitéit, dee vläicht dee schlimmsten ass, mee och dee vun der Mendicité. An ech soen dat och ganz bewosst, et ass och vun anere Kollege scho gesot ginn: Zemools an der Chrëschtzäit sollte mer mat grousser Verantwortung a Sensibilitéit iwwert déi Sujete schwätzen.

An ech wëll Iech elo mol zwou Perspektiven offréieren. Déi éischt ass emol déi allgemeng vum Bild vun der Hauptstadt, ier ech un déi méi wichteg kommen, nämlech déi sozial Problemer derhannert.

Mee eis Hauptstadt mécht och no baussen e ganz gemëschten Androck, well déi Heescherei, déi mer hei hunn, ass keng gutt Visittkaart. Wann Der an aner Stied gitt, do ass dat net, dat ass zum Deel verbuede ginn. Et ass schonn esou, datt Lëtzebuerg do eng Ausnam ass.

Et ass och net normal, datt et Geschäftsleit hei an der Stad gëtt, déi verschidde sougenannte „Strummeren“ engagéieren, fir datt déi derfir suergen, ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... datt hir Kollegen net virun hire Geschäfte sinn, well dat kéint Clienten ofhalen. Och dat ass Deel vun der Realitéit vun der Stad Lëtzebuerg. An dat ass net normal a mir wëllen dat net. An dofir begrësse mir, datt dës Initiativ an dës Debatt elo mol komm sinn.

Mee ech wëll nach eng Kéier betounen – dat ass ganz wichteg fir d'Suite vum Exposé – datt ee muss ganz kloer ënnerscheiden tëschent deene Leit, déi duerch e Schicksalsschlag oder duerch Krankheet oder soss op der Strooss gelant sinn, duerch hir Fragilitéit eigentlech, Drogen, Laangzäitarbeitslosigkeit, Iwwerverschëldung an esou weider. Well firwat ass dat wichteg? Ma well dat Saache sinn, déi u sech zu engem groussen Deel duerch Moosnamen an der nationaler Politick kéinte geleist ginn. An dann hutt Der déi aner Kategorie, dat ass déi organiséiert Mendicité, an dat ass eppes, wat vu bausse meeschtens hei erakënnert a wat an engem ganz anere Kontext muss gesi ginn, an et gëtt och esou gesinn, nämlech stroferechtlech. An dat sinn zwou verschidde Saachen. Ech kommen dorobber zréck.

Elo huet den Här Gloden dat Policereglement autoriséiert. Mir ënnerstëtzen dat ausdrécklech. Dat hu mer och schonn am Conseil vun der Stad Lëtzebuerg iwwert den Här Weidig gesot. Mir hätten och gär, datt e Bilan no enger gewëssener Zäit gemaach gëtt.

Awer mir mussen zwou wichteg Bemierkunge maachen. Déi éischt ass: Dat do muss duerchgesat ginn! Well elo ass d'Situatioun déi: Entweder d'Regierung setzt sech duerch oder déi organiséiert Bande setze sech duerch! Dat ass déi Situatioun, an déi mer elo kommen. An do ass et un der Regierung ze kucken, datt de Rechtsstaat sech hei duerchsetzt. An dofir mussen dann natierlech och déi néideg Moyenen definéiert ginn.

An do ass déi zweet Kritik, déi mer maachen. Et ass am Virfeld net mat der Justizministesche ofgestëmmt ginn. Mir haten d'Madamm Justizminister hei sëtzen. Si wusst dat net, obschonn et am Regierungaccord och an hirem Kapitel steet: „Lutte contre la mendicité

organisée“. Déi Koordinatioun hätt misse gemaach ginn a si muss elo onbedéngt gemaach ginn!

Well u sech kann ee sech jo froen, wann een hei déi ganz Debatte lauschtert: Firwat stinn eigentlech hei véier Parteien, wat stellen déi sech eigentlech laangfristeg vir? Well hiert Virgoe géint dat, wat elo gemaach ginn ass, d'LSAP, déi gréng an esou weider, d'Piraten, ...

(Interruption)

... dat féiert jo eigentlech, dat féiert derzou, ...

(Interruption)

... dat féiert schlussendlech derzou, datt se d'Mendicité organisée ennerstëtzen. An dat kann net a Fro kommen!

(Interruption)

Ech wëll de Kollege vun der LSAP a vun deene Gréngen awer och déi politesch Appreciatioun mat op de Wee ginn, well et schockéiert, an dofir hunn ech virdrun déi Ursache rappeléiert, firwat Leit op der Strooss landen: Si waren zéng Joer an der Regierung a si hunn näischt gemaach! Si schwätze vun enger kaler Politick, enger Politick ouni Häerz, mee Si kommen aus enger Regierung eraus. Zéng Joer laang hätte se d'Geleeënheet gehat, den Housing First ze maachen. Zéng Joer laang hätte se d'Geleeënheet gehat, e Foyer ze baue fir déi Leit, fir Assistants sociaux, déi mer fir aner Zwecker mobiliséieren ... Wou war dann Är „Politick vum waarmen Häerz“ fir déi Leit, déi duerch e Schicksalsschlag op der Strooss landen?

Dat Eenzegt, wat Dir haut hei maacht, ass: Dir verdeedegt hiert Recht, weider op der Strooss sëtzen ze bleiwen, wou Der zéng Joer d'Geleeënheet hat, deene Leit ze hëllefen, fir datt se aus där Situatioun erauskommen! An Dir hutt näischt gemaach als sozialistesche Partei fir déi kleng an déi schwach Leit. Dir hutt näischt gemaach! An haut kommt Der heihinner, elo wou mer d'Thematik hunn, an Dir verdeedegt nach – iwwer en Ëmwee, ech ginn et zou – déi organiséiert Mendicité, am Endresultat. Et ass eng ganz traureg Politick!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir hätten erwaart, datt déi Regierung, déi deemools do war, de Leit hëllef, fir net mussen heeschen ze goen. Dat ass Politick vu gelieferter Solidaritéit, déi mir gär hätten!

An da gëtt iwwer legal Ursachen hei geschwat. Do gëtt gesot: „Jo, mir mussen dann ..., dass se hiert Recht, heeschen ze goen, ...“ Et ginn Arrêten zitiiert an esou weider an esou virun. Dat ass ze kuerz geduecht! Et geet net ëm Legalismus. Et geet ëm Notioun vu Gerechtegkeet. Och do ass „Recht“ dran. Et geet drëm, fir de Leit, wéi gesot, ze hëllefen. An engem Sënn vu Libertés publiques kann een dach net soen: „D'Libertés publiques, dat ass och da schlussendlech d'Grundrecht. D'Grundrecht, do gehéiert Heeschegoen ...“ Jo dat ass alles wouer. Awer zu de Grundrechter gehéiert och d'Notioun vun der Dignité humaine!

(Exclamations)

Mir hätte solle kucken an deene leschte Joren, wou Dir an der Regierung waart, datt déi Definitioun an dee Commitment zu der Dignité humaine eeben dora bestinn, déi Leit aus där Situatioun erauszehuelen, an net, hei derfir ze plädéieren, datt se kënne weider do an der Aarmut existéieren!

Et muss sechs Saache gemaach ginn, Här President, an domadder halen ech op. Well dat si sechs oder siwe Recommandatiounen, déi mir wëllen nennen.

Déi éischt ass: Et mussen Interpretatiounskonkloerheiten aus de Gesetzter erausgeholl ginn. Dat ass eng Responsabilitéit vun der Madamm Justizminister.

Zweetens muss de Code pénal applizéiert ginn, den Artikel 342 géint déi organiséiert Heescherei.

Drëttens: Et ass eng grenziwwerschreidend Dimensioun an deem Ganzen. Schengen: selbstverständlech. Mee D'Fräizüggkeet vum Persouneverkéier an der Europäescher Unioun gouf net ageféiert, fir datt Leit iwwer d'Grenz kënne kommen, fir do organiséiert ze heeschen!

(Interruption par la présidence)

Ech halen direkt op, Här President.

Véiertens: D'Gesetzter mussen iwwerkuckt ginn, fir datt mer do, wou mer kënne preventiv sinn, kënne aktiv sinn.

Fënneftens: Mir mussen deene Leit, déi keng Adress hunn, eng Adress ginn, well dat ass dacks d'Ursach vun hirem Misär.

Sechstens: Mir mussen d'Modalitéiten, fir an Nout-situatiounen kënne méi laang sozial verséichert ze bleiwen, iwwerkucken. Den Här Familljeminister, d'Madamm Minister vun der Sécurité sociale kënne sech dorëm këmmere. A mir mussen d'Modalitéiten iwwerpräiwen, fir kënne an de Genoss vum REVIS ze kommen – och eng komplizéiert Debatt, wat den Alter ueget an esou weider.

M. Claude Wiseler, Président | Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Déi Debatt muss mer awer féieren!

M. Claude Wiseler, Président | Dir sidd scho wäit iwwer d'Zäit.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Well et sinn net, Här President, an ech halen domadder op, d'Gerichter, déi dat do sollen tranchéieren. Et ass eng politesch Fro. Mir als Politiker stinn an der Verantwortung, fir deene Leit ze hëllefen, déi op der Strooss sinn, a mir brauchen net op iergendwelch Prozess oder Gerichtsuerdeeler ze waarden. Kommt, mir maachen eis Aarbecht a mir hëllefen deene Leit an Nout!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Meris Sehovc. Här Sehovc.

M. Meris Sehovc (déi gréng) | Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, d'Stater Policereglement an notamment den Artikel 42 ass schon zënter méi Laangem an der Diskussioun.

Virun e puer Wochen, do wollt den neien Inneminister séier Neel mat Käpp maachen. Seng Virgängerin hat Bedenken ugemellt, dass den Artikel 42 am Kader vum Contrôle de légalité eeben net konform wär mat der europäescher Mënscherechtscharta an och net konform wär mat eiser Verfassung, an huet dowéinst och den Artikel 42 fir ongültig erkläert. Elo also mécht den neie Minister kuerze Prozess a mécht déi Decisioun réckgäנגig.

D'Regierung wëll domadder e kloert Zeeche setzen, dovunner ginn ech aus. Abee: vu Kloeerheit keng Spuer! Froen iwwer Froen, op déi d'Regierung an och de Stater Schafferot bis elo nach keng Äntwert konnte liwweren.

Geet et der Regierung drëms, effektiv géint déi sougenannten aggressiv an organiséiert Mendicité virzegoen? Dës Fro ass ganz daitlech mat Nee ze beäntweren. An ech erlabe mer awer nach eng Kéier, den Artikel 42 aus dem Policereglement dann hei ze zitiiere. Pour rappel: Den Artikel 41, do geet et ëm d'Mendicité organisée. An dann heescht et am Artikel 42: „Dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité

publique, toute autre forme“ – „toute autre forme“! – „de mendicité est également interdite“.

Här Inneminister, dat heescht also an der Konkusioun, dass och déi Madamm an der Groussgaass, vun där Der scho mol geschwat hutt um Radio, déi just do sëtzt mat hirem Becher a kee stéiert, mee och déi Madamm ass an der Illegalitéit mat där Decisioun, déi Der approvüiert hutt!

Geet et der neier Regierung drëms, Rechtssécherheet ze schafen? Offensichtlech net. Well dann hätt se of-gewaart, bis den Tribunal administratif Kloeerheit, Rechtskloeerheit, geschaf hätt an där Affär, déi scho genannt ginn ass. Dann hätt se vläicht och emol en Avis juridique an Optrag ginn, fir sech juristesche ofzesécheren. Här Minister, gëtt et esou en Avis juridique? A wa jo, kann d'Chamber e gesinn?

En absence vun all deem schwiefet also d'Fro vun der Constitutionnalitéité wéi en Damoklesschwäert iwwer dem Policereglement an och der Decisioun vun Inneminister.

Well déi nei Verfassung an hirem Artikel 37 ass jo ganz kloer: „Toute limitation de l'exercice des libertés publiques doit être prévue par la loi et respecter leur contenu essentiel.“ Dës sougenannte Clause transversale ass och hei am héijem Haus virun net allze laanger Zäit debattéiert ginn.

Am März 2022, wéi hei iwwer d'Verfassung geschwat ginn ass, do huet déi honorabel Deputéiert Simone Beissel op dëser Tribün zum konstitutionelle Schutz vun de Grondfräiheete Folgendes gesot – Zitat; et geet ëm den Artikel 37: „Mir hunn an den Article virdu scho ganz oft stoen: ‚sauf les exceptions prévues par la loi‘. Hei hu mer dat nach eng Kéier bestäert.“ An da weider, ëmmer nach Zitat: „Deen Artikel, dee seet, dass eeben d'effentlech Fräiheeten nëmme enger ganz strikte Konditiounen ..., dass d'Proportionalitéit, de Contenu essentiel muss gewaart ginn, den Intérêt général muss gewaart ginn. All déi Konditiounen mussen erfüllt sinn, fir dass de Gesetzgeber – an de Gesetzgeber aleng – ..., dat heescht, nëmme duerch d'Gesetz kann hei iergendpeppes dru geännert ginn an haaptsächlech ageschränkt ginn.“ An ech kann der Madamm Beissel hei nëmme Recht ginn!

(Interruption)

Nëmme de Legislatuer, nëmme d'Chamber, kann enger ganz strikte Konditiounen Aschränkung vum de Grondfräiheete legiferéieren! An duerfir stellen ech elo hei och nach eng Kéier d'Fro, déi ech schon an der Kommissioun gestallt hunn: Mat wéi engem Argument setzt Dir e kommunalt Policereglement mat engem Gesetz gläich?

Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, d'Regierung huet mat dëser Decisioun ganz sécher och keng Rücksicht op d'Police geholl. A wann ech héieren, dass mer elo op där enger Säit en Text hunn an dass een da grousst Vertrauen huet an d'Police, dass d'Polizistinnen an d'Polizisten an hirem Alldag da sollen tranchéieren, en absence vu Kloeerheit, dann ass dat, ...

(Interruption)

... dann ass dat eng Katastroph fir all Polizist an all Polizistin, well si ginn aleng gelooss, si ginn am Ree stoe gelooss ...

Plusieurs voix | Très bien!

M. Meris Sehovc (déi gréng) | ... vun de politesche Responsabelen.

Et gëtt keng Rücksicht op d'Police geholl, well anescht kéint ech mer net erklären, wisou fir d'éischt d'Decisioun geholl gëtt – annoncéiert gëtt! – an eréischt fir den Dag

drop eng Reunion aberuff gëtt mat der Plicedirektion. A wéi ass et soss ze erklären, dass bis haut eigentlech net kloer ass, wéi dat, wat d'Stad Lëtzebuerg an d'Regierung plangen, ëmgesat soll ginn? Dat soen net nëmmen ech, dat soen d'Leit um Terrain, dat seet och d'Präsidentin vun der Policegewerkschaft SNPGL.

De Minister huet eis erklärt, dass an enger éischter Phas d'Sensibiliséierungsarbecht bei de Concernéierte soll stattfannen an dass Polizistinnen a Polizisten um Terrain eréischt an enger zweeter Phas duerchgräife wäerten. Léif Regierung, wat bedeit dat konkret? Wéi soll dat hei sanktionéiert ginn? Wéi wëllt Dir ee bestrofen, deen näischt méi huet? Wëllt Dir him déi puer Euro aus sengem Kartrongsbecher nach huelen?

An der Lescht ass ëmmer erëm de Geescht vu Senneng beschwuer ginn. Zu Senneng hunn d'Koalitionären ënner anerem d'Sozialverbänn getraff a se hunn eis versprach, d'Arbeitsbekämpfung a -prevention an absolute Prioritéiten ze maachen. Abee, wou bleift da Konkreetes zu dese Prioritéiten?

Wéi wëllt d'Regierung beispillsweis d'Offer un Housing First séier ausbauen? Wou bleiwen d'Detailler zu den annoncéierte Plans d'action nationaux pour la prévention et la lutte contre la pauvreté? Wat mécht d'Regierung dann, fir géint Mënschenhandel virzegoen?

An deemem Sënn, Här President, deposéieren ech am Numm vun der grénger Fraktioun, mat Ënnerstëtzung vun de Piraten a vun der LSAP an deene Lénken, eng Motioun, wou mer do weider Erklärungen a Fuerderungen opstellen an deem Kontext.

Motion 2

« relative au sujet de la prévention et de lutte contre la pauvreté »

La Chambre des Députés,
considérant

– l'approbation ministérielle de l'interdiction de la mendicité par le Règlement général de police de la Ville de Luxembourg ;

– que le Gouvernement a déclaré la lutte contre la pauvreté comme une priorité absolue dans son Accord de coalition 2023-2028 ;

– les récents propos du Premier ministre sur la motivation du Gouvernement concernant l'interdiction de la mendicité ;

– que l'accord de coalition fasse un amalgame entre le sujet de la mendicité, la traite et le sans-abrisme, également regretté par la Commission consultative des droits de l'homme du Grand-Duché de Luxembourg (CCDH) dans son communiqué de presse du 18 décembre 2023,

invite le Gouvernement

– à collecter des données statistiques concernant le phénomène social multidimensionnel et les origines de la mendicité, complémentaires au recensement des personnes sans-abri, afin d'élaborer une approche plus nuancée et efficace pour aider les personnes dans le besoin, qu'elles soient sans abri ou qu'elles mendient pour d'autres raisons ;

– à faire un maximum d'effort dans sa politique de prévention et de lutte contre la pauvreté et à accélérer la mise en œuvre des mesures de l'accord de coalition 2023-2028 concernées, notamment :

- l'élaboration d'une stratégie transversale et d'un plan d'action national pour la prévention et la lutte contre la pauvreté avec les partenaires sociaux et les acteurs du terrain ;

- la conception d'une stratégie coordonnée, transversale et inclusive contre le sans-abrisme ;

- la mise en place de plus de structures « Housing first » et de logements pour des personnes en situation de précarité ;

- une augmentation, diversification et décentralisation du suivi social au bénéfice de la personne en situation de précarité ;

- et la création d'une équipe d'intervention mobile composée de différents profils de professionnels de santé, pour garantir une prise en charge médicopsychologique des personnes sans-abri ;

– à communiquer le calendrier actuel envisagé pour la mise en œuvre des différentes mesures mentionnées.

(s.) Meris Sehovic, Marc Baum, Dan Biancalana, Taina Bofferding, Marc Goergen, Sam Tanson.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | D'Fakte schwätzen also eng kloer Sprooch.

M. Claude Wiseler, Président | Dir misst zur Konkussion kommen, Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Jo, Här President, direkt.

D'Regierung seet, se wëilt Aarmut bekämpfen. An der Realitéit bekämpft se aarm Leit.

De Minister an d'Regierung wollte kuerze Prozess maachen, fir séier Sécherheet ze schafen. A wat bleift elo?

(Interruption)

Mee au contraire: keng Sécherheet, mee méi Onsécherheet – méi Rechtsonsécherheet, méi Onsécherheet fir d'Polizistinnen an d'Polizisten, déi um Terrain dat heite mussen applizéieren. A finalement, an dat ass am schlëmmsten: méi Onsécherheet fir déi vulnerabelst Mënschen: méi eiser Gesellschaft, déi elo an d'Illegalitéit, nach méi an d'Illegalitéit gedriwwen ginn. Dat setzt den Toun, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir e kale Wanter.

Merci.

Et gëtt eng Fro.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Ech gesinn, datt eng Fro vun der Madamm Polfer un Iech gestallt gëtt. Huelst Dir se un?

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Gären.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP) | Här Sehovic, ech huelen un, datt Dir den Artikel 563, Punkt 6 kennt.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Jo. Dir wësst jo, dass de sechsten Tiert abrogéiert ginn ass an deem Artikel, Madamm Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP) | Nee, nee, eebe just net, eebe just net!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | A, da géif ech awer eng Kéier op Legilux kucke goen.

Mme Lydie Polfer (DP) | Ech liesen Iech, Här Sehovic, ...

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Entschëllegt, Madamm Polfer, ech sinn nach nei.

Mme Lydie Polfer (DP) | Dofir, ech soen et jo och dofir. Et muss awer den Owend ...

M. Claude Wiseler, Président | Loosst d'Madamm Polfer hir Fro stellen an dann äntwert Dir drop.

Mme Lydie Polfer (DP) | An ech sinn do esou frou, datt d'Madamm Tanson effektiv op eng Fro vun der Madamm Oberweis elo am Mäerz dëst Joer och eng ganz, ganz kloer Äntwert ginn huet, wou eebe gefrot ginn ass ..., well eng Zäit, an zwar bis 2015, hate se

effektiv de ganze Punkt 6 ewechgeholl. Et war awer ni – ni! – de Wëlle vum Legislateur, fir deen éischten Alinea ewechzehuelen.

An deen éischten Alinea, dee seet jo eebe ganz kloer, Punkt 6: „les vagabonds et ceux qui auront été trouvés mendians“. Dat steet och haut nees am Code pénal, well ech effektiv 2015 bei deem deemolege Ministere de la Justice mat de Procureurs d'État intervenéiert sinn. Well hei ass sech op eng Jurisprudenz vun Dikrech beruff ginn, wou gesot ginn ass: „O, ma nee, ma et ass de ganze Punkt 6, dee fort ass, déi zwee Alineaen.“

Wann Der awer nokuckt – an dat steet jiddwerengem zou, nozekucken –, war dat ni de Wëlle vum Legislateur. A wie war dee Moment an der Regierung? Net déi „Kälhärzeg“ wéi mir dann. Enfin dach, d'CSV war dran. Mee mir sinn awer net kal.

(Hilarité et brouhaha)

Mee d'Sozialisten ...

Une voix | Ech fannen et awer léif, datt Der et zougitt.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Madamm Polfer, et ass konstant Juri...

Mme Lydie Polfer (DP) | Mee d'Sozialiste waren eeben och do, an d'Madamm Tanson ...

M. Claude Wiseler, Président | Dir musst zum Schluss kommen, Madamm Polfer, wannechgelift.

Mme Lydie Polfer (DP) | ... äntwert do ganz kloer: „Il n'a jamais existé d'alinéa 2 à l'article 563. Il se dégage des travaux préparatoires de la loi que le législateur voulait en réalité non pas abolir le point 6 de l'alinéa 2, mais l'alinéa 2 du point 6.“ Le commentaire des articles de la loi susmentionnée explique en effet que „les références à la reconduite à la frontière des étrangers prévues aux articles [sou a sou] sont supprimées, alors qu'elles ne cadrent [pas] avec la terminologie et l'esprit de la [...] loi.“

Dat heescht, et war deen zweeten Alinea, dee sollt gestrach ginn, awer net deen éischten. An opgrond vun där Jurisprudenz vun Dikrech – dat ass, mengen ech, 2009 gewiescht – huet dunn effektiv d'Justice gesot: „O, ma dat ass alles fort.“ Deem ass awer net esou!

A mat allem Respekt vis-à-vis vun der Justice ass et net u Gerichter, d'Volontéit vum Legislateur ...

(Interruption)

... anescht ze interpretéieren. Jo, dach. An Dir wësst et ganz gutt.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift. Ech maachen elo e wéineg Uerdnung hei. D'Madamm Polfer huet de Kommentar gemaach an eng Fro gestallt.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Kann ech pour fait personnel ...?

M. Claude Wiseler, Président | Et ass den Här Sehovic, deen hei steet fir ze äntweren.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo. Ech hätt och gär duerno d'Wuert pour fait personnel, wannechgelift.

M. Claude Wiseler, Président | Deen äntwert elo drop. Dann ass et esou, datt mer net hei Diskussionsien ufänken tëschent Deputéierten. Wann e Fait personnel gefrot gëtt, dann erklärt Der ganz kuerz duerno Äre Fait personnel. An da fuere mer weider. Mee elo ass et fir d'éischt um Här Sehovic, fir Stellung ze huelen.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Här President, ech hunn d'Fro net genau matkritik.

(Hilarité)

Ech mengen och, dass dat net wichtig ass.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Mee Dir äntwert awer elo drop.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Et ass konstant Jurisprudenz zu Lëtzebuerg. Et ass konstant Jurisprudenz zu Lëtzebuerg!

Mme Lydie Polfer (DP) | Dach, d'Fro war, ob Der Iech bewusst waart, datt de 563 vum Code pénal nach ëmmer dran ass.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Et ass europäescht Recht.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Polfer, den Här Sehovic huet eleng d'Wuert. Setzt Iech duerch, Här Sehovic!

(Interruption par M. François Bausch)

Mme Lydie Polfer (DP) | Dach, deen ass nach ëmmer dran.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Et ass konstant Jurisprudenz zu Lëtzebuerg!

M. Claude Wiseler, Président | Här Bausch, wann ech gelift, Äre Parteikolleg, den Här Sehovic, huet elo d'Wuert. Setzt Iech duerch!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci. Merci, Här President. Ganz kuerz: Et ass konstant Jurisprudenz zu Lëtzebuerg, Madamm Polfer. Et ass europäescht Recht, et ass internationaalt Recht. Also d'Rechtslag ass méi wéi kloer. Ech soen Iech Merci.

Mme Lydie Polfer (DP) | O! Dat ass jo net wouer!

M. Claude Wiseler, Président | Sou. Merci, Här Sehovic. Fir e Fait personnel an eng kuerz Richtegstellung – net fir eng ganz Ried, fir eng kuerz Richtegstellung –, d'Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Nee, mee ech wäert awer kënnen op d'mannst sou laang dann dorobber agoe wéi d'Madamm Polfer elo grad.

M. Claude Wiseler, Président | Nee, d'Madamm Polfer huet eng Fro gestallt, Dir maacht elo eng Richtegstellung.

(Exclamations)

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Si huet keng Fro gestallt.

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Si huet en Deel vun enger Question parlementaire zitëiert, awer natierlech nëmme en Deel. Well éischtens: Dat, wat se zitëiert huet, dat ass net dat, wat ech schreiwen. Ech zitëieren dat, wat am Code pénal als Note de bas de page ënne steet. An da geet et awer weider an där Reponse op d'Question parlementaire.

Plusieurs voix | A!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | „Cependant, ...“

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift. D'Madamm Tanson mécht hir Rektifikatioun.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | „Cependant, comme le précise la note de bas de page précitée, les autorités judiciaires considèrent que le point 6 a été abrogé dans son intégralité.“

Plusieurs voix | A!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | An da geet et nach weider: „Rappelons également que l'interdiction de la mendicité simple risque d'être contraire à la Convention européenne des droits de l'homme.“

Plusieurs voix | A!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Well de deux choses l'une, Madamm Polfer: Entweder hu mer eng Interdiction générale vun der Mendicité simple an dann applizéiert sech den Arrêt vun der Cour européenne des droits de l'homme, iwwert dee mer déi ganzen Zäit schwätzen, well dee seet, dass dat net geet, oder mir hu keng Interdiction générale vun der Mendicité simple an dann applizéiert sech vläicht deen Arrêt net, mee da spillt awer déi Reegel, déi den Här Sehovic virdu genannt huet, déi seet, dass nëmme eis Gesetzgebung kann eng Liberté fondamentale aschränken.

An dann nach eng kleng Klamer: Natierlech kënnen d'Gerichter, a si sinn dofir do, interpretéieren, wat mir hei decidéieren. An et kann een och par mégarde ...

(Brouhaha)

... eppes ofschaffen, och wann et vläicht net sou gewollt war. Et kann een och par mégarde en Artikel am Code pénal ofschaffen. An ech wëll just drun erënneren, dass d'Madamm Margue an der Justizkommissioun och gesot huet, si géif net drun denken, dat erëm anzeféieren an de Code pénal, well dat wier jo dann ... Wa se der Meenung wier, ...

M. Claude Wiseler, Président | Madamm ...

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... dat wier dee richteg Wee ... Esou kéint ee jo dann all Problem aus der Welt schafen.

M. Claude Wiseler, Président | Sou Madamm Tanson, elo hutt Der Är Rektifikatioun gemaach. Ech autoriséieren elo net, datt hei Diskussiounen zwëschen Deputéierte kommen. Elo ass et um nächsten ageschriwwene Riedner, dem Här Marc Goergen, deen elo d'Wuert huet.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Wësst Der, et ass net einfach, fir meng éischt Ried ënner d'Är nach neier Majoritéit hei am Haus unzefänke mat esou engem häerzlosen Thema. Ech hat mer en anert Thema erhofft déi Woch virun Hellegowend.

Bis zum Accord vun dem CSV-Minister zum Verbuet hat ech jo och nach e bessert Bild vun där neier CSV-DP-Majoritéit. An déi Entscheidung wäert wuel net just mäi Bild, mee d'Bild vu ville Leit fir déi nächst fënnef Joer prägen.

Ongefëier dës Woch viru ronn 2.023 Joer waren eng Fra an e Mann ënnerwee, déi keng Méiglechkeet fonnt hu fir ze iwwernuechten, keen Iwwerdaach. Se sinn dunn an eng Scheier gaangen, well d'Fra schwanger war. Dat Gefühl, keen Iwwerdaach ze hunn, ofgewisen ze ginn, hunn och si erlieft. De Jong ass an enger Fudderkrëpp op d'Welt komm. Wéi d'Geschicht weidergaangen ass, wësst Dir alleguer, besonnesch déi mat dem „C“.

Déi kal Aart a Weis hätt wuel kee sech ronn 2.000 Joer méi spéit erwaart, scho guer net, wann eng vun de Parteien am Numm den „C“ nach ëmmer dréit – net just e Buschtaf, mee eng Liwensart, a sech e Grundsaaz, deen ee sech gëtt.

D'Leed vun de Leit ass awer haut fir déi Partei zum Instrument ginn, fir fir Stëmmung ze suergen. Virun de Wale konnt een déi Strategie bei der CSV schon erkennen. Mat onzielege Pressekonferenzen hunn d'CSV-Politiker iwwer Méint d'Angscht an de Raum gehéit virun der Heescherei. Et ass hinne gelongen. Si sinn un hirem Zil ukomm.

Ënnert dem neien – dat kann een dann emol hannerfroen – Luc Frieden ass dat éischt wierklech Grousst, wat déi nei Regierung fäerdigbruecht huet, déi Äermsten am Land nach eng Kéier méi aarm ze maachen.

Une voix | Très bien!

M. Marc Goergen (Piraten) | Ob Dir als Regierung oder als Majoritéitsdeputéiert domat liewe kënt esou e puer Deeg viru Chrëschttag, dat musst Dir mat Iech selwer ausmaachen. Ech kéint et net.

„Méi an der Täschen“ – dat waren d'Plakater vun der CSV – ass wuel manner an der Täschen fir déi, déi schon néischt hunn. Dir wëllt propper Luxusgeschäfte an der Uewerstad, do dierf jo och kee stéieren, deen et am Liewe vläicht net esou gutt hat. Et ass dach keen, an do si mer ganz éierlech, dee fräiwëlleg mat allem, wat en huet, op der Strooss sëtzt mat engem Becher, fir op e puer Cent hoffen ze mussen a sech den erniddregende Blécker auszesetzen.

Dir wëllt, dass déi, déi hei hir iwwerdeiert onnëtz Luxusposche souwéi -ueren an der Stad kafen, net solle gesinn, wéi déi Leit leider liewe mussen. Zu deem Präis, wou déi Butteker hir Artikele verkafen, kéinten déi Leit hire Loyer méintelaang bezuelen.

Déi Partei mam „C“ gëtt och net midd ze soen, et wär kee komplett Verbuet. Nee, si erlaben et jo awer nach vun 22.00 bis 7.00 Auer – wat sinn déi guttmiddeg! –, dann, wa keen an der Stad ass, dann, wann et am Wanter am keelsten ass. Dat heescht, Dir schéckt se och nach bei Minustemperaturen nuets eraus. Et dierf ee jo vun 22.00 bis 7.00 Auer. Dat ass jo eng weider Fauscht an de Mo vun de Leit, déi schon néischt z'essen hunn! Hinne virzegaukelen, nuets dierfte se, heescht, se och nach fir blöd ze verkafen!

Si missten och nach hir sécher Schlofplaz an enger Wanteraktioun an anere Strukturen verloossen, well se da jo dierfte fir e puer Cent froe goen.

Zur organisierter Heescherei als Argument: Pff, Dir setzt d'Police da jo awer net géint se an. An ech si frou, dass d'Madamm Polfer, déi awer zéng Joer elo och an enger Majoritéit ass, dat bestätegt huet, dass déi viregt Majoritéit komplett op deem Punkt versot huet. Well et ass schon zënter Jore verbuede gewiescht, also braucht Der Iech elo guer net opzereegen! Et ass just virdrun net ëmgesat ginn.

Mee bei der organisierter Heescherei, vergiesst awer och do net, wien d'Affer sinn! Well d'Affer sinn déi, déi mam Becher do setzen an déi owes dann d'Geld an hire Boss ofginn. Also musst Der beim Boss usetzen an net bei den Affer, déi op der Strooss sëtzen!

Une voix | Très bien!

M. Marc Goergen (Piraten) | Mee Dir gitt jo alt nees géint jiddereen. Am Reglement steet nämlech ganz kloer, Artikel 42, Dir hutt et virdu gesot kritt: All Heescherei ass verbuede. Dat ass moralesch ganz fragwürdig, fir et brav auszudrücken!

Also all déi Leit, déi sech néischt zu Schold komme gelooss hunn, huelt Dir mat eran. Dat ass d'kaalt Häerz vun der neier Regierung! Duerch déi nei Moosnam gëtt riskéiert, dass méi Leit, fir un e puer Suen ze kommen, an d'Geschäft mat Drogen oder Géigestänn eraklappen. Si ginn einfach Fudder fir Dealer, déi hinnen eng ondankbar Alternativ kéinten ubidde fir ze iwwerliewen.

Och eisem Policecorps maacht Dir en ondankbare Kaddo. Viru Chrëschttag mussen eis Beamtinnen a Beamte géint déi Schwächste virgoen, dat oui dass de Policecorps dëst iwwerhaupt wëll. Dir notzt si, Dir forcéiert si fir Är Zwécker a gitt hinnen och nach keng kloer Reegel mat.

Wien ass déi nächst Grupp vu schwaache Matbirger, géint déi dës Regierung wäert ugoen? Dat sollt sech all Bierger froen. Jidderee kann d'Keelt vun der CSV an der DP treffen.

Déi Leit op der Strooss, déi hu keng Lobby. Si hu keng Méiglechkeet, sech ze wieren. Just d'Chamber ass hir lescht Rettung. Déi Politiker hei, déi, egal wéi eng Partei, dem Spuk en Enn setze wëllen a sech fir d'Leit asetzen, kënnen hinnen elo nach hëlfefen.

Déi Leit op der Strooss konnten net d'CSV an d'DP op eng Luxus-Summerparty op Monnerech invitéieren a sech do fir hir Interessen asetzen, d'Politiker beaflossen, wéi d'Promoteuren et maachen a wéi dës Regierung brav liwwert. Wien op der Strooss leeft, ass scho gestrooft genuch duerch eng jorelaang falsch Logementpolitick, déi Leit, déi hiren Daach iwwert dem Kapp ewechgeholl kruten. Oder mengt Dir, dat wär flott, do ze liewen? Dat ass net fräiwëlleg, mee gezwongen!

Fir mech ass et de schlechteste Start, deen eng Regierung kann hunn, wann een als Éischt un déi Schwächst an der Gesellschaft geet, un déi, déi sech net wiere kënnen. Aarmut verschwénnt net op Uso oder mat engem Verbuetstext! Aarm ze sinn an no Hëllef ze froen ass kee Verbrieche! Mee deenen Ärmsten d'Recht ze huelen, ëm dës Hëllef ze froen, ass e Verstouss géint d'Mënscherechter.

Merci, Här President.

An ech hunn Iech nach eng Motioun matbruecht, déi ech Iech herno nach wäert am Detail erklären. Mee do geet et drëm, fir de Leit ze hëlfefen – well Dir verbitt hinne jo elo, dass se hire Cent kënnen verdéngen –, dass d'Wanteraktioun op ganzjäreg ëmgestallt gëtt, dass Der wéinstens dat Häerz hutt.

M. Claude Wiseler, Président | Dir erkläert se duerno, Här Goergen. Villmoos merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech erkläre se herno nach eng Kéier gäre méi laang.

M. Claude Wiseler, Président | Ech zweifelen net drun.

(Hilarité)

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– Vill Mënschen, déi op der Strooss liewen, hu wéineg Méiglechkeeten, en Ënnerdaach ze fannen, wou se geschützt sinn a sech ausroue kënnen. Extrem héich Temperaturen am Summer, äiskal Wanteren an Zäite vu kuerzem, heftegen Nidderschlag treffe virun allem déi Schwächst an eiser Gesellschaft.

– Duerch d'Heescheverbuet, wat elo a verschiddene Gemengen applizéiert gëtt, hëlt een dës Leit eng Méiglechkeet, fir selwer Sue fir en Ënnerdaach, lessen an Drénken ze sammelen.

– Et gëtt laut dem Familjeministère zwar schonn eng ganz Rei Hëllefsmesuren, mee dës si punktuell a mat groussen zousätzleche Belaaschtunge fir d'Leit um Terrain verbonnen.

Aus dës Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung:

1. d'Wanteraktioun duerch eng Ganzjoresaktioun ze ergänzen. Et soll dat ganz Joer iwwer eng Struktur fir Sans-abrien opgemaach ginn. Hei soll hinnen och eppes Klenges z'iesesen an ze drénken zur Verfügung gestallt ginn.

(s.) Marc Goergen.

Merci, Här Goergen. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Datt mer haut iwwert d'Verbuet vum Heesche schwätze mussen, empfangen ech als Schan. Et ass eng Schan, well et net nëmmen en Ugrëff op

fundamental Mënscherechter ass, mee och, well et e groussen a fir déi Betraffen existenzielle soziale Problem net léist, mee verlagert an am Contraire souguer nach verschlëmmert. A mir ass et egal, ob dat an der Stad Lëtzebuerg ass, zu Ettelbréck, zu Dikrech oder wou och ëmmer.

A well dat esou ass, ass et kee Wonner, datt souwuel déi national Mënscherechtskommissioun wéi och d'FEDAS, also d'Federatioun vun alle sozialen Acteuren hei am Land, sech schockéiert, jo, indignéiert weisen! Heeschen ass näischt anescht wéi den Ausdrock vun extremer Prekaritéit, vun extremer Nout a vun extremer Aarmut. Heeschen ze verbidde bedeit, déi Leit, déi guer näischt hunn, nach weider ze kujenéieren.

Wourëms et hei geet, ass beängstgend kloer: Dat Heescheverbuet ass contraire zur Mënscherechtskonventioun. D'Heescheverbuet ass contraire zu eiser Verfassung, well et keng gesetzlech Basis duerfir gëtt. An et ass contraire zur bestoender Jurisprudenz.

Am rosenste mécht een awer d'Hypokrisie, mat där de Minister, awer net nëmmen hien, wéi een haut héieren huet, dës aarmefeindlech a liberticide Decisioun versicht ze rechtfertegen. Et ass schonn zitéiert ginn, jidderee géif dach déi déck däitsch Limousinne mat belsche Plackennummere kennen, déi all Dag Heescherten um Boulevard Royal oflueden, esou de Minister. Ma wann de Minister déi Limousinne gesinn huet, dann hätt e sollen hir Plackennummere opschreiwen, se der Police mellen oder beim Parquet denoncieren.

Une voix | Ganz gutt!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Well effektiv: Dat ass verbueden! Dat ass eng Affär fir Police a Justice. Duerfir brauche mer keng nei Reglementer, mee d'Applikatioun vun deene Reglementer, déi elo schonn do sinn!

Une voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | En plus hu mer um Boulevard Royal, wou jo anscheinend jiddwereen dat gesäit, Videoiwwerwaachung. Dat heescht, och do kéint een nach nodréiglech, well den Här Gloden eventuell kee Bic a kee Bläistëft derbäi hat, ...

(Hilarité)

... kucken, wien déi Leit da sinn an deene Limousinnen. Mee et gëtt een d'Gefill net lass, datt d'Profiteure vum Mënschenhandel iergendwéi kee Mënsch interesséieren. Mee et sinn d'Affer vum Mënschenhandel, déi hei bestrooft ginn.

Esou zimmlech all Organisationen, déi mat Mënscherechter oder mat Sozialarbecht ze dinn hunn, lafe Stuerm bei esou enger Ausso. Well all seriöt Virgoe géint Mënschenhandel dærf eeben net bei der Kriminaliséierung vun den Affer ufänken, mee genau dat geschitt hei.

A bei allem Respekt, Madamm Polfer, wann Dir de fënnefte Punkt vum Avis vun der nationaler Mënscherechtskommissioun zitéiert, muss een awer soen, dee fänkt u mat, als Titel: „Un amalgame dangereux entre traite des êtres humains et mendicité“. Och dat geschitt hei weider, andeem Dir just ee Saz aus deem fënnefte Punkt aus sengem Kontext erausrappet. Well: „S'il y a véritablement des indices de traite, il faut protéger et soutenir ces personnes et punir les auteurs et non les victimes.“ Hei, mat Ärem Reglement an der Zoustëmmung vum Minister, ginn d'Affer bestrooft.

An dat zweet Argument, wat ëmmer erëm ervirbruecht gëtt – och do: egal, vu wéi enger Gemeng, an deem Fall awer vun der Stad Lëtzebuerg –, ass, datt dach esou vill gemaach géif gi fir déi aarm Leit. Jo, ech stellen awer fest, datt d'Zuel vun deenen Aarmen net ophält mat klammen! Ech stelle fest, datt eis Strukturen

zum Baschte voll sinn an aus den Néit platzen. Esou dichteg vill kann also net gemaach ginn, wann et der ëmmer méi gëtt, déi näischt méi hunn!

An da si mer iwwerhaupt bei den Zuelen. Mir wësse ganz wéineg hei am Land iwwer extreem Aarmut, weeder quantitativ nach qualitativ. Et gëtt elo zënter Juni éischt Zuelen, wat d'Obdachlosegkeet an der Stad Lëtzebuerg ugeet. Et gëtt awer kaum qualitativ Analysen iwwert de Phenomeen vun der Mendicité, keng Analysen doriwwer, wéi d'Evolutioun dovunner ass, a scho guer net, wat d'Parcourse vun deene Leit sinn. Jo, wann een dat net alles huet, wat soll een dann dergéint maachen? Do misst ee jo ufänken, wann een e seriöt wéilt ugoen, de Problem! Dorausser misst een d'Konklusiounen zéien an en Aktiounsplang entwéckelen, am plaz déi Schwächsten nach weider ze marginaliséieren an an d'Faubourge vun der Stad ze verdriewen.

Mir hunn zu Lëtzebuerg e gesellschaftleche Problem mat extremer Aarmut. A fir dee brauche mer sozial Léisungen. Da misste mer endlech ufänken, d'Aarmut ze bekämpfen an net déi Aarm. A genee dat geschitt hei awer net. An dat ass et och, wat ech als Schan empfangen.

Här President, de Premierminister Luc Frieden huet am Walkampf gesot, den „C“ am Numm vun der CSV géif net méi fir Relioun stoen, mee fir ons Grondwäerter. Eppes ass sécher: D'Heeschen ze verbidden ass net chrëschtlech, well all Chrëscht géif de Bic aus den Hänn fléien, wann en esou eppes ënnerschreiw misst. An et ass nach eppes net: Et trëppelt nämlech eis Grondwäerter, wat d'Mënscherechter sinn, mat Féiss!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dir waart de leschten ageschriwwene Riedner. An dann huet elo d'Regierung d'Wuert ... Här Haagen, Dir musst mer just erklären, firwat Der d'Wuert frot.

M. Claude Haagen (LSAP) | Ganz gären, Här President: Fait personnel.

M. Claude Wiseler, Président | Ech hunn deen awer elo net héieren.

M. Claude Haagen (LSAP) | O, mäin Numm ass dräimol gefall, „Buergermeeschter vun Dikrech“ ass gefall, „Reglement“ ass gefall.

M. Claude Wiseler, Président | Dir wëllt e Rectificatif dozou ginn?

M. Claude Haagen (LSAP) | Gelift?

M. Claude Wiseler, Président | Dir wëllt just e Rectificatif dozou ginn? Zu deem, wat iwwer Iech gesot ginn ass?

M. Claude Haagen (LSAP) | Nee, Fait personnel. Hei ass mäin Numm gefall an där heiter Diskussioun.

M. Claude Wiseler, Président | Ok. Dat ass e Rectificatif zu deem, wat iwwer Iech gesot ginn ass. Dir haalt net nach eng Ried.

M. Claude Haagen (LSAP) | Et ass eng Erklärung.

M. Claude Wiseler, Président | Dir gitt eng Erklärung.

M. Claude Haagen (LSAP) | Ech denken, dat wier awer dat mannst, wat ee kéint maachen, oder net?

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt d'Wuert. Fuert lass.

M. Claude Haagen (LSAP) | Ech sinn e bëssen erstaunt doriwwer: Ech mengen, hei ass d'Reglement ernimmt ginn, hei ass Dikrech, hei ass Ettelbréck zitéiert ginn, mäin Numm ass zweemol gefall – „fréiere

Buergermeeschter". Da misst ech scho bal d'Recht hunn, awer vläicht Explikatiounen ze ginn, fir dat ze maachen.

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass absolutt richtig. Mee dat war virun enger Rei Riedner.

M. Claude Haagen (LSAP) | Soss verstinn ech, Här President, de modus vivendi mat engem Fait personnel net.

M. Claude Wiseler, Président | Fuert lass!

M. Claude Haagen (LSAP) | Gutt. Ech mengen, et ass ugeklongen: Aarmut bekämpfen an net déi Aarm. An dat war am Fong den Ausgangspunkt vun der Iwwerleeung vun der Stad Dikrech. Lo kann een natierlech dräi an en halleft Joer doriwier diskutéieren, ob dat erfollegt ass oder net erfollegt ass.

Mee d'Stad Dikrech ass net unanime dohinnegang fir ze soen: „Elo probéiere mer dat doten emol aus an elo schikanéiere mer déi Leit“, well d'Mendicitéit bis zu engem gewëssenen Dag zu Dikrech guer kee Problem war an an den Alentouren och net, well keng Heescherten op der Plaz waren.

Ech sinn och bëssen, staark erstaunt, datt een dann hei e Reglement vun Dikrech applizéiert op d'Situatioun vun der Stad Lëtzebuerg. Ech mengen, dass déi zwou Uertschafte mat 7.500 Awunner a grosso modo 130.000 Awunner net mateneen ze vergläiche sinn, et sief dann, ... Op eng Manéier lueft et e bëssen d'Stad Dikrech, datt d'Stad Lëtzebuerg dräi an en halleft Joer gebraucht huet, fir e Reglement auszeschaffen, wat dann zur Diskussioun soll stoen.

Mee bon, mir hunn dat heiten, an do schwätzen ech fir d'Kollegen aus dem Gemengerot mat. An et ass jo den aktuelle Buergermeeschter och hei, deen dat matgestëmmt huet déizäit, fir eeben och déi Leit, déi zu Dikrech heeschen, wa se d'Mendicité simple gemaach hätten, a sozial Strukturen ze kréien, fir se sozial ze begleeden, fir iwwert d'Assistant-socialen dat doten ze maachen. Dat war d'Iddi vun der Stad Dikrech do dohannert.

Wat ass awer geschitt? An dat denken ech, wësst Der alleguerten: Wéi déi éischt Demandeurs de protection internationale op Lëtzebuerg komm sinn, sinn tëschent 300 a 600 Leit an d'Infrastrukturen, déi hu misse gebaut ginn, op den Härebiere komm. A wann an enger Uertschaft vu 7.500 Awunner déizäit, oder 7.000, ronn 8 % Awunner bäikommen op ee Schlag, da bréngt dat vill Diskussiounen mat sech. Dat weess all politesch Interesséierten.

An zu Dikrech ass et vill Hëllef ginn. Et war keng Oppositioun do vu kengem. An déi Leit, déi sinn do waarm empfaange ginn an déi sinn och betreit ginn an déi sinn an déi sozial Strukture komm, déi sinn an d'Schoul komm. Déi sinn och duerno betreit ginn. Awer een, zwee Méint duerno ware Leit zu Dikrech, déi op eemol ugefaangen hu mat heeschen a wou et ganz kloer drop higewisen huet, datt et eng Mendicité organisée war, ganz kloer.

An ouni elo an d'Schoul wëllen ze goen an doriwier ze schwätzen, huet dat Polizeireglement, wat déizäit en vigueur war, dat net hiereginn, fir dogéint virzegoen. Elo kann ee soen: „Et ass e penale Fait.“ Mir krute vun der Police gesot, op jidde Fall ech déizäit: „Mir kënnen dat dote maachen. Dir musst Äert Reglement änneren.“

Jo, jo, jo, Här Mosar, ech kommen nach zu Iech.

(Interruption)

Wann dat geännert ginn ass, dann ass dat jo och geännert ginn, fir eeben déi Leit a sozial Strukturen ze kréien, fir se ze begleeden, fir, an dat ass mer dat

Wichtigst awer heirun, an enger Uertschaft vu 7.500 Awunner d'DPIen an d'Bénéficiaires de protection internationale ze schützen, well d'Leit alleguerten gemengt hunn: „Elo kommen déi Leit, déi wierklech am ärmsten an och wierklech betraff waren, déi traumatiséiert waren, op Dikrech, fir och nach hei ze heeschen!“ Dat war den Ursprungspunkt. An dat soll een net mateneen vermëschen, datt, wann Demandeurs de protection internationale a soziale Strukture wunnen, wou hir Kanner an d'Schoul ginn, dann op eemol Bande kommen an dovunner profitéieren ...

Sou, an dunn ass dat Reglement vun Dikrech ëmgeännert ginn an et ass och ëmgeännert ginn, fir e juristeschen Avis ze maachen. Ech schwätzen hei vum August 2020. An do ass och en Avis bei der Police gefrot ginn: „Wéi musse mer dat da maachen, fir datt Der, wann Der organiséiert Kriminalitéit, an deem Fall bei der Mendicitéit, gesitt ..., wéi kënt Der dann do virgoen?“

Bon, et si verschidde Punkten erkläert ginn. An do ass och en Avis gefrot ginn, juristeschen, vum deemo-lege Procureur d'État vum Dikrecher Geriicht. D'Stad Dikrech huet kee Jurist bei sech schaffen. Mir hätte kënnen Avise froen. Mee vu datt dat jo herno huet missen och weider un d'Geriicht goen, wat mécht een aneschtens, wéi dann den Avis do ze froe beim Procureur selwer, ob dat d'Strooss hält oder net?

Esou ass dat Ganzt gemaach ginn zu Dikrech. An et ass och nach eppes, wou ech haut dozou stinn, well mer d'Demandeurs de protection internationale an och d'Bénéficiaires de protection internationale geschützt hunn.

Iwwregens hu mer se och mat Wunnengen ..., déi sinn a Wunnengen zu Dikrech komm. Dat heescht, och d'Populatioun fir abordabele Wunnraum huet appreciéiert, datt d'Demandeurs de protection, wa se herno Bénéficiaires de protection internationale sinn, an déi Wunnenge kommen, well si eeben déi selwecht Rechter hunn.

An dat ass also wichtig, datt mer net hei – wéi soll ech soen? – en Duerchernee vu verschidde Iwwerleeunge maachen.

Wat mech an der Diskussioun hei stéiert, dat ass, datt mer hei, an ech ënnerstelle kengem dat, d'Mendicitéit mam Platzverweis zesumme vermëschen. Fir mech sinn dat zwou verschidde Saachen. D'Mendicitéit ass eppes aneres wéi Platzverweis, ganz kloer, op jidde Fall a menger perséinlecher Iwwerleeung.

Dofir nach eng Kéier, vu datt Dikrech hei e puermol zitéiert ginn ass an och gesot ginn ass, dat Reglement wier geholl ginn an d'Policereglement: Dat mag sinn. Ech hunn dat Reglement selwer gehollef mat auszeschaffen. An dat ass den Ursprung dovun. An ech muss Iech nach ëmmer soen, datt haut all Demandeurs de protection internationale a Bénéficiaires de protection internationale, ech mengen dat kann ech Iech soen, zu Dikrech op jidde Fall wëllkomm sinn.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Här Haagen, e Fait personnel huet fënnf Minutten. Déi hutt Der elo ausgenotzt. Elo ass keng Wuertmeldung méi do, da gi mer der Regierung d'Wuert. Dach, den Här Bauer huet nach d'Wuert gefrot. Firwat hutt Dir d'Wuert gefrot, Här Bauer?

(Interruption)

M. Maurice Bauer (CSV) | Fir hei ze äntwerten, fir ze soen, dass mir ...

(Brouhaha et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Nee, nee. Et ass elo kee Fait personnel hei gewiescht. Ech mengen, dat

passt elo net hei an déi ganz Diskussioun eran. Et deet mir leed, Här Bauer, mee elo komme mer bei d'Regierung. An et ass un der Regierung, eng Äntwert ze ginn. Mir mussen elo hei virukommen. Ech hu kee Fait personnel hei kënnen feststellen. Här Gloden.

Mme Lydie Polfer (DP) | Den Här Bauer ass ernimmt ginn. Den Här Bauer ass ernimmt ginn, entschëllegt. Dem Här Bauer säin Numm ass ernimmt ginn.

(Interruption)

Jo. Voilà.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech mengen, e war gelueft gi vum Här Mosar.

Mme Lydie Polfer (DP) | Gelift? Nee, en ass vum Här ...

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Gloden huet elo d'Wuert. Wann duerno nach eppes nom Minister ze soen ass, kritt den Här Bauer d'Wuert nom Minister mat Parole après ministre. Wann en dat da fret, kann e sech do ausschwätzen.

Prise de position du Gouvernement

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci. Merci, Här President. Hei steet net der Däiwel virun Iech.

(Brouhaha)

Hei steet och kee Mann ouni Häerz virun Iech. Hei steet den Inneminister virun Iech, deen e Contrôle de légalité fir Gemengereglementer mécht. Dat ass als Inneminister säin Job.

Dës Regierung steet fir e staarke Sozialstaat. Dës Regierung steet fir e staarke Rechtsstaat. Dat eent schléisst net dat anert aus. Si ginn zesummen. Well wa mer wëllen zesummeliewen, mussen mer eis och Reegele ginn, déi dat Zesummeliewe kënnen méiglech maachen.

An déi Leit, déi mech besser kennen, déi wëssen, wat ech als fréiere Buergermeeschter vun der Stad Gréiwemaacher am Sozialberäich an d'Liewe geruff hunn. An och wéi den Här Haagen hu mer zu Gréiwemaacher eng Rei DPIen a BPIen a Sozialwunnengen opgeholl a gekuckt, datt se bei Privatleit ënnerkommen. An och perséinlech hëllef en och oft sozial schwache Leit, fir datt se e bëssen iwwert d'Ronne kommen.

An et ass och net akzeptabel hei zu Lëtzebuerg, an de Premier ...

(Interruption par M. Sven Clement)

Dir schwätzt permanent dran. Sidd Der opgereegt, Här Clement?

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift.

(Interruption)

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Jo, mee lauschtert no, Dir kennt eppes léieren, Dir kennt eppes bäiléieren!

Plusieurs voix | O!

M. Claude Wiseler, Président | Här Gloden, Dir hutt d'Wuert. An et huet keen aneren d'Wuert wéi den Här Gloden elo.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Also d'Piraten reege mech scho laang net méi op, Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Also ech mengen, Dir sidd opgereegt, Här Gloden. Esou e kaalt Häerz huet heibannen nach kee gewisen.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | D'Piraten reege mech scho laang net méi op, Här Clement.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Mir féiere keng Dialogen. Här Gloden.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | An de Premier huet et och gesot: Wat gehéiert zum Respekt vun der Vie privée an zur Dignitéit vun engem Mënsch? Mee datt een net muss krank op enger Strooss oder an enger Gaass iwwernuechten! Well zum Droit de la vie privée, zu dem Droit humain gehéiert och Droit à la santé. Et ass eng Komponent vum Artikel 8 vun der europäescher Mënscherechtskonventioun an d'Regierung wéi och d'Stad Lëtzebuerg wéi och vill aner Gemenge maache ganz vill, fir datt dat geschitt. Mee, ech mengen, et ass emol wichteg, datt mer fir d'éischt zur Faktelag kommen, éier ech dann op déi juristeschen Argumenter kommen.

Fir d'éischt wëll ech emol ënnersträichen: Et ass eng Decisioun vum Stater Gemengerot. Also et ass eng Decisioun vun engem demokrateschen Organ opgrond vun der lokaler Autonomie. D'Policereglement vun Dikrech ass elo schonn e puermol hei ernimmt ginn. Ech wëll net méi dorop agoen. Fakt ass: Dat Reglement ass net vu menger Virgängerin annulléiert ginn. Si hätt et theoretesch kënnen maachen. D'Reglement vun der Stad Ettelbréck, wat genau ...

(Interruption par M. Claude Haagen)

Dach, Här Haagen! D'Reglement vun der Stad Ettelbréck vum 7. Juni 2023 ass expressis verbis vu menger Virgängerin autoriséiert ginn.

An da komme mer zum Reglement vun der Stad Diddeleng, wou jo de Kolleeg Biancalana Buergermeeschter ass a President vun der LSAP. Do stoung säit 2010 en Artikel dran: „La mendicité peut être limitée par le bourgmestre à certains endroits du territoire de la ville de Dudelange et à certaines époques afin de garantir la sécurité, la tranquillité et la salubrité publique. Les conditions et les modalités en sont fixées par le bourgmestre.“ Also, wat falsch drun ass, ass, datt de Buergermeeschter déi Konditiounen ka festsetzen. Dat heescht, den Här Biancalana hat sech all d'Pouvoiren ugerappt, fir do aleng iwwert de Gemengerot esou Decisiounen kënnen ze huelen.

Du kënnst de Projet vum Policereglement vun der Stad Diddeleng 2023 an den Inneministère an do ass en Artikel bäikommt: „Toute forme de mendicité organisée ou en bande est interdite. La mendicité est interdite aux mineurs de moins de 18 ans ainsi qu'aux majeurs accompagnés de mineurs de moins de 18 ans qui pratiquent ou ne pratiquent pas la mendicité.“ Dunn, a well du jo déi Diskussioun mat der Stad Lëtzebuerg war, ass gesot ginn: „Dir musst dat abrogéieren!“ Also den Här Biancalana selwer wollt eng absolutt Interdictioun vun der Mendicitéit op sengem Territoire, a well dunn déi Diskussioun mat der Stad Lëtzebuerg war, ass gesot ginn am Inneministère: „Huet dat eraus!“ Wat dunn och finalement vum Gemengerot vun der Stad Diddeleng gemaach ginn ass.

(Brouhaha)

Da gëtt sou gemaach, wéi wann ech soss näischt am Kapp gehat hätt, wéi ech an d'Beaumontsgaass komm sinn, wéi dat Reglement do zréckzezéien. Ech sinn an d'Beaumontsgaass gaang, ech hu meng Mataarbechter kennegeleiert a knapps 14 Deeg no der Vereedegung kënnst e Mataarbechter bei mech a seet: „Leo, mir hunn hei deen Dossier. Mir missten en elo bis de 15. Dezember concluéieren.“ Du sot ech: „Da géiff mer mol den Dossier. Ech kucke mer mol gären der Dossier un.“ An ech hunn den Dossier och gelies. An ech hunn de Recours gelies. An ech hunn d'Decisioun gelies. Souwuel vum europäesche Geriichtshaff. Ech hunn déi Decisioun vum franséischen a

vum belsche Staatsrot gelies. Ech weess net, ob Dir se gelies hutt am Detail, Madamm Bofferding.

An ech hunn du meng legal Analys gemaach, well dat ass meng Missioun. Dat ass meng Missioun als Inneminister. A mir hu keen Avis gefrot, well duerch mäi fréiert Liewe kann ech de Code pénal a juristeschen Argumenter verstoen. Fakt ass: All Gemeng baséiert nach hire Règlement de police op den Dekreet vu 1789 a vu 1790. Ech sinn d'accord, datt dat en alen Dekreet ass, mee dat huet Valeur de loi. An effektiv sollte mer kucken, dat an eng modern Form vun engem Gesetz anzefügen.

Dunn hunn ech mer nach eng Kéier de Refus vu menger Virgängerin ugekuckt. An d'Haaptmotiv vu menger Virgängerin war, datt keng Preuve vun der Stad Lëtzebuerg virbruecht gi wier, fir dee Passus do anzusetzen. An ech zitéieren meng Virgängerin, oder besser gesot en Deel vum Refus: „Partant il convient de relever que ni la délibération visée ni le règlement de police général ne précise aucune motivation. Plus encore, le conseil communal omet de présenter les motifs qui démontreraient que la mendicité avait des conséquences négatives sur la sécurité ou la tranquillité publique.“

Ech kucke mer de Recours un, réimesche Punkt I, Punkt C, d'Säit 11 et suivantes: eng Hellewull vu Preuve, E-Mailen, Bréiwer vu Leit, déi do wunnen, déi do spadséiere gi mat hire Kanner, déi do e Commerce hunn, d'ailleurs och Bréiwer, ee Bréif op d'mannst, vun enger Ambassade. An ech kommen zur Konklusioun opgrond vun där Preuve, datt d'Faiten etabliert sinn. Dat ass den éischte Punkt.

Da komme mer zu där Diskussioun, an ech kann elo wéinst der Zäit hei net an den Detail goen, ob e Règlement de police kann eng Libertéit begrenzen. Mee Här President, et ass e falschen Debat! De Code pénal begrenzt d'Libertéiten. Mir hunn elo hei den Artikel 563 schonn zitéiert. Et gëtt eng Rei aner Artikelen am Code pénal iwwert d'Mendicité aggressive an esou virun. Et ass also de Code pénal, also de Legislatuer, deen decidéiert huet: „Dat do geet net, dat do geet net an dat do geet net.“ An ech si vollkommen d'accord mat der Madamm Buergermeeschtesch vum juristeschen Plang. Leider ass d'Mendicité simple haut nach am Code pénal. Mee dat viséiert keen. Dat huet jiddwereen hei dräimol ënnerstrach. An ech sinn domadder total d'accord. Mee wann Der et hätt wëlle sträichen, Madamm Tanson, Dir waart Justizministesch, ...

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Et ass gestrach ginn!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | ... et ass net gestrach.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dach!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Et ass eng Nott, eng Note de bas de page am Code pénal vun enger Autorité judiciaire, déi seet: „Mir applizéieren et net.“ On ne peut pas être législateur et juge, wann Der scho wëllt de Leit eng Lektioun ginn!

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruptions)

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Ech kommen ... Ech fuere virun. Ech fuere virun. Da gëtt gesot, den Artikel 45, an et ass net méi den Artikel 36/37 aus der Verfassung, et ass den Artikel 45 aus der Verfassung, dee seet, datt e Pouvoir réglementaire nëmme kann Decisiounen huelen, ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Gloden, d'Madamm Lenert wollt Iech eng Fro stellen. Wëllt Dir déi elo direkt ...?

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Nee, ech wëll elo meng juristeschen Argumentatioun fäerdeg maachen an duerno ka jiddweree Froe stellen.

M. Claude Wiseler, Président | Gutt.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | ... eppes decidéieren, wann d'Gesetz kloer de Kader gëtt. Mir sinn do am Pouvoir réglementaire vum Grand-Duc. Dat ass guer net den Theema hei, well de Grand-Duc huet hei mat der Saach absolutt näischt ze dinn.

Da gëtt et och keen Avis, Här Sehovic, mee ech soen Iech awer och, Här Sehovic: Zënter Dir Schaffen an der Gemeng Esch sidd, ass d'Sozialpolitik net zum Beschten an der Press, ne! Da komme mer ...

M. Sven Clement (Piraten) | Wien ass dann de Koalitiounspartner?

(Interruption par M. Marc Baum)

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Jo, mee ech schwätzen hei, ech schwätzen hei vum Här Sehovic. Ech schwätzen hei vum Här Sehovic ...

(Interruptions par M. Marc Goergen et M. Marc Baum)

Keng Opreegung op der rietsen Säit, keng Opreegung!

Une voix | Mir reegen eis net op, mir setzen eis fir déi Aarm an.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Dann: Urteel. Da komme mer zu dem berüümten Urteel. Da komme mer zum berüümten Urteel vum Europäesche Mënscherechtshaff, Lacatus géint d'Schwäiz. Also, ech hunn déi Decisioun gelies. Ech weess net, ob meng Virgängerin se am Detail gelies huet. Éischte Punkt: D'Gemeng ...

M. Claude Haagen (LSAP) | Firwat sot Der dat ëmmer?

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Ma well ...

(Brouhaha)

Mee et war meng Virgängerin!

M. Claude Wiseler, Président | Här Gloden, Dir hutt d'Wuert. Loosst Iech net ...

(Interruption par M. Claude Haagen)

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Et geet, et geet ...

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Gloden huet eleng d'Wuert! Loosst Iech net stéieren.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Här Haagen, ...

(Interruptions par M. Georges Engel et Mme Taina Bofferding)

Ech gi staark dovunner aus. Voilà.

(Interruption par M. Georges Engel)

M. Claude Wiseler, Président | Här Gloden!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Dann, éischte Punkt: Dat Urteel ënnersträicht, datt et éischters e Reglement vun der Stad Genève war, zweetens, datt e et e generell Verbuet war, drëttens, datt déi Leit keng Hëllef kruten, weeder vun der Stad nach vum Staat. Also war deen eenzege Moyen fir déi Persoun, heeschen ze goen.

An da kommen ech op déi Opinion dissidente zum Deel vum Här Ravarani, wou ech jo gesot kréien, ech hätt dat net richtig verstan. Den Här Ravarani ënnersträicht, datt dat Urteel esou gefall ass wéi et gefall ass, well – ech zitéieren –: „Les faits de l'espèce sont très importants puisque le raisonnement de

l'arrêt repose pour l'essentiel sur le constat factuel", dat heescht, et waren déi prezis Fakten, déi zu deem Dispositif vun deem Urteel gefouert hunn.

Da kommen ech awer op d'Opinion dissidente vum Här Ravarani, well e war eeben net mat där Analyse des faits d'accord. Op der Sait 44, ech zitieren, Punkt 6: „La majorité ne répond pas à l'argument du Gouvernement lorsque celui-ci expose que la Constitution suisse prévoit que personne ne doit être laissé dans la pauvreté et que la loi genevoise assure à toute personne qui se trouve sur le territoire du canton une aide sociale, alors même qu'elle n'y est pas résidente. Elle balaye d'un revers de main la supposition que la requérante puisse avoir été membre ou victime d'un réseau. Elle n'analyse pas cette possibilité dans le cadre de raisonnement sur l'applicabilité de l'article 8 et sur le fond, et elle se borne à énoncer que la criminalisation des victimes de réseaux ne constitue pas une solution.“

Des Weidere gëtt geschriwwen, op der Sait 46, Punkt 13: „Le dénominateur commun de la légitimité des limitations est à rechercher, bien classiquement, dans la liberté d'autrui. Ainsi, dès qu'elle est active, agressive ou insistante, la mendicité peut être encadrée, limitée ou interdite.“ A mir sinn eis jo all eens, datt hei keen déi einfach Mendicité visiéiert.

(Hilarité et interruptions)

M. Sven Clement (Piraten) | Et steet esou am Text!

M. Marc Goergen (Piraten) | Et steet esou am Text am Artikel 42!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Wat ech der vieregter Regierung awer wierklech da reprochéieren: Éischtens ass net richtig gelies ginn, zweetens hat déi fréier Justizministesch och all Pouvoir, fir déi Ambigüitéit dann aus der Welt ze schafen, fir deen Artikel oder dee Paragraf/Tiret kënnen ze strächen.

Dann nach e Punkt. Dann héieren ech: Et kann ee kengem Plakegen eppes aus der Täsch huelen! Also, dat do Argument zielt fir ganz vill Infraktiounen. Mee dat ass awer eng Kapitulation virum Rechtsstaat! A fir dat vun enger fréierer Justizministesch ze héieren, muss ech soen, ...

(Interruptions)

... ass scho staarken Tubak.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dat hunn ech net gesot!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Dir hutt et gesot. Et ass an der Press zitiiert ginn, datt Dir dat gesot hätt! Ech muss soen: Dat ass staarken Tubak! Mir liewen an engem Rechtsstaat...

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Da weist mer, wou ech dat gesot hunn, Här Gloden! Dat stëmmt net.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Mir liewen an engem Rechtsstaat an et ass de Rechtsstaat. D'Reegelen ...

(Interruptions)

... d'Reegelen an engem Rechtsstaat sinn applikabel.

Sou. Ech kommen zu der Konklusioun.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Dir kënt fir Fait personnel duerno d'Wuert kréien.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Ech kommen zu der Konklusioun vum éischte Punkt. Dat heescht, déi Decisioun ass faktuell fondéiert, déi

Decisioun ass juristesche fondéiert an déi Decisioun ass proportionell. Also kommen ech legal zur Konklusioun, datt et richtig ass, déi Decisioun zrëckzeziehen.

Meng Zäit ass elo ofgelaf. Ech wollt nach zwee Wierder soen, wéi et geet.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt nach eng Minutt Zäit.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci. Wéi gëtt et kontrolléiert? Ech hat eng Reunoun mat der Stad Lëtzebuerg a mat der Police d'lescht Woch, wou eebe gesot ginn ass, datt d'Service vun der Stad Lëtzebuerg an enger éischer Phas sensibiliséieren an datt an enger zweeter Phas d'Police dat kontrolléiert. Wann eeben do eng Mendicité aggressive stattfënn, da verbaliséiert d'Police dat a gëtt dat un d'Justiz virun.

Zu de Motiounen, Här President, huelen ech herno dann nach Stellung mam Kolleg Max Hahn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Gloden. Elo hunn ech eng ganz Rei Wuertmeldungen. Elo muss mer e wéineg Uerdnung an déi Wuertmeldungen erakréien. Et sinn eng Rei Froen un de Minister ze stellen. Wie wëllt dem Minister eng Fro stellen? Ech muss mer dat elo alles hei notéieren, well soss geet dat do guer net.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Hei huet ee säin Handy vergiess.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, dat sinn ech.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, wannechgelift! Sou, den Här Baum huet säin Handy erëm. Dat ass scho mol net schlecht. Dann huet d'Madamm Paulette Lenert als Éischt d'Wuert gefrot, duerno den Här Sven Clement, dann den Här Marc Goergen an d'Madamm Tanson fir Fait personnel, an den Här Sehovic och fir Fait personnel, huelen ech un, an den Här Biancalana och fir Fait personnel.

(Hilarité)

Sou, dat wär et elo. Den Här Haagen nach eng Kéier fir Fait personnel.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | An d'Madamm Polfer.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Sou. Gutt. Dat gëtt awer elo kuerz gehalen. Mir hunn Zäiten, déi an eise Reglement virgesi sinn, déi och net iwwerschritt wäerte ginn. Sou, éischtens eng kuerz Fro vun der Madamm Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President. Ech probéieren, se kuerz ze faassen. Ech hunn dräi kuerz Froen. Déi éischt ass iwwert dem Minister säi Verständnis vun deem fransésische Saz „toute autre forme de mendicité“. Bedeit dat fir Iech op franséisch „agressiv Mendicité“? Ech mengen, mir haten dat elo e puermol hei héieren. Fir mech bedeit et dat net. Dat ass dat éischt.

Déi zweet Fro, déi ech stellen: Wat mécht fir Iech foi? De Code pénal? Den Text, dee gëllt, ass deen, deen am Memorial ass. Dat ass net eng Foussnout, déi iergendeen derbäischreift. Den Text hei am Land, dee gëllt, ass deen, deen am Memorial ass. An deen Artikel, dee Punkt 6 vum Artikel 563, deen ass erausgeflunn aus dem Gesetz. Dat hunn d'Gerichter analyséiert. Dat ass och hir Roll. Si hu gekuckt: Wat war d'Intentioun? Et ass gesot ginn: „Jo, dat war vläicht en Iertum.“ Mee d'Jurisprudenz ass konstant. Si consideréieren, dass et dee Punkt 6 net méi gëtt. Dat ass

Fakt. Dat ass d'Jurisprudenz. An deen Text, dee gëllt, ass deen, deen am Memorial ass. Ass dat fir Iech anescht?

Dann eng Fro: Dir hutt gesot, Dir hätt déi Argumentaire gelies vum Recours. Ech hu keng Kenntnis vum Recours. Dir sot, do si Beweiser dran. Déi Beweiser, ginn déi an d'Richtung, dass een, deen eng Mendicité simple mécht, deen net agressiv ass, deen do sëtzt, aner Leit an hirer Sécherheet contrariéiert? Well dat ass déi Proportionalitéit, em déi et hei geet. Dat ass de „Stein des Anstoßes“. Mir schwätzen hei net vun der organisierter Mendicité, mir schwätzen net vun der aggressiver Mendicité. Mir schwätze vun deem Saz, an dat war meng éischt Fro, wou mir anscheinend eng aner Interpretation hu vun deem fransésische Saz, wat einfach eng Mendicité simple ass: „toute autre forme de mendicité“. Dat ass fir mäi Verständnis alles. Fir Äert Verständnis bedeit dat aggressiv Mendicité. Ass dat esou? Dat ass meng Fro.

M. Claude Wiseler, Président | Elo äntwert den Här Gloden nach eng Kéier op déi do Fro, an da stelle mer se net nach eng Kéier hannendrun. Den Här Gloden äntwert elo.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Ech fänke mat där leschter Fro un, well dat, wat Dir sot, datt et just par rapport zur Sécurité publique gekuckt gëtt, ass net richtig. Well de Buergermeeschter oder de Gemengerot hunn d'Obligatioun, souwuel d'Sécurité wéi d'Tranquillitéit an d'Salubrité publique ze assuréieren. Do gëtt et masseg Jurisprudenz driwwer.

Zu der éischer Fro, dat ass elo e puermol hei undiskutéiert ginn, et ass vun der Madamm Polfer gesot ginn, et ass vu mir gesot ginn: D'Mendicité simple soll net poursuiviéiert ginn! Ech sinn awer net d'accord mat der Argumentation, datt se aus dem Code pénal gestrach ginn ass. Ech hunn Iech dat och gesot, an ech sinn net d'accord, datt an enger Nott vun enger Autoritéit judiciaire eppes, wat dëst Haus decidéiert huet, net agehal gëtt, wann eng Incoherence hei ass. D'ailleurs hunn ech selwer als Deputéierten, dat kann een noliesen, a Kommissiounen ëmmer erëm gesot: „Mir mussen dat do klären!“ D'Justizministesch wollt dat awer net klären.

(Interruption)

Voilà, jo, ech ginn Iech Recht, mee dat war nach net.

An déi Nott gëtt et, déi ass offiziell publizéiert am Code pénal. Déi ass offiziell publizéiert am Code pénal. Wat hat der nach, déi zweet Fro?

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Ech hu gefrot, ob et de Code pénal ass oder ob et de Memorial ass, deen an deem Land hei gëllt. Mengem Verständnis no ass et de Memorial, dee foi mécht. An Ärem Verständnis no ass et dat net, wann ech dat richtig verstinn.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Et ass de Memorial, wou d'Gesetz publizéiert ginn, mee déi Nott ass awer offiziell an engem Code pénal de codification publizéiert ginn, an dir sot selwer, d'Gerichter hunn déi do Nott applizéiert. Voilà.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, ech mengen, déi Fro do, déi hu mer elo puermol gestallt. Do sinn einfach aner Äntwerten, déi eng an déi aner, dat hu mer elo ganz kloer gesinn. Mir brauchen déi Fro also net nach eng Kéier ze stellen. Den Här Sven Clement huet d'Wuert gefrot fir eng aner Fro.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, ech hunn eng aner Fro. Ech gi guer net op déi Fro an, ob et rechtlich richtig ass, well ech mengen net, datt et eis, an och net engem Minister, zousteet, iwwert d'Rechtméissegkeet dovunner ze jugéieren, mee dat sinn d'Gerichter. Dat ass, mengen ech, d'Trennung vun de Pouvoiren.

Mee de Minister huet gesot, hie wär der Meenung, et wär rechtlech richtig. Ech froe mech awer, mäi Kolleeg Marc Goergen huet do virdrun, mengen ech, extensiv ausgeholl: Ass et dann eethesch a moralesch richtig, an den Ae vum Minister, fir an e Policereglement ze schreiwen „toute autre forme de mendicité est également interdite“? Ass dat moralesch oder eethesch richtig? Meng Äntwert hu mer, mengen ech, kloer gemaach, mee mech géif Är Äntwert dorop interesséieren.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Also, ech mengen, ech an aner Leit hunn elo oft genuch iwwert déi do Expressioun hei Explikatioun ginn. An nach eng Kéier: Als Ministre de tutelle exercéieren ech e Contrôle de légalité, well wann Der...

(Interruptions)

Nee! Ma nee! Ma ech äntweren Iech: Et ass e Contrôle de légalité! Well géif ech eppes aneres maachen, géif ech d'Verfassung violéieren, well ech géif iwwer meng Pouvoire goen. An d'Gemengen ...

(Interruption)

A firwat ass dee Contrôle de légalité do? Nee! Dach, dat ass d'Fro. Dir wëllt just d'Äntwert net verstoen. De Contrôle de légalité ass do, fir datt eebe keen esou oder esou eng Decisioun kritt, mee mir diskutéieren iwwert d'Moyens légaux. Dat ass an engem Rechtsstaat esou! Dat ass an engem Rechtsstaat esou, Här Clement. Ech weess, d'Piraten ..., bei de Piraten ass ëmmer d'Rechtsstaatlechkeet e bësse méi komplizéiert.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Clement huet eng Fro gestallt, den Här Gloden huet him seng Äntwert ginn.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech constatéieren, Dir wëllt net äntweren!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Wat Dir constatéiert, Här Clement, ...

M. Claude Wiseler, Président | Deen nächsten, deen hei Parole après ministre ugefrot huet, ass den Här Marc Goergen. Kuerz Froestellung, Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President, ech maachen dat och ganz onopgereegt. Et beréiert mech zwar, wann ee géint déi Äermsten am Land geet, mee ech maachen et ganz onopgereegt.

Plusieurs voix | O!

M. Marc Goergen (Piraten) | Mir sinn eis jo elo eens, Dir hutt och den Artikel 42 elo puermol interpretéiert, dofir stellen ech och keng Fro zum Artikel selwer. Mee ech stellen awer d'Fro, wat Der Äre Policebeamten dann elo mat op de Wee gitt. Wat sot Der deenen? Wéini muss dann dee Beamten do entscheeden: „U! Dat dat doten ass awer elo ..., nee, hei komm, dee muss ewech! Déi doten net!“ Wann ech d'Interpretatioun virdu richtig héieren hunn, wëllt Dir jo flexibel sinn. Dat kënnt Dir Iech e bëssen esou virstelle wéi bei enger Vitesskontroll, wann een do flexibel wär: „U, 90, u 95, u 93. O! 100. Ech kann deen awer besser leiden, mat 100.“ Dat ass dat, wat Dir hei wëllt maache mat eisem Policecorps.

Wat hutt Dir dem Policecorps elo konkret mat op de Wee ginn? Wéi sollen déi dat iwwerhaapt ëmsetzen, d'Beamten? Wat ass, wann do een e Recours aleet? Wéi stitt Dir dann zum Beamten, wann deen eng Entscheidung geholl huet, déi vläicht net richtig war? Well dee muss dat jo sur place maachen. Wat hutt Dir dem Policecorps matginn?

Merci.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Mir hunn der Police gesot, datt d'Mendicité simple

net ze poursuivéieren ass. Dat ass eng kloer Instruktioun!

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, dat war ...

M. Marc Goergen (Piraten) | Dat heescht, mir müssen haut net diskutéieren, well et gëtt souwisou net decidéiert.

(Brouhaha)

An d'Madamm Polfer wäert keng Léisung kréien.

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt eng Fro gestallt, Dir hutt eng Äntwert kritt. Den Här Haagen huet elo d'Wuert. Den Här Haagen huet d'Wuert, fir nach eng kuerz Fro ze stellen. Här Haagen.

(Brouhaha)

M. Claude Haagen (LSAP) | Jo, Merci, ech wollt e bëssen ...

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, den Här Haagen huet ganz eleng d'Wuert, fir eng Fro ze stellen.

(Interruption par Mme Diane Adehm)

M. Claude Haagen (LSAP) | Parole après ministre, Madamm Adehm. Fënnf Minutten.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Den Här ...; nee, nee!

M. Claude Haagen (LSAP) | Just fir dat kloerzestellen!

M. Claude Wiseler, Président | Nee, den Här Gloden huet akzeptéiert, op eng Rei Froen ze äntweren. Dir stellt him elo eng Fro ...

M. Claude Haagen (LSAP) | Ech maachen d'Prozedur Parole après ministre.

M. Claude Wiseler, Président | Da muss Dir dat ufroen. Ech hunn ...

M. Claude Haagen (LSAP) | Dat hunn ech jo gemaach elo.

M. Claude Wiseler, Président | Jo, jo, ech hunn eng Rei Froen. Ech hunn elo gefrot, wien dem Här Minister wëllt eng Fro stellen, an op déi Froen ass e bereet ze äntweren. Dat heescht, wann Dir Parole après ministre wëllt, dann huele mer dat elo an der nächster Etapp. Also, ass nach ...

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech hat nach Fait personnel!

M. Claude Wiseler, Président | ... iergendeen, deen dem Här Gloden, deen esou gentil ass, déi Froen ze beäntweren, eng Fro wëllt stellen? Elo huele mer nach eng Fro.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech hat e Fait personnel.

M. Claude Wiseler, Président | Gutt! Dat kënnt alles dono. Ech muss dat hei uerdnen a schéi propper der Rei no maachen, soss komme mer net zu engem Schluss. Elo sinn d'Froen drun. Dir hutt nach eng Fro, Här Baum?

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, ech hu virdrun héieren, datt den Här Gloden sech ganz kritesch iwwert déi Escher Sozialpolitick geäussert huet an ech wollt e froen, wat e genau domadder gemengt huet.

(Hilarité)

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Ma anscheinend ass Chaos bei der Bongeverdeelung.

Une voix | A?

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Esou. Elo kritt nach ...

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Den Här Sehovic huet mech ugeschwat an den Här Sehovic ass Member vum Schännerot vum der Stad Esch.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, den Här Sehovic kritt duerno fir Fait personnel d'Wuert. Här Gloden, elo hutt Dir all d'Froen beäntwert. Dir kënnt hei stoe bleiwen, Dir kënnt Iech awer och sëtze goen. Elo komme mer zu de Parole-après-ministernen. A wann Dir dann nach wëllt Stellung huelen, kënnt Dir dat vun do oder vun dohanne maachen. Et ass elo um Här Haagen.

M. Claude Haagen (LSAP) | Merci, Här President. Här Minister, ech wollt Iech just, well Dir geschwat hutt iwwert de Contrôle de légalité, soen, well dat oft gesot ginn ass: Ech mengen net, datt hei den Uschäin ass, wéi wann d'Stad Dikrech deemols d'Prozeduren net respektéiert hätt. Deemools ass dee Vott geholl ginn, dee war virun der Erweiderung vun de Kompetenze vun den Agent-municipallen. Do ass also e Vott geholl ginn, an dat ass direkt public gemaach ginn. Dat huet een also net brauchen an den Interieur ze schécken.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Nee. Mir sinn eis eens. Ech si jo d'accord mat Ärem Text, Här Haagen.

M. Claude Wiseler, Président | Gutt, ...

M. Claude Haagen (LSAP) | Ech wollt dat just preziséieren, ob Dir d'accord sidd oder net.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Haagen huet elo Parole après ministre exercéiert. Mir sinn net an der Dialogprozedur. Mir sinn net an enger Dialogprozedur, déi et am Reglement net gëtt.

Ech hunn hei dräi Fait-personnellen: den Här Sehovic, den Här Biancalana an d'Madamm Tanson. Elo huele mer déi och nach duerch. Dat ass also fir d'éischt den Här Sehovic. Dir hutt d'Wuert fir Fait personnel, kuerz.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Jo, meng Heemechtsstad ass ugeschwat ginn an d'Politick, déi mer am Escher Schännerot maachen. Dofir erlaabt mir awer ganz kuerz, e puer Richtegstellungen ze maachen.

Här Minister, d'Stad Esch, an downner sinn ech déif iwwerzeegt, ass Virreider a Saache Sozialpolitick. An ech wëll et ganz kloer soen: Et ass net mäi Meritt! Ech sinn nämlech net Sozialschäffen. Et ass de Meritt vum fréiere Sozialschäffen an haitege Buergermeeschter, Ärem Parteikolleeg Christian Weis. Et ass de Meritt vun dem fréiere Buergermeeschter an dem neie Minister Georges Mischo, deen en exzellente Plan local sécurité presentéiert huet, deen enorm eeben dat mécht, wat wichteg ass: den Akzent ze setzen op d'Preventioun, op den Urbanismus, op d'Sozialpolitick.

Mir sinn an der Stad mat der Aarbecht, déi d'Coordination sociale mécht, déi den Office social mécht, déi eise Logementsservice mécht, Virreider, och beim Schafe vum abordabele Wunnraum. Mir hunn en exzellente Streetwork-Service an, wéi gesot, e Plan local sécurité, deen exzellent ass an dee mer ëmsetzen. An dat, nach eng Kéier, ass net mäi Meritt, dat soen ech ganz unerkenntend, dat sinn d'Kolleginnen an d'Kolleege vun der CSV mat mir am Schännerot, déi eng exzellente Aarbecht maachen. Dat wëll ech hei ënnersträchen.

M. Claude Wiseler, Président | Dat war eng Rektifikatioun, dat brauch elo net onbedéngt eng Äntwert.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här Sehovic. Dir hutt jo dann de Beweis bruecht, datt wierklech vill Gemengen, ënner anerem d'Gemeng Esch, eppes maachen, fir géint d'Mendicitéit virzogen.

M. Claude Wiseler, Président | Här Gloden, dat war elo eng Rektifikatioun vum Här Sehovic.

(Brouhaha)

Dat war elo eng Rektifikatioun vum Här Sehovic. Deen nächste Fait personnel ass beim Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President, ...

M. Claude Wiseler, Président | Ee Moment. D'Madamm Bofferding freet och nach d'Wuert. Firwat frot Dir d'Wuert?

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Ech mengen, ech sinn awer wuel déi Persoun, déi am meeschten elo zitiiert ginn ass.

(Hilarité)

Ech mengen, do hunn ech och d'Recht, eng Kéier drop ze reagieren.

M. Claude Wiseler, Président | Jo, et geet net duer, datt een zitiiert ginn ass. Et geet drëm: Fait personnel ass, wann Dir eng Rektifikatioun wëllt maache vun eppes, wat iwwert Iech gesot ass a wat net stëmmt. Wann Dir dat wëllt ufroen, da musst Dir och dozou schwätzen an zu näischt anerem. Elo huet den Här Biancalana d'Wuert, deen ugeschwat ginn ass als Diddelenger Buergermeeschter an deen domat wëllt eng Rektifikatioun maachen. Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Den Här Minister huet richtegerweis gesot, dass am Polizeireglement vun der Stad Diddeleng vun 2010, dat vum Gemengerot gestëmmt gouf, eng Dispositioun dra war, déi dem Buergermeeschter e gewëssenen Ermessensraum ginn huet, fir d'Mendicitéit um Territoire vun der Stad effektiv ze refuséiere respektiv ze limitéieren.

Mir hu säit Juli 2023 en neit Polizeireglement. Da muss ee wëssen, datt an där doter Zäitspan vun 13 Joer – ech si säit 2014 Buergermeeschter vun der Stad – weeder mäi Virgänger nach ech selwer déi doten Dispositiounen applizéiert hunn, well mer der Meenung waren, dass effektiv d'Latitude, déi de Buergermeeschter hei huet, an och de Pouvoir, deen de Buergermeeschter huet, vill ze vill grouss ass. An dat war jo och an Zäiten, wou d'Polizeireglementer net hu misse vum Interieur approuvéiert ginn. Éischstens.

Zweetens: Natierlech, wéi mer dat neit Polizeireglement adoptéiert, hunn, hate mer déi proaktiv Approche geholl, als Stad Diddeleng mam Interieur eng Diskussioun ze féieren, wéi déi Mouture kéint gi vun deem neie Polizeireglement, dat unhand vun deem neie Gesetz, dat mer gestëmmt hu ronderëm d'Sanctions administratives communales. An do war natierlech och, no Avisen, déi mer eis erageholl hunn, an effektiv och no der Lektür vum arrêté Lacatus, d'Diskussioun, wéi ee mat der Mendicitéit soll ëmgoen. A compte tenu vun de Gegebenheete si mer zur Konklusioun an och zu der Decisioun komm, dass d'Mendicitéit am neie Polizeireglement vun der Stad Diddeleng, contrairement zu deem, wat mer 2010 haten, deementspreechend net méi sollt drakommen. Also hei ze insinuéieren, dass déi politesch Volontéit vun der Féierung vun der Stad Diddeleng do war, fir d'Mendicitéit rëm mat an d'Polizeireglement eranzehuelen, ass net richtig.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Dat war eng Rektifikatioun ...

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Dat ass net richtig. Dir hat e spezielle Paragraf bäigesat am Projet, ...

M. Claude Wiseler, Président | Sou, ...

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | ... ech hunn dat extra kontrolléiere gelooss am Haus, an dunn hutt Dir e gestrach, dee ganze Paragraf. Dir hutt et fir d'éischt verschäerft!

M. Claude Wiseler, Président | Ech géif elo den Här Gloden bieden, mir sinn hei bei de Rektifikatiounen.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Ma duerfir grad!

M. Claude Wiseler, Président | Elo gi mer d'Wuert un d'Madamm Tanson.

(Interruption par M. François Bausch)

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Genau, Här Bausch.

M. Claude Wiseler, Président | An da probéiere mer, déi Diskussioun hei ofzeschléissen.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo. Merci, Här President. Ech muss feststellen, den Här Gloden brécht bei senger éischter Interventioun hei schonn all Rekorder fir Fait-personnelen. Kee Wonner och, well mer fir d'éischt mussen nolauschtere fir ze léieren, well verschidde Leit net schreiwen oder liese kënnen.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Dat hunn ech net gesot!

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Tanson, wannechgelift.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | A well mer nëmme kënne méi gescheit hei ginn.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Maacht wannechgelift d'Rektifikatioun vum Fait personnel a keng aner Remarken.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Voilà, bon. Zwou Saachen, déi gesot gi sinn. Dat eent ass, ech hätt hei iergendeppes deklaréiert – an ech wier immens frou, dann deen Artikel ze gesinn, wou ech dat soll deklaréiert hunn, well ech mengen, dass Dir Iech iert, Här Gloden –, ech hätt deklaréiert, ...

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Da war et déi aner Säit.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Watgelift?

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Da war et déi aner Säit. Op jidde Fall stoung iergendwou an der Press, datt entweeder déi gréng oder d'Sozialisten dat gesot hunn.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Déi aner Säit? Wien, wat ass déi aner Säit?

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Wann Dir et net gesot hutt, huelen ech et zrëck. Mee et stoung an der Press! Et ass esou vill geschriwwen ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Also Är Rektifikatioun ass: Dir hutt dat net gesot, Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo. Ech hunn dat esou net gesot!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, d'Madamm Tanson huet d'Wuert.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Dat ass esou e Koup Artikelen.

M. Claude Wiseler, Président | Jo, Här Gloden, d'Madamm Tanson huet d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech hunn dat esou net gesot. Mee ech wollt awer dann dervu profitéiere fir ze soen, dass et e groussen Ënnerscheid ass, ob een ee bestrooft, well e fir Suen heescht an en dann dowéinst soll eng Strof kréien, déi e soll finanziell bezuelen, oder fir iergendeng aner Infraktioun. Dir hutt jo elo hei de Parallelismus gezunn, wou Der gesot hutt, da kéint ee jo kee méi belaangen, dee méi aarm wär. Ech mengen, dass dat net ganz kohärent ass.

Dat anert, wat Dir gesot hutt, dat ass: Ech hätt jo kënnen de Code pénal änneren! Nee! Well ech si fundamental net mat Iech averstan. An d'ailleurs, e ganz eminent Jurist, den Här François Biltgen – wa mer scho bei de Citatiounen vun de Questions parlementaires sinn –, huet bei enger Question parlementaire am Joer 2012 – ech hunn déi och schonn der Justizkommissioun zitiiert – gesot: „Le législateur a adopté le 29 août 2008 une loi par laquelle l'infraction de mendicité simple a été supprimée.“ Voilà! „Il n'est dès lors que normal, du moins dans un État de droit, qu'il n'y a ni poursuites ni condamnations pour des faits qui ne constituent pas (ou plus) une infraction pénale.“

Dat heescht: Ech ginn dann net hin an ech änneren de Code pénal fir eppes, wou ech der Meenung sinn, datt et net am Code pénal drasteet. Fir elo hei ze probéieren, mer dat ze ënnerstellen, fannen ech e bësse schwierig.

(Brouhaha et interruption)

An da wëll ech just awer ënnersträichen – an och dat weist jo rëm déi Verméschung, déi hei gemaach gëtt –: Op där enger Säit sot Der, et géif jo déi Infraktioun vun der Mendicité simple am Code pénal ginn, an op där anerer Säit sot Der déi ganzen Zäit, mir géifen iwwerhaupt net vun der Mendicité simple schwätzen.

Dofir froen ech mech wierklech, wat déi Verméschung vun der Diskussioun soll. Ech weess, dass Dir just hei d'Approbatoun vun engem Règlement communal ginn hutt, mee ech fannen et schwierig, dass Der argumentéiert, andeem Der déi ganzen Zäit vun der Mendicité organisée oder aggressive schwätzt. Voilà!

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Tanson, lo komme mer erëm op dee selwechte Punkt zrëck, wéi mer e scho fënnemol diskutéiert hunn. Den Här Gloden huet doriwir seng Meenung gesot. An ech mengen, dat wär gutt esou. Et ass déi eng an et ass déi aner Meenung. Sou ass dat an der Demokratie.

(Interruption par Madame Lydie Polfer)

Madamm Polfer, firwat frot Dir d'Wuert, wannechgelift?

Mme Lydie Polfer (DP) | Parole après ministre.

M. Claude Wiseler, Président | Dann hutt Dir d'Wuert Madamm Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP) | Merci.

Ech bleiwe sätzen, mengen ech. Nee.

Ech wollt fir d'éischt dem Minister Merci soe fir déi ganz kloer Duerstellung, well ech kann och nëmmen déi, déi sech hei gefrot hunn, ob en Avis juridique ... Jo, mir hu fir dee Recours, dee mir gemaach hunn – dee Recours en annulation –, natierlech eis e ganz fondéierte Avis ginn an, ech hunn et virdu gesot, 48 Säiten, wou all déi Argumenter, fir déi d'Madamm Bofferding et net ugeholl huet, duergaang sinn.

Wat ech awer nach eng Kéier ... An et deet mer elo wierklech leed, mee ech muss et awer soen ..., besonnesch, wann d'Madamm Tanson elo den Här Biltgen zitiiert huet. Also: Souguer den Här Biltgen ka sech ieren!

(Hilarité et brouhaha)

Well ..., well ..., well ...

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Mme Lydie Polfer (DP) | Kee vun eis ass onfeelbar!

M. Claude Wiseler, Président | D'Madamm Polfer huet d'Wuert ganz eleng.

Mme Lydie Polfer (DP) | Merci villmools.

(Brouhaha)

An ech wëll dat ...

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift!

Mme Lydie Polfer (DP) | An ech wëll dat och der Madamm Lenert soen.

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift!

Mme Lydie Polfer (DP) | Well ...

Une voix | Well?!

Mme Lydie Polfer (DP) | Well dat, wat effektiv am Gesetz festgehale ginn ass, dat ass eppes, wat inaplikabel ass, well et et net gëtt! Am Gesetz ...

Jo, nee, et ass net, fir mam Kapp ze rëselen! Dat ass esou!

Do steet: „[...] à l'article 563 du Code pénal, le point 6 du deuxième alinéa est supprimé.“ Or, et gëtt keen „deuxième alinéa“ an deem Artikel! Also beschtefalls hätt ee misse soen: „Et ass näischt geännert an deem do.“ Mee fir net wëllen ze verstoen, wat de Legislateur an all de Viraarbechten awer gesot huet, dat geet e bësse wäit. Dat wollt ech soen.

An dann nach ee Wuert ...

M. Claude Wiseler, Président | Just ee Wuert, Madamm Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP) | Nach just ee Wuert. Ech si bannent de fënnf Minutten.

M. Claude Wiseler, Président | Jo.

Mme Lydie Polfer (DP) | Ech gleewe mol dem Här Mangen (veuillez lire: dem Här Haagen).

M. Claude Wiseler, Président | Mee mir hunn d'Argumenter awer lo schonn alleguer gesot.

Mme Lydie Polfer (DP) | An ech muss soen ...

Nee, ech hunn nach eppes bäizefügen.

Ech fannen éischtens d'Dikrecher Explikatiounen ganz richtig, also ganz gutt, an ech hu se och gutt verstoen.

Ech wollt awer just soen, an och nodeem ech dem Här Sehicovic nogelasschert hunn – mir koun et e bëssen ze kuerz; den Här Bauer wollt et am Fong soen –: Mir als Stad Lëtzebuerg, mir ënnerstëtze 16 Infrastrukturen, déi nëmme fir déi Leit do sinn, deenen et net gutt geet! Wann eppes eis um Häerz läit, da sinn et déi!

Keen – awer keen! – muss fäerten, fir dohinner ze goen! Mir, eleng d'Stad Lëtzebuerg, hunn 22 Streetworker, déi all Dag mat deene Leit zesumme sinn, déi all Dag mat deene schwätzen! An an deenen Infrastrukturen, déi mer ënnerstëtzen, si 67 Plein-temps-Leit, déi dofir schaffen.

Also, fir hei sou ze maachen an ze versichen, dat Märchen ze zielen, hei wieren déi Leit mat kalem Häerz, déi géint déi Äermste wëlle virgoen: Mir sinn do fir all déi! A mir hunn ni – ni! – iergendeng Méi gescheit a keen Effort, weeder an der Aarbecht nach an de Suen.

Ech wollt awer, well op de Sozialschäffen an déi jëtzeg Sozialschäffin higewise ginn ass, dat awer nach e

bësse méi kloer soen. An dem Här Minister nach eng Kéier merci fir déi kloer Wieder.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Also, et ass esou, datt den Här Minister elo näischt gesot huet. Et ass och elo net, fir Parole après un député ze huelen.

(Hilarité)

Sorry, mee dat hu mer net. An ausserdeem seet d'Reglement, datt jiddweree just zweemol d'Wuert huet bei enger Diskussioun. Do sinn elo scho vill Leit, déi wäit iwwert där Reegel sinn.

Motions

Dofir schlësse mer elo hei mat dësem Punkt of a mir kommen zum Vött iwwert d'Motiounen, wou Der Iech och nach kënn äusseren. An déi, déi wëllen do nach eppen soen, hu jo dann d'Geleeënheet, fir dat ze maachen.

Motion 1

Ech kommen zur Motioun Nummer 1. Dat ass d'Motioun vun dem Här Dan Biancalana. An ech wollt den Här Biancalana froen, ob en nach kuerz wëllt Stellung dozou huelen.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Jo, ganz gären. Merci, Här President. Jo, déi Motioun, déi mer hei effektiv eraginn hunn, do, mengen ech, invitéiere mer hei d'Regierung – an, ech mengen, Dir hutt et jo kloer eraushéieren, och an de Positiounen, déi mer geholl hunn –, natierlech d'Decisioun engersäits réckgängig ze maachen, well mer ganz kloer och der Meenung sinn, an et ass och méi wéi eng Kéier hei ugefouert ginn, wa mer eng Decisioun vum Verwaltungsgeriicht hätten, dass dat eis méi Kloerheet an och Rechtssécherheet ginn hätt.

Da maache mer awer och, mengen ech, hei zousätzlech den Invite, dass een natierlech déi Efforten, déi och déi viregt Regierung gemaach huet, fir 114 Logementer an der Héicht vun 69 Milliounen Acquisitioun ze maachen am Kader vun de VEFAen, ganz kloer och kéint huele fir sozial Projeten, notamment effektiv ronderëm den Housing First. Also, mengen ech, och hei eng Attributioun un de Logementsminister.

An dann natierlech och dee Projet vun der CUSS, vun der Couverture universelle des soins de santé, dass dat esou schnell wéi méiglech och e Gesetz soll ginn an aus dem Stadium vum Projet pilote eraus soll goen. Mir wëssen, dass iwwer 1.000 Leit effektiv déi Couverture universelle de Moment och kënnen an Usproch huelen.

An natierlech, um Niveau vun der Sozialpolitick och weider Dezentralisatioun vun den Offeren ze maachen am Kader vum Joer 2024, d'Strukture ronderëm den Abrigado, fir effektiv där sozialer Aarmut hei deementspriedend och kënnen Rechnung ze droen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Elo wësse mer, em wat et geet, ganz genau. Wie wëllt dozou Stellung huelen? Ech gesinn den Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Merci, Här President. Och merci fir déi Motiounen.

Ech huelen hei Stellung zu der Motioun 1. Do si besonnesch zwee Punkten, wou ech iwwer ee ganz staark erstaunt sinn. Dat muss ech awer soen. Hei gëtt nämlech dës Regierung opgefuerdert – ech liesen dat nach eng Kéier vir –, „à présenter un projet de décentralisation des offres et des fonctions de la structure Abrigado au courant de l'année 2024“.

Ech wollt lo mol soen: Dat ass jo d'Kompetenz vun der Santé. Wien hat während 20 Minutt..., eh Joer – Joer! – ...

(Interruptions et hilarité)

... de Santéministère? Wien huet do kee Millimeeter a Richtung ënnerholl, fir effektiv iwwert d'ganz Land déi ...

Une voix | Dat ass falsch!

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, mee dat gëtt gefrot. Hei gëtt gefrot „à présenter un projet de décentralisation“. Ech stelle just fest: Mir hate virdu Regierung, a besonnesch sozialistesche Gesondheetsministeren a -ministreschen, déi hei kee Millimeeter virukomm sinn. Da fannen ech et awer trotzdeem e bëssen – erlaabt mer, dat ze soen – affrontéiert, elo ze froen, datt an engem Joer dës Regierung an dës Gesondheetsministesch esou e Projet solle presentéieren.

Dir verstitt natierlech och, datt mir als CSV net d'accord sinn, datt mer op déi Interdictioun vun der Mendicitédecisioun vum Polizeiminister zeréckkommen. Dofir verstitt Der och, datt mir dës Motioun net kënnen matstëmmen.

Une voix | Bravo!

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, elo huet den Här Goergen d'Wuert gefrot, an duerno huet d'Madamm Lenert d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech bezéie mech op de véierte Punkt, wou ... wéi ech matënnerschrifwen hunn, dass eigentlech d'Verbuet misst zréckgezu ginn. Wéi ech se ënnerschrifwen hunn, hat ech eng aner Optik. Dat muss ech éierlech soen.

Wann ech elo kucken, wat de Minister eis hei geäntwert huet, da wäert dat Verbuet jo souwisou net duerchgesat ginn.

(Hilarité)

Dat heescht, mir sinn an engem Modell, wou all déi Dreem vun der Madamm Polfer an dem Här Mosar net wäerte stattfannen, ...

Une voix | Jo.

M. Marc Goergen (Piraten) | ... well d'Policebeamte krute gesot, an dat huet de Minister eis viru fënnf Minutten hei gesot, dass se näischt wäerte maachen.

Dat heescht, déi Méi an déi ..., dat hätt Der Iech alles kënnen spueren, Här Mosar a Madamm Polfer. Är Reglementer ginn net duerchgesat! Dat huet de Minister hei gesot. D'Stad Lëtzebuerg hëlt Reglementer – déi kënn Der elo an eng Vitriinn hänken. D'Police wäert se net ëmsetzen. Merci.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Goergen Merci. Ech ginn der Madamm Lenert d'Wuert. D'Sozialistesche Partei huet vun deene fënnf Minutten nëmme der zwou an eng hallef benotzt, also huet d'Madamm Lenert nach zwou an eng hallef Minutt fir ze schwätzen.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President. Ech wär frou, och eng Kéier d'Reegele richtig ze verstoen, ob ech kann op en Deputéierte reagéieren, wann ech direkt ugeschwat gi sinn.

Ech wollt just ... Zwee Wuert zum Abrigado. Do ass ganz viles gemaach. An et ass ganz richtig, dass et eng Kompetenz vun der Santé ass. Mee et kann awer nëmme gemeinsam am Terrain vun der Stad Lëtzebuerg geschéien. Do si mer op verschiddene Punkte weiderkomm, op aneren nach net. Et ass en Zesummespill. Also, dat kënn Der net esou vereinfacht an de Raum setzen.

A wann Der déi Politick an Ärer Gemeng suivéiert, da wésst Dir dat och! Et ass also absolutt de mauvaise foi, wat Der hei maacht! Et ass eng gemeinsam Saach. A mir si bei der Renovatioun vun deem Gebai nieft dem Abridago gescheitert. Do war dee leschte Stand, fir dat mat Bâtiments publics ze maachen, well d'Gemeng et net wollt maachen. Dat schleeft a schleeft.

Mee ech hunn hei kee Stee gehäit an Är Richtung. An ech fannen dat do absolutt onfair! Déi Leit, déi um Dossier schaffen, wëssen, dass ech op alle Fall vum éischten Dag un, wou ech am Amt war, reegelméisseg op deem Dossier mat der Gemeng zesumme-geschafft hunn, fir e weiderzekeréien. Mir sinn aus diversen Ursachen net weiderkomm. Ech verdéiwen dat net. Mee dat do ass absolutt onfair! Et ass eng Aart a Weis, déi ech net kann akzeptéieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert. Lo huet den Här Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Ech mengen, hei sinn e puer Saachen, déi ee muss soen.

Éischtens: Natierlech wëlle mer dem Här Dan Biancalana Merci soe fir deen Text, deen en eis presentéiert. E proposéiert, déi Decisioun vum Här Minister Gloden réckgängeg ze maachen. Ech mengen, do muss mer awer ganz kloer gesinn, an de Minister huet dat och ausgefouert, datt en e Contrôle de légalité gemaach huet mat deenen Argumenter, déi en eis duergeluecht huet. An ech mengen, datt dat och déi Basis ass, op där mer dat muss jugéieren. Ech gesi lo kee Grond, fir dee Contrôle de légalité, sou wéi en eis vum Minister an och vum der Madamm Polfer presentéiert ginn ass, an Zweifel ze stellen. Dofir kënnen mer dat heiten net matdroen.

Awer zwou aner Bemierkungen och.

Dat Éischt ass: An dësem Text, an dat ass och ganz interessant, gëtt mat kengem Wuert iwwert d'Mendicité organiséé geschwat. An et kéint ee sech jo awer erwaarden, datt och vun der Säit vun eise sozialisteschen an anere lénke Kolleegen hei besonnesch d'Mendicité organiséé kritiséiert gëtt, well déi Leit, déi an deene Reseauen exploitéiert ginn, si warscheinlech ënnert deene Schwaachen déi Schwächst. An dofir: Fir d'Kredibilitéit vun deem Exercice, fir d'Kredibilitéit vun Ärer Demarche hei ze ënnermauern, wär et néideg gewiescht, iwwert deen Aspekt besonnesch ze schwätzen.

(Interruptions)

An eng lescht Bemierkung, Här President, dat ass, datt mer hei en Amalgam hunn. En Amalgam vun Iddie vu sozialer Natur, wou der e puer derbäi sinn, déi een absolutt kann diskutéieren. Selbstverständlech! Mee, ech mengen, déi verdéngen eng eegen Diskussioun: Wéi maache mer et mat dem Abridago? Wéi maache mer et mat der Couverture universelle sociale?

Den Här Mosar hat jo gesot: „Dat eent ass an dem Kompetenzberäich vun der Santé“, an esou wieder. An, ech mengen, mir sollten eis awer zu Häerz huelen, datt mat deene Paragraphen awer op sozial Problemer higewise gëtt, déi mer onbedéngt sollten diskutéieren a kucken, ob mer Léisunge fannen. Mee si passen net richteg an dëse Kontext eran.

D'ADR, mengen ech ... Dat Wichtigst ass: De Contrôle de légalité vum Minister ass valabel. An dofir wäerten mir dat heiten net matdroen. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Baum huet d'Wuert gefrot.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci Här President.

Mir wäerten dat hei selbstverständlech matdroen, well d'Heure d'actualité ass jo och gefrot ginn, fir Alternativen ze entwéckelen. Hei ass eng Motioun, wou Alternativen an Äntwerten op Froen opgeworf ginn. Genau dat, wat den Här Kartheiser jo déi ganzen Zäit a Fro stellt.

Et ass ëm Mendicité simple gaangen. Mir hunn et elo héieren, an ech joignéieren déi Wiederer vum Här Goergen, datt et jo anscheinend net ëm d'Mendicité simple geet. Dat steet awer dann am Text dran. Bon, dat ass dann e Problem, deen den Innenminister selwer ka léisen oder ka mat sech selwer ausmaachen.

Mee bei deem, ëm wat et geet – wat geschitt mat deene Leit? –, ass dat hei an deenen dräi éischte Punkten op jidde Fall eng seriö Proposition. A wann et ëm Dezentraliséierung geet, da wëll ech och nach eng Kéier hei drun erënneren, och wann ech a kenger Majoritéit sinn, datt et och eng Stad Esch gëtt, déi Opfangstrukturen huet, déi Opfangstrukturen huet fir Leit, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn: Abridud. A mir hunn och eng Fixerstuff. Mir huelen och ... Et gëtt och aner Stied zu Lëtzebuerg, déi hir Verantwortung wouerhuelen. Leider net genuch, leider net genuch! An dofir ass dat hei richteg. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Här Biancalana, Dir ...

M. Dan Biancalana (LSAP) | Ech wollt just eng Kéier kuerz dem Här Kartheiser äntworten. Laut dem Code pénal kann d'Mendicité organisée poursuivéiert ginn a vun de Juridictione sanctionéiert ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Sou!

M. Dan Biancalana (LSAP) | Et ass kloer ...

M. Claude Wiseler, Président | Gutt! Lo si mer um Schluss vun der Debatt iwwert d'Motioun 1 ukomm.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Här President?

M. Claude Wiseler, Président | Nee, d'sozialistesche Partei huet awer elo schon e puermol op déi hei Saachen ... Här Cruchten, a wat fir engem Kontext wëllt Dir elo d'Wuert huelen?

M. Yves Cruchten (LSAP) | Zu där Motioun.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Jo, mee zu der Motioun ... Da waart!

(Interruptions)

Pardon, ech muss do kloer sinn: Zu der Motioun war et esou, datt jiddwer Fraktioun fënnf Minutten huet an datt d'Sensibilitäten zwou Minutten hunn. Bei Iech hunn elo schon dräi Leit driwwer geschwat. Dofir, mengen ech, komme mer elo zum Vott iwwert d'Motioun. A wann Der dono wëllt bei enger anerer Motioun nach Stellung huelen, fir dat ze soen, wat Iech um Häerz läit, kënnt Der dat ganz gäre maachen.

Ech géif also elo gär de Vott iwwert d'Motioun Nummer 1 ufänken.

Une voix | Nach den Här Minister.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Minister wëllt nach d'Wuert huelen. Ok.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci fir d'Wuert. Also, ech hu jo lo héieren, mir hu lauter ...

M. Yves Cruchten (LSAP) | Nach een.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Jo, d'Regierung hëlt jo awer ... Hutt Dir ni zu der Motioun geschwat, déi presentéiert ginn ass?

Une voix | Den Här Cruchten sécher net!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Ech géif soen, Här Gloden, Dir maacht elo Äre Punkt.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Also, et ass e juristesche Feeler hei dran. Dofir ass déi Motioun irrecevabel, fir dann am Langage juridique ze sinn, well: Du kanns net d'Regierung opfuere, eng Decisioun zrëckzehuelen, déi en Innenminister geholl huet. Dat heescht, wann de Minister d'Decisioun geholl huet, da kann och just de Minister se zrëckhuelen.

(Interruption)

Dat hu mer jo lo hei dran. Dofir, dat geet net.

An ech muss awer och eng Kéier soen, datt politesch ... Dat hei ass ...

Une voix | Mee si sinn net an der Regierung.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Hei ass d'Bankrotterklärung vun der Politick vun de Virgänger – vun de grénge fréiere Ministeren a vun de sozialistesche fréiere Ministeren –, well si haten d'Méiglechkeet, wärend zéng Joer, dat do alles ze maachen. Dofir proposéieren och der Chamber, dës Motioun net unzehuelen. Merci.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Här Gloden, Dir hutt elo geschwat. Dat heescht, datt no Iech kënnen Deputéiert schwätzen. Ech sinn also obligéiert eisem Reglement no, dem Här Clement d'Wuert ze ginn an dem Här Cruchten d'Wuert ze ginn als Parole après ministre.

(Brouhaha)

Et deet mer leed, mee dat ass eist Reglement an dat gëtt applizéiert.

(Brouhaha)

Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech bleiwe beim Reglement. Ech fannen et ganz, ganz staarken Tubak, wann e Minister hei wëllt der Chamber soen, wat fir Motiounen recevabel oder irrecevabel sinn! Ech hätt mer vun engem fréieren Deputéierten hei däitlech méi Respekt virun der Chamber erwaart!

Plusieurs voix | O!

M. Sven Clement (Piraten) | Ech fannen dat staarken Tubak!

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Clement huet säi Punkt gemaach.

(Brouhaha général)

Elo huet den ... Sou!

(Coups de cloche de la présidence)

Den Här Cruchten huet d'Wuert ganz eleng. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Här President, ech verspriechen och, ech maachen et kuerz an ech ... Et deet mir och leed, dass mir Iech haut esou ploen.

(Hilarité et brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass mäi Beruff, Här Cruchten. Maacht Äre Punkt!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech wëll just zu där Motioun soen: Eigentlech misste mer eis bei deenen dräi éischte Punkten, wou mer Wunnenge froen, wou mer d'Couverture universelle froen a sou weiter, jo alleguerten eens sinn. An eigentlech missten no där Debatt hei, nodeems mer annerhalfe Stonn, bal zwou Stonnen doriwwer gestriden hunn, iwwer juristesche Feinheiten – deen ee liest dat eent, deen

aneren dat anert, interpretéiert sou oder interpretéiert sou, geet en Arrêt vun enger Cours sichen an hei an do –, missten eigentlech all 60 Deputéiert och deem véierte Punkt zoustëmmen.

Well dat géif et nämlech erlaben, dass dann déi Decisioun, de Recours, deen d'Stad Lëtzebuerg geholl huet, och bei e Geriicht kënn an dass e Geriicht eng Kéier tranchéiert. An da géife mer gewuer ginn, wien da lo Recht hat. Ob mir Recht haten oder ob d'Regierung oder ob d'Stad Lëtzebuerg Recht haten.

An dofir géif ech wierklech nach eng Kéier allegueren d'Deputéiert bidden, sech ze iwwerleeën, ob se dat heiten net sollte matdroen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten.

Elo komme mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 1 vum Här Dan Biancalana.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. D'Procuratiounen.

(*Interruption*)

M. François Bausch (déi gréng) | Ech hunn awer näischt dermat ze dinn.

(*Hilarité*)

M. Claude Wiseler, Président | Wat ass de Problem?

(*Interruptions*)

Madamm Kemp, wat ass de Problem?

Mme Françoise Kemp (CSV) | Den Ecran.

(*Interruption*)

M. Claude Wiseler, Président | Den Ecran geet net. Ok.

(*Interruptions et hilarité*)

De Vott ass ofgeschloss.

59 Leit hu participéiert. Also, Madamm Kemp, Dir gitt derbäigerechent. Jo hunn 20 Deputéiert gestëmmt, Nee 39 Deputéiert. Dës Motioun ass also mat 39 Stëmmen, also warscheinlech 40 – wann Der dat confirméiert, Madamm Kemp –, géint 20 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 20 voix pour et 40 voix contre.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par Mme Taina Bofferding), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 2

Da komme mer zur nächster Motioun. Dat ass d'Motioun 2 vum Här Meris Sehovic. Här Sehovic, wëllt Dir nach e puer Wuert driwwer soen?

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Jo. Merci, Här Präsident.

M. Claude Wiseler, Président | Da maacht et!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Mir hu versicht, an engem konstruktive Geescht an der Motioun de Fokus ze setzen op d'Aarmutsbekämpfung an op d'Preventioun, also op d'Sozialpolitik. Mir hunn e Constat gemaach, nämlech dass et wuel Statistike gëtt iwwert ... eng statistesch Erfassung vum Sans-abrisme, mee dass d'statistesch Datelag bei der Fro vun der Mendicitéit, vum Kontext, vun de Grënn, voilà, vun de Circumstances dovunner, dass do d'Datelag weesentlech manner gutt ass. Dowéinst invitéiere mer d'Regierung, fir do méi ze maachen am Interêt vun engem méi se-reinen Debat a vu méi Objektivitéit an deem Ganzen.

Do dernieft, an do wëll ech och direkt soen – ech mengen, dat war virdu schonn ugeklongen –: Net mä Meritt! Do hu mer e Copy-Paste gemaach. Eng ganz Rei vu Mesüeren, déi am Koalitionsaccord vun der Majoritéit stinn ënnert deem Kapitel „Lutte contre la pauvreté“, mat der Forderung, mat der Invitatioun, fir déi Saachen ze acceleréieren.

An drëttens, op engem drëtter Punkt, wou mer einfach froen, fir en Zäitplang, fir e Kalenner ze kréien, fir déi Mesüeren och ëmzesetzen.

Ech bidden dofir ëm d'Ënnerstëtzung och vu béide Säite vun der Chamber. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Ech hunn elo puer Wuertmeldungen: Den Här Hahn als Regierung huet fir d'éischt d'Wuert gefrot. Da kritt hien et.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Jo, villmools merci, Här President. Jo, dës Heures – an der Mehrzahl – d'actualité dann, et sinn der jo lo mëttlerweil zwou, hannerloosse bei mir zwou Saachen, déi ech vläicht e bësse bedauern.

Dat eent ass, dass e bëssen en Amalgam gemaach gëtt tëscht der aggressiver Heescherei, ...

(*Interruptions*)

... déi hei viséiert ass, an op där anerer Säit den obdachlose Mënschen. Op där anerer Säit bedauern ech, dass vu Verschiddene gesot ginn ass, dass net vill geschitt wier déi lescht Joren, weeder an de Gemengen nach beim Staat. Ech wëll just soen: Hei si ganz vill Verrieder, déi an de Gemenge Responsabilitéit hunn, beim Staat Responsabilitéit hunn oder déi virun allem och a Kontakt si mat de sozialen Träger. Ech hunn op d'mannst déi lescht Wochen a Méint ganz vill Echanging um Terrain gehat. Ech kann Iech soen: Et sinn immens vill Leit dobaussen, well politesch d'Decideuren um Gemengenniveau vun alle Faarwen an och um Landesniveau vun alle Faarwen Decisiounen geholl hu fir de Kampf géint d'Aarmut a virun allem och fir de Kampf géint d'Obdachlosegkeet!

Eppes, wat ech awer begrësse bei dëser Diskussioun, wat ech positiv zrëckbehalen ..., an da kommen ech op Är Motioun, Här Sehovic, wou Der en nationalen Aktionsplang fuerdert, deen ... Majo, Dir hutt et selwer gesot, ech widerhuelen et trotzdeem, verzeit mer. D'Madamm Polfer huet virdu gesot, si hätt geknäipt, also d'Stad Lëtzebuerg hätt geknäipt, si hätten

sech inspiréiert un anere Gemengentexter, wéi et ëm dee faméisen Artikel, iwwert deen de Mëtten hei, oder den Owend villméi, diskutéiert ginn ass. Et ass esou, dass bal alles, wat hei drasteet, bal integral – huele mer mol d'Consideranten ewech, am Koalitionsaccord sti se – sécherlech superfetatoire ass. Ech wëll Iech awer soen: Grad deen éischte Punkt, deen Der elo ugeschwat hutt, wou Der drop agaang sidd, wou Der sot: „Ma mir musse méi Fakte kréien, mir mussen op den Terrain goen, mir mussen Recensement ...“, dat ass eppes, dat ass 2022 ugefaang ginn, am Juni an am Oktober, wann ech mech net schwéier ieren, an d'lescht Woch hat ech d'Chance, beim neiste Recensement derbäi ze sinn, deen da fir d'éischte Kéier net nëmmen an der Stad Lëtzebuerg gemaach gouf. Also de Recensement vun obdachlose Persounen. Pardon, ech hat mech net ganz kloer ausgedréckt.

Ech hat dovou profitéiert, fir als zoustänneg Minister do derbäi ze sinn. Dat war de leschten Donneschden den Owend. Dat war vu 17.00 Auer bis an d'Nuecht eran, wou hei an der Stad ëm 60 Leit um Terrain waren. An zu Esch waren et der, mengen ech, ëm 30, déi och do Bestandsopname gemaach hunn. An do ass et net drëms gaang, ze zielen: „Wéi vill sinn et der elo?“, an dann alt Strécher ze maachen. Mee et ass virun allem drëms gaang – an dat hutt Dir hei ugeschwat, Dir fuerdert eppes, wat et gëtt –, eis Politicke kënnen ze steieren, andeems mer wëssen: Firwat sinn dann déi Leit op der Strooss? A besonnesch elo, an dat ass nei, dat ass am Dezember gemaach ginn, wou eng Wanteraktioun op ass, wou en Abrigado do ass: Firwat profitéieren d'Leit net vun deene Strukturen? Firwat sinn d'Leit an déi Situatiounen erakomm, an deenen se sinn? An ech kann Iech soen oder ech muss Iech soen: Ech hunn do bei deenen, allez hopp, 20 bis 30 Sondag, wou ech derbäi war, just an deem Quartier – ech war am Quartier vun der Gare derbäi – ware mer um Terrain, vu kengem déi selwecht Geschicht héieren.

Ech hunn awer vu ganz villen héieren, dass se Drogeproblematiken hunn, dass se psychesch Stéierungen hunn, dass se vläicht och einfach eng Kéier Pech am Liewen haten, en Accident de la vie, wéi mer dat dann nennen, de Partner verluer, e Stierffall oder d'Aarbecht verluer an doduerch an déi Situatioun erakomm sinn. An et gëtt – an dat wëll ech eigentlech domat soen –, et gëtt net eng Léisung fir all déi eenzel Fäll, déi mer dobausse gesinn, wa mer vun Obdachlosegkeet schwätzen. An dofir sinn dee soziale Suivi an all déi Leit, déi Dag fir Dag an neteweis um Terrain aktiv sinn, fir dee soziale Suivi ze maachen, sou wichtig.

An dofir ass et och net sënnvoll – da kommen ech scho bei dem Här Goergen seng Motioun, ech wäert dann och herno net derzou schwätzen, wann Der erlaabt –, fir d'Wanteraktioun d'ganz Joer opzemaachen. Mir hu Strukturen hei zu Lëtzebuerg, Halte-de-nuiten, mir hu Foyer-d'urgencen, wou et grad drëms geet ..., a jo, Här Baum, Dir hutt Recht, net nëmmen hei an der Stad Lëtzebuerg, och doriwwer eraus, Dir hutt d'Stad Esch ugeschwat, wou Gemengeresponsabel sech staarkmaachen an ech freeë mech och doriwwer an ech si frou doriwwer, wou et wichtig ass, an deene klenge Strukturen, wou ee wéineg Leit beieene huet, wou een Zäit fir soziale Suivi huet, d'Leit ze begleeden, fir se opzefänken an se aus där Situatioun erauszehuelen, an där se sinn. A sorry, dat kritt een an der Wanteraktioun net hin! D'Wanteraktioun ass e ganz aneren Objectif, deen do derhannert steet. Do geet et drëms, während de kale Méint, während de Wanterméint, obdachlos Persounen opzefänken, derfir ze suergen, dass keen dobaussen erfréiert.

(*Interruption par la présidence*)

Dat ass e Modell, fir deen d'Wanteraktioun geschaf ginn ass. Dofir brauch een och d'Wanteraktioun net

d'ganzt Joer ze schafen, well do kann een net déi individuell Betreierung maachen, wourëms et eis geet. Bei der Wanteraktioun geet et drëms, primär Besoinen ze erfüllen, an eist Zil ass et eeben, d'Leit ze stabiliséieren, an dat geet a kleng Projete besser. Dofir hunn ech dann elo – Här President, verzeit mer, ech sinn iwwert d'Zäit – probéiert, déi zwou Saache beieenen ze maachen, déi zwou Motiounen beieenen ze maachen. Dofir géif ech der Chamber proposéieren, dann och déi zweet Motioun net unzehuelen.

M. Claude Wiseler, Président | Très bien. Dir hutt effektiv nëmme fënnf Minutten an elo ginn ech dovunner aus, dass Der bei der nächster effektiv dann d'Wuert net méi huet. Dann ass dat alt gemaach heimmadder. Elo hunn ech nach dräi aner Wuertmeldungen: den Här Goergen, den Här Kartheiser an den Här Sehovic. Mir fänke mam Här Goergen un.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, ech ka ganz viles, wat den Här Hahn elo gesot huet, an der Analys deelen, wéi een zur Aarmut kéint an dass et net déi eng Léisung gétt. Mee, ech mengen, dat war awer och – zumindest hei an do am Eck – dat, wat mer elo an all eise Riede gesot hunn: dass een dat eeben net vermësche sollt. An dat ass jo eis Kritik um Stater Gemengerot, un deem Reglement, dat de Minister ugeholl huet, dass eebe genau déi Vermëscherung stattfonnt huet, dass net déi eenzel Fäll respektéiert ginn, mee jiddereen et verbuede kritt. An dofir kann ech déi Motioun vun deene Grénge just ënnerstëtzen, fir dass mer hei déi Date kréien, fir dass mer e weidere Wee ginn, dass mer an engem konstruktiven Austausch hei erauskommen. Well Dir hutt vollkommene Recht an ech mengen, dee Message muss een och eng Kéier dann dem Stater Schäfferot matginn: Et därf een net alles vermëschen! Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. An och dem Här Sehovic merci fir diesen Text. Mir wëllen elo net hei ufänken, Hoer ze splécke bei de Consideranten. Do kéint een iwwert dëst oder dat diskutéieren. Mee ech wëll Iech soen, Här Sehovic, an deenen anere Kolleegen heibannen, datt dat, wat Der opgezielt hutt, alles gutt Initiative sinn. A wa se och am Regierungsprogramm scho stinn, ëmsou besser. A wat Dir jo wëllt maachen, de Sënn vun Ärer Initiative, dat ass, d'Regierung ze encouragéieren, séier mat deem virunzemaachen, wat mer, mengen ech, all heibannen deelen, nämlech en éierlechen Interessi, fir deene Leit, deenen et schlecht geet, ze hëllefen. An ech mengen, d'Regierung sollt sech eigentlech doriwwer freeën, datt mer hei eng Rei vun deene Saachen approvéieren, déi an hirem Koalitionsprogramm stinn. Mir als ADR wëllen op jidde Fall op deem Wee matgoen, fir deene Schwaachen ze hëllefen, an déi Initiativen, déi Dir hei opgezielt hutt, déi dore mir alleguer mat an dowéinst och deen Text, deen eis proposéiert ginn ass. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. Elo huet den Auteur vun der Motioun nach ganz kuerz d'Wuert.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Här President, just ganz kuerz, fir ze soen, dass ech effektiv och déi Vermëscherung bedauern, mee d'Cause vun där Vermëscherung sinn eeben déi Mesüeren, déi d'Regierung beziéungsweis de Stater Gemengerot majoritairement geholl hunn.

Par rapport zu deem Recensement, wou et effektiv super ass, déi Aarbecht, déi mer scho maachen, mee wat ganz wichteg ass an der Motioun, dat ass eeben, dass mer net nëmme dee Recensement am Sans-abrisme fuerderen, mee dass mer parallell dozou,

complementaire dozou, eeben dee selwechten Exercice, déi selwecht Datenerhiewung sollte maachen och am Kontext vun der Mendicitéit, fir dee Phenomeen besser ze verstoen a fir méi Objektivitéit an de Kontext vun deem Phenomeen och ze hunn. An dowéinst, dat maache mer nach net an dat wär e groussen Encouragement, fir awer op dee Wee ze goen. An dann nach eng Kéier: Ech bieden em Ennerstëtzung, well ech mengen, dass dat heiten, wat hei steet an där Motioun, eigentlech misst vu 60 Fraen a Männer kënne gedroe ginn. Ech bieden em Ennerstëtzung.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Just vläicht, Här President, wann Dir erlaabt, well et, mengen ech, interessant ass. Et dauert och wierklech just 30 Sekonnen. An deem Questionnaire, deen ofgefrot gétt, ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Hahn, éischters musst Der opstoen!

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | ... ass enner anerem dovun ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Hahn, wann Dir d'Wuert hutt, stitt Dir op, wannechgelift! Dir hutt 30 Sekonnen.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Ma villmools merci, da maachen ech et ganz kuerz. Ma dee Questionnaire, deen ofgefrot gétt mat deenen obdachlose Leit, freet enner anerem: Wou kommt Dir u Revenuen? Wéi kommt Dir u Geld? Do ass enner anerem dat ofgefrot, wat Der sot, wou eebe grad och dee Voleit vun der Heescherei mat couvriert ass.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, domat wär déi Diskussioun dann ofgeschloss.

Vote sur la motion 2

Da géif ech d'Motioun Nummer 2 vum Här Sehovic zum Vott stellen. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Vott: Jo-Stëmmen: 25, Nee-Stëmmen: 35. Dës Motioun ass also mat 35 Stëmmen géint 25 ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle (par Mme Diane Adehm), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Pofler et M. Gérard Schockmel.

Motion 3

An da komme mer zur drëtter Motioun vun de Piraten. Dat ass d'Motioun vum Här Goergen. Här Goergen, Dir hat ugekënnegt, datt Der d'Wuert nach eng Kéier wëllt.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech erklären Iech just ganz kuerz d'Iddi derhannert. D'Iddi derhannert ass eigentlech ganz banal. Mat deem neie Reglement gouf de Leit d'Méiglechkeet geholl, e puer Euro ze sammelen, fir dass se kënnen iwwernuechten. Da wär et eigentlech moralesch verpflichtend, dass mer soen, wa mer hinnen d'Méiglechkeet huelen, fir dass se bësse Geld sammele fir ze iwwernuechten, sief dat an enger Jugendherberg oder anzwousch anescht – well dee Moyer huet Dir hinne jo, Dir loosst déi Leit jo do quasi am Ree steen –, dass mer hignn a mir soen, dat Gebai, wat mer hu fir eng Wanteraktioun, dass mer dat opmaachen op d'ganzt Joer. Dat heescht, dee Schued, deen der ugeriicht hutt, dass mer deen op d'mannst e bësse begrenzen an de Leit en Iwwerdaach ginn.

Ech mengen, et war den Här Gloden, deen hei gesot huet, dass et onmenschlech wär, wann ee misst nuets op der Strooss schlofen. Hei ass e Gebai, hei ass eng Méiglechkeet, wou Dir als Regierung direkt kéint soen: „Mir maachen et net nëmme am Wanter op, mee mir maachen et d'ganzt Joer op.“ An dat géif Iech net an de Budget falen.

De Finanzminister sëtzt do. Et sinn haut a muer aner Budgete mat Steiererlichterungen, déi Der diskutéiert, amplaz dass der de Leit géift hëllefen, deenen Der elo d'Méiglechkeet geholl hutt, dass se sech en Iwwerdaach kënnen zesummesammelen!

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Elo hunn ech eng Wuertmeldung vun der Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, villmools merci, Här President. Also, fir d'éischt emol, Här Goergen, fir Iech ze rassurieren: Déi Wanteraktioun, déi war d'ganzt Joer op. Dat heescht, et ass net sou, dass do e Gebai eidel steet, mee dat war d'ganzt Joer effektiv op, well mer Plaze gebraucht hunn, fir Leit ennerdaach ze bréngen, an déi ass och dofir geduecht.

Zweetens: Dir schéngt d'Wanteraktioun net ze kennen, obwuel mer awer an der Vergaangenheet scho mat der Kommissioun e puer Visitten dohinner gemaach hunn. Dat ka keng nohalteg Léisung sinn, d'Wanteraktioun. D'Wanteraktioun ass geduecht, fir dass Leit net erfrieren am Wanter – dofir heescht se „Wanteraktioun“! A si ass de Rescht vum Joer dofir do, fir Leit ze hebergéieren, wann zum Beispill, wat gottseidank bis elo nach net de Fall war, e Brand ass. Mir haten zum Beispill d'Wanteraktioun ganz kuerzfristeg operéiert, wéi déi ganz schlëmm Iwwerschwemmungen am Summer waren, wéi dunn och Foyeren iwwerschwemmt waren uechtert d'ganzt Land. Mir hunn de Foyer, d'Wanteraktioun, opgemaach, wéi ganz vill Flüchtlinge koumen, fir dass genuch Plaz wär, wou dunn den Ausseministère d'Struktur da fir d'Summerméint iwwerholl huet.

Dat heescht just emol, fir Iech ze rassurieren: Déi Wanteraktioun, déi steet net eidel bis elo – leider. Well, ech mengen, ech hätt léiwer, si géif eidel stoen. Déi Wanteraktioun ass keng nohalteg Léisung an am Regierungsprogramm steet ganz kloer, dass mer wëlle méi an den Housing First nach investéieren. Housing First, dat ass awer, wéi den Numm et seet, fir d'éischt emol en Doheem hunn, egal wéi eng Addictiounen een huet, egal wéi eng Problemer een huet. Mee dat muss och en Encadrement mat sech bréngen. Déi eng brauchen e bësse méi Encadrement an déi aner e bësselecher manner Encadrement. Dat sinn nohalteg Léisungen, wou een e Schlëssel huet vu bei sech doheem, wou ee kann d'Dier zoumaachen a wou ee bei sech doheem dee Moment ass.

An da géif ech hei profitéieren, well jo hei vill iwwert de Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg geschwat ginn ass: Mir maache grouss Efforten a mir wäerten an der Zukunft och nach weider grouss Efforte maachen. Mee hei sëtzen an der Chamber nach ganz vill Leit aus ganz villen anere Gemengen. Wann Der d'Méiglechkeet hutt, wann Der eppes baut, wann e Gebai fräi ass, wann Der an Äre Gemengen d'Gebai eidel hutt, mee da consideréiert wannechgelift, och emol Housing First ze maachen, well éischtens ass et, mengen ech, net sännvoll, wann d'Leit alleguerte beienne wunnen, mee et ass scho besser, wann dat e bëssen delokaliséiert ass.

An dofir wëll ech hei just eng Kéier den Opruff maachen, och un all déi aner Gemengen: Den Housing First ass net eng Saach vun der Stad Lëtzebuerg. Den Housing First ass och eng Saach vun der Stad Lëtzebuerg, mee et ass och eng Responsabilitéit vum Rescht vum Land. An ech mengen, an deem Sënn solle mer och dorunner erugeen. Mir solle weider dorunner schaffen, mee d'Wanteraktioun mat Dortoiren, wou 50, 60, 70 Leit an engem Dortoir leien, dat kann nëmmen eng provisoresch Léisung sinn, fir effektiv net ze erfréieren nuets, mee dat ka keng Léisung si fir d'ganz Joer!

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Kartheiser huet nach d'Wuert gefrot. Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools merci an och merci un d'Kollege vun de Piraten fir désen Text. D'Madamm Cahen huet Recht, mir waren déi Wanteraktioun kucken, a si huet eng ganz Rei vun deene Consideratiounen opgezitt, déi een da mécht, wann een dat gesäit. Mir hunn och de Problem – oder einfach en Zoustand –, datt och Leit aus anere Länner kommen, well se bei hinnen déi Méiglechkeet net hunn an da komme se eeben op Lëtzebuerg während där Zäit, well se hei da kënnen waarm leien.

Mee de Problem ass effektiv richtig gesinn: Et ass keng definitiv Léisung. A mir hunn haut, mengen ech, den Androck kritt bei deenen Diskussiounen iwwert déi Heescherei, wou Leit, déi an enger Noutsituatioun sinn, duerch en Accident de la vie, wéi den Här Hahn gesot hat ..., datt mer eigentlech elo Statistike maachen, datt mer wëssen, datt de Phenomeen kann iwwerdroe ginn iwwer Iwwerverscheldung, iwwer Krankheet, iwwer vill verschidden Ursache ka kommen. Mee wat feelt, ass nach déi Decisioun, dee feste Wëllen, fir dann dat alles ëmzesetzen an e Konzept. Wat maache mer da mat deene Statistiken, wa mer se hunn? Wat maache mer da mat där Beschreiwung vun de Liewensweeër, fir dat wierklech da kënnen ëmzesetzen? Dofir hu mir proposéiert als ADR, datt een national schonn eng Strategie mécht oder e Rehabilitatiounszentrum, mee d'Zil muss et sinn, d'Leit aus där Situatioun erauszeféieren.

Mir hunn iwwert d'Land eng ganz Rei vun Initiativen, déi alleguer luewenswäert sinn, ob dat elo zu Esch ass oder an der Stad. Mir hunn héieren, wéi d'Gemengen sech investéieren an déi sozial Aarbecht. Mee, ech mengen, mir sollten dat doten, déi Reflexioun, einfach e Stadium méi wäit dreiwen. A mir wësse jo: Zumools wa mer déi Statistiken hunn an déi Ëmfroen, mengen ech, hu mer e gutt Bild iwwert déi Form vun Aarmut, déi spezifesch Form vun Aarmut an da muss mer dat probéieren, zesummen an e Konzept ze bréngen an dat ze verbesseren.

Wéi gesot, de kloren Ënnerschied: organiséiert Heescherei, Code pénal; déi Leit, déi an eng Noutsituatioun geroden, well d'Liewen se dohibréngt, déi muss mer ënnerstëtzen. An dat ass, mengen ech,

déi Aufgab, déi mer eis sollte fixéieren an dëser Debat. Wat elo déi Motioun hei ugeet, ech mengen, d'Madamm Cahen huet et beschriwwen, si mir och där Meenung: Dat kann net déi definitiv Léisung sinn. Wann et awer sollt den Ufank vun deem sinn, wat mer eis wënschen, nämlech e Rehabilitatiounszentrum, da wiere mer méi wéi glécklech, fir sou eppes kënnen ze ënnerstëtzen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vum Här Baum, vum Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Et ass sécher richtig, datt d'Wanteraktioun keng Léisung ass. Also, déi beschte Wanteraktioun wier déi, déi een iwwerhaupt net géif brauchen. Et ass awer nun emol d'Realitéit, datt mer se brauchen. A wann een awer och sech e bëssen erënnert, wéi et virun Ufank Dezember war, datt Leit ënnert der Adolphebréck ënner fräiem Himmel hu misse schlofen, da mengen ech, datt zumindest d'Philosophie vun där Iddi do déi ass, ze soen: „Mee mir müssen eis zumindest Gedanke maachen, fir eng Struktur ze hunn, déi och a sou Fäll ka wierken“, datt dat eppes ass, wat een awer, mengen ech, ënnerstëtze sollt, an duerfir, och wann ee vläit iwwert de ganz genaue Wording schwätze kéint, menge mer, datt dat hei eng gutt Initiativ ass.

M. Claude Wiseler, Président | Esou. Elo hunn ech nach eng lescht Wuertmeldung vun der ..., net eng lescht, eng zweetlescht. D'Madamm Cahen huet nach 30 Sekonne vun deene fënnf Minutten, déi d'DP hat, fir op déi Motioun hei ze äntweren.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, da ganz séier. Ech wëll just den Här Kartheiser rassuréieren: Mir ginn net nëmme kucken, firwat d'Leit op der Strooss sinn, fir Statistiken ze hunn, mee souwuel déi viregt Regierung wéi hoffentlech och elo déi jëtzeg Regierung – an et steet op jidde Fall mol am Accord de coalition – wäert och Strukturen opmaachen, justement ganz spezifesch fir déi Leit. Sou hu mer zum Beispill elo am Januar eng Struktur fir Sans-abri-vieillissanten. Mir wäerten zesummen och kucken, d'Stad Lëtzebuerg zesumme mat der Regierung, fir eng Struktur opzemaache fir Leit, déi psychiatresch oder psychesch Problemer hunn, well mer där ganz vill op der Strooss hunn. Also Dir braucht Iech do keng Suergen ze maachen, mir wäerte schonn do kucken, adequat ze reagéieren an de Leit ze hëllefen, déi Hëllef brauchen.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, an eng lescht Wuertmeldung ass vum Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, Madamm Cahen, ech war mat Iech d'Wanteraktioun kucken. Deemools war Dir jo nach Ministesch. Ech ginn Iech och Recht, dass et keng nohalteg Léisung ass – mee dat ass d'Heeschverbuert och net!

(Interruption)

Et ass awer eng Léisung, fir d'Leit op d'mannst ënnerdaach ze kréien. A mäin Text seet jo dofir ganz kloer: „D'Wanteraktioun duerch eng Ganzjoresaktioun ze ergänzen.“ Dat kéint dat Gebai sinn, wou ech elo nach ëmmer net verstan hunn, ob et dann elo eidel ass am Summer oder net, well d'Sans-abrie kënnen jo net eran. Dat heescht, déi, déi elo d'Heeschverbuert betrëfft, kënnen jo net eran, well Dir hutt et fir Noutfall bereetgehal, wann ech elo richtig verstanen hunn, a fir Flüchtlingen – wat schlëmm genuch ass, dass d'Regierung net genuch Flüchtingsinfrastrukturen huet, mee do kéinte mer dräi Stonnen driwwer schwätzen.

(Brouhaha)

Datt heescht, de Projet hei ass, fir d'Ganzjoresaktioun ze ergänzen, ob Dir dat herno an där Wanteraktioun

géift ëmsetzen oder anzwusch anescht. Et geet drëm, deene Leit, déi elo net méi ëm e puer Cent froen, en Iwwerdaach ze ginn dat d'ganz Joer iwwer, och am Summer, wann et reent, wann et waarm ass oder och kal ass. An dat ass dat Häerz, wat mer eis gewënscht hätten: dass d'Leit ganz einfach nom Modell vun enger Wanteraktioun de Summer iwwer kéinten dohinnergoen.

M. Claude Wiseler, Président | Ech mengen, elo muss mer ...

(Brouhaha)

De Punkt ass kloer, souwuel vun der Madamm Cahen wéi vun dem Här Goergen...

(Interruption)

Hei gétt et net Parole après ministre, well den Här Goergen net Minister ass.

(Hilarité)

An dofir komme mer elo zum Vott iwwert dës Motioun.

Vote sur la motion 3

Ech fänke mam Vott un. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass ...

(Brouhaha)

Wannechgelift, mir sinn nach net grad fäerdeg! D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20, Nee: 35, a 5 Abstenttiounen. Hei ass dës Motioun also mat 35 Stëmme géint 20 a 5 Abstenttiounen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle (par Mme Diane Adehm), Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Ech maachen Iech just d'Propositioun, datt mer bei der nächster Reglementskommissioun den Titel vun „Heure d'actualité“ an „Discussion d'actualité“ ëmwandelen.

(Hilarité)

Datt entsprécht zumindest méi der Réalitéit. An domat ass dës Punkt ofgeschloss.

An domat si mer och um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënn muer um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 20.51 heures.)

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Session ordinaire 2022-2023				Déviations d'un vol Luxair	8343	Serge Wilmes	93
Produits psychotropes dits « gouttes KO »	8098	Myriam Cecchetti	82	Abrogation de la circulaire L.I.R. n° 46/2 du 23 mars 1998	8344	Laurent Mosar, Martine Hansen	93
Accidents de la route mortels en hausse	8100	Nancy Arendt épouse Kemp	82	Coup d'État au Niger	8345	Nathalie Oberweis	94
Intelligence artificielle	8128	Fernand Kartheiser	83	Policiers recrutés depuis 2020	8346	Fernand Kartheiser	94
Décentralisation de l'offre bas-seuil pour personnes toxicomanes	8212	François Benoy	86	Rites funéraires des différents cultes	8347	Fernand Kartheiser	94
Études dans le domaine forestier	8283	Gusty Graas, Guy Arendt	87	Conflit d'intérêts potentiel au LNS	8348	Diane Adehm	95
Contrôle médical dans la fonction publique	8285	Sven Clement	88	Subside qualité+ pour les associations sportives	8349	Sven Clement	95
Amendes infligées par l'ITM concernant l'absence de visite médicale d'embauche dans le délai imposé	8297	Myriam Cecchetti	88	Sauvetage d'animaux	8351	Claude Lamberty	96
Exposition à des substances et produits chimiques au Luxembourg	8323	Marc Goergen	89	Location d'un appartement au Trump World Tower à New York par l'État luxembourgeois	8352	Sven Clement	96
Caméras pour animaux	8325	Marc Goergen	90	Examen du permis de conduire	8353	Marc Lies	97
Importation de pétrole russe	8326	Marc Goergen	90	Locaux de l'Administration des ponts et chaussées à Clervaux	8354	Carlo Weber	97
Pénurie d'antibiotiques	8330	Gilles Baum, Gusty Graas	90	Accidents mortels sur des sites de la branche kazakhe d'ArcelorMittal	8355	Nathalie Oberweis	97
Indemnités dans le cadre du Covid-19	8331	Jeff Engelen	91	Loyer du Stade de Luxembourg	8357	Laurent Mosar, Georges Mischo	98
Psychothérapie	8333	Max Hengel	92	Promotion des ministères à l'aide des médias sociaux	8358	Marc Goergen	98
Incident en marge d'une manifestation d'opposants au régime syrien	8338	Fernand Kartheiser	92	Législature 2023-2028			
Propositions de la Commission européenne relative au permis de conduire	8339	Fernand Kartheiser	92	Taxe sur les véhicules agricoles	0149	Alexandra Schoos, Fred Keup	98
Audit de l'IGP concernant la réorganisation territoriale de la Police grand-ducale	8340	Dan Biancalana	92	Taxe sur les véhicules agricoles	0150	Octavie Modert	98
Relations transfrontalières entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République française	8342	Georges Mischo	93	Difficultés financières dans le secteur sportif	0174	Sven Clement	99

Produits psychotropes dits « gouttes KO » | Question 8098 (21/06/2023) de Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)

La Police grand-ducale informe sur son site Internet sur la prévention et la protection en matière des produits psychotropes dits « gouttes KO » (GHB). À côté des gestes de prudence à respecter, la police conseille aux personnes victimes ou soupçonnées d'avoir été victimes de « gouttes KO » de s'adresser immédiatement à la police.

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 7370 Monsieur le Ministre indique pourtant que la police ne tiendrait pas de statistiques en matière d'infractions liées à l'administration de « gouttes KO » du fait que ces substances ne seraient détectables que pendant une très courte période. J'en déduis que la police ne soumet donc pas systématiquement les personnes victimes ou potentiellement victimes de « gouttes KO » à un contrôle médical pouvant confirmer ou infirmer l'administration d'une substance du type « gouttes KO ».

De plus et selon mes informations, les hôpitaux ne feraient pas systématiquement un prélèvement de sang ou un test de l'urine de personnes potentiellement victimes de « gouttes KO ». De tels contrôles médicaux ne seraient effectués que sur demande de la police ou en cas de danger immédiat.

Au vu de ce qui précède je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'un contrôle médical de personnes soupçonnées d'avoir été victimes de « gouttes KO » devrait être effectué obligatoirement ?

2) Monsieur le Ministre est-il conscient du fait que des analyses des cheveux permettent de détecter les gouttes KO jusqu'à trois mois après la prise ?

3) Dans l'affirmative, de telles analyses sont-elles effectuées dans les cas où d'autres infractions (viol, vols, etc.) ont été commises ?

Réponse (20/07/2023) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

Remarque introductive :

Dans la réponse à la QP 7370 invoquée par l'honorable Députée, il est expliqué que la banque de données de la police ne permet pas d'isoler le nombre de plaintes enregistrées basées sur le soupçon d'avoir été victime de « gouttes KO ». Il n'est pas correct d'en déduire que des analyses ne sont pas faites en cas de suspicion.

ad 1) La police ne peut pas forcer une personne à se soumettre à des tests, comme suggéré dans la présente question.

ad 2) Oui.

ad 3) Jusqu'à présent, la police n'était confrontée à ce type d'analyse qu'en cas de suspicion d'infraction sexuelle.

Accidents de la route mortels en hausse | Question 8100 (22/06/2023) de Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV)

Op enger Pressekonferenz vum 22. Juni 2023 huet den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten erklärt, dass et am Joer 2022 op eise Stroosse 35 déidlech Verkéiersaccidenter gouf. De Radiosender „100,7“ mellst dobäi 36 Verkéiersdoudeger fir d'Joer 2022. Dat ass eng Hausse vu 67 % par rapport zum Joer virdrun. Des Weidere louch d'Zuel vun de Schwéierblesséierten d'lescht Joer bei 267 Persounen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Wéi eng Ursaache gesäit d'Regierung fir déi signifikant Hausse un déidleche Verkéiersaccidenter?

– Wéi vill vun deenen Accidenter si bedéngt duerch aner motoriséiert Gefierer wéi Autoe geschitt?

– Wéi eng Konsequenzen zitt d'Regierung aus dëse Resultater?

– Gedenkt d'Regierung, hir Preventiounspolitik samt de Campagnen nei ze iwwerdenken?

2. Wéi effektiv sinn d'Radaren, d'Alkoholkontrollen an d'Vitesslimitatiounen op eise Stroossen?

– Kann d'Regierung heifir quantifizéierbar Erklärungen virweisen?

– Kann d'Regierung een detailléierte Bilan mat den Ursaache vun de schwéieren an déidlechen Accidenter dresséieren?

Réponse (27/07/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert stellt sech eng Rei Froen am Zesammenhang mam Bilan fir d'Verkéierssicherheit op eise Stroosse fir 2022.

2022 war effektiv kee gutt Joer, wat d'Verkéierssicherheit ugeet. Et gouf eng signifikant Hausse, wat déi Doudeg op eise Stroossen ugeet. Lëtzebuerg bleift domadder net vum sougenante „Post-Covideffekt“ verschont, deen och a villen anere Länner festgestallt ginn ass. Esou sinn d'Zuele vun de Verkéiersaffer a ville Länner, och a Länner, déi soss zu deene Beschte gehéiere wéi zum Beispill Dänemark oder Schweden, an d'Luucht gaangen. Fir Lëtzebuerg, wéi bei deenen anere kleng Länner och, muss een awer bedenken, dass mir, opgrond vun eise statistesch klengen Zuelen, enger staarker Fluktuation vun eisen Zuelen ausgesat sinn. Dofir muss een d'Zuelen iwwert e längeren Zäitraum kucken, fir Aussoen iwwert e Trend maachen ze kënnen. Hei ass et dann awer d'Erkenntnis, dass Lëtzebuerg zanter 2013 eng Reduktion vun 20 % vun de Verkéiersaffer ze verzechnen huet. Vergläicht een dann och eis Zuele mat deenen aus dem europäeschen Ausland, esou läit Lëtzebuerg, op 1 Millioun Awunner gekuckt, op der 9. Plaz am europäesche Vergleich.

Wann een sech d'Bild vun de Verkéiersaccidenter méi genee ukuckt, esou ergëtt sech fir 2022 folgend Bild, wat d'Ursaache vun den Accidenter ugeet:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Aus déser Statistik ass also ze erkennen, dass, esou wéi déi lescht Joren och, d'Haaptgrënn fir schwéier an déidlech Accidenter op eise Stroossen d'Vitess an den Alkohol sinn.

Wat d'Accidenter vun anere motoriséierte Gefierer wéi Autoen ugeet, esou waren dat 8 déidlech Accidenter mat Motorrieder an eent mat enger Camionnette. Hei ass ze konstatéieren, dass d'Accidenter mat Motorrieder säit Joren e gewisse konstanten Deel vun de Verkéiersaffer ausmaachen. Dofir ass zesumme mat der Police e Konzept op d'Bee gestallt ginn, wou speziell an de Summerméint spezifesch Motoskontrollen op deene vu Motocycliste beléifte Strecken am Land gemaach ginn.

Dës Zuele weisen awer och, dass bei deene meeschten Accidenter mat Persouneschued ëmmer nach 2 Autoen implizéiert waren.

Wat d'Kontrollen ugeet, esou sinn déi ordonéiert Alkoholkontrolle vum Parquet e wichteg Element, fir géint den Alkoholmëssbrauch um Steier ze kämpfen. Bei der Vitess sinn déi automatesch Radaren am effektivsten. Virun allem bei de Streckeradare kann een déi beschte Resultater konstatéieren. Esou gouf et op der N11 am Beräich vum Radar kee schwéiert Accident méi, säit en a Betrib geholl ginn ass. Dofir gouf dëse Modell vu Radar och no an no op anere besonnesch geféierleche Plazen am Land installéiert wéi zum Beispill an den Autobunnstunnellen.

Generell ass et awer esou, dass, fir laangfristeg Resultater an der Verkéierssicherheit kënnen ze errechen, een op kontinuierlech Mesurë muss setzen, déi e Mix aus Ausbildung, Präventioun an awer och Repressioun duerstelle mussen. Dofir ass et wichteg, d'Leit ëmmer nees fir d'Geforen am Stroosseverkéier ze sensibiliséieren. Fir op d'Gefore vun der ze héijer Vitess opmierksam ze maachen, wäert dofir zum Beispill déi nächst Campagne vum Ministère an der Sécurité routière sech mat dësem Sujet am Hierscht befaassen. Des Weidere

muss awer trotzdeem och op permanent Verkéierskontrollen zeréckgegraff ginn, souwuel wat d'Vitess an den Alkohol ugeet, awer och zum Beispill, wat d'Benotze vum Handy um Steier ugeet, wat och e grouse Problem duerstellt.

.....
Intelligence artificielle | Question 8128 (05/07/2023) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Den 31. Mäerz 2023 hat déi italienesch Regierung den Zougang zur kënschtlecher Intelligenz-(KI)-Plattform ChatGPT vun Open AI an Italien gespaart. Ee vun den Hauptgrënn fir dës Spär war, dass Open AI onrechtméisseg persounbezunn Date veraarbecht huet. Duerch Feeler an enger Open-Source-Bibliothék ass et dozou komm, dass eng Asiicht an d'Informatiounen vu frieme Benotzer ewéi och vun hire Bezuelendeeë méiglech war. Nodeems déi italienesch Autoritéit fir den Dateschutz awer gewëss Bedéngunge fir d'Fräijigkeet vun ChatGPT gesat hat an déi och ëmgesat goufen, ass ChatGPT an Italien elo erëm erlaabt. De 14. Juni huet dat Europäesch Parlament mat enger iwwerwältigender Majoritéit de Standpunkt vun der EU-Kommissioun ugehall an domat de Wee fir interinstitutionell Verhandlungen opgemaach, déi zum Ofschluss vum weltwäit éischten ëmfaassende Gesetz iwwer kënschtlech Intelligenz (EU AI Act) féiere sollen. Sollten dës Verhandlungen zu enger endgültiger Reguléierung féieren, da géif déi fréistens am Joer 2026 agefouert ginn.

An deem Zesammenhang géif ech gär der Regierung dës Froe stellen:

1. An der Äntwert vum Här Minister fir d'Digitaliséierung op déi parlamentaresch Fro Nr. 7646 stoung, dass et der Regierung wichteg ass, fir am Kader vun der KI Risiken an Opportunitéiten ze identifizéieren. Wat fir eng konkret Risiken an Opportunitéite gesäit d'Regierung?
2. Wéi wäert sech Lëtzebuerg bei de Verhandlungen vum EU AI Act positionéieren?
3. Google ewéi och Microsoft an Open AI asw. bidden de Benotzer Chatboots fir d'Beäntwerte vu Froen. Dës „Tools“ beäntwerte Froen awer zum Deel falsch, wat natierlech ka Risiken a Gefore mat sech bréngen. Wat fir eng preventiv oder begleedend Moossname ginn hei getraff? Wéi eng Garantië kann e Client vun enger KI erwaarden a wéi kann hie sech wieren, wann him duerch eng Falschinformation Schued entstanen ass? Wéi eng Haftpflichtreegele gëlle beim Benotze vun der kënschtlecher Intelligenz? Wéi bereet sech d'Justiz op eventuell Kloe vir?
4. D'Regierung huet vir, am Kader vun der Initiativ AI4GOV mat Hëllef vun der KI den ADEM-Profilung ze ënnerstëtzen. Am „woxx“-Artikel vum 13.3.2023 mam Titel „Künstliche Intelligenz: Regulierung statt Hype“ gouf drop opmierksam gemaach, ewéi grad bei der Sich no enger Aarbecht eng Diskriminatioun vu Kandidaten duerch eng KI opriede kann. Och ee vun de Fondateure vun der Open AI, den Elon Musk, huet scho méi dacks op dës Problematik opmierksam gemaach. Wat mécht d'Regierung, fir esou Risiken auszuschléissen?
5. Am „Quotidien“ vum 20.4.2023 steet am Artikel mam Titel „Ma Langue au Chat GPT“, dass verschidde lëtzebuergesch Ministeren d'Applikatioun ChatGPT benotzt hätten, fir hir Äntwerten op parlamentaresch Froen ze redigéieren. Stëmmt dat? A wa jo, wat fir eng parlamentaresch Froe goufe mat Hëllef vun enger KI-Applikatioun geschriwwen?
6. Wéi stellt de Staat sécher, dass KI-Systemer, déi hie selwer schaaft oder benotzt, sécher, robust a resilient sinn, an net ufällig fir e Mëssbrauch sinn? Mat wat fir

enge KI-Applikatiounen/Technologien/LLMe schafft d'Regierung bei der Entwécklung vun AI4GOV-Projeten? Wat fir Entwécklungen an der Uwendung vun KI-Systemer fir Regierungszwecker erwaart d'Regierung sech an den nächste fënnf bis zéng Joer?

7. Wéi huet d'Regierung vir, eis Ekonomie an eis Bierger viru méiglecher Spionage duerch KI-Plattformen oder Applikatiounen ze schützen?
8. Wéi eng Projekte bestinn aktuell fir den Asaz vu KI-Systemer am Gesondheetsberäich? Wéi eng legal Grondlage gëtt et dofir a wéi kann den Dateschutz garantéiert ginn?
9. Bedeelegt sech Lëtzebuerg un internationale Projekte fir d'Entwécklung vun Normen am Beräich vun der KI?
10. Wëll d'Regierung aus Grënn vun der Transparenz reegelméisseg all Prozesser publizéieren, déi am öffentlechen Déngscht mat Hëllef vu KI oflafen? Sollen dofir vläicht legal Grondlage geschaf ginn, déi och fir de private Secteur solle gëllen, fir de Leit matzedeele, ob hir Uleies mat Hëllef vu KI oder Algorithme bearbecht ginn?
11. Sollen d'Leit e Recht dorop hunn, vun engem Mënsch beroden ze ginn, ouni Hëllef vun enger KI?
12. Wat hält d'Regierung vun enger onofhängeger Préifinstanz fir d'Kontroll vun Uwendungen vun der KI no hirer Opportunitéit, Funktionalitéit, Sécherheet, Ethik an hirer Konformitéit mat rechtliche Grundlagen? Wéi eng Instanze kéimen a Fro, fir déi Roll ze iwwerhuelen?
13. Op der Internetsäit vum Ministère fir Digitaliséierung ass ze liesen: „De Premierminister, Minister fir Digitaliséierung, huet a senger Deklaratioun an der Chamber de Wëlle vun der Regierung betount, hir Eforte virunzeféiere fir eng méi grouss Transparenz, a fir de Bierger verstärkt anzebeziehen. Deemno setzt de Ministère fir Digitaliséierung a verschiddene vu senger Projeten op eng Approche, déi ‚Open Innovation‘ oder ‚open Innovation‘ genannt gëtt, déi gewéinlech definéiert gëtt als ‚bewosst Agäng an Ausgäng vu Kenntniser, fir d'Intern Innovatioun ze beschleunegen.“ Wéi ginn déi Moossnamen ëmgesat, respektiv wéi huet d'Regierung vir, dësem Usproch eventuell mat Hëllef vun der KI gerecht ze ginn?
14. Et ass och ze bemierken, dass ChatGPT vun Open AI dacks net neutral ass, an dëst zu berechtigter Bedenke bei der Uwendung féiert. E vill zitéiert Beispill dofir ass dëst: Bei der Fro, fir e Witz iwwert e Mann ze schreiwen, äntwert d'Software positiv. Bei der Fro, fir e Witz iwwert eng Fra ze schreiwen, ass d'Äntwert awer negativ. Wéi wëll d'Regierung bei enger méiglecher Reguléierung virgoen, fir esou Phänomene bei der Benotzung vun der AI ze ënnerbannen? Wéi wëll d'Regierung virgoen, fir dass d'KI-Applikatiounen faktuell argumentéieren ouni ze jugéieren?
15. Wéi eng Moossname wëll d'Regierung huelen, fir den Dateschutz am Beräich vun der KI ze garantéieren?
16. Vu wéi enger öffentlecher a privaten Instanze léisst sech d'Regierung bei der Implementatioun vun der KI a Regierungsprojete beroden? Gouf et an deem Beräich schonn öffentlech Ausschreiwungen, a wéi héich waren d'Depensé fir dee Beräich?
17. Déi eethesch Froen, déi d'KI betreffen, si bei militäreschen Applikatiounen besonnesch wichteg. Enn November 2021 goufen am Kader vun de Verhandlungen iwwer d'Weiderentwécklung vun konventionelle Waffen (Convention on Certain Conventional Weapons, CCW) vun 193 Regierungen, dorënner och där lëtzebuergesch, eng Rei vu Prinzippien ugehall. An deem

Dokument steet, datt keng vital Entscheidungen duerch eng KI dierfe geholl ginn (Punkt 36) an datt de Mënsch net dierf zu engem rengen Objet vun enger maschineller Berechnung ginn. KI muss tëschent der militärescher Noutwennegkeet an der humanitärer Erwägung e Gläichgewicht fannen. Sou Prinzippe sinn awer warscheinlech onrealistes, well schwéier ëmzesetzen. Aus enger Etüd mam Titel „Advanced artificial agents intervene in the provision of reward“ (AI Magazine, Volume 43, Issue 3, pp. 282–293), engem bekannten Interview mam Elon Musk, oder och aus engem Interview ënnert dem Titel „Faktor Mensch: Akteur oder Sündenbock“ mam fréieren US-Army-Ranger Paul Scharre iwwer automatesch Waffesystemer („Tageblatt“) losse sech ganz geféierlech Entwécklung fir de Mënsch erausliesen. Et wäert ee wuel mussen dovun ausgoen, datt d’KI selwer Entscheidungen trëfft, mat alle Geforen, déi dat mat sech bréngt. Dohier ass et och wichteg, fir d’Krichsrecht an deem Beräich weiderzuentwéckelen. Wéi steet Lëtzebuerg zur Entwécklung vun autonome Waffe mat der Hëllef vun LLMen? Wéi gesäit d’Regierung eng méiglech Regulierung vun de Krichstechnologien an eng Weiderentwécklung vum „jus in bello“?

18. Schliisslech ass och d’Benutzen oder d’Verbidde vun ChatGPT an de Schoulen en Thema. Wéi ass d’Positioun vun der Regierung an deem Beräich?

19. Ass den Här Educationminister der Meenung, datt den Ëmgank mat KI soll an der Schoul thematiséiert ginn an datt eng Zort „KI-Fürerschäin“ sollt kënne gemaach ginn?

20. Am Artikel mam Titel „KI: Chance und Risiko“, deen den 1.6.2023 am „d’handwerk“ publizéiert gouf, gëtt drop higewisen, datt d’KI eng Rei vu repetitiven a kierperlechen Akten ersatze kéint. Et gëtt awer och behaupt, datt déi grouss Handwerksfirmen en daitleche Wettbewerbsvirdeel géint iwwer mëttelstännege Betriber hätten, well déi iwwer déi néideg Infrastruktur verfügen, fir dës KI-Systemer ze implementéieren. Kéint d’Regierung soen, wat fir eng handwierklech Aufgaben duerch KI kéinten ersat ginn? Wéi geet d’Regierung vir, fir och déi méi kleng Betriber a punkto Datesammlung a KI ze ënnerstëtzen? Ginn do speziell Coursen ugebueden?

21. Zu Lëtzebuerg schaffen um Europäesche Geriichtshaff ëm déi 600 juristesche Linguisten. An deenen europäeschen Institutione schaffen och vill Iwwersetzer/Dolmetscher. Lëtzebuerg ass och de Siège vum Office des publications. Mat der Entwécklung vun den automatesche kënschtleche Stëmme ewéi och der integraler Entwécklung vun der KI seet d’Zeitung „Politico“, datt geschwënn vill vun dësen Iwwersetzungsberuffer duerch d’KI ersat kéinte ginn. Eleng an de leschten zéng Joer ass d’Unzuel vun den EU-Iwwersetzer ëm 17 Prozent zeréckgaangen, woubäi d’Unzuel un iwwersaten Dokumenter ëm 28,3 Prozent eropgaangen ass. Wéi gesäit d’Regierung d’Konsequenze fir de Standuert Lëtzebuerg?

22. Am Artikel „Wie die Justiz schneller werden soll“ vum September 2021 gouf drop opmierksam gemaach, datt eise Justizapparat daitlech iwwerlaascht ass. Wou gesäit d’Regierung Méiglechkeeten a Grenze fir den Asaz vu KI am Beräich vun der Justiz?

23. Wéi ka Lëtzebuerg errechen, datt mir géint iwwer anere Länner méi kompetitiv am Beräich vun der KI sinn?

24. Wéi wëll d’Regierung errechen, datt d’Méiglechkeete vun der KI am Finanzsecteur optimal agesat kënne ginn an datt dobäi d’Intressie vun de Clientéi protegéiert ginn?

Réponse (15/11/2023) de **M. Xavier Bettel**, Ministere de la Digitalisation, Ministere des Communications et

des Médias | **M. Georges Engel**, Ministere du Travail, de l’Emploi et de l’Économie sociale et solidaire | **Mme Paulette Lenert**, Ministere de la Santé | **M. Claude Meisch**, Ministere de l’Éducation nationale, de l’Enfance et de la Jeunesse | **Mme Yuriko Backes**, Ministere des Finances | **M. Jean Asselborn**, Ministere des Affaires étrangères et européennes | **M. François Bausch**, Ministere de la Défense | **M. Franz Fayot**, Ministere de l’Économie | **M. Lex Delles**, Ministere des Classes moyennes | **Mme Sam Tanson**, Ministere de la Justice

ad 1. Kënschtlech Intelligenz (KI) bréngt vill Opportunitéite mat sech, mee och Risiken. Am Verlaf vun der Äntwert op dës parlamentaresch Fro gi mir méi am Detail op verschidde Risiken awer och op d’Opportunitéite an, déi jee no Asazberäich ganz ënnerschiddlech kënne sinn.

ad 2. Lëtzebuerg huet d’Textproposen an hir grondleeënd Prinzippe säit dem Ufank vun de Verhandlungen ënnerstëtzt a sech am Laf vun den Diskussiounen am EU-Ministerrot ë. a. fir eng realitéitsno Ëmsetzung vun de Reportingobligatiounen agesat. Dëst, fir et och klengen a mëttelstännege Betriber ze erméiglechen, KI ze benotzen, ze entwéckelen an ze verkafen. Der sougenannter „approche générale“, déi déi éischt Lecture am EU-Ministerrot am Dezember 2022 ofgeschloss huet, konnt Lëtzebuerg sech uschlëssen. D’Verhandlung vum AI Act si méttlerweil am Stadium vun den Trilogen, dëst ënnert der Leedung vun der spuenescher Presidence vum EU-Ministerrot. Lëtzebuerg wäert dës Diskussioun weiderhin am EU-Ministerrot begleeden.

ad 3. Ablécklech gëtt et keng spezifesch Reegele fir d’Haftpflicht beim Benotze vun der KI. Et applizéiere sech déi allgemeng Reegele vun der Haftpflicht vum Code civil.

Lëtzebuerg verfollegt d’Evolution vun der Doktrinn betreffend d’KI souwuel heiheim wéi och am Ausland. Donieft behält se och déi europäesch Legislatioun am An, déi amgaangen ass, ausgeschafft ze ginn, wéi uewe scho gesot, den AI Act, souwéi och den Direktivvorschlag vun der Europäescher Kommissioun iwwert d’Haftpflichtreegelen am Domaine vun der KI, deen och eng legislativ Ëmsetzung an der nationaler Legislatioun wäert verlaangen.

ad 4. D’Initiativ AI4GOV ënnerstëtzt en aktuelle Pilotprojet vun der ADEM, wou et drëms geet, e statistesche Modell ze entwéckelen, deen eng Probabilitéit ausrechent, dass en Demandeur d’emploi e Laangzäit-chômeur gëtt (also méi wéi 12 Méint Chômeage). Dee Modell gëtt trainéiert op den historeschen Donnéeën vun der ADEM vun de leschte 5 Joer, also d’Dauer vun der Aarbechtssich am Zesummenhang mat de Charakteristike vun den Demandeur d’emploi, wéi zum Beispill hirem Diplom, Sproochenniveau, Fürerschäin, Alter oder Secteur, an deem se sichen.

De But vum Profiling ass et, déi richteg Intensitéit vum Encadrement vun der ADEM ze proposéiere souwéi cibléiert Mesuren an Aidé fir déi Persounen, déi méi en héije Risiko hunn. Esou e Profiling ass och schonn haut Deel vum Abschreiwungsprozess bei der ADEM; dëse baséiert sech op fix Reegelen zu de Charakteristike vum Demandeur d’emploi. De Virdeel vu Methode vu KI ass, dass se vun der Realitéit vum Marché léiere kënnen a komplex Zesummenhäng tëschent verschiddene Variablen kënnen erkennen. Zum Beispill ass den Impact dovun, kee Fürerschäin ze hunn, en anere jee no Beruff oder deemno, wou ee wunnt.

D’ADEM ass sech bewosst, dass verschidde Variablen wéi zum Beispill den Alter, d’Geschlecht oder d’Nationalitéit e Lien hu mat Biais, déi et um Aarbechtsmaart ka ginn. Et ass awer grad wichteg, d’Realitéit vum Marché ze reflektéieren an och den Impact vun

dëse Variablen ze moossen, fir eebe grad kënnen déi Persounen, déi engem méi héije Risiko vu Laangzäit-chômeage ausgesat sinn, cibléiert ze ënnerstëtzen. Et gëtt besonnesch drop opgepasst, dass déi Biais, déi et eventuell um Aarbechtsmaart gëtt, korrekt vum Modell erfaasst ginn an dass de Modell net seng eege Biais huet.

D’ADEM rappeléiert, datt dës Resultater och just genotzt ginn, fir en Typ vun Encadrement bei der ADEM ze bestëmmen, an net mat an de Matching tëschent Demandeurs d’emploi an Offres d’emploi fléissen.

D’ADEM ass och virbereet op d’Implicatioun vum AI Act, deen et wäert verbidden, dass eng Decisioun vum Encadrement automatesch vum IT-System getraff gëtt, ouni dass et eng mënschlech Kontroll gëtt. Dee Modell, deen hei entwéckelt gëtt, falls en da sollt implementéiert ginn, soll just eng Entscheidungshëllef sinn. D’final Decisioun iwwert den Encadrement vum Demandeur d’emploi trëfft nach ëmmer de Conseiller vun der ADEM.

D’ADEM passt och drop op, dass de Modell, deen hei entwéckelt gëtt, zu honnert Prozent erklärbar ass, dat heescht, dass bei all Prediktioun ka gekuckt ginn, wéi eng Variabel wéi een Impact op d’Prediktioun hat.

Last but not least ënnersträicht d’ADEM, dass de Kontakt mam Conseiller iwwert déi ganz Period, an där eng Persoun bei der ADEM ageschriwwen ass, bestoe bleift.

Nieft der technescher Ënnerstëtzung gëtt am Kader vun den AI4GOV-Projeten och de juristeschen an eetheschen Aspekt duerch en interministeriellen Aarbechtsgrupp analyséiert. Dëse Grupp setzt sech aus Mataarbechter aus dem Ministère fir Digitaliséierung, dem Departement fir Medien, Connectivitéit an digitalen Agenda (SMC), dem Informatiouns- a Presedéngscht vun der Regierung (SIP) an dem „Commissariat du Gouvernement à la protection des données auprès de l’État“ zesummen. Am Dialog mat de Verwaltung kënnen Ännerunge proposéiert ginn, fir eventuell Risiken ze minimiséieren. Et handelt sech ëm eng éischt Grondlag fir eng risikobaséiert Governance-Approche vum öffentleche Secteur a punkto KI.

ad 5. Am Kontext vun der parlamentarescher Ufro N° 7757 hat den delegéierte Minister fir Digitaliséierung ChatGPT net genotzt, fir d’Ufro selwer ze beäntweren, mee fir ënnert anerem ze demonstréieren, wat ChatGPT maache kann. Deemoos gouf ChatGPT gefrot, fir eng Appreciatioun vun sengem Potenzial ze ginn. Weider Informatiounen kënnen an der Äntwert op d’parlamentaresch Ufro N° 7757 fonnt ginn.

ad 6. KI-Applikatiounen sinn ëmmer fallspezifesch an dohier kann ee keng allgemeng Äntwert ginn iwwert „wéi eng KI-Applikatiounen/Technologien agesat ginn“. Bei den AI4GOV-Projete gëtt recommandéiert op lokal Léisungen zeréckzegräifen, esou dass d’Sécherheet ka maximiséiert ginn. Dëst fir de Verwaltungen d’Kontroll iwwert hir Donnéeën, de KI-Modell an d’Resultater ze ginn.

D’Zilsatzung vum AI4GOV-Komitee ass et, d’Ministèren an d’Verwaltungen ze encouragéieren, d’KI an d’Datewëssenschaft anzesetzen, fir Servicer méi effizient ze gestalten an z. B. dem Bierger nei Déngschtleeschtungen unzébiden. D’AI4GOV-Initiativ soll de Staatsbeamten déi néideg praktesch Erfahrung ginn, fir nei KI-Technologien ze beherrschen, a laangfristeg eng Expertise innerhalb vum Staat opzestellen, fir déi öffentlech Verwaltung als Innovationsmotor ze positionéieren.

Dësen Innovationsmotor fir KI-Technologien erlaabt et eis, an den nächste Joren nei Methoden a Servicer

dem Bierger ze proposéieren, fir besteeënd Problemer ze léisen, notamment andeems mer och nei Kommunikatiounskanäl kënnen proposéieren, an anerersäits d'Effikasitéit vun der Dateveraarbechtung ze erhéijen an esou de Verwaltungen hir Servicer a Prozedure kënnen optimiséieren.

KI spillt eng ënnerstëtzend Roll an ass en Hëllefsmëttel fir d'Beamten. Eng mënschlech Kontroll iwwer d'KI muss ëmmer garantéiert bleiwen, wéi dat vun der „human-centric approach“ a punkto KI vun der Regierung gefuerdert gëtt.

ad 7. D'Efforten an Investissementer vun der Regierung aus de leschte Joren an d'Cybersécherheet erlaben et och, d'Protektioun vu Bierger a Betriber beim Émgang mat KI-Plattformen an -Applikatiounen ze stäerken.

De Wirtschaftsministère huet scho virun 20 Joer ugefaangen, an d'Cybersécherheet ze investéieren. Sou ass Securitymadein.lu, d'Cybersécherheet-Agence fir d'Lëtzebuerger Wirtschaft a Gemengen, entstanen, grad wéi den Nofolger dovun, d'Luxembourg House of Cybersecurity (LHC), an e ganze Beräich mat ënnerschiedlechsten Aktivitéite ronderëm d'Cybersécherheet huet sech no an no entwéckelt.

ad 8. Et gëtt keng spezifesch Gesetzer, wat de Gebrauch vu KI am Gesondheetsberäich uegt. Dëst géllt och fir d'Meldeflicht vun esou Projeten. De Gesondheetsministère weess Bescheid, dass op verschiddene Plazen esou Systemer evaluéiert ginn, wéi zum Beispill am Kader vun der Mammographie. Dës Systemer sinn awer natierlech just eng Ënnerstëtzung fir den Dokter. Den Dokter selwer bleift weiderhi responsabel fir all Entscheedung.

Och beim Benotze vu KI-Systemer muss de legale Kader vun Datschutz vum „responsable de traitement“ agehale ginn.

ad 9. Lëtzebuerg bedeelegt sech ë. a. un de KI-zentréierte Standardisatiounsaarbechte vum CEN-CENELEC, déi besonnesch fir den europäesche Marché wäerten u Bedeitung gewannen, an ass och aktiv an der technescher Normaliséierung vum Beräich „Artificial Intelligence and Big Data“ bedeelegt. De Grand-Duché ass en deelhuelede Member vum techneschen Ënnercomité „ISO/IEC JTC 1/SC 42 Artificial intelligence“ an dréit aktiv zur Aarbecht vun der „CEN-CLC JTC 21 Artificial Intelligence“ bäi. Och déi normativ Entwécklung vum ETSI (European Telecommunications Standards Institute) an ITU-T (International Telecommunications Union) gi suivéiert. Méi Detailler zu dësem Theema féinnt een um „portail de la qualité“ vum ILNAS (Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services): <https://portail-qualite.public.lu/fr/normes-normalisation/secteurs/tic/artificial-intelligence.html>.

Et ass och wichteg ervirzehiewen, dass den ILNAS 2021 e „White Paper Artificial Intelligence and Technical Standardization“ publizéiert huet, deen ënnert folgendem Link erofgeluede ka ginn: <https://portail-qualite.public.lu/fr/publications/normes-normalisation/etudes/ilnas-white-paper-artificial-intelligence-and-technical-standardization.html>.

ad 10. Et ass wichteg ze betounen, dass den AI Act essenziell legal Grondlage schaaft, déi zu engem staarke Kader, souwuel fir ëffentlech wéi fir privat Acteuren, féieren. Konkreet bedeit dëst fir Héich-Risiko-Applikatiounen, dass néideg Transparenzgarantië festgehale ginn, déi d'Benotze vu KI-baséierte Servicer encadréieren, an z. B. festschreien, wéi eng Informatiounen musse vun engem KI-Service gespäichert ginn, fir seng Resultater kënnen nozevollzéien an esou zouen technesch Systemer ze verhënneren.

D'Regierung gesäit deemno den Ament kee Besoin deem viruszegräifen, bezéiungsweis zousätzlech Instrumenter ze kreéieren. De Grondprinzip vum der KI-Notzung am ëffentleche Secteur bleift dee vun der Transparenz. Dozou musse weiderhin d'Prinzipie vum RGPD respektéiert ginn (transparency by design, data minimisation etc.).

ad 11. KI gëtt prinzipiell als Decisiounsennerstëtzung benotzt, fir der Administratioun e bessere Service um Bierger ze erméiglechen. D'Regierung garantéiert, dass all Bierger den Echange mat der Administratioun och muss kënnen um traditionelle Wee erméiglechen. De mënschleche Jugement wäert och weiderhi priméieren.

ad 12. KI gëtt als horizontal Technologie bezechent, well se a ganz villen existéierende Secteuren agesat ka ginn. Dëst bedeit, dass an Zukunft KI-baséiert Produiten a Servicer vu verschiddene secteurspezifesch Autoritéite kontrolléiert wäerte ginn. An der aktueller Situatioun wëll d'Regierung sécherstellen, dass déi existéierend Autoritéiten (z. B. d'CNPD oder den ILNAS) déi néideg Ressourcen hunn, fir hir Aufgaben, och a Präsenz vu KI-baséierte Servicer a Produiten, kënnen optimal ze exekutieren.

ad 13. De Ministère fir Digitaliséierung an de staatléchen Zenter fir Informatiounstechnologien (CTIE) hunn am November 2020 de GovTech Lab kreéiert. De GovTech Lab verbënt GovTech an oppen Innovatioun, fir d'Entwécklung an d'Verbesserung vun den digitalen ëffentleche Servicer ze beschleunegen an eng Kultur vun Innovatioun a Verännerung beim Staat ze encouragéieren an ze ënnerstëtzen.

De GovTech Lab huet definéiert Missiounen, fir dës Ziler ëmzesetzen, fir d'Innovatioun beim Staat ze beschleunegen. De Ministère verëffentlecht dofir reegelméisseg „calls for solutions“. D'Zil ass, mat externen Acteuren wéi Start-uppen, Fuerscher, Selbstännegen, Betriber oder och Studenten zesummenzeschaffen, fir innovativ Léisungen ze entwéckelen. Déi Léisunge kënnen op verschiddenen Technologieën baséieren, ewéi z. B. KI oder Blockchain.

ad 14. Den AI ACT adresséiert d'Grondproblematik vun der Diskriminatioun an „agebaute“ Biaisen a KI-Systemer wéi och d'Notze vu KI-Servicer fir Zwecker, déi net mat den europäesche Wäerter iwwerteneestëmmen. Dëst andeems en z. B. am Héich-Risiko-Beräich Bestëmmungen zu der Transparenz, der Date-Gouvernance oder nach der Qualitéit vun de KI-Servicer festleet, déi garantéieren, dass e KI-Service, deen diskriminatesch Biaisen enthält, net an der EU op de Marché komme kann.

D'Regierung wäert kontinuierlech iwwert d'Risiken an Opportunitéite vu KI-Servicer informéieren an d'Kompetenz vun de Bierger par rapport zu dëser neier Technologie ënnerstëtzen.

ad 15. De GDPR, dee säit dem 25. Mee 2018 an allen EU-Memberstaten a Kraaft ass, ass als technologesch neutral konzepéiert ginn, andeems en op allgemenge Prinzipie baséiert. Dëst erlaabt et dem GDPR nei Technologien ze couvréieren, fir déi déi selwecht allgemeng Prinzipie gëllen. Dëst schléisst natierlech net d'Noutwendegkeet aus, kontinuierlech d'Relatioun tëschent technologescher Entwécklung an dem GDPR ze analyséieren. An deem Sënn huet den „European Data Protection Board“ (an deem all déi europäesch Datschutzautoritéiten, inklusiv der CNPD, vertruede sinn) am Abrëll eng Task Force zum Theema „general purpose AI“ lancéiert.

ad 16. Am Prinzip entwéckelt de CTIE seng Projete selwer a gräift eventuell op en externe Partner zou. Et gëtt, wéi an der Fro 4 erwänt, am Kader vun der Initiativ AI4GOV, den „AI Legal & Ethics Working Group“,

deen den ausgesichte Projeten eng juristesche an eethesch Ënnerstëtzung bitt.

ad 17. Dat ëmfaassend a komplex Theema vun der Benotzung vu KI am militäresche Secteur ass an de leschte Joren ëmmer méi wichteg ginn, och am Hibleck op déi aktuell geopolitesche Situatioun an de rezente KI-Hype, gedriwwen vu KI-baséierte Systemer wéi ChatGPT, déi d'Interessien um Theema duerch d'Allgemengheet vergréissert.

Fir déi reell Auswierkung vum der KI an ënner anerem d'Entwécklung mat Hëllef vun z. B. LLMs méi präzis ze identifizéieren, gouf 2022 op Initiativ vum Verdeedungsminister, ënnert der Leedung vun der Direction de la défense, en interministerielle Aarbechtsgrupp „groupe de travail interministériel sur les systèmes d'armes létales autonomes (SALA)“ aberuff. Verrieder vu verschiddene Ministèreen hunn deelgeholl. Déi eenzel Aspekter vum Theema goufen ëmfaassend analyséiert. Dorënner waren déi eethesch Aspekter, déi aktuell national an international Definitiounen, Positiounen an Entwécklung souwéi déi verbonne Risike beim Asaz vu kënschtlecher Intelligenz am militäresche Secteur. Den Aarbechtsgrupp huet säi Rapport Enn vum zweeten Trimester 2023 ofginn. Zousätzlech zu enger detaillierter Analys vum Theema beinhalt dëse Rapport 8 Empfehlungen fir den Émgang mat automatiséierten déidleche Waffesystemer op nationalem an internationalem Niveau. D'Regierung bereet am Moment eng méi detailléiert Positioun iwwer autonom Waffesystemer op Basis vun dësem Rapport vir. D'Lëtzebuerger Regierung huet awer schon e puermol op internationalem Niveau Positiounen zur Regulatioun vun autonome Waffesystemer ënnerstëtzt a sech virun allem géint den Asaz vun déidlechen autonome Waffesystemer ausgeschwat, sou z. B. an enger rezenter gemeinsamer Deklaratioun am Kader vun der éischer Kommissioun vun der Generalversammlung den 21. Oktober 2022 (Appel à l'interdiction des systèmes d'armes létaux autonomes en l'absence de cadre normatif limitant leur impact humanitaire).

Nieft dësem interministerielle Aarbechtsgrupp huet d'Direction de la défense d'Konferenz „Luxembourg Autonomous Weapon Systems“ organiséiert, déi am Abrëll 2023 um Universitéitscampus zu Esch-Belval stattfont huet. Mat der Bedeelegung vun nationalen an internationalen Experte souwéi politesche Verrieder goufen déi eenzel Aspekter am Émgang mat automatiséierte fatale Waffesystemer diskutéiert. Des Weideren ass d'Direction de la défense och a reegelméissegem Kontakt mat nationalen an internationalen Experten an Organisatiounen, fir d'Weiderentwécklung vum Gebrauch vun der KI am militäresche Secteur ze iwwerwaachen.

ad 18. Wéi et schon aus der Äntwert vum Educatiounsminister Claude Meisch op d'parlamentaresch Fro Nr. 7495 vum 14. Februar 2023 vun der honorabeler Deputéierte Francine Closener ervirgeet, ass d'Regierung fest dovun iwwerzeegt, dass et absolut net ubrecht wier, déi nei Technologien aus dem Beräich vun der KI, vun deenen ChatGPT nëmmen eng ass, an de Schoulen ze verbidde, well ee sech domat enger Realitéit géif verschléissen, déi definitiv am Alldag vun de Schüler a vun eis all existéiert an déi groussen Afloss op eist Liewe kann hunn. Villméi huet d'Schoul d'Missioun, déi Jonk staark fir d'Zukunft ze maachen, an där den technologesche Fortschritt ganz sécher net wäert opzehale sinn. A well dozou och KI gehéiert, muss och déi an de Schoulen thematiséiert ginn, fir dass d'Schüler mat de Risike kënnen ëmgoen an awer och léieren, d'Chancë vun der KI ze erkennen an ze notzen, do wou et sënnavoll ass.

ad 19. Et ass elo schon esou, dass der Schoul hiren Optrag, d'Schüler op den Émgang mat der KI

virzebereeden, an dediéierte Coursé wouergeholl gëtt, wéi am Cours Digital Sciences, wou eng Achs sech mat der KI befaasst, awer och fächeriwwergräifend gëtt d'Thematik behandelt, sief et an de Sproochecoursen, an der VieSo, an der Philosophie, an der Mathé, an der Economie oder an der Konscht. Donieft ginn d'Schüler och duerch d'Interventiounen vu BEE SECURE am Enseignement fondamental a secondaire op de Sujet KI sensibiliséiert.

Den Educationsministère schafft zanter enger Rei Joren drun, fir d'Schoulprogrammer esou ze entwéckelen, datt d'Kanner an déi Jonk op eng Welt, an där KI eng ëmmer méi wichteg Roll spillt, virbereet sinn. Ze nenne sinn an deem Kontext d'Aféieren an d'algorithmescht Denken an der Grondschoul, d'Aféierung vum neie Fach Digital Sciences am Secondaire, spezialiséierend Filiären am Secondaire an am Héichschoulberäich (BTS). Zousätzlech gëtt an Initiativen investéiert, wéi de Projet AI4T (AI for and by teachers), an deem et ëm d'Aschätzung vum der Relevanz an der Nützlichkeet vu KI-baséierte Ressourcen an engem pädagogesche Kader geet, oder de Projet DA-LI4US (Data Literacy for Upper Primary Schools), en Erasmus +-Projet, deem nach an der Validatiounsphas ass an an deem en Outil soll entwéckelt ginn, fir Kanner an de Grondschoulen d'Basics vu KI nozebréngen.

ad 20. KI-Systemer hu sech an deene leschte Jore staark entwéckelt, wouduerch den Impakt an de Betriber am Kader vum den Digitalisatiounsprozesser gewuess ass. D'KI-Systemer sollen dobäi hëllefen, fir d'Produktivitéit vum de Betriber ze hiewen, zum Beispill duerch eng Optimiséierung vum de Prozesser.

Den Impakt vum der KI variéiert jee no Secteur an no Aktivitéit. Aufgaben, déi haaptsächlech dovun betraff sinn, sinn éischer repetitiv Aufgaben. Dëst kann d'Mataarbechter entlaaschten, esou dass si sech op aner Aktivitéite konzentréieren kënnen. Dofir ass et wichteg an d'Mataarbechter ze investéieren, fir datt dës gutt mat de KI-Systemer schaffe kënnen.

Aktuell gëtt et scho Workshopen a Formatiounen, déi vun de Partner aus dem Ökosystem ugebued ginn, fir deene kleng Betriber dobäi ze hëllefen, d'KI-Systemer besser kennenzelieren an ze gesinn, wéi si dës an hirem Betrib ëmsetze kënnen.

ad 21. D'KI ass een Outil, deem den Iwwersetzungs-servicer vun der Europäescher Unioun, déi hire Standuert zu Lëtzebuerg hunn, hëlleft, fir méi schnell an effizient ze schaffen. Och wa KI e wäertvoll Hëllefsmittel fir d'Iwwersetzungs-servicer ass, sou bleift d'menschlecht Fachwësse weiderhin onverzichtbar, besonnesch wann et ëm technesch komplex Nuancen oder kontextspezifesch Verständnis geet. D'KI wäert net kënnen all d'Täch vum den Iwwersetzter an Dolmetscher iwwerhuelen, wéi zum Beispill d'Korrekturlesen. Wéinst der ëmmer méi grousser Demande vum Iwwersetzunge vum Dokumenter fir d'Servicer vun der Europäescher Unioun wäert déi menschlech Komponent och an Zukunft en integralen Deel vun dëser Aarbecht bleiwen. D'KI erméiglecht den Iwwersetzungs-servicer Zäit ze spueren, hir Produktivitéit ze stäerken an och Käschten ze reduzéieren, an de Standuert Lëtzebuerg wäert och weiderhin eng wichteg Roll fir d'Iwwersetzungs-servicer vun der Europäescher Unioun spillen.

ad 22. Aktuell gëtt op de Geriichter eng KI-Software benotzt am Kader vum der Pseudonymisatioun vun den Urteeler. Déi pseudonymiséiert Urteeler ginn dann op der Internetsäit vun der Justiz publizéiert.

D'Funktioun vum Riichter kann net vun enger KI-Léisung ersat ginn, well all eenzel Prozedur spezifesch Situatiounen opweist souwéi perséinlech Elementer vun all Partei. Et gëtt ganz wéineg Prozeduren, déi engem Standardtyp entsprechen. De Riichter muss vu Fall

zu Fall d'Faiten an d'Beweiser appreciieren, wat een enger KI-Léisung net uvertraue kann. Deelweis hëlt de Riichter och seng Entscheidung mat enger gewësse Portioun Mënschlechkeet, natierlech am Kader, deem him vun de Gesetzer festgeluecht gëtt.

ad 23. Lëtzebuerg begleet an ënnerstëtzt déi digital Transition vum der nationaler Wirtschaft aktiv, ënner anerem mat Infrastrukture wéi dem Supercomputer MeluXina an dem Luxembourg Digital Innovation Hub (L-DIH) souwéi dem House of Cybersecurity. Do derbäi komme spezifesch finanziell Hëllef vum Wirtschaftsministère, wann e Betrib a seng Digitaliséierung investéiert. Dëst kennt der Kompetitivitéit vum Land am Beräich vun den digitalen Technologien zegutt, zu deenen och d'kënschtlech Intelligenz gehéiert.

Et sief och drop higewisen, dass etabliert Betriber souwuel ewéi Start-uppen, déi am Beräich vum der kënschtlecher Intelligenz Fuerschung, Entwécklung an Innovatioun bedriewen, reegelméisseg vum Wirtschaftsministère mat Bähëllef fir Fuerschung, Entwécklung an Innovatioun (RDI – Recherche, développement, innovation) ënnerstëtzt ginn.

ad 24. Laut enger globaler Studie vu Gartner¹ hunn 53 % vun de globale Finanzinstitutiounen schon eng KI-Applikatioun implementéiert oder plangen eng Implementatioun an de kommenden 12 Méint. D'Studie nennt follgend Haaptgrënn fir eng Aféierung vum dëser Technologie:

- d'Verbesserung vum de Servicer an den Erfarunge vum Nutzer (zum Beispill duerch d'Personaliséieren an d'Segmentéiere vu Clienten oder d'Prediktioun vu Clientsverloschter);
- d'Käschtenanlyschung (zum Beispill duerch d'Optimiséieren an d'Analyséiere vu Kontrakter, en intelligente Schuldenausgläich, d'Optimiséiere vu Kreditrisiken a Portefeullen);
- d'Verbesserung vum Risikomanagement (zum Beispill duerch d'Prediktioun vum Defaute bei der Bezuelung, d'Analys AML, d'Prediktioun vu Bedruch, d'Investigatioun vu Bedrungen an der Cyber Security, de Credit Scoring).

Déi selwecht Grënn goufen an enger gemeinsamer Studie vum der BCL an der CSSF² iwwert d'Aféiere vum der KI a Kreditinstitutiounen, Zuelungsinstitutiounen an Institutiounen fir elektronesch Suen um Lëtzebuergger Marché³ constatéiert. Laut där Studie benotze schon 30 % vun de mentionéierten Institutiounen KI-Applikatiounen.

Follgend Initiative sollen d'Aféiere vum dëser Technologie am Finanzsecteur iwwerwaachen an optiméieren, a gläichzäiteg d'Interesse vum de Verbraucher schützen:

- a. D'CSSF huet Enn 2018 e „Livre blanc“⁴ publizéiert, deem d'Opportunitéit vum der Notzung vum der KI-Technologie am Finanzsecteur, mee och d'Risiken (Gouvernance, Ethik, Technologie, Outsourcing) a Recommendationatiounen fir déi Risiken ze adresséieren opweist.
- b. Déi gemeinsam Studie vum der BCL an der CSSF analyséiert och Mesuren, déi vu Lëtzebuergger Entitéiten ergraff goufen, fir KI-Risiken ze adresséieren.
- c. International Organisatiounen, wéi IOSCO⁵, hu spezifesch Richtlinn fir de Risikomanagement vu KI

publizéiert, déi d'CSSF analyséiert fir an hir Circulairen ze integréieren.

d. Expertegruppe wéi d'ISACA⁶ hu „Livres blancs“ iwwert den Audit vu KI-Systemer publizéiert, déi d'CSSF analyséiert an an hir Kontrollprogrammer um Site integréiert.

De Finanzministère suivéiert d'Devoloppementer am Beräich KI. Wann noutwenneg géif dru geschafft ginn de Gesetzeskader ze adaptéieren, fir Rechtssécherheet ze schafen an de Konsument ze schützen.

Décentralisation de l'offre bas-seuil pour personnes toxicomanes | Question 8212 (04/08/2023) de M. François Benoy (déi gréng)

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 3882 du 18 mars 2021 relative à la décentralisation de l'offre à bas seuil pour toxicomanes, Madame la Ministre a annoncé vouloir mener des réflexions sur une potentielle délocalisation du centre d'accueil pour toxicomanes Abrigado ainsi que de mettre en place une nouvelle structure destinée exclusivement aux femmes toxicodépendantes.

Sachant que la « Stratégie nationale en matière d'addictions et plan d'action gouvernemental 2020-2024 en matière de drogues d'acquisition illicite et de leurs corollaires », de même que le « National Drug Report 2022 » recommandent de poursuivre les efforts pour décentraliser les offres de bas seuil pour la prise en charge des personnes toxicomanes, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Madame la Ministre de la Santé :

- 1) Quel est l'état d'avancement des réflexions menées au sujet de la décentralisation des centres d'accueil à bas seuil pour toxicomanes ?
- 2) Quelles pistes sont actuellement étudiées afin de décentraliser davantage l'offre à destination des personnes toxicodépendantes aussi bien dans la ville de Luxembourg que dans le reste du pays ? Quels projets pourraient être implémentés dans un futur proche ?
- 3) Sachant que la structure « Abrigado » se trouve dans un mauvais état, quels sont les plans pour rénover voire remplacer la structure modulaire actuellement en place ? Comment la continuité de l'offre sera-t-elle garantie durant les travaux ?
- 4) Quand et endéans quel délai la structure dédiée exclusivement aux femmes toxicomanes pourra-t-elle voir le jour ? Sur quel site cette nouvelle offre sera-t-elle accueillie et combien de femmes pourront y être encadrées ?

Réponse (12/10/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

ad 1) et 2) Conformément aux recommandations de l'évaluation externe de la stratégie nationale et du plan d'action national drogues par le Trimbos Instituut (NL), le Ministère de la Santé poursuit ses efforts pour décentraliser l'ensemble des offres de prise en charge et d'encadrement pour personnes toxicodépendantes et notamment la décentralisation nationale des offres bas-seuil ainsi que la décentralisation de ces offres au niveau de la capitale du Luxembourg, qui fait face à des besoins spécifiques.

Le Plan d'action gouvernemental 2020-2024 en matière de drogues, d'acquisition illicite et de leurs corollaires prévoit la création d'une structure « Housing First » pour personnes toxicodépendantes à besoins médicaux accrus (logement bas-seuil pour usagers de drogues en détresse médicale). En effet, nombre de personnes qui

¹ 2022 Gartner CIO and Technology Executive Survey, 22 November 2021

² CSSF and BCL: Thematic review on the use of Artificial Intelligence in the Luxembourg Financial sector

³ CSSF and BCL: Thematic review on the use of Artificial Intelligence in the Luxembourg Financial sector

⁴ CSSF : Livre blanc – Intelligence artificielle : Opportunités, risques et recommandations pour le secteur financier

⁵ IOSCO (International Organization Of Securities Commissions): The use of artificial intelligence and machine learning by market intermediaries and asset managers

⁶ ISACA (Information Systems Audit and Control Association): Auditing Artificial Intelligence

profitent de l'offre d'Abrigado à Luxembourg-ville présentent des problèmes de santé connexes et ne disposent pas de logement, ce qui est une des raisons pour lesquelles elles continuent à fréquenter la structure Abrigado et ses alentours. Bien que la recherche d'un objet immobilier approprié se soit révélée difficile, un immeuble approprié a pu être trouvé à Esch-sur-Alzette au mois de juin. La structure offrira 11 places et un encadrement psychosocial et médical à des bénéficiaires masculins et féminins et sera gérée par la Croix-Rouge luxembourgeoise. Cette offre, conventionnée par le Ministère de la Santé, permettra d'offrir une vraie alternative notamment à différents clients de longue date d'Abrigado, en contribuant à leur stabilisation et en leur offrant une nouvelle perspective, un logement et un encadrement médico-psychosocial afin d'initier un processus de réintégration. Actuellement, les travaux de transformation et d'aménagement sont en cours et l'ouverture de la structure est prévue pour le troisième trimestre de cette année.

Dans cette même visée, suite à l'ouverture d'une deuxième salle de consommation à moindres risques à Esch-sur-Alzette, les travaux se poursuivent afin de pouvoir également proposer des traitements assistés à l'héroïne (TADIAM) à Esch-sur-Alzette dans un avenir proche.

Grâce aux efforts continus de régionalisation, des offres bas-seuil pour personnes toxicodépendantes existent entre-temps dans le centre et les régions sud et nord du pays. En ce qui concerne la dernière, les heures d'ouverture du CONTACT Nord, géré par la fondation Jugend- an Drogenhëllef, sont en train d'être élargies suite à l'octroi des moyens nécessaires par le Ministère de la Santé en 2023.

Par ailleurs, les démarches de la fondation Jugend- an Drogenhëllef se poursuivent afin d'offrir également des traitements de substitution à Ettelbruck, en rappelant toutefois que des traitements de substitution sont actuellement déjà assurés par quelque 150 médecins agréés à cette fin sur l'ensemble du territoire du Luxembourg.

À noter que l'offre de traitement de substitution bas-seuil de première ligne, mise en place au sein d'Abrigado au moment de la pandémie Covid-19, a pu être consolidée ensemble avec l'équipe du Comité national de défense sociale (CNDS) pour faciliter tant que faire se peut l'accès aux soins de personnes dépendantes vivant le plus souvent dans la précarité et la marginalité. Cette offre connaît à ce jour un franc succès au sens d'une (ré)entrée de nombre de bénéficiaires dans le système de soins et de leur distanciation de la scène de drogues ainsi que de leur orientation vers d'autres services à plus haut seuil.

L'offre outreach à bas seuil MOPUD/Xchange (Mobile de prévention pour usagers de drogues) qui va à la rencontre des usagers de drogues dans différentes villes et qui a débuté à Luxembourg-ville, a été étendue dans un esprit de décentralisation aux villes d'Esch-sur-Alzette et Differdange. Par ailleurs, des pourparlers avec les villes d'Ettelbruck, de Clervaux et de Wiltz ont déjà eu lieu afin de pouvoir déployer l'offre en question également au nord du pays. L'accueil favorable des communes concernées permet de viser l'inclusion de ces dernières dans les tournées MOPUD/Xchange d'ici la fin d'année. Suite à l'augmentation des moyens mis à disposition par le Ministère de la Santé au Comité national de défense sociale (CNDS) en 2022, les heures d'ouverture de l'offre TABA (Activités structurantes et occupationnelles pour personnes toxicodépendantes) ont pu être élargies. À ajouter que des moyens supplémentaires ont été octroyés au CNDS en 2023 pour mettre en place une deuxième structure régionalisée du même type (TABA II). La recherche d'un site approprié est actuellement en cours.

Le déploiement d'une antenne de la Stëmm vun der Strooss au nord du pays a eu lieu en 2023. Cette offre accueille également un nombre de personnes souffrant de problèmes d'addictions. À noter que la Stëmm vun der Strooss dispose ainsi actuellement d'antennes dans le centre, dans le sud et dans le nord du pays.

Il convient également de citer la Couverture universelle des soins de santé (CUSS) mise en place en 2022. Cette dernière peut également être considérée comme une mesure de décentralisation étant donné qu'elle permet aux bénéficiaires un meilleur accès aux soins médicaux de tous genres indépendamment de leur région de séjour.

ad 3) Alors que le CNDS, l'organisme gestionnaire d'Abrigado, est le mieux placé pour connaître les problèmes et besoins des usagers ainsi que les adaptations nécessaires et améliorations potentielles au niveau d'une nouvelle structure, il est actuellement occupé à esquisser les contours d'une restructuration de l'offre Abrigado, qui, faut-il le rappeler, a dû être adaptée déjà à plusieurs reprises par le passé et le devra certainement encore à l'avenir en fonction notamment des tendances de consommation émergentes et des besoins des usagers.

Dans ce contexte, le Ministère de la Santé ensemble avec le CNDS ont déjà eu plusieurs réunions préliminaires avec l'Administration des bâtiments publics. Ceci afin de présenter les analyses et avis élaborés par les experts du CNDS et discuter des adaptations nécessaires et améliorations potentielles au niveau d'une nouvelle structure. La continuité de l'offre et sa garantie durant les travaux fait partie des discussions qui sont en cours.

ad 4) Une mesure supplémentaire de décentralisation sur le territoire de la capitale est la création d'une structure intégrée et spécialisée pour femmes toxicodépendantes au vu des besoins spécifiques et en guise de protection de cette population cible particulièrement vulnérable. Un objet immobilier adéquat a pu être identifié, ensemble avec la Ville de Luxembourg. Cette mesure est entièrement financée par le Ministère de la Santé et les moyens nécessaires ont été accordés au Comité national de défense sociale, qui figure en tant que gestionnaire de l'offre en question. Outre les services de jour pouvant accueillir une quinzaine d'usagers et de soins médicaux/infirmeries, 5 lits d'hébergement de nuit y seront aménagés. Actuellement, les procédures d'autorisation pour les travaux de transformation et d'aménagement sont en cours et, sauf imprévus, la structure pourrait ouvrir ses portes à la fin de cette année. Il s'agit ici d'une mesure additionnelle de décentralisation locale de l'offre Abrigado sur le territoire de la ville de Luxembourg étant donné qu'elle propose une offre dédiée notamment aux femmes usagères qui fréquentent actuellement Abrigado, faute d'alternative.

.....

Études dans le domaine forestier | Question 8283 (05/09/2023) de **M. Gusty Graas** | **M. Guy Arendt** (DP)

Am Editorial vum leschte „Fëschter, Jeeë an Hondsfrenn“ (Nr. 4, August 2023, S. 5) huet de President vun der Jeeërfederatioun op Problemer am Kontext vun Etüden, déi uechter d'Land gemaach ginn, higewisen. Nuechtelaang géinge Leit mam Accord vum Ministère mat Täscheluuchten duerch Bëscher lafen. De Juegdpiechter géing net informéiert ginn, a scho guer net gefrot ginn. Déi Leit vun de Bureaux d'études géinge sech op Privatterraine breetmaachen, wéi wann se bei sech doheem wieren.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung folgend Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister déi Aussoe confirméieren?
2. Wa jo, ëm wéi eng Etüden handelt et sech?
3. Wéi vill d'Etüde sinn an de leschten zwee Joer gemaach ginn?
4. Firwat ginn d'Juegdpiechter net doriwwer informéiert?
5. Wat ass den Impakt vun deene Leit hirem Virgoen an de Bëscher op d'Fauna an d'Flora?
6. Mussen déi Leit net eventuell och fir Wëltschued opkommen?

Réponse (13/11/2023) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Den Artikel 29 vum modifizéierten Naturschutzgesetz vum 2018 schreift vir, datt dee fir d'Ëmwelt zoustännege Minister d'Iwwerwaachung vum Erhaltungszoustand vun de wëllen Aarten an hire Liewensraim sécherstelle muss. Fir dës Obligatioun nozekommen, muss reegelméisseg Erhiewungen um Terrain duerchgefouert ginn. Dës Erhiewungen déngen och dozou, den europäesche Reporting-Obligatiounen am Kader vun der Vullschutzdirektiv (2009/147/CE – Art. 12) an der Habitatdirektiv (92/43/CEE – Art. 17), awer och vun der Waasser-Kader-Direktiv (2000/60/CE) nozekommen. Des Weidere gi verschidde Monitoringsaarbechte gemaach, fir d'Effikassitéit vu Gestionsmesuren, besonnesch an Naturschutzgebiddere, awer och soss an Naturräim, ze kontrolléieren. Och dës Informatiounen sinn Deel vun eisen europäeschen Obligatiounen aus deenen Direktiven. D'Majoritéit vun den Erhiewunge gëtt dobäi am Dag ausgefouert an net an der Nuecht. Fir verschidden nuetsaktiv Aarten, notament fir d'Fliedermais, sinn Aarbechten an der Nuecht allerdéngs onëmngleglech.

ad 1. Dës Ausso kann nëmme bedéngt confirméiert ginn, wéi an den Äntwerten heidrënner präziséiert gëtt.

ad 2. Wéi an der Introduktioun beschriwwen handelt et sech bei den Erhiewungen, déi am Ëmweltministère an Optrag gestallt ginn, ëm Etüden, déi am Kader vum Biodiversitéitsmonitoring respektiv fir de Suivi vu Gestionsmesuren um Terrain duerchgefouert ginn.

Doriwwer eraus ginn awer och vill weider Etüden duerchgefouert, déi net am Optrag vum Ëmweltministère ausgefouert ginn. Dës sinn Etüden, déi am Kader vu verschiddenen Impaktstudie gefuerdert gi sinn. Déi Etüde ginn am Optrag vum respektive Porteur de projet gemaach.

ad 3. Am Optrag vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung goufen an de leschten zwee Joer 35 d'Etüden duerchgefouert, wou och Erhiewungen nuets verlaangt waren.

D'Informatioun zur Unzuel, wéi vill aner Etüde gemaach goufe fir Impaktstudie fir aner Projekte läit dem Ëmweltministère net vir, well d'Interventiounen op der Plaz an den doraus entstoeende Rapport zäitversatt sinn.

ad 4. Iwwer den Agreement vun de Bureaux d'études, Organisatiounen an Institut, déi am Optrag vum Ëmweltministère op den Terrain ginn, sinn dës Persounen dru gehalen, am Virfeld vun hirer Visitt den zoustännege Fierschter ze informéieren.

Et gëtt a kenger Legislatioun eng Obligatioun, fir d'Juegdpiechter iwwer sou Begehungen ze informéieren. De Juegdpiechter ass (meeshtens) och net

de Besëtzer vum Terrain, mee huet eenzeg an aleng d'Juegdrecht gepacht. Et ass also net un engem Juegd-
piechter, anere Mënschen den Accès op den Terrain ze
erlaben oder net.

ad 5. a 6. D'Fachleit, déi sou Etudë maachen, sinn
sech der Sensibilitéit vum Bësch an sengen Aarte be-
wosst a ginn ëmmer a besonnesch an deem Kontext
ëmsiichteg vir. Jee no Fall kéinten Onopmierksamke-
ten och déi envisagéiert Erkenntnisser verfälschen.
Deemno kann een Impakt duerch eng Begehung
quasi ausgeschloss ginn.

Am Fall, wou ee Schued géing entstoen, géif deen an
alle Fäll ënnert d'Zivilrecht falen an huet näischt mat
der Legislatioun ronderëm d'Juegd an de Wëldschued
ze dinn.

.....

Contrôle médical dans la fonction publique | Ques- tion 8285 (05/09/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Am Fall vun engem Krankeschäi ka bei de Mataar-
bechter:inne beim Staat de Kontrolldokter saiséiert
ginn, deen eng Evaluatioun vum Gesondheitszou-
stand vun der betroffener Persoun ka maachen. Dëse
kann dann d'Incapacité de travail bestätegen oder
als net justifiéiert ugesinn. An deem Fall gëtt CGPO
saiséiert, fir d'Paie fir dës Zäit zrëckzefroe respektiv
zrëckzehalen.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir
ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Wéi gëtt de Mataarbechter:inne vum Staat eng Deci-
sion vum Kontrolldokter matgedeelt?
2. A wat fir engem Delai muss dës Decisioun de Be-
traffene matgedeelt ginn?
3. Wat fir Méiglechkeeten huet een dee Moment, fir
Recours géint dës Decisioun anzeleeën? Gëtt et hei
Ënnerscheeder tëscht Salarié, Employé a Fonction-
naire de l'État? Wa jo, wéi eng?
4. Huet den/déi Betreffen Accès op hir Dossiere vum
Aarbechtdokter?

Réponse (14/12/2023) de M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

An alle Fäll, wou en Agent aus gesondheetleche
Grënn feelt, ob dat mat oder ouni Certificat médical
ass, kann de Verwaltungschef de Kontrolldokter sai-
séieren. De Kontrolldokter convoquéiert den Agent
fir eng Untersuchung a kuckt, ob et gesondheetlech
Grënn gëtt fir dem Agent seng Absence. Wann de
Kontrolldokter zur Conclusioun kënnt, dass dëst net
de Fall ass, gëtt den Agent aarbechtsfäeg erkläert a
muss dee Moment seng Aarbecht nees direkt ophu-
elen. De Kontrolldokter deelt dem Agent um Enn vun
der Untersuchung mat, ob hien aarbechtsfäeg ass
oder net, an informéiert parallel de Verwaltungschef.
D'Texter gesinn hei kee spezifeschen Delai vir.
Weiderhi, gesinn d'Texter och kee spezifesche Re-
cours vir, deen den Agent ënnerehue kéint, wann de
Kontrolldokter den Agent aarbechtsfäeg erkläert, an
hie seng Aarbecht nees muss ophuelen.

Wann den Agent der Meenung ass, dass seng statu-
taresch Rechter net respektéiert goufen, da kann hie
säin „droit de réclamation“ geltend maachen. Am
Fall, wou den Agent vun enger individueller adminis-
trativer Decisioun betraff ass, kann hien e Recours
beim Verwaltungsgericht maachen.

D'Bestëmmungen, déi an der uewe genannter Situa-
tioun gëllen, si follgend:

– fir Beamten a Staatsemployéen applizéiert sech
de Beamtestatut an déi groussherzoglech Veruerd-
nung vum 5. März 2004 iwwer d'Gesondheet an

d'Sécherheet op der Aarbecht. Am Fall, wou den
Agent d'Aarbecht net erëm ophëlt oder refuséiert,
sech vum Kontrolldokter ënnersichen ze loos-
sen, ass dat nom Beamtestatut een onerlaabt Feel-
en (Article 12 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le
statut général des fonctionnaires de l'État). No der
selwechter Dispositioun vum Beamtestatut verléiert
den Agent, deen onerlaabt feelt, „de plein droit“ seng
Pai fir déi entspriechend Zäit;

– fir Staatsaarbechter applizéiert sech de Staatsa-
arbechterkollektivvertrag. De Salarié verléiert fir déi Zäit,
wou en onerlaabt gefeelt huet, entweder Congé oder
een Deel vu senger Pai. De Staatsaarbechterkollektiv-
vertrag gesäit weiderhi vir, dass d'Conclusioun vum
Kontrolldokter de Verwaltungschef wéi och den Agent
liéieren.

Et sief nach präziséiert, dass den Aarbechtdokter an
der hei beschriwwener Prozedur net intervenéiert,
sou dass hien och keen Dossier iwwert den Agent
huet. Den Agent huet awer selbstverständlech zu all
Moment Accès op säin Dossier personnel esouwéi all
gängeg Rechter, wéi se am Dateschutz virgesi sinn.

.....

Amendes infligées par l'ITM concernant l'absence de visite médicale d'embauche dans le délai im- posé | Question 8297 (08/09/2023) de Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)

Le Code du travail prévoit que la visite médicale d'em-
bauche doit être faite dans un délai de deux mois
après l'embauche. Cependant, et selon mes informa-
tions, le Service de santé au travail multisectoriel (STM)
fixerait les rendez-vous souvent plusieurs mois après le
traitement de la demande faite par les employeurs. Il
deviendrait ainsi impossible de respecter le délai im-
posé par le Code du travail de deux mois et ce non-res-
pect entraînerait désormais la fixation d'amendes par
l'ITM suite aux contrôles effectués dans les entreprises.

Or, le dernier rapport annuel du STM démontre que ce
service manque cruellement de médecins ce qui ex-
plique très probablement les délais d'attente plus
longs. Le STM disposerait ainsi actuellement de 42,7
médecins (équivalent temps plein) mais en aurait be-
soin de 60 pour pouvoir fonctionner de manière effi-
cace.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à
Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Éco-
nomie sociale et solidaire :

- 1) Quel est le temps d'attente moyen entre l'enregistre-
ment de la demande pour une visite médicale d'em-
bauche et la fixation du rendez-vous par le STM ?
Comment ce temps d'attente a-t-il évolué au fil des an-
nées ?
- 2) Comment Monsieur le Ministre entend-il augmenter
le nombre de médecins du STM afin d'améliorer l'effi-
cacité du service dans l'intérêt des salarié.e.s et des
employeur.e.s ?
- 3) Monsieur le Ministre prévoit-il d'autres mesures
pouvant réduire le temps d'attente tout en garantissant
la qualité des examens médicaux ? Si oui, les-
quelles ?
- 4) À combien de reprises l'ITM a-t-elle fixé des amen-
des pour le non-respect du délai imposé par le Code
du travail concernant la visite médicale d'embauche ?
Dans combien de ces cas l'absence de l'examen médi-
cal d'embauche était-elle due à une fixation tardive du
rendez-vous par le STM ?
- 5) Quel est le montant total des amendes que l'ITM a
infligées aux entreprises pour les deux cas de figure ci-
tés dans la question précédente ?

Réponse (26/10/2023) de Mme Paulette Lenert,
Ministre de la Santé | M. Georges Engel, Ministre du
Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1) En réponse à la question parlementaire de l'hon-
orable Députée au sujet de la médecine du travail, il y
a tout d'abord lieu de préciser que, suivant les dis-
positions du Code du travail, tout employeur est obligé
d'assurer la sécurité et la santé des salariés dans tous
les aspects liés au travail. Tout employeur est tenu d'or-
ganiser ou de s'affilier à un service de santé au travail
tel que prévu à l'article L. 321-1 du Code du travail. À
l'heure actuelle, le Luxembourg compte trois services
de santé au travail d'entreprises, trois services de santé
au travail interentreprises et le Service au travail multi-
sectoriel (STM). Les employeurs qui n'organisent pas
de service de santé au travail à l'intérieur de leur entre-
prise ou qui ne participent pas à un service interentre-
prises doivent s'affilier obligatoirement au STM.

Ensuite, chaque personne prétendant à un poste de
travail doit passer un examen médical d'embauche ef-
fectué par un médecin du travail faisant partie d'un
service de santé au travail. Pour ce qui est tout particu-
lièrement des examens d'embauche réalisés par un
médecin du travail relevant du STM, le délai d'attente
moyen entre l'enregistrement de la demande pour une
visite médicale d'embauche et la fixation du rendez-
vous par le STM dépend de la nature du poste pour le-
quel un salarié doit être examiné dans la mesure où les
prises de rendez-vous des examens d'embauche sont
organisées suivant un système de priorisation.

Actuellement, le temps d'attente pour un examen
d'embauche pour des postes à grand risque, comme
par exemple grutier et chauffeur de bus est à Luxem-
bourg-ville, Ettelbruck et Grevenmacher d'environ 2 à 3
semaines, à Esch/Alzette par contre d'environ 6 se-
maines.

Les salariés travaillant sur un poste à moyen risque,
comme par exemple les maçons, doivent patienter en-
viron 2 mois à Luxembourg-ville, Ettelbruck et Greven-
macher, le temps d'attente à Esch/Alzette étant supé-
rieur à 2 mois.

Le temps d'attente pour les salariés du secteur tertiaire
est relativement court, vu la possibilité d'établir une
fiche d'aptitude qui est basée sur un questionnaire mé-
dical. Cette possibilité a été introduite durant le confi-
nement par différents services de santé au travail.

Il n'y a pas de statistiques sur l'évolution du temps
d'attente au fil des années. La situation est en évolu-
tion constante, tout dépend du nombre des médecins
du travail disponibles. À noter que le délai des exa-
mens pour femmes enceintes se situe aux alentours de
7 jours.

ad 2) Le Luxembourg, à l'instar de beaucoup de pays
européens, doit faire face à une pénurie chronique de
médecins du travail disponibles sur le marché du tra-
vail. Pour augmenter le nombre de médecins du travail
dans les services de santé au travail, il faut continuer à
travailler sur l'attractivité et la valorisation de la profes-
sion et garantir une rémunération adéquate.

Comme pour d'autres professionnels de santé où il
existe un besoin accru au Luxembourg, le Ministère de
l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le Mi-
nistère de la Santé ont entamé des démarches pour
analyser la faisabilité d'offrir un cursus en médecine du
travail à l'Université du Luxembourg. Offrir une forma-
tion spécialisée au Luxembourg est certainement une
possibilité pour lutter contre cette pénurie chronique.

De même, avec l'appui du Ministère de la Santé, le STM
est actuellement le seul service agréé au Luxembourg
à pouvoir encadrer des jeunes médecins en vue d'accé-
der à une formation de médecins spécialistes. Le

Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire soutient financièrement cette mesure qui permet d'accroître le nombre de médecins du travail dans ce service.

ad 3) Afin de réduire le temps d'attente, un certain nombre de services de santé au travail ont mis en place une possibilité d'établir une fiche d'aptitude à l'embauche, basée sur un questionnaire, pour les salariés du secteur tertiaire non soumis à un poste à risques. Cette possibilité, instaurée durant le confinement, comme par ailleurs la téléconsultation, ont fait leurs preuves et ont permis aux services de santé au travail de réduire le temps d'attente pour les catégories de postes où un examen s'impose comme par exemple postes à risques, femmes enceintes, reclassements et à la demande de l'employeur ou du salarié. Tous les salariés sont naturellement examinés par un médecin du travail sur demande du salarié, de l'employeur ou après évaluation du questionnaire médical.

De même, le STM a optimisé les procédures pour diminuer le nombre de rendez-vous annulés ou non respectés afin de réduire le temps d'attente. En cas de besoin, le STM oriente les salariés vers une autre antenne du STM pour qu'un examen puisse se faire plus rapidement.

ad 4) et 5) L'article L. 326-1 du Code du travail dispose que toute personne brigant un poste de travail est soumise en vue de l'embauchage à un examen médical effectué par le médecin du travail.

Pour les salariés de nuit visés à l'article L. 326-3, point 4, et pour les postes à risques dont question à l'article L. 326-4 du même code, l'examen doit être fait avant l'embauchage. Pour les autres postes, l'examen doit être fait dans les deux mois de l'embauchage. Au cas où l'examen médical d'embauche a lieu après l'embauchage, le contrat de travail est conclu sous condition résolutoire.

En 2022, l'ITM a effectué 10.072 contrôles en matière de conditions de travail, de sécurité et santé au travail et d'établissements classés. Le montant global des amendes administratives qui ont été infligées cette année s'élève à 10.426.800 euros.

Dans le cadre de ces contrôles, l'ITM a constaté que 570 employeurs n'avaient pas soumis 930 de leurs salariés à un examen médical d'embauche.

À noter qu'en cas de constatations d'infractions, l'ITM enjoint en premier lieu l'employeur de mettre fin endéans un délai imparti aux situations en contradiction avec les dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de travail et de sécurité et santé au travail.

Ce n'est qu'en cas de non-respect des injonctions du directeur ou des membres de l'inspectorat du travail endéans le délai imparti, que le directeur de l'ITM est en droit d'infliger à l'employeur une amende administrative conformément à l'article L. 614-13 du même code.

En 2022, 273 des 570 employeurs ont régularisé leur situation et pour 297 employeurs une amende administrative leur a été infligée.

Actuellement, en ce qui concerne les 297 dossiers, pour 229 de ces dossiers l'amende administrative est devenue définitive suite à l'épuisement des voies de recours, 2 dossiers sont en cours de procédure administrative suite à un recours gracieux, 5 dossiers sont pendants devant les juridictions administratives et 61 dossiers peuvent encore faire l'objet d'un recours devant ces mêmes juridictions.

Dès épuisement des voies de recours, ces 61 dossiers précités pourront également être transmis pour recouvrement à l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA.

À noter que dans le cadre des 229 dossiers, 61 amendes ont été infligées uniquement pour des infractions en matière d'examens médicaux d'embauche, alors que pour les 168 autres dossiers les amendes administratives ont été infligées également en raison d'autres infractions.

Le montant des 61 amendes, qui ne concernent qu'uniquement les infractions en matière d'examens médicaux d'embauche, s'élève à 105.500 euros, ce qui représente 1 % du montant total des amendes infligées en 2022.

.....

Exposition à des substances et produits chimiques au Luxembourg | Question 8323 (18/09/2023) de M. Marc Goergen (Piraten)

Fuerschungsdate vun der Europäescher Ëmweltagence (EEA) weisen, dass d'Bierger an der EU ze ville Chemikalien ausgesat sinn. Ënnert den 3 Länner, wou d'Bierger dee gesondheetsschiedleche Seuil vu Bisphenol A iwwerschratt hunn, ass och Lëtzebuerg. Bisphenol A gëtt normalerweis fir d'Hierstellung vu Plastik genotzt. D'Follge vun enger ze héijer Exposition vu Bisphenol A kënnen ee geschwächten Immunsystem, Onfruchtbarkeet an Hautirritatioune sinn.

Am Juli d'lescht Joer hat de Luxembourg Institute for Health (LIH) schonn an enger Studie vu Kanner festgestallt, dass all ënnersichtend Kand am Duerchschnitt 61 cheemesch Verbindungen a sengen Hoer hat. Am meeschte virkomm ass och hei de Bisphenol A.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi reagiert d'Ministesche op d'Resultater vun der EEA?
2. Wat wäert gemaach ginn, fir d'Expositioun vun de Leit ze reduzéieren?
3. Wat fir Schrëtt hat d'Regierung no de Resultater vum LIH vum Juli 2022 geholl?
Wat si bis ewell ëngesate Mesuren?
Gesäit ee schonn éischt Resultater?

Réponse (25/10/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Viroop e puer Informatiounen iwwert déi vum honorabelen Deputéierten ugeschwate Substanz Bisphenol A a Perturbateur endocrinien:

An all de Länner ass d'Expositioun zum Bisphenol A (ee Perturbateur endocrinien) héich. Déi europäesch Agence fir Liewensmittelsécherheet (EFSA) huet am Abrëll 2023 eng nei TDI (Tolerable Daily Intake) proposéiert an d'Echantillonnen aus der Etude vun der Europäescher Ëmweltagence (EEA) leien alleguer do driwwer. Iwwert eng europawäit Unerkennung vun dëser TDI gëtt aktuell nach diskutéiert. Et muss een awer soen, dass et ganz schwiereng ass, e Grenzwäert fir d'Expositioun vun engem Perturbateur endocrinien festzesetzen.

Et ass esou, dass d'Relatioun tëschent Dosis a Wierkung net ëmmer lineaire ass bei de Perturbateurs endocrinien an d'Latenzperiod tëschent Expositioun an dem Effekt op d'Gesondheet ka laang sinn.

Et kënn derbäi, dass kleng Kanner a schwanger Fraen (Konzept vu les 1.000 premiers jours, wou d'Période de gestation dobäi gehéiert) speziell vulnerabel

sinn, wat d'Expositioun vu Perturbateurs endocrinien ugeet.

Et ass allgemeng schwiereng, fir eng korrekt valabel Limite d'exposition fir eng Substanz festzesetzen, an et muss een och a Betruecht zéien, dass d'Populatioun konstant engem Cocktail vu Substanzen ausgesat ass an dass et dozou wéineg toxikologesch Etudé gëtt.

Et ass also am Allgemenge gewollt, och vun der WHO (Environmental Health Task Force an der EEA), dass cheemesch Substanzen, déi um Marché sinn, solle „save by design“ sinn an dass Substanzen, déi potentiell een Impakt op d'Gesondheet kënnen hunn, sënnvoll solle substituéiert/ersat ginn.

Och wann et schwiereng ass konkret Limitte festzeleeën, ass et wichteg, dës Expositiounen ze iwwerwaachen. Gemäss dem Principe de précaution ass et wünschenswäert, d'Expositioun zu esou Substanzen esou niddereg wéi méiglech ze halen.

ad 2. D'Alimentatioun ass eng vun den Haaptexpositiounsquellen. D'Gesondheetdirektioun schafft intensiv un engem allgemengen Aktiounsplang zur Ëmweltgesondheet. An deem Kader ass och eng Sensibilisatiounsstrategie ugeduecht, fir d'Populatioun besser ze informéieren, wéi een zum Beispill Substanze wéi de Bisphenol A an senger Ernährung optimal evitéiere kann.

E Fokus soll och op schwanger Fraen a ganz kleng Kanner gesat ginn, fir déi vulnerabelst Populatioun ze schützen. Während der Schwangerschaft an an den éischten 2 Liewensjore soll d'Expositioun zu potentiell schiedleche Substanzen esou niddereg wéi méiglech gehale ginn, fir d'Gesondheet vum Kand ze schützen.

Et ass och virgesinn, fir weider Biomonitoring Etuden zu Lëtzebuerg ze maachen, dëst fir nach e besseren Iwwerbléck ze kréien, wéi enge potentiell gesondheetsschiedleche cheemesche Substanzen d'Populatioun ausgesat ass.

ad 3. Et ass wichteg, dass Lëtzebuerg bei den europäesche Projete matmécht, wéi beim HBM4EU, wou déi zitéiert Etude dran abegraff war. Dëst erlaabt eis, en Iwwerbléck iwwert d'Expositioun vun der Populatioun zu verschiddene cheemesche Substanzen ze kréien an eventuell dëst mat anere Länner ze vergläichen.

Lëtzebuerg ass och beim „follow up“-Projet vum HBM4EU an dem PARC-Projet mat derbäi, wou ënnert anerem eng Etude mat 300 Kanner wäert gemaach ginn.

An der Gesondheetdirektioun ass en onofhängege Service santé environnementale gegrënnt ginn, deen d'Ausschaffen an d'Realisatioun vum éischte Plan national santé environnementale geréiert.

Wat d'Expositioun vun de Kanner an der Schoul an an de Crèchen ugeet, sou sinn zum Beispill 2 Projeten um Lafen:

- eng gesond Loft fir d'Kanner an der Schoul, wou d'Banneloiftqualitéit a Schoulgebaier analyséiert gëtt;
- e gesond Ëmfeld fir déi kleng Kanner an der Crèche, wou et dorëms geet, zesumme mat de Professionellen um Terrain Expositiounsquellen ze detektéieren a Léisungen ze proposéieren, wéi een d'Expositioun vun de kleng Kanner ka limitéieren.

D'Resultater vun dësen 2 Projete wäerte genotzt ginn, fir speziell Guiden auszeschaffen, fir déi responsabel Leit ze sensibiliséieren, ze informéieren an ze beroden.

Éischt Resultater leie vir; et schielen sech dobäi Tendenzen eraus. Soubal d'Gesondheetdirektioun déi éischt Campagne ofgeschloss huet, wäerten dës Resultater dann och der Ëffentlechkeet zougänglech gemaach ginn.

Caméras pour animaux | Question 8325 (19/09/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wëldkamerae gi vu Jeeër, awer och zum Deel vu Wëssenschaftler:inne benotzt, fir Informatiounen iwwert d'Wëld ze sammelen. Dës Kamerae si mat engem Bewegungsmelder ausgestatt a ginn duerch Bewegungen ausgeléist. D'Fotoen an d'Videoen, déi vu sou Kameraen opgeholl ginn, ginn op engem Carte-mémoire gespäichert. Verschidde Kameraen erlaben et och, d'Informatiounen direkt op e Computer oder Handy ze iwwerdroen.

Well dës Kamerae virun allem am Bësch opgestallt ginn, kann et virkommen, datt Naturfrënn, Spadséiergänger:innen, Jogger:innen oder och Aarbechter:inne vun der Forstverwaltung vu sou Kamerae gefilmt ginn, ouni datt se sech däers iwwerhaupt bewusst sinn. Deemno stellt sech d'Fro no hiren „droits à l'image“.

An deem Zesammenhang wëilt ech de Ministere fir Kommunikatioun a Medien a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Ënnerläit den Asaz vu sou Kameraen dem RGPD?
– Wa jo, mussen dës Kamerae bei der CNPD ugemellt ginn? Wat sinn d'Bestëmmunge fir den Asaz vu sou Kameraen, notamment, wat d'Plaz, wou se opgestallt ginn, an d'Ausriichtung betrëfft?

– Wann nee, ass den Asaz vu sou Kameraen iwwert aner gesetzlech Bestëmmungen, zum Beispill d'Juegdgesetz, reglementéiert a wéi eng sinn dat? Wéi gëtt séchergestallt, datt Persounen net ouni hiert Wësse gefilmt an hir Billerrechter respektéiert ginn?

2. Wat fir eng Méiglechkeeten hu Persounen, déi feststellen, datt se vu sou enger Kamera gefilmt goufen, fir de Propriétaire vun der Kamera ze identifizéieren an ze verlaangen, datt hir Biller geläscht ginn?

3. Sinn d'Ministernen der Meenung, dass dës Kameraen obligatoresch doriwwer misste rensignéieren, wem se gehéieren, zu wat fir engem Zweck se agesat ginn, an u wien een sech wende kann, wann ee Froen zu hirem Asaz huet?

4. Wéi stinn d'Ministernen zu enger Kenntlechmachung vun de Plazen, op deenen d'Kameraen hänken, esou wéi et an der Belsch de Fall ass?

Réponse (14/11/2023) de **M. Xavier Bettel**, Ministere des Communications et des Médias | **Mme Joëlle Welfring**, Ministere de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Den Zougang zum Bësch gëtt vum 1. Oktober 2023 un duerch dat neit Bëschgesetz vum 23. August 2023 gereegelt. Generell applizéiert sech de Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données („RGPD“) an deem Kontext, soubal d'Kamera esou positionéiert ass, datt Leit, déi sech legal laut dem Bëschgesetz am Bësch ophalen, op den Opnamen ze erkenne sinn.

Wat d'Umelle vun de Kameraen am Bësch bei der CNPD ugeet, géllt et ze bemierken, datt säit dem Akraafttriede vum RGPD, de System vun de prealabelen Notifikatiounen an Autorisatiounen net méi existéiert. Den neie Regime gesäit vir, datt de Responsabele vum Traitement, also am Prinzip deejéinegen, deen d'Kamera ophängt an d'Opname benotzt, d'Konformitéit zum RGPD muss assureieren a kënnen bewisen.

Bezüglech der Plaz an der Ausriichtung vun der Kamera ass de Prinzip vun der Dateminimisierung ze

respektéieren. Fir datt den Traitement RGPD-konform ass, dierf nëmmen dat gefilmt ginn, wat strikt néideg ass, fir déi gewünschte Finalitéit ze erreechen. Am Kontext vu Wëldkamerae suggeréiert d'CNPD, d'Kamera op Héfhéicht ze installéieren an de Wénkel esou anzestellen, datt haaptsächlech de Buedem viséiert gëtt, dëst fir ze evitéieren, datt Persounen, déi an de Bléckfeld vun der Kamera geroden, ze erkenne sinn. Zousätzlech sollte Wëldkameraen net an direkter Ëmgéigend vun engem Wee, op deem jidderee spadséiere goe kann, installéiert ginn.

Ausserdem gesäit den RGPD vir, datt all Persounen, déi susceptibel si gefilmt ze ginn, am Virus iwwer d'Präsenz vun de Kameraen informéiert musse ginn.

Et ass ze erwänen, datt d'CNPD an de Joren 2017 an 2018 een Austausch mat der Naturverwaltung (ANF) zu deem Theema hat. Am Kader vun der Aféierung vum RGPD huet d'CNPD d'Mataarbechter vun der ANF iwwert d'Prinzipie vum RGPD informéiert a Recommandatiounen zur Benotzung vu Wëldkamerae ginn.

ad 2. Wéi an der Äntwert op déi éischt Fro beschriwwen, muss laut dem Transparenzprinzip all Persoun, déi susceptibel ass am Bléckfeld vun enger Kamera opzotrieden, am Virus iwwer dësen Traitement informéiert ginn. Dës Informatiounsflucht kann, zum Beispill, unhand vum Ophänke vun engem Panneau oder engem Piktogramm an direkter Ëmgéigend vun der iwwerwaachter Zon realiséiert ginn a muss e Minimum un Informatiounen enthalen, ënner anerem d'Identitéit an d'Kontaktinformatioun vum Responsabele vum Traitement a fir wat fir eng Finalitéit d'Kamera genotzt gëtt.

Zudeem mussen déi betraffe Persounen iwwert hir Rechter am Bezuch op den Dateschutz informéiert ginn. Dës Informatioun kann sech direkt um Panneau befannen. Et besteet awer och d'Méiglechkeet, op eng méi detailléiert Informatiounsnotiz ze verweisen, déi beispillsweis op engem Internetsite publizéiert ass.

ad 3. Wéi an den Äntwerten op déi zwou éischt Froen erkläert, ass dëst esou vum RGPD virgesinn.

ad 4. Den Ament ass net virgesinn, iwwert déi hei driwwer beschriwwen RGPD-Ufuerderunge mat anere gesetzleche Verflüchtungen erauszegoen.

Importation de pétrole russe | Question 8326 (19/09/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Als politesch Reaktioun op d'militäresch Invasioun vun der Ukrain duerch Russland, hunn d'EU-Staate wirtschaftlech Bestrofung geint Russland decidéiert, dorënner een Importverbuet vu Pétrol.

D'Plattform tagesschau.de bericht, dass trotz den EU-Sanktiounen weiderhi russesche Pétrol op den europäesche Maart gelaangt:

„Zahlen des Statistischen Bundesamts lassen den Schluss zu, dass Deutschland über Indien weiterhin größere Mengen russisches Öl importiert. Die Einfuhren aus Indien haben sich vervielfacht.“

An deem Zesammenhang wëilt ech de Ministere fir Aussenugeleeenheeten an Europa a fir Energie dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung ausschléissen oder bestätegen, dass och Lëtzebuerg nach ëmmer russesche Pétrol importéiert oder indirekt notzt an deemno nach ëmmer russesche Pétrol am Tank vu Lëtzebuurger Autoe Int?

2. Wéi d'Plattform weider schreift:

„Nach Untersuchungen des KSE Institute der Kyiv School of Economics wurde russisches Öl in den

wichtigsten Exporthäfen des Landes aber zu deutlich höheren Preisen verkauft, zuletzt für mehr als 70 Dollar pro Barrel. Die von den westlichen Staaten erdachte Regelung könne nur funktionieren, wenn Regierungen den Firmen glaubwürdig demonstrieren, dass sie diese auch durchsetzen werden“, hatte Benjamin Hilgenstock vom KSE Institute dem ‚Spiegel‘ gesagt.“

Wéi eng Moossname sinn op europäeschem Niveau geplangt, fir d'Sanktiounen géint Russland konkret ëmzesetzen, soudass een d'EU tatsächlech komplett vu russeschem Pétrol ofschott?

3. Gëtt et op EU-Niveau Iwwerleeungen, fir Handelspartnerlänner wéi Indien, déi russesche Pétrol un d'EU weiderverkaufen, ze sanktionéieren? Wéi steet déi Lëtzebuergesch Regierung zu esou Proposen?

Réponse (25/10/2023) de **M. Jean Asselborn**, Ministere des Affaires étrangères et européennes | **M. Claude Turmes**, Ministere de l'Énergie

ad 1. Lëtzebuerg importéiert just Pétrolsprodukt aus der Belsch, Frankräich, Däitschland an Holland. Deementspreechend kann ausgeschloss ginn, datt op engem direkte Wee russesche Pétrol op Lëtzebuerg importéiert gëtt.

Indirekt Importer op Lëtzebuerg, wann de russesche Réiueleg an engem Net-EU-Land raffinéiert gëtt an dann als Endprodukt nees an d'EU importéiert gëtt, kënnen awer net ausgeschloss ginn. Dës Importer si laut den EU-Texter net verbueden, well dat raffinéiert Endprodukt net vu russescher Origine ass.

ad 2. De Fokus vum 11. Sanktiounspak, deen den 23. Juni 2023 ugeholl gouf, ass op de Kampf géint d'Ëmgoe vun EU-Sanktiounen ausgeluecht an huet de Sanktiounsregime allgemeng weider ausgebaut; sou ass och zum Beispill an de Sanktiounstexter festgehal, dass Däitschland a Polen an deem Datum kee russesche Pétrol méi iwwer „pipelines“ importéieren dierfen.

ad 3. D'EU-Sanktiounen applizéieren sech op EU-Territoire. Dës Sanktiounen gesi vir, dass et verbueden ass, iwwert d'Mier russesche Pétrol an d'EU ze importéieren, wann en aus Russland kënnt oder aus Russland exportéiert ginn ass. D'Lëtzebuergesch Regierung ënnerstëtzt eng effikass Ëmsetzung vun de Sanktiounen.

Pénurie d'antibiotiques | Question 8330 (19/09/2023) de **M. Gilles Baum** | **M. Gusty Graas** (DP)

La pénurie de médicaments préoccupe les systèmes de santé à l'échelle mondiale. La France veut désormais lutter contre la pénurie d'antibiotiques. Il serait question de lier l'obtention d'antibiotiques à la réalisation d'un test rapide d'orientation diagnostique (TROD) en pharmacie. Ce test permet de déterminer s'il s'agit d'une infection bactérienne ou virale. Ce n'est qu'après confirmation d'une infection bactérienne que les patients reçoivent les antibiotiques prescrits. L'objectif est d'une part de réduire la pénurie d'antibiotiques et d'autre part de lutter contre la résistance aux antibiotiques.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Combien d'antibiotiques ont été prescrits au Luxembourg au cours des cinq dernières années ?

2) À notre connaissance, des tests rapides d'orientation diagnostique ne sont pas utilisés au Luxembourg en cas de suspicion d'infection bactérienne. Madame la Ministre envisage-t-elle une telle approche pour le Luxembourg ?

3) Madame la Ministre est-elle d'avis qu'il faut sensibiliser les médecins à prescrire de tels tests ?

Réponse (17/11/2023) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

Il convient de préciser d'abord que le projet français auquel les honorables Députés font allusion concerne uniquement la délivrance d'antibiotiques sans ordonnance médicale par le pharmacien afin de désengorger les services d'urgence. Ainsi, la délivrance d'antibiotiques ne pourra se faire que pour deux types d'infections mineures (angines/pharyngites et infections urinaires) et après test d'orientation rapide positif (TROD) réalisé en pharmacie.

À ce titre, il faut insister sur le fait que la délivrance d'antibiotiques reste soumise à la prescription médicale au Luxembourg.

ad 1) Les données du dernier rapport du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) sur la consommation d'antimicrobiens dans l'UE/EEE (ESAC-Net) fournissent des informations sur les dix dernières années.

En 2021, la consommation totale moyenne (secteurs ambulatoire et hospitalier confondus) d'antibactériens à usage systémique dans l'UE/EEE était de 16,4 DDD pour 1.000 habitants par jour⁷, soit le même qu'en 2020. Au Luxembourg, la consommation était de 15,9 DDD pour 1.000 habitants par jour.

Au cours de la période 2012-2021, une diminution significative a été observée pour l'ensemble de l'UE/EEE. Des tendances à la baisse statistiquement significative ont été observées pour 13 pays. La baisse observée pour le Luxembourg est visible en chiffres absolus, mais n'a pas pu être validée statistiquement, en raison d'un changement du processus de traitement des données en 2020.

ad 2) En médecine générale et en pédiatrie, la plupart des antibiotiques sont prescrits pour des infections respiratoires pendant la période hivernale. Or, nous savons qu'environ 80 % des infections sont d'origines virales et ne nécessitent donc pas de prime abord un traitement antibiotique.

Le premier test d'orientation diagnostique (TROD) pour la détection de streptocoques du groupe A (*Streptococcus pyogenes*) en cas d'angine ou de pharyngite a été recommandé au Luxembourg depuis au moins une douzaine d'années (cf. publication du Conseil scientifique du domaine de la santé en date du 21 juillet 2010, version 2.1 : la laryngite aiguë). Initialement, afin d'en promouvoir son utilisation, le test a été même distribué gratuitement aux médecins par la Direction de la santé.

Par la suite d'autres TROD ont été mis sur le marché, notamment pour le dépistage rapide de certaines infections virales aiguës et chroniques (HIV, HCV, HBV, Covid-19, grippe, ...). Ces tests permettent d'orienter le diagnostic vers une infection virale, et donc d'éviter potentiellement une antibiothérapie (surtout pour Covid-19 et grippe).

Un autre type de tests rapides d'orientation sont des tests qui recherchent des paramètres inflammatoires comme la protéine C-réactive (CRP) ou la procalcitonine (PCT) dans le sang. Une augmentation de ces paramètres est le plus souvent associée à une infection

⁷ L'indicateur « doses journalières définies (DDD) pour 1.000 habitants par jour » est utilisé comme principal indicateur pour rendre compte de la consommation d'antimicrobiens. Il fournit une estimation approximative de la proportion de la population traitée quotidiennement avec des antimicrobiens. La consommation totale (secteurs ambulatoire et hospitalier) d'antibactériens à usage systémique (groupe ATC J01) exprimée en « DDD pour 1.000 habitants par jour » a été choisie comme principal indicateur de résultat harmonisé par l'ECDC, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) et l'Agence européenne des médicaments (EMA).

bactérienne, alors que lors d'infections virales ces paramètres ont tendance à rester normaux. De larges études sur l'utilité pratique de ces tests donnent des résultats parfois contradictoires avec cependant une tendance en faveur de leur utilisation.⁸

Finalement, des tests rapides pour prédire la réponse aux antibiotiques sont également en développement et seront probablement utilisés en médecine dans les années à venir.

Il convient enfin de mentionner que l'automatisation et la digitalisation des laboratoires d'analyses médicales avec présence de centres de prélèvements dans presque tous les villages, ou des prélèvements ambulatoires au lieu choisi par le patient, combinées aux nouvelles méthodes de détection des pathogènes, comme la biologie moléculaire et la spectrométrie de masse, permettent actuellement une très forte réduction du temps nécessaire pour obtenir un résultat d'une analyse bactériologique ou virologique. Or, ces nouvelles technologies sont largement disponibles dans les laboratoires d'analyses médicales au Luxembourg. Sauf vrai cas d'urgence médicale, une mise en route retardée d'une antibiothérapie en attendant le résultat de l'analyse de laboratoire constitue une alternative à la prescription immédiate d'un antibiotique.

ad 3) La stratégie de la Direction de la santé pour réduire la consommation excessive des antibiotiques ne se limite pas simplement à recommander l'un ou l'autre test, mais est nettement plus large et peut être consultée sur le site sante.lu dans le document « Plan national antibiotiques 2018-2022 (prolongé jusque 2024) ». Ce plan national associe de multiples actions et mesures d'information et de prévention dans une optique « one health » (donc en associant également la médecine vétérinaire) et met l'accent notamment sur une démarche communément utilisée dans tous les pays, appelée « antibiotic stewardship ». Le plan national s'inscrit dans des programmes similaires par l'Union européenne (ECDC et DG-Santé) ainsi que de l'OMS. Les TROD peuvent évidemment faire partie d'une telle démarche de réduction d'utilisation des antibiotiques.

Par ailleurs, le Conseil scientifique du domaine de la santé a comme mission de tenir à jour ses recommandations thérapeutiques et inclura, si scientifiquement justifié, l'utilisation des TROD dans les prochaines mises à jour concernant les infections les plus fréquentes.

.....
Indemnités dans le cadre du Covid-19 | Question 8331 (20/09/2023) de M. Jeff Engelen (ADR)

Bei der sozialer Ofsécherung vu Patronen – grad och am Hibleck op déi vergaange Covidpandemie – schéngen eng Rei Problemer ze bestoen. Esou ass mir zougedroeg ginn, datt e Patron, deen en Horeca-Betrieb féiert, an dee krankheetsbedéngt hätt misse fir eng gewëss Zäit zoumaachen, mat engem Berechnungsschlëssel entschiedegt gouf, deen sech op d'Duerchschnëttsgehalt vun deenen zwee Jore virdu bezitt. Well de Patron, covidbedéngt, awer déi zwee entspreichend Jore quasi kee Revenu hat, krut hien am Krankeschäi bal näischt ausbezuel.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Regierung:

1. Kann d'Regierung déi uewe beschriwwen Faite confirméieren?

⁸ Clinician-targeted interventions to influence antibiotic prescribing behaviour for acute respiratory infections in primary care: an overview of systematic reviews. SK Tonkin-Crine et al. Cochrane Database Syst Rev 2017, Sep7;9(9).

2. Wa jo, wéi ass et an den Ae vun der Regierung ze veräntwerthen, datt e Patron, deen eng gewëssen Zäit am Krankeschäi war, quasi kee Krankegeld kritt, well hie pandemiedéngt jo déi zwee entspreichend Jore virdu keen Akommes hat?

3. Wéi gedenkt d'Regierung deem Mëssstand entgéintzewierken?

4. Kënnen d'Patronen, déi an deem nämmlechen oder an engem änleche Fall sinn, retroaktiv mat enger finanzieller Ënnerstëtzung rechnen?

Réponse (16/11/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | **M. Lex Delles**, Ministre des Classes moyennes

ad 1. an 2. D'Berechnung vum Krankegeld vun engem Fräiberuffler gëtt op Basis vum Artikel 12 vum Code vun der sozialer Sécherheet etabléiert, dee Follgendes beseet:

„Pour les non-salariés, l'indemnité pécuniaire est calculée sur la base du revenu professionnel défini aux articles 35 et 36 relatif aux affiliations en cours au moment de la survenance de l'incapacité de travail et respectant les limites définies à l'article 39. Si la période indemnisée est inférieure à un mois, chaque jour est compté uniformément pour un trentième du mois. Toute modification du revenu professionnel implique le recalcul de l'indemnité pécuniaire.

L'indemnité pécuniaire ne peut dépasser le quintuple du salaire social minimum.

L'indemnité pécuniaire accordée aux non-salariés reste suspendue jusqu'à la fin du mois de calendrier au cours duquel se situe le soixante-dix-septième jour d'incapacité de travail pendant une période de référence de dix-huit mois 5) de calendrier successifs. L'indemnité pécuniaire est de nouveau suspendue au début du mois suivant celui pour lequel cette limite n'est plus atteinte.“

Falls de betraffene Fräiberuffler bei der Mutualité des employeurs affiliéiert ass, wéi vum Artikel 52 vum Code vun der sozialer Sécherheet viséiert, kann dës d'Ausbezuue vun der finanzieller Entschiedegung während der legaler Konservatiounsperiod assuréieren, esou wéi et laut Artikel L. 121-6 Paragraph 3 Alinea 2 vum Aarbechtsgesetzbuch virgesinn ass. D'Affiliatioun bei der Mutualité des employeurs ass fir e Fräiberuffler fräiwëlleg.

D'Agräife vun der Mutualité des employeurs trëtt dem Artikel 15 vun hire Statuten no, an dee beseet, dass:

„Les personnes exerçant l'activité professionnelle pour leur propre compte sont indemnisées à quatre-vingts pour cent de l'assiette cotisable appliquée au moment de la survenance de l'incapacité de travail. Toute période d'incapacité de travail doit être justifiée par un certificat médical. Si la période indemnisée est inférieure à un mois, chaque jour est compté uniformément pour un trentième du mois. Toute modification de l'assiette cotisable implique le recalcul de l'indemnité pécuniaire.

Par dérogation à l'alinéa qui précède, l'indemnisation est intégrale pour les périodes d'incapacité de travail correspondant à une mesure de mise en quarantaine ou une mesure de mise en isolement par le directeur de la santé ou son délégué.“

ad 3. a 4. De Mëtzelstansministère huet am Kader vum Covid-19 dräi verschidden Aidé⁹ bezuel, fir de

⁹ – Indemnité d'urgence certifiée en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19
– Nouvelle indemnité d'urgence certifiée en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19 (mise en place par le règlement grand-ducal du 6 mai 2020)
– Nouveau régime temporaire d'aide de minimis en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19.

Patronen ze hëllef, well se déi Zäit net esou vill Revenu erakuten.

Et ass net virgesinn, nach weider Aiden auszebezuolen.

Wann awer elo d'Revenuen, bzw. d'Aidë vum Staat, net vum Fräiberuffler un de CCSS gemellt goufen, oder dës nach net iwwer d'Steierverwaltung konnten un de CCSS iwwermittelt ginn, well déi nach net disponibel waren (iwwer d'Steierklärung), esou kann sech déi betraffe Persoun beim CCSS mellen, fir déi Donnéeën ze ginn, fir datt säi Revenu ugepasst gëtt. Bei der Mutualité des employeurs gräift dës awer just, wann d'Persoun och affiliéiert ass, anerefalls kann d'Mutualité keng Leeschtungen ausbezuolen.

Psychothérapie | Question 8333 (20/09/2023) de M. Max Hengel (CSV)

Zanter dem 1. Februar gi psychotherapeutesch Behandlung vum der CNS rembourséiert. Allerdéngs ass et schwéier, fir zäitno e Rendez-vous ze kréien, well et un unerkannte Psychotherapeute feelt.

An dem Zesummenhang wollt ech folgend Froen un d'Madamm Gesondheitsministesch an un den Här Minister fir Soziales stellen:

1. Wéi vill unerkannte Psychotherapeute gëtt et zu Lëtzebuerg?

2. Wéi vill Persounen hunn zanter dem 1. Januar 2023 eng Demande beim Gesondheitsministère gemaach, fir de Beruff vum Psychotherapeut hei zu Lëtzebuerg kënnen auszeüben?

3. Wéi laang dauert et an der Moyenne, bis esou eng Demande beäntwert gëtt?

Réponse (15/11/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. D'Unzuel vun de Psychotherapeuten, déi e Code prestataire kritt hunn am Kader vun der Krankenversicherung, bezitt sech aktuell op 217. Dovunner hunn 169 Prestataire am Joer 2023 och ee vun den 3 Akten an der Nomenclature (SP01, SP02 oder SP03) verrecht, fir déi d'Krankenversicherung och schonn e Mémoire d'honoraires iwwer d'Assuréeën erakrut.

ad 2. Sait Januar 2023 sinn eng 40 Demandé fir eng nei Autorisation d'exercer fir de Beruff vum Psychotherapeut erakomm.

ad 3. An der Regel dauert et tëschent 3 Woche bis 3 Méint fir den Traitement vun engem Dossier, jee no senger Komplexitéit. Dësen Delai kann awer variéieren, wa Piécan am Dossier feelen a mussen nogeliwert ginn. De Gesondheitsministère probéiert, all Demande schnellstméiglech ze traitéieren.

Incident en marge d'une manifestation d'opposants au régime syrien | Question 8338 (21/09/2023) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

De 17. September huet RTL a Bezuch op eng Demonstratioun op der Paräisser Plaz dat hei geschriwwen: „Bei enger Demonstratioun vun der syrescher Communautéit géint den aktuelle Regime a Syrien, koom et zu Provokatiounen vu Leit ausserhalb der Demo. Déi Provokatiounen sinn eskaléiert, wouropshin 2 Persounen op engem Motorrad duerch d'Leit gefuer sinn an dobäi eng eeler Damm liicht verwonnt hunn. Dat huet zu Handgräiflechkeete gefouert, woubäi de presu-méierten Täter eng Persoun mat engem Messer verwonnt huet. Déi huet muss medezinesch behandelt ginn. D'Leit, déi fir d'Provokatiounen gesuergt hunn, konnten ermëttelt a protokolléiert ginn.“

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gärdës Froe stellen:

1. War d'Eskalatioun bei där genannter Demonstratioun op e politeschen Hannergrond zeréckzuführen a wa jo, wéi een? Wéi eng Nationalitéit haten déi Leit, déi fir d'Eskalatioun verantwortlech waren?

2. A leschter Zäit liest een an der internationaler Press ëmmer rëm, datt et a Länner wéi beispillsweis Däitschland a Schwede verstärkt zu importéierte Konflikter tëschent Migrante kënnt. Laangfristeg ass e klenge Land wéi Lëtzebuerg heifir natierlech besonnesch ufälleg. Wéi eng Moosnamen hält d'Regierung, fir en Zesummetouss vun an hiren Hierkonftslänner politesch verfeinte Gruppe sou fréi wéi méiglech ze ënnerbannen? Wéi wäit gehéiert dozou och de Refus vun engem Openthaltsstatus fir Membere vu bestëmmte politesche Gruppéierungen?

Réponse (19/10/2023) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Fir de Moment besteet nach kee konkreeten Hiweis, deen op ee politesch motivéierten Akt hiweist. Ee vun den Auteurs huet déi syresch Nationalitéit. D'Police kann aus prozeduralrechtliche Grënn keng Angab iwwer den zweeten Auteur liwweren.

ad 2. Sou wéi am Immigratiounsgesetz vun 2008 virgesinn, ass ee Refus vun Openthaltsstatus just méiglech, wann déi gesetzlech Krittären dofir erfëllt sinn an no enger individueller Iwwerprüfung vun der Situatioun vun der concernéierter Persoun.

Propositions de la Commission européenne relative au permis de conduire | Question 8339 (21/09/2023) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Am EU-Parlament gëtt aktuell, ënner anerem am Kader vun engem Projet fir eng nei Führerschäinsdirektiv, e Moosnamepak fir méi Verkéierssicherheit diskutéiert, deen ënner der aktueller Form kéint staark an d'Fräiheets-, d'Eigentums- an d'Selbstbestimmungsrechter vun allen, awer besonnesch vun deenen eeleeren, Automobilisten agräifen. Zu dëse Moosnamen zielen ënner anerem d'Vitesslimit vum 90 km/h fir Leit, déi de Führerschäin nei gemaach hunn, en extra Exame fir Autoen iwwer 1.800 Kilo, souwéi eng Reduktioun vun de Periode vun der Erneuerung vum Führerschäin.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Verkéiersminister gärdës Froe stellen:

– Wéi steet déi Lëtzeburger Regierung zu dëse Fuerderungen? Huet si vläicht schonn dozou am Virfeld vun dësen Diskussiounen oder och elo rezent Positioun op europäeschem Niveau geholl?

Réponse (23/10/2023) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt sech eng Rei Froen am Zesummenhang mat der neier Führerschäinsdirektiv.

Déi vum honorabelen Deputéierten opgefouerten Ännerungen si keng Ännerungen, déi sech am Dokument befannen, wat aktuell am Conseil verhandelt gëtt. Dës Propositionen si Virschléi, déi d'Madame Karima Delli, Rapportrice am Europaparlament fir d'Führerschäinsdirektiv, gemaach huet, déi awer och an dëser Form nach net an der zoustänneger Kommissioun am Europaparlament verhandelt gi sinn.

Och wa sech dës Froen also aktuell op Conseilniveau net stellen, esou steet Lëtzebuerg der Aféierung vu Vitesslimitatiounen fir nei Chaufferen esou wéi der Aféierung vun enger neier Führerschäinskategorie bis

1,8 Tonne ganz kritesch géintiwwer. Och eng Verkierzung vun der Gültgkeet vun de Führerschäiner leent Lëtzebuerg of.

Audit de l'IGP concernant la réorganisation territoriale de la Police grand-ducale | Question 8340 (21/09/2023) de M. Dan Biancalana (LSAP)

En date du 19 mai 2020, la Chambre des Députés a mené un débat de consultation au sujet des effets de la réorganisation territoriale de la Police grand-ducale depuis l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 2018. Dans ce cadre, les différents partis politiques ont pu exposer leurs pistes de réflexion, leurs critiques et leurs recommandations. Depuis ce débat, plusieurs projets de lois ont été votés pour renforcer l'effectif et les dispositifs de la Police grand-ducale comme celui relatif à l'utilisation des caméras-piétons ou celui relatif aux fichiers centraux de police. En outre, plusieurs débats au sein de la Chambre ainsi qu'une interpellation du 7 mars 2023 sur les défis de la Police grand-ducale montrent combien la thématique était au cœur de l'actualité politique.

Actuellement, l'Inspection générale de la police (IGP) est en train de procéder à un audit concernant l'impact de cette réorganisation sur le citoyen. Pour ce faire, l'IGP procède à des entretiens avec différents acteurs dont la Police grand-ducale elle-même, le Syvicol et différents responsables communaux.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

– Quand l'IGP a-t-elle été mandatée pour réaliser cet audit ? À quelle date l'audit sera-t-il clôturé et son rapport finalisé ?

– Comment et par qui le contenu de l'audit a-t-il été défini ?

– Dans le cadre de l'audit, quels acteurs ont été interrogés aux différents niveaux (communal, étatique, etc.) ? Le rapport final de l'audit sera-t-il transmis aux acteurs sollicités ? Sera-t-il aussi transmis à la Chambre des Députés ?

– De quelle manière les conclusions et recommandations dudit audit seront-elles communiquées ?

Réponse (25/10/2023) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

L'accord de coalition prévoit que l'IGP pourra « étudier la mise en place de la réforme de la police et ses retombées concrètes pour le citoyen ».

Dans ce contexte, l'IGP a été chargée par le ministre en date du 7 mars 2023, sur base de l'article 7 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur l'Inspection générale de la police, d'un audit concernant l'impact sur le citoyen de la réorganisation territoriale consacrée par la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale. La remise du projet de rapport avait été fixée pour le 1^{er} octobre 2023.

Eu égard aux nombreux entretiens à mener, au contexte politique lié aux élections communales de juin 2023, à la période des congés estivaux, l'IGP n'était pas en mesure de finaliser le projet de rapport dans le délai imparti. Actuellement, elle est en train de terminer la phase de terrain avec les interviews des divers intervenants. S'en suivra la phase de conclusion, consistant dans l'analyse des informations recueillies et l'établissement d'un projet de rapport d'audit contenant d'éventuels constats et recommandations.

Selon la procédure arrêtée en matière d'audit et en fonction de l'avancement des travaux, ce projet de

rapport pourrait être soumis à la Direction générale de la police prévisiblement pour fin janvier 2024 pour lui permettre d'exprimer ses observations et d'établir son plan d'action. Après cela, le projet de rapport deviendra rapport final. Conformément à l'article 7 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur l'IGP, le rapport final de l'IGP sera transmis au ministre compétent.

Les sujets à aborder par l'audit ont été définis dans une lettre de mission adressée par le Ministre de la Sécurité intérieure à la direction générale de l'IGP. Les démarches relatives à l'audit ont été préparées par l'IGP et validées par le Ministère de la Sécurité intérieure. Avant le lancement de l'audit, l'IGP avait organisé une réunion d'ouverture avec les membres de la Direction générale de la police en vue de leur exposer les objectifs, les conditions de déroulement et les limites de l'audit mais également de recueillir leurs remarques et suggestions.

L'IGP mène, entre autres, des entretiens avec des membres de la police, du groupe de travail « Réorganisation territoriale » constitué en vue de préparer le travail législatif devant aboutir à la loi sur la police, des chefs et adjoints de commissariats de police établis en milieu rural et urbain, différents bourgmestres et membres des collèges échevinaux ou encore le Syvicol.

Je renvoie au dernier alinéa de la réponse précédente. Le cercle de diffusion du rapport d'audit n'a pas encore été arrêté. Relevons que l'IGP publie sur son site Internet un résumé du résultat de ses missions d'études et d'audits.

.....

Relations transfrontalières entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République française | Question 8342 (22/09/2023) de **M. Georges Mischo** (CSV)

Les relations transfrontalières entre le Grand-Duché du Luxembourg et la République française se définissent au niveau gouvernemental par l'organisation de réunions plus ou moins régulières de la Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière.

À côté des entités telle que le « Groupement européen de coopération territoriale » (GECT) Alzette-Belval, le réseau « tonicités » ou « Quatropole » entretiennent des relations régulières au niveau communal, intercommunal et régional.

Depuis quelques mois, le « Pôle métropolitain frontalier (PMF), syndicat mixte regroupant 8 intercommunalités le long des frontières belges, luxembourgeoises et allemandes, entretient des relations avec le syndicat intercommunal ProSud.

Le périmètre du PMF, de ProSud et du GECT Alzette-Belval a été retenu par la DG REGIO de la Commission européenne, afin de se soumettre à une analyse sur la multigouvernance et des stratégies de codéveloppement transfrontalières, menées par l'OCDE.

Le président du PMF est membre de la délégation française lors des réunions de la Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre à la Grande Région :

– Est-ce que Monsieur le Ministre, dans un souci de cohérence, pourrait intégrer le président du syndicat intercommunal ProSud dans la délégation luxembourgeoise lors des réunions de la Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière ?

– Me référant à ma question parlementaire n° 5379 et la réponse de votre prédécesseur, serait-il possible d'associer des fonctionnaires des communes et syndicats impliqués dans les groupes de travail préparant les réunions de la Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière ?

Réponse (17/10/2023) de **M. Max Hahn**, Ministre à la Grande Région

La Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière (CIG) et ses groupes de travail sont des enceintes de nature intergouvernementale. Une éventuelle révision du processus de concertation devrait faire l'objet de consultations au sein du prochain Gouvernement luxembourgeois.

.....

Déviations d'un vol Luxair | Question 8343 (22/09/2023) de **M. Serge Wilmes** (CSV)

An der Nuecht vum 21. op den 22. September 2023 ass et zu engem ongewéinleche Virfall um Findel komm. Ee Luxair Fluch vu Malaga, deen zu Lëtzebuerg lande sollt, ass nom Usetzen zur Landung kuerzerhand op Léck ëmgeleet ginn. De Grond heivir waren Aarbechten, déi ab Mëtternuecht op der Landebunn vum Findel geplangt waren. Duerch ongëschteg Wiederhältnissen wier de Fliger vu Malaga réischt ëm 0.04 Auer gelant, also 4 Minuten ze spéit. Obwuel d'Besatzung Drock gemaach huet, wëssend, dass 171 Passagéier, dorënner 4 Puppelcher a vill eeler Persounen u Bord waren, huet d'Flughafeleedung d'Landung refuséiert. Doropshin ass d'Maschinn op Léck ëmgeleet ginn, wou d'Passagéier mat 6 Stonne Retard mat Busse op Lëtzebuerg bruecht gi sinn.

An dësem Kontext wéilt ech follgend Froen u de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Wat ass d'Begrënnung fir dës Decisioun vun der Flughafeleedung vum Findel?

– Wéi gesäit déi generell Prozedur an esou Fäll aus?

– Wéi ginn déi concernéiert Passagéier entschidedgt?

Réponse (23/10/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Op Nofro bei lux-Airport SA an der Luxair kann ech Iech follgend Informatiounen liwweren:

Déi deeglech Ouvertureszäite vum Fluchhaff si vu 6.00 bis 23.00 Auer. Den 21. September 2023 hunn Aarbechten u der Pist stattfont, déi scho geplangt an ugekënnegt waren. Bedéngt duerch schlecht Wiederkonditiounen an Deeler vun Europa, si verschidde Flich mat Verspéidung gestart, wat dozou gefouert huet, datt déi no 23.00 Auer hu missen um Findel landen.

Dowéinst hunn d'Aarbechten, déi de selwechten Dag fir 23.00 Auer geplangt waren, méi spéit missen ufänken. Dräi Luxair-Fligere (LG8904, LG3838, LG886) gouf esou erméiglecht, och no 23.00 Auer nach ze landen, an dës Flich hunn net missen ëmgeleet ginn.

Well de Fluch LG662 vu Malaga op Lëtzebuerg awer réischt no Mëtternuecht sollt landen, war seng Ëmleedung leider net ze evitéieren.

Et war deemno keng „Landeverweigerung“ wéinst enger Verspéidung vun e puer Minuten, mee wéinst enger Verspéidung vu méi wéi enger Stonn, déi zu der Ëmleedung op de Fluchhaff vu Léck gefouert huet.

Luxair huet awer natierlech no de Passagéier gekuckt an een alternativen Transport bis op Lëtzebuerg organiséiert. De Passagéier hir Rechter sinn duerch d'europäesch Reglementatioun EC 261/2004 ofgedeckt.

.....

Abrogation de la circulaire L.I.R. n° 46/2 du 23 mars 1998 | Question 8344 (22/09/2023) de **M. Laurent Mosar** | **Mme Martine Hansen** (CSV)

Le 26 juillet 2023, la circulaire L.I.R. n° 46/2 du 23 mars 1998 a été abrogée avec effet immédiat. Cette circulaire avait pour objet la déductibilité au titre de dépenses d'exploitation des cotisations sociales légalement obligatoires d'associés ou d'actionnaires de collectivités soumises à l'impôt sur le revenu des collectivités.

D'après nos informations, le fait d'avoir abrogé cette circulaire a des conséquences non négligeables pour les revenus des associés ou actionnaires de collectivités soumises à l'impôt sur le revenu des collectivités. Avant abrogation de la circulaire en question, certaines collectivités pouvaient passer les paiements des cotisations sociales dues par leurs associés ou actionnaires par un compte de charges et les déduire. Alors que les paiements des cotisations sociales obligatoires doivent dorénavant s'effectuer via des fonds privés des associés ou actionnaires.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

– Pourquoi la circulaire L.I.R. n° 46/2 du 23 mars 1998 a-t-elle été abrogée ?

– Quelles sont les conséquences de l'abrogation de la circulaire en question ?

– D'après nos informations, il semblerait que l'abrogation de la circulaire en question pourrait avoir des répercussions négatives pour les personnes travaillant sous le statut d'indépendant. Est-ce que Madame la Ministre peut expliquer les répercussions de cette situation pour les personnes travaillant sous le statut d'indépendant ?

– Est-ce que l'abrogation de la circulaire L.I.R. n° 46/2 du 23 mars 1998 a un effet rétroactif ? Dans l'affirmative, sur quelle période ?

Réponse (06/11/2023) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

La circulaire du directeur des contributions L.I.R. n° 46/2 du 23 mars 1998 concernant la déductibilité au titre de dépenses d'exploitation des cotisations sociales légalement obligatoires d'associés ou d'actionnaires de collectivités soumises à l'impôt sur le revenu des collectivités a été abrogée du fait notamment qu'elle a coexisté avec la circulaire du directeur des contributions L.I.R. n° 104/1 du 16 juillet 2018 ayant trait à l'évaluation de certains avantages accordés par l'employeur à ses salariés.

Cette abrogation produit ses conséquences par rapport aux cotisations sociales payées par une collectivité pour le compte de l'associé ou actionnaire à partir du 27 juillet 2023.

À relever d'abord que les cotisations sociales légalement obligatoires font l'objet de l'article 110 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) sachant que le numéro 1^{er} dudit article 110 L.I.R. traite des cotisations versées en raison de l'affiliation obligatoire des salariés, tandis que le numéro 2 dudit article 110 L.I.R. traite des cotisations versées en raison de l'affiliation obligatoire des non-salariés. Dans les deux cas de figure, les cotisations sociales légalement obligatoires, rangeant fiscalement parmi les dépenses spéciales au sens de l'article 109 L.I.R., sont déductibles dans le cas de la personne physique qui les a personnellement subies, et ce indépendamment du fait qu'il s'agit d'un salarié ou d'un non-salarié.

Les cotisations personnelles sociales légalement obligatoires à charge des associés ou actionnaires de collectivités soumises à l'impôt sur le revenu des collectivités ayant en principe le caractère de dépenses privées, celles-ci n'interviennent partant pas dans la détermination du bénéfice commercial de la collectivité.

En ce qui concerne les cotisations personnelles sociales légalement obligatoires à charge des associés ou actionnaires de collectivités soumises à l'impôt sur le revenu des collectivités, la démarche et procédure régulière est donc que l'affilié paie lui-même le montant des cotisations sociales dues.

Or, il s'avère que certaines collectivités dérogent aux principes généraux spécifiés ci-dessus en passant les paiements des cotisations sociales dues par leurs associés ou actionnaires par un compte de charges. Il s'agit de situations qui en principe ne devraient pas se présenter.

En effet, dans ce cas de figure, l'affilié ne paie justement pas lui-même les cotisations qui, tout de même, lui sont personnellement réclamées par le Centre commun de la sécurité sociale, mais il procède au règlement de ces dernières par le biais de « sa » société, sachant que cette dernière constitue une entité juridiquement disjointe de la personne de son associé, de sorte qu'ils doivent agir entre eux comme des parties tierces, non liées l'une à l'autre.

Suite à l'abrogation de la circulaire L.I.R. n° 46/2 du 23 mars 1998, il convient dorénavant, en cas d'une telle intervention de la collectivité dans le paiement des cotisations sociales incombant aux associés ou actionnaires, de se référer, outre aux dispositions légales en vigueur, tel notamment l'article 164, alinéa 3 L.I.R., à l'approche retenue, pour ce qui est d'avantages accordés à des actionnaires de sociétés de capitaux, par la circulaire précitée du directeur des contributions L.I.R. n° 104/1 du 16 juillet 2018.

Coup d'État au Niger | Question 8345 (25/09/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Le 26 juillet 2023 le Gouvernement démocratique du Niger a été renversé par la junte militaire. Le président Mohamed Bazoum est détenu par les putschistes. Le chef de la garde présidentielle, le général Abdourahmane Tchiani, s'est déclaré chef de l'État.

Je me permets de poser au Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire des questions concernant les projets de l'agence de coopération Lux-Development et les salariés au Niger sachant que le Niger constitue un des pays les plus pauvres au monde, que le Niger est un pays cible de la coopération au développement luxembourgeoise et que les salariés locaux de LuxDev au Niger se trouvent face à des incertitudes graves.

1) Quel est l'état des projets de LuxDev au Niger ? Quels sont les scénarios possibles concernant l'avenir des projets ?

2) Est-ce qu'actuellement les employés locaux de LuxDev continuent de bénéficier de leur salaire ?

3) Si les projets de LuxDev devront s'arrêter, est-ce que les employés locaux bénéficieront de droits à une pension ?

Réponse (26/10/2023) de **M. Franz Fayot**, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1) La coopération bilatérale au Niger, dont font partie les projets et programmes de la Coopération luxembourgeoise mis en œuvre via l'agence LuxDev, est actuellement suspendue. Le soutien à travers les organisations non gouvernementales et les agences et

organes multilatéraux tout comme l'aide humanitaire n'ont pas été suspendus. L'avenir des projets bilatéraux, mis en œuvre étroitement avec et à travers des instances étatiques, sera tributaire de l'évolution de la situation à la fois politique et sécuritaire dans ce pays et se fera en concertation avec nos partenaires européens sur place. À ce stade il n'est pas encore possible de se prononcer sur l'évolution précise de la situation.

ad 2) Oui, actuellement les employés de l'agence LuxDev continuent de bénéficier de leur salaire.

ad 3) Le système de retraite au Niger est régi par le décret n° 67 025 du 2 février 1967 portant détermination des règles de gestion du régime des retraites de la Caisse nationale de sécurité sociale. Conformément à ce décret, l'agence LuxDev verse les cotisations au titre des contrats de travail de ses employés locaux trimes- triellement à la Caisse nationale de sécurité sociale.

Policiers recrutés depuis 2020 | Question 8346 (25/09/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Op enger Pressekonferenz huet den Här Minister den 21. September 2023 betount, datt zanter 2020 insgesamt 780 Leit bei der Police agestallt goufen. Fir d'nächst Joer, sou sot den Här Minister, ass virgesinn, 160 weider Persounen ze rekrutéieren an ze forméieren.

An deem Zesammenhank hunn ech follgend Froen un den Här Policeminister:

1. Kann den Här Minister déi 780 rekrutéiert Persounen oplidderen no Alter, Ofschlossdiplom, Geschlecht, sportlechem Niveau a linguistesche Kenntnes- senger, déi iwwee eis dräi Verwaltungssproochen erausginn?

2. Wat de sportlechen Niveau ugeet, deen erfuerderlech ass, fir bei der Police opgeholl ze ginn: Wéi verhält sech deen am Verglach zum sportlechen Niveau, dee fir d'Opnam an d'Arméi verlaangt gëtt?

Réponse (20/10/2023) de **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Bei de genannten Zuele vum honorablen Deputéierten handelt et sech net ëm d'Rekrutement, mee ëm d'Augmentatioun vum Effectif, deen d'Police tëscht dem 1. Januar 2020 an dem 1. Juli 2023 erreicht huet. Konkreet heescht dëst, datt op den 1. Juli 2023, wann een d'Departe vum den Neizougäng ofrechent, 781 méi Leit bei der Police schaffen. Dëst ass eng netto Hausse vum 33 % an dräi an engem hallwe Joer. Dëst geet och esou aus dem Communiqué ervir, deen een um Internetsite vun der Regierung kann noliesen: [https://gouvernement.lu/fr/gouvernement/koxhenri/actualites.gouvernement%2Bfr%2Bactualites%2Btoutes_ actualites%2Bcommuniqués%2B2023%2B09-septembre%2B21-kox-msi.html](https://gouvernement.lu/fr/gouvernement/koxhenri/actualites.gouvernement%2Bfr%2Bactualites%2Btoutes_actualites%2Bcommuniqués%2B2023%2B09-septembre%2B21-kox-msi.html).

D'Situatioun vum Alter a vum Geschlecht stellt sech follgendermoossen duer bei de Stagiairen, déi hir Ausbildung jeeweils am Mee 2021, 2022 an 2023 op der Policeschoul ugefaangen hunn:

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu*).

Wat de schouleschen Niveau betrëfft, gëtt iwwee- préift, ob d'Kandidaten den néidegen Diplom hunn, fir kënnen am jeeweiligen Traitementsgroupp ugestallt ze ginn. Dëst ass eng Troisième fir den C1 an eng Première fir de B1. Eng Differenz tëscht deenen eenzelen Diplomer (Secondaire, Secondaire technique, DAEU ...) gëtt iwwee deems net gemaach, an och de Fait, ob d'Kandidate weiderféierend Studien ofgeschloss hunn, gëtt net erfaasst.

Sproochlech Kenntnesser, déi iwwee déi dräi Verwaltungssproochen erausginn, gi weeder getest, nach systematesch erfaasst.

ad 2. Wat de sportlechen Niveau ugeet, muss all zukünftege Polizist de Sportstest packen, deen am modifizéierte groussherzogleche Règlement vum 29. Juli 2020 festgehalen ass. Männlech Kandidaten hu fir dee Parcours 1 Minutt an 10 Sekonnen Zäit, iwwee deems et bei de Fraen 1 Minutt an 20 Sekonne sinn. Andeems dëse Parcours speziell op Situatiounen ausgeriicht gouf, déi sech an änlecher Form kënnen am Alldag vun engem Polizist ermënnen, kann iwwee deems keen direkte Verglach mam Sportstest vun der Arméi gemaach ginn.

Rites funéraires des différents cultes | Question 8347 (25/09/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Eng Rei vu Reliounsgemeinschaften hei am Land hu Problemer domat, fir hir Verstuerwe kënnen op engem Kierfecht ze begruewen, dee konform zu den Exigenze vun hirem Glawen ass. Dëst schénge besonnesch bei de jiddeschen a muslimesche Communautéiten de Fall ze sinn, awer och z. B. bei de Bahá'í. Och bei de Begriifnisrite selwer kann et Problemer ginn, well d'Hygiènesbestëmmunge verschidde Ges- ten net zouloossen.

Dowéinst wollt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Reliounsgemeinschaften froen am Ablack, fir Parzellen ze kréien, op deene si hir Verstuerwe kéinte konform zu hire Glawensbestëmmunge begruewen? Wéi eng Kierfechter gëtt et scho fir déi Communautéiten a wat wëll d'Regierung maachen, fir datt genuch Parzelle fir si zur Verfügung gestallt ginn? Ass si an där Fro am Dialog mat de Gemengen? Envisagéiert d'Regierung, datt fir déi gréisser Communautéite regional Léisunge kéinte fonnt ginn?

2. Verschidde Reliounen hu speziell Riten, ewéi z. B. wat d'Delaie vum Begriifnis ugeet oder, datt dee verstuerwene Mënsch muss gewäsch ginn, wat awer no de Bestëmmungen hei am Land net ëmmer geet. Wéi eng Problemer stelle sech konkret an deem Kontext a wat envisagéiert d'Regierung ze maachen, fir Léisungen ze fannen?

Réponse (26/10/2023) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Cultes | **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur

Et gëtt am Ablack keng offiziell Ufro vun enger Reliounsgemeinschaft, fir eng Parzell ze kréien, op där d'Reliounsgemeinschaft kann hir Verstuerwe konform zu hire Glawensbestëmmunge begruewen. De Kultusminister huet reegelméisseg Echangé mat de verschiddene Reliounsgemeinschaften, déi vun der Problematik betraff sinn, fir si mat anzebannen. Déi lescht Reunioun war de 24. Oktober 2023.

Op där anerer Säit gouf et och Echanges tëschent de Verrieder vum Staat an dem Syvicol.

Dowéinst huet d'Regierung schon en techneschen Aarbechtsgrupp um Niveau vun de Ministère aberruff, deen als Missioun kritt hat, fir all d'Bestëmmungen (um Niveau vum Staat), déi mat der Bestattung ze dinn hunn, inklusiv wat den Amenagement vun de Kierfechter ugeet, op de Leescht ze huelen.

Dat betrëfft zemoos d'sanitär Mesuren, mee och Froe vu Geologie, Hydrologie, Naturschutz an déi kulturell respektiv kulturell Aspekter, déi alleguer zesammenhänken an och ee vun deem aneren ofhänken.

Säit dem Gesetz vum 1. August 1972 leien d'Kierfechter an der Kompetenz vun de Gemengen a sinn esou, wéi all anereren effentleche Service, neutral.

D'Neutralitéit vun engem Kierfecht verhënnert net, datt d'Bierger, wa se dat wëllen, sech no hiren eegene reliëse Convictiounen kënnen begruewen loossen.

Fir dat adequat kënnen ze garantéieren, strieft d'Regierung eng holistesche Approche un a viséiert, op där enger Säit, de Gemenge respektiv de Gemengesyndikater e Katalog u moderniséierten techneschen a sanitäre Standarden a Prozeduren ze proposéieren, déi eng modern Gestiou vun engem Kierfecht duerch d'Gemenge kënnen garantéieren, an op där anerer Säit, et de Bierger ze erméiglechen, hir reliëse Bestatungsriten am neutrale Kader vun engem Kierfecht kënnen ze vollzéien.

An dësem Kontext schafft d'Regierung och u regionale Léisungen, déi den Doleancé vu verschiddene Reliounsgemeinschaften Rechnung droen.

Des Weidere gëtt vun dësen Aarbechte profitéiert, fir d'Demarchen, déi d'Famillje mussen/kënnen nom Doud vun engem Familljemember maachen, ze vereinfachen.

Conflit d'intérêts potentiel au LNS | Question 8348 (26/09/2023) de Mme Diane Aehm (CSV)

D'Madamm Evelin Schröck ass zanter dem 1. Dezember 2019 Präsidentin vum Verwaltungsrat vum Laboratoire national de santé (LNS). An der Funktioun ass si och fir de Geneetikdepartement vum LNS, den National Center of Genetics (NCG), responsabel.

Am Handelsregëster vum Amtsgericht Dresden ass d'Madamm Schröck als 1 vun 3 Geranté vum der Firma „GePaDo – Softwarelösungen für Genetik – GmbH“ opgefouert. Dës Informatioun ass och op der Internetsäit vun der Entreprise ze fannen. D'Firma GePaDo ass op d'Entwécklung an d'Vermaartung vu Praxis- a Laborinformatiounssystemer z. B. fir Geneetik a Pathologie spezialiséiert.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un d'Gesondheitsministesch stellen:

1. Ass der Regierung bekannt, datt d'Präsidentin vum LNS-Verwaltungsrat, d'Madamm Evelin Schröck, Geschäftsführerin vun der däitscher Firma „GePaDo – Softwarelösungen für Genetik – GmbH“ ass?
– Wa jo, féiert dës Duebelfunktioun net zu Interessenkonflikter?

2. Schafft de Laboratoire national de santé respektiv den National Center of Genetics mat Software vun der Firma GePaDo?
– Wa jo, ëm wat fir Programmer handelt et sech?
– War dës Software Géigegend vun enger offizieller Ausschreiwung?
– Wat huet déi Software kascht?

3. Lafen am Moment nach weider Ausschreiwunge fir spezifesch Software?

Réponse (17/11/2023) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

ad 1. D'Präsidentin vum LNS-Verwaltungsrat ass haaptberufflech Direktesch vun engem groussen akademeschen Institut vun Humangeneetik op enger Universitéit an Däitschland. Donieft war si effektiv beedelegt un der Grënnung vun enger Spin-off-Gesellschaft, déi Software fir Geneetik entwéckelt. D'Präsidentin hat dëst an aller Transparenz dem Verwaltungsrat deklaréiert.

ad 2. Den LNS benotzt eng ganz Rei verschidde spezialiséiert Software-Léisungen, fir seng Missiounen an de verschiddene medezinneschen Departementer esouwéi an der Administratioun ze erfëllen.

Am Joer 2021 huet den LNS eng Demoversioun vun der GEPADO-Software kaaft fir 17.000 Euro. D'Zil war deemools, d'Fäegkeete vun dëser Software am diagnostesche Betrib vum Lëtzebuurger Geneetikzentrum ze evaluéieren. Bis haut ass awer nach keng definitiv Decisioun gefall, an et gouf nach keng Software a Routineproduktioun geholl.

Am Fréijoer 2023 huet dunn den LNS decidéiert, eng definitiv Software-Léisung fir déi geneetesche Berodung ze sichen. Dobäi huet den LNS mat enger Consultance-Firma zu Lëtzebuerg zesummegeschafft, fir de komplexe Selektiouns- an Evaluatiounsprozess ze ënnerstëtzen.

Als Éischt gouf eng Lëscht vu Bedierfnesser, Ufuerderschen an Evaluatiounscritèren entwéckelt an déi potentiell Ubidder identifizéiert.

No enger éischter Iwwerpräiwung vun de Léisunge mat de verschiddene Fournisseuren, gouf d'Decisioun geholl, fir eng Ausschreiwung mat op d'mannst dräi Offeren opzemaachen. Den deemolegen Informatiounen no ass sech erwaart ginn, dass déi dräi Offeren ënnert dem Seuil vun engem Marché public géife bliewen.

Den LNS huet dunn och dräi Offeren erakritt. Déi grëndlech Evaluatioun vun de medezinneschen, techneschen a finanziellen Aspekter huet zu engem Ranking vun de verschiddene Léisunge gefouert, woubäi d'GEPADO-Software sech als éischt placéiert huet. Dës Offer war och ënnert dem Seuil vum Marché public, mee wann een d'Offer vun 2023 zesumme mat dem Kaf vun 2021 an de Maintenancekäschten zesummenzielt, gouf de Seuil depasséiert. Aus dësem Gronn ass den LNS am Moment amgaangen, eng éffentlech Ausschreiwung fir eng „genetic counseling“-Software ze preparéieren, déi nach virun Enn des Joers publizéiert soll ginn.

ad 3. An den nächsten zwee Joer si viraussichtlech nach éffentlech Ausschreiwunge fir ee Laboratory Information Management System (LIMS) an een Enterprise Resource Planning (ERP) System geplangt.

Subside qualité+ pour les associations sportives | Question 8349 (26/09/2023) de M. Sven Clement (Piraten)

Am Juli 2023 hat ech dem Minister e puer Froen zum Subside de qualité+ an dem Règlement grand-ducal vum 23. Dezember 2016 gestallt (Fro N° 8152).

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froen stellen:

1. Wéi eng kleng Upassunge goufen um Programm geholl, wëssend, datt am Règlement grand-ducal vum 23. Dezember 2016 keng Ännerunge gemaach goufen an datt d'Demanden all Joer gläichzäitig sollen agereecht ginn, an dat net méi spéit wéi den Termin vum 30. September?

2. An der Äntwert op d'Fro, wou den Delai vum 1. Januar festgehale ass, huet de Minister gesot: „An Zesammenaarbecht mat der ENEPS, hu mir dofir den Datum vum 1. Januar 2024 an der Circulaire fixéiert fir ze garantéieren, datt d'Veräiner d'Homologatioun den 1. März hunn.“ Ass de Minister net der Meenung, dass dat eng Insécurité juridique kéint duerstellen? Op wéi enger reglementarescher Basis gi „verspéiten“ Ufroen an deem Sënn refuséiert? Huet de Minister wëlles, den Datum vum 1. Januar an dem Règlement festzehalen?

3. De Minister huet a sengen Äntwerten och erklärt, dass d'ENEPS mat villen Ufroen konfrontéiert ass. Wat fir Schrëtt wäerten an Zukunft geholl gi fir

secherstellen, dass d'ENEPS all d'Ufroen bis den 1. März traitéiert huet?

4. Ass de Minister der Meenung, dass d'Reglement vun 2016 an d'Reglement vum 1. Juli 2021 kohärent sinn?

5. Stëmmt et, datt zënter Kuerzem Traineren, déi zum Beispill am Volleyball een EQ5-Klassement hunn, och automatesch d'Konditiounen fir en EQ5-Klassement an engem Fussballveräin erfëllen? Ass dëst am Aklang mam Règlement iwwert d'Formatioun an d'Weiderbildung vun den techneschen an administrative Responsable vum de Sportsveräiner?

6. An hirem Programm vun 2018 huet sech d'Regierung folgendermoosse geäussert: „Le relèvement de la qualité de l'encadrement à travers l'octroi du subsidé 'qualité+' s'opérera en cohérence avec les nouveaux règlements grand-ducaux sur la structuration des formations des entraîneurs dans l'intérêt des fédérations et sociétés sportives.“

Wat ass an deem Sënn konkret un de groussherzogleche Reglementer gemaach ginn?

Réponse (17/11/2023) de M. Georges Engel, Ministre des Sports

ad 1. Et goufe kleng Upassungen technescher respektiv informatescher Natur gemaach. Reglementaire Upassunge goufen net gemaach.

D'Demande mussen och net all gläichzäitig agereecht ginn. D'Federatiounen haten 2023 vum 6. Juni 2023 un, deen Dag wou d'Circulaire verschéckt ginn ass, bis den 30. September 2023 Zäit.

ad 2. D'Homologatiounsdemande vun engem Trainer-schäin ass eng Prozedur, déi onofhängeg vun der Demande fir de Subsidé Qualité+ muss gemaach ginn, wann een een Trainer beschäftegt, deen säin Trainer-schäin net hei zu Lëtzebuerg gemaach huet. Aus deem Grond ass et net néideg, den 1. Januar als Delai an dem Règlement festzehalen. Juristes ass a bleift den 1. März de Stéchedatum.

Den INAPS brauch eng gewëssen Zäit, fir dës Demanden ze analyséieren, ier eng administrativ Decisioun ka geholl ginn. An deem Sënn war an ass et mir als Minister wichteg, ee rasonabelen Datum an d'Circulaire dranzeschreiwen, wou ech ka garantéieren, nach kënnen eng administrativ Decisioun virum Delai vum 1. März ze huelen.

A besoter Circulaire hunn ech och probéiert, d'Veräiner ze sensibiliséieren, dass d'Trainer hir Homologatiounen direkt am Ufank vun der Saison ufroen – also an deene meeschte Fäll 16 Méint viru besotem Delai vum 1. Januar. Dëst virun allem, fir d'Sportsveräiner viru bëisen Iwwerraschungen ze schützen bezüglech dem Formatiounsniveau vum Trainer, dee vläicht net deem entsprécht, wat de Veräin sech virstellt. Ausserdeem hu mir et an der Vergaangenheet méi wéi eng Kéier erlieft, dass een Trainer dem Veräin säin Homologatiounsdokument net méi wollt aushänegen, wann de Kontrakt no der Saison net méi erneiert ginn ass.

ad 3. An der Fiche financière vum neien INAPS Gesetz ass eng Persoun virgesinn, déi sech prioritär ëm d'Homologatioun wäert këmmern. Dës Persoun ass allerdéngs nach net agestallt ginn. Trotzdem declenchéiert eng Homologatiounsdemande ëmmer ee Prozess, vun der Etude vum Dossier, vum Schäin, vun den Inhalter, vum Volume vun der Formatioun, vun engem Verglach mat de Lëtzebuurger Schäiner, mat deenen d'Formatioun ka gläichgestallt ginn. Le cas échéant gëtt eng sportartspezifesch Programmkommissioun consultéiert, iert dann d'Homologatiounskommissioun dem Minister een Avis proposéiert, deen dann déi final Decisioun mat enger administrativer Decisioun aktéiert.

Mir hoffen, d'Delaien zukünftig erofzesetzen, mee grad zu gewësse Stousszäite kréie mir et net garantéiert, dass d'Waardezäite bedeutend wäerten erofgoen.

An deem Sënn hoffe mir, wéi an der Fro 2 detailléiert beschriwwen, duerch Sensibiliséierung an Informatioun vun de Veräiner, d'Stousszäiten ze verréngeren, fir dass si déi am Prinzipp 18 Méint virum 1. Mäerz notzen, fir fréizäiteg eng Homologation unzefroen.

ad 4. D'Zilsetzung vu béide Reglementer si kohärent an deem Sënn, dass béid Reglementer doropper hincillen, dass d'Qualitéit vun den Traineren an hirer Aarbecht um Terrain verbessert gëtt. Op där anerer Säit stellt de Règlement grand-ducal vum 20. Mee 2021 eng grouss Reform an der Ausbildung vun den technesch an administrative Kaderen duer, sou dass et virun allem an der Nomenclature Ënnerscheeder a béiden Texter gëtt.

Dës Ënnerscheeder hunn awer keen Impakt op d'Praxis, well via d'Cirulaire erkläert gëtt, wéi déi nei Brevet a Brevet-d'État an Kader vun der Berechnung vum Subsid Qualité+ unerkannt ginn.

ad 5. Am Kader vun enger Demande fir de Subsid Qualité+ gëtt effektiv keen Ënnerscheid tëscht de Sportarten an der Spezialisatioun gemaach, wann et drëms geet, fir Schäiner unzeerkennen. Effektiv geet et an der Kohärenz zum RGD vum 23. Dezember 2016, dem RGD vum 20. Mee 2021 an dem Rahmenkonzept LTAD-Lëtzebuerg leeft Sport am jonken Alter an de Veräiner net dorëms, d'Kanner ze fréi an enger Sportart ze spezialiséieren, mee breetgefächert hir physesch, motoresch a sportlech Kompetenzen an engem holisteschen Usatz ze férdere an ze entwéckelen. Entsprechend ass dës Praxis am Aklang mam Règlement iwwert d'Formatiounen an d>Weiderbildung vun den technesch an administrative Kadere vun de Sportveräiner.

ad 6. An enger Analys vum Conseil supérieur des sports vum aktuelle Règlement vum Qualité+ ass erauskomm, dass de RGD Qualité+ enger déifgräifender Reform misst ënnerzu ginn.

Dës Reform misst villméi wäit goe wéi dat, wat am Koalitionsaccord vun 2018 virgesi war. Entsprechend hu mir dovunner ofgesinn, den aktuellen Text marginal unzepassen, mee et gëtt un enger wäitgräifender Reform vum RGD fir d'Subside fir d'Sportsveräiner geschafft.

Sauvetage d'animaux | Question 8351
(27/09/2023) de **M. Claude Lamberty** (DP)

De Veräin „Sichhënn.lu“ gouf 2017 gegrënnt an hëlleft säitdem Privatleit, vermëssten Déieren ze sichen an ze sécheren. Iwwert d'Joren ass de Veräin awer och schonn éifers vun Autoritéiten aus Lëtzebuerg, der Belsch an aus Frankräich kontaktéiert ginn, fir si beim „mantrailing“, also bei der Sich no vermësste Persounen, ze ënnerstëtzen. Och Asyller, den 113 an aner Servicier vun der Police hu schonn op d'Hëllef vum Veräin zeréckgegraff.

D'Nofro no den Déngschter vun de Sichhënn, déi sech aktuell duerch Spende finanzéieren, ass an de leschte Joren ëmmer weider geklommen. Fir gutt Hëllef kënnen ze leeschten an hir Existenz ze sécheren, sinn dës Veräiner op Lokalitéiten an e gudder Materialbestand ugewisen.

An deem Kader wëll ech der Madamm Innenminister, dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung an dem Här Policeminister follgend Froe stellen:

– Wie këmmert sech ëm d'Déiererrettung, wann en Noutruuff erakënn, bei deem och Déiere betraff sinn?

– Wat passéiert mat dësen Déieren?

– Huet de Staat Usprichpartner, déi direkt mat kontaktéiert ginn, wann en Déier aus engem accidentéierten Auto verletzt oder fortgelaf ass?

– Wie sinn si?

– Wéi vill Asätz haten dës Ekippen iwwer déi lescht 10 Joer?

– Wéi oft sinn d'„Sichhënn.lu“ säit hirer Grënnung vun offiziellen Autoritéite wéi Police oder dem CGDIS scho fir Hëllef kontaktéiert ginn?

– Wéi vill Associatiounen a Veräiner sinn offiziell Partner, déi vum Staat an esou Fäll fir Hëllef ugefrot ginn?

– Kréien dës Veräiner finanziell a logistesche Hëllef vum Staat oder de Gemengen?

– Falls nee, wiso net?

Réponse (09/11/2023) de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur | **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

Den honorabelen Deputéierten informéiert sech iwwert d'Déiererrettung hei zu Lëtzebuerg an iwwert d'Roll vun der ASBL „Sichhënn.lu“ an dësem Kontext.

Am Fall, wou d'Police een Noutruuff erakritt, bei deem och Déiere betraff sinn, maachen d'Beamten déi éischt Feststellungen op der Plaz an handele jee no Situatioun. D'Missiounen vun der Police variéieren jee no Fall, ob d'Déier entweeder fortgelaf ass oder bleséiert oder dout opfonnt ginn ass.

Et ass och ganz punktuell virkomm, dass d'Police engem Bierger, deen am Kontext vu fortgelafenen Hënn no Hëllef gefrot huet, d'ASBL „Sichhënn.lu“ als Kontakt uginn huet.

D'Sich no vermëssten Déieren ass keng Missioun vum CGDIS, an dofir huet hien déi genannten ASBL och nach net ëm Hëllef gefrot. De CGDIS intervenéiert bei der technescher Rettung vun Haus- an Notzdéieren, déi an enger Noutlag sinn, aus där se selwer net méi erauskommen (z. B. e Päerd, dat an eng Fosse gefall ass). An dës Fäll kënn gemengerhand de Groupe de sauvetage animalier zum Asaz. Am Joer 2022 gouf et 23 Asätz wéinst Déiererrettung beim CGDIS.

Am spezifesche Fall, deen den Deputéierten uschwätzt, wou en Déier aus engem accidentéierten Auto gerett muss ginn oder fortgelaf ass, huet de Staat verschidden Usprichpartner, ënner anerem d'Administration des ponts et chaussées, d'Gemengeservicer, d'Naturverwaltung, Veterinären oder déi betraffe Proprietären.

Bei Bedarf gëtt och an esou engem Fall e Veterinär vum Groupe de sauvetage animalier vum CGDIS op d'Asazplaz geruff.

En Déier, wat gebuerge gouf an nach leeft, gëtt entweeder dem „Wëlldéier Drop-off“ iwwergeliefert respektiv dem Proprietär, engem Déierenasyl oder dem „Centre de soins pour la faune sauvage“.

Location d'un appartement au Trump World Tower à New York par l'État luxembourgeois | Question 8352 (28/09/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Leschte Mount hunn ech de Minister zur Ënnerbrënnung vum Ambassadeur zu New York befragt. De Bausminister huet erkläert, dass den Ambassadeur a permanente Vertrieeder am Trump World Tower wunnt,

esoulaang d'Gebaiheckeete vu Lëtzebuerg renovéiert ginn.

De Minister seet dann a senger Äntwert:

„Anescht ewéi den ‚Trump Tower‘ op der Fënnefter Avenue, ass den Donald Trump net Propriétaire vun dësem Gebai.“

Wann een awer um Site vum Trump World Tower no den Appartementer kuckt, gesäit een, dass hei „Trump International Realty“ als Immosagence zoustänneg ze si schéngt. D'Jong vum Donald Trump, den Donald Trump Jr. an den Eric Trump sinn „Executive Vice Presidents“ vun der Firma, een Executive President schéngt et net ze ginn. De Copyright vun der Websäit vum „Trump World Tower“ gehéiert dann och der Trump Organization.

Reuters huet dann och 2019 Folgendes bericht:

„[...] Trump does earn income through the Trump Corporation, a Trump-owned company that manages Trump World Tower and draws its income from fees paid by unit owners, according to the building's financial records.

In 2017, the president earned more than \$ 15 million in management and related fees through the properties managed by the Trump Corporation, according to the president's financial disclosure. The document did not reveal how much of that sum came from Trump World Tower.“

An deem Zesammenhang wëll ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten an Europa dës Froe stellen:

1. Kann de Ministère ausschléissen, dass hei Gelder vum Lëtzeburger Staat un eng Firma gefloss sinn, déi ganz oder zum Deel dem Donald Trump gehéiert?

2. Huet de Staat dës Wunneng duerch Trump International Realty gelount? Wa jo, wat waren d'Kommissiounskäschten?

3. Irak, Kuwait, Malaysien, Saudi-Arabien a Russland loune respektiv besetzen Appartementer am Trump World Tower. Wéi ass séchergestallt, dass d'Appartementer, déi vu Lëtzebuerg gelount ginn, sécher si viru Cyberkriminalitéit oder soss Spionage?

4. Ass de Minister der Meenung, dass et moralesch ze verrieden ass, dass am Trump World Tower eng Wunneng gelount gouf?

5. Wat fir een Afloss op d'Aschätzung huet an deem Kader d'Urteil vum Letitia James, New York State's attorney general, géint den Donald Trump? <https://www.nytimes.com/2023/09/27/nyregion/trump-fraud-trial-ny-ruling.html>

6. Ass de Minister der Meenung, dass d'Loune vum Appartement am Trump World Tower een diplomatesche Faux pas duerstelt?

7. Wéi stellt de Minister sécher, datt an Zukunft Äntwerten op parlamentaresch Froen déi ganz Wourecht ofbilden?

Réponse (26/10/2023) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes

D'Appartement, an deem den Ambassadeur a permanente Vertrieeder vu Lëtzebuerg bei de Vereenten Nationen zu New York mat senger Famill während der Renovatioun vun der Residenz vun der Lëtzeburger permanenter Vertrieeder wunnt, ass am Juli 2021 vermëttelt ginn iwwert d'Immobilienagence „Compass“. Et si keng Kommissiounskäschte fir de Lëtzeburger Staat ugefall, well dës Käschten direkt vum Propriétaire vun der Wunneng iwwerhol gi sinn.

D'Wunneng lount de Lëtzeburger Staat vun engem Affekot a privaten Investisseur, dem Warren A. Estis, dee selwer, bis zu sengem Verscheeden am Abrëll

2022, am Trump World Tower gewonnen huet. Zënterhier ginn de Loyer an d'Chargé fir d'Wunneng iwwert eng Société de gestion immobilière, Akam, un d'Entitéit „Estis Investor Condo Portfolio“ bezuelt.

Déi eenzeg Käschten, déi un eng Firma iwwerwise gi sinn, déi dem Donald Trump gehéiert, sinn administrativ Käschten an Héicht vu 1.500 Dollar, well déi Firma zoustänneg ass fir d'Gestioun vum Trump World Tower. Déi Käschte sinn am Juli 2021 bezuelt ginn.

Wat d'Sécherheet ugeet, esou ass ze bemierken, dass d'Equipementer, déi d'Diplomaten am Kader vun hirer Aarbecht gebrauchen, adäquat geséichert sinn.

D'Urteil vum 26. September 2023 am Prozess vum Staat New York géint den Här Trump huet keen Afloss op eis Aschätzung.

Ech wëll ofschléissend dorop hiweisen, dass ech op all parlamentaresch Fro äntweren op Basis vun alle Fakten, vun deenen de Ministère Kenntnis huet.

Examen du permis de conduire | Question **8353** (28/09/2023) de **M. Marc Lies** (CSV)

No engem net bestanene Führerschäinsexame kann et zu Interpretationsdivergenze bei de Grënn kommen, déi um „bulletin d'examen pratique“ vum Examineur vun der „Société nationale de la circulation automobile“ (SNCA) ugekräizt respektiv opgeschriwwen gi sinn. Een Diskussiounspunkt kann hei de Reproche vun enger „intervention de secours de l'instructeur“ sinn, déi direkt zum Echec féiert: Heifir ginn 20 vu 60 Punkten ofgezunn, a fir den Examen ze passen, muss ee mindestens 45 vu 60 Punkten hunn.

An deem Kontext wëllt ech folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte riichten:

– Kann den Här Minister mech driwwer informéieren, wéi eng „intervention de secours de l'instructeur“ am Führerschäinsexamen definéiert gëtt?

– Wéi eng Recoursméiglechkeeten huet e Kandidat, fir den Echec vun engem prakteschen Examen ze contestéieren?

– Wéi eng Recoursméiglechkeeten huet e Fahrlehrer, fir de Virwurf vun enger „intervention de secours de l'instructeur“ ze contestéieren?

Réponse (23/10/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt sech eng Rei Froen am Zesummenhang mam prakteschen Führerschäinsexamen.

Eng sougenannten „intervention de secours“ ass eng Handlung vum Fahrlehrer während engem Führerschäinsexamen, egal ob proaktiv oder reaktiv, déi néideg ass, fir e schwéiere Feeler oder eng onmëttelbar Gefor op der Strooss ze vermeiden. De Fahrlehrer kann entweder direkt agräifen, z. B. bremsen oder an d'Steierad gräifen oder och verbal agräifen. Dëst kann eng Interventioun sinn, fir eng Kollisioun mat anere Stroossenutzer oder awer och Obstakelen ze vermeiden, den Trottoir ze beréieren, den Netrespekt vun engem Verkéiersschëld (enger Virfaart zum Beispill) ze vermeiden oder een anert geféierlech Verhalen ze ënnerbanen. D'Haaptzil vun esou enger Interventioun ass et, fir d'Sécherheet vun alle Bedeelegten ze garantéieren.

Wann e Kandidat oder Fahrlehrer eng Decisioun, déi während dem Exame geholl gouf, contestéiere wëll, da kann hien eng schrëftlech Reklamatioun bei der SNCA maachen. De Chef vum Departement Führerschäin an de Chef d'équipe vun den Examineuren analyséieren dann zesummen dëse Fall. Opgrond vun dëser Analys

gëtt dann eng schrëftlech Äntwert un de Kandidat oder Fahrlehrer gemaach, an där eng detailléiert Erklärung iwwert den Ofaf vum Examen an de contestéierte Punkte steet. Sollt sech am Kader vun dëser Analyse erausstellen, dass den Examineur e Feeler gemaach huet, gëtt dann natierlech den Examen annulléiert an de Kandidat kann den Examen mat engem aneren Examineur nach emol nei maachen.

Locaux de l'Administration des ponts et chaussées à Clervaux | Question **8354** (28/09/2023) de **M. Carlo Weber** (LSAP)

De schlechten Zoustand vun de Gebailechkeete vun der Stroossebauverwaltung zu Clief ass säit Jore bekannt. Zousätzlech ass mir och zougedroeg ginn, datt déi bestoend Capacitéiten net méi duerginn, fir all déi betraffe Servicer énnert een Dag ze bréngen.

An deem Zesummenhang wëll ech dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Fro stellen:

1. Ass ee passenden Terrain fonnt ginn, fir d'Gebailechkeete vun der Stroossebauverwaltung ze erwidere respektiv auszebauen?

2. Wat ass de leschte Stand vum Projet?

3. Ass en Zäitfenster fir dëse Projet definéiert?

Réponse (23/10/2023) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Am Moment ass nach kee gëeegenten Terrain fir de Bau vun neie Gebailechkeete fir d'Stroossebauverwaltung am Raum Clief fonnt ginn.

ad 2. Dat neit Zentralgebai vun de verschiddene Brigade vun der Stroossebauverwaltung zu Clief soll net nëmmen de Besoin vum Personal Rechnung droen, mee och deem fir d'Material an d'Maschinen, souwéi den aktuelle Sécherheitsvirschrëften entsprechen.

Et gëtt awer zu dësem Zäitpunkt nach kee Projet vun engem Neibau fir d'Stroossebauverwaltung am Raum Clief, well nach no engem gëeegenten Terrain gesicht gëtt.

ad 3. Aus de virdru genannte Grënn, ass et am Moment net méiglech, en Zäitraum fir de Projet ze nennen.

Accidents mortels sur des sites de la branche kazakhe d'ArcelorMittal | Question **8355** (28/09/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Récemment, l'agence de presse internationale AFP a diffusé des informations sur des accidents mortels au Kazakhstan dans les mines d'ArcelorMittal Temirtau, la branche locale du géant de l'acier ArcelorMittal. Il y aurait eu 10 morts parmi les ouvriers lors de deux accidents en moins de 12 mois. Ces accidents seraient, selon des témoignages locaux, la conséquence de la politique de la branche locale d'ArcelorMittal qui investirait trop peu dans les équipements. Un ancien ouvrier est cité par France 24 avec les mots : « Ces accidents mortels arrivent à cause de la cupidité des dirigeants de l'entreprise. Les investissements dans les nouveaux équipements et les règles de sécurité sont insuffisants, et il manque de personnel. [...] Dans cette entreprise, on nous traite comme des esclaves et voilà les conséquences, les gens meurent et vont continuer à mourir. »

Sachant que le siège social d'ArcelorMittal est installé au Luxembourg, que l'État luxembourgeois détient des participations de la société et qu'un représentant de l'État siège au sein de son conseil d'administration, je

voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Est-ce que vous détenez de plus amples informations sur les accidents mortels et autres incidents sur des sites miniers et/ou industriels de la filiale kazakhe d'ArcelorMittal ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me faire part des informations dont vous disposez ?

2) Est-ce que vous avez essayé de vous procurer de plus amples informations sur les accidents susmentionnés et sur les conditions de travail chez la société en question, que ce soit auprès des responsables de l'entreprise, du Gouvernement kazakhe ou d'acteurs locaux comme les syndicats ou associations en contact avec les ouvriers locaux ?

3) Est-ce que vous détenez des informations sur des accidents, des incidents ou des pratiques semblables impliquant d'autres filiales d'ArcelorMittal dans d'autres pays ?

4) Jugez-vous que les accidents et incidents au Kazakhstan sont en violation avec les principes directeurs internationaux, lesquels, quoique juridiquement non contraignants, forment un cadre internationalement reconnu en matière de responsabilité sociale et environnementale des entreprises ?

5) Quelles démarches le Gouvernement luxembourgeois propose-t-il d'entreprendre afin de favoriser le respect des droits de l'homme, des normes sociales et des normes environnementales par l'ensemble du groupe ArcelorMittal ?

6) À la lumière des incidents décrits, le Gouvernement ne juge-t-il pas nécessaire la rapide mise en place d'une loi nationale contraignante relative au devoir de vigilance des entreprises ?

Réponse (13/11/2023) de **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) Concernant les accidents sur les sites de production d'ArcelorMittal Temirtau, y compris le récent accident suite à un feu dans une mine de la région de Karaganda, le Luxembourg dispose des informations relayées par les médias et de celles qui lui ont été communiquées par le Gouvernement du Kazakhstan et l'entreprise concernée. Notons qu'ArcelorMittal a communiqué qu'elle était en négociations depuis plusieurs mois avec le Gouvernement du Kazakhstan pour lui transférer la propriété d'ArcelorMittal Temirtau et qu'un accord préliminaire a été trouvé la semaine précédant l'accident tragique du samedi 28 octobre. Par ailleurs, ArcelorMittal a publié un communiqué en date du 30 octobre (consultable sous <https://corporate.arcelormittal.com/media/news-articles/update-regarding-kostenkomining-tragedy>) qui annonce une compensation financière considérable aux familles endeuillées. Ce communiqué fait suite à la communication initiale susmentionnée de l'entreprise du 28 octobre (consultable sous <https://corporate.arcelormittal.com/media/presse-releases/statement-regarding-tragic-accident-in-kazakhstan>) et au message du CEO du 29 octobre (consultable sous <https://corporate.arcelormittal.com/media/casestudies/message-from-our-ceo-aditya-mittal-regarding-tragic-accident-in-kazakhstan>).

ad 2) Le Luxembourg a eu des échanges au sujet des accidents susmentionnés aussi bien avec les responsables du groupe ArcelorMittal au Luxembourg qu'avec des représentants du Gouvernement du Kazakhstan. Il n'est pas habituel pour un ministère d'entrer directement en contact avec des syndicats d'un autre pays ou avec des ouvriers locaux.

Le Point de contact national luxembourgeois de l'OCDE (PCN) a en outre pris contact avec ses homologues au

PCN au Kazakhstan pour savoir s'ils possèdent des informations supplémentaires concernant les incidents allégués, ou plus généralement, concernant les conditions de travail dans la mine susmentionnée. Il n'y a jusqu'à présent pas eu de retour.

ad 3) Non.

ad 4) Le Gouvernement luxembourgeois s'engage sans réserve en faveur de la mise en œuvre des lignes directrices des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme. Il ne dispose actuellement pas des éléments nécessaires pour évaluer la situation entourant les accidents survenus au Kazakhstan, et a fortiori ne peut se prononcer au sujet de conjectures dans ce contexte.

ad 5) Le Luxembourg encourage toutes les entreprises établies au Luxembourg, y compris ArcelorMittal, à prendre les mesures nécessaires afin qu'elles, ainsi que leurs filiales, respectent pleinement les normes sécuritaires, sociales et environnementales en vigueur dans les pays où elles mènent leurs activités.

ad 6) L'accord de coalition actuel prévoit que le Luxembourg appuiera toute initiative législative européenne visant à créer un « level playing field » pour les entreprises en matière de devoir de vigilance. Le Luxembourg s'investit ainsi au niveau européen dans les travaux en cours sur une proposition de directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité, qui sera transposée après son adoption en droit national.

Loyer du Stade de Luxembourg | Question **8357** (28/09/2023) de **M. Laurent Mosar** | **M. Georges Mischo** (CSV)

„Le stade étant censé accueillir des matchs de rugby et de football, la surface de jeux permet l'aménagement d'un terrain de jeu de football (105 m x 68 m) et d'un terrain de rugby (115 m x 70 m)“, steet op der Websäit vum neie „Stade de Luxembourg“ op der Cloche d'Or ze liesen. An der Praxis ass et awer esou, dass de Stadion net vill vun der Rugbyfederatioun genotzt gëtt. De Grond dofir sinn déi héich Loyerskäschen.

An deem Kontext wéilte mir folgend Froen un den Här Sportminister richten:

1. Wéi eng Léisung proposéiert den Här Minister, fir der Rugbyfederatioun bei de Loyerskäschen fir de Stadion entgéintzekommen?
2. Gesäit den Här Minister eng Méiglechkeet, entweeder de Loyer ze adaptéieren oder der Federatioun en entsprechende Subsid zoukommen ze loossen?
3. Ganz allgemeng, awéiwäit hält den Här Minister et fir legitim, d'Rugbyfederatioun méi staark ze ënnerstëtzen?

Réponse (26/10/2023) de **M. Georges Engel**, Ministre des Sports

ad 1. Wéi schonn aus menger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6588 vum 1. August 2022 ervirgaangen ass, ginn d'Tariffer, wat d'Benotze vun de verschiddenen Infrastrukturen am Stade de Luxembourg betrëfft, vun der Stad Lëtzebuerg, a senger Qualitéit als Propriétaire vum Stade de Luxembourg, fixéiert. Donieft ginn d'Konditiounen vun der Bereetstellung vum Stade de Luxembourg un d'Federatiounen respektiv un d'Veräiner per Konventioun tëschent dem „Exploitant“, der Stad Lëtzebuerg an dem „Organisateur“, der Federatioun oder dem Veräin, festgehalten.

Aus der selwechter Äntwert geet och ervir, dass d'Tariffer vun der Gemeng Lëtzebuerg bei Wäitem net käschendeckend sinn.

Ech rappeléieren och nach eng Kéier gär, dass déi entspriechend Verbänn een aussergewéinleche Subsid beim Sportsministère ufroe kënnen op Basis vun engem detailléierten Decompte, deen déi do Käschten abegraift.

ad 2. Nieft den Erklärungen op d'Fro 1 wëll ech informéieren, datt aktuell un enger lichter Adaptatioun vun der Präisstruktur fir d'Locatioun vum Stade de Luxembourg tëscht Verrieder vun der Stad Lëtzebuerg an dem Sportsministère geschafft gëtt. Donieft gëllt et ze betounen, dass de Loyer vum Stade de Luxembourg fir déi betraffe Federatiounen finanziell wuel ze stemmen ass, mee d'Anhale vum, vun Experten ausgeschafften, Sécherheetskonzept vum Stade de Luxembourg e grouse finanziellen Opwand bedeit. Dëst Sécherheetskonzept ass allerdéngs d'Conditio sine qua non, fir dass iwwerhaapt e Match kann am Stadion gespillt ginn.

ad 3. Aus logesche Grënn vu Gläichbehandlung, huet d'Rugbyfederatioun déi selwecht finanziell Hëllefeng zegutt wéi déi aner Sportfederatiounen.

Promotion des ministères à l'aide des médias sociaux | Question **8358** (28/09/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Walkampfokomes ass festgehal, dass Ministeren a Ministeschen an der Ausübung vun hirem Mandat während der Period vum Walkampf keng bezuelte Reklammen iwwert Ministèreren akafen, déi net direkt eppes mat hiren Informations- an Opklärungslichten ze dinn hunn. Dëst fir ze evitéieren, dass öffentlech Steiergelder, déi fir d'Aarbecht vum Ministère geduecht sinn, net fir de Walkampf méssbraucht ginn. Op Social Media gesäit een aktuell vill gesponsert Bättrëg vun de Ministère mat Fotoe vun de Ministeren a Ministeschen.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Kommunikatioun a Medien, Cultes, Digitalisatioun, administrativ Reform, bannenzeg Sécherheet, Aussengeleeënheeten an Europa, Immigratioun an Asyl, Verdeedegung, Mobilitéit, Bildung, Héichschoul a Fuerschung, öffentlechen Déngscht, Landesplanung, Energie, Konsumenteschutz, Kultur, Gläichheet tëscht Fraen a Männer, Interieur, Mëttelstand, Tourismus, öffentlech Aarbechten, Gesondheet, Justiz, Wirtschaft, Kooperatioun, Finanzen, Aarbecht, Sport, Sozialversécherung, Landwirtschaft, Émwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, Wunnengsbau, Famill an Integratioun a Groussregioun des Froe stellen:

1. Wéi vill Social-Media-Bättrëg hunn d'Ministère säit dem 4. September publizéiert an des mat bezuelteger Werbung op de Plattformen gepusht?
2. Ëm wéi ee Geldbetrag handelt et sech insgesamt?

Réponse (30/10/2023) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias, Ministre des Cultes, Ministre de la Digitalisation, Ministre de la Réforme administrative | **M. Henri Kox**, Ministre du Logement, Ministre de la Sécurité intérieure | **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile | **M. François Bausch**, Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | **M. Marc Hansen**, Ministre de la Fonction publique | **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Aménagement du territoire, Ministre de l'Énergie | **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé, Ministre de la Protection des consommateurs | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la

Justice, Ministre de la Culture | **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | **M. Lex Delles**, Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme | **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | **M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, Ministre des Sports | **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre à la Grande Région

ad 1. Zanter dem 4. September hunn 9 Ministèreren am Ganzen 89 gepushte Social-Media-Bättrëg publizéiert.

Den Informatiounen no, déi der Regierung virleien, ass et wichteg ze präziséieren, datt des Bättrëg sech op Campagnë vun de Ministère bezéien, déi direkt eppes mat hiren Informations- an Opklärungslichten ze dinn hunn.

ad 2. Et handelt sech am Ganzen ëm e Geldbetrag vun 13.632,67 Euro HTVA.

Taxe sur les véhicules agricoles | Question urgente **0149** (03/01/2024) de **Mme Alexandra Schoos** | **M. Fred Keup** (ADR)

Gëschter (2.1.2024) krute vill landwirtschaftlech Betriber iertemlecherweis e Bréif vun der Administration des douanes et accises, fir Cotisatiounen vun hire landwirtschaftleche Gefierer ze bezuelen, obwuel des zu Lëtzebuerg gesetzlech vun där entspriechender Steuer ausgeholl sinn. Esou Feeler bedeit fir d'Betriber eng zousätzlech zäitlech Belaaschtung an deemno wéi feelen d'Suen och temporär am Betrib, falls si der Opfuerderung guddem Wëllens nokomm sinn. Schlussendlech droen se och net dozou bäi, dat allgemengt Vertraue vun de Bierger an d'Verwaltungen ze stäerken.

An deem Kontext géife mir dem Här Finanzminister gär folgend Froe stellen:

1. Wéi vill landwirtschaftlech Betriber si vun dëser Pann betrafft?
2. Si sämtlech landwirtschaftlech Betriber offiziell doriwwer informéiert ginn, dass des Cotisatiounen opfuerderung iertemlecherweis verschéckt gouf, fir sämtlech weider Rechtsongesécherheeten ze vermeiden?
3. Kann den Här Minister matdeelen, ob séchergestallt ass, datt déi landwirtschaftlech Betriber, déi scho bezuelt hunn, hir Suen onmëttelbar zeréckkréien? Falls net, firwat net?
4. Wéi koum et dozou, dass des Opfuerderung iertemlecherweis verschéckt ginn ass? Gesäit den Här Minister no dësem Tëscheffall eng intern Evaluatioun vun den entspriechenden Aarbechtssoflee vir? Kann den Här Minister an deem Sënn och präziséieren, ob et sech hei ëm eng intern Simulatioun vun zousätzleche Recettë gehandelt huet? Falls jo, kann den Här Minister der Chamber, als Souverän vun der Steierpolitik, déi entspriechend Resultater zoukomme loossen?

Taxe sur les véhicules agricoles | Question urgente **0150** (04/01/2024) de **Mme Octavie Modert** (CSV)

Virum Joreswiessel kruten d'Bauere vun der Douanes-an Akziseverwaltung eng Opfuerderung geschéckt, fir d'Steiere fir hir Trakteren ze bezuelen, dat, obwuel landwirtschaftlech Maschinnen net steierpflichteg

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

sinn. Eisen Informatiounen no soll et sech dobäi ëm en Iertum vun enger Déngschtstell, der SNCA, handeln. Wéi et an deem Schreiwes heesche géif, wär d'Tax bis den 12. Januar 2024 ze bezuelen.

Dofir wollt ech folgend Froen un d'Madamm Transportminister an un den Här Finanzminister stellen:

– Stëmmt et, datt d'Trakersbesëtzer eng Opfuerderung kruten, fir Steieren op hiren Trakteren ze bezuelen?

• Wa jo, wéi vill Formulairë si verschéckt ginn?

– Kënn Dir eis Informatiounen bestätegen, datt et sech dobäi ëm en Iertum handelt?

– Wéini a ggf. wéi wäert déi zoustänneg Verwaltung déi betrafte Besëtzer informéieren an hinnen offiziell matdeelen, wat ze maachen ass?

– Wann et en Iertum ass, a well den Datum vum Verschécken an dee vum Bezuele ganz no beienee leien, an dat iwwer d'Feierdeeg, fënnt d'Regierung et net ubruecht, fir am Virfeld eng offiziell Kommunikatioun, eventuell a Form vun engem Communiqué o. ä. ze maachen, fir déi Betrafte vum richtege Sachverhalt ze informéieren?

Réponse (05/01/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Verschieden Trakersbesëtzer krute virum Joreswiessel fälschlecherweis vun der Douanes- an

Akziseverwaltung eng Opfuerderung geschéckt, fir d'Autossteuer op hir Trakteren ze bezuelen.

Dësen Iertum ass op e Feeler an engem Informatiksprogramm vun der Douanes- an Akziseverwaltung ze réckzeféieren. De Feeler gouf zanterhier behuewen.

346 Trakersbesëtzer si vun dëser falscher Opfuerderung betraff.

D'Douanes- an Akziseverwaltung mécht e Communiqué, fir all concernéiert Leit a Betriber iwwert den Iertum ze informéieren.

All déi Concernéiert, déi scho bezuelt hunn, ginn eenzel ugeschriwwen, fir dass si hir Suen direkt kënnen rembourséiert kréien.

Dësen ongléckleche Virfall ass reng nëmmen engem Feeler an engem Informatiksprogramm geschélt. Et handelt sech deemno net ëm eng Simulatioun vu Recetten.

Difficultés financières dans le secteur sportif | Question urgente **0174** (15/01/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De Sportsecteur ka vu staatleche finanziellen Hëllef profitéieren. Eng Rei Federatiounen an Organisme bedauern zurzäit awer, dass déi staatlech Gelder, mat deene geplangt gouf, Verspéidung hunn. Weeder

d'Sue vum 2. Decompte vun 2023 sollen iwwerwise gi sinn, nach d'Avancé säit Januar 2024. Obwuel virauszegesi war, dass iwwert en Douzième provisoire Budget gefuer géif ginn, steet de Sportsecteur, wou Paie bezuelt a lafend Käschte gedeckt musse ginn, aktuell dowéinst ënnert engem onerwaarte finanziellen Drock.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Firwat kouw et zu de Verzögerunge beim Ausbezuere vun den Aiden a wat gétt gemaach, fir de Problem esou séier wéi méiglech ze behiewen?

2. Bis wéini kann de Secteur mam Ausbezuere vun de Sue vum 2. Decompte vun 2023 rechnen?

3. Bis wéini kann de Secteur mam Ausbezuere vun de Sue vun den Avancé fir 2024 rechnen?

Réponse (16/01/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1. Ech ka confirméieren, datt et keng Retarde gëtt beim Ausbezuere vun den Aiden. Weeder fir d'Decompté vun 2023, nach fir d'Avancé vun 2024.

ad 2. D'Solde vun 2023 ginn, sou wéi dat schonn déi lescht Joren de Fall wor, tëscht Mëtt Januar a Mëtt Mäerz 2024 ausbezuelt.

ad 3. D'Avancé fir 2024 ginn tëscht Mëtt Januar an Ufank Februar ausbezuelt. Och dës Delaie sinn déi selwecht wéi an de leschte Joren.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Exposition prolongée jusqu'au 24 février 2024

Archives nationales – Plateau du Saint-Esprit

Lundi à vendredi 08h30 – 17h30

Samedi 08h30 – 11h30

Exposition en langues allemande et française

Entrée et visites guidées gratuites

Informations



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799